

SOCIÉTÉ DES NATIONS

*Recueil des Traités et des Engagements
internationaux enregistrés par le Secrétariat
de la Société des Nations.*

LEAGUE OF NATIONS

Treaty Series

*Publication of Treaties and International Engagements
registered with the Secretariat of the
League of Nations.*

SOCIÉTÉ DES NATIONS

Recueil des Traités

*et des Engagements internationaux enregistrés par le
Secrétariat de la Société des Nations*

VOLUME LXXIX**1928****NUMÉROS 1, 2, 3 et 4**

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
N° 1801. — Norvège et Union des Républiques soviétistes socialistes :	
Convention relative à la protection réciproque des droits de propriété industrielle, avec protocole final. Signés à Moscou, le 24 février 1928	9
N° 1802. — Autriche et Hongrie :	
Deuxième avenant au traité de commerce conclu à Budapest, le 8 février 1922. Signé à Vienne, le 14 juin 1928	17
N° 1803. — Bulgarie et Estonie :	
Echange de notes comportant un arrangement commercial provisoire. Sofia, le 11 février 1928	43
N° 1804. — France et Italie :	
Convention sur le régime douanier des soies et soieries, signée à Paris, le 26 janvier 1927, et échange de notes y relatif de la même date	49
N° 1805. — Allemagne et France :	
Convention modifiant les modalités de perception du prélèvement sur la valeur des impor- tations allemandes en France, avec annexe. Signée à Paris, le 16 mars 1928	121
N° 1806. — Allemagne, Belgique, France et Italie :	
Convention internationale en vue de l'établissement de règles uniformes pour la recon- naissance réciproque des poinçons officiels d'épreuves des armes à feu et règlement y annexé. Signée à Bruxelles, le 15 juillet 1914	133

LEAGUE OF NATIONS

Treaty Series

*Publication of Treaties and International Engagements
registered with the Secretariat of the League of Nations.*

VOLUME LXXIX

1928

NUMBERS 1, 2, 3 and 4

TABLE OF CONTENTS

	Pages
No. 1801. — Norway and Union of Soviet Socialist Republics :	
Convention concerning the reciprocal Protection of Industrial Property Rights, with Final Protocol. Signed at Moscow, February 24, 1928	9
No. 1802. — Austria and Hungary :	
Second Additional Agreement to the Commercial Treaty concluded at Budapest, February 8, 1922. Signed at Vienna, June 14, 1928	17
No. 1803. — Bulgaria and Estonia :	
Exchange of Notes constituting a Provisional Commercial Arrangement. Sofia, February 11, 1928	43
No. 1804. — France and Italy :	
Agreement relating to the Customs Régime applicable to Silks and Silk Goods, signed at Paris, January 26, 1927, and Exchange of Notes relating thereto of the same Date.	49
No. 1805. — Germany and France :	
Convention modifying the Methods of collecting the Levy on the Value of German Imports into France with Annex. Signed at Paris, March 16, 1928	121
No. 1806. — Germany, Belgium, France and Italy :	
International Convention regarding the Establishment of Uniform Regulations for the reciprocal Recognition of Official Proof Marks on Fire-Arms, and Regulations annexed thereto. Signed at Brussels, July 15, 1914	133

	Pages
N° 1807. — Pays-Bas et Suède :	
Traité de conciliation. Signé à La Haye, le 21 mai 1927	147
N° 1808. — Colombie et Saint-Siège :	
Convention concernant les missions. Signée à Bogota, le 5 mai 1928	157
N° 1809. — Allemagne, Danemark, Ville Libre de Dantzig, Estonie, Finlande, Lettonie, Lituanie, Pologne et Suède :	
Convention géodésique baltique. Signée à Helsinki (Helsingfors), le 31 décembre 1925 ...	167
N° 1810. — Allemagne et Italie :	
Convention concernant la navigation aérienne, avec protocole additionnel. Signés à Berlin, le 20 mai 1927	179
N° 1811. — Allemagne et Espagne :	
Convention générale concernant la navigation aérienne. Signée à Madrid, le 9 décembre 1927	203
N° 1812. — Allemagne et Mexique :	
Avenant à l'Arrangement du 16 mars 1925, relatif au règlement des indemnités à accorder aux ressortissants allemands pour dommages subis à l'occasion des troubles révolutionnaires au Mexique. Signé à Mexico, le 20 décembre 1927	229
N° 1813. — Allemagne et Etats-Unis d'Amérique :	
Echange de notes comportant un accord concernant l'échange direct de renseignements entre les services chargés du contrôle du trafic des stupéfiants. Berlin, les 24 décembre 1927 et 14 février 1928	235
N° 1814. — Allemagne et Suisse :	
Convention concernant l'assurance-chômage des travailleurs des régions frontières. Signée à Berne, le 4 février 1928.	241
N° 1815. — Allemagne et France :	
Arrangement au sujet des échanges commerciaux du territoire du Bassin de la Sarre avec le territoire douanier allemand, et protocole de signature, signés à Paris, le 23 février 1928, et échange de notes de la même date	247
N° 1816. — Allemagne et Autriche :	
Echange de notes comportant un arrangement relatif à l'égalité de traitement des ressortissants des deux pays en ce qui concerne l'assistance aux chômeurs et en cas de crise. Vienne, le 29 février 1928	405

	Pages
No. 1807. — Sweden and the Netherlands :	
Conciliation Treaty. Signed at The Hague, May 21, 1927	147
No. 1808. — Colombia and the Holy See :	
Convention regarding Missions. Signed at Bogota, May 5, 1928	157
No. 1809. — Germany, Denmark, Free City of Danzig, Estonia, Finland, Latvia, Lithuania, Poland and Sweden :	
Baltic Geodetic Convention. Signed at Helsinki (Helsingfors), December 31, 1925 ...	167
No. 1810. — Germany and Italy :	
Convention relating to Aerial Navigation, with Additional Protocol. Signed at Berlin, May 20, 1927	179
No. 1811. — Germany and Spain :	
General Convention relating to Air Navigation. Signed at Madrid, December 9, 1927 ...	203
No. 1812. — Germany and Mexico :	
Supplementary Agreement to the Arrangement of March 16, 1925, relating to the Compensation to be granted to German Nationals for Damage suffered on the occasion of the Revolutionary Disturbances in Mexico. Signed at Mexico, December 20, 1927	229
No. 1813. — Germany and United States of America :	
Exchange of Notes constituting an Agreement regarding the direct Exchange of Information between the Services in charge of the Control of the Traffic in Narcotic Drugs. Berlin, December 24, 1927, and February 14, 1928	235
No. 1814. — Germany and Switzerland :	
Agreement regarding Unemployment Insurance of Workers in Frontier Districts. Signed at Berne, February 4, 1928	241
No. 1815. — Germany and France :	
Agreement regarding Commercial Exchanges between the Saar Basin Territory and the German Customs Territory, with Protocol of Signature, signed at Paris, February 23, 1928, and Exchange of Notes of the same Date	247
No. 1816. — Germany and Austria :	
Exchange of Notes constituting an Agreement regarding Equality of Treatment for the Nationals of the two Countries as regards Assistance in Unemployment and Assistance in case of Crisis. Vienna, February 29, 1928	405

	Pages
N° 1817. — Allemagne et Chili :	
Echange de notes comportant un accord relatif au contrôle du trafic des stupéfiants. Santiago, le 18 avril 1928	411
N° 1818. — France et Mexique :	
Convention tendant à assurer le règlement des réclamations provoquées par les pertes et dommages subis par des Français ou des protégés français, à raison d'actes révolu- tionnaires survenus au Mexique pendant la période comprise entre le 20 novembre 1910 et le 31 mai 1920 inclus, signée à Mexico, le 25 septembre 1924, et Convention additionnelle à la convention ci-dessus, signée à Mexico, le 12 mars 1927	417

No. 1817. — Germany and Chile :

Pages

Exchange of Notes constituting an Agreement with regard to the Control of the Traffic in
Narcotic Drugs. Santiago, April 18, 1928... .. 411

No. 1818. — France and Mexico :

Convention for the Settlement of Claims arising from Losses and Damage inflicted on
French Citizens or Persons under French Protection by reason of Revolutionary
Acts occurring in Mexico between November 20, 1910, and May 31, 1920, inclusive,
signed at Mexico, September 25, 1924, and Additional Convention to the above
Convention, signed at Mexico, March 12, 1927 417

N° 1801.

**NORVÈGE ET
UNION DES RÉPUBLIQUES
SOVIÉTISTES SOCIALISTES**

Convention relative à la protection
réciproque des droits de propriété
industrielle, avec protocole final.
Signés à Moscou, le 24 février
1928.

**NORWAY
AND UNION OF SOCIALIST
SOVIET REPUBLICS**

Convention concerning the recipro-
cal Protection of Industrial Pro-
perty Rights, with Final Protocol.
Signed at Moscow, February 24,
1928.

N^o 1801. — CONVENTION ¹ ENTRE LA NORVÈGE ET L'UNION DES RÉPUBLIQUES SOVIÉTISTES SOCIALISTES RELATIVE A LA PROTECTION RÉCIPROQUE DES DROITS DE PROPRIÉTÉ INDUSTRIELLE. SIGNÉE A MOSCOU, LE 24 FÉVRIER 1928.

Texte officiel français communiqué par le ministre des Affaires étrangères de Norvège. L'enregistrement de cette convention a eu lieu le 23 juillet 1928.

SA MAJESTÉ LE ROI DE NORVÈGE et LE COMITÉ CENTRAL EXÉCUTIF DE L'UNION DES RÉPUBLIQUES SOVIÉTISTES SOCIALISTES, également animés du désir de protéger réciproquement les droits de propriété industrielle, notamment des inventions, des dessins et modèles, des marques commerciales et de fabrique, ont résolu en exécution de l'article 13 du Traité de commerce et de navigation ² signé entre les deux pays le 15 décembre 1925 de conclure à cet effet une convention sur la protection réciproque de droits de propriété industrielle et ont nommé pour leurs plénipotentiaires :

SA MAJESTÉ LE ROI DE NORVÈGE :

M. A. URBYE, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire ;

LE COMITÉ CENTRAL EXÉCUTIF DE L'UNION DES RÉPUBLIQUES SOVIÉTISTES SOCIALISTES :

M. M. LITVINOFF, membre du Comité central exécutif, commissaire-adjoint du Peuple pour les Affaires étrangères ;

Lesquels, après avoir échangé leurs pleins pouvoirs trouvés en bonne et due forme, sont convenus des dispositions suivantes :

Article premier.

Les ressortissants de chacun des pays contractants jouiront dans l'autre pays, en ce qui concerne la protection des inventions, des dessins ou modèles industriels, des marques de fabrique ou de commerce ainsi que la répression de la concurrence déloyale, des mêmes avantages que les lois de ce pays accordent actuellement ou accorderont par la suite aux nationaux. En conséquence, ils auront la même protection que ceux-ci et le même recours légal contre toute atteinte portée à leurs droits, sous réserve de l'accomplissement des conditions et formalités imposées aux nationaux.

Toutefois, les marques de fabrique ou de commerce ne seront pas protégées à un degré plus étendu, ni pour un terme plus long, que dans le pays d'origine.

Les dispositions de la présente convention s'appliqueront aussi aux sociétés commerciales et aux personnes morales, légalement établies dans le pays de leur résidence.

¹ L'échange des ratifications a eu lieu à Oslo, le 5 juillet 1928.

² Vol. XLVII, page 9, de ce recueil.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

NO. 1801. — CONVENTION ² BETWEEN NORWAY AND THE UNION OF SOCIALIST SOVIET REPUBLICS CONCERNING THE RECIPROCAL PROTECTION OF INDUSTRIAL PROPERTY RIGHTS. SIGNED AT MOSCOW, FEBRUARY 24, 1928.

French official text communicated by the Norwegian Minister for Foreign Affairs. The registration of this Convention took place July 23, 1928.

HIS MAJESTY THE KING OF NORWAY and THE CENTRAL EXECUTIVE COMMITTEE OF THE UNION OF SOCIALIST SOVIET REPUBLICS, being equally desirous of protecting their mutual rights in industrial property and, in particular, inventions, drawings and models, commercial and trade marks, have resolved, in execution of Article 13 of the Treaty of Commerce and Navigation³, signed between the two countries on December 15, 1925, to conclude for this purpose a convention concerning the reciprocal protection of industrial property rights, and have appointed as their Plenipotentiaries :

HIS MAJESTY THE KING OF NORWAY :

M. A. URBYE, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary ;

THE CENTRAL EXECUTIVE COMMITTEE OF THE UNION OF SOCIALIST SOVIET REPUBLICS :

M. M. LITVINOFF, Member of the Central Executive Committee, Deputy Peoples Commissioner for Foreign Affairs ;

Who, having communicated their full powers, found in good and due form, have agreed upon the following provisions.:

Article 1.

Nationals of each of the contracting countries shall enjoy within the other country in regard to the protection of inventions, industrial drawings or models, commercial or trade marks and the suppression of unfair competition, the same benefits as are or may hereafter be conferred on its nationals under the laws of the said country. They shall therefore have the same protection as nationals and the same legal recourse against any infringement of their rights, subject to compliance with the conditions and formalities imposed upon nationals.

Nevertheless, commercial or trade marks shall not be protected to a greater extent nor for a longer period than in the country of origin.

The provisions of the present Convention shall also apply to commercial companies and to juridical persons legally constituted in the country of their residence.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

² The exchange of ratifications took place at Oslo, July 5, 1928.

³ Vol. XLVII, page 9, of this Series.

Article 2.

Les ressortissants de chacun des pays contractants qui, après l'entrée en vigueur de la présente convention, auront régulièrement, dans leurs pays, fait le dépôt d'une demande de brevet d'invention, d'un dessin ou modèle industriel ou d'une marque de fabrique ou de commerce ou leur ayant-cause, jouiront, pour effectuer le dépôt dans l'autre pays, et sous réserve des droits des tiers, d'un droit de priorité pendant les délais déterminés ci-après.

En conséquence, le dépôt ultérieurement opéré dans l'autre pays contractant, avant l'expiration de ces délais, ne pourra pas être invalidé par des faits accomplis dans l'intervalle, soit, notamment, par un autre dépôt, par la publication de l'invention ou son exploitation, par la mise en vente d'exemplaires du dessin ou du modèle ou par l'emploi de la marque.

Les délais de priorité mentionnés ci-dessus seront de douze mois pour les brevets d'invention et de six mois pour les dessins ou modèles industriels et pour les marques de fabrique ou de commerce. Ces délais commencent à courir de la date du dépôt de la première demande.

Article 3.

Si un ressortissant d'un des pays contractants a, dans les six mois à partir de la date de l'entrée en vigueur de la présente convention, régulièrement fait, dans l'autre pays, le dépôt d'une demande de brevet, antérieurement déposée par lui dans son pays entre les dates du 7 novembre 1917 et du jour de l'entrée en vigueur de la présente convention, l'article 2 aura une application analogue, le délai de priorité étant alors à compter de la date du dépôt de la première demande jusqu'à la date du dépôt de la demande faite dans l'autre pays contractant. Cette disposition, toutefois, ne portera pas atteinte aux droits acquis de bonne foi par des tiers avant l'entrée en vigueur de la présente convention.

Article 4.

Les ressortissants d'un des pays contractants, ayant, dans le territoire de l'autre pays contractant, déposé avant le 7 novembre 1917 et conformément aux lois alors en vigueur, une marque de fabrique ou de commerce ou obtenu l'enregistrement d'une marque, pourront, s'ils en demandent le renouvellement conformément aux lois actuellement en vigueur, réclamer le droit de priorité en vertu du premier dépôt, pourvu que la demande de renouvellement soit faite dans les six mois à partir de la date de l'entrée en vigueur de la présente convention.

Le paragraphe 9, alinéa 1-3 de la loi norvégienne du 2 juillet 1910 sur les marques de fabrique et de commerce et les articles 4b, 13 et 14 de l'arrêté du Comité central exécutif et du Conseil des Commissaires du Peuple de l'Union des Républiques soviétistes socialistes du 12 février 1926 sur les marques de fabrique ou de commerce auront une application analogue. Le droit de demander la radiation, accordé par lesdites lois, doit être effectué par l'intermédiaire des autorités compétentes dans les neuf mois à partir de la date du renouvellement de la marque.

Cependant les détenteurs d'un certificat n'auront pas le droit de demander un dédommagement pour l'usage des marques de commerce ou de fabrique qui a eu lieu avant qu'on ait fait usage du droit de demander la radiation.

Article 5.

Les dépôts de marques de fabrique ou de commerce effectués par des sociétés commerciales ou par des personnes morales norvégiennes (article 1, alinéa 3) entre les dates du 10 novembre 1922 et du jour de l'entrée en vigueur de la présente convention, sont considérés valables depuis la date du dépôt.

Article 2.

Nationals of either Contracting Party, or their representatives, who, after the coming into force of the present Convention, shall have duly filed in their own country a request for a certificate of invention, or of industrial drawings or models, or of commercial or trade marks, shall enjoy priority rights, during the extensions of time hereinafter mentioned, for the filing of their requests in the other country, without prejudice to the rights of third parties.

Requests subsequently filed in the other contracting country prior to the expiration of these periods, cannot therefore be invalidated by any acts performed during the interval, and in particular, by the filing of another request by the publication of the invention or its exploitation, by the offering for sale of copies of the drawing or model or by the use of the mark.

The aforementioned extensions of time for the exercise of the priority rights shall be twelve months in the case of certificates of invention, and six months in the case of industrial drawings or models and commercial or trade marks. These periods shall be reckoned as from the date when the first request was filed.

Article 3.

If, within six months from the date of the coming into force of the present Convention, a national of one of the contracting countries has duly filed in the other country a request for a certificate previously filed by him in his own country between November 7, 1917, and the date of the coming into force of the present Convention, Article 2 shall be applied *mutatis mutandis*, the period allowed for the exercise of priority rights being then reckoned as from the date of the filing of the first request until the date of the filing of the request in the other contracting country. The present provisions shall, however, be without prejudice to rights acquired in good faith by third parties prior to the coming into force of the present Convention.

Article 4.

Nationals of either contracting country who have filed a request for a trade or commercial mark, or obtained the registration of such mark within the territory of the other Contracting Party, prior to November 7, 1917, and in compliance with the laws at that time in force, may, if they apply for its renewal in accordance with the laws in force at the present time, claim priority rights in virtue of the first filing of the request, provided that the application for renewal be made within six months as from the date of the coming into force of the present Convention.

Paragraph 9, sub-paragraphs 1 to 3, of the Norwegian law of July 2, 1910, concerning commercial and trade marks, and Articles 4b, 13 and 14 of the Decree of the Central Executive Committee and of the Council of People's Commissaries of the Union of Socialist Soviet Republics, dated February 12, 1926, concerning trade and commercial marks, shall have a similar application. The right to demand cancellation conferred under the said laws may be exercised through the competent authorities within nine months as from the date of the renewal of the mark.

Holders of certificates shall not, however, be entitled to demand compensation in respect of the use of commercial or trade marks prior to the date on which they availed themselves of the right to demand cancellation.

Article 5.

Requests for trade or commercial marks filed by Norwegian commercial companies or juridical persons (Article 1, paragraph 3), between November 10, 1922, and the date of the coming into force of the present Convention, shall be considered valid as from the date on which the request is filed.

Article 6.

La présente convention sera ratifiée aussitôt que faire se pourra et entrera en vigueur dans le délai de deux mois après l'échange des instruments de ratification qui aura lieu à Oslo.

Elle restera en vigueur jusqu'à l'expiration de six mois à compter de la date où l'une des Parties contractantes aurait notifié à l'autre son intention d'y mettre fin.

En foi de quoi les plénipotentiaires susnommés ont signé la présente convention et y ont apposé leurs sceaux.

Fait en double exemplaire à Moscou, le 24 février 1928.

(L. S.) A. URBYE.

(L. S.) M. LITVINOFF.

PROTOCOLE FINAL

Au moment de procéder à la signature de la convention entre la Norvège et l'Union des Républiques soviétistes socialistes sur la protection réciproque des droits de propriété industrielle conclue à la date de ce jour les plénipotentiaires susnommés sont convenus des dispositions suivantes faisant partie intégrante de la convention.

I.

Les pays contractants s'engagent à assurer aux ressortissants de l'autre pays une protection effective contre les actes déloyaux, surtout contre ceux qui tendent à induire en erreur sur l'origine du produit, sur le nom ou sur la raison sociale du producteur ou du commerçant.

II.

La notion « ressortissants » employée dans la présente convention ne s'applique, en ce qui concerne l'Union des Républiques soviétistes socialistes, qu'aux personnes qui sont dûment munies de documents émanant des autorités soviétistes.

A. URBYE.

M. LITVINOFF.

Certifiée pour copie conforme :

Oslo
au ministre des Affaires étrangères,
le 17 juillet 1928.

*Le chef de la Division des Affaires politiques
et commerciales en général a. s.*

J. Jorsted.

Article 6.

The present Convention shall be ratified as soon as possible, and shall come into force two months after the exchange of the instruments of ratification, which shall take place at Oslo.

It shall remain in force until the expiration of six months as from the date on which either of the Contracting Parties notifies the other of its intention to denounce the Convention.

In faith whereof the aforementioned Plenipotentiaries have signed the present Convention, and have thereto affixed their seals.

Done in duplicate at Moscow, February 24, 1928.

(*L. S.*) A. URBYE.

(*L. S.*) M. LITVINOFF.

FINAL PROTOCOL.

When proceeding to sign the Convention concluded on this day between Norway and the Union of Socialist Soviet Republics concerning the reciprocal protection of industrial property rights, the aforementioned Plenipotentiaries agreed upon the following provisions which constitute an integral part of the Convention.

I.

The contracting countries undertake to afford to nationals of the other country effective protection against unfair acts, and particularly against such as might give a misleading impression concerning the origin of the product, and the name or style of the producer or trader.

II.

The term "nationals" used in the present Convention shall, in so far as the Union of Socialist Soviet Republics is concerned, refer only to persons duly furnished with documents issued by Soviet authorities.

A. URBYE.

M. LITVINOFF.

N° 1802.

AUTRICHE ET HONGRIE

Deuxième avenant au Traité de commerce conclu à Budapest, le 8 février 1922. Signé à Vienne, le 14 juin 1928.

AUSTRIA AND HUNGARY

Second Additional Agreement to the Commercial Treaty concluded at Budapest, on February 8, 1922. Signed at Vienna, June 14, 1928.

TEXTE ALLEMAND. — GERMAN TEXT.

N^o 1802. — ZWEITES ZUSATZABKOMMEN ¹ ZU DEM ZWISCHEN DER REPUBLIK ÖSTERREICH UND DEM KÖNIGREICHE UNGARN AM 8. FEBRUAR 1922 ² IN BUDAPEST GESCHLOSSENEN HANDELSÜBEREINKOMMEN. GEZEICHNET IN WIEN, AM 14. JUNI 1928.

*Textes officiels allemand et hongrois communiqués par le chancelier du Gouvernement fédéral d'Autriche.
L'enregistrement de cette convention a eu lieu le 26 juillet 1928.*

DER BUNDESPRÄSIDENT DER REPUBLIK ÖSTERREICH und SEINE DURCHLAUCHT DER REICHsverweser von UNGARN, vom Wunsche geleitet, das Zusatzabkommen ³ vom 9. April 1926 zu dem zwischen der Republik Österreich und dem Königreiche Ungarn am 8. Februar 1922 geschlossenen Handelsübereinkommen in einigen Punkten abzuändern und es zu ergänzen, sind übereingekommen, zu diesem Zwecke ein zweites Zusatzabkommen abzuschliessen, und haben in dieser Absicht zu ihren Bevollmächtigten ernannt :

DER BUNDESPRÄSIDENT DER REPUBLIK ÖSTERREICH :

Dr. Ignaz SEIPEL, Bundeskanzler,
Dr. Hans SCHÜRFF, Bundesminister für Handel und Verkehr,
Andreas THALER, Bundesminister für Land- und Forstwirtschaft,

SEINE DURCHLAUCHT DER REICHsverweser von UNGARN :

Ludwig Grafen AMBRÓZY von SÉDEN und REMETE, ausserordentlichen Gesandten und bevollmächtigten Minister in Wien,

welche, nachdem sie ihre in guter und gehöriger Form befundenen Vollmachten ausgetauscht haben, folgendes vereinbart haben :

Artikel I.

Die Anlage A (zum österreichischen Zolltarif) des Zusatzabkommens vom 9. April 1926 wird, wie folgt, abgeändert :

¹ L'échange des ratifications a eu lieu à Budapest, le 14 juillet 1928.

² Vol. XVI, page 19, de ce recueil.

³ Vol. LV, page 367, de ce recueil.

TEXTE HONGROIS. — HUNGARIAN TEXT.

Nº 1802. — MÁSODIK PÓTEGYEZMÉNY ¹ AZ OSZTRÁK KÖZTÁRSASÁG ÉS A MAGYAR KIRÁLYSÁG KÖZÖTT BUDAPESTEN, 1922 ². ÉVI FEBRUÁR HÓ 8-ÁN KÖTÖTT KERESKEDELMI EGYEZMÉNYHEZ.

German and Hungarian official texts communicated by the Chancellor of the Austrian Federal Government. The registration of this Convention took place July 26, 1928.

AZ OSZTRÁK KÖZTÁRSASÁG ELNÖKE és Ő FŐMÉLTÓSÁGA MAGYARORSZÁG KORMÁNYZÓJA abból az óhajukból kifolyólag, hogy az Osztrák Köztársaság és a Magyar Királyság között Budapesten, 1922. évi február hó 8-án kötött kereskedelmi egyezmény 1926. ³ évi április hó 9-én kelt pótegyezményét kiegészítsék és annak néhány pontját megváltoztassák, megállapodtak abban, hogy e célból második pótegyezményt kötnek és ezért megnevezték meghatalmazottaikat, és pedig

AZ OSZTRÁK KÖZTÁRSASÁG SZÖVETSÉGI ELNÖKE :

SEIPEL Ignác dr. szövetségi kancellárt,
SCHÜRFF János dr. szövetségi kereskedelemügyi és közlekedésügyi minisztert és
THALER András szövetségi mezőgazdasági és erdőgazdasági ministert ;

Ő FŐMÉLTÓSÁGA MAGYARORSZÁG KORMÁNYZÓJA :

sédeni és remetei gróf AMBRÓZY Lajos bécsi rendkívüli követ és meghatalmazott ministert,

akik, jó és kellő alakban talált meghatalmazásaik kicserélése után, a következőkben állapodtak meg :

I. Cikk.

Az 1926. évi április hó 9-én kelt pótegyezmény A melléklete (az osztrák vámtarifához) a következőképen módosul :

¹ The exchange of ratifications took place at Budapest, July 14, 1928.

² Vol. XVI, page 19, of this Series.

³ Vol. LV, page 367, of this Series.

a) *Gestrichen werden :*

Nummer des Tarifs	Benennung der Ware	Zollsatz in Goldkronen
aus 31	aus c) Mehl und andere Müllereierzeugnisse aus Mais	für 100 ⁰ kg
aus 52	a) Schlachtvieh	1,50
	c) Jungvieh	5,—
	d) Kälber	für 1 Stück
aus 55	Schweine im Gewicht :	15,—
	c) Über 40 kg bis 110 kg	4,—
73	Margarine	für 100 kg
aus 96	Fleisch : a) frisch :	9,—
	1) Schweinefleisch	frei
	Schweine geschlachtet und geputzt, in ganzen Stücken im Gewichte über 90 kg oder in Hälften im Gewichte über 45 kg	12,—
		6,—

b) *Abgeändert werden :*

Nummer des Tarifs	Benennung der Ware	Zollsatz in Goldkronen
aus 5	Gemahlener Paprika	für 100 kg
aus 28	Hirse	25,—
30 a)	Bohnen	1,50
aus 31	Mehl und andere Müllereierzeugnisse aus Getreide und Hülsen- früchten :	1,50
	a) Graupen	4,10
	aus c) Hirse geschält	3,30
aus 33	Mehl und andere Müllereierzeugnisse aus anderem Getreide	5,—
aus 35	Weintrauben, frisch, zum Tafelgenuss in Körben, Steigen und Gitterkistchen, im Gewichte bis 15 kg.	10,—
aus 39	Obst, nicht besonders benanntes, frisch :	4,—
	aus a) Feines Tafelobst : Kirschen, Weichseln	
	Gemüse, nicht besonders benannte, und andere Gewächse für den Küchengebrauch, frisch :	
	aus a) Feine Tafelgemüse :	
	Grüne Erbsen (auch in Schoten,) grüne Bohnen	1,—
aus 40 c)	Tomatenkonserven in Fässern oder Fässchen	3,—
aus 56	Pferde :	
	aus b) Gebrauchspferde der Warmblütlerrassen und -stämme und deren Kreuzungen untereinander :	für 1 Stück
	1. Über 2 Jahre alt	60,—
	2. Bis zum Alter von 2 Jahren	30,—
58	Geflügel aller Art (mit Ausnahme des Federwildes) :	für 100 kg
	a) Lebend	5,—
	b) Tot, auch ausgeweidet	8,—
aus 60 b)	Fische, frische, andere, mit Ausnahme von Forellen	5,—

a) Törölendők :

Tarifaszám	Az áru megnevezése	Vám aranykoronában
31-ből 52-ből	c)-ből : Liszt és malomipari termékek tengeriből. a) Vágómarha	100 kg-kint 1,50 5,— darabonkint
55-ből	c) Növendékmarha d) Borju	15,— 4,—
73 96-ből	Sertés : c) 40 kg-on felüli és legfeljebb 110 kg súlyban Margarin. Hus : a) Friss : 1) Sertéshus Leölt és tisztított sertés egész darabokban 90 kg-on felüli súlyban vagy felekben 45 kg-on felüli súlyban	100 kg-kint 9,— vm. 12,— 6,—

b) Módosítandók :

Tarifaszám	Az áru megnevezése	Vám aranykoronában
5-ből 28-ből 30 a) 31-ből	Örölt paprika Köles Bab Liszt és más malomipari termékek gabonából vagy hüvelyesekből :	100 kg-kint 25,— 1,50 1,50
33-ből	a) Árpagyöngy c)-ból : Hántolt köles Liszt és más malomipari termékek más gabonából	4,10 3,30 5,—
35-ből	Friss csemegezőlő kosarakban, rekeszekben vagy rácsos ládikákban legfeljebb 15 kg súlyban	10,—
39-ből	Külön meg nem nevezett friss gyümölcs : a)-ból : Finom csemegegyümölcs : Cseresnye, meggy Külön meg nem nevezett főzelék és más növény étkezési célokra, friss : a)-ból : Finom csemegefőzelék : Zöldborsó (hüvelyben is), zöldbab	4,— 1,— 3,—
40 c)-ből 56-ből	Paradicsomkonzerv hordókban vagy hordócskában Ló : b)-ból : Igás- és kocsilovak a melegvérű fajtákból és törzsek- ből és azok egymásközi keresztezéséből : 1. 2 éven felüli 2. Legfeljebb 2 éves	darabonkint 60,— 30,—
58	Mindenmely szárnyas (a szárnyas vad kivételével) : a) Élő b) Leölt, beleitől tisztítva is	100 kg-kint 5,— 8,—
60 b)-ből	Friss hal, másféle, a pisztráng kivételével	5,—

Nummer des Tarifs	Benennung der Ware	Zollsatz in Goldkronen
aus 75	Speiseöle, zum unmittelbaren Genuss geeignet, mit Ausnahme des rohen Kürbiskernöles :	für 100 kg
	a) In Fässern, Schläuchen, Blasen, dann in anderen handelsüblichen Umschliessungen von 25 kg oder mehr	5,—
	b) In Flaschen, Krügen und ähnlichen Behältnissen unter 25 kg	10,—
aus 93 a) und b)	Bäckereien :	
	Kakes gefüllt ; Waffeln auch gefüllt	70,—
	Patiencebäckerei ; Biskuit	80,—
aus 96	Fleisch :	
	a) Frisch, gefroren (mit Ausnahme von überseeischem Gefrierfleisch), gesalzen :	
	aus 3 : Anderes, mit Ausnahme von Rindfleisch	12,—
aus 104	Kakes und Waffeln mit durch geringfügige Beigabe von Kakao braun gefärbter Füllung	70,—
aus 107	Esswaren, nicht besonders benannte, und alle luftdicht verschlossenen Genussmittel, soweit sie nicht anderweitig höher tarifieren :	
	aus c) Gemüsekonserven :	
	Tomatenkonserven (luftdicht verschlossen)	25,—
	Grüne Bohnen, grüne Erbsen (luftdicht verschlossen)	38,—
	aus e) Gansleberpasteten	200,—
499 d) 1	Schwefelsäure, nicht rauchende	2,80

Es besteht Einverständnis darüber, dass Teilbestimmungen hinsichtlich der im Punkt b) angeführten Tarifnummern, die im obigen nicht geändert erscheinen, unverändert in Geltung bleiben.

c) Neu hinzugefügt werden :

Nummer des Tarifs	Benennung der Ware	Zollsatz in Goldkronen
23	Weizen, Spelz, Halbfrucht.	für 100 kg
24	Roggen	2,—
26	Hafer	2,—
40 a) 1	Getrocknete Paprikaschoten	1,50
68 a) 2	Bettfedern in Packungen im Gewichte unter 80 kg	10,—
aus 97	Fleischwürste :	100,—
	aus b) Feine : Salamiartige Wurst, ganz oder überwiegend aus Rindfleisch mit Speckzusatz, gekocht, auch geräuchert . . .	50,—
aus 194	Kunstseide :	
	aus a) Rohweiss, nicht gefärbt :	
	1. Einfach, von weniger als 100 Denier	frei
aus 220	Herren- und Knabenhüte :	
	aus a) : aus Stroh, Bast, Holzspan, Tagalhanf oder anderen Flechtstoffen der Klasse XXIV :	
	aus 1. Nicht ausgerüstet :	
	Hüte aus bandartigem Strohgeflecht in der Breite von mehr als 8 mm, nach Art der hinterlegten Muster	für 1 Stück
	aus 2. Ausgerüstet :	0,30
	Hüte aus bandartigem Strohgeflecht in der Breite von mehr als 8 mm, nach Art der hinterlegten Muster	0,40
aus 510	Andere chemische Erzeugnisse :	für 100 kg
	f) 1. Kleber, Schusterpapp	12,—

Tarifaszám	Az áru megnevezése	Vám aranykoronában
75-ből	Közvetlen használatra alkalmas ételolajok, a nyers tökmagolaj kivételével :	100 kg-kint
	a) Hordokban, tömlőkben, hólyagokban, továbbá más, a kereskedelemben szokásos tartányokban 25 kg vagy annál nagyobb súlyban	5,—
	b) Palackokban, korsókban és hasonló tartányokban 25 kg-nál kisebb súlyban	10,—
93 a) és b)-ből	Sütemény :	
	Keksz, töltve : ostyaáru, töltve is	70,—
	Pásziánszsütemény; bisztkvit	80,—
96-ből	Hus :	
	a) Friss, fagyasztott (a tengerentuli fagyasztott hus kivételével), sózva :	
	3-ból masféle, a marhahus kivételével	12,—
104-ből	Keksz és ostyaáru kakaonak csekélymértékű hozzáadása által barnára festett töltelékkel	70,—
107-ből	Külön meg nem nevezett élelmiszerekés minden légmentesen elzárt élvezeti cikk, amennyiben nem esik más magasabb tarifátétel alá	
	c)-ből : Főzelékkonzerv :	
	Paradicsomkonzerv (légmentesen elzárva)	25,—
	Zöldbab, zöldborsó (légmentesen elzárva)	38,—
	e)-ből : Libamájpástétom	200,—
499 d) 1	Kénsav, nem füstölő	2,80

Egyetértés áll fenn arra nézve, hogy a b) pont alatt felsorolt tarifaszámok határozmányainak azon részei, melyek a fentiek szerint nem módosulnak, változatlanul érvényben maradnak.

c) *Ujjonnan felveendők :*

Tarifaszám	Az áru megnevezése	Vám aranykoronában
23	Buza, tönköly, kétszeres	100 kg-kint
24	Rozs	2,—
26	Zab	2,—
40 a) 1	Száritott paprikahüvely	1,50
68 a) 2	Ágytoll, 80 kg-nál kisebb súlyu csomagolásban	10,—
97-ből	Huskolbász :	100,—
	b)-ből ; finom : szalámihoz hasonló kolbász egészen vagy tulnyomóan marhahusból, szalona hozzáadásával, főzve, füstölve is	50,—
194-ből	Műselyem :	
	a)-ból : Nyersfehér, festetlen :	
	1. Cérnázatlan, 100 deniernél kisebb finomságban	vm.
220-ből	Férfi-és fiukalap :	
	a)-ból : szalmából, háncsból, faforgácsból, tagalból vagy a XXIV. tarifaosztályba tartozó más fonásanyagból :	
	1.-ből : Felszerelés nélkül :	
	Kalapok szalagszerű szalmafonatból, melynek szélessége 8 mm-nél nagyobb, a letétbe helyezett minták fajtájára	darabonkint 0,30
	2.-ből : Felszereléssel :	
	Kalapok szalagszerű szalmafonatból melynek szélessége 8 mm-nél nagyobb, a letétbe helyezett minták fajtájára	0,40
510-ből	Más vegyészeti készítmények :	100-kg-kint
	f)/1. Csiriz, vargacsiriz	12,—

Artikel II.

Die Anlage B (zum ungarischen Zolltarif) des Zusatzabkommens vom 9. April 1926 wird, wie folgt, abgeändert :

a) *Gestrichen werden :*

Nummer des Tarifs	Benennung der Ware	Zollsatz in Goldkronen
aus 416 b) aus 496 a)	Andere Druckerfarben	für 100 kg 40,—
aus 551 a) 2	Lomspackpapier, im Gewichte von 30 g und mehr auf ein Geviertmeter	7,50
aus 616	Baumwollgarne für den Kleinverkauf adjustiert, in Aufmachungen mit einem Stückgewicht von mehr als 5 g, andere : Nähzwirn auf Holzspulen	280,—
	Spitzen- und Luftstickereien :	
	a) aus Baumwolle und Ramié :	
	2. Überwiegend aus Garnen über Nr. 12 engl.	50 % v. W.
	aus e) Luftstickereien aus Kunstseide	50 % v. W.
aus Anmerkung nach T.-Nr. 616	Bestickte Tülle aus Baumwolle	50 % v. W. für das Paar
aus 656 839 d)	aus a) 5 : Pantoffel, Hausschuhe	1,10
	Selbsttätige Waagen und deren Bestandteile, auch deren Registrier- vorrichtungen, im Stückgewichte von weniger als 50 kg	für 100 kg 210,—

b) *Abgeändert werden :*

Nummer des Tarifs	Benennung der Ware	Zollsatz in Goldkronen
529 e)	Schachteln mit Papier überzogen, mit Reliefdruck oder Aufdruck, mit Goldrand oder Goldaufdruck, mit Ausnahme der Schmuck- etuis der T.-Nr. 529 g	für 100 kg 90,—
626	Überröcke für Männer, Knaben und Kinder, nicht mit Seide, Kunstseide oder Halbseide gefüttert oder in Verbindung mit Pelz, auch Überröcke aus imprägnierten Stoffen, mit Ausnahme der zu der T.-Nr. 878 gehörigen :	
	a) Im Stückgewicht von mehr als 1,6 kg :	für 1 Stück
	1. Ungefüttert oder teilweise gefüttert	17,—
	2. Ganz gefüttert	22,—
	b) Im Stückgewichte von 1,6 kg oder weniger	16,—
	Anmerkung. Nicht gefütterte Überröcke für Knaben und Kinder, in der Länge von 100 cm und weniger und mit einem Brustumfang von 88 cm und weniger, gemessen am zugeknöpften Rock, sofern sie auch durch ihr Aussehen als Knaben- und Kinderröcke zweifellos kenntlich sind	15,— 8,—
aus 628	Kinderkleider aus Schafwollstoffen	

II. Cikk.

Az 1926. évi április hó 9-én kelt pótegyezmény B melléklete (a magyar vámtarifához) a következőképen módosul :

a) Törlendők :

Tarifaszám	Az áru megnevezése	Vám aranykoronában
416 b) 496 a)-ból	Más nyomdafesték	100 kg-kint 40,—
551 a) 2-ből	Lomscsomagolópapíros négyzetméterenként 30 g és annál nagyobb súlyban	7,50
616-ből	A kisforgalom számára kiserelt pamutfonalak 5 g-nál nagyobb súlyu kiserelésben : másféle : varrócérna facsévéken	280,—
616-ből	Csipke és léghimzés : a) Pamutból és ramiéből : 2. Tulnyomóan az angol számozási mód szerint 12. számunál finomabb fonalból	az érték 50%-a az érték 50%-a
a 616. tsz. utáni jegyzetből	e)-ből : Léghimzés műselyemből	az érték 50%-a
656-ből 839 d)	Himzett pamuttüll a) 5-ből : Papucs, házicipő Önműködő mérleg és ennek alkotórészei, ideértve azok számláló- (regisztráló-)szerkezetét, darabonként 50 kg-nál kisebb súlyban.	páronként 1,10 100 kg-kint 210,—

b) Módosítandók :

Tarifaszám	Az áru megnevezése	Vám aranykoronában
529 e)	Papírossal bevont, domborított, nyomott, aranszélű vagy arany- nyomással ellátott doboz az 529 g) tarifaszám alá tartozó ékszer- dobozok kivételével	100 kg-kint 90,—
626	Férfi, fiu- és gyermekfelsőkabát, amennyiben nincs selyemmel, műselyemmel vagy félselyemmel bélelve vagy szőrmével kap- csolatban, ideértve az imprégnált szövetből készült felsőkabáto- kat, a 678. tsz. alá tartozók kivételével : a) Darabonként 1,6 kg-nál nagyobb súlyban 1. Béleletlenül vagy részben bélelve 2. Egészben bélelve b) Darabonként 1,6 kg vagy annál kisebb súlyban	darabonként 17,— 22,— 16,—
	Jegyzet : Béleletlen fiu- és gyermekfelsőkabátok legfeljebb 100 cm hosszúságban és mellben a begombolt kabáton mérve 88 cm-nél nem nagyobb bőségben, amennyiben külsejük szerint is fiu- vagy gyermekkabátokként kétségtelenül felismerhetők.	15,—
628-ből	Gyermekruha gyapjuszövetekből	8,—

Nummer des Tarifs	Benennung der Ware	Zollsatz in Goldkronen
aus 755 b) 4 aus 853	Stahlblechplomben Dynamomaschinen, Elektromotoren, Transformatoren und deren Bestandteile ; elektrische Maschinen, auch in unlösbarer Ver- bindung mit mechanischen Konstruktionen (mit Ausnahme der Staubsauger, Parkettbürsten, hauswirtschaftlichen Waschmaschi- nen und Eiskasten und deren Bestandteile) im Stückgewichte von :	für 100 kg 30,—
	a) 50 q und darüber	65,—
	b) Weniger als 50 q, doch mindestens 10 q.	85,—
	c) „ „ 10 q, doch mindestens 250 kg	95,—
	d) „ „ 250 kg, doch mindestens 25 kg	105,—
	e) „ „ 25 kg	130,—
aus 855	Elektrische Zähl- und Messapparate und deren Bestandteile : a) Zählapparate	250,—

Artikel III.

Das Schlussprotokoll zum Zusatzabkommen vom 9. April 1926 wird, wie folgt, abgeändert :

a) *Gestrichen werden :*

Von den Erklärungen zum österreichischen Zolltarif : zu Nr. 3I, 3I a), 3I c).

Von den Erklärungen zum ungarischen Zolltarif : aus den zu den Nrn. 643, 645 a) und 653 a) abgegebenen Erklärungen der mit den Worten : « Nach einem weiteren Halbjahr ... » beginnende zweite Absatz des Textes. Weiters zu den Nrn. 496 a) und 628.

b) *Abgeändert werden :*

Die Erklärungen zu Nr. 40 a) des österreichischen Zolltarifes, wie folgt : Die österreichische Bundesregierung verpflichtet sich, für die Dauer des Abkommens für getrocknete Paprikaschoten der T. Nr. 40 a/1 keinen niedrigeren Zoll als 10 Goldkronen anzuwenden.

c) *Neu hinzugefügt werden :*

1. Zu den Erklärungen zum österreichischen Zolltarif :

Zu T. Nr. 75 : Kürbiskernöl (auch Kürbisöl) ist das aus den Kernen der verschiedenen Abarten des Feldkürbisses gewonnene, schwach trocknende Öl. Es ist im rohen, nicht raffinierten Zustande dickflüssig und in der Farbe gelbgrün bis rotbraun und hat einen eigentümlichen süßlichen Geschmack.

Zu T. Nr. 97 b) : Fleischwürste, feine : Es besteht Einverständnis darüber, dass eine weitergehende Zollermässigung für Fleischwürste, ganz oder überwiegend aus Rindfleisch, gekocht, die österreichischerseits einem dritten Staate gewährt werden sollte, gleichzeitig auch für die im Artikel I, Punkt c), angeführte salamiartige Wurst zur Anwendung gelangen wird.

Zu T. Nr. 189 a) : Unter diese Tarifnummer fallen Polierscheiben aus dichtem, massivem Filz aus groben Tierhaaren, insofern ihr Durchmesser mindestens 200 mm und ihre Stärke mindestens 25 mm beträgt.

Tarifaszám	Az áru megnevezése	Vám aranykoronában
755 b) 4-ből 853-ből	Acéllemezpecsét (acélplomba) Dynamogép, electromotor, transzformátor és mindezek alkotórészei: villamos gép, mechanikai szerkezettel elválaszthatatlan kapcsola- latban is (a porszívók, parkettkefék, háztartási mosógépek és jégszekrények s ezek alkotórészeinek kivételével) :	100 kg-kint 30,—
	a) Darabonként 50 q és annál nagyobb súlyban	65,—
	b) " 50 q-nál kisebb, de legalább 10 q súlyban	85,—
	c) " 10 q-nál kisebb, de legalább 250 kg súlyban	95,—
	d) " 250 kg-nál kisebb, de legalább 25 kg súlyban	105,—
	e) " 25 kg-nál kisebb súlyban	130,—
855-ből	Villamos számláló- és mérőkészülékek és ezek alkotórészei : a) Számlálókészülék	250,—

III. Cikk.

Az 1926. évi április hó 9-én kelt pótegyezményhez tartozó zárójegyzőkönyv a következőképen módosul :

a) *Törlendőek* :

Az osztrák vámtarifához tett kijelentések közül : a 31. tarifaszámhoz, a 31 a) tarifaszámhoz és a 31 c) tarifaszámhoz tett kijelentések.

A magyar vámtarifához tett kijelentések közül : a 643, a 645 a) és a 653 a) tarifaszámokhoz tett kijelentések közül a szövegnek « A Magyarország, Ausztria, Németország és Csehszlovákia között » szavakkal kezdődő második bekezdése, továbbá a 496 a) tarifaszámhoz és a 628 tarifaszámhoz tett kijelentések.

b) *Módosítandók* :

Az osztrák vámtarifának 40 a) tarifaszámához tett kijelentések a következőképen : Az osztrák szövetségi kormány kötelezettséget vállal arra nézve, hogy a jelen egyezmény tartamára a 40 a/1. tarifaszám alá tartozó szárított paprikahüvelyekre 10 aranykoronánál alacsonyabb vámot nem alkalmaz.

c) *Újonnan felveendőek* :

I. Az osztrák vámtarifához tett kijelentések közé :

A 75. tarifaszámhoz : Tökmagolaj (tökolaj is) a mezei tök különböző fajainak magvaiból nyert gyengén száradó olaj., Nyers nem raffinált állapotában sűrűn folyós, színe sárgászöldtől egészen vörösbarnáig és sajátosan édeskés ízű.

A 97 b) tarifaszámhoz : Finom huskolbász : Egyetértés áll fenn arra nézve, hogy valamely továbbmenő vámmérséklés, amely osztrák részről harmadik államnak egészen vagy tulnyomóan marhahusból való főtt kolbászokra adatnék, egyidejűleg az I. cikk c pontjában említett szalámiszerű kolbászra is alkalmazást fog nyerni.

A 189 a) tarifaszámhoz : E tarifaszám alá tartoznak durva állati szőrökből való sűrű, tömör nemezből készült csiszolókorongok, amennyiben átmérőjük legalább 200 mm és vastagságuk legalább 25 mm.

Zu T. Nr. 220 a)/1 : Herren- und Knabenhüte aus Stroh, nicht ausgerüstet : Zu dem Vertragszolle für nicht ausgerüstete Herren- und Knabenhüte aus Stroh werden auch bloss mit einer Strohschnur ausgestattete Hüte verzollt werden.

Zu T. Nr. 231 : Hierunter fallen nicht Fussdecken und Matten aus Kokosgarn.

Zu den T. Nrn. 302 b)/2 und 303 : Möbel aus massivem Buchenholz : Bestandteile aus weichem Holze oder eine Verbindung mit weichem Holze schliesst die Verzollung der Möbel aus massivem Buchenholze nach dem Vertragssatze nicht aus.

2. Zu den Erklärungen zum ungarischen Zollltarif :

Zu T. Nr. 277 : Natriumbikarbonat, technisch rein, ist nach dieser Tarifnummer zu verzollen. In Fässern oder grossen Kisten ohne innere Umschliessung verpacktes Natriumbikarbonat ist nicht als chemisch reines Natriumbikarbonat zu behandeln.

Zu T. Nr. 589 a) : Unter diese Tarifnummer fallen Polierscheiben aus dichtem, massivem Filz aus groben Tierhaaren, insofern ihr Durchmesser mindestens 200 mm und ihre Stärke mindestens 25 mm beträgt.

Artikel IV.

Dieses Abkommen gilt für ein Jahr vom Tage des Inkrafttretens gerechnet ; es kann erstmalig drei Monate vor Ablauf dieses Jahres und späterhin jederzeit mit der Wirkung gekündigt werden, dass seine Geltung nach drei Monaten, vom Tage der Kündigung gerechnet, erlischt. Gleichzeitig wird Artikel IV des am 9. April 1926 abgeschlossenen Zusatzabkommens in dem Sinne abgeändert, dass auch die Kündbarkeit des erwähnten Zusatzabkommens sowie des am 8. Februar 1922 abgeschlossenen Handelsübereinkommens, die mit dem gegenwärtigen Abkommen ein einheitliches Ganzes bilden, für ein Jahr, vom Tage des Inkrafttretens des gegenwärtigen Abkommens gerechnet, aufgehoben wird, und dass auch für die erwähnten zwei Verträge die für dieses Abkommen vereinbarten Kündigungsbestimmungen gelten.

Artikel V.

Dieses Abkommen soll so bald als möglich ratifiziert werden. Die Ratifikationsurkunden werden in Budapest ausgetauscht werden. Das Abkommen tritt am achten Tage nach dem Austausch der Ratifikationsurkunden in Kraft. Die beiden Regierungen behalten sich jedoch vor, seine Bestimmungen in einem früheren Zeitpunkt provisorisch in Kraft zu setzen, sobald das Abkommen in Österreich und in Ungarn von der Gesetzgebung angenommen worden ist.

Das Abkommen wird in deutscher und ungarischer Urschrift ausgefertigt.

Zu Urkund dessen haben die Bevollmächtigten dieses Abkommen gefertigt und ihre Siegel begedrückt.

So geschehen, zu Wien am 14. Juni eintausendneunhundertachtundzwanzig.

Für das Königreich Ungarn :

Graf Ludwig AMBRÓZY *e. h.*

Für die Republik Österreich :

SEIPEL *e. h.*

SCHÜRFF *e. h.*

And. THALER *e. h.*

A 220 a)/1. tarifaszámhoz : Férfi- és fiukalap, szalmából, felszerelés nélkül : A felszerelés nélküli nélkül férfi- és fiuszalmakalapok szerződéses vámjával fognak kezeltetni a csupán szalmazsinórral felszerelt kalapok is.

A 231. tarifaszámhoz : Nem tartoznak ide lábtörlők és gyékények kókuszfonalból.

A 302 b)/2. és 303. tarifaszámokhoz : Tömör bükkfából való butor : Puhafából való alkotórészek vagy puhafából való kapcsolatok nem zárják ki a tömör bükkfából való butorokat a szerződéses vám szerinti kezelésből.

2. A magyar vámtarifához tett kijelentések közé :

A 277. tarifaszámhoz : Technikailag tiszta náatriumbikárbonátot e tarifaszám szerint kell vámkezelné. Hordókban vagy nagy ládákban belső göngyölet nélkül csomagolt náatriumbikárbonát nem kezelhető vegytiszta náatriumbikárbonat gyanánt.

Az 589 a) tarifaszámhoz : E tarifaszám alá tartoznak durva állati szőrökből való sűrű, tömör nemezből készült cziszolókorongok, amennyiben átmérőjük legalább 200 mm és vastagságuk legalább 25 mm.

IV. Cikk.

Ez az egyezmény életbelépésének napjától számított egy esztendőre szól ; első ízben ezen esztendő letelte előtt három hónappal és később bármikor azzal a hatállyal felmondható, hogy érvényessége a felmondás napjától számítva három hónap múlva megszűnik. Egyidejűleg az 1926. évi április hó 9-én kelt pótegyezmény IV. cikke oly értelemben módosul, hogy az említett pótegyezmény, valamint az 1922. évi február hó 8-án kötött kereskedelmi egyezmény, amely egyezmények a jelen egyezménnyel egységes egészet alkotnak, a jelen egyezmény életbelépésének napjától számított egy éven belül ugyancsak nem mondhatók fel és hogy az említett két egyezmény számára is a jelen egyezmény tekintetében megállapított felmondási határozmányok érvényesek.

V. Cikk.

Ez az egyezmény lehetőleg mielőbb megerősítendő lesz. A megerősítő okmányok Budapesten fognak kicseréltetni. Az egyezmény a megerősítő okmányok kicserélését követő nyolcadik napon lép életbe. A két kormány fenntartja azonban magának azt a jogot, hogy az egyezmény határozmányait már korábban ideiglenesen életbeléptethesse, mihelyt az egyezményt úgy Ausztriában, mint Magyarországon a törvényhozás elfogadta.

Az egyezmény német és magyar eredeti példányban állittatik ki.

Minek hiteléül a meghatalmazottak a jelen egyezményt aláírták és pecsétjükkel ellátták.

Kiállittatott Wienben, egyezerkilencszázhuszonnyolc évi június hó 14-én.

A Magyar Királyság részéről :

Gróf AMBRÓZY Lajos m. p.

Az Osztrák Köztársaság részéről :

SEIPEL m. p.

SCHÜRFF m. p.

And. THALER m. p.

¹ TRADUCTION.

N° 1802. — DEUXIÈME AVENANT AU TRAITÉ DE COMMERCE CONCLU A BUDAPEST, LE 8 FÉVRIER 1922, ENTRE LA RÉPUBLIQUE D'AUTRICHE ET LE ROYAUME DE HONGRIE. SIGNÉ A VIENNE, LE 14 JUIN 1928.

LE PRÉSIDENT FÉDÉRAL DE LA RÉPUBLIQUE D'AUTRICHE et SON ALTESSE SÉRÉNISSIME LE RÉGENT DE HONGRIE, désirant modifier et compléter certaines dispositions de l'avenant au traité de commerce conclu entre la République d'Autriche et le royaume de Hongrie à Budapest, le 8 février 1922, signé à Vienne le 9 avril 1926, sont convenus de conclure à cet effet un deuxième avenant. Ils ont, à cet effet, désigné pour leurs plénipotentiaires :

LE PRÉSIDENT FÉDÉRAL DE LA RÉPUBLIQUE D'AUTRICHE :

Le Dr Ignaz SEIPEL, chancelier fédéral ;

Le Dr Hans SCHÜRFF, ministre fédéral du commerce et des transports ;

Andreas THALER, ministre fédéral de l'agriculture et des eaux et forêts ;

SON ALTESSE SÉRÉNISSIME, LE RÉGENT DE HONGRIE :

Le Comte AMBRÓZY DE SÉDEN ET REMETE, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire, à Vienne ;

Lesquels, après avoir échangé leurs pleins pouvoirs reconnus en bonne et due forme, sont convenus des dispositions suivantes :

Article premier.

L'annexe A (au tarif douanier autrichien) de l'avenant du 9 avril 1926, sera modifiée comme suit :

a) *Seront supprimés :*

N° du tarif	Désignation des marchandises	Droit en couronnes-or
ex 31	ex c) Farine et autres produits de la mouture du maïs	par 100 kg. 1,50
ex 52	a) Bovidés de boucherie	5,— par tête
	c) Jeunes bovidés	15,—
	d) Veaux	4,—
ex 55	Porcs pesant :	par 100 kg.
	c) Plus de 40 et jusqu'à 110 kg.	9,—
73	Margarine	exempte
ex 96	Viande : a) fraîche :	
	1° De porc	12,—
	Porcs abattus et parés, entiers pesant plus de 90 kg. ou en moitiés pesant plus de 45 kg.	6,—

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ TRANSLATION.

No. 1802. — SECOND ADDITIONAL AGREEMENT TO THE COMMERCIAL TREATY CONCLUDED AT BUDAPEST, FEBRUARY 8, 1922, BETWEEN THE REPUBLIC OF AUSTRIA AND THE KINGDOM OF HUNGARY. SIGNED AT VIENNA, JUNE 14, 1928.

THE PRESIDENT OF THE FEDERAL REPUBLIC OF AUSTRIA and HIS SERENE HIGHNESS THE REGENT OF HUNGARY, being desirous of modifying and supplementing certain clauses of the Agreement signed at Vienna on April 9, 1926, as an addition to the Commercial Treaty between the Republic of Austria and the Kingdom of Hungary, signed at Budapest on February 8, 1922, have therefore resolved to conclude a second additional Agreement and have for this purpose appointed as their Plenipotentiaries :

THE PRESIDENT OF THE FEDERAL REPUBLIC OF AUSTRIA :

Dr. Ignaz SEIPEL, Federal Chancellor,
Dr. Hans SCHÜRFF, Federal Minister of Commerce and Transport,
Andreas THALER, Federal Minister of Agriculture and Forestry ;

HIS SERENE HIGHNESS THE REGENT OF HUNGARY :

Count Ludwig AMBRÓZY of SÉDEN AND REMETE, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary in Vienna,

Who, after having communicated their full powers, found in good and due form, have agreed upon the following provisions :

Article I.

Appendix A (to the Austrian Customs Tariff) of the Additional Agreement of April 9, 1926, shall be modified as follows :

(a) *The following shall be deleted :*

Tariff No.	Description of Goods	Duty in gold kronen
ex 31	Ex (c) Flour and other ground products of maize.	per 100 kg.
ex 52	(a) Cattle for slaughter	1.50
	(c) Young cattle.	5.—
	(d) Calves	per head
ex 55	Pigs, weighing :	15.—
	(c) Over 40 and up to 110 kg.	4.—
ex 73	Margarine	per 100 kg.
ex 96	Meat : (a) fresh :	9.—
	(1) Pork	free
	Pigs slaughtered and cleaned, weighing more than 90 kg. whole, or in sides weighing more than 45 kg. each	12.—
		6.—

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

b) Seront modifiés :

N° du tarif	Désignation des marchandises	Droits en couronnes-or
		par 100 kg.
ex 5	Paprica moulu	25,—
ex 28	Millet	1,50
30 a)	Haricots	1,50
ex 31	Farine et autres produits de la mouture des céréales et des légumes secs :	
	a) Grains perlés	4,10
	ex c) Millet mondé	3,30
	Farine et autres produits de la mouture d'autres céréales . . .	5,—
ex 33	Raisin frais de table en corbeilles ou en caisses à claire-voie, pesant jusqu'à 15 kg.	10,—
ex 35	Fruits non spécialement dénommés, frais :	
	ex : a) Fruits fins de tables, cerises, griottes	4,—
ex 39	Légumes non spécialement dénommés et autres produits végétaux à l'usage de la cuisine, frais :	
	ex a) Légumes fins de table :	
	Pois verts (même en cosse) haricots verts	1,—
ex 40 c)	Conserves de tomates en barils ou tonnelets	3,—
ex 56	Chevaux :	
	ex b) D'usage, des races et des lignées à sang chaud et leurs croisements :	par tête
	1° Ayant plus de deux ans	60,—
	2° Jusqu'à deux ans	30,—
58	Volailles de toutes espèces (excepté le gibier à plumes) :	par 100 kg.
	a) Vivantes	5,—
	b) Abattues, même vidées	8,—
ex 60 b)	Poissons frais, autres excepté les truites	5,—
ex 75	Huiles comestibles propres à l'usage immédiat, à l'exception de l'huile de pépins de courges brutes :	
	a) En fûts, outres, vessies et autres emballages en usage dans le commerce, de 25 kg. et plus	5,—
	b) En bouteilles, cruchons et récipients similaires de moins de 25 kg.	10,—
ex 93 a) et b)	Articles de boulangerie :	
	Cakes fourrés, gaufres, même fourrés	70,—
	Biscuits	80,—
ex 96	Viande :	
	a) Fraîche, congelée (à l'exception de la viande congelée d'outre-mer), salée :	
	ex 3°) Autres, à l'exception de la viande de bœuf	12,—
ex 104	Cakes et gaufres, fourrés, colorés par une faible addition de cacao .	70,—
ex 107	Comestibles non spécialement dénommés et aliments de toutes sortes en récipients hermétiquement fermés, pourvus qu'ils ne soient pas soumis ailleurs à des droits plus élevés :	
	ex c) Conserves de légumes :	
	Conserves de tomates (en récipients à fermeture hermétique) .	25,—
	Haricots verts, pois verts (en récipients hermétiquement fermés)	38,—
	ex e) Pâtés de foie d'oie	200,—
499 d) 1°	Acide sulfurique, non fumant	2,80

Il est entendu que les dispositions partielles relatives aux numéros de tarif mentionnés au point b), qui n'ont pas été modifiées ci-dessus, resteront en vigueur sans modification.

(b) *The following shall be modified :*

Tariff No.	Description of Goods	Duty in gold kronen
		per 100 kg.
ex 5	Red pepper (paprika), ground	25.—
ex 28	Millet	1.50
30 (a)	Beans	1.50
ex 31	Flour and other ground products of corn and pulse :	
	(a) Barley groats	4.10
	ex (c) Husked millet	3.30
	Flour and other ground products of other cereals	5.—
ex 33	Grapes fresh for the table in baskets, cases or crates, weighing up to 15 kg.	10.—
ex 35	Fruits not specially mentioned, fresh :	
	ex (a) Fine fruits for the table ; cherries ; mahaleb cherries.	4.—
ex 39	Vegetables not specially mentioned, and other kitchen garden products, fresh :	
	ex (a) Fine vegetables for table use, green peas (also when in the pod), French beans	1.—
ex 40 (c)	Preserved tomatoes, in casks or kegs	3.—
ex 56	Horses :	
	(b) Draught horses of warm-blooded race or stock, or cross-bred of the same :	per head
	(1) Over two years	60.—
	(2) Up to two years	30.—
58	Poultry of all kinds (but not feathered game) :	per 100 kg.
	(a) Living	5.—
	(b) Dead (drawn)	8.—
ex 60 (b)	Fish : fresh, other (trout excepted)	5.—
ex 75	Fatty oils for direct consumption, with the exception of crude pumpkin seed oil :	
	(a) In casks, leather bags, bladders and other commercial packing, containing 25 kg. or more	5.—
	(b) In bottles, jars and the like, containing less than 25 kg.	10.—
ex 93 (a) and (b)	Bakers' wares :	
	Small cakes, stuffed ; wafers, even if stuffed	70.—
	Fancy biscuits ; biscuits	80.—
ex 96	Meat :	
	(a) Fresh, frozen (except frozen meat from overseas), salted :	
	ex 3 : Other, with the exception of beef	12.—
ex 104	Small cakes and wafers with stuffing, coloured brown by the addition of a small quantity of cocoa	70.—
ex 107	Comestibles not specially mentioned, all food stuffs packed in air-tight receptacles, if not subject to higher duties :	
	ex (c) Preserved vegetables	
	Preserved tomatoes (in air-tight receptacles)	25.—
	French beans, green peas (in air-tight receptacles)	38.—
	(e) Pâté de foie gras	200.—
499 (d) 1	Sulphuric acid, not fuming	2.80

(1) It is understood that in regard to the items mentioned under (b) which do not appear in altered form above, the existing provisions remain unchanged.

c) Seront ajoutés :

N° du tarif	Désignation des marchandises	Droits en couronnes-or
23	Froment, épeautre, seigle mélangé (météil)	par 100 kg. 2,—
24	Seigle	2,—
26	Avoine	1,50
40 a) 1	Cosses de paprika séchées	10,—
68 a) 2	Plumes de literie en paquetages pesant moins de 80 kg.	100,—
ex 97	Saucissons de viande : ex b) Fins : Saucissons genre salamis composés entièrement ou en majeure partie de viande de bœuf avec addition de lard, cuits ou fumés	50,—
ex 194	Soie artificielle : ex a) Blanche écrue, non teinte : 1° Simple, de moins de 100 deniers	exempt
ex 220	Chapeaux d'hommes et de garçons : ex a) En paille, en liber, en copeaux, en chanvre tagal, ou en autres matières de la classe XXIV : ex 1° Non garnis : Chapeaux en paille tressée en forme de ruban, d'une largeur de plus de 8 mm. conformes aux modèles déposés	la pièce 0,30
ex 510	ex 2° Garnis : Chapeaux en paille tressée en forme de ruban d'une largeur de plus de 8 mm., conformes aux modèles déposés Produits chimiques autres : f) 1° Colle végétale, colle de cordonnier	la pièce 0,40 par 100 kg. 12,—

Article II.

L'annexe B (au tarif douanier hongrois) de l'avenant du 9 avril 1926, sera modifiée comme suit :

a) Seront supprimés :

N° du tarif	Désignation des marchandises	Droits en couronnes-or
416 b)	Autres encres d'imprimerie	par 100 kg. 40,—
ex 496 a)	Papier d'emballage (dit loms) pesant 30 grammes et plus au mètre carré	7,50
ex 551 a) 2	Fils de coton pour la vente au détail, en conditionnements, pesant plus de 5 grammes, autres : Fil à coudre sur bobines de bois.	280,—
ex 616	Dentelles et broderies à jour : a) En coton et en ramie : 2° En majeure partie en fils au-dessus du N° 12 anglais	50 % <i>ad val.</i> 50 % <i>ad val.</i>
ex Remarque au N° 616	ex e) Broderies à jour en soie artificielle Tulle de coton brodé	50 % <i>ad val.</i> la paire :
ex 656	ex a) 5. Pantoufles, souliers d'intérieur	1,10
839 d)	Balances automatiques et leurs parties, ainsi que leurs appareils enregistreurs pesant par pièce moins de 50 kg.	par 100 kg. 210,—

Tariff No.	Description of Goods	Duty in gold kronen
		per 100 kg.
23	Wheat, spelt, meslin	2.—
24	Rye	2.—
26	Oats	1.50
40 (a) 1	Dried red pepper pods	10.—
68 (a) 2	Feathers, for beds, in packings weighing less than 80 kg.	100.—
ex 97	Meat sausages : (b) Fine ; of Salamis quality, made entirely or chiefly of beef with a small addition of bacon, cooked or smoked.	50.—
ex 194	Artificial silk : (a) Natural white, undyed : (1) Simple, of less than 100 denier.	free
ex 220	Hats for men and boys : ex (a) Of straw, bast, wood shavings, tagal hemp or other plaited materials included in Class XXIV : ex (1) Not trimmed : Hats made of plaited straw strips not more than 8 m/m. in width, of the same model as the specimen deposited.	per piece 0.30
ex 510	ex (2) Trimmed : Hats made of plaited straw strips of more than 8 m/m. in width of the same model as the specimen deposited. Other chemical products : (f) 1. Glue, shoemakers' paste	0.40 per 100 kg. 12.—

Article II.

Appendix B (to the Hungarian Customs Tariff) of the Additional Agreement of April 9, 1926, shall be modified as follows :

(a) *The following shall be deleted :*

Tariff No.	Description of Goods	Duty in gold kronen
		per 100 kg.
416 (b)	Other printers' inks.	40.—
ex 496 (a)	Packing paper weighing 30 grammes or more per square metre	7.50
ex 551 (a) 2	Cotton yarn prepared for retail sale in packages weighing more than 5 grammes each. Other : sewing cotton on wooden reels.	280.—
ex 616	Lace and open-work embroidery : (a) Of cotton and ramie paper : (2) Chiefly of yarn over No. 12 English	50 % <i>ad val.</i> 50 % <i>ad val.</i>
From the Note to Tariff No. 616	ex (e) Open work embroidery and artificial silk	50 % <i>ad val.</i>
ex 656	Embroidered cotton tulle	per pair 1.10
839 (d)	ex (a) 5 : Slippers, house shoes. Automatic weighing machines and parts thereof, including registering appliances weighing less than 50 kg. each	per 100 kg. 210.—

b) *Seront modifiés :*

N° du tarif	Désignation des marchandises	Droits en couronnes-or
529 e)	Boîtes recouvertes de papier, avec relief ou impression, avec bords dorés ou impression en or, à l'exception des écrins dénommés au N° 529 g.	par 100 kg. 90,—
626	Paletots pour hommes, garçonnets et enfants, non doublés de soie, artificielle ou demi-soie, non garnis de fourrure, ainsi que paletots en tissu imprégné, à l'exception des articles suivant le régime du N° 878 : a) Pesant par pièce 1,6 kg. et plus 1° Non doublés, en partie doublés 2° Entièrement doublés b) Pesant par pièce 1,6 kg. ou moins <i>Remarque :</i> Paletots non doublés pour garçonnets et enfants, d'une longueur de 100 cm. et moins et d'un contour de poitrine de 88 cm. et moins, mesurés au paletot boutonné, en tant que reconnaissable sans doute aussi par leur extérieur comme paletots pour garçonnets et enfants	la pièce 17,— 22,— 16,— 15,— 8,—
ex 628	Vêtements pour enfants, en tissu de laine de mouton	par 100 kg. 30,—
ex 755 b) 4 ex 853	Plombs en tôle d'acier Dynamos, moteurs électriques, transformateurs, et leurs parties ; machines électriques même combinées d'une façon inséparable avec des constructions mécaniques (à l'exception des aspirateurs des brosses de parquet, des lessiveuses à l'usage du ménage et des glacières et de leurs parties) pesant par pièce : a) 50 quint. et plus b) Moins de 50 quint., mais au moins 10 quint. c) » » 10 quint., mais au moins 250 kg. d) » » 250 kg., mais au moins 25 kg. e) » » 25 kg.	65,— 85,— 95,— 105,— 130,—
ex 855	Compteurs et appareils de mesure électriques et leurs parties : a) Compteurs	250,—

Article III.

Le protocole final de l'Accord additionnel du 9 avril 1926, sera modifié comme suit :

a) *Seront supprimés :*

Les notes relatives au tarif douanier autrichien *ad* N° 31, 31 a) et 31 c) ;

Le deuxième alinéa du texte des notes concernant le tarif douanier hongrois *ad* N° 643, 645 a) et 653 a), commençant par les mots : « à l'expiration d'un autre semestre ». En plus, les notes *ad* 496 a) et 628.

b) *Seront modifiées :*

Les notes *ad* N° 40 a) du tarif douanier autrichien comme suit : Le Gouvernement autrichien s'engage à percevoir sur les cosses de paprika séchées du N° 40 a/1 du tarif, un droit qui ne sera pas inférieur à 10 couronnes or tant que le présent accord restera en vigueur.

(b) *The following shall be modified :*

Tariff No.	Description of Goods	Duty in gold kronen
529 (e)	Boxes covered with paper embossed or printed, with gilt edges or print, except the jewel cases mentioned under Tariff No. 529 g.	per 100 kg. 90.—
626	Overcoats for men, boys and children not lined with silk, artificial silk, or half silk, or trimmed with fur, including overcoats made of impregnated cloths, except those enumerated under Tariff No. 878 : (a) Weighing more than 1.6 kg. each : (1) Unlined or partly lined (2) Entirely lined (b) Weighing 1.6 kg. or less each <i>Note :</i> Unlined overcoats for boys and children, 100 centimetres or less in length and with a chest measurement of 88 centimetres or less, measured on the buttoned coat, in so far as they can be recognised beyond doubt as coats intended for boys and children	per piece 17.— 22.— 16.—
ex 628	Children's clothes made of lambs wool cloth	15.— 8.—
ex 755 (b) 4 ex 853	Sheet iron coated with lead Dynamos, electro-motors, transformers and parts of these ; electrical machines combined or not with inseparable mechanical parts (except vacuum cleaners, floor brushes, domestic washing apparatus, ice chests, and their parts), weighing each : (a) 5,000 kg. and more (b) Less than 5,000 kg. but at least 1,000 kg. (c) " " 1,000 " " " 250 " (d) " " 250 " " " 25 " (e) " " 25 "	per 100 kg. 30.— 65.— 85.— 95.— 105.— 130.—
ex 855	Electric calculating and measuring apparatus and parts thereof : (a) Calculating apparatus	250.—

Article III.

The Final Protocol of the additional Agreement of April 9, 1926, shall be modified as follows :

(a) *To be deleted :*

The notes to the Austrian Customs Tariff under Nos. 31, 31 (a) and 31 (c) ;

The second paragraph of the notes to the Hungarian Customs Tariff under Nos. 643, 645 a and 653 a, beginning with the words : "upon the expiration of another half-year." The notes under Nos. 496 a and 628 shall also be deleted.

(b) *To be modified :*

The note under No. 40 a of the Austrian Customs Tariff, to read as follows : The Austrian Government undertakes to apply to dried paprika pods, No. 40 a. 1 in the tariff a duty of not less than 10 gold kronen so long as the present Agreement remains in force.

c) *Seront ajoutés :*

1^o Aux notes concernant le tarif douanier autrichien :

Ad N^o 75 : L'huile de courges (huile de pépins de courge) est l'huile, faiblement siccative, extraite des pépins des différentes espèces de courges des champs. A l'état brut, non raffinée, elle est épaisse et d'une couleur variant entre jaune-vert et couleur brique ; elle a un goût douceâtre particulier.

Ad N^o 97 b) Saucissons de viande fins : Il est entendu qu'une réduction ultérieure des droits d'entrée concernant les saucissons de viande composés uniquement ou en majeure partie de viande de bœuf, cuits, accordée par l'Autriche à un troisième Etat, serait également appliquée en même temps aux saucissons genre salami, mentionnés à l'article premier, point c).

Ad 189 a). Ce numéro comprend les disques à polir en feutre épais, massif, en poils grossiers, dont le diamètre est d'au moins 200 mm. et l'épaisseur d'au moins 25 mm.

Ad N^o 220 a/1. Chapeaux de paille d'hommes et de garçons, non garnis : Le droit contractuel afférent aux chapeaux d'hommes et de garçons non garnis sera également applicable aux chapeaux qui sont uniquement garnis d'un cordon de paille.

Ad N^o 231. Ce numéro ne comprend pas les tapis de pied et les nattes de coco.

Ad N^o 302 b/2 et 303 : Les meubles en bois de hêtre massif avec des parties en bois tendre ou combinés avec du bois tendre, seront également dédouanés au taux conventionnel.

2^o Aux notes concernant le tarif douanier hongrois :

Ad N^o 277 b). Le bicarbonate de sodium techniquement pur, sera taxé suivant ce N^o du tarif ; le bicarbonate de sodium en fûts ou en grandes caisses sans emballage intérieur, ne sera pas considéré comme du bicarbonate de sodium chimiquement pur.

Ad N^o 589 a). Ce numéro du tarif comprend les disques à polir en feutre épais et massif, en poils grossiers, dont le diamètre est d'au moins 200 mm. et l'épaisseur d'au moins 25 mm.

Article IV.

Le présent accord restera en vigueur pendant un an à dater du jour de son entrée en vigueur. Il pourra être dénoncé pour la première fois trois mois avant la fin de ladite année, et, ultérieurement, en tout temps, étant entendu que sa validité prendra fin à l'expiration d'un délai de trois mois à dater du jour de sa dénonciation. En même temps, l'article IV de l'Avenant conclu le 9 avril 1926 sera modifié en ce sens que la faculté de dénoncer ledit avenant, ainsi que l'Accord commercial conclu le 8 février 1922, qui font un tout homogène avec le présent accord, sera suspendue pendant un an à dater du jour de l'entrée en vigueur du présent accord et que les dispositions relatives à la dénonciation, convenues pour le présent accord s'appliqueront également aux deux accords ci-dessus mentionnés.

Article V.

Le présent accord devra être ratifié dans le plus bref délai possible. Les instruments de ratification seront échangés à Budapest. L'accord entrera en vigueur le huitième jour qui suivra l'échange des instruments de ratification. Toutefois, les deux gouvernements se réservent le droit

(c) *To be added :*

1. To the notes to the Austrian Customs Tariff :

Ad No. 75 : Pumpkin oil (or pumpkin seed oil) is an oil having slight siccative properties which is obtained from the seeds of various kinds of field pumpkins. In the crude, unrefined state, it is thick and its colour varies between yellowish green and reddish brown ; it has a peculiar sweetish taste.

Ad No. 97 (b) : Fine meat sausages ; it shall be understood that any reduction in the duty on cooked meat sausages made entirely or chiefly of beef, which might be granted by Austria later to a third State, shall also apply to the sausages of the salami quality mentioned in Article I (c).

Ad 189 (a) : This number includes polishing discs made of thick felt, heavy and coarse-haired, of 200 mm. minimum diameter and 25 mm. minimum thickness.

Ad No. 220 (a) 1 : Untrimmed straw hats for men and boys : hats trimmed merely with a straw band shall bear the same duty under this Agreement as untrimmed hats for men and boys.

Ad No. 231 : This number does not include floor rugs and mats made of coconut fibre.

Ad No. 302 (b) (2) and 303 : Furniture made of solid beech wood : component parts of soft wood or the combined use of soft wood and beech wood shall not prevent furniture of solid beech wood from being dutiable at the Conventional rate.

2. To the notes to the Hungarian Customs Tariff :

Ad No. 277 (b) : Bicarbonate of soda, if technically pure, shall be taxed according to this tariff number ; bicarbonate of soda in casks or large cases without inner packing shall not be considered as chemically pure bicarbonate of soda.

Ad No. 589 a : This tariff number includes polishing discs made of thick heavy felt of coarse hair, of 200 mm. minimum diameter and 25 mm. minimum thickness.

Article IV.

The present Agreement shall remain in force for one year from the date of its entry into force. It may be denounced in the first instance three months before the end of the first year, and subsequently at any time, subject to its remaining in force for three months from the date of denunciation. Article IV of the Additional Agreement of April 9, 1926, shall be modified in the sense that the right to denounce the said Additional Agreement, as well as the Commercial Treaty of February 8, 1922, which form an integral whole with the present Agreement, shall be suspended for one year from the date of entry into force of the present Agreement. The provisions agreed upon in respect of the denunciation of the present Agreement shall also apply to the two Agreements mentioned above.

Article V.

The present Agreement shall be ratified as soon as possible and the instruments of ratification shall be exchanged at Budapest. The Agreement shall come into force on the eighth day after the exchange of the instruments of ratification, but the two Governments reserve the right to put

de mettre ses dispositions provisoirement en vigueur avant cette date, dès que l'accord aura été adopté par les pouvoirs législatifs en Autriche et en Hongrie.

L'accord est établi en double original, en langue allemande et en langue hongroise.

En foi de quoi les plénipotentiaires ont signé le présent accord et y ont apposé leur sceau.

Fait à Vienne, le 14 juin 1928.

Pour le Royaume de Hongrie :

(Signé) Comte Ludwig AMBRÓZY.

Pour la République d'Autriche :

(Signé) SEIPEL.

(Signé) SCHÜRFF.

(Signé) AND. THALER.

the Agreement provisionally into force at an earlier date, following its acceptance by the Austrian and Hungarian Legislatures, respectively.

The Agreement is drawn up in duplicate, in German and in Hungarian.

In faith whereof the Plenipotentiaries have signed the present Agreement and have thereto affixed their seals.

Done at Vienna, June 14, 1928.

For the Kingdom of Hungary :

(Signed) Count Ludwig AMBRÓZY.

For the Republic of Austria :

(Signed) SEIPEL.

(Signed) SCHÜRFF.

(Signed) And. THALER.

N° 1803.

BULGARIE ET ESTONIE

Echange de notes comportant un
arrangement commercial provi-
soire. Sofia, le 11 février 1928.

BULGARIA AND ESTONIA

Exchange of Notes constituting a
Provisional Commercial Arrange-
ment. Sofia, February 11, 1928.

N^o 1803. — ÉCHANGE DE NOTES¹ ENTRE LES GOUVERNEMENTS BULGARE ET ESTONIEN, COMPORTANT UN ARRANGEMENT COMMERCIAL PROVISOIRE. SOFIA, LE 11 FÉVRIER 1928.

Texte officiel français communiqué par le ministre des Affaires étrangères d'Estonie. L'enregistrement de cet échange de notes a eu lieu le 30 juillet 1928.

SOFIA, le 11 février 1928.

MONSIEUR LE MINISTRE,

1. Nos gouvernements respectifs ayant l'intention d'établir des relations commerciales intimes entre L'ESTONIE et LA BULGARIE, j'ai l'honneur de faire savoir à Votre Excellence qu'à condition de réciprocité les ressortissants bulgares, leurs navires et les marchandises, produites ou fabriquées en Bulgarie, jouiront sur le territoire estonien d'un traitement à tous égards au moins aussi favorable que celui qui est accordé aux ressortissants, aux navires et aux produits et objets de fabrication du pays étranger le plus favorisé. Ce traitement est accordé dans toutes les affaires de commerce et de navigation à l'égard de l'importation, de l'exportation et du transit et en général dans tout ce qui concerne les droits et formalités de douane et les opérations commerciales des ressortissants bulgares, leur accès à s'établir sur le territoire estonien, d'y acquérir et d'y posséder toute sorte de propriété, d'y faire le commerce, l'industrie et exercer d'autres professions.

2. Le Gouvernement estonien s'engage, à titre de réciprocité, à accorder la liberté du transit pour les personnes, les marchandises, les navires et bateaux, les voitures et wagons, venant de ou allant en Bulgarie, qui passent en transit le territoire estonien, en conformité avec les dispositions de la « Convention² et Statut sur la liberté de transit », signé à Barcelone le 20 avril 1921, dont les deux parties sont adhérentes.

3. La Bulgarie ne pourra, par suite des dispositions précitées, exiger les faveurs que l'Estonie a données ou donnera à l'avenir à la Finlande, ou à la Lettonie, ou à la Lithuanie, ou à l'Union des républiques soviétistes socialistes, ou aux pays qui seront liés avec l'Estonie par des traités d'union douanière (ou économique), ou à tous ces pays tant que ces avantages ne seront pas accordés à un tiers Etat, non cité ci-dessus.

L'Estonie de son côté ne pourra, par suite des dispositions précitées, exiger les faveurs que la Bulgarie a accordées ou accordera aux pays limitrophes dans le trafic frontier, ni celles qu'elle accordera aux pays qui seront liés à elle par un traité d'union douanière.

4. L'arrangement provisoire précité entrera en vigueur le septième jour à partir de la date où la ratification de la présente note par le Parlement estonien sera notifiée au Gouvernement de

¹ Entré en vigueur le 24 juillet 1928.

² Vol. VII, page 11 ; vol. XI, page 406 ; vol. XV, page 304 ; vol. XIX, page 278 ; vol. XXIV, page 154 ; vol. XXXI, page 244 ; vol. XXXV, page 298 ; vol. XXXIX, page 166 ; vol. LIX, page 344 ; et vol. LXIX, page 70, de ce recueil.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.No. 1803. — EXCHANGE OF NOTES² BETWEEN THE BULGARIAN AND ESTONIAN GOVERNMENTS, CONSTITUTING A PROVISIONAL COMMERCIAL ARRANGEMENT. SOFIA, FEBRUARY 11, 1928.

French official text communicated by the Estonian Minister for Foreign Affairs. The registration of this Exchange of Notes took place July 30, 1928.

SOFIA, February, 11, 1928.

YOUR EXCELLENCY,

1. As our respective Governments intend to establish close commercial relations between ESTONIA and BULGARIA, I have the honour to inform you that, subject to reciprocity, Bulgarian nationals, their vessels, and goods produced or manufactured in Bulgaria, shall enjoy in Estonian territory treatment in all respects at least as favourable as that accorded to the nationals, vessels, products and manufactured goods of the most favoured foreign country. Such treatment shall be accorded in all commercial and shipping matters in regard to importation, exportation and transit and, in general, in everything connected with Customs duties and formalities and the commercial transactions of Bulgarian nationals and their freedom to establish themselves in Estonian territory, to acquire and to own there any kind of property, to carry on trade and industry, and to follow other professions.

2. The Estonian Government undertakes, subject to reciprocity, to accord freedom of transit in respect of persons, goods, vessels and coaching and goods stock coming from or going to Bulgaria and passing in transit through Estonian territory, in conformity with the provisions of the Convention and Statute on Freedom of Transit³, signed at Barcelona on April 20, 1921, to which the two Parties have acceded.

3. Bulgaria may not, in consequence of the foregoing provisions, claim such favours as Estonia has given or may in future give to Finland, or to Latvia, or to Lithuania, or to the Union of Socialist Soviet Republics, or to countries which may subsequently be connected with Estonia by Customs Union (or Economic) Union treaties, or to all of these countries, so long as the advantages in question are not accorded to a third State not mentioned above.

Estonia on her side may not, in consequence of the foregoing provisions, claim such favours as Bulgaria has accorded or may hereafter accord to contiguous countries in respect of frontier traffic, nor such as she may hereafter accord to countries which may subsequently be connected with Bulgaria by a Customs Union treaty.

4. The provisional arrangement set out above shall enter into force on the seventh day from the date on which the ratification of the present Note by the Estonian Parliament is notified to the

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

² Came into force July 24, 1928.

³ Vol. VII, page 11 ; Vol. XI, page 406 ; Vol. XV, page 304 ; Vol. XIX, page 278 ; Vol. XXIV, page 154 ; Vol. XXXI, page 244 ; Vol. XXXV, page 298 ; Vol. XXXIX, page 166 ; Vol. LIX, page 344 ; and Vol. LXIX, page 70, of this Series.

la Bulgarie et restera en vigueur jusqu'à ce qu'il soit dénoncé par l'une des Parties avec un préavis d'un mois ou remplacé par un traité de commerce.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, les assurances de ma haute considération.

O. STRANDMAN.

Son Excellence

Monsieur A. D. Bouroff,

Ministre des Affaires étrangères et des Cultes,
Sofia.

MINISTÈRE
DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES
ET DES CULTES.

SOFIA, le 11 février 1928.

MONSIEUR LE MINISTRE,

1. Nos gouvernements respectifs ayant l'intention d'établir des relations commerciales intimes entre la Bulgarie et l'Estonie, j'ai l'honneur de faire savoir à Votre Excellence qu'à condition de réciprocité les ressortissants estoniens, leurs navires et les marchandises, produites ou fabriquées en Estonie, jouiront sur le territoire bulgare d'un traitement à tous égards au moins aussi favorable que celui qui est accordé aux ressortissants, aux navires et aux produits et objets de fabrication du pays étranger le plus favorisé. Ce traitement est accordé dans toutes les affaires de commerce et de navigation à l'égard de l'importation, de l'exportation du transit en général dans tout ce qui concerne les droits et formalités de douane et les opérations commerciales des ressortissants estoniens; leur accès à s'établir sur le territoire bulgare, d'y acquérir et d'y posséder toute sorte de propriété, d'y faire le commerce, l'industrie et exercer d'autres professions.

2. Le Gouvernement bulgare s'engage, à titre de réciprocité, à accorder la liberté du transit pour les personnes, les marchandises, les navires et bateaux, les voitures et wagons, venant de ou allant à l'Estonie, qui passent en transit le territoire bulgare, en conformité avec les dispositions de la « Convention et Statut sur la liberté de transit » signé à Barcelone le 20 avril 1921, dont les deux parties sont adhérentes.

3. L'Estonie ne pourra, par suite des dispositions précitées, exiger les faveurs que la Bulgarie a accordées ou accordera aux pays limitrophes dans le trafic frontalier, ni celles qu'elle accordera aux pays qui seront liés à elle par un traité d'union douanier.

La Bulgarie de son côté ne pourra, par suite des dispositions précitées, exiger les faveurs que l'Estonie a données ou donnera à l'avenir à la Finlande, ou à la Lettonie, ou à la Lithuanie, ou à l'Union des Républiques soviétistes socialistes, ou aux pays qui seront liés avec l'Estonie par des traités d'union douaniers (ou économique) ou à tous ces pays tant que ces avantages ne seront pas accordés à un tiers Etat, non cité ci-dessus.

4. L'arrangement provisoire précité entrera en vigueur le septième jour à partir de la date où la ratification de la présente note par le Parlement estonien sera notifiée au Gouvernement de la Bulgarie et restera en vigueur jusqu'à ce qu'il soit dénoncé par l'une des Parties avec un préavis d'un mois ou remplacé par un traité de commerce.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, les assurances de ma haute considération.

A. D. BOUROFF.

Son Excellence

Monsieur Otto Strandman,

Envoyé extraordinaire et ministre
plénipotentiaire d'Estonie à Varsovie.
Sofia.

Bulgarian Government and shall remain in force until it is denounced by either of the Parties after a month's notice or replaced by a commercial treaty.

I have the honour to be, etc.

O. STRANDMAN.

His Excellency
M. A. D. Bouroff,
Minister for Foreign Affairs and
Public Worship,
Sofia.

MINISTRY
OF FOREIGN AFFAIRS
AND PUBLIC WORSHIP.

SOFIA, *February 11, 1928.*

YOUR EXCELLENCY,

1. As our respective Governments intend to establish close commercial relations between Bulgaria and Estonia, I have the honour to inform you that, subject to reciprocity, Estonian nationals, their vessels and goods produced or manufactured in Estonia, shall enjoy in Bulgarian territory treatment in all respects at least as favourable as that accorded to the nationals, vessels, products and manufactured goods of the most favoured foreign country. Such treatment shall be accorded in all commercial and shipping matters in regard to importation, exportation and transit, and, in general, in everything connected with Customs duties and formalities and the commercial transactions of Estonian nationals and their freedom to establish themselves in Bulgarian territory, to acquire and to own there every kind of property, to carry on trade and industry and to follow other professions.

2. The Bulgarian Government undertakes, subject to reciprocity, to accord freedom of transit in respect of persons, goods, vessels and coaching and goods stock coming from and going to Estonia and passing in transit through Bulgarian territory, in conformity with the provisions of the Convention and Statute on Freedom of Transit, signed at Barcelona, April 20, 1921, to which the two Parties have acceded.

3. Estonia may not, in consequence of the foregoing provisions, claim such favours as Bulgaria has accorded or may hereafter accord to contiguous countries in respect of frontier traffic, nor such as she may accord to countries which may subsequently be connected with Bulgaria by a Customs Union treaty.

Bulgaria on her side may not, in consequence of the foregoing provisions, demand such favours as Estonia has given or may in future give to Finland, or to Latvia, or to Lithuania, or to the Union of Socialist Soviet Republics, or to countries which may subsequently be connected with Estonia by Customs (or Economic) Union treaties, or to all of these countries, so long as the advantages in question are not accorded to a third State not mentioned above.

4. The provisional arrangement set out above shall enter into force on the seventh day from the date on which the ratification of the present Note by the Estonian Parliament is notified to the Bulgarian Government, and shall remain in force until it is denounced by either of the Parties after a month's notice or replaced by a commercial treaty.

I have the honour to be, etc.

A. D. BOUROFF.

His Excellency
M. Otto Strandman,
Envoy Extraordinary and
Minister Plenipotentiary of Estonia at Warsaw,
Sofia.

N° 1804.

FRANCE ET ITALIE

Convention sur le régime douanier
des soies et soieries, signée à
Paris, le 26 janvier 1927, et
échange de notes y relatif de la
même date.

FRANCE AND ITALY

Agreement relating to the Customs
Régime applicable to Silks and
Silk Goods, signed at Paris,
January 26, 1927, and Exchange
of Notes relating thereto of the
same Date.

N° 1804. — CONVENTION¹ ENTRE LA FRANCE ET L'ITALIE SUR
LE RÉGIME DOUANIER DES SOIES ET SOIERIES. SIGNÉE A PARIS,
LE 26 JANVIER 1927.

Texte officiel français communiqué par le ministre des Affaires étrangères d'Italie. L'enregistrement de cette convention a eu lieu le 1^{er} août 1928.

LE GOUVERNEMENT DE SA MAJESTÉ LE ROI D'ITALIE et LE GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE, ayant résolu de soumettre à une revision la Convention relative au régime des soies et soieries² du 28 juillet 1923, complétée par l'Echange de notes du 29 décembre 1923 et du 10 janvier 1924, et modifiée par l'Avenant commercial³ du 29 mai 1926 et par l'Echange de notes du 14 août 1926, ont convenu des dispositions ci-après qui, en ce qui concerne les produits de la soie et de la soierie, se substitueront aux dispositions contenues dans la convention et les accords précités :

Article premier.

Les produits de la soie, fils et tissus de soie et tous autres produits manufacturés de soie ou de soie artificielle, originaires et en provenance de l'Italie, à leur importation en France, et les produits de la soie, fils et tissus de soie et tous autres produits manufacturés de soie ou de soie artificielle, originaires et en provenance de la France, à leur importation en Italie, seront soumis aux taux les plus réduits que chacune des deux Hautes Parties contractantes applique ou pourrait appliquer à l'avenir, soit en vertu de mesures tarifaires autonomes, soit en vertu de conventions, aux produits d'un pays étranger quelconque, tant en ce qui concerne les droits de douane que toutes taxes et impositions de quelque nature que ce soit, dont lesdits produits pourraient être l'objet.

Article 2.

Sans préjudice des avantages qui pourraient découler de l'article 1, les produits mentionnés au tableau A, annexé à la présente convention, originaires et en provenance d'Italie, seront soumis, à leur importation en France, aux droits inscrits audit tableau, en conformité de la nomenclature qui y figure ; et les produits mentionnés au tableau B, annexé à la présente convention, originaires et en provenance de France, seront soumis, à leur importation en Italie, aux droits inscrits audit tableau et en conformité de la nomenclature qui y figure.

¹ L'échange des ratifications a eu lieu à Paris, le 9 juillet 1928.

² Vol. XLIII, page 431, de ce recueil.

³ Vol. LXII, page 347, de ce recueil.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.No. 1804. — AGREEMENT² BETWEEN FRANCE AND ITALY RELATING TO THE CUSTOMS RÉGIME APPLICABLE TO SILKS AND SILK GOODS. SIGNED AT PARIS, JANUARY 26, 1927.

French official text communicated by the Italian Minister for Foreign Affairs. The registration of this Agreement took place August 1, 1928.

THE GOVERNMENT OF HIS MAJESTY THE KING OF ITALY and THE GOVERNMENT OF THE FRENCH REPUBLIC, having resolved to revise the Agreement³ relating to the Customs régime applicable to silk goods and silk manufactures of July 28, 1923, as supplemented by the exchange of Notes of December 29, 1923, and January 10, 1924, and modified by the Supplementary Agreement⁴ of May 29, 1926, and the exchange of Notes of August 14, 1926, have agreed on the following provisions, which, as regards products of silk and silk goods, will replace the provisions contained in the above-mentioned Agreement and Arrangements :

Article 1.

Products of silk, silk yarn and fabrics and all other products made of silk or artificial silk, originating in and coming from Italy, and imported into France, and products of silk, silk yarn and fabrics and all other products made of silk or artificial silk originating in and coming from France and imported into Italy, shall be admitted at the lowest rates which each of the High Contracting Parties applies or may hereafter apply, in virtue of autonomous tariff regulations or of conventions, to the products of any foreign country, both as regards Customs duties and as regards all taxes and charges of any kind which may be levied on the said products.

Article 2.

Without prejudice to the advantages resulting from Article 1, the products mentioned in Schedule *A* annexed to the present Agreement, originating in and coming from Italy, shall be subject on importation into France to the duties specified in the said schedule in conformity with the descriptions of goods set forth therein ; and the products mentioned in Schedule *B* annexed to the present Agreement, originating in and coming from France, shall be subject on importation into Italy to the duties specified in the said schedule in conformity with the descriptions of goods set forth therein.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

² The exchange of ratifications took place at Paris, July 9, 1928.

³ Vol. XLIII, page 431, of this Series.

⁴ Vol. LXII, page 347, of this Series.

Article 3.

En vue de maintenir aux droits inscrits au tableau *A* leur équivalence par rapport aux droits inscrits au tableau *B*, telle qu'elle résulte des taux qui y sont fixés, et en considération du fait que les droits inscrits au tableau *B* sont payables au taux de l'or et soumis par cela à un multiplicateur variable conformément aux dispositions en vigueur en Italie, le Gouvernement français se réserve le droit d'augmenter les droits inscrits audit tableau *A* et s'engage à les diminuer en proportion de l'augmentation ou de la diminution de l'indice officiel moyen des prix de gros.

Toutefois, il ne sera procédé à cette revision que par époques trimestrielles, aux dates prévues par la loi douanière pour la revision générale des droits du tarif, et les droits ne seront modifiés qu'autant que l'indice des prix de gros, au cours du trimestre considéré, marquera une différence d'au moins 20 % en plus ou en moins, par rapport à l'indice moyen du trimestre ayant précédé la mise en application de ladite loi douanière ou à celui du trimestre qui précèdera toute modification réalisée dans les conditions ci-dessus.

Toutefois, en ce qui concerne les soies moulignées, le rajustement des droits ne se fera qu'à raison de 50 % de la différence constatée des indices.

Article 4.

Le Gouvernement italien se réserve la faculté de soumettre à une revision le traitement douanier afférent aux produits figurant au tableau *B*, avec la mention : « régime de la nation la plus favorisée », sans que toutefois il puisse les soumettre à des droits supérieurs à ceux existant, au moment de ladite revision, pour les mêmes produits, dans le tarif minimum français, en sorte que l'équivalence entre les droits français et les droits italiens soit toujours maintenue.

Dans le cas où dans ladite liste *B* figurent des droits supérieurs à ceux du tarif général actuellement en vigueur en Italie, le Gouvernement italien se réserve la faculté d'augmenter les droits de son tarif général au niveau des droits inscrits pour les articles correspondants de la liste *B*.

Article 5.

Dans le cas où l'une des Hautes Parties contractantes abaisserait les droits pour les produits visés à la présente convention, soit par une mesure tarifaire, soit en vertu de conventions conclues avec un tiers pays quelconque, l'autre Haute Partie contractante ne sera pas tenue à faire dans son propre tarif douanier les réductions proportionnellement nécessaires, pour maintenir les relations établies à l'article précédent.

Article 6.

Les produits qui font l'objet du présent accord seront, s'ils sont accompagnés d'un certificat d'origine émis par les Syndicats de producteurs de l'une des Hautes Parties contractantes, officiellement habilités à ce faire, admis aux droits établis par la présente convention sur le territoire de l'autre Partie contractante sans y être sujets à l'expertise en douane, sinon en cas de fraude ou de substitution présumées.

Article 7.

La présente convention ne pourra être dénoncée avant l'expiration d'une première période annuelle et, ultérieurement, sans un préavis de trois mois.

Article 3.

With a view to maintaining the relation between the duties specified in Schedule *A* and those specified in Schedule *B*, as fixed by the rates laid down therein, and in consideration of the fact that the duties specified in Schedule *B* are payable at the gold rate and therefore subject to a variable multiplier under the rules at present in force in Italy, the French Government reserves the right to increase the duties mentioned in Schedule *A* and undertakes to reduce them in proportion to the rise and fall of the mean official wholesale index number.

Nevertheless, this revision will only be made quarterly on the dates set forth in the Customs Law for the general revision of the tariff duties, and the duties will only be modified in so far as the wholesale index number, during the quarter under consideration, shows a rise or fall of at least 20 % in comparison with the mean index number for the quarter previous to the application of the said Customs Law or in comparison with the index number for the quarter previous to any change occurring in the above conditions.

As regards thrown silk, however, the readjustment of the duties shall only be on the basis of 50 % of the recorded difference of the index numbers.

Article 4.

The Italian Government reserves the right to revise the Customs treatment of the products mentioned in Schedule *B* as receiving "most-favoured-nation-treatment", but it may not subject them to higher duties than those existing at the time of the said revision on the same products in the French minimum tariff, so that the equivalence between the French and Italian duties shall always be maintained.

Should any duties in the said Schedule *B* be higher than those in the general tariff at present in force in Italy, the Italian Government reserves the right to increase the duties of its general tariff to the level of the duties specified for the corresponding products in Schedule *B*.

Article 5.

Should either of the High Contracting Parties lower the duties which are applicable to the products referred to in the present Agreement either by means of tariff regulations or in virtue of conventions concluded with any third country, the other High Contracting Party shall not be obliged to make the proportional reductions in its own Customs tariff in order to maintain the relations established in the previous Article.

Article 6.

The products referred to in the present Agreement shall, if accompanied by a certificate of origin issued by the producers' syndicates of one of the High Contracting Parties officially authorised to this effect, be admitted at the duties set forth in the present Agreement to the territory of the other Contracting Party without being subjected therein to expert Customs examination unless there is reason to suspect fraud or substitution.

Article 7.

The present Agreement may not be denounced until the expiration of the first year, nor may it be denounced subsequently without three months' notice.

Elle sera ratifiée et les ratifications en seront échangées à Paris. Elle entrera en vigueur quinze jours après l'échange des ratifications.

En foi de quoi LE DÉLÉGUÉ DU GOUVERNEMENT ITALIEN :

S. Exc. le Baron Romano AVEZZANA, ambassadeur de Sa Majesté le Roi d'Italie près la République française ;

et LES DÉLÉGUÉS DU GOUVERNEMENT FRANÇAIS :

S. Exc. M. Aristide BRIAND, ministre des Affaires étrangères ;

S. Exc. M. BOKANOWSKI, ministre du Commerce et de l'Industrie ;

à ce dûment autorisés, ont signé le présent acte, expédié en double original, et y ont apposé leurs sceaux.

Fait à Paris, le 26 janvier 1927.

(L. S.) Aristide BRIAND.

(L. S.) Romano AVEZZANA.

(L. S.) M. BOKANOWSKI.

TABLEAU A.

Désignation des marchandises.	Unité de perception	Droits
Fils de soie :		Francs
Purs :		
Ecrus :		
Soies grèges, en flottes et écheveaux	—	exemptes.
Soies ouvrées ou moulinées en flottes, écheveaux, pelotes, bobines, roquets, canettes, fuseaux, tubes, etc., non préparées pour la vente au détail :		
Mesurant en fil simple ou retors :		
Plus de 40.000 mètres au kg. :		
a) Trames à deux ou plusieurs bouts, grèges sur tubes, canettes ou bobines, sans torsion	kg.	2,50
b) Organsins à deux ou plusieurs bouts et poils ¹ .	idem	3,75
c) Apprêts spéciaux ²	idem	6,—
40.000 mètres ou moins au kg.	idem	7,50
Les mêmes décrus, blanchis, teints, imprimés, chinés, etc., mesurant en fil simple ou retors :		
Plus de 40.000 mètres au kg.	—	Droits ci-dessus selon l'espèce augmentés de 5 fr. par kg.
40.000 mètres ou moins au kg.	—	Droits ci-dessus selon l'espèce augmentés de 10 fr. par kg.

¹ On entend par poils toutes soies à un bout ayant subi une torsion inférieure à 1.000 tours par mètre, présentées en écheveaux, sur tubes ou canettes, et même teintées pour différencier les torsions.

² On entend par apprêts spéciaux toutes soies à un ou plusieurs bouts ayant subi une torsion égale ou supérieure à 1.000 tours par mètre, présentées en écheveaux ou en flottes, sur tubes, bobines ou canettes et même simplement teintées pour différencier les torsions.

It shall be ratified and the ratifications shall be exchanged at Paris. It shall come into force fifteen days after the exchange of ratifications.

In faith whereof, THE DELEGATE OF THE ITALIAN GOVERNMENT :

His Excellency Baron Romano AVEZZANA, Ambassador of His Majesty the King of Italy to the French Republic ;

and THE DELEGATES OF THE FRENCH GOVERNMENT :

His Excellency M. Aristide BRIAND, Minister for Foreign Affairs ;

His Excellency M. BOKANOWSKI, Minister of Commerce and Industry ;

Duly authorised to this effect, have signed the present instrument, which is drawn up in duplicate, and have thereto affixed their seals.

Done at Paris, January 26, 1927.

(L. S.) Aristide BRIAND.

(L. S.) Romano AVEZZANA.

(L. S.) M. BOKANOWSKI.

SCHEDULE A.

Description of Goods	Unit of taxation	Duties
		Francs
Silk yarn :		
Pure :		
Unbleached :		
Raw silk, in hanks and skeins	—	free
Silk worked or thrown in hanks, skeins, balls, bobbins spools, reels, spindles, tubes, etc., not prepared for retail sale :		
Measuring in single or twisted yarn :		
More than 40,000 metres to the kg. :		
(a) Woofs with two or more ends, raw silk on tubes, reels or bobbins, without twisting	kg.	2.50
(b) Organzine with two or more ends and woof shoots ¹	ditto	3.75
(c) Special finishings ²	ditto	6.00
40,000 metres or less to the kg.	ditto	7.50
The same scoured, bleached, dyed, printed, clouted, etc., measur- ing in single or twisted yarn :		
More than 40,000 metres to the kg.	—	Above-mentioned duties according to kind, in- creased by 5 fr. per kg.
40,000 metres or less to the kg.	—	Above-mentioned duties according to kind, in- creased by 10 fr. per kg.

¹ By woof shoots is meant all silk with one end that has received a torsion of less than 1,000 turns per metre, in skeins, on tubes or reels, even if tinted to show the degree of torsion.

² By special finishings are meant all silk with one or more ends that have received a torsion of 1,000 or more turns per metre, in hanks or skeins, on tubes, bobbins, reels, even if simply tinted to show the degree of torsion.

Désignation des marchandises	Unité de perception	Droits
		Francs
Les mêmes fils en écheveaux, pelotes, cartes, bobines ou autres formes de mercerie et pour ouvrages de dames préparés pour la vente au détail	—	Droits des fils de 40.000 m. ou moins augmentés de 30 fr. par kg.
Mélangés de toutes autres matières en proportion quelconque .	—	Régime des fils de la matière du mélange la plus imposée à l'état de fil.
Bourre, bourrette, blousses et déchets de soie :		
a) En masse (blazes, cocons percés et tous autres cocons indévidables, frisons, bassinés, pelettes, bourres, déchets de fil inutilisables comme fils, bourrettes, blousses et autres produits analogues)	—	exemptes.
b) Peignés ou cardés ou effilochés :		
En loquettes ou en nappes :		
A l'état pur	kg.	1,—
Mélangés de toutes autres matières en proportion quelconque .	—	Régime de la matière du mélange la plus imposée.
En rubans ou en mèches, c'est-à-dire ayant subi, avec ou sans torsion, un travail postérieur au peignage en vue de la filature	—	Régime des fils de bourre de soie ou de bourrette de soie, selon l'espèce.
Fils de bourre de soie (schappe) :		
Purs :		
En écheveaux ordinaires, sur tubes, fuseaux, canettes, bobines, y compris les chaînes ourdies, non préparés pour la vente au détail :		
Ecrus ou bien blanchis ou azurés en bourre, y compris les fils de schappe dite multicolore et les fils simplement teintés pour différencier les torsions :		
Simples, mesurant au kg. :		
Jusqu'à 80.500 mètres	kg.	6,70
Plus de 80.500 mètres	idem	7,60
Retors, mesurant au kg. (en fil simple) :		
Jusqu'à 80.500 mètres	idem	7,—
Plus de 80.500 mètres	idem	9,40
Les mêmes fils décrus ou blanchis en fils, ou bien teints . .	—	Droits ci-dessus selon l'espèce augmentés de 5 fr. par kg.
En écheveaux, pelotes, cartes, bobines ou autres formes de mercerie et pour ouvrages de dames, préparés pour la vente au détail	—	Droits ci-dessus selon l'espèce augmentés de 25 fr. par kg.
Mélangés de toutes autres matières en proportion quelconque .	—	Régime des fils de la matière du mélange la plus imposée à l'état de fil.
Fils de bourrette de soie (fils de déchets de bourre de soie) :		
Purs :		
Ecrus ou bien blanchis ou azurés en bourre :		
Simples, mesurant au kg. :		
Jusqu'à 30.500 mètres	kg.	1,90
Plus de 30.500 mètres	idem	3,—

Description of Goods	Unit of taxation	Duties
		Francs
The same yarn in skeins, balls, on cards, bobbins, or other forms of small wares, and for needlework, prepared for retail sale	—	Duties on yarn of 40,000 metres or less increased by 30 fr. per kg.
With admixture of any other material in any proportion . . .	—	Tariff applicable to yarn of the most highly taxed material of the mixture in the form of yarn.
Floss silk, floss silk waste, noils and silk waste :		
(a) In the mass (cocoon outer down (blazes), pierced cocoons and all other unreelable cocoons, flocks, bassinés, hanks, floss, pennes, thrums, corons, and all other thread waste, bourrette, noils and other similar products)	—	free
(b) Combed or carded or unravelled :		
In rolls or in laps :		
In the pure state	kg.	1.—
With admixture of any other material in any proportion	—	Dutiable as most highly taxed material of the mixture.
In ribbons or slubs, namely, having undergone, including twisting or not, any workmanship subsequent to combing with a view to spinning.	—	Tariff applicable to yarn of floss silk or floss silk waste according to kind.
Yarns of floss silk (schappe) :		
Pure :		
In ordinary skeins, on tubes, spindles, reels, bobbins, including warps, not prepared for retail sale :		
Unbleached or bleached or blued, in floss, including		
variegated schappe yarns and yarns merely tinted in		
order to discriminate the twisting :		
Single, measuring to the kg. :		
Up to 80,500 metres	kg.	6.70
More than 80,500 metres	ditto	7.60
Twisted, measuring to the kg (in single yarn) : . . .		
Up to 80,500 metres	ditto	7.—
More than 80,500 metres	ditto	9.40
The same yarns scoured or bleached in the yarn, or dyed . . .	—	Above-mentioned duties according to kind, increased by 5 fr. per kg.
In skeins, balls, cards, bobbins, or other kinds of small wares and for needlework prepared for retail sale	—	Above-mentioned duties according to kind, increased by 25 fr. per kg.
With admixture of any other material in any proportion. . .	—	Tariff applicable to yarns of the most highly taxed material of the mixture in the form of yarn.
Yarns of floss silk waste :		
Pure :		
Unbleached or bleached or blued in floss :		
Single, measuring to the kg. :		
Up to 30,500 metres	kg.	1.90
More than 30,500 metres	ditto	3.—

Désignation des marchandises	Unité de perception	Droits
		Francs
Retors, mesurant au kg. (en fil simple) :		
Jusqu'à 30.500 mètres	kg.	2,25
Plus de 30.500 mètres	idem	3,40
Les mêmes fils décrus ou blanchis en fils, ou bien teints. . .	—	Droits ci-dessus selon l'espèce augmentés de 3.75 par kg.
Mélangés de toutes autres matières en proportion quelconque .	—	Régime des fils de la matière du mélange la plus imposée à l'état de fil.
Tissus de soie ou de bourre de soie (schappe) pures ou mélangées entre elles et tissus de soie ou de bourre de soie mélangées d'autres textiles, la soie ou la bourre de soie dominant en poids :		
1 ^o Crêpes :		
Façon d'Angleterre	kg.	20,—
Autres, y compris les crêpes dits de santé, mais à l'exclusion des crêpes à forte torsion ayant en chaîne et en trame un fil ou plusieurs fils alternés, pesant au mètre carré :		
50 grammes au moins :		
Ecrus	idem	39,—
Décrus, blanchis ou teints	idem	42,50
Façonnés, c'est-à-dire présentant des dessins, des brochages, même par fils indépendants, des armures à effets obtenus par le tissage à l'aide de plus de 24 lisses ou lames	—	Droits ci-dessus selon l'espèce majorés de 5 fr. par kg.
Plus de 50 grammes :		
Ecrus	kg.	30,—
Décrus, blanchis ou teints	idem	32,50
Façonnés (suivant spécification indiquée pour les crêpes de 50 grammes ou moins)	—	Droits ci-dessus selon l'espèce majorés de 5 fr. par kg.
2 ^o Tulles unis ¹ , pesant au mètre carré :		
10 grammes ou moins :		
Ecrus	kg.	55,—
Décrus, blanchis ou teints sans apprêt	idem	57,50
Teints avec apprêt	idem	60,—
Ornés, c'est-à-dire revêtus d'applications diverses n'ayant pas le caractère de broderies, y compris les tulles che- nillés	idem	62,50
Plus de 10 grammes :		
Ecrus	idem	35,—
Décrus, blanchis ou teints sans apprêt	idem	37,50
Teints avec apprêt	idem	40,—
Ornés (suivant spécification ci-dessus pour les tulles de 10 grammes ou moins)	idem	42,50

¹ Sont considérés comme unis les tulles qui n'ont aucun dessin et ne comportent que le réseau résultant du tissage, ou qui sont revêtus d'ornements ou d'applications (autres que broderies) superposées à la main ou par des procédés autres que le tissage ou le brochage.

Description of Goods	Unit of taxation	Duties
		Francs
Twisted, measuring to the kg. (in single yarn) :		
Up to 30,500 metres	kg.	2.25
More than 30,500 metres	ditto	3.40
The same yarns scoured or bleached in the yarn or dyed . . .	—	Above-mentioned duties according to kind, increased by 3.75 fr. per kg.
With admixture of any other material in any proportion. . .	—	Tariff applicable to yarns of the most highly taxed material of the mixture in the form of yarns.
Fabrics of silk or floss silk (schappe), pure or tissues made of these two materials mixed together or with admixture of other textiles, the silk or floss silk predominating in weight :		
(1) Crêpes:		
English style	kg.	20.—
Other, including sanitary crêpe, but excluding crêpes with a high degree of torsion having one or more alternating threads in warp and weft, weighing per sq. metre :		
50 grammes or less :		
Unbleached	ditto	39.—
Scoured, bleached or dyed	ditto	42.50
Figured, i.e., with designs and figure weaving, even with independent threads and fancy effects obtained by weaving with more than 24 healds or foils . .	—	Above-mentioned duties according to kind, increased by 5 fr. per kg.
More than 50 grammes :		
Unbleached	kg.	30.—
Scoured, bleached or dyed	ditto	32.50
Figured (according to specification given for crêpes of 50 grammes or less)	—	Above-mentioned duties according to kind, increased by 5 fr. per kg.
(2) Plain tulles ¹ weighing per sq. metre :		
10 grammes or less :		
Unbleached	kg.	55.—
Scoured, bleached or dyed, without finishing	ditto	57.50
Dyed with finishing	ditto	60.—
Ornamented, i.e., provided with various patterns not in the nature of embroidery, including chenille tulles . .	ditto	62.50
More than 10 grammes :		
Unbleached	ditto	35.—
Scoured, bleached or dyed, without finishing	ditto	37.50
Dyed with finishing	ditto	40.—
Ornamented (see description above for tulles of 10 grammes or less)	ditto	42.50

¹ By plain tulles are meant those without patterns consisting only of the woven net, or provided with ornamentation or patterns (other than embroidery) done by hand or by any process other than weaving or figure-weaving.

Désignation des marchandises	Unité de perception	Droits
		Francs
3° Velours et peluches, y compris ceux pour ameublement, pesant au mètre carré :		
110 grammes ou moins :		
Ecrus	kg.	144,—
Décrusés, blanchis ou teints	idem	150,—
Façonnés, c'est-à-dire présentant des dessins, des brochages, des armures à effets obtenus par le tissage avec un nombre de lisses supérieur à 24.	—	Droits ci-dessus selon l'espèce augmentés de 18 fr. par kg.
Plus de 110 grammes et jusqu'à 400 grammes :		
Ecrus	kg.	68,—
Décrusés, blanchis ou teints	idem	72,—
Façonnés (suivant spécification ci-dessus)	—	Droits ci-dessus selon l'espèce augmentés de 25 fr. par kg.
Plus de 400 grammes :		
Ecrus	kg.	33,—
Décrusés, blanchis ou teints	idem	36,—
Façonnés (suivant spécification ci-dessus)	—	Droits ci-dessus selon l'espèce augmentés de 36 fr. par kg.
4° Tissus clairs :		
Mousselines, grenadines, voiles et similaires, gazes et étamines :		
Ecrus	kg.	45,—
Décrusés, blanchis ou teints	idem	49,—
Façonnés ou brochés, c'est-à-dire comportant des points de gaze, des jours, des entre-deux, des rayures ajourées ou autres effets analogues, même avec parties unies	—	Droits ci-dessus selon l'espèce augmentés de 5 fr. par kg.
Crêpes à forte torsion ayant en chaîne et en trame un fil ou plusieurs fils alternés :		
Ecrus	kg.	50,—
Décrusés, blanchis ou teints	idem	55,—
Façonnés (suivant même spécification que pour les crêpes)	—	Droits ci-dessus selon l'espèce augmentés de 5 fr. par kg.
5° Gaze unie spéciale pour bluterie :		
Non confectionnée	kg.	60,—
Confectionnée	idem	50,—
6° Rubans :		
De velours ou peluche, y compris la chenille en bandes :		
Ecrus	kg.	80,—
Décrusés, blanchis ou teints	idem	85,—
Façonnés, c'est-à-dire présentant des dessins, des brochages par tous procédés, des lettres, des armures à effets tissés obtenus à l'aide de plus de 24 lames ou lisses, des effets d'épinglage, de bouclage et autres analogues	—	Droits ci-dessus selon l'espèce augmentés de 20 fr. par kg.
Autres :		
Ecrus	kg.	55,—
Décrusés, blanchis ou teints	idem	60,—

Description of Goods	Unit of taxation	Duties
		Francs
(3) Velvets and plushes, including those used in upholstering, weighing per sq. metre :		
110 grammes or less :		
Unbleached	kg.	144.—
Scoured, bleached or dyed	ditto	150.—
Figured, i.e., with designs, figure weaving and fancy effects obtained by weaving with more than 24 healds	—	Above-mentioned duties according to kind, increased by 18 fr. per kg.
Over 110 grammes and up to 400 grammes :		
Unbleached	kg.	68.—
Scoured, bleached or dyed	ditto	72.—
Figured (see description above)	—	Above-mentioned duties according to kind, increased by 25 fr. per kg.
Over 400 grammes :		
Unbleached	kg.	33.—
Scoured, bleached or dyed	ditto	36.—
Figured (see description above)	—	Above-mentioned duties according to kind, increased by 36 fr. per kg.
(4) Loosely woven tissues :		
Muslins, grenadines, voile and the like, gauzes and étamines :		
Unbleached	kg.	45.—
Scoured, bleached or dyed	ditto	49.—
Figured or figure-woven, i.e., with gauze-point, openwork, insertions, openwork stripes and other similar effects, even with plain parts	—	Above-mentioned duties according to kind, increased by 5 fr. per kg.
Crêpes with a high degree of torsion having one or more alternating threads in warp and weft :		
Unbleached	kg.	50.—
Scoured, bleached or dyed	ditto	55.—
Figured (the same specification as for crêpes)	—	Above-mentioned duties according to kind, increased by 5 fr. per kg.
(5) Special plain gauze for bolting :		
Not made up	kg.	60.—
Made up	ditto	50.—
(6) Ribbons :		
Velvet and plush, including chenille in bands :		
Unbleached	kg.	80.—
Scoured, bleached or dyed	ditto	85.—
Figured, i.e., with designs, figure weaving by any process, letters, fancy effects obtained by weaving with more than 24 healds or foils, spangling effects, curling bouclage and other similar effects.	—	Above-mentioned duties according to kind, increased by 20 fr. per kg.
Other :		
Unbleached	kg.	55.—
Scoured, bleached or dyed	ditto	60.—

Désignation des marchandises	Unité de perception	Droits
		Francs
Façonnés, c'est-à-dire présentant des dessins, des brochages, des armures à effets tissés obtenus à l'aide de plus de 24 lames ou lisses ou comportant des points de gaze, des jours, des entre-deux, des rayures ajourées ou autres effets analogues, même avec parties unies	—	Droits ci-dessus, selon l'espèce, augmentés de 15 fr. par kg.
7° Dentelles à la mécanique et tulles façonnés ¹ , guipures et articles assimilés, y compris les tulles à pois ou mouchetés, écharpes, andalouses ou spanish-veli :		
A la mécanique :		
Obtenus sur métiers Leavers et sur métiers circulaires à bobines, en bandes, volants, voilettes, laizes et tous articles de fantaisie :		
Ecrus	kg.	90,—
Teints	idem.	110,—
8° Tissus serrés, foulards et tous autres tissus non dénommés aux alinéas précédents, pesant au mètre carré :		
120 grammes ou moins :		
Ecrus	idem	27,50
Décrusés, blanchis ou teints	idem	30,—
Façonnés (suivant même spécification que pour les crêpes)	—	Droits ci-dessus selon l'espèce augmentés de 5 fr. par kg.
Plus de 120 grammes, d'une largeur de 124 centimètres ou moins :		
Ecrus	kg.	27,50
Décrusés, blanchis ou teints	idem	30,—
Façonnés (suivant même spécification que pour les crêpes)	—	Droits ci-dessus selon l'espèce augmentés de 5 fr. par kg.
Plus de 120 grammes, d'une largeur de plus de 124 centimètres :		
Ecrus	kg.	30,—
Décrusés, blanchis ou teints	kg.	35,—
Façonnés (suivant même spécification que pour les crêpes)	—	Droits ci-dessus selon l'espèce augmentés de 30 fr. par kg.
Tissus de bourrette de soie pure ou mélangée d'autres textiles, la bourrette dominant en poids :		
Etoffes pesant au mètre carré :		
250 grammes ou moins :		
Ecrues	kg.	17,50
Décrues, blanchies ou teintées	idem	20,—
Façonnées (suivant même spécification que pour les crêpes de bourre de soie)	—	Droits ci-dessus selon l'espèce augmentés de 2 fr. 50 par kg.

¹ On entend par tulles façonnés tous tulles dont le dessin est obtenu par un moyen mécanique, c'est-à-dire les tulles à réseaux unis ou à armures sur lesquels on obtient au métier, par tissage, un dessin quelconque, les tulles à pois, mouchetés, on présentant tous autres ornements produits avec les fils du tulle par un moyen mécanique quelconque.

Description of Goods	Unit of taxation	Duties
		Francs
Figured, i.e., with designs, figure weaving and fancy effects obtained by weaving with more than 24 healds or foils or with gauze point, openwork, insertions, openwork stripes, or other similar effects, even with plain parts	—	Above-mentioned duties according to kind, increased by 15 fr. per kg.
(7) Machine-made lace and figured tulles ¹ , guipures and like goods, including dotted or spotted tulles, scarves, Andalusian or "Spanish" veil : Machine-made :		
Worked on Lever lace-making machines and on circular bobbinet frames, in bands, frillings, netting, broad silk lace and all fancy wear :		
Unbleached	kg.	90.—
Dyed	ditto	110.—
(8) Close woven tissues, foulards, and all other tissues not specified in the foregoing paragraphs, weighing per square metre :		
120 grammes or less :		
Unbleached	ditto	27.50
Scoured, bleached or dyed	ditto	30.—
Figured (same description as for crêpe)	—	Above-mentioned duties according to kind, increased by 5 fr. per kg.
More than 120 grammes, 124 cm. wide or less :		
Unbleached	kg.	27.50
Scoured, bleached or dyed	ditto	30.—
Figured (same description as for crêpe)	—	Above-mentioned duties according to kind, increased by 5 fr. per kg.
More than 120 grammes, 124 cm. wide or more :		
Unbleached	kg.	30.—
Scoured, bleached or dyed	ditto	35.—
Figured (same description as for crêpe)	—	Above-mentioned duties according to kind, increased by 30 fr. per kg.
Fabrics of floss silk waste, pure or mixed with other textiles, the floss silk waste predominating in weight :		
Stuffs weighing per square metre :		
250 grammes or less :		
Unbleached	kg.	17.50
Scoured, bleached or dyed	ditto	20.—
Figured (same description as for floss silk crêpe)	—	Above-mentioned duties according to kind, increased by 2.50 fr. per kg.

¹ By figured tulles are meant tulles on which the design is worked by a mechanical process, i. e., tulles with plain net or with any fancy effects on which any design is worked by weaving ; tulles dotted or spotted or showing any other decoration made with the threads of the tulle by any mechanical process.

Désignation des marchandises	Unité de perception	Droits
		Francs
Plus de 250 grammes :		
Ecrues	kg.	12,50
Décrues, blanchies ou teintées	idem	15,—
Façonnées (suivant même spécification que pour les crêpes de bourre de soie)	—	Droits ci-dessus selon l'espèce augmentés de 2 fr. 50 par kg.
Tissus de soie artificielle pure ou mélangée de soie, bourre de soie ou d'autres matières à l'exclusion du métal, la soie artificielle dominant en poids :		
1 ^o Crêpes :		
Façon d'Angleterre	kg.	16,50
Autres, y compris les crêpes de santé, mais à l'exclusion des crêpes à forte torsion ayant en chaîne et en trame un fil ou plusieurs fils alternés, pesant par mètre carré :		
75 grammes ou moins :		
Ecrus	kg.	30,—
Décrus, blanchis ou teintés	idem	35,—
Façonnés, c'est-à-dire présentant des dessins, des brochages même par fils indépendants, des armures à effets obtenus par le tissage avec un nombre de lisses supérieur à 24	—	Droits ci-dessus selon l'espèce augmentés de 5 fr. par kg.
Plus de 75 grammes :		
Ecrus	kg.	25,—
Décrus, blanchis ou teintés	idem	30,—
Façonnés (voir spécification ci-dessus)	—	Droits ci-dessus selon l'espèce augmentés de 5 fr. par kg.
2 ^o Tulles unis ¹ , pesant au mètre carré :		
20 grammes ou moins :		
Ecrus	kg.	42,50
Décrus, blanchis ou teintés sans apprêt	idem	45,—
Teints et apprêtés	kg.	47,50
Ornés, c'est-à-dire revêtus d'applications diverses n'ayant pas le caractère de broderie, y compris les tulles chenillés	idem	50,—
Plus de 20 grammes :		
Ecrus	idem	30,—
Décrus, blanchis ou teintés sans apprêt	idem	32,50
Teints et apprêtés	idem	35,—
Ornés (voir désignation ci-dessus)	idem	37,50
3 ^o Velours et peluches autres que rubans, y compris ceux pour ameublement, pesant au mètre carré :		
175 grammes ou moins :		
Ecrus	idem	115,—
Décrus, blanchis ou teintés	idem	120,—
Façonnés (même spécification que pour les velours de soie pure façonnés)	—	Droits ci-dessus selon l'espèce augmentés de 15 fr. par kg.

¹ Même définition que pour les tulles unis de soie pure.

Description of Goods	Unit of taxation	Duties
		Francs
More than 250 grammes :		
Unbleached	kg.	12.50
Scoured, bleached or dyed	ditto	15.—
Figured (same description as for floss silk crêpe)	—	Above-mentioned duties according to kind, increased by 2.50 fr. per kg.
Fabrics of artificial silk, pure or mixed with silk, floss silk or other materials, not including metal, the artificial silk predominating in weight :		
(1) Crêpes :		
English style	kg.	16.50
Others, including sanitary crêpe, but not including crêpe with a high degree of torsion, having one or more alternating threads in warp and weft, weighing per square metre :		
75 grammes or less :		
Unbleached	kg.	30.—
Scoured, bleached or dyed	ditto	35.—
Figured, i.e., with designs, figured weaving, even with independent threads, and fancy effects obtained by weaving with more than 24 healds	—	Above-mentioned duties according to kind, increased by 5 fr. per kg.
More than 75 grammes :		
Unbleached	kg.	25.—
Scoured, bleached or dyed	ditto	30.—
Figured (see description above)	—	Above-mentioned duties according to kind, increased by 5 fr. per kg.
(2) Plain tulle ¹ weighing per square metre :		
20 grammes or less :		
Unbleached	kg.	42.50
Scoured, bleached or dyed, without finishing	ditto	45.—
Dyed with finishing	ditto	47.50
Ornamented, i.e., provided with various patterns not in the nature of embroidery, including chenille tulles	ditto	50.—
More than 20 grammes :		
Unbleached	ditto	30.—
Scoured, bleached or dyed, without finishing	ditto	32.50
Dyed with finishing	ditto	35.—
Ornamented (see description above)	ditto	37.50
(3) Velvets and plushes other than ribbons, including those used for upholstery, weighing per square metre :		
175 grammes or less :		
Unbleached	ditto	115.—
Scoured, bleached or dyed	ditto	120.—
Figured (same description as for pure silk figured velvet)	—	Above-mentioned duties according to kind, increased by 15 fr. per kg.

¹ Same definition as for pure silk plain tulles.

Désignation des marchandises	Unité de perception	Droits
		Francs
Plus de 175 grammes jusqu'à 400 grammes :		
Ecrus	kg.	55,—
Décrusés, blanchi ou teints	idem	60,—
Façonnés (même spécification que pour les velours de soie pure façonnés)	—	Droits ci-dessus selon l'espèce augmentés de 15 fr. par kg.
Plus de 400 grammes :		
Ecrus	kg.	33,—
Décrusés, blanchis ou teints	idem	36,—
Façonnés même spécification que pour les velours de soie pure façonnés)	—	Droits ci-dessus selon l'espèce augmentés de 20 fr. par kg.
4° Tissus clairs :		
Mousselines, grenadines, voiles et similaires, gazes et étamines :		
Ecrus	kg.	35,—
Décrusés, blanchis ou teints	idem	40,—
Façonnés (même spécification que pour les mousselines, etc., de soie pure)	—	Droits ci-dessus selon l'espèce augmentés de 5 fr. par kg.
Crêpes à forte torsion ayant en chaîne et en trame un fil ou plusieurs fils alternés :		
Ecrus	kg.	40,—
Décrusés, blanchis ou teints	idem	45,—
Façonnés (même spécification que pour les crêpes à forte torsion ci-dessus de soie pure)	—	Droits ci-dessus selon l'espèce augmentés de 5 fr. par kg.
5° Rubans :		
De velours ou peluche :		
Ecrus	kg.	70,—
Décrusés, blanchis ou teints	idem	75,—
Façonnés (même spécification que pour les rubans de velours en soie pure)	—	Droits ci-dessus selon l'espèce augmentés de 15 fr. par kg.
Autres :		
Ecrus	kg.	50,—
Décrusés, blanchis ou teints	idem	55,—
Façonnés (même spécification que pour les rubans autres de soie pure)	—	Droits ci-dessus selon l'espèce augmentés de 10 fr. par kg.
6° Dentelles à la mécanique et tulles façonnés ¹ , guipures et articles assimilés y compris les tulles à pois ou mouchetés, écharpes, andalouses et « spanish-veli » :		
A la mécanique :		
Obtenus sur métiers Leavers et sur métiers circulaires à bobines, en bandes, volants, voilettes, laizes et tous articles de fantaisie :		
Ecrus	kg.	42,—
Teints	idem	46,50

¹ Même définition que pour les tulles façonnés de soie pure.

Description of Goods	Unit of taxation	Duties
		Francs
Over 175 grammes and up to 400 grammes :		
Unbleached	kg.	55.—
Scoured, bleached or dyed	ditto	60.—
Figured (same description as for pure silk figured velvets)	—	Above-mentioned duties according to kind, increased by 15 fr. per kg.
More than 400 grammes :		
Unbleached	kg.	33.—
Scoured, bleached or dyed	ditto	36.—
Figured (same description as for pure silk figured velvets)	—	Above-mentioned duties according to kind, increased by 20 fr. per kg.
(4) Loosely woven tissues :		
Muslins, grenadines, voiles and the like, gauze and étamines :		
Unbleached	kg.	35.—
Scoured, bleached or dyed	ditto	40.—
Figured (same description as for pure silk muslins, etc.)	—	Above-mentioned duties according to kind, increased by 5 fr. per kg.
Crêpe with a high degree of torsion having one or more alternating threads in warp and weft :		
Unbleached	kg.	40.—
Scoured, bleached or dyed	ditto	45.—
Figured (same description as for above-mentioned pure silk crêpe with a high degree of torsion)	—	Above-mentioned duties according to kind, increased by 5 fr. per kg.
(5) Ribbons :		
Velvet or plush :		
Unbleached	kg.	70.—
Scoured, bleached or dyed	ditto	75.—
Figured (same description as for pure silk velvet ribbons)	—	Above-mentioned duties according to kind, increased by 15 fr. per kg.
Others :		
Unbleached	kg.	50.—
Scoured, bleached or dyed	ditto	55.—
Figured (same description as for other pure silk ribbons)	—	Above-mentioned duties according to kind, increased by 10 fr. per kg.
(6) Machine-made lace and figured tulles ¹ , guipures and like goods, including tulles, dotted or spotted, scarves, Andalusian and " Spanish " veil :		
Machine-made :		
Worked on Leaver lace-making machines and on circular bobbinet frames, in bands, frillings, netting, broad silk lace and all fancy wear :		
Unbleached	kg.	42.—
Dyed	ditto	46.50

¹ Same definition as for pure silk plain tulles.

Désignation des marchandises	Unité de perception	Droits
		Francs
7° Tissus serrés, foulards et tous autres tissus non dénommés aux alinéas précédents, pesant au mètre carré :		
175 grammes ou moins :		
Ecrus	kg.	23,50
Décrusés, blanchis ou teints	idem	26,50
Façonnés (suivant spécification indiquée pour les tissus serrés de soie pure)	—	Droits ci-dessus selon l'espèce augmentés de 5 fr. par kg.
Plus de 175 grammes, ayant en largeur :		
124 centimètres ou moins :		
Ecrus	kg.	23,50
Décrusés, blanchis ou teints	idem	26,50
Façonnés (suivant spécification indiquée pour les tissus serrés de soie pure)	—	Droits ci-dessus selon l'espèce augmentés de 5 fr. par kg.
Plus de 124 centimètres :		
Ecrus	kg.	27,50
Décrusés, blanchis ou teints	idem	30,—
Façonnés (suivant spécification indiquée pour les tissus serrés de soie pure)	—	Droits ci-dessus selon l'espèce augmentés de 20 fr. par kg.
Tissus de soie, bourre de soie (schappe) ou soie artificielle mélangées de laine ou poils, la laine ou le poil dominant en poids :		
A) Soie, bourre de soie et laine ou poils :		
1° Velours, peluches, sealskins :		
Ecrus	kg.	50,—
Décrusés, blanchis ou teints	idem	55,—
Façonnés (même spécification que pour les velours de soie pure)	—	Droits ci-dessus selon l'espèce augmentés de 15 fr. par kg.
2° Rubans	—	Régime des rubans de soie ou bourre de soie et coton, coton dominant en poids.
3° Tissus non repris aux alinéas précédents dans lesquels la proportion de soie ou bourre de soie représente 12 % et plus jusqu'à 50 % du poids total de l'étoffe :		
Crêpes :		
Ecrus	kg.	22,50
Décrusés, blanchis ou teints	idem	25,—
Façonnés (même spécification que pour les crêpes de soie pure)	—	Droits ci-dessus selon l'espèce augmentés de 5 fr. par kg.
Tous autres tissus :		
Ecrus	kg.	20,—
Décrusés, blanchis ou teints	idem	22,50
Façonnés (même spécification que pour les tissus de soie pure)	—	Droits ci-dessus selon l'espèce augmentés de 5 fr. par kg.

Description of Goods	Unit of taxation	Duties
		Francs
(7) Close woven tissues, foulards and all other tissues not specified in the foregoing paragraphs, weighing per square metre :		
175 grammes or less :		
Unbleached	kg.	23.50
Scoured, bleached or dyed	ditto	26.50
Figured (same description as for pure silk close woven tissues)	—	Above-mentioned duties according to kind, increased by 5 fr. per kg.
More than 175 grammes, with a width of :		
124 cm. or less		
Unbleached	kg.	23.50
Scoured, bleached or dyed	ditto	26.50
Figured (same description as for pure silk close woven tissues)	—	Above-mentioned duties according to kind, increased by 5 fr. per kg.
More than 124 cm. :		
Unbleached	kg.	27.50
Scoured, bleached or dyed	ditto	30—
Figured (same description as for pure silk close woven tissues)	—	Above-mentioned duties according to kind, increased by 20 fr. per kg.
Fabrics of silk, floss silk (schappe) or artificial silk, mixed with wool or hair, the wool or hair predominating in weight :		
A) Silk, floss silk and wool or hair :		
(1) Velvets, plushes, sealskins :		
Unbleached	kg.	50.—
Scoured, bleached or dyed	ditto	55.—
Figured (same description as for pure silk velvet)	—	Above-mentioned duties according to kind, increased by 15 fr. per kg.
(2) Ribbons	—	Tariff applicable to ribbons of silk, or floss silk and cotton, the cotton predominating in weight.
(3) Fabrics not specified in the foregoing paragraphs and in which the proportion of silk or floss silk is 12 % and more, up to 50 % of the total weight of the stuff :		
Crêpes :		
Unbleached	kg.	22.50
Scoured, bleached or dyed	ditto	25.—
Figured (same description as for pure silk crêpes)	—	Above-mentioned duties according to kind, increased by 5 fr. per kg.
All other fabrics :		
Unbleached	kg.	20.—
Scoured, bleached or dyed	ditto	22.50
Figured (same description as for pure silk fabrics)	—	Above-mentioned duties according to kind, increased by 5 fr. per kg.

Désignation des marchandises	Unité de perception	Droits
		Francs
B) Soie artificielle et laine ou poils :		
1 ^o Velours, peluches, sealskins :		
Ecrus	kg.	50,—
Décrusés, blanchis ou teints	idem	52,50
Façonnés (même spécification que pour les velours de soie pure)	—	Droits ci-dessus selon l'espèce augmentés de 10 fr. par kg.
2 ^o Rubans	—	Régime des rubans en soie artificielle et coton, coton dominant en poids.
3 ^o Tissus non repris aux alinéas précédents, dans lesquels la proportion de soie artificielle représente 12 % et plus, jusqu'à 50 % du poids total de l'étoffe :		
Crêpes :		
Ecrus	kg.	20,—
Décrusés, blanchis ou teints	idem	22,50
Façonnés (même spécification que pour les tissus de soie pure)	—	Droits ci-dessus selon l'espèce augmentés de 5 fr. par kg.
Tous autres tissus :		
Ecrus	kg.	20,—
Décrusés, blanchis ou teints	idem	22,50
Façonnés (même spécification que pour les tissus de soie pure)	—	Droits ci-dessus selon l'espèce augmentés de 5 fr. par kg.
Tissus de soie, bourre de soie (schappe) ou soie artificielle mélangées de coton, le coton dominant en poids :		
1 ^o Soie, bourre de soie et coton :		
Crêpes :		
Façon d'Angleterre	kg.	16,50
Autres, y compris les crêpes dits de santé, mais à l'exclusion des crêpes à forte torsion ayant en chaîne et en trame un fil ou plusieurs fils alternés :		
Ecrus	idem	25,—
Décrusés, blanchis ou teints	idem	30,—
Façonnés (suivant spécification indiquée pour les crêpes de soie pure)	—	Droits ci-dessus selon l'espèce augmentés de 5 fr. par kg.
2 ^o Tissus clairs :		
Mousselines, grenadines, voiles et similaires, gazes et étamines :		
Ecrus	kg.	35,—
Décrusés, blanchis ou teints	idem	37,50
Façonnés (suivant spécification indiquée pour les articles correspondants en soie pure)	—	Droits ci-dessus selon l'espèce augmentés de 5 fr. par kg.
Crêpes à forte torsion ayant en chaîne et en trame un fil ou plusieurs fils alternés :		
Ecrus	kg.	37,50
Décrusés, blanchis ou teints	idem	42,50

Description of Goods	Unit of taxation	Duties
		Francs
B) Artificial silk and wool or hair :		
(1) Velvets, plushes, sealskins :		
Unbleached	kg.	50.—
Scoured, bleached or dyed	ditto	52.50
Figured (same description as for pure silk velvet)	—	Above-mentioned duties according to kind, increased by 10 fr. per kg.
(2) Ribbons	—	Tariff applicable to ribbons of artificial silk and cotton, the cotton predominating in weight.
(3) Fabrics not mentioned in the preceding paragraphs in which the proportion of artificial silk is 12 % and more, up to 50 % of the total weight of the stuff :		
Crêpes :		
Unbleached	kg.	20.—
Scoured, bleached or dyed	ditto	22.50
Figured (same description as for pure silk crêpes)	—	Above-mentioned duties according to kind, increased by 5 fr. per kg.
All other fabrics :		
Unbleached	kg.	20.—
Scoured, bleached or dyed	ditto	22.50
Figured (same description as for pure silk fabrics)	—	Above-mentioned duties according to kind, increased by 5 fr. per kg.
Fabrics of silk, floss silk (schappe) or artificial silk mixed with cotton, the cotton predominating in weight :		
(1) Silk, floss silk and cotton :		
Crêpes :		
English style	kg.	16.50
Others, including so-called sanitary crepe, but not including crêpe with a high degree of torsion having one or more alternating threads in the warp and weft :		
Unbleached	ditto	25.—
Scoured, bleached or dyed	ditto	30.—
Figured (same description as for pure silk crêpes)	—	Above-mentioned duties according to kind, increased by 5 fr. per kg.
(2) Loose woven fabrics :		
Muslins, grenadines, voiles and the like, gauzes and étamines :		
Unbleached	kg.	35.—
Scoured, bleached or dyed	ditto	37.50
Figured (same description as for corresponding articles of pure silk)		Above-mentioned duties according to kind, increased by 5 fr. per kg.
Crêpes with a high degree of torsion having one or more alternating threads in warp and weft :		
Unbleached	kg.	37.50
Scoured, bleached or dyed	ditto	42.50

Désignation des marchandises	Unité de perception	Droits
		Francs
Façonnés (même spécification que pour les crêpes à forte torsion ci-dessus de soie pure)	—	Droits ci-dessus selon l'espèce augmentés de 5 fr. par kg.
3° Velours, peluches, sealskins :		
Ecrus	kg.	50,—
Décrus, blanchis ou teints	idem	55,—
Façonnés (suivant spécification indiquée pour les velours de soie pure)	—	Droits ci-dessus selon l'espèce augmentés de 15 fr. par kg.
4° Rubans :		
De velours ou peluche :		
Ecrus	kg.	60,—
Décrus, blanchis ou teints	kg.	65,—
Façonnés (suivant spécification indiquée pour les rubans de velours en soie pure)	—	Droits ci-dessus selon l'espèce augmentés de 15 fr. par kg.
Autres :		
Ecrus	kg.	37,50
Décrus, blanchis ou teints	idem	42,50
Façonnés (suivant spécification indiquée pour les articles correspondants en soie pure)	—	Droits ci-dessus selon l'espèce augmentés de 10 fr. par kg.
5° Tissus serrés, foulards et tous autres tissus non dénommés aux alinéas précédents, contenant en soie ou bourre de soie :		
Moins de 3 % du poids total de l'étoffe, ou tissus des catégories ci-dessous entrant normalement dans la production de l'industrie cotonnière et habituellement employés pour lingerie, sous-vêtements et broderies ou autres articles similaires, tels que toiles de coton, oxfords, zéphir, etc., même lorsque ces tissus présentent seulement des rayures ou quelques effets avec fils de soie ou de bourre de soie	—	Droits conventionnels respectifs des tissus de coton.
3 % et plus, mais moins de 12 %, pesant au mètre carré : 160 grammes ou moins :		
Ecrus	kg.	8,80
Décrus, blanchis ou teints	idem	11,—
Façonnés (même désignation que pour les tissus serrés de soie pure)	—	Droits ci-dessus selon l'espèce augmentés de 1 fr. 20 par kg.
Plus de 160 grammes ayant en largeur :		
124 centimètres ou moins :		
Ecrus	kg.	8,80
Décrus, blanchis ou teints	idem	11,—
Façonnés (suivant spécification indiquée pour les tissus serrés de soie pure)	—	Droits ci-dessus selon l'espèce augmentés de 1 fr. 20 par kg.

Description of Goods	Unit of taxation	Duties
Figured (same description as for above pure silk crêpes with high degree of torsion)	—	Francs Above-mentioned duties according to kind, increased by 5 fr. per kg.
(3) Velvets, plushes, sealskins : Unbleached Scoured, bleached or dyed Figured (same description as for pure silk velvets).	kg. ditto —	50.— 55.— Above-mentioned duties according to kind, increased by 15 fr. per kg.
(4) Ribbons : Velvet or plush : Unbleached Scoured, bleached or dyed Figured (same description as for pure silk velvet ribbons)	kg. ditto —	60.— 65.— Above-mentioned duties according to kind, increased by 15 fr. per kg.
Others : Unbleached Scoured, bleached or dyed Figured (same description as for corresponding articles in pure silk)	kg. ditto —	37.50 42.50 Above-mentioned duties according to kind, increased by 10 fr. per kg.
(5) Close woven fabrics, foulards and all other fabrics not specified in the foregoing paragraphs, containing the following proportions of silk or silk floss : Less than 3 % of the total weight of the stuff, or fabrics of the under-noted categories normally produced in the cotton industry and generally used for lingerie, underwear and embroidery, or other similar articles such as cotton cloth, Oxfords, zephyrs, etc., even when these fabrics have merely stripes or effects of silk or floss silk threads	—	Respective conventional duties on cotton fabrics.
3 % and over, but less than 12 %, weighing per square metre : 160 grammes or less : Unbleached Scoured, bleached or dyed Figured (same description as for pure silk close-woven fabrics)	kg. ditto —	8.80 11.— Above-mentioned duties according to kind, increased by 1.20 fr. per kg.
More than 160 grammes with a width of : 124 centimetres or less : Unbleached Scoured, bleached or dyed Figured (same description as for pure silk close-woven fabrics)	kg. ditto —	8.80 11.— Above-mentioned duties according to kind, increased by 1.20 fr. per kg.

Désignation des marchandises	Unité de perception	Droits
		Francs
Plus de 124 centimètres :		
Ecrus	kg.	12,50
Décrusés, blanchis ou teints	idem	15,—
Façonnés (suivant spécification indiquée pour les tissus serrés de soie pure)	—	Droits ci-dessus selon l'espèce augmentés de 2 fr. 50 par kg.
12 % et plus jusqu'à 50 %, pesant au mètre carré :		
160 grammes, ou moins :		
Ecrus	kg.	20,—
Décrusés, blanchis ou teints	idem	22,50
Façonnés (suivant spécification indiquée pour les tissus serrés de soie pure)	—	Droits ci-dessus selon l'espèce augmentés de 3 fr. par kg.
Plus de 160 grammes ayant en largeur :		
124 centimètres ou moins :		
Ecrus	kg.	20,—
Décrusés, blanchis ou teints	idem	22,50
Façonnés (suivant spécification indiquée pour les tissus serrés de soie pure)	—	Droits ci-dessus selon l'espèce augmentés de 3 fr. par kg.
Plus de 124 centimètre :		
Ecrus	kg.	22,50
Décrusés, blanchis ou teints	idem	25,—
Façonnés (suivant spécification indiquée pour les tissus serrés de soie pure)	—	Droits ci-dessus selon l'espèce augmentés de 10 fr. par kg.
B) Soie artificielle et coton :		
1 ^o Crêpes :		
Façon d'Angleterre	kg.	15,50
Autres, y compris les crêpes dits de santé, mais à l'exclusion des crêpes à forte torsion ayant en chaîne et en trame un fil ou plusieurs fils alternés :		
Ecrus	idem	22,50
Décrusés, blanchis ou teints	idem	25,—
Façonnés (suivants spécification indiquée pour les crêpes de soie pure)	—	Droits ci-dessus selon l'espèce augmentés de 5 fr. par kg.
2 ^o Tissus clairs :		
Mousselines, grenadines, voiles et similaires, gazes et étamines :		
Ecrus	kg.	30,—
Décrusés, blanchis ou teints	idem	35,—
Façonnés (suivant spécification indiquée pour les articles correspondants en soie pure)	—	Droits ci-dessus selon l'espèce augmentés de 5 fr. par kg.
Crêpes à forte torsion ayant en chaîne et en trame un fil ou plusieurs fils alternés :		
Ecrus	kg.	35,—
Décrusés, blanchis ou teints	idem	40,—

Description of Goods	Unit of taxation	Duties
Francs More than 124 centimetres : Unbleached kg. 12.50 Scoured, bleached or dyed ditto 15.— Figured (same description as for pure silk close-woven fabrics) — Above-mentioned duties according to kind, increased by 2.50 fr. per kg. 12 % and up to 50 %, weighing per square metre : 160 grammes or less : Unbleached kg. 20.— Scoured, bleached or dyed ditto 22.50 Figured (same description as for pure silk close-woven fabrics) — Above-mentioned duties according to kind, increased by 3 fr. per kg. More than 160 grammes with a width of : 124 centimetres or less : Unbleached kg. 20.— Scoured, bleached or dyed ditto 22.50 Figured (same description as for pure silk close-woven fabrics) — Above-mentioned duties according to kind, increased by 3 fr. per kg. More than 124 centimetres : Unbleached kg. 22.50 Scoured, bleached or dyed ditto 25.— Figured (same description as for pure silk close-woven fabrics) — Above-mentioned duties according to kind, increased by 10 fr. per kg.		
B) Artificial silk and cotton :		
(1) Crêpes :		
English style	kg.	15.50
Others, including so-called sanitary crêpes but not including crêpes with a high degree of torsion, having one or more alternating threads in the warp and weft:		
Unbleached	ditto	22.50
Scoured, bleached or dyed	ditto	25.—
Figured (same description as for pure silk crêpes)	—	Above-mentioned duties according to kind, increased by 5 fr. per kg.
(2) Loose woven fabrics :		
Muslins, grenadines, voiles and the like, gauzes and étamines :		
Unbleached	kg.	30.—
Scoured, bleached or dyed	ditto	35.—
Figured (same description as for corresponding articles in pure silk)	—	Above-mentioned duties according to kind, increased by 5 fr. per kg.
Crêpes with a high degree of torsion having one or more alternating threads in the warp and woof :		
Unbleached	kg.	35.—
Scoured, bleached or dyed	ditto	40.—

Désignation des marchandises	Unité de perception	Droits
		Francs
Façonnés même spécification que pour les crêpes à forte torsion ci-dessus de soie pure)	—	Droits ci-dessus selon l'espèce augmentés de 5 fr. par kg.
3° Velours, peluches, sealskins :		
Ecrus	kg.	50,—
Décrusés, blanchis ou teints	idem	52,50
Façonnés (suivant spécification indiquée pour les velours de soie pure).	—	Droits ci-dessus selon l'espèce augmentés de 10 fr. par kg.
4° Rubans :		
De velours ou peluche :		
Ecrus	kg.	55,—
Décrusés, blanchis ou teints	idem	60,—
Façonnés (suivant spécification indiquée pour les rubans de velours de soie pure).	—	Droits ci-dessus selon l'espèce augmentés de 15 fr. par kg.
Autres :		
Ecrus	kg.	35,—
Décrusés, blanchis ou teints	idem	40,—
Façonnés (suivant spécification indiquée pour les articles correspondants en soie pure).	—	Droits ci-dessus selon l'espèce augmentés de 10 fr. par kg.
5° Tissus serrés, foulards et tous autres tissus non dénommés aux alinéas précédents, contenant en soie artificielle :		
Moins de 5 % du poids total de l'étoffe ou tissus des catégories ci-dessous entrant normalement dans la production de l'industrie cotonnière et habituellement employés pour lingerie, sous-vêtements et broderies, tels que toiles de coton, oxfords, zéphirs, etc., même lorsque ces tissus présentent seulement des rayures ou quelques effets avec fils de soie artificielle	—	Droits conventionnels respectifs des tissus de coton.
5 % et plus jusqu'à 20 % inclusivement, pesant au mètre carré :		
180 grammes ou moins :		
Ecrus	kg.	8,—
Décrusés, blanchis ou teints	idem	10,—
Façonnés (suivant spécification indiquée pour les tissus serrés de soie pure)	—	Droits ci-dessus selon l'espèce augmentés de 1 fr. 50. par kg.
Plus de 180 grammes, ayant en largeur :		
124 centimètres ou moins :		
Ecrus	kg.	8,—
Décrusés, blanchis ou teints	idem	10,—
Façonnés (suivant spécification indiquée pour les tissus serrés de soie pure)	—	Droits ci-dessus selon l'espèce augmentés de 1 fr. 50 par kg.

Description of Goods	Unit of taxation	Duties
Figured (same description as above for pure silk crêpes with a high degree of torsion)	—	Francs Above-mentioned duties according to kind, increased by 5 fr. per kg.
(3) Velvets, plushes, sealskins : Unbleached Scoured, bleached or dyed Figured (same description as for pure silk velvet)	kg. ditto —	50.— 52.50 Above-mentioned duties according to kind, increased by 10 fr. per kg.
(4) Ribbons : Velvet or plush : Unbleached Scoured, bleached or dyed Figured (same description as for pure silk velvet ribbons)	kg. ditto —	55.— 60.— Above-mentioned duties according to kind, increased by 5 fr. per kg.
Others : Unbleached Scoured, bleached or dyed Figured (same description as for corresponding articles in pure silk)	kg. ditto —	35.— 40.— Above-mentioned duties according to kind, increased by 10 fr. per kg.
(5) Close-woven fabrics, foulards and all other fabrics not specified in the foregoing paragraph, containing the following proportions of artificial silk : Less than 5 % of the total weight of the stuff or fabrics of the under-noted categories, normally produced in the cotton industry and generally used in lingerie, underwear and embroidery or all other similar articles, such as cotton cloth, Oxfords, zephyrs, etc., even when these fabrics have merely stripes or effects of artificial silk threads	—	Respective conventional duties on cotton fabrics.
5 % and more, up 20 % inclusive weighing per square metre : 180 grammes or less : Unbleached Scoured, bleached or dyed Figured (same description as for pure silk close-woven fabrics)	kg. ditto —	8.— 10.— Above-mentioned duties according to kind, increased by 1.50 fr. per kg.
More than 180 grammes, having a width of : 124 centimetres or less : Unbleached Scoured, bleached or dyed Figured (same description as for pure silk close-woven fabrics)	kg. ditto —	8.— 10.— Above-mentioned duties according to kind, increased by 1.50 fr. per kg.

Désignation des marchandises	Unité de perception	Droits
		Francs
Plus de 124 centimètres :		
Ecrus	kg.	10,—
Décrusés, blanchis ou teints	idem	11,—
Façonnés (suivant spécification indiquée pour les tissus serrés de soie pure)	—	Droits ci-dessus selon l'espèce augmentés de 1 fr. 50 par kg.
Plus de 20 % jusqu'à 50 %, pesant au mètre carré : 180 grammes ou moins :		
Ecrus	kg.	13,—
Décrusés, blanchis ou teints	idem	16,—
Façonnés (suivant spécification indiquée pour les tissus serrés de soie pure)	—	Droits ci-dessus selon l'espèce, augmentés de 2 fr. 50 par kg.
Plus de 180 grammes, ayant en largeur : 124 centimètres ou moins :		
Ecrus	kg.	13,—
Décrusés, blanchis ou teints	idem	16,—
Façonnés (suivant spécification indiquée pour les tissus serrés de soie pure)	—	Droits ci-dessus selon l'espèce augmentés de 2 fr. 50 par kg.
Plus de 124 centimètres :		
Ecrus	kg.	15,—
Décrusés, blanchis ou teints	idem	18,—
Façonnés (suivant spécification indiquée pour les tissus serrés de soie pure)	—	Droits ci-dessus selon l'espèce augmentés de 3 fr. par kg.
Tissus de soie, de bourre de soie ou de soie artificielle pures ou mélangées entre elles ou mélangées d'autres matières textiles ou de métal, ayant subi la main-d'œuvre de l'impression (non compris la bonneterie, les dentelles, les articles spécialement taxés parmi les tissus de coton ou de laine comme appartenant à l'industrie cotonnière ou lainière)	—	Droits des tissus teints de l'espèce augmentés de 45 fr. par 100 mètres carrés.
Filés, cannetilles, découpures et paillettes consistant ¹ :		
En métal fin	kg.	65,—
En métal mi-fin ou faux	idem	32,—
La dénomination de métal fin s'applique aux fils de métal précieux, qu'ils soient ou non dorés, argentés ou platinés, par placage ou autrement.		

¹ Sont compris sous ce titre :

^{1°} Les filés, consistant en un fil, lame, lamette, trait, etc., en métal filé ou enroulé sur soie textile ou en fil textile filé ou enroulé sur soie, bourre de soie, soie artificielle, laine, poil, coton, cellulose, lin, textilose ou autre textile.

^{2°} Les fils, lames, lamettes, etc., de métal mélangés de textiles ou de fils de textiles quelle que soit la proportion du mélange.

^{3°} Les cannetilles, découpures et paillettes consistant en métal.

Description of Goods	Unit of taxation	Duties
		Francs
More than 124 centimetres :		
Unbleached	kg.	10.—
Scoured, bleached or dyed	ditto	11.—
Figured (same description as for pure silk close-woven fabrics)	—	Above-mentioned duties according to kind, increased by 1.50 fr. per kg.
More than 20 % and up to 50 %, weighing per square metre :		
180 grammes or less :		
Unbleached	kg.	13.—
Scoured, bleached or dyed	ditto	16.—
Figured (same description as for pure silk close-woven fabrics)	—	Above-mentioned duties according to kind, increased by 2.50 fr. per kg.
More than 180 grammes with a width of :		
124 centimetres or less :		
Unbleached	kg.	13.—
Scoured, bleached or dyed	ditto	16.—
Figured (same description as for pure silk close-woven fabrics)	—	Above-mentioned duties according to kind, increased by 2.50 fr. per kg.
More than 124 centimetres :		
Unbleached	kg.	15.—
Scoured, bleached or dyed	ditto	18.—
Figured (same description as for pure silk close-woven fabrics)	—	Above-mentioned duties according to kind, increased by 3 fr. per kg.
Fabrics of silk, silk floss, or artificial silk, pure or mixed together, or with admixture of other textile materials, or of metal, printed, (not including hosiery, lace, articles specially taxed, among the cotton or woollen fabrics, as being the products of the cotton or wool industries)	—	Duties on dyed fabrics of the kind, increased by 45 fr. per 100 sq. metres.
Threads (<i>filés</i>), purls, open-work and spangles ¹ :		
Of fine metal	kg.	65.—
Half-fine or imitation metal	ditto	32.—
The description "fine metal" is applied to threads of precious metal, whether or not gilt, silvered or coated with platinum by plating or otherwise.		

¹ Under this term are included :

(1) *Filés* consisting of one thread, foil, tinsel, wires, etc., of metal spun on or wound round a silk textile core, or of textile thread, spun on or wound round silk, silk floss, artificial silk, wool, hair, cotton, cellulose, flax-yarn, textilose, or other textile material.

(2) The threads, foils, tinsels, etc., of metal, mixed with textile material or textile threads, whatever the proportion of the mixture.

(3) Purls, open-work and spangles consisting of metal.

Désignation des marchandises	Unité de perception	Droits
		Francs
Le métal mi-fin est le métal non précieux, argenté, doré ou platiné.		
Le métal faux est le métal non précieux, non doré, ni argenté, ni platiné, imitant ou non le doré, argenté ou platiné.		
Ces fils se présentent principalement sous forme de traits (fils ronds), de lames (fils plats) ou de filés (lames enroulées sur textile).		
Les fils textiles qui constituent l'âme du trait, du filé, etc., sont considérés comme métal pour la détermination de la matière dominante.		
Tissus de soie, de bourre de soie, de bourrette de soie, de soie artificielle ou d'autres matières avec métal ¹ :		
A) Soie ou bourre de soie dominant en poids :		
1 ^o Passementerie :		
Métal fin :		
Ecrue	kg.	60,—
Teinte	idem	65,—
Métal mi-fin ou faux :		
Ecrue	idem	30,—
Teinte	idem	32,50
2 ^o Autres tissus (crêpes, tulles, velours et peluches, tissus clairs, dentelles à la mécanique, rubans, tissus serrés et autres non dénommés) à l'exception de la bonneterie :		
Droits des tissus de l'espèce en soie ou bourre de soie pure ou dominant en poids, avec majoration de :		
Métal fin	—	45 fr. par kg.
Métal mi-fin ou faux	—	15 fr. par kg.
B) Soie artificielle dominant en poids :		
1 ^o Passementerie :		
Métal fin :		
Ecrue	kg.	50,—
Teinte	idem	55,—
Métal mi-fin ou faux :		
Ecrue	idem	25,—
Teinte	idem	27,50
2 ^o Autres tissus (voir définition ci-dessus) :		
Droits des tissus de l'espèce en soie artificielle pure ou dominant en poids, avec majoration de :		
Métal fin	idem	35,—
Métal mi-fin ou faux	idem	15,—
C) Laine, coton ou matières autres que la soie, bourre de soie ou soie artificielle, dominant en poids :		
1 ^o Passementerie :		
Métal fin		
Ecrue	kg.	42,50
Teinte	idem	45,—
Métal mi-fin ou faux :		
Ecrue	idem	20,—
Teinte	idem	22,50

¹ Les tissus entièrement en métal filé ou autre pour l'habillement, la parure, l'ameublement et autres emplois analogues sont assimilés aux tissus métal dominant.

Description of Goods	Unit of taxation	Duties
		Francs
Half-fine is non-precious metal silvered, gilt, or coated with platinum.		
Imitation metal is non-precious metal, not gilt, silvered or coated with platinum, imitating or not metal which has been silvered or coated with platinum.		
These threads usually take the form of wire (round threads), foil (flat threads), or "filés" (foil rolled round a core of textile material).		
The textile threads which constitute the core of the wire or "filé", etc., are treated as metal in determining the predominating material.		
Fabrics of silk, silk floss, silk waste, artificial silk, or other material with metal ¹ :		
A) Silk or floss silk predominating in weight :		
(1) Trimming :		
Fine metal :		
Unbleached	kg.	60.—
Dyed	ditto	65.—
Half-fine or imitation metal :		
Unbleached	ditto	30.—
Dyed	ditto	32.50
(2) Other fabrics (crêpes, tulles, velvets and plushes, loose-		
woven fabrics, machine-made lace, ribbons, close-woven		
fabrics and others not specified) excepting hosiery :		
Duty for fabrics of the kind in silk or silk floss, pure or		
predominating in weight, with additional duty of :		
Fine metal	—	45 per kg.
Half-fine or imitation metal	—	15.— per kg.
B) Artificial silk predominating in weight :		
(1) Trimming :		
Fine metal :		
Unbleached	kg.	50.—
Dyed	ditto	55.—
Half-fine or imitation metal :		
Unbleached	ditto	25.—
Dyed	ditto	27.50
(2) Other fabrics (see definition above) :		
Duties for fabrics of the kind in artificial silk, pure or		
predominating in weight, with additional duty :		
Fine metal	ditto	35.—
Half-fine or imitation metal	ditto	15.—
C) Wool, cotton or materials other than silk, floss silk or		
artificial silk, predominating in weight :		
(1) Trimmings :		
Fine metal :		
Unbleached	kg.	42.50
Dyed	ditto	45.—
Half-fine or imitation metal :		
Unbleached	ditto	20.—
Dyed	ditto	22.50

¹ Fabrics entirely of metal, threaded or other, for clothing ornamentation, upholstery, or other similar use are treated on the same footing as fabrics of the predominating metal.

Désignation des marchandises	Unité de perception	Droits
		Francs
2° Autres tissus (voir définition ci-dessus) :		
Droits des tissus de l'espèce en soie, bourre de soie, soie artificielle, mélangées de laine ou de coton, la laine ou le coton dominant en poids, avec majoration de :		
Métal fin	kg.	30,—
Métal mi-fin ou faux	idem	10,—
D) Métal dominant en poids ¹ :		
1° Passementerie :		
Métal fin :		
Ecrue	kg.	60,—
Teinte	idem	65,—
Métal mi-fin ou faux :		
Ecrue	idem	30,—
Teinte	idem	32,—
2° Dentelles à la mécanique (suivant spécification indiquée pour les dentelles de soie pure) :		
Métal fin	idem	75,—
Métal mi-fin ou faux	idem	50,—
3° Autres tissus (crêpes, tulles, velours et peluches, tissus clairs, rubans, tissus serrés et autres non dénommés à l'exception de la bonneterie et des dentelles) :		
Métal fin	idem	65,—
Métal mi-fin ou faux	idem	32,—

¹ Les tissus et la passementerie dont la surface est entièrement recouverte de métal sont considérés comme métal dominant en poids.

OBSERVATIONS GÉNÉRALES

I. — Dans le cas où des tissus mélangés, régis par la règle de la partie dominante en poids, seraient composés en proportion exactement égale d'un élément moins imposé et d'un élément plus imposé, on devrait appliquer à la totalité du produit, sauf disposition spéciale contraire, le tarif afférent à l'élément le plus imposé.

II. — Sous la même réserve, lorsqu'un tissu comporte plus de deux matières dont une ou deux soyeuses (soie et bourre de soie naturelle ou bien soie et schappe artificielle), et d'autres textiles, le tarif est déterminé premièrement par celui du groupe soyeux ou du groupe d'autres textiles dont le poids prédomine, puis par la matière la plus imposée du groupe prédominant en poids.

III. — Les tissus de soie, de bourre de soie (schappe), de bourrette de soie, de soie artificielle, mélangés de matières textiles autres que le coton et la laine, ces matières dominant en poids, seront assimilés aux tissus de soie, de bourre de soie ou de soie artificielle des mêmes catégories, mélangés de coton, le coton dominant en poids.

IV. — Les tissus gaufrés ou frappés sont assimilés aux façonnés.

V. — Tout tissu présentant dans sa surface un effet de velours obtenu par le jeu d'une double chaîne, l'une de fond, l'autre de poil, doit être considéré comme velours et taxé suivant les droits prévus pour les velours de l'espèce.

Description of Goods	Unit of taxation	Duties
		Francs
(2) Other fabrics (see definition above) :		
Duties on fabrics of the kind in silk, floss silk, artificial silk, mixed with wool or cotton, the wool or the cotton predominating in weight, with additional duty of :		
Fine metal	kg.	30.—
Half-fine or imitation metal	ditto	10.—
D) Metal predominating in weight ¹ :		
(1) Trimmings :		
Fine metal :		
Unbleached	ditto	60.—
Dyed	ditto	65.—
Half-fine or imitation metal :		
Unbleached	ditto	30.—
Dyed	ditto	32.—
(2) Machine-made lace (see description as for pure silk lace) :		
Fine metal	ditto	75.—
Half-fine or imitation metal	ditto	50.—
(3) Other fabrics (crêpes, tulles, velvets and plushes, loose-woven fabrics, ribbons, close-woven fabrics and others not specified excepting hosiery and lace) :		
Fine metal	ditto	65.—
Half-fine or imitation metal	ditto	32.—

¹ Fabrics and trimmings the surface of which is entirely covered with metal are considered as metal predominating in weight.

GENERAL OBSERVATIONS.

I. — Where mixed fabrics, governed by the regulation concerning the part predominating in weight, are composed in exactly equal proportions of two elements one of which is more highly taxed than the other, the tariff applicable to the more highly taxed element shall, unless otherwise specially provided, be applied to the whole product.

II. — Where a fabric is composed of more than two materials, of which one or two are silk (natural silk and silk floss or artificial silk and schappe) and other textiles, then, subject to the reservation set forth in I above, the tariff is determined first of all by the duty on the silk group or group of other textiles of which the weight predominates, and afterwards by the most heavily taxed material of the group predominating in weight.

III. — Fabrics of silk, floss silk (schappe), floss silk waste and artificial silk mixed with textile materials other than cotton and wool, these materials predominating in weight, shall be treated on the same footing as fabrics of silk, floss silk or artificial silk of the same categories, mixed with cotton, the cotton predominating in weight.

IV. — Goffered or stamped fabrics shall be treated on the same footing as figured fabrics.

V. — All fabrics the surface of which has a velvet effect obtained by a double warp, one a lower and the other a woof-shoot warp, shall be considered as velvet and assessed according to the duties laid down for velvet of the kind.

TABLEAU B.

Désignation des marchandises	Unité de perception	Droits
		Lires-Or
Fils de soie :		
Purs :		
Ecrus :		
Soies grèges, en flottes et écheveaux	—	exemptes
Soies ouvrées ou moulinées en flottes, écheveaux, pelotes, bobines, roquets, canettes, fuseaux, tubes, etc. non préparées pour la vente au détail :		
Mesurant en fil simple ou retors :		
Plus de 40.000 m. au kg. :		
a) Trames à deux ou plusieurs bouts, grèges sur tubes, canettes ou bobines sans torsion.	—	exemptes
b) Organsins à deux ou plusieurs bouts et poils ¹	—	exemptes
c) Apprêts spéciaux ²	—	exemptes
40.000 m. ou moins au kg.	—	exemptes
Les mêmes décreués, blanchis, teints, imprimés, chinés, etc., Mesurant en fil simple ou retors :		
Plus de 40.000 m. au kg.	kg.	1,—
40.000 m. ou moins au kg.	idem	1,—
Les mêmes fils en écheveaux, pelotes, cartes, bobines ou autres formes de mercerie et pour ouvrages de dames, préparés pour la vente au détail	—	Régime de la nation la plus favorisée.
Mélangés de toutes autres matières en proportion quelconque	—	Régime des fils de la matière du mélange la plus imposée à l'état de fil.
Bourre, bourrette, blousses et déchets de soie :		
a) En masse (blazes, cocons percés et tous autres cocons indévidables, frisons, bassinés, pelettes, bourres, déchets de fil inutilisables comme fils, bourrettes, blousses et autres produits analogues)	—	exemptes
b) Peignés ou cardés ou effilochés :		
En loquettes ou en nappes :		
A l'état pur	kg.	0,10
Mélangés de toutes autres matières en proportion quelconque	—	Régime de la matière du mélange la plus imposée.
En rubans ou en mèches, c'est-à-dire ayant subi, avec ou sans torsion, un travail postérieur au peignage en vue de la filature	—	Régime des fils de bourre de soie ou de bourrette de soie, selon l'espèce.

¹ On entend par poils toutes soies à un bout ayant subi une torsion inférieure à 1.000 tours par mètre, présentées en écheveaux, sur tubes ou canettes et même teintées pour différencier les torsions.

² On entend par apprêts spéciaux toutes soies à un ou plusieurs bouts ayant subi une torsion égale ou supérieure à 1.000 tours par mètre, présentées en écheveaux ou en flottes, sur tubes, bobines ou canettes et même simplement teintées pour différencier les torsions.

SCHEDULE B.

Description of Goods	Unit of taxation	Duties
Silk yarns :		Gold lire
Pure :		
Unbleached :		
Raw silk in hanks and skeins	—	free
Silk worked or thrown in hanks, skeins, balls, bobbins, spools, reels, spindles, tubes, etc., not prepared for retail sale :		
Measuring in single or twisted yarn :		
More than 40,000 metres to the kg. :		
(a) Woofs with two or more ends, raw silk on tubes, reels or bobbins, without twisting	—	free
(b) Organzine with two or more ends and woof shoots ¹	—	free
(c) Special finishings ²	—	free
40,000 metres or less to the kg.	—	free
The same scoured, bleached, dyed, printed, clouded, etc., measuring in single or twisted yarn :		
More than 40,000 metres to the kg.	kg.	1.—
40,000 metres or less to the kg.	ditto	1.—
The same yarn in skeins, balls, on cards, bobbins, or other forms of small wares, and for needlework, prepared for retail sale	—	Most-favoured-nation treatment.
With admixture of any other material in any proportion . .	—	Tariff applicable to yarn of the most highly taxed material of the mixture in the form of yarn.
Floss silk; floss silk waste, noils and silk waste :		
(a) In the mass (cocoon outer down (blazes), pierced cocoons and all other unreelable cocoons, flocks, bassinés, hanks, floss, pennes, thrums, corons, and all other thread waste, bourrette, noils and other similar products)	—	free
(b) Combed or carded or unravelled :		
In rolls or in laps :		
In the pure state	kg.	0.10
With admixture of any other material in any proportion	—	Dutiable as most highly taxed material of the mixture.
In ribbons or slubs, i.e., having undergone, including twisting or not, any workmanship subsequent to combing with a view to spinning	—	Tariff applicable to yarn of floss silk or floss silk waste according to kind.

¹ By woof shoots is meant all silk with one end that has received a torsion of less than 1,000 turns per metre, in skeins, on tubes or reels, even if tinted to show the degree of torsion.

² By special finishings are meant all silk wares with one or more ends that have received a torsion of 1,000 or more turns per metre, in hanks or skeins, on tubes, bobbins or reels, even if simply tinted to show the degree of torsion.

Désignation des marchandises	Unité de perception	Droits
		Lires-Or
Fils de bourre de soie (schappe) :		
Purs :		
En écheveaux ordinaires, sur tubes, fuseaux, canettes, bobines, y compris les chaînes ourdies, non préparés pour la vente au détail :		
Ecrus ou bien blanchis ou azurés en bourre, y compris les fils de schappe dite multicolore et les fils simplement teints pour différencier les torsions :		
Simples, mesurant au kg. :		
Jusqu'à 80.500 mètres	kg.	0,70
Plus de 80.500 mètres	idem	1,—
Retors, mesurant au kg. (en fil simple) :		
Jusqu'à 80.500 mètres	idem	0,90
Plus de 80.500 mètres	idem	1,20
Les mêmes fils décrusés ou blanchis en fils, ou bien teints . . .	—	Droits ci-dessus selon l'espèce augmentés de 0,50 par kg.
En écheveaux, pelotes, cartes, bobines ou autres formes de mercerie et pour ouvrages de dames, préparés pour la vente au détail	—	Régime de la nation la plus favorisée.
Mélangés de toutes autres matières en proportion quelconque .	—	Régime des fils de la matière du mélange la plus imposée à l'état de fil.
Fils de bourrette de soie (fils de déchets de bourre de soie) :		
Purs :		
Ecrus ou bien blanchis ou azurés en bourre :		
Simples, mesurant au kg. :		
Jusqu'à 30.500 mètres	kg.	0,25
Plus de 30.500 mètres	idem	0,40
Retors, mesurant au kg. (en fil simple) :		
Jusqu'à 30.500 mètres	kg.	0,30
Plus de 30.500 mètres	idem	0,45
Les mêmes fils décrusés ou blanchis en fils, ou bien teints . . .	—	Droits ci-dessus selon l'espèce augmentés de 0,45 par kg.
Mélangés de toutes autres matières en proportion quelconque .	—	Régime des fils de la matière du mélange la plus imposée à l'état de fil.
Tissus de soie ou de bourre de soie (schappe) pures ou mélangées entre elles et tissus de soie ou de bourre de soie mélangées d'autres textiles, la soie ou la bourre de soie dominant en poids :		
1 ^o Crêpes :		
Façon d'Angleterre	kg.	17,—
Autres, y compris les crêpes dits de santé, mais à l'exclusion des crêpes à forte torsion ayant en chaîne et en trame un fil ou plusieurs fils alternés, pesant au mètre carré :		
50 grammes ou moins :		
Ecrus	idem	11,—
Décrusés, blanchis ou teints	idem	12,—
Façonnés, c'est-à-dire présentant des dessins, des brochages, même par fils indépendants, des armures à effets obtenus par le tissage à l'aide de plus de 24 lisses ou lames	—	Droits ci-dessus selon l'espèce majorés de 1 lire par kg.

Description of Goods	Unit of taxation	Duties
Yarns of floss silk (schappe) :		Gold lire
Pure :		
In ordinary skeins, on tubes, spindles, reels, bobbins including warps, not prepared for retail sale :		
Unbleached or bleached or blued, in floss, including variegated schappe yarns and yarns merely tinted in order to discriminate the twisting :		
Single measuring to the kg. :		
Up to 80,500 metres	kg.	0.70
More than 80,500 metres	ditto	1.—
Twisted measuring to the kg. (in single yarn) :		
Up to 80,500 metres	ditto	0.90
More than 80,500 metres	ditto	1.20
The same yarns scoured or bleached in the yarn or dyed . .	—	Above-mentioned duties according to kind, increased by 0.50 fr. per kg.
In skeins, balls, cards, bobbins, or other kinds of small wares and for needlework, prepared for retail sale	—	Most-favoured-nation treatment.
With admixture of any other material in any proportion . . .	—	Tariff applicable to yarn of the most highly taxed material of the mixture in the form of yarn.
Yarns of floss silk waste :		
Pure :		
Unbleached or bleached or blued in floss :		
Single measuring to the kg. :		
Up to 30,500 metres	kg.	0.25
More than 30,500 metres	ditto	0.40
Twisted, measuring to the kg. (in single yarn) :		
Up to 30,500 metres	kg.	0.30
More than 30,500 metres	ditto	0.45
The same yarn scoured or bleached in the yarn or dyed . . .	—	Above-mentioned duties according to kind, increased by 0.45 fr. per kg.
With admixture of any other material in any proportion . . .	—	Tariff applicable to yarn of the most highly taxed material of the mixture in the form of yarn.
Fabrics of silk or floss silk (schappe), pure or tissues made of these two materials mixed together or with other textiles, the silk or silk floss predominating in weight :		
(1) Crêpes :		
English style	kg.	17.—
Other, including sanitary crêpe, but excluding crêpes with a high degree of torsion having one or more alternating threads in warp and weft, weighing per square metre : 50 grammes or less :		
Unbleached	ditto	11.—
Scoured, bleached or dyed	ditto	12.—
Figured, i.e., with designs and figure weaving, even with independent threads, and fancy effects obtained by weaving with more than 24 healds or foils	—	Above-mentioned duties according to kind, increased by 1 lira per kg.

Désignation des marchandises	Unité de perception	Droits
		Lires-Or
Plus de 50 grammes :		
Ecrus	—	Régime de la nation la plus favorisée.
Décrusés, blanchis ou teints	—	Régime de la nation la plus favorisée.
Façonnés (suivant spécification indiquée pour les crêpes de 50 grammes ou moins)		Régime de la nation la plus favorisée.
2° Tulles unis ¹ pesant au mètre carré :		
10 grammes ou moins :		
Ecrus	kg.	13,50
Décrusés, blanchis ou teints sans apprêt	idem	14,—
Teints avec apprêt	idem	14,50
Ornés, c'est-à-dire revêtus d'applications diverses n'ayant pas le caractère de broderies, y compris les tulles che-nillés	idem	15,—
Plus de 10 grammes :		
Ecrus	idem	9,50
Décrusés, blanchis ou teints sans apprêt	idem	10,—
Teints avec apprêt	idem	10,50
Ornés (suivant spécification ci-dessus pour les tulles de 10 grammes ou moins)	idem	11,—
3° Velours et peluches, y compris ceux pour ameublement, pesant au mètre carré :		
110 grammes ou moins :		
Ecrus	idem	31,—
Décrusés, blanchis ou teints	idem	32,—
Façonnés, c'est-à-dire présentant des dessins, des bro-chages, des armures à effets obtenus par le tissage avec un nombre de lisses supérieur à 24	—	Droits ci-dessus selon l'espèce augmentés de 4 lires par kg.
Plus de 110 grammes et jusqu'à 400 grammes :		
Ecrus	kg.	15,—
Décrusés, blanchis ou teints	idem	16,—
Façonnés (suivant spécification ci-dessus)	—	Droits ci-dessus selon l'espèce augmentés de 5 lires par kg.
Plus de 400 grammes :		
Ecrus	kg.	10,50
Décrusés, blanchis ou teints	idem	11,—
Façonnés (suivant spécification ci-dessus)	—	Droits ci-dessus selon l'espèce augmentés de 3 lires par kg.
4° Tissus clairs :		
Mousselines, grenadines, voiles et similaires, gazes et éta-mines :		
Ecrus	—	Régime de la nation la plus favorisée.
Décrusés, blanchis ou teints	—	Régime de la nation la plus favorisée.

¹ Sont considérés comme unis les tulles qui n'ont aucun dessin et ne comportent que le réseau résultant du tissage, ou qui sont revêtus d'ornements ou d'applications (autres que broderies) superposées à la main ou par des procédés autres que le tissage ou le brochage.

Description of Goods	Unit of taxation	Duties
		Gold lire
More than 50 grammes :		
Unbleached	—	Most-favoured-nation treatment.
Scoured, bleached or dyed	—	Most-favoured-nation treatment.
Figured (according to specification given for crêpes of 50 grammes or less)	—	Most-favoured-nation treatment.
(2) Plain tulles ¹ weighing per square metre :		
10 grammes or less :		
Unbleached	kg.	13.50
Scoured, bleached or dyed, without finishing	ditto	14.—
Dyed with finishing	ditto	14.50
Ornamented, i.e., provided with various patterns not in the nature of embroidery, including chenille tulles	ditto	15.—
More than 10 grammes :		
Unbleached	ditto	9.50
Scoured, bleached or dyed without finishing	ditto	10.—
Dyed with finishing	ditto	10.50
Ornamented (see description above for tulles of 10 grammes or less)	ditto	11.—
(3) Velvets and plushes, including those used in upholstering, weighing per square metre :		
110 grammes or less :		
Unbleached	ditto	31.—
Scoured, bleached or dyed	ditto	32.—
Figured, i.e., with designs, figure weaving and fancy effects obtained by weaving with more than 24 healds	—	Above-mentioned duties according to kind, increased by 4 lire per kg.
More than 110 grammes and up to 400 grammes :		
Unbleached	kg.	15.—
Scoured, bleached or dyed	ditto	16.—
Figured (see description above)	—	Above-mentioned duties according to kind, increased by 5 lire per kg.
More than 400 grammes :		
Unbleached	kg.	10.50
Scoured, bleached or dyed	ditto	11.—
Figured (see description above)	—	Above-mentioned duties according to kind, increased by 3 lire per kg.
(4) Loosely woven tissues :		
Muslins, grenadines, voiles and the like, gauzes and étamines :		
Unbleached	—	Most-favoured-nation treatment.
Scoured, bleached or dyed	—	Most-favoured-nation treatment.

¹ By plain tulles are meant those without patterns consisting only of the woven net, or provided with ornamentations or patterns (other than embroidery) done by hand or by any process other than weaving or figure weaving.

Désignation des marchandises	Unité de perception	Droits
		Lires-Or
Façonnés ou brochés, c'est-à-dire comportant des points de gaze, des jours, des entre-deux, des rayures ajourées ou autres effets analogues, même avec parties unies	—	Régime de la nation la plus favorisée.
Crêpes à forte torsion ayant en chaîne et en trame un fil ou plusieurs fils alternés :		
Ecrus	kg.	11,—
Décrus, blanchis ou teints	idem	12,—
Façonnés (suivant même spécification que pour les crêpes)	—	Droits ci-dessus selon l'espèce augmentés de 1 lire par kg.
5° Gaze unie spéciale pour bluterie :		
Non confectionnée	—	Régime de la nation la plus favorisée.
Confectionnée	—	Régime de la nation la plus favorisée.
6° Rubans :		
De velours ou peluche, y compris la chenille en bandes :		
Ecrus	kg.	16,—
Décrus, blanchis ou teints	idem	17,—
Façonnés, c'est-à-dire présentant des dessins, des brochages par tous procédés, des lettres, des armures à effets tissés obtenus à l'aide de plus de 24 lames ou lisses, des effets d'épinglage, de bouclage et autres analogues.	—	Droits ci-dessus selon l'espèce augmentés de 4 lires par kg.
Autres :		
Ecrus	—	Régime de la nation la plus favorisée.
Décrus, blanchis ou teints	—	Régime de la nation la plus favorisée.
Façonnés, c'est-à-dire présentant des dessins, des brochages, des armures à effets tissés obtenus à l'aide de plus de 24 lames, ou lisses, ou comportant des points de gaze, des jours, des entredeux, des rayures ajourées ou autres effets analogues, même avec parties unies.	—	Régime de la nation la plus favorisée.
7° Dentelles à la mécanique et tulles façonnés ¹ , guipures et articles assimilés, y compris les tulles à pois ou mouchetés, écharpes, andalouses ou « spanish-veli » :		
A la mécanique :		
Obtenus sur métiers Leavers et sur métiers circulaires à bobines, en bandes, volants, voilettes, laizes, et tous articles de fantaisie :		
Ecrus	kg.	25,—
Teints	idem	25,—

¹ On entend par tulles façonnés tous tulles dont le dessin est obtenu par un moyen mécanique, c'est-à-dire les tulles à réseaux unis, ou à armures, sur lesquels on obtient au métier, par tissage, un dessin quelconque, les tulles à pois, mouchetés, ou présentant tous autres ornements produits avec les fils du tulle par un moyen mécanique quelconque.

Description of Goods	Unit of taxation	Duties
		Gold lire
Figured or figure-woven, i.e., with gauze-point, openwork, insertions, openwork stripes and other similar effects, even with plain parts	—	Most-favoured-nation treatment.
Crêpes with a high degree of torsion having one or more alternating threads in warp and weft :		
Unbleached	kg.	11.—
Scoured, bleached or dyed	ditto	12.—
Figured (the same specification as for crêpes)	—	Above-mentioned duties according to kind, increased by 1 lira per kg.
(5) Special plain gauze for bolting :		
Not made up	—	Most-favoured-nation treatment.
Made up	—	Most-favoured-nation treatment.
(6) Ribbons :		
Velvet and plush, including chenille in bands :		
Unbleached	kg.	16.—
Scoured, bleached or dyed	ditto	17.—
Figured, i.e., with designs, figure weaving by any process, letters, fancy effects obtained by weaving with more than 24 healds or foils, spangling effects, curling (<i>bouclage</i>) and other similar effects	—	Above-mentioned duties according to kind, increased by 4 lire per kg.
Other :		
Unbleached	—	Most-favoured-nation treatment.
Scoured, bleached or dyed	—	Most-favoured-nation treatment.
Figured, i.e., with designs, figure weaving and fancy effects obtained by weaving with more than 24 healds or foils or with gauze point, openwork, insertions, openwork stripes, or other similar effects, even with plain parts	—	Most-favoured-nation treatment.
(7) Machine-made lace and figured tulles ¹ , guipures and like goods including dotted or spotted tulles, scarves, Andalusian or Spanish veil :		
Machine made :		
Worked on Leavers lace-making machines and on circular bobbinet frames, in bands, frillings, netting, broad silk and all fancy wear :		
Unbleached	kg.	25.—
Dyed	ditto	25.—

¹ By figured tulles are meant tulles on which the design is worked by a mechanical process, i.e. tulles with plain net or with any fancy effects on which any design is worked by weaving ; tulles dotted or spotted, or showing any other decoration made with the threads of the tulle by any mechanical process.

Désignation des marchandises	Unité de perception	Droits
		Lires-Or
8° Tissus serrés, foulards et tous autres tissus non dénommés aux alinéas précédents, pesant au mètre carré :		
120 grammes ou moins :		
Ecrus	—	Régime de la nation la plus favorisée.
Décrusés, blanchis ou teints	—	Régime de la nation la plus favorisée.
Façonnés (suivant même spécification que pour les crêpes)	—	Régime de la nation la plus favorisée.
Plus de 120 grammes, d'une largeur de 124 centimètres ou moins :		
Ecrus	—	Régime de la nation la plus favorisée.
Décrusés, blanchis ou teints	—	Régime de la nation la plus favorisée.
Façonnés (suivant même spécification que pour les crêpes)	—	Régime de la nation la plus favorisée.
Plus de 120 grammes, d'une largeur de plus de 124 centimètres :		
Ecrus	—	Régime de la nation la plus favorisée.
Décrusés, blanchis ou teints	—	Régime de la nation la plus favorisée.
Façonnés (suivant même spécification que pour les crêpes)	—	Régime de la nation la plus favorisée.
Tissus de bourrette de soie, pure ou mélangée d'autres textiles, la bourrette dominant en poids		
Etoffes pesant au mètre carré :		
250 grammes ou moins :		
Ecrues	—	Régime de la nation la plus favorisée.
Décrusées, blanchies ou teintées	—	Régime de la nation la plus favorisée.
Façonnées (suivant même spécification que pour les crêpes de bourre de soie)	—	Régime de la nation la plus favorisée.
Plus de 250 grammes :		
Ecrues	—	Régime de la nation la plus favorisée.
Décrusés, blanchies ou teintées	—	Régime de la nation la plus favorisée.
Façonnées (suivant même spécification que pour les crêpes de bourre de soie)	—	Régime de la nation la plus favorisée.
Tissus de soie artificielle pure ou mélangée de soie, bourre de soie ou d'autres matières à l'exclusion du métal, la soie artificielle dominant en poids :		
1° Crêpes :		
Façon d'Angleterre	kg.	17,—
Autres, y compris les crêpes de santé, mais à l'exclusion des crêpes à forte torsion ayant en chaîne et en trame un fil ou plusieurs fils alternés, pesant par mètre carré :		
75 grammes ou moins :		
Ecrus	—	Régime de la nation la plus favorisée.

Description of Goods	Unit of taxation	Duties
		Gold lire
(8) Close woven tissues, foulards, and all other tissues not specified in the foregoing paragraphs, weighing per square metre :		
120 grammes or less :		
Unbleached.	—	Most-favoured-nation treatment.
Scoured, bleached or dyed	—	Most-favoured-nation treatment.
Figured (same description as for crêpes).	—	Most-favoured-nation treatment.
More than 120 grammes, 124 cm. wide or less :		
Unbleached	—	Most-favoured-nation treatment.
Scoured, bleached or dyed	—	Most-favoured-nation treatment.
Figured (same description as for crêpes).	—	Most-favoured-nation treatment.
More than 120 grammes, and more than 124 cm. wide :		
Unbleached	—	Most-favoured-nation treatment.
Scoured, bleached or dyed	—	Most-favoured-nation treatment.
Figured (same description as for crêpes).	—	Most-favoured-nation treatment.
Fabrics of floss silk waste, pure or mixed with other textiles, the floss silk waste predominating in weight :		
Stuffs weighing per square metre :		
250 grammes or less :		
Unbleached	—	Most-favoured-nation treatment.
Scoured, bleached or dyed	—	Most-favoured-nation treatment.
Figured (same description as for floss silk crêpes) . . .	—	Most-favoured-nation treatment.
More than 250 grammes :		
Unbleached	—	Most-favoured-nation treatment.
Scoured, bleached or dyed	—	Most-favoured-nation treatment.
Figured (same description as for floss silk crêpes) . . .	—	Most-favoured-nation treatment.
Fabrics of artificial silk, pure or mixed with silk, floss silk or other materials, not including metal, the artificial silk predominating in weight :		
(1) Crêpes :		
English style	kg.	17.—
Others, including sanitary crêpe, but not including crêpe with a high degree of torsion, having one or more alternating threads in warp and weft, weighing per square metre :		
75 grammes or less :		
Unbleached	—	Most-favoured-nation treatment.

Désignation des marchandises	Unité de perception	Droits
Décrus, blanchis ou teints	—	Lires-Or Régime de la nation la plus favorisée.
Façonnés, c'est-à-dire présentant des dessins, des brochages même par fils indépendants, des armures à effet obtenus par le tissage avec un nombre de lisses supérieur à 24	—	Régime de la nation la plus favorisée.
Plus de 75 grammes : Ecrus	—	Régime de la nation la plus favorisée.
Décrus, blanchis ou teints	—	Régime de la nation la plus favorisée.
Façonnés (voir spécification ci-dessus)	—	Régime de la nation la plus favorisée.
2° Tulles unis ¹ , pesant au mètre carré : 20 grammes ou moins :		
Ecrus	kg.	10,50
Décrus, blanchis ou teints sans apprêt	idem	11,—
Teints et apprêtés	idem	11,50
Ornés, c'est-à-dire revêtus d'applications diverses n'ayant pas le caractère de broderie, y compris les tulles chenillés.	idem	12,—
Plus de 20 grammes : Ecrus	idem	7,50
Décrus, blanchis ou teints sans apprêt	idem	8,—
Teints et apprêtés	idem	8,50
Ornés (voir désignation ci-dessus)	idem	9,—
3° Velours et peluches autres que rubans, y compris ceux pour ameublement, pesant au mètre carré : 175 grammes ou moins :		
Ecrus	kg.	25,—
Décrus, blanchis ou teints	idem	26,—
Façonnés (même spécification que pour les velours de soie pure façonnés)	—	Droits ci-dessus, selon l'espèce augmentés de 3 lires par kg.
Plus de 175 grammes jusqu'à 400 grammes : Ecrus	kg.	13,—
Décrus, blanchis ou teints	idem	14,—
Façonnés (même spécification que pour les velours de soie pure façonnés)	—	Droits ci-dessus selon l'espèce augmentés de 3 lires par kg.
Plus de 400 grammes : Ecrus	kg.	9,50
Décrus, blanchis ou teints	idem	10,—
Façonnés (même spécification que pour les velours de soie pure façonnés)	—	Droits ci-dessus selon l'espèce augmentés de 4 lires par kg.

¹ Même définition que pour les tulles unis de soie pure.

Description of Goods	Unit of taxation	Duties
Scoured, bleached or dyed	—	Gold lire Most-favoured-nation treatment.
Figured, i.e., with designs, figure-weaving, even with independent threads, and fancy effects obtained by weaving with more than 24 healds	—	Most-favoured-nation treatment.
More than 75 grammes : Unbleached	—	Most-favoured-nation treatment.
Scoured, bleached or dyed	—	Most-favoured-nation treatment.
Figured (see description above).	—	Most-favoured-nation treatment.
(2) Plain tulle ¹ weighing per square metre : 20 grammes or less :		
Unbleached	kg.	10.50
Scoured, bleached or dyed, without finishing	ditto	11.—
Dyed with finishing	ditto	11.50
Ornamented, i.e., provided with various patterns not in the nature of embroidery, including chenille tulle	ditto	12.—
More than 20 grammes : Unbleached	ditto	7.50
Scoured, bleached or dyed, without finishing	ditto	8.—
Dyed with finishing	ditto	8.50
Ornamented (see description above)	ditto	9.—
(3) Velvets and plushes other than ribbons, including those used for upholstery, weighing per square metre : 175 grammes or less :		
Unbleached	kg.	25.—
Scoured, bleached or dyed	ditto	26.—
Figured (same description as for pure silk figured velvets)	—	Above-mentioned duties according to kind, increased by 3 lire per kg.
Over 175 grammes, and up to 400 grammes : Unbleached	kg.	13.—
Scoured, bleached or dyed	ditto	14.—
Figured (same description as for pure silk figured velvets)	—	Above-mentioned duties according to kind, increased by 3 lire per kg.
More than 400 grammes : Unbleached	kg.	9.50
Scoured, bleached or dyed	ditto	10.—
Figured (same description as for pure silk figured velvets)	—	Above-mentioned duties according to kind, increased by 4 lire per kg.

¹ Same definition as for pure silk plain tulle.

Désignation des marchandises	Unité de perception	Droits
		Lires-Or
4° Tissus clairs :		
Mousselines, grenadines, voiles et similaires, gazes et étamines :		
Ecrus	—	Régime de la nation la plus favorisée.
Décrusés, blanchis ou teints	—	Régime de la nation la plus favorisée.
Façonnés (même spécification que pour les mousselines, etc. de soie pure)	—	Régime de la nation la plus favorisée.
Crêpes à forte torsion ayant en chaîne et en trame un fil ou plusieurs fils alternés :		
Ecrus	—	Régime de la nation la plus favorisée.
Décrusés, blanchis ou teints	—	Régime de la nation la plus favorisée.
Façonnés (même spécification que pour les crêpes à forte torsion ci-dessus de soie pure)	—	Régime de la nation la plus favorisée.
5° Rubans :		
De velours et de peluche :		
Ecrus	kg.	14,—
Décrusés, blanchis ou teints	idem	15,—
Façonnés (même spécification que pour les rubans de velours en soie pure)	—	Droits ci-dessus selon l'espèce augmentés de 3 livres par kg.
Autres :		
Ecrus	—	Régime de la nation la plus favorisée.
Décrusés, blanchis ou teints	—	Régime de la nation la plus favorisée.
Façonnés (même spécification que pour les rubans autres de soie pure)		Régime de la nation la plus favorisée.
6° Dentelles à la mécanique et tulles façonnés ¹ , guipures et articles assimilés y compris les tulles à pois ou mouchetés, écharpes, andalouses et « spanish veli » :		
A la mécanique :		
Obtenus sur les métiers Leavers et sur métiers circulaires à bobines, en bandes, volants, voilettes, laizes et tous articles de fantaisie :		
Ecrus	kg.	19,25
Teints	idem	19,25
7° Tissus serrés, foulards et tous autres tissus non dénommés aux alinéas précédents, pesant au mètre carré :		
175 grammes ou moins :		
Ecrus	—	Régime de la nation la plus favorisée.
Décrusés, blanchis ou teints	—	Régime de la nation la plus favorisée.
Façonnés (suivant spécification indiquée pour les tissus serrés de soie pure)	—	Régime de la nation la plus favorisée.

¹ Même définition que pour les tulles façonnés de soie pure.

Description of Goods	Unit of taxation	Duties
		Go.d lire
(4) Loosely woven tissues : Muslins, grenadines, voiles and the like, gauze and étamines :		
Unbleached	—	Most-favoured-nation treatment.
Scoured, bleached or dyed	—	Most-favoured-nation treatment.
Figured (same description as for pure silk muslins, etc.)	—	Most-favoured-nation treatment.
Crêpe with a high degree of torsion having one or more alternating threads in warp and weft :		
Unbleached	—	Most favoured-nation treatment.
Scoured, bleached or dyed	—	Most-favoured-nation treatment.
Figured (same description as for above-mentioned pure silk crêpe with a high degree of torsion)	—	Most-favoured-nation treatment.
(5) Ribbons :		
Velvet or plush :		
Unbleached	kg.	14.
Scoured, bleached or dyed	ditto	15.—
Figured (same description as for pure silk velvet ribbons)	—	Above-mentioned duties according to kind in-, creased by 3 lire per kg.
Others :		
Unbleached	—	Most-favoured-nation treatment.
Scoured, bleached or dyed	—	Most-favoured-nation treatment.
Figured (same description as for other pure silk ribbons)	—	Most-favoured-nation treatment.
(6) Machine-made lace and figured tulles ¹ , guipures and like goods, including tulles dotted or spotted, scarves, Andalusian and Spanish veil : Machine made : Worked on Leavers lace-making machine and on circular bobbinet frames, in bands, frillings, netting, broad silk lace and all fancy wear : Unbleached Dyed	kg. ditto	19.25 19.25
(7) Close-woven tissues, foulards and all other tissues not specified in the foregoing paragraphs, weighing per square metre :		
175 grammes or less :		
Unbleached	—	Most-favoured-nation treatment.
Scoured, bleached or dyed		Most-favoured-nation treatment.
Figured (same description as for pure silk close woven tissues)	—	Most-favoured-nation treatment.

¹ Same definition as for pure silk plain tulles.

Désignation des marchandises	Unité de perception	Droits
		Lires-Or
Plus de 175 grammes, ayant en largeur :		
124 centimètres ou moins :		
Ecrus	—	Régime de la nation la plus favorisée.
Décrusés, blanchis ou teints	—	Régime de la nation la plus favorisée.
Façonnés (suivant spécification indiquée pour les tissus serrés de soie pure)	—	Régime de la nation la plus favorisée.
Plus de 124 centimètres :		
Ecrus	—	Régime de la nation la plus favorisée.
Décrusés, blanchis ou teints	—	Régime de la nation la plus favorisée.
Façonnés (suivant spécification indiquée pour les tissus serrés de soie pure)	—	Régime de la nation la plus favorisée.
Tissus de soie, bourre de soie (schappe) ou soie artificielle mélangées de laine ou poils, la laine ou le poil dominant en poids :		
A. Soie, bourre de soie et laine ou poils :		
1 ^o Velours, peluches, sealskins :		
Ecrus	kg.	10,—
Décrusés, blanchis ou teints	idem	11,—
Façonnés (même spécification que pour les velours de soie pure)	—	Droits ci-dessus selon l'espèce augmentés de 3 liras par kg.
2 ^o Rubans	—	Régime des rubans de soie ou bourre de soie et coton, coton dominant en poids.
3 ^o Tissus non repris aux alinéas précédents dans lesquels la proportion de soie ou bourre de soie représente 12 % et plus jusqu'à 50 % du poids total de l'étoffe :		
Crêpes :		
Ecrus	—	Régime de la nation la plus favorisée.
Décrusés, blanchis ou teints	—	Régime de la nation la plus favorisée.
Façonnés (même spécification que pour les crêpes de soie pure)	—	Régime de la nation la plus favorisée.
Tous autres tissus :		
Ecrus	—	Régime de la nation la plus favorisée.
Décrusés, blanchis ou teints	—	Régime de la nation la plus favorisée.
Façonnés (même spécification que pour les tissus de soie pure)	—	Régime de la nation la plus favorisée.
B. Soie artificielle et laine ou poils :		
1 ^o Velours, peluches, sealskins :		
Ecrus	kg.	10,—
Décrusés, blanchis ou teints	idem	10,50
Façonnés (même spécification que pour les velours de soie pure)	—	Droits ci-dessus selon l'espèce augmentés de 2 liras par kg.

Description of Goods	Unit of taxation	Duties
		Gold lire
More than 175 grammes : 124 cm. wide or less :		
Unbleached	—	Most-favoured-nation treatment.
Scoured, bleached or dyed	—	Most-favoured-nation treatment.
Figured (same description as for pure silk close-woven tissues)	—	Most-favoured-nation treatment.
More than 124 cm. wide :		
Unbleached	—	Most-favoured-nation treatment.
Scoured, bleached or dyed	—	Most-favoured-nation treatment.
Figured (same description as for pure silk close-woven tissues)	—	Most-favoured-nation treatment.
Fabrics of silk, floss silk (schappe) or artificial silk, mixed with wool or hair, the wool or hair predominating in weight :		
A. Silk, floss silk and wool or hair :		
(1) Velvets, plushes, sealskins :		
Unbleached	kg.	10.—
Scoured, bleached or dyed	ditto	11.—
Figured (same description as for pure silk velvet) . . .	—	Above-mentioned duties according to kind, increased by 3 lire per kg.
(2) Ribbons	—	Tariff applicable to ribbons of silk or floss silk and cotton, the cotton predominating in weight.
(3) Fabrics not specified in the foregoing paragraphs and in which the proportion of silk or floss silk is 12 % and more, up to 50 % of the total weight of the stuff :		
Crêpes :		
Unbleached	—	Most-favoured-nation treatment.
Scoured, bleached or dyed	—	Most-favoured-nation treatment.
Figured (same description as for pure silk crêpes) . .	—	Most-favoured-nation treatment.
All other fabrics :		
Unbleached	—	Most-favoured-nation treatment.
Scoured, bleached or dyed	—	Most-favoured-nation treatment.
Figured (same description as for pure silk fabrics) . .	—	Most-favoured-nation treatment.
B. Artificial silk and wool or hair :		
(1) Velvets, plushes, sealskins :		
Unbleached	kg.	10.—
Scoured, bleached or dyed	ditto	10.50
Figured (same description as for pure silk velvet) . . .	—	Above-mentioned duties according to kind, increased by 2 lire per kg.

Désignation des marchandises	Unité de perception	Droits
		Lires-Or
2° Rubans	—	Régime des rubans en soie artificielle et coton, coton dominant en poids.
3° Tissus non repris aux alinéas précédents dans lesquels la proportion de soie artificielle représente 12 % et plus, jusqu'à 50 % du poids total de l'étoffe :		
Crêpes :		
Ecrus	—	Régime de la nation la plus favorisée.
Décrus, blanchis ou teints	—	Régime de la nation la plus favorisée.
Façonnés (même spécification que pour les crêpes de soie pure)	—	Régime de la nation la plus favorisée.
Tous autres tissus :		
Ecrus	—	Régime de la nation la plus favorisée.
Décrus, blanchis ou teints	—	Régime de la nation la plus favorisée.
Façonnés (même spécification que pour les tissus de soie pure)	—	Régime de la nation la plus favorisée.
Tissus de soie, bourre de soie (schappe) ou soie artificielle mélangées de coton, le coton dominant en poids :		
A. Soie, bourre de soie et coton :		
1° Crêpes :		
Façon d'Angleterre	kg.	17,—
Autres, y compris les crêpes dits de santé, mais à l'exclusion des crêpes à forte torsion ayant en chaîne et en trame un fil ou plusieurs fils alternés :		
Ecrus	—	Régime de la nation la plus favorisée.
Décrus, blanchis ou teints	—	Régime de la nation la plus favorisée.
Façonnés (suivant spécification indiquée pour les crêpes de soie pure)	—	Régime de la nation la plus favorisée.
2° Tissus clairs :		
Mousselines, grenadines, voiles et similaires, gazes et étamines :		
Ecrus	—	Régime de la nation la plus favorisée.
Décrus, blanchis ou teints	—	Régime de la nation la plus favorisée.
Façonnés (suivant spécification indiquée pour les articles correspondants en soie pure)	—	Régime de la nation la plus favorisée.
Crêpes à forte torsion ayant en chaîne et en trame un fil ou plusieurs fils alternés :		
Ecrus	—	Régime de la nation la plus favorisée.
Décrus, blanchis ou teints	—	Régime de la nation la plus favorisée.
Façonnés (même spécification que pour les crêpes à forte torsion ci-dessus de soie pure)	—	Régime de la nation la plus favorisée.

Description of Goods	Unit of taxation	Duties
(2) Ribbons	—	Gold lire Tariff applicable to ribbons of artificial silk and cotton, the cotton predominating in weight.
(3) Fabrics not mentioned in the preceding paragraphs in which the proportion of artificial silk is 12 % and more, up to 50 % of the total weight of the stuff :		
Crêpes :		
Unbleached	—	Most-favoured-nation treatment.
Scoured, bleached or dyed	—	Most-favoured-nation treatment.
Figured (same description as for pure silk crêpes)	—	Most-favoured-nation treatment.
All other fabrics :		
Unbleached	—	Most-favoured-nation treatment.
Scoured, bleached or dyed	—	Most-favoured-nation treatment.
Figured (same description as for pure silk fabrics)	—	Most-favoured-nation treatment.
Fabrics of silk, floss silk, schappe, or artificial silk mixed with cotton, the cotton predominating in weight :		
A. Silk, floss silk and cotton :		
(1) Crêpes :		
English style	kg.	17.—
Others, including so-called sanitary crêpe, but not including crêpe with a high degree of torsion having one or more alternating threads in the warp and weft :		
Unbleached	—	Most-favoured-nation treatment.
Scoured, bleached or dyed	—	Most-favoured-nation treatment.
Figured (same description as for pure silk crêpes)	—	Most-favoured-nation treatment.
(2) Loose-woven fabrics :		
Muslins, grenadines, voiles and the like, gauzes and étamines :		
Unbleached	—	Most-favoured-nation treatment.
Scoured, bleached or dyed	—	Most-favoured-nation treatment.
Figured (same description as for corresponding articles of pure silk)	—	Most-favoured-nation treatment.
Crêpes with a high degree of torsion having one or more alternating threads in warp and weft :		
Unbleached	—	Most-favoured-nation treatment.
Scoured, bleached or dyed	—	Most-favoured-nation treatment.
Figured (same description as for above pure silk crêpes with high degree of torsion)	—	Most-favoured-nation treatment.

Désignation des marchandises	Unité de perception	Droits
		Lires-Or
3° Velours, peluches, sealskins :		
Ecrus	kg.	10,—
Décrusés, blanchis ou teints	idem	11,—
Façonnés (suivant spécification indiquée pour les velours de soie pure)	—	Droits ci-dessus, selon l'espèce, augmentés de 3 lires par kg.
4° Rubans :		
De velours ou peluche :		
Ecrus	kg.	12,—
Décrusés, blanchis ou teints	idem	13,—
Façonnés (suivant spécification indiquée pour les rubans velours en soie pure)	—	Droits ci-dessus, selon l'espèce augmentés de 3 lires par kg.
Autres :		
Ecrus	—	Régime de la nation la plus favorisée.
Décrusés, blanchis ou teints	—	Régime de la nation la plus favorisée.
Façonnés (suivant spécification indiquée pour les articles correspondants en soie pure)	—	Régime de la nation la plus favorisée.
5° Tissus serrés, foulards et tous autres tissus non dénommés aux alinéas précédents, contenant en soie ou bourre de soie :		
Moins de 3 % du poids total de l'étoffe, ou tissus des catégories ci-dessous entrant normalement dans la production de l'industrie cotonnière et habituellement employés pour lingerie, sous-vêtements et broderies ou autres articles similaires, tels que toiles de coton, oxfords, zéphirs, etc. même lorsque ces tissus présentent seulement des rayures ou quelques effets avec fils de soie ou de bourre de soie	—	Droits conventionnels respectifs des tissus de coton.
3 % et plus, mais moins de 12 %, pesant au mètre carré :		
160 grammes ou moins :		
Ecrus	kg.	1,75
Décrusés, blanchis ou teints	idem	2,20
Façonnés (même désignation que pour les tissus serrés de soie pure)	—	Droits ci-dessus, selon l'espèce, augmentés de 0,25 par kg.
Plus de 160 grammes ayant en largeur :		
124 centimètres ou moins :		
Ecrus	kg.	1,75
Décrusés, blanchis ou teints	idem	2,20
Façonnés (suivant spécification indiquée pour les tissus serrés de soie pure)	—	Droits ci-dessus, selon l'espèce, augmentés de 0,25 par kg.
Plus de 124 centimètres :		
Ecrus	kg.	2,50
Décrusés, blanchis ou teints	idem	3,—

Description of Goods	Unit of taxation	Duties
(3) Velvets, plushes, sealskins : Unbleached Scoured, bleached or dyed Figured (same description as for pure silk velvets)	kg. ditto —	Gold lire 10.— 11.— Above-mentioned duties according to kind, increased by 3 lire per kg.
(4) Ribbons : Velvet or plush : Unbleached Scoured, bleached or dyed Figured (same description as for pure silk velvet ribbons)	kg. ditto —	12.— 13.— Above-mentioned duties according to kind, increased by 3 lire per kg.
Others : Unbleached Scoured, bleached or dyed Figured (same description as for corresponding articles in pure silk)	— — —	Most-favoured-nation treatment. Most-favoured-nation treatment. Most-favoured-nation treatment.
(5) Close-woven fabrics, foulards and all other fabrics not specified in the foregoing paragraphs, containing the following proportions of silk or silk floss : Less than 3 % of the total weight of the stuff, or fabrics of the under-noted categories normally produced in the cotton industry and generally used for lingerie, underwear and embroidery, or other similar articles such as cotton cloth, Oxfords, zephirs, etc., even when these fabrics have merely stripes or effects of silk or floss silk threads	—	Respective conventional duties on cotton fabrics.
3 % and over, but less than 12 % weighing per square metre : 160 grammes or less : Unbleached Scoured, bleached or dyed Figured (same description as for pure silk close-woven fabrics)	kg. ditto —	1.75 2.20 Above-mentioned duties according to kind, increased by 0.25 per kg.
More than 160 grammes with a width of : 124 centimetres or less : Unbleached Scoured, bleached or dyed Figured (same description as for pure silk close-woven fabrics)	kg. ditto —	1.75 2.20 Above-mentioned duties according to kind, increased by 0.25 per kg.
More than 124 centimetres : Unbleached Scoured, bleached or dyed	kg. ditto	2.50 3.—

Désignation des marchandises	Unité de perception	Droits
		Lires-Or
Façonnés (suivant spécification indiquée pour les tissus serrés de soie pure)	—	Droits ci-dessus, selon l'espèce, augmentés de 0,50 par kg.
12 % et plus, jusqu'à 50 %, pesant au mètre carré : 160 grammes ou moins :		
Ecrus	—	Régime de la nation la plus favorisée.
Décrusés, blanchis ou teints	—	Régime de la nation la plus favorisée.
Façonnés (suivant spécification indiquée pour les tissus serrés de soie pure)	—	Régime de la nation la plus favorisée.
Plus de 160 grammes ayant en largeur : 124 centimètres ou moins :		
Ecrus	—	Régime de la nation la plus favorisée.
Décrusés, blanchis ou teints	—	Régime de la nation la plus favorisée.
Façonnés (suivant spécification indiquée pour les tissus serrés de soie pure)	—	Régime de la nation la plus favorisée.
Plus de 124 centimètres : Ecrus	—	Régime de la nation la plus favorisée.
Décrusés, blanchis ou teints	—	Régime de la nation la plus favorisée.
Façonnés (suivant spécification indiquée pour les tissus serrés de soie pure)	—	plus favorisée. Régime de la nation la
B. Soie artificielle et coton :		
1 ^o Crêpes :		
Façon d'Angleterre	kg.	17,—
Autres, y compris les crêpes dits de santé, mais à l'exclusion des crêpes à forte torsion ayant en chaîne et en trame un fil ou plusieurs fils alternés :		
Ecrus	—	Régime de la nation la plus favorisée.
Décrusés, blanchis ou teints	—	Régime de la nation la plus favorisée.
Façonnés (suivant spécification indiquée pour les crêpes de soie pure)	—	Régime de la nation la plus favorisée.
2 ^o Tissus clairs :		
Mousselines, grenadines, voiles et similaires, gazes et étamines :		
Ecrus	—	Régime de la nation la plus favorisée.
Décrusés, blanchis ou teints	—	Régime de la nation la plus favorisée.
Façonnés (suivant spécification indiquée pour les articles correspondants en soie pure)	—	Régime de la nation la plus favorisée.
Crêpes à forte torsion ayant en chaîne et en trame un fil ou plusieurs fils alternés :		
Ecrus	—	Régime de la nation la plus favorisée.

Description of Goods	Unit of taxation	Duties
		Gold lire
Figured (same description as for pure silk close-woven fabrics)	—	Above-mentioned duties according to kind, increased by 0.50 per kg.
12 % and up to 50 %, weighing per square metre :		
160 grammes or less :		
Unbleached	—	Most-favoured-nation treatment.
Scoured, bleached or dyed	—	Most favoured-nation treatment.
Figured (same description as for pure silk close-woven fabrics)	—	Most-favoured-nation treatment.
More than 160 grammes with a width of :		
124 centimetres or less :		
Unbleached	—	Most-favoured-nation treatment.
Scoured, bleached or dyed	—	Most-favoured-nation treatment.
Figured (same description as for pure silk close-woven fabrics)	—	Most-favoured-nation treatment.
More than 124 centimetres :		
Unbleached	—	Most-favoured-nation treatment.
Scoured, bleached or dyed	—	Most-favoured-nation treatment.
Figured (same description as for pure silk close-woven fabrics)	—	Most-favoured-nation treatment.
B. Artificial silk and cotton :		
(1) Crêpes :		
English style	kg.	17.—
Others, including so-called sanitary crêpes, but not including crêpes with a high degree of torsion, having one or more alternating threads in the warp and weft :		
Unbleached	—	Most-favoured-nation treatment.
Scoured, bleached or dyed	—	Most-favoured-nation treatment.
Figured (same description as for pure silk crêpes)	—	Most-favoured-nation treatment.
(2) Loose-woven fabrics :		
Muslins, grenadines, voiles and the like, gauzes and étamines :		
Unbleached	—	Most-favoured-nation treatment.
Scoured, bleached or dyed	—	Most-favoured-nation treatment.
Figured (same description as for corresponding articles in pure silk)	—	Most-favoured-nation treatment.
Crêpes with a high degree of torsion having one or more alternating threads in the warp and woof :		
Unbleached	—	Most-favoured-nation treatment.

Désignation des marchandises	Unité de perception	Droits
Décrusés, blanchis ou teints	—	Lires-Or Régime de la nation la plus favorisée.
Façonnés (même spécification que pour les crêpes à forte torsion ci-dessus de soie pure).	—	Régime de la nation la plus favorisée.
3° Velours, peluches, sealskins :		
Ecrus	kg.	10,—
Décrusés, blanchis ou teints	idem	10,50
Façonnés (suivant spécification indiquée pour les velours de soie pure).	—	Droits ci-dessus, selon l'espèce, augmentés de 2 lres par kg.
4° Rubans :		
De velours ou peluche :		
Ecrus	kg.	11,—
Décrusés, blanchis ou teints	idem	12,—
Façonnés (suivant spécification indiquée pour les velours de soie pure).	—	Droits ci-dessus, selon l'espèce, augmentés de 3 lres par kg.
Autres :		
Ecrus	—	Régime de la nation la plus favorisée.
Décrusés, blanchis ou teints	—	Régime de la nation la plus favorisée.
Façonnés (suivant spécification indiquée pour les articles correspondants en soie pure).	—	Régime de la nation la plus favorisée.
5° Tissus serrés, foulards et tous autres tissus non dénommés aux alinéas précédents, contenant en soie artificielle :		
Moins de 5 % du poids total de l'étoffe, ou tissus des catégories ci-dessous entrant normalement dans la production de l'industrie cotonnière et habituellement employés pour lingerie, sous-vêtements et broderies, tels que toiles de coton, oxfords, zéphirs, etc., même lorsque ces tissus présentent seulement des rayures ou quelques effets avec fils de soie artificielle	—	Droits conventionnels respectifs des tissus de coton.
5 % et plus jusqu'à 20 % inclusivement, pesant au mètre carré :		
180 grammes au moins :		
Ecrus	kg.	1,60
Décrusés, blanchis ou teints	idem	2,—
Façonnés (suivant spécification indiquée pour les tissus serrés de soie pure).	—	Droits ci-dessus selon l'espèce, augmentés de 0,30 par kg.
Plus de 180 grammes, ayant en largeur :		
124 centimètres ou moins :		
Ecrus	kg.	1,60
Décrusés, blanchis ou teints	idem	2,—
Façonnés (suivant spécification indiquée pour les tissus serrés de soie pure).	—	Droits ci-dessus selon l'espèce, augmentés de 0,30 par kg.

Description of Goods	Unit of taxation	Duties
Scoured, bleached or dyed	—	Gold lire Most-favoured-nation treatment.
Figured (same description as for above pure silk crêpes with a high degree of torsion)	—	Most-favoured-nation treatment.
(3) Velvets, plushes, sealskins :		
Unbleached	kg.	10.—
Scoured, bleached or dyed	ditto	10.50
Figured (same description as for pure silk velvet) . . .	—	Above-mentioned duties according to kind, increased by 2 lire per kg.
(4) Ribbons :		
Velvet or plush :		
Unbleached	kg.	11.—
Scoured, bleached or dyed	ditto	12.—
Figured (same description as for pure silk velvet) . .	—	Above-mentioned duties according to kind, increased by 3 lire per kg.
Others :		
Unbleached	—	Most-favoured-nation treatment.
Scoured, bleached or dyed	—	Most-favoured-nation treatment.
Figured (same description as for corresponding articles in pure silk)	—	Most-favoured-nation treatment.
(5) Close-woven fabrics, foulards and all other fabrics not specified in the foregoing paragraphs, containing the following proportions of artificial silk :		
Less than 5 % of the total weight of the stuff or fabrics of the under-noted categories, normally produced in the cotton industry and generally used in lingerie, underwear and embroidery or all other similar articles, such as cotton cloth, Oxfords, zephyrs, etc. even when these fabrics have merely stripes or effects of artificial silk threads	—	Respective conventional duties on cotton fabrics.
5 % and more, up to 20 % inclusive, weighing per square metre :		
180 grammes or less :		
Unbleached	kg.	1.60
Scoured, bleached or dyed	ditto	2.—
Figured (same description as for pure silk close-woven fabrics)	—	Above-mentioned duties according to kind, increased by 0.30 per kg.
More than 180 grammes, having a width of :		
124 centimetres or less :		
Unbleached	kg.	1.60
Scoured, bleached or dyed	ditto	2.—
Figured (same description as for pure silk close-woven fabrics)	—	Above-mentioned duties according to kind, increased by 0.30 per kg.

Désignation des marchandises	Unité de perception	Droits
		Lires-Or
Plus de 124 centimètres :		
Ecrus	kg.	2,—
Décrusés, blanchis ou teints	idem	2,20
Façonnés (suivant spécification indiquée pour les tissus serrés de soie pure)	—	Droits ci-dessus selon l'espèce, augmentés de 0,30 par kg.
Plus de 20 %, jusqu'à 50 %, pesant au mètre carré :		
180 grammes ou moins :		
Ecrus	kg.	2,60
Décrusés, blanchis ou teints	idem	3,20
Façonnés (suivant spécification indiquée pour les tissus serrés de soie pure)	—	Droits ci-dessus selon l'espèce, augmentés de 0,50 par kg.
Plus de 180 grammes, ayant en largeur :		
124 centimètres ou moins :		
Ecrus	kg.	2,60
Décrusés, blanchis ou teints	idem	3,20
Façonnés (suivant spécification indiquée pour les tissus serrés de soie pure)	—	Droits ci-dessus, selon l'espèce augmentés de 0,50 par kg.
Plus de 124 centimètres :		
Ecrus	kg.	3,—
Décrusés, blanchis ou teints	idem	3,60
Façonnés (suivant spécification indiquée pour les tissus serrés de soie pure)	—	Droits ci-dessus selon l'espèce, augmentés de 0,50 par kg.
Tissus de soie, de bourre de soie ou de soie artificielle pures ou mélangées entre elles ou mélangées d'autres matières textiles ou de métal, ayant subi la main-d'œuvre de l'impression (non compris la bonneterie, les dentelles, les articles spécialement taxés parmi les tissus de coton ou de laine comme appartenant à l'industrie cotonnière ou lainière)	—	Droits des tissus teints de l'espèce augmentés de 15 livres par 100 mètres carrés.
Filés, cannetilles, découpures et paillettes consistant ¹ :		
En métal fin	kg.	13,—
En métal mi-fin ou faux	idem	6,50
La dénomination de métal fin s'applique aux fils de métal précieux, qu'ils soient ou non dorés, argentés ou platinés, par placage ou autrement.		

¹ Sont compris sous ce titre :

a) Les filés consistant en un fil, lame, lamette, traits, etc., en métal filé ou enroulé sur soie textile ou en fil textile filé ou enroulé sur soie, bourre de soie, soie artificielle, laine, poil, coton, lin, cellulose, textile ou autre textile.

b) Les fils, lames, lamettes, etc., de métal mélangés de textiles ou de fils de textiles quelle que soit la proportion du mélange.

c) Les cannetilles, découpures et paillettes consistant en métal.

Description of Goods	Unit of taxation	Duties
		Gold lire
More than 124 centimetres :		
Unbleached	kg.	2.—
Scoured, bleached or dyed	ditto	2.20
Figured (same description as for pure silk close-woven fabrics)	—	Above-mentioned duties according to kind, increased by 0.30 per kg.
More than 20 % and up to 50 %, weighing per square metre :		
180 grammes or less :		
Unbleached	kg.	2.60
Scoured, bleached or dyed	ditto	3.20
Figured (same description as for pure silk close-woven fabrics)	—	Above-mentioned duties according to kind, increased by 0.50 per kg.
More than 180 grammes with a width of :		
124 centimetres or less :		
Unbleached	kg.	2.60
Scoured, bleached or dyed	ditto	3.20
Figured (same description as for pure silk close-woven fabrics)	—	Above-mentioned duties according to kind, increased by 0.50 per kg.
More than 124 cm. :		
Unbleached	kg.	3.—
Scoured, bleached or dyed	ditto	3.60
Figured (same description as for pure silk close-woven fabrics)	—	Above-mentioned duties according to kind, increased by 0.50 per kg.
Fabrics of silk, silk floss, or artificial silk, pure or mixed together, or with admixture of other textile materials, or of metal, printed, (not including hosiery, lace, articles specially taxed among the cotton or woollen fabrics, as being the products of the cotton or wool industries)	—	Duties on dyed fabrics according to kind, increased by 15 lire per 100 square metres.
Threads (<i>filés</i>), purls, open-work and spangles ¹ :		
Of fine metal	kg.	13.—
Half-fine or imitation metal	ditto	6.50
The description "fine metal" is applied to threads of precious metal, whether or not gilt, silvered or coated with platinum by plating or otherwise.		

¹ Under this term are included :

(a) *Filés* consisting of a thread, foil, tinsel, wires, etc., of metal, spun on or wound round a silk textile core, or of textile thread, spun on or wound round silk, silk floss, artificial silk, wool, hair, cotton, flax-yarn, cellulose, textilose, or other textile material.

(b) The threads, foils, tinsels, etc., of metal, mixed with textile material or textile threads, whatever the proportion of the mixture.

(c) Purls, open-work and spangles consisting of metal.

Désignation des marchandises	Unité de perception	Droits
		Lires-Or
Le métal mi-fin est le métal non précieux argenté, doré ou platiné.		
Le métal faux est le métal non précieux, non doré, ni argenté, ni platiné, imitant ou non le doré, argenté ou platiné.		
Ces fils se présentent principalement sous forme de traits (fils ronds), de lames (fils plats) ou de filés (lames enroulées sur textile).		
Les fils textiles qui constituent l'âme du trait, du filé, etc., sont considérés comme métal pour la détermination de la matière dominante.		
Tissus de soie, de bourre de soie, de bourrette de soie, de soie artificielle ou d'autres matières avec métal ¹ :		
A. Soie ou bourre de soie dominant en poids :		
1 ^o Passenterie		
Métal fin :		
Ecrue	kg.	14,—
Teinte	idem	15,—
Métal mi-fin ou faux :		
Ecrue	idem	8,—
Teinte	idem	8,50
2 ^o Autres tissus (crêpes, tulles, velours et peluches, tissus clairs, dentelles à la mécanique, rubans, tissus serrés et autres non dénommés à l'exception de la bonneterie :		
Droits des tissus de l'espèce en soie ou bourre de soie pure ou dominant en poids avec majoration de :		
Métal fin	kg.	9,—
Métal mi-fin ou faux	idem	3,—
B. Soie artificielle dominant en poids :		
1 ^o Passenterie :		
Métal fin :		
Ecrue	idem	12,—
Teinte	idem	13,—
Métal mi-fin ou faux :		
Ecrue	idem	7,—
Teinte	idem	7,50
2 ^o Autres tissus (voir définition ci-dessus) :		
Droits des tissus de l'espèce en soie artificielle pure ou dominant en poids, avec majoration de :		
Métal fin	idem	7,—
Métal mi-fin ou faux	idem	3,—
C. Laine, coton ou matières autres que la soie, bourre de soie, ou soie artificielle dominant en poids :		
1 ^o Passenterie :		
Métal fin :		
Ecrue	idem	10,—
Teinte	idem	11,—
Métal mi-fin ou faux :		
Ecrue	idem	5,50
Teinte	idem	6,—

¹ Les tissus entièrement en métal filé ou autre pour l'habillement, la parure, l'ameublement et autres emplois analogues sont assimilés aux tissus métal dominant.

Description of Goods	Unit of taxation	Duties
Half-fine is non-precious metal silvered, gilt, or coated with platinum.		Gold lile
Imitation metal is non-precious metal, not gilt, silvered or coated with platinum imitating or not metal which has been gilt, silvered or coated with platinum.		
These threads usually take the form of wire (round threads), foil (flat threads), or "filés" (foil wound round a core of textile material).		
The textile threads which constitute the core of the wire or filé, etc., are treated as metal in determining the predominating material.		
Fabrics of silk, silk floss, silk floss waste, artificial silk or other material with metal ¹ :		
A) Silk or floss silk predominating in weight:		
(1) Trimming:		
Fine metal:		
Unbleached	kg.	
Dyed	ditto	
Half-fine or imitation metal:		14.— 15.— 8.— 8.50 9.— 3.— 12.— 13.— 7.— 7.50 7.— 3.— 10.— 11.— 5.50 6.—
Unbleached	ditto	
Dyed	ditto	
(2) Other fabrics (crêpes, tulles, velvets, and plushes, loose-woven fabrics, machine-made lace, ribbons, close-woven fabrics and others not specified, excepting hosiery):		
Duty for fabrics of the kind in silk or silk floss, pure or predominating in weight, with additional duty of:		
Fine metal	kg.	
Half-fine or imitation metal	ditto	
B) Artificial silk predominating in weight:		
(1) Trimming:		
Fine metal:		
Unbleached	ditto	
Dyed	ditto	
Half-fine or imitation metal:		
Unbleached	ditto	
Dyed	ditto	
(2) Other fabrics (see definition above):		
Duties for fabrics of the kind in artificial silk, pure or predominating in weight, with additional duty of:		
Fine metal	ditto	
Half-fine or imitation metal	ditto	
C) Wool, cotton or materials other than silk, floss silk or artificial silk, predominating in weight:		
(1) Trimmings:		
Fine metal:		
Unbleached	ditto	
Dyed	ditto	
Half-fine or imitation metal:		
Unbleached	ditto	
Dyed	ditto	

¹ Fabrics entirely of metal, threaded or other, for clothing, ornamentation, upholstery, or other similar use are treated on the same footing as fabrics of the predominating metal.

Désignation des marchandises	Unité de perception	Droits
		Lires-Or
2° Autres tissus (voir définition ci-dessus) :		
Droits des tissus de l'espèce en soie, bourre de soie, soie artificielle, mélangées de laine ou de coton, la laine ou le coton dominant en poids, avec majoration de :		
Métal fin	kg.	6,—
Métal mi-fin ou faux	idem	2,—
D. Métal dominant en poids ¹ :		
1° Passementerie :		
Métal fin :		
Ecrue	kg.	14,—
Teinte	idem	15,—
Métal mi-fin ou faux :		
Ecrue	idem	7,—
Teinte	idem	7,50
2° Dentelles à la mécanique (suivant spécification pour les dentelles de soie pure) :		
Métal fin	idem	17,—
Métal mi-fin ou faux	idem	12,—
3° Autres tissus (crêpes, tulles, velours et peluches, tissus clairs, rubans, tissus serrés et autres non dénommés à l'exception de la bonneterie et des dentelles) :		
Métal fin	idem	14,—
Métal mi-fin ou faux	idem	7,—

¹ Les tissus et la passementerie dont la surface est entièrement recouverte de métal sont considérés comme métal dominant en poids.

OBSERVATIONS GÉNÉRALES

I. — Dans le cas où des tissus mélangés, régis par la règle de la partie dominante en poids, seraient composés en proportions exactement égale d'un élément moins imposé et d'un élément plus imposé, on devrait appliquer à la totalité du produit, sauf disposition spéciale contraire, le tarif afférent à l'élément le plus imposé.

II. — Sous la même réserve, lorsqu'un tissu comporte plus de deux matières dont une ou deux soyeuses (soie et bourre de soie naturelle ou bien soie et schappe artificielle), et d'autres textiles, le tarif est déterminé premièrement par celui du groupe soyeux ou du groupe d'autres textiles dont le poids prédomine, puis par la matière la plus imposée du groupe prédominant en poids.

III. — Les tissus de soie, de bourre de soie (schappe), de bourrette de soie, de soie artificielle, mélangés de matières textiles autres que le coton et la laine, ces matières dominant en poids, seront assimilés aux tissus de soie, de bourre de soie, ou de soie artificielle des mêmes catégories, mélangés de coton, le coton dominant en poids.

IV. — Les tissus gaufrés ou frappés sont assimilés aux façonnés.

V. — Tout tissu présentant dans sa surface un effet de velours obtenu par le jeu d'une double chaîne, l'une de fond, l'autre de poil, doit être considéré comme velours et taxé suivant les droits prévus pour les velours de l'espèce.

Description of Goods	Unit of taxation	Duties
(2) Other fabrics (see definition above) : Duties on fabrics of the kind in silk, floss silk, artificial silk, mixed with wool or cotton, the wool or the cotton predominating in weight, with additional duty of : Fine metal Half-fine or imitation metal D) Metal predominating in weight ¹ : (1) Trimmings : Fine metal : Unbleached Dyed Half-fine or imitation metal : Unbleached Dyed (2) Machine-made lace (see description as for pure silk lace) : Fine metal Half-fine metal or imitation metal (3) Other fabrics (crêpes, tulles, velvets and plushes, loose-woven fabrics, ribbons, close-woven fabrics and others not specified excepting hosiery and lace) : Fine metal Half-fine metal or imitation metal		Gold lire
		kg. 6.— ditto 2.— kg. 14.— ditto 15.— ditto 7.— ditto 7.50 ditto 17.— ditto 12.— ditto 14.— ditto 7.—

¹ Fabrics and trimmings the surface of which is entirely covered with metal, are considered as metal predominating in weight.

GENERAL OBSERVATIONS.

I. — Where mixed fabrics, governed by the regulation concerning the part predominating in weight, are composed in exactly equal proportions of two elements one of which is more highly taxed than the other, the tariff applicable to the more highly taxed element shall unless otherwise specially provided, be applied to the whole product.

II. — Where a fabric is composed of more than two materials, of which one or two are silk (natural silk and silk floss or artificial silk and schappe) and other textiles, then, subject to the production set forth in I above, the tariff is determined first of all by the duty on the silk group or group of other textiles of which the weight predominates, and afterwards by the most heavily taxed material of the group predominating in weight.

III. — Fabrics of silk, floss silk (schappe), floss silk waste and artificial silk mixed with textile materials other than cotton and wool, these materials predominating in weight, shall be treated on the same footing as fabrics of silk, floss silk or artificial silk of the same categories, mixed with cotton, the cotton predominating in weight.

IV. — Goffered or stamped fabrics shall be treated on the same footing as figured fabrics.

V. — All fabrics the surface of which has a velvet effect obtained by a double warp, one a lower and the other a woof-shoot warp shall be considered as velvet and assessed according to the duties laid down for velvet of the kind.

ÉCHANGE DE NOTES

MONSIEUR ARISTIDE BRIAND, MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES,
A SON EXCELLENCE LE BARON ROMANO AVEZZANA, AMBASSADEUR DE SA MAJESTÉ LE ROI D'ITALIE.

PARIS, le 26 janvier 1927.

La Convention relative au régime douanier des soies et soieries, heureusement conclue en date de ce jour, apporte à la tarification française des modifications profondes qui ne semblent point pouvoir être instituées d'une manière indépendante de la revision générale du tarif, à laquelle procèdent en ce moment le Gouvernement et le Parlement français.

Le Gouvernement français est donc désireux de ne point mettre en vigueur la convention signée en date de ce jour par un acte séparé, si du moins, la revision générale du tarif peut être réalisée dans les prochains mois.

Toutefois, le Gouvernement français comprend parfaitement les raisons d'ordre tarifaire ou contractuel pour lesquelles le Gouvernement italien ne peut envisager un délai trop considérable pour la mise en vigueur de l'acte intervenu aujourd'hui.

Il se déclare donc disposé, au cas où l'accord du Parlement n'aurait pu être obtenu, pour l'ensemble de la loi douanière à la date du 1^{er} mai, à demander au Parlement le vote d'urgence en vue de la ratification de l'accord sur le régime douanier des soies et soieries, en telle sorte que cet accord puisse être mis en vigueur le 1^{er} juin.

J'espère que le Gouvernement italien ne fera pas d'obstacle à la procédure que j'ai l'honneur de lui soumettre au nom de mon gouvernement et à laquelle je serais heureux de recueillir l'adhésion de Votre Excellence.

A. BRIAND.

SON EXCELLENCE LE BARON ROMANO AVEZZANA, AMBASSADEUR DE SA MAJESTÉ LE ROI D'ITALIE,
A SON EXCELLENCE MONSIEUR ARISTIDE BRIAND, MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES

PARIS, 26 janvier 1927.

Par note en date de ce jour, Votre Excellence a bien voulu me faire la communication suivante :

« La Convention relative au régime douanier des soies et soieries, heureusement conclue en date de ce jour, apporte à la tarification française des modifications profondes qui ne semblent point pouvoir être instituées d'une manière indépendante de la révision générale du tarif, à laquelle procèdent en ce moment le Gouvernement et le Parlement français.

« Le Gouvernement français est donc désireux de ne point mettre en vigueur la Convention signée en date de ce jour par acte séparé, si du moins, la révision générale du tarif peut être réalisée dans les prochains mois.

« Toutefois, le Gouvernement français comprend parfaitement les raisons d'ordre tarifaire ou contractuel pour lesquelles le Gouvernement italien ne peut envisager un délai trop considérable pour la mise en vigueur de l'acte intervenu aujourd'hui.

« Il se déclare donc disposé, au cas où l'accord du Parlement n'aurait pu être obtenu, pour l'ensemble de la loi douanière, à la date du 1^{er} mai, à demander au Parlement le vote d'urgence en vue de la ratification de l'accord sur le régime douanier des soies et soieries, en telle sorte que cet accord puisse être mis en vigueur le 1^{er} juin.

EXCHANGE OF NOTES.

M. ARISTIDE BRIAND, MINISTER FOR FOREIGN AFFAIRS,
TO HIS EXCELLENCY BARON ROMANO AVEZZANA, AMBASSADOR OF HIS MAJESTY THE KING OF ITALY.

PARIS, *January 26, 1927.*

The Agreement relating to the Customs Régime applicable to Silks and Silk Goods, which has been successfully concluded on to-day's date, involves, as regards the fixing of French duties, important changes which it would appear impossible to effect independently of the general revision of the tariff upon which the French Government and Parliament are at present engaged.

The French Government therefore desires not to put the Agreement signed to-day into force by means of a separate decree if it should prove possible to complete the general revision of the tariff within the next few months.

Nevertheless, the French Government perfectly understands the tariff and treaty considerations which prevent the Italian Government from consenting to too distant a date for putting into force the Agreement concluded to-day.

It therefore declares its willingness, should it be impossible to obtain the approval of Parliament for the whole of the Customs Law by May 1, to request Parliament to treat the matter as urgent and to ratify the Agreement relating to the Customs Régime applicable to Silks and Silk Goods in order to allow of this Agreement coming into force on June 1.

I trust that the Italian Government will raise no objection to the procedure which I have the honour to submit to it on behalf of my Government and to which I should be pleased to receive Your Excellency's consent.

A. BRIAND.

HIS EXCELLENCY BARON ROMANO AVEZZANA, AMBASSADOR OF HIS MAJESTY THE KING OF ITALY
TO HIS EXCELLENCY M. ARISTIDE BRIAND, MINISTER FOR FOREIGN AFFAIRS.

PARIS, *January 26, 1927.*

In a Note of to-day's date, Your Excellency was good enough to inform me as follows :

" The Agreement relating to the Customs Régime applicable to Silks and Silk Goods, which has been successfully concluded on to-day's date, involves, as regards the fixing of French duties, important changes which it would appear impossible to effect independently of the general revision of the tariff upon which the French Government and Parliament are at present engaged.

" The French Government therefore desires not to put the Agreement signed to-day into force by means of a separate decree if it should prove possible to complete the general revision of the tariff within the next few months.

" Nevertheless, the French Government perfectly understands the tariff and treaty considerations which prevent the Italian Government from consenting to too distant a date for putting into force the Agreement concluded to-day.

" It therefore declares its willingness, should it be impossible to obtain the approval of Parliament for the whole of the Customs Law by May 1, to request Parliament to treat the matter as urgent and to ratify the Agreement relating to the Customs Régime applicable to Silks and Silk Goods in order to allow of this Agreement coming into force on June 1.

« J'espère que le Gouvernement italien ne fera point d'obstacle à la procédure que j'ai l'honneur de lui soumettre au nom de mon gouvernement et à laquelle je serais heureux de recueillir l'adhésion de Votre Excellence. »

J'ai l'honneur de prendre acte de cette communication, et je suis heureux de vous donner l'adhésion du Gouvernement italien à la procédure envisagée.

Romano AVEZZANA.

SON EXCELLENCE LE BARON ROMANO AVEZZANA, AMBASSADEUR DE SA MAJESTÉ LE ROI D'ITALIE,
A SON EXCELLENCE MONSIEUR ARISTIDE BRIAND, MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES.

PARIS, 26 janvier 1927.

Lorsque les producteurs des industries soyeuses des deux pays ont proposé aux Gouvernements français et italien le régime douanier des soies et soieries qui est inscrit dans notre convention de ce jour, ils ont marqué par une résolution commune que les droits français étaient calculés sur la base du change du jour, soit 122 fr. 25 pour la livre sterling.

Le Gouvernement italien, en acceptant que cette constatation n'apparaisse pas dans la convention, a cru devoir faire droit à la préoccupation du Gouvernement français d'inscrire dans son projet de tarif des taux fixés et une tarification libellée, pour les soies et soieries, comme pour les autres produits.

Cependant, le Gouvernement italien croit qu'il ne serait pas équitable de ne pas ajuster les droits proposés au cours du franc, si celui-ci se revalorise ou se dévalorise d'au moins 10 % pendant la période qui s'écoulera jusqu'à la ratification de l'accord.

Je serais heureux d'avoir l'assurance que telle est l'intention du Gouvernement français.

Romano AVEZZANA.

SON EXCELLENCE MONSIEUR ARISTIDE BRIAND, MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES,
A SON EXCELLENCE LE BARON ROMANO AVEZZANA, AMBASSADEUR DE SA MAJESTÉ LE ROI D'ITALIE.

PARIS, 26 janvier 1927.

Par note d'aujourd'hui, Votre Excellence a bien voulu me faire la communication suivante :

« Lorsque les producteurs des industries soyeuses des deux pays ont proposé aux Gouvernements français et italien le régime douanier des soies et soieries qui est inscrit dans notre convention de ce jour, ils ont marqué par une résolution commune que les droits français étaient calculés sur la base du change du jour, soit 122 fr. 25 pour la livre sterling.

« Le Gouvernement italien, en acceptant que cette constatation n'apparaisse pas dans la convention, a cru devoir faire droit à la préoccupation du Gouvernement français d'inscrire dans son projet de tarif des taux fixés et une ratification libellée, pour les soies et soieries, comme pour les autres produits.

« Cependant, le Gouvernement italien croit qu'il ne serait pas équitable de ne pas ajuster les droits proposés au cours du franc, si celui-ci se revalorise ou se dévalorise d'au moins 10 % pendant la période qui s'écoulera jusqu'à la ratification de l'accord.

« Je serais heureux d'avoir l'assurance que telle est l'intention du Gouvernement français. »

"I trust that the Italian Government will raise no objection to the procedure which I have the honour to submit to it on behalf of my Government and to which I should be pleased to receive Yours Excellency's consent."

I have the honour to take note of this communication, and I am glad to inform you of the consent of the Italian Government to the proposed procedure.

Romano AVEZZANA.

HIS EXCELLENCY BARON ROMANO AVEZZANA, AMBASSADOR OF HIS MAJESTY THE KING OF ITALY,
TO HIS EXCELLENCY M. ARISTIDE BRIAND, MINISTER FOR FOREIGN AFFAIRS.

PARIS, *January 26, 1927.*

When the producers in the silk industries of the two countries proposed to the French and Italian Governments the Customs Régime applicable to silks and silk goods incorporated in our Agreement of to-day's date, they indicated in a joint resolution that the French duties were calculated on the basis of the rate of exchange of the day, namely, 122.25 francs to the pound sterling.

The Italian Government consented to this declaration being omitted from the Agreement, considering that it ought to accede to the desire of the French Government to insert, in its draft tariff, fixed rates and specified duties for silks and silk goods as in the case of other products.

The Italian Government, however, is of opinion that it would be inequitable not to adjust the proposed duties to the rate of the franc, should the value of the latter rise or fall by 10 % or more during the period which will elapse before the ratification of the Agreement.

I should be glad to receive an assurance from you that such is the intention of the French Government.

Romano AVEZZANA.

HIS EXCELLENCY M. ARISTIDE BRIAND, MINISTER FOR FOREIGN AFFAIRS, TO
HIS EXCELLENCY BARON ROMANO AVEZZANA, AMBASSADOR OF HIS MAJESTY THE KING OF ITALY.

PARIS, *January 26, 1927.*

In a letter of to-day's date Your Excellency was good enough to inform me as follows :

"When the producers in the silk industries of the two countries proposed to the French and Italian Governments the Customs Régime applicable to silks and silk goods incorporated in our Agreement of to-day's date, they indicated in a joint resolution that the French duties were calculated on the basis of the rate of exchange of the day, namely, 122.25 francs to the pound sterling.

The Italian Government consented to this declaration being omitted from the Agreement, considering that it ought to accede to the desire of the French Government to insert, in its draft tariff, fixed rates and specified duties for silks and silk goods as in the case of the other products.

The Italian Government, however, is of opinion that it would be inequitable not to adjust the proposed duties to the rate of the franc, should the value of the latter rise or fall by 10 % or more during the period which will elapse before the ratification of the Agreement.

I should be glad to receive an assurance from you that such is the intention of the French Government."

En prenant acte de cette communication, j'ai l'honneur de vous confirmer que le Gouvernement de la République est complètement d'accord avec vous en ce qui concerne sa teneur et qu'il prendra éventuellement toutes les initiatives nécessaires pour que l'accord au moment de sa ratification soit conforme à notre entente.

A. BRIAND.

SON EXCELLENCE LE BARON ROMANO AVEZZANA, AMBASSADEUR DE SA MAJESTÉ LE ROI D'ITALIE,
A SON EXCELLENCE MONSIEUR ARISTIDE BRIAND, MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES.

PARIS, 26 janvier 1927.

Au cours des négociations qui ont abouti à la conclusion de l'accord sur le régime des soies et soieries en date de ce jour, la délégation française a marqué son désir qu'une réduction de la surtaxe afférente aux tissus comportant des fils de métal fin, demi-fin ou faux, puisse être abaissée dans une proportion de 20 %, lorsqu'elle s'applique à des rubans ne comportant pas plus de 10 % en poids des métaux précités et ne comprenant ces métaux que dans leur lisière. La Délégation italienne ne peut, faute de consultations qui lui ont paru nécessaires, donner son agrément à cette demande de la Délégation française, mais je tiens à vous confirmer l'assurance qu'elle a donnée d'étudier la question avec bienveillance et d'éclairer le Gouvernement français à bref délai sur les possibilités de faire droit à la requête des industriels français.

J'espère que vous donnerez adhésion à cette proposition et je serais heureux d'en recevoir l'assurance.

Romano AVEZZANA.

SON EXCELLENCE MONSIEUR ARISTIDE BRIAND, MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES,
A SON EXCELLENCE LE BARON ROMANO AVEZZANA, AMBASSADEUR DE SA MAJESTÉ LE ROI D'ITALIE.

PARIS, 26 janvier 1927.

Vous avez bien voulu, par votre lettre en date de ce jour, me donner l'assurance que la requête adressée par les industriels français en vue d'une réduction de 20 % de la surtaxe applicable aux rubans comprenant moins de 10 % de métal fin, demi-fin ou faux, serait étudiée avec bienveillance par la Délégation italienne, à la condition toutefois que ce métal soit incorporé à la lisière des dits tissus.

J'accueille avec plaisir la promesse de votre Excellence et j'espère qu'il pourra être fait droit à la requête française qui apparaît au Gouvernement français comme justifiée, tant au point de vue technique, qu'au point de vue de la valeur des produits dont il s'agit.

A. BRIAND.

Copie certifiée conforme :

Rome, le 25 juillet 1928, VI^e.

Grandi.

In taking note of this communication I have the honour to confirm that the Government of the Republic is entirely in agreement with you as regards its contents and that it will take all the steps which may be necessary to ensure that the Agreement, at the time of its ratification, is in consonance with our understanding on the matter.

A. BRIAND.

HIS EXCELLENCY BARON ROMANO AVEZZANA, AMBASSADOR OF HIS MAJESTY THE KING OF ITALY,
TO HIS EXCELLENCY M. ARISTIDE BRIAND, MINISTER FOR FOREIGN AFFAIRS.

PARIS, *January 26, 1927.*

During the negotiations which led to the conclusion of the Agreement relating to the Customs Régime applicable to Silk and Silk Goods of to-day's date, the French Delegation expressed a desire that a reduction of 20 % might be made in the surtax on fabrics containing threads of fine, half-fine or imitation metal, when applied to ribbons with an admixture of not more than 10 % in weight of the above metals, and when these metals are only included in the selvedge. The Italian Delegation has not had the opportunity of taking the advice it considered necessary in this matter and cannot accordingly give its consent to the French Delegation's request, but I wish to confirm the assurance it gave to examine this question in a friendly spirit and to inform the French Government at an early date whether it would be possible to accede to the French manufacturers' request.

I shall be glad to receive your assurance that you agree to this suggestion.

Romano AVEZZANA.

HIS EXCELLENCY M. ARISTIDE BRIAND, MINISTER FOR FOREIGN AFFAIRS, TO
HIS EXCELLENCY BARON ROMANO AVEZZANA, AMBASSADOR OF HIS MAJESTY THE KING OF ITALY.

PARIS, *January 26, 1927.*

You were good enough to assure me in your letter of to-day's date that the request made by the French manufacturers for a reduction of 20 % in the surtax applicable to ribbons with less than 10 % of fine, half-fine or imitation metal would be examined in a friendly spirit by the Italian Delegation, on condition, however, that the metal is incorporated in the selvedge of the said fabrics.

I welcome Your Excellency's promise with pleasure and trust that it will be found possible to agree to the French request, which appears to the French Government to be warranted both from a technical point of view and from the point of view of the value of the products in question.

A. BRIAND

N° 1805.

ALLEMAGNE ET FRANCE

Convention modifiant les modalités
de perception du prélèvement sur
la valeur des importations alle-
mandes en France, avec annexe.
Signée à Paris, le 16 mars 1928.

GERMANY AND FRANCE

Convention modifying the Methods
of collecting the Levy on the
Value of German Imports into
France, with Annex. Signed at
Paris, March 16, 1928.

TEXTE ALLEMAND. — GERMAN TEXT.

N^o 1805. — ABKOMMEN¹ ÜBER DIE ABÄNDERUNG DES ERHEBUNGSVERFAHRENS DER ABGABE VON DER DEUTSCHEN-EINFUHR NACH FRANKREICH, GEZEICHNET IN PARIS, AM 16. MÄRZ 1928.

N^o 1805. — CONVENTION¹ ENTRE L'ALLEMAGNE ET LA FRANCE MODIFIANT LES MODALITÉS DE PERCEPTION DU PRÉLÈVEMENT SUR LA VALEUR DES IMPORTATIONS ALLEMANDES EN FRANCE. SIGNÉE A PARIS, LE 16 MARS 1928.

Textes officiels allemand et français communiqués par le consul général d'Allemagne à Genève. L'enregistrement de cette convention a eu lieu le 1^{er} août 1928.

German and French official texts communicated by the German Consul-General at Geneva. The registration of this Convention took place August 1, 1928.

Um das gegenwärtige Erhebungsverfahren der Abgabe vom Werte der deutschen Wareneinfuhr nach Frankreich nach dem französischen Gesetz vom 21. April 1921 durch ein System von Pauschalzahlungen zu ersetzen, das dem Uebertragungskomitee die nach dem Plan des ersten Sachverständigenkomitees und dem Londoner Protokoll² vom 30. August 1924 vorgesehene Verfügung über die Zahlungen auf Grund dieser Gesetzesbestimmungen auch weiterhin sichert, vereinbaren die Deutsche und die Französische Regierung, unter Vorbehalt der Zustimmung der Reparationskommission und des Uebertragungskomitees, das gegenwärtige Erhebungsverfahren aufzuheben und von einem durch Notenwechsel zu vereinbarenden Zeitpunkt ab durch das folgende Verfahren zu ersetzen :

Artikel I.

Das gegenwärtige Verfahren nach dem französischen Gesetz vom 21. April 1921, nach dem

¹ En vertu d'un arrangement particulier entre les parties contractantes, la convention est entrée en vigueur le 20 mars 1928.

² Vol. XXX, page 75, et vol. XLI, page 249, de ce recueil.

En vue de substituer aux présentes modalités de perception du prélèvement institué par la loi française du 21 avril 1921 sur la valeur des importations allemandes en France, un système de paiements forfaitaires, comportant le maintien de la juridiction du Comité des transferts sur les paiements faits en vertu de ce texte législatif, juridiction prévue par le plan du premier Comité d'experts et par le Protocole de Londres² en date du 30 août 1924,

Les Gouvernements allemand et français conviennent, sous réserve de l'approbation de la Commission des réparations et du Comité des transferts, de suspendre les modalités de perception présentement en vigueur et de les remplacer, à partir d'une date qui sera fixée par un échange de notes, par la procédure suivante :

Article premier.

La procédure actuelle de la loi française du 21 avril 1921, suivant laquelle une fraction

¹ In virtue of a special agreement between the Contracting Parties, the Convention came into force March 20, 1928.

² Vol. XXX, page 75, and Vol. XLI, page 249, of this Series.

der französische Zolldienst einen Teil des Wertes der deutschen nach Frankreich und Algier eingeführten Waren von den französischen Einfuhrfirmen erhebt, wird durch ein Verfahren ersetzt, nach dem ein gleichwertiger Betrag an fremden Devisen freiwillig durch die deutschen Ausfuhrfirmen gemäss den folgenden Bestimmungen dieses Abkommens abgeliefert wird.

Artikel II.

Der allmonatlich aufzubringende Betrag soll folgendermassen bestimmt werden :

1. Der Gesamtwert der deutschen Wareneinfuhr im drittletzten Monat wird nach der amtlichen gemäss den für den gesamten Aussenhandel üblichen Regeln aufgestellten französischen Zollstatistik (*commerce spécial*) in Franken zugrunde gelegt. Dieser Wert wird zunächst in Reichsmark umgewandelt, indem die Frankensumme nach dem Durchschnittskurse¹ des betreffenden Monats an der Pariser Börse umgerechnet wird.

Die Französische Regierung wird spätestens am 15. Tage jedes Monats, erstmals am 15. Tage des der Inkraftsetzung des Abkommens vorangehenden Monats, der Deutschen Regierung und dem Generalagenten für die Reparationszahlungen die so für die Berechnung der Zahlung des nächsten Monats ermittelte Grundzahl mitteilen.

2. Von der so ermittelten Reichsmarksumme wird der Wert der Einfuhr an Reparationssachlieferungen für Frankreich, der Einfuhr in das Saargebiet und der sonstigen nach dem französischen Gesetz vom 21. April 1921 und seinen Ausführungsbestimmungen von der Abgabe befreiten Einfuhr abgezogen. Dieser abziehende Wert wird im Verhältnis zur deutschen Gesamteinfuhr nach Frankreich bestimmt.

Er wird erstmals auf insgesamt 71,5 % festgesetzt. Dieser Prozentsatz umfasst :

- a) 58 % für die Einfuhr an Reparationssachlieferungen,
- b) 13,5 % für die Einfuhr in das Saargebiet und für die sonstige abgabefreie Einfuhr.

¹ Dieser Durchschnittskurs ist der Durchschnitt der ersten offiziellen Kurse.

de la valeur des marchandises allemandes importées en France et en Algérie est perçue par la douane française, sur les importateurs français, sera remplacée par un système comportant la remise volontaire par les exportateurs allemands d'un montant équivalent de devises étrangères, conformément aux dispositions suivantes du présent accord.

Article II.

Le montant global à verser mensuellement sera déterminé comme suit :

1. La valeur globale en francs des importations allemandes du troisième mois avant le mois de paiement, d'après la statistique douanière française officielle (*commerce spécial*), établie conformément aux règles en usage pour l'ensemble du commerce extérieur, sera prise pour base. Cette valeur sera convertie tout d'abord en reichsmark, en appliquant à la somme en francs le cours moyen¹ du reichsmark pendant le mois considéré, à la Bourse de Paris.

Au plus tard le quinzième jour de chaque mois, et la première fois le quinzième jour du mois précédant la mise en vigueur de l'accord, le Gouvernement français notifiera au Gouvernement allemand et à l'agent général des paiements de réparations, le chiffre de base ainsi déterminé pour le calcul du versement du mois suivant.

2. Sera déduite de la somme en reichsmark ainsi obtenue la valeur des importations faites sous le régime des prestations en nature, des importations dans le Bassin de la Sarre et des autres importations qui, aux termes de la loi française du 21 avril 1921 et des règlements d'application y afférents, sont exemptes du prélèvement. Cette valeur à déduire est déterminée par son rapport à la valeur globale des importations allemandes en France.

Elle est fixée pour la première fois au pourcentage global de 71,5 %. Ce pourcentage comprend :

- a) 58 % pour les importations de prestations en nature ;
- b) 13,5 % pour les importations vers le Bassin de la Sarre, et les autres importations non-assujetties au prélèvement.

¹ Ce cours moyen est la moyenne des premiers cours officiels.

Die Prozentsätze sind auf Antrag einer der beiden Regierungen nachzuprüfen und gegebenenfalls vom 1. März, vom 1. Juli und vom 1. November jeden Jahres ab den tatsächlichen Verhältnissen anzupassen. Der Antrag ist der anderen Regierung spätestens einen Monat vor jedem der angegebenen Zeitpunkte zuzustellen.

Sobald Einvernehmen über einen neuen Prozentsatz erzielt ist, ist dieser dem Generalagenten für die Reparationszahlungen mitzuteilen. Wenn diese Mitteilung vor dem ersten Tage des Zahlungsmonats erfolgt, ist der neue Prozentsatz vom Beginn der neuen viermonatlichen Periode ab anzuwenden. Im entgegengesetzten Falle ist der bestehende Prozentsatz unter Vorbehalt einer späteren rechnerischen Berichtigung vorläufig aufrechtzuerhalten, bis der neue Prozentsatz tatsächlich zur Anwendung kommt. Der Betrag der Erhöhung oder Verminderung, der sich aus der erwähnten Berichtigung ergibt, ist gleichmässig auf die restlichen Monatszahlungen der laufenden viermonatlichen Periode zu verteilen.

3. Auf die nach den oben erörterten Abzügen verbleibende Summe ist der Prozentsatz der 26 % igen Abgabe (oder der jeweils geltende etwaige andere Prozentsatz) anzuwenden.

Das rechnerische Ergebnis stellt den Gesamtbetrag der zu bewirkenden Monatszahlung dar : falls jedoch dieses Ergebnis höher sein sollte als das Reichsmarkguthaben, das bei dem Generalagenten für Rechnung der Französischen Regierung vorhanden und für Zahlungen aus der Abgabe vom Wert der deutschen Wareneinfuhr nach Frankreich nach dem Programm der Reparationskommission und des Uebertragungskomitees für den betreffenden Monat verfügbar ist, so beschränkt sich die Zahlung auf die Höhe des verfügbaren Guthabens.

Artikel III.

1. Die Deutsche Regierung wird die bedeutendsten deutschen Ausfuhrfirmen in einer Zahl von mindestens 2500 durch Einzelerklärungen nach dem Muster der Anlage verpflichten und sie durch Vermittlung ihrer Spitzenverbände anhalten, 30 % des Gesamtbetrages ihrer abgabepflichtigen Ausfuhr in Devisen, die ihnen aus ihrer Ausfuhr zufließen, an die Reichsbank

Les pourcentages seront réexaminés, à la demande de l'un des deux gouvernements, et adaptés, le cas échéant, aux circonstances de fait, à partir du 1^{er} mars, du 1^{er} juillet et du 1^{er} novembre de chaque année. Cette demande devra être notifiée à l'autre gouvernement un mois au plus tard avant chacune des dates précitées.

Dès que l'accord se sera fait sur un nouveau pourcentage, ce dernier sera notifié à l'agent général des paiements. Si cette notification est faite avant le premier jour du mois de paiement, le nouveau pourcentage sera appliqué dès le début de la nouvelle période de quatre mois. Au cas contraire, le pourcentage existant sera maintenu à titre provisoire, sous réserve d'un ajustement ultérieur des comptes, jusqu'à ce que le nouveau pourcentage ait été notifié à l'agent général des paiements et soit effectivement mis en application. Le montant de l'augmentation ou de la diminution résultant de l'ajustement de comptes susvisés sera réparti également sur les versements mensuels restant à faire dans la période de quatre mois en cours.

3. A la somme restant après l'application du pourcentage de déduction ci-dessus. défini, on appliquera le coefficient de prélèvement de 26 % (ou tout autre coefficient en vigueur à un moment donné).

Le produit de cette opération arithmétique constituera le montant global du versement mensuel à effectuer ; s'il arrive toutefois que ce produit soit supérieur à l'avoir en Reichsmark inscrit au compte du Gouvernement français sur les livres de l'agent général des paiements et qui, selon le programme de la Commission des réparations et du Comité des transferts, est disponible pour le mois en question en vue de versements à effectuer au titre du prélèvement sur la valeur des importations allemandes en France, le versement sera limité au chiffre de l'avoir disponible.

Article III.

1. Le Gouvernement allemand obligera les principaux exportateurs allemands, au nombre d'au moins 2.500, par des déclarations individuelles selon le modèle ci-annexé et les astreindra par l'entremise de leurs unions nationales représentatives à remettre à la Reichsbank, en devises étrangères provenant de leurs exportations, 30 % du montant total de leurs expor-

abzuliefern. Die betreffenden Ausfuhrfirmen haben der Reichsbank eine Erklärung einzureichen, aus welcher ihr Name, der Tag der Ablieferung, die Art und der Betrag der Devisen ersichtlich sind. Die Namen dieser Ausfuhrfirmen werden der Französischen Regierung und dem Generalagenten für die Reparationszahlungen binnen 15 Tagen nach Inkrafttreten dieses Abkommens mitgeteilt werden.

Die Spitzenverbände des Handels und der Industrie werden auf Veranlassung der Deutschen Regierung gegenüber diesen Ausfuhrfirmen die erforderlichen Massnahmen treffen, damit sie sich zum Zwecke der Erfüllung ihrer Ablieferungspflicht von ihren Kunden mindestens 30 % des Rechnungsbetrages ihrer abgabepflichtigen Ausfuhr in Devisen zahlen lassen.

2. Bei diesen Bestimmungen wird davon ausgegangen, dass 30 % des Wertes der abgabepflichtigen Ausfuhr dieser Firmen im Durchschnitt 26 % des Wertes der gesamten zurzeit abgabepflichtigen Ausfuhr gleich sein werden. Falls diese Voraussetzung sich als unzutreffend erweisen sollte, wird die Deutsche Regierung die erforderlichen Massnahmen treffen, um die befriedigende Durchführung des Verfahrens sicherzustellen.

Artikel IV.

Die Reichsbank wird aus den von den Ausfuhrfirmen abgelieferten Devisenbeträgen am 10., 20. und Letzten jeden Monats auf das Konto des Generalagenten für die Reparationszahlungen bei der Banque de France einen Betrag in französischen Franken in Höhe je eines Drittels des gemäss Artikel II ermittelten, ihr vom Generalagenten mitgeteilten Gegenwerts der Monatszahlung überweisen.

Artikel V.

1. Eine Sonderrücklage im Gegenwert von mindestens vier Millionen Reichsmark wird in französischen Franken, wie folgt, angelegt :

Wenn der Gegenwert der von den Ausfuhrfirmen während eines Monats abgelieferten Devisenbeträge höher ist als der von der Reichsbank in demselben Monat auf das Konto des Generalagenten nach Artikel IV zu über-

tations sujettes au prélèvement. Lesdits exportateurs devront produire en même temps à cette banque une déclaration mentionnant leur nom ainsi que la date, le montant et la nature du versement en devises étrangères.

Les noms de ces exportateurs seront notifiés au Gouvernement français et à l'agent général des paiements dans les quinze jours qui suivront la mise en vigueur de la présente convention.

Sur l'intervention du Gouvernement allemand, les Unions nationales du commerce et de l'industrie feront le nécessaire auprès de ces exportateurs pour que ceux-ci, afin de pouvoir faire face à leur obligation de remise de devises, se fassent payer par leurs clients en devises étrangères, à raison d'au moins 30 % du montant total de leurs exportations sujettes au prélèvement.

2. Les dispositions ci-dessus sont fondées sur la présomption que 30 % de la valeur des exportations pour lesquelles ces firmes sont soumises au prélèvement suffiront en moyenne à couvrir 26 % de la valeur des exportations globales actuellement soumises au prélèvement. Dans le cas où cette présomption serait démentie par les faits, le Gouvernement allemand prendrait les mesures nécessaires pour assurer le bon rendement du système.

Article IV.

Le 10, le 20 et le dernier jour de chaque mois, la Reichsbank virera au compte de l'agent général des paiements à la Banque de France, sur le montant des devises reçues des exportateurs, une somme en francs français égale au tiers de la valeur du versement mensuel établi en conformité de l'article II ci-dessus et qui lui aura été notifié par l'agent général des paiements.

Article V.

1. Une réserve spéciale à placer en francs français et d'un montant minimum équivalent à quatre millions de Reichsmark sera constituée comme suit :

Chaque fois que la contre-valeur des devises étrangères remises au cours d'un mois par les exportateurs sera supérieure au montant que la Reichsbank, aux termes de l'article IV, est tenue de virer pendant le même mois au compte

weisende Betrag, wird die Reichsbank den Ueberschuss an die Reichskreditgesellschaft A.-G. in Berlin für die Unterhaltung dieser Rücklage abführen. Jede gemäss den Bestimmungen des folgenden § 3 erfolgte Entnahme aus der Rücklage ist durch Abführung der in der Folgezeit an die Reichsbank abgelieferten Ueberschussdevisen auszugleichen, so dass die Rücklage sobald wie möglich wieder aufgefüllt wird.

2. Beim Inkrafttreten dieses Abkommens wird die Reichskreditgesellschaft den Gegenwert von 4 Millionen Reichsmark aus bereits in ihrem Besitz befindlichen Ausfuhrdevisen in die Rücklage einzahlen. Der so von der Reichskreditgesellschaft für die Rücklage vorgeschossene Betrag ist aus den Ueberschussdevisen der Ausfuhrfirmen zurückzuerstatten, welche von der Reichsbank an die Reichskreditgesellschaft abzuführen sind.

3. Wenn der Gegenwert der von den Ausfuhrfirmen während eines Monats abgelieferten Devisenbeträge tatsächlich geringer ist, als der von der Reichsbank in demselben Monat auf das Konto des Generalagenten nach Artikel II zu überweisende Betrag bei der Banque de France, wird die Reichskreditgesellschaft die zur Deckung des Fehlbetrages notwendige Summe aus der Sonderrücklage entnehmen und auf dieses Konto überweisen.

4. Die Sonderrücklage steht unter der Aufsicht des Reichsfinanzministers. Die Französische Regierung und der Generalagent sollen auf Antrag zu jeder Zeit jede Auskunft über diese Rücklage und von Amts wegen Mitteilung ihres Betrages vom Ersten jeden Monats erhalten, falls dieser Betrag sich nicht mindestens auf 4 Millionen Reichsmark beläuft.

Artikel VI.

Der Reichsmarkgegenwert der Zahlungen der Reichsbank und der Reichskreditgesellschaft ist nach dem Mittelkurse der Berliner Börse an dem dem Zahlungstage vorangehenden Börsentage zu errechnen.

Es besteht Einverständnis darüber, dass der Generalagent diesen Gegenwert an diejenige der beiden Banken, welche die Ueberweisung bewirkt hat, zahlen soll, sobald er von der Banque de France telegraphisch von der Ueberweisung benachrichtigt worden ist.

de l'agent général, la Reichsbank versera l'excédent de devises à la Reichskreditgesellschaft à Berlin pour l'entretien de cette réserve.

Tout prélèvement effectué sur ladite réserve, en application de dispositions du paragraphe 3 ci-après, devra être compensé par le versement des excédents ultérieurs de devises reçus par la Reichsbank, de telle sorte que la réserve soit reconstituée le plus tôt possible.

2. Dès la mise en vigueur de la présente convention, la Reichskreditgesellschaft versera à ladite réserve la somme de quatre millions de reichsmark susvisée, qu'elle puisera dans le stock de devises provenant d'exportations, déjà en sa possession.

Le montant ainsi avancé par la Reichskreditgesellschaft lui sera restitué sur le produit des excédents de devises reçus des exportateurs, qui doivent être virés par la Reichsbank à la Reichskreditgesellschaft.

3. Chaque fois que la contre-valeur des devises étrangères remises au cours d'un mois par les exportateurs sera en fait inférieure au montant que la Reichsbank, aux termes de l'article II, est tenue de virer pendant le même mois au compte de l'agent général des paiements à la Banque de France, la Reichskreditgesellschaft prélèvera la somme permettant de combler le déficit sur la réserve spéciale et la virera audit compte.

4. La réserve spéciale sera sous le contrôle du ministre des Finances du Reich. Le Gouvernement français et l'agent général des paiements recevront à tout moment sur leur demande, tous renseignements touchant ladite réserve et d'office notification de son montant au 1^{er} de chaque mois, à moins que ce montant ne soit au moins égal à 4 millions de reichsmark.

Article VI.

La contre-valeur en Reichsmark des versements de la Reichsbank et de la Reichskreditgesellschaft sera calculée sur la base du cours moyen coté à la Bourse de Berlin la veille du jour du paiement. Il est entendu que cette contre-valeur sera versée par l'agent général des paiements à celle des deux banques qui aura effectué le virement, aussitôt que celui-ci aura été avisé télégraphiquement du virement, par la Banque de France.

Die Reichsbank übernimmt ihrerseits die Bezahlung der von den Ausfuhrfirmen abgelieferten Devisen.

A son tour, la Reichsbank se chargera du paiement aux exportateurs de la contre-valeur des devises étrangères remises par ceux-ci.

Artikel VII.

Article VII.

Es besteht Einverständnis darüber, dass der Generalagent die von der Reichsbank und der Reichskreditgesellschaft auf sein Konto bei der Banque de France überwiesenen Summen vorbehaltlich etwaiger durch das Uebertragungskomitee vorgeschriebener Einschränkungen an die Französische Regierung übertragen soll.

Il est entendu que, sous réserve des restrictions qui pourraient être prescrites par le Comité des transferts, l'agent général des paiements transfèrera au Gouvernement français les sommes qu'il aura reçues à son compte à la Banque de France de la Reichsbank et de la Reichskreditgesellschaft.

Artikel VIII.

Article VIII.

Dieses Abkommen hat nur den Zweck, das Erhebungsverfahren der Abgabe vom Wert der deutschen Einfuhr nach Frankreich abzuändern. Die gemäss seinen Bestimmungen geleisteten Zahlungen haben also in jeder Beziehung denselben Rechtscharakter wie die Abgabe nach dem Gesetz vom 21. April 1921 und den Ausführungsbestimmungen dieses Gesetzes.

La présente convention a pour objet exclusif de modifier les modalités de perception du prélèvement sur la valeur des importations allemandes en France. Les paiements effectués conformément aux stipulations qui précèdent ont donc, à tous égards, la même consistance juridique que le prélèvement fait en vertu de la loi du 21 avril 1921 et des règlements d'application de ladite loi.

Die Inkraftsetzung dieses Abkommens berührt daher in keiner Weise den beiderseitigen Rechtsstandpunkt hinsichtlich der Abgabe vom Werte der deutschen Einfuhr nach Frankreich.

C'est dire que la mise en vigueur de la présente convention ne porte aucune atteinte au point de vue juridique respectif des deux Parties, en ce qui concerne le prélèvement sur la valeur des importations allemandes en France.

Artikel IX.

Article IX.

1. Wenn dieses Abkommen sich bei seiner Durchführung für die eine oder andere Partei nach ihrer Ansicht nicht als befriedigend erweisen sollte, kann es, unbeschadet der Bestimmungen in § 3, von jeder der beiden Regierungen mit dreimonatlicher Kündigungsfrist gekündigt werden, und zwar erstmals nach Ablauf von sechs Monaten nach seinem Inkrafttreten, so dass die Kündigungsfrist an diesem Zeitpunkt zu laufen beginnt.

1. Sous réserve des dispositions du paragraphe 3) ci-dessous, si la présente convention ne donne pas dans la pratique des résultats jugés satisfaisants par l'une ou l'autre des deux Parties, elle pourra être dénoncée par chacun des deux gouvernements moyennant un préavis de trois mois, et pour la première fois au bout de six mois, à dater de sa mise en vigueur, en sorte que le délai de dénonciation commencera à courir à cette date.

2. Beide Regierungen werden sich nach besten Kräften bemühen, Schwierigkeiten, die aus der Anwendung dieses Abkommens entstehen könnten, vorzubeugen. In dem Bestreben, das neue Verfahren in möglichst weitgehendem Masse zu befestigen und damit die Rückkehr zu dem bisherigen Verfahren zu vermeiden, verpflichten sie sich, die Kündigung

2. Les deux gouvernements s'efforceront de leur mieux de prévenir les difficultés que pourrait soulever l'application du présent accord. Soucieux de consolider le nouveau système dans toute la mesure du possible et d'éviter ainsi le retour au système antérieur, ils s'engagent à ne pas donner le préavis de dénonciation avant d'avoir recherché dans une nouvelle

nicht ergehen zu lassen, bevor sie in einer neuen Verhandlung nach Mitteln gesucht haben, um Mängel, die sich aus der Anwendung des neuen Verfahrens ergeben sollten, zu beseitigen.

3. Wenn indessen im Laufe eines Monats infolge eines Fehlbetrages bei der Devisenablieferung durch die Ausfuhrfirmen und der Erschöpfung des Reservefonds der überwiesene Monatsbetrag hinter der zu bewirkenden Monatszahlung zurückbleibt und die Deckung des Fehlbetrages nicht vor dem 20. Tage des folgenden Monats erfolgt, wird das Abkommen mit Ablauf dieses letzten Monats hinfällig.

4. Wenn dieses Abkommen auf Grund der obigen Bestimmungen der §§ 1 oder 3 abläuft, wird von diesem Zeitpunkt ab der frühere Zustand wiederhergestellt, wobei Einverständnis darüber besteht, dass die im Artikel VIII für beide Parteien vorgesehenen Rechtsvorbehalte aufrechterhalten bleiben.

Zu Urkund dessen haben die Bevollmächtigten dieses Abkommen unterzeichnet und mit ihren Siegeln versehen.

In doppelter Urschrift ausgefertigt auf deutsch und auf französisch zu Paris am 16. März 1928.

(L. S.) (gez.) HOESCH.
(L. S.) (gez.) BRIAND.

ANLAGE.

Liste

No.

VERPFLICHTUNGSERKLÄRUNG DER DEUTSCHEN EXPORTEURE.

Die unterzeichnete Firma erklärt sich hiermit bereit, dreissig vom Hundert des von jedem Ausfuhrgeschäft nach Frankreich und Algier eingehenden Fakturenbetrages unverzüglich an die Reichsbank in Ausfuhrdevisen gegen Erstattung des Gegenwertes in Reichsmark abzuliefern und bei der Ablieferung der Devisen ein Formular auszufüllen, aus dem der Name der abliefernden Firma, der Tag der Ablieferung der Devisen, ihre Art und ihr Betrag ersichtlich sind.

(Ort und Datum)
(Firmenbezeichnung)
(Oder Firmenstempel)
(Unterschrift)

An das
Reichskommissariat
für Reparationslieferungen,
Berlin W. 9.

négociation les moyens de remédier aux déficiences que l'application du nouveau système aurait fait apparaître.

3. Toutefois, si au cours d'un mois quelconque, en raison de l'insuffisance des devises remises par les exportateurs et de l'épuisement de la réserve spéciale, le montant mensuel de la somme versée se trouve inférieur au montant du versement à effectuer et si le déficit n'est pas couvert avant le 20 du mois suivant, la convention deviendra caduque à l'expiration de ce dernier mois.

4. Si le présent accord vient à expiration en application des dispositions du paragraphe 1 ou du paragraphe 3 ci-dessus, la situation antérieure sera rétablie à partir de la date de l'expiration, étant entendu que les réserves de droit prévues à l'article VIII pour les deux Parties seront maintenues.

En foi de quoi les plénipotentiaires respectifs, munis de pleins pouvoirs reconnus en bonne et due forme, ont signé la présente convention et l'ont revêtue de leurs sceaux.

Fait à Paris, en double exemplaire, en allemand et en français, le 16 mars 1928.

(L. S.) (Signé) VON HOESCH.
(L. S.) (Signé) BRIAND.

ANNEXE

Liste

No.

DÉCLARATION D'ENGAGEMENT DES EXPORTATEURS ALLEMANDS.

Par la présente, la Maison soussignée se déclare prête à remettre immédiatement à la Reichsbank en devises d'exportation, moyennant remboursement de l'équivalent en reichsmarks, 30 % des montants des factures encaissées du chef de toutes ces exportations en France et en Algérie et, en remettant les devises, à remplir une formule faisant apparaître le nom de la Maison, la date de la remise des devises, leur nature et leur chiffre global.

(Lieu et date)
(Nom ou timbre de la Maison)
(Signature)

An
Reichskommissariat für Reparations-
lieferungen,
Berlin W. 9.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 1805. — CONVENTION BETWEEN GERMANY AND FRANCE
MODIFYING THE METHODS OF COLLECTING THE LEVY ON THE
VALUE OF GERMAN IMPORTS INTO FRANCE. SIGNED AT PARIS,
MARCH 16, 1928.

With the object of replacing the present method of collecting the levy, instituted under the French Law of April 21, 1921, on the value of German imports into France, by a system of lump payments, while at the same time maintaining the jurisdiction of the Transfer Committee over payments made under the said Law, as provided in the plan of the First Committee of Experts and in the London Protocol of August 30, 1924,

The German Government and the French Government agree, subject to approval by the Reparation Commission and the Transfer Committee, to suspend the method of collection now in force, and to replace it, as from a date to be fixed later by an exchange of notes, by the following procedure :

Article I.

The present procedure under the French Law of April 21, 1921, according to which a proportion of the value of German goods imported into France and into Algeria is collected by the French Customs from the French importers, shall be replaced by a system involving the voluntary surrender on the part of the German exporters of an equivalent amount in foreign exchange, in the manner provided in the following clauses of the present Agreement.

Article II.

The aggregate payment to be made monthly shall be fixed as follows :

1. The aggregate value in francs of the German imports during the third month preceding the month of payment — as given by the official returns of the French Customs (special trade), compiled in accordance with the rules applied to general foreign trade — shall be taken as a basis. This total shall be converted at first into Reichsmarks, the amount in francs being converted at the average exchange value² of the Reichsmark on the Paris Exchange during the month under consideration.

Not later than the fifteenth day of each month, and, in the first instance, on the fifteenth day of the month preceding the coming into force of the Agreement, the French Government shall communicate to the German Government and the Agent-General for Reparation Payments, the basic figure thus arrived at for computing the payment for the following month.

2. From the sum in Reichsmarks thus obtained shall be deducted the value of the imports coming under the head of deliveries in kind, of imports into the Saar Territory and of other imports which, under the French Law of April 21, 1921, and its executive regulations, are exempt from the levy. The amount to be deducted is determined by its ratio to the aggregate value of German imports into France.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

² The average rate of exchange is the average of the first official quotations.

It is fixed in the first instance at an aggregate percentage of 71.5 %. This percentage includes :

- (a) 58 % for imports of deliveries in kind.
- (b) 13.5 % for imports into the Saar Territory and other imports not subject to the levy.

The percentage shall be re-examined at the request of either Government and readjusted, if necessary, to meet existing circumstances as from March 1st, July 1st and November 1st in each year. The request for re-examination shall be notified to the other Government at least one month before each of the above dates.

As soon as a new percentage has been agreed upon it shall be notified to the Agent-General for Reparation Payments. When such a notification takes place before the first day of the month of payment, the new percentage shall be applied as from the beginning of the new period of four months. In other cases, the existing percentage shall be provisionally maintained, subject to a later adjustment of accounts, until the new percentage has been notified to the Agent-General for Reparation Payments and has actually come into force. The amount of the increase or diminution resulting from the adjustment of accounts referred to above shall be equally distributed among the remaining monthly payments for the current period of four months.

3. The levy coefficient of 26 % (or any other coefficient in force at a given date) shall be applied to the sum remaining after the application of the deduction percentage as defined above.

The result of this arithmetical operation shall represent the aggregate amount of the monthly payment to be made. Should this amount, however, be greater than the sum in Reichsmarks standing to the credit of the French Government in the books of the Agent-General for Reparation Payments — that is to say, greater than the sum which, according to the programme of the Reparation Commission and of the Transfer Committee is available, for the month in question, for making payments in respect of the levy on the value of German imports into France — the payment shall be limited to the amount of the available balance.

Article III.

1. The German Government shall compel the chief German exporters, to the number of at least 2,500, by means of individual declarations in conformity with the model appended hereto, and shall further bind them through their representative national unions, to hand over to the Reichsbank, in foreign exchange received for their exports, 30 % of the total amount of their exports which are subject to the levy. The exporters concerned shall at the same time produce to the said Bank a declaration stating their names and also the date, the amount and the nature of the payment effected in foreign exchange.

The names of these exporters shall be notified to the French Government and to the Agent-General for Reparation Payments within a fortnight from the coming into force of the present Convention.

At the request of the German Government, the National Unions of Commerce and Industry shall take the necessary steps to ensure that the said exporters require their customers to pay them in foreign exchange, to the extent of at least 30 % of the total amount of such of their exports as are subject to the levy, thus enabling the exporters to meet their obligation to hand over foreign exchange.

2. The above stipulations are based on the assumption that 30 % of the value of the exports in respect of which these firms are liable to the levy will, on an average, suffice to cover 26 % of the value of the aggregate exports at present subject to the levy. Should experience prove this assumption to be incorrect, the German Government would take the necessary measures to ensure the efficient working of the system.

Article IV.

On the 10th, the 20th and the last day of each month the Reichsbank shall transfer to the credit of the Agent-General for Reparation Payments with the Bank of France, out of the amount

of foreign exchange received from the exporters, a sum in French francs equal to one-third of the amount of the monthly payment, computed as in Article II above, and duly notified to the Reichsbank by the Agent-General for Reparation Payments.

Article V.

1. A special reserve to be invested in French francs, equivalent to 4 million Reichsmarks or a minimum, shall be built up as follows :

Whenever the value of the foreign exchange handed over in the course of one month by the exporters exceeds the amount which the Reichsbank is bound, under Article IV, to transfer during the same month to the credit of the Agent-General, the Reichsbank shall pay the surplus of foreign exchange to the Reichskreditgesellschaft in Berlin, for the purpose of maintaining this reserve.

Any withdrawals from the said reserve under the terms of paragraph 3 below shall be made good by paying in surpluses of foreign exchange subsequently received by the Reichsbank, so that the reserve may be reconstituted as soon as possible.

2. From the coming into force of the present Convention, the Reichskreditgesellschaft shall pay into the said reserve the sum of four million Reichsmarks referred to above, which it will draw from the supplies of foreign exchange already in its possession and arising from exports.

The amount thus advanced by the Reichskreditgesellschaft shall be repaid out of the surplus of foreign exchange received from exporters, which has to be transferred by the Reichsbank to the Reichskreditgesellschaft.

3. Whenever the value of the foreign exchange surrendered by the exporters in the course of one month proves less than the amount which the Reichsbank is bound under Article II to transfer during the same month to the credit of the Agent-General for Reparation Payments with the Bank of France, the Reichskreditgesellschaft shall draw from the special reserve a sum equal to the amount of the deficit and transfer it to the said credit.

4. The special reserve shall be under the control of the Finance Minister of the Reich. The French Government and the Agent-General for Reparation Payments shall at all times be given any information they may request in regard to the said reserve, and its amount shall be regularly notified on the 1st of each month, unless the said amount be equivalent to at least four million Reichsmarks.

Article VI.

The value in Reichsmarks of the payments made by the Reichsbank and the Reichskreditgesellschaft shall be calculated on the basis of the average rate of exchange quoted on the Berlin Exchange on the day preceding the day of payment. It is agreed that this amount shall be paid by the Agent-General for Reparation Payments to whichever of the two banks has effected the transfer as soon as he has received telegraphic notice of the transfer from the Bank of France.

The Reichsbank, for its part, shall undertake payment to the exporters of the value of the foreign exchange handed over by them.

Article VII.

It is agreed that, subject to any restrictions which may be prescribed by the Transfer Committee, the Agent-General for Reparation Payments shall transfer to the French Government any sums which may have been placed to his credit with the Bank of France by the Reichsbank and the Reichskreditgesellschaft.

Article VIII.

The sole purpose of the present Convention is to modify the method of collecting the levy on the value of German imports into France. Payments effected in accordance with the above

stipulations are therefore juridically the same in all respects as the levy made under the law of April 21, 1921, and its executive regulations.

The coming into force of the present Convention is therefore entirely without prejudice to the respective juridical standpoints of the two Contracting Parties, as regards the levy on the value of German imports into France.

Article IX.

1. Subject to the provisions of paragraph 3 below, the present Convention may, if it does not in practice yield results which are deemed satisfactory by one or other of the two Parties, be denounced by either Government on giving three months notice, but not before the end of six months from the date of its coming into force, so that the period of denunciation would begin to run as from that date.

2. The two Governments will use their best endeavours to prevent any difficulties to which the application of the present Agreement might give rise. Desirous of establishing the new system as firmly as possible and thus avoiding a return to the former system, they undertake not to give notice of denunciation until they have attempted by fresh negotiations to find means of remedying any defects revealed by the application of the new system.

3. Nevertheless, if during any given month the monthly sum paid should, as a result of the inadequacy of the foreign exchange handed over by exporters and the exhaustion of the special reserve, fall below the amount payable, and if the deficit should not be covered before the 20th of the following month, the Convention shall lapse on the expiration of the latter month.

4. Should the present Agreement expire in accordance with the provisions of paragraph 1 or paragraph 3 above, the previous situation shall be restored as from the date of the expiration, it being understood that the legal reservations stipulated in Article VIII in the case of the two Parties shall be maintained.

In faith whereof, the respective Plenipotentiaries, holding full powers found to be in good and due form, have signed the present Convention and have thereto affixed their seals.

Done in Paris in duplicate, in French and in German, on March 16, 1928.

(L. S.) (Signed) VON HOESCH.

(L. S.) (Signed) BRIAND.

ANNEX.

No.

DECLARATION BINDING GERMAN EXPORTERS.

The undersigned firm hereby pledges itself to hand over immediately to the Reichsbank, in foreign exchange, and against repayment of an equivalent amount in Reichsmarks, 30 % of the sums received in payment for all its exports to France and to Algeria, and when doing so, to fill up a form showing the name of the firm, the date when the foreign exchange was handed over, its nature, and the aggregate total.

(Place and date)
 (Name or seal of the firm)
 (Signature)

Reichskommissariat
 für Reparationslieferungen,
 Berlin, W. 9.

N° 1806.

**ALLEMAGNE, BELGIQUE,
FRANCE ET ITALIE**

Convention internationale en vue de
l'établissement de règles uniformes
pour la reconnaissance réciproque
des poinçons officiels d'épreuves
des armes à feu et règlement y
annexé. Signée à Bruxelles, le
15 juillet 1914.

**GERMANY, BELGIUM,
FRANCE AND ITALY**

International Convention regarding
the Establishment of uniform
Regulations for the reciprocal
Recognition of Official Proof
Marks on Fire-Arms, and Regu-
lations annexed thereto. Signed
at Brussels, July 15, 1914.

N^o 1806. — CONVENTION¹ INTERNATIONALE CONCLUE ENTRE L'ALLEMAGNE, LA BELGIQUE, LA FRANCE ET L'ITALIE EN VUE DE L'ÉTABLISSEMENT DE RÈGLES UNIFORMES POUR LA RECONNAISSANCE RÉCIPROQUE DES POINÇONS OFFICIELS D'ÉPREUVES DES ARMES À FEU, SIGNÉE À BRUXELLES, LE 15 JUILLET 1914.

Texte officiel français communiqué par le consul général d'Allemagne à Genève, les ministres des Affaires étrangères de la République française et de Belgique et l'ambassadeur d'Espagne à Paris. L'enregistrement de cette convention a eu lieu le 3 août 1928.

LES GOUVERNEMENTS DE L'ALLEMAGNE, DE LA BELGIQUE, DE LA FRANCE ET DE L'ITALIE, ayant reconnu l'utilité de conclure, sur les bases proposées par la Commission technique internationale des bancs d'épreuves des armes à feu, qui s'est réunie à Liège en mai et juin 1911, une convention en vue de l'établissement des règles uniformes pour la reconnaissance réciproque, dans leurs pays respectifs, des poinçons officiels d'épreuves des armes à feu, les soussignés, à ce dûment autorisés, ont arrêté les dispositions suivantes :

Article premier.

Pour mesurer les pressions de tir ou d'épreuve dans les fusils de chasse, les bancs d'épreuves feront usage d'appareils étalons présentant les caractéristiques indiquées ci-après :

Bloc de support avec fermeture à vis système Sauer et mécanisme de percussion avec dispositif de sûreté ;

Canons cylindriques des divers calibres usuels de chasse, de 70 centimètres de longueur² ;

Chambres de 65 millimètres de longueur aux dimensions actuellement en usage en Angleterre et spécifiées au tableau formant l'annexe I de la présente convention ;

Raccordement conique de 6 millimètres à arêtes non adoucies ;

Trois crushers du type français interchangeables sur les canons. Pistons de 6,18 millimètres de diamètre ; section de 0,3 centimètres carrés ; poids : 3,27 grammes environ.

Sur chaque canon, l'axe du premier de ces crushers sera de 17 millimètres de la tranche de culasse du canon, l'axe du deuxième à 162 millimètres de cette tranche, l'axe du troisième à 100 millimètres de la bouche du canon.

¹ Dépôt des ratifications : Belgique, 5 mai 1925 ; France, 14 mai 1926 ; Allemagne, 12 août 1927. Adhésions : Espagne, 16 mai 1923 ; Hongrie, le 7 août 1928.

² La plupart des appareils étalons construits jusqu'à présent ne comptent que deux canons, l'un en calibre 12, l'autre en calibre 16. Ils peuvent éventuellement être complétés par l'adjonction de canons d'autres calibres.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 1806. — INTERNATIONAL CONVENTION² BETWEEN GERMANY, BELGIUM, FRANCE AND ITALY REGARDING THE ESTABLISHMENT OF UNIFORM REGULATIONS FOR THE RECIPROCAL RECOGNITION OF OFFICIAL PROOF MARKS ON FIRE-ARMS. SIGNED AT BRUSSELS, JULY 15, 1914.

French official text communicated by the German Consul-General at Geneva, the Minister for Foreign Affairs of the French Republic, the Belgian Minister for Foreign Affairs and the Spanish Ambassador in Paris. The registration of this Convention took place August 3, 1928.

THE GOVERNMENTS OF GERMANY, BELGIUM, FRANCE and ITALY, having recognised the desirability of concluding, on the bases proposed by the International Technical Fire-arms Testing Commission, which met at Liège in May and June 1911 a convention for the establishment of uniform regulations for the reciprocal recognition in their respective countries of official proof marks on fire-arms, the undersigned, being duly authorised for the purpose, have laid down the following provisions:

Article I.

In order to determine the shooting or proof pressures in sporting guns, proof houses shall use standard apparatus having the following characteristics:

Support block with screw bolt Sauer system and percussion mechanism with safety device;

Cylindrical barrels of the various calibres usually employed for sporting weapons, 70 centimetres in length³;

Chambers 65 millimetres in length, having the dimensions at present employed in England and specified in the table forming Annex I of the present Convention;

Junction cone to 6 millimetres with sharp edges;

Three interchangeable crusher gauges of the French type on the barrels. Pistons 6.18 millimetres in diameter; section 0.3 square centimetres; weight about 3.27 grammes.

On each barrel the axis of the first crusher gauge shall be 17 millimetres from the breech end of the barrel, the axis of the second 162 millimetres from that end and the axis of the third 100 millimetres from the mouth of the barrel.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

² Deposit of ratifications: Belgium, May 5, 1925; France, May 14, 1926; Germany, August 12, 1927. Accessions: Spain, May 16, 1923; Hungary, August 7, 1928.

³ Most of the standard apparatus constructed hitherto has only two barrels, one with a calibre of 12 and the other with a calibre of 16. They may, if necessary, be supplemented by barrels of other calibres.

Les cylindres crushers seront les cylindres en cuivre de 4,90 millimètres sur 3 millimètres, qui seront fournis par le Laboratoire central des Poudres et Salpêtres, à Paris.

Article 2.

Pour mesurer les pressions de tir ou d'épreuve dans les fusils rayés et dans les carabines, les bancs d'épreuves feront usage d'appareils étalons présentant des caractéristiques qui seront déterminées ultérieurement par la Commission internationale permanente des Armes à feu portatives, visée à l'article 7 de la présente convention.

Article 3.

Pour mesurer les pressions de tir ou d'épreuves dans les revolvers et les pistolets automatiques, les bancs d'épreuve feront usage d'appareils étalons présentant des caractéristiques qui seront déterminées dans les mêmes conditions que pour les armes mentionnées à l'article 2.

Article 4.

Un exemplaire de chacun de ces appareils étalons sera déposé au Conservatoire des Arts et Métiers, à Paris, pour servir d'appareils étalons internationaux.

Article 5.

Les Etats contractants s'engagent à reconnaître réciproquement comme équivalents aux poinçons d'épreuves apposés dans leurs bancs d'épreuves nationaux, les poinçons des bancs d'épreuves officiels étrangers dont le règlement ne sera pas en opposition avec les principes suivants :

A. L'épreuve complète d'un fusil de chasse comportera au moins deux tirs : l'un d'épreuve provisoire, au cours de la fabrication du canon ; l'autre, d'épreuve définitive, soit après que toutes les parties métalliques du canon et de l'appareil de fermeture ont reçu leurs dimensions intérieures et extérieures définitives, soit lorsque l'arme est achevée en blanc, soit enfin lorsqu'elle est complètement terminée, en état de livraison.

B. Pour l'épreuve définitive, les fusils de chasse peuvent être classés en fusils destinés à la poudre noire et en fusils destinés aux poudres sans fumée. Un poinçon de contrôle distinct correspondra à chacune de ces catégories.

C. Pour l'épreuve définitive des fusils destinés à la poudre noire, la charge d'épreuve sera telle qu'elle indique au premier crusher de l'appareil étalon une pression minimum de :

620 kg. par centimètre carré pour le calibre 12 ¹ ;
» » » 16 ¹ ;

D. Pour l'épreuve définitive des fusils destinés aux poudres sans fumée, la charge d'épreuve sera telle qu'elle indique au premier crusher de l'appareil étalon une pression minimum de :

850 kg. par centimètre carré pour le calibre 12 ¹ ;
» » » 16 ¹ ;

¹ Les pressions ci-dessus indiquées ont été mesurées par la Commission technique internationale des bancs d'épreuves des armes à feu avec un des appareils étalons internationaux construits au cours des négociations de la présente convention.

The crusher gauge cylinders shall be copper cylinders 4.90 millimetres by 3 millimetres, to be supplied by the Laboratoire central des Poudres et Salpêtres, of Paris.

Article 2.

In order to determine the shooting or proof pressures in rifles and carbines, proof houses shall use standard apparatus having characteristics to be determined hereafter by the Permanent International Small Arms Commission referred to in Article 7 of the present Convention.

Article 3.

In order to determine the shooting or proof pressures in revolvers and automatic pistols, proof houses shall use standard apparatus with characteristics to be determined under the same conditions as for the arms mentioned in Article 2.

Article 4.

A specimen of the standard apparatus used in each case shall be deposited in the Conservatoire des Arts et Métiers at Paris, to be used as international standard apparatus.

Article 5.

The contracting States undertake reciprocally to recognise as equivalent to the proof marks affixed in their national proof houses, foreign official proof marks provided the regulations governing them are not at variance with the following principles :

A. The full test for a sporting gun shall consist of at least two shootings, one being a provisional test during the manufacture of the barrel and the other being a final test either after all the metal parts of the barrel and the closing apparatus have been given their final internal and external dimensions, or when the weapon is in finished white state, or when it is completely finished and ready for delivery.

B. For the final test, sporting guns may be classed either as guns using black powder or guns using smokeless powder. A separate proof mark shall be used for each class.

C. For the final test for guns using black powder, the testing charge shall be such as to indicate on the first crusher gauge of the standard apparatus a minimum pressure of :

620 kilogrammes per square centimetre for a calibre of 12 ¹;
620 " " " " " of 16 ¹;

D. For the final test of guns using smokeless powder, the testing charge shall be such as to indicate on the first crusher gauge of the standard apparatus a minimum pressure of :

850 kilogrammes per square centimetre for a calibre of 12 ¹;
850 " " " " " of 16 ¹;

¹ The above-mentioned pressures were measured by the International Technical Fire-arms Testing Commission with one of the standard international apparatus constructed during the negotiations for the present Convention.

E. Pour l'épreuve des carabines rayées, des revolvers et des pistolets automatiques des divers calibres, les cartouches employées développeront une pression de 30 % au minimum supérieure à la pression constatée par le tir d'une série suffisante des cartouches de commerce les plus fortes des mêmes calibres chargées de poudre noire ou de poudre sans fumée.

Article 6.

Pour les fusils de chasse, chacun des Etats contractants pourra n'accorder le bénéfice de la reconnaissance officielle qu'aux poinçons correspondants aux épreuves définitives à la poudre noire ou à la poudre sans fumée, subies par les armes en état de livraison.

Article 7.

Afin de pouvoir constater la conformité aux dispositions précédentes des règlements des divers bancs d'épreuves officiels des armes à feu et pour poursuivre l'étude des améliorations et additions qu'il conviendrait d'apporter à ces dispositions, les Etats contractants conviennent de constituer une commission dénommée Commission internationale permanente des Armes à feu portatives, qui aura son siège à Bruxelles.

Article 8.

La composition et les attributions de la Commission internationale permanente des Armes à feu portatives sont déterminées par le règlement formant annexe II de la présente convention.

Article 9.

En cas de doute ou de discussion sur l'interprétation ou l'application d'un des points d'ordre technique fixés par la présente convention, l'administration intéressée recourra à l'avis de la Commission internationale permanente.

Article 10.

Tout Etat non signataire de la convention qui désirera y adhérer en informera le Gouvernement belge. Ce dernier donnera immédiatement connaissance de cette adhésion aux autres Etats contractants.

L'adhésion sortira ses effets trois mois après l'envoi de cette notification si, pendant ce temps, la Commission internationale permanente n'a pas fait d'objections au règlement annexé à la demande qui lui est présentée.

Article 11.

Les Etats contractants se réservent la faculté d'apporter de commun accord à la convention toutes les modifications dont l'expérience démontrerait l'utilité.

Article 12.

La présente convention sera ratifiée et les ratifications en seront déposées au Ministère des Affaires étrangères à Bruxelles, le plus tôt possible et, au plus tard, dans un délai de trois mois.

Elle restera en vigueur pendant trois ans à compter du trentième jour après celui où aura été clos le procès-verbal de dépôt des ratifications.

E. For the testing of rifled carbines, revolvers and automatic pistols of the various calibres, the cartridges employed shall develop a pressure of not less than 30 % above the pressure recorded in firing a sufficient number of the most powerful commercial cartridges of the same calibres containing black powder or smokeless powder.

Article 6.

For sporting guns the contracting States may only allow official recognition of the proof marks relating to the final tests for black powder or smokeless powder carried out on arms ready for delivery.

Article 7.

In order to ascertain that the regulations of the various official proof houses for fire-arms are in conformity with the above provisions, and in order to determine what improvements in and additions to those provisions may be desirable, the contracting States agree to constitute a Commission entitled the Permanent International Small Arms Commission, which shall have its seat at Brussels.

Article 8.

The composition and powers of the Permanent International Small Arms Commission shall be determined by the regulations forming Annex II of the present Convention.

Article 9.

Should any doubt or dispute arise as to the interpretation or application of any technical rules laid down by the present Convention, the administration concerned shall apply to the Permanent International Commission for an opinion.

Article 10.

Any State not a signatory of the Convention and desirous of acceding thereto shall inform the Belgian Government, which shall at once notify such accession to the other contracting States.

The accession shall take effect three months after the despatch of the said notification unless during that period the Permanent International Commission raises any objections to the regulations attached to the application submitted to it.

Article 11.

The contracting States reserve the right jointly to introduce in the Convention any modifications which may be shown by experience to be desirable.

Article 12.

The present Convention shall be ratified and the ratifications shall be deposited at the Ministry of Foreign Affairs, Brussels, as soon as possible, and in any case within three months.

It shall remain in force for three years as from the thirtieth day after the date on which the procès-verbal of the deposit of ratifications is closed.

Il est entendu que si aucun des Etats contractants n'a notifié au Gouvernement belge, six mois avant l'expiration de la dite période de trois ans, son intention d'en faire cesser les effets, la convention continuera à rester en vigueur pendant une nouvelle période de trois ans, et ainsi de suite.

Dans le cas où l'un des Etats contractants dénoncerait la présente convention, cette dénonciation n'aurait d'effet qu'à son égard, la convention restant obligatoire pour les autres Etats.

En foi de quoi les soussignés ont signé la présente convention.

Fait à Bruxelles, le 15 juillet 1914, en un seul exemplaire, dont une copie conforme sera délivrée à chacun des gouvernements signataires.

(L. S.) (Signé) VON BELOW.

(L. S.) (Signé) J. DAVIGNON.

(L. S.) (Signé) A. KLOBUKOWSKI.

(L. S.) (Signé) COSTA.

ANNEXE I.

Dimensions minima réglementaires des chambres de fusil établies par la « Gunmakers Association », de Londres et adoptés par la « Birmingham and Provincial Gunmakers Association » et par les fabricants de munitions anglais.

Désignation		Chambre				Drageoir			
Calibre	Longueur nominale	Longueur		Diamètre à l'extrémité de la chambre	Diamètre sous le bourrelet	Diamètre	Profondeur	Rayon de l'arc	
	Pouces m/m	Pouces m/m	Pouces m/m	Pouces m/m	Pouces m/m	Pouces m/m	Pouces m/m	Pouces m/m	Pouces m/m
4	4 100	4.000 101.6	1.035 26.3	1.090 27.7	1.200 30.5	0.130 3.3	0.030 0.8		
8	3 1/4 82	3.250 82.5	0.914 23.2	0.930 23.65	1.035 26.3	0.115 2.95	0.020 0.5		
10	3 1/4 82	3.250 82.5	0.845 21.5	0.861 21.9	0.933 23.7	0.074 1.9	0.020 0.5		
10	2 7/8 67	2.875 73.0	0.845 21.5	0.859 21.85	0.933 23.7	0.074 1.9	0.020 0.5		
12	3 75	3.000 76.2	0.800 20.3	0.815 20.7	0.886 22.5	0.074 1.9	0.020 0.5		
12	2 3/4 70	2.750 69.8	0.800 20.3	0.813 20.66	0.886 22.5	0.074 1.9	0.020 0.5		
12	2 1/2 65	2.560 65.0	0.800 20.3	0.812 20.64	0.886 22.5	0.074 1.9	0.020 0.5		
14	2 1/2 65	2.560 65.0	0.763 19.4	0.775 19.7	0.847 21.5	0.068 1.75	0.020 0.5		
16	2 3/4 70	2.750 69.8	0.732 18.6	0.745 18.92	0.815 20.7	0.062 1.6	0.020 0.5		
16	2 1/2 65	2.560 65.0	0.732 18.6	0.744 18.9	0.815 20.7	0.062 1.6	0.020 0.5		
20	2 3/4 70	2.750 69.8	0.685 17.4	0.698 17.73	0.766 19.5	0.060 1.55	0.020 0.5		
20	2 1/2 65	2.560 65.0	0.685 17.4	0.698 17.73	0.766 19.5	0.060 1.55	0.020 0.5		
24	2 1/2 65	2.500 63.5	0.649 16.5	0.661 16.8	0.728 18.5	0.060 1.55	0.020 0.5		
28	2 1/2 65	2.500 63.5	0.614 15.6	0.626 15.9	0.688 17.5	0.060 1.55	0.020 0.5		
32	2 1/2 65	2.500 63.5	0.562 14.3	0.574 14.6	0.636 16.2	0.060 1.55	0.019 0.4		
410	2 50	2.000 50.8	0.465 11.8	0.475 12.05	0.537 13.7	0.060 1.55	0.015 0.4		
360	1 3/4 45	1.750 44.5	0.415 10.55	0.424 10.8	0.479 12.2	0.050 1.3	0.015 0.4		

It is understood that if none of the contracting States has informed the Belgian Government six months before the expiration of the said period of three years that it intends to terminate the Convention, the latter shall remain in force for a further period of three years, and so on thereafter.

Should any of the contracting States denounce the present Convention, such denunciation shall only apply to the State in question, and the Convention shall remain binding upon the other States.

In faith whereof the undersigned have signed the present Convention.

Done at Brussels, July 15, 1914, in a single copy, of which a certified true copy will be sent to each of the signatory Governments.

(L. S.) (Signed) VON BELOW.

(L. S.) (Signed) J. DAVIGNON.

(L. S.) (Signed) A. KLOBUKOWSKI.

(L. S.) (Signed) COSTA.

ANNEX I.

Minimum dimensions for gun chambers fixed by the Gunmakers' Association, London, and adopted by the Birmingham and Provincial Gunmakers' Association and by British ammunition manufacturers.

Description			Chamber						Countersink (or rim)					
Ca- libre	Nominal length		Length		Diameter extremity of chamber		Diameter under swell of muzzle		Diameter		Depth		Radius of Arc	
	Inches	Mm.	Inches	Mm.	Inches	Mm.	Inches	Mm.	Inches	Mm.	Inches	Mm.	Inches	Mm.
4	4	100	4.000	101.6	1.035	26.3	1.090	27.7	1.200	30.5	0.130	3.3	0.030	0.8
8	3 1/4	82	3.250	82.5	0.914	23.2	0.930	23.65	1.035	26.3	0.115	2.95	0.020	0.5
10	3 1/4	82	3.250	82.5	0.845	21.5	0.861	21.9	0.933	23.7	0.074	1.9	0.020	0.5
10	2 7/8	67	2.875	73.0	0.845	21.5	0.859	21.85	0.933	23.7	0.074	1.9	0.020	0.5
12	3	75	3.000	76.2	0.800	20.3	0.815	20.7	0.886	22.5	0.074	1.9	0.020	0.5
12	2 3/4	70	2.750	69.8	0.800	20.3	0.813	20.66	0.886	22.5	0.074	1.9	0.020	0.5
12	2 1/2	65	2.560	65.0	0.800	20.3	0.812	20.64	0.886	22.5	0.074	1.9	0.020	0.5
14	2 1/2	65	2.560	65.0	0.763	19.4	0.775	19.7	0.847	21.5	0.068	1.75	0.020	0.5
16	2 3/4	70	2.750	69.8	0.732	18.6	0.745	18.92	0.815	20.7	0.062	1.6	0.020	0.5
16	2 1/2	65	2.560	65.0	0.732	18.6	0.744	18.9	0.815	20.7	0.062	1.6	0.020	0.5
20	2 3/4	70	2.750	69.8	0.685	17.4	0.698	17.73	0.766	19.5	0.060	1.55	0.020	0.5
20	2 1/2	65	2.560	65.0	0.685	17.4	0.698	17.73	0.766	19.5	0.060	1.55	0.020	0.5
24	2 1/2	65	2.500	63.5	0.649	16.5	0.661	16.8	0.728	18.5	0.060	1.55	0.020	0.5
28	2 1/2	65	2.500	63.5	0.614	15.6	0.626	15.9	0.688	17.5	0.060	1.55	0.020	0.5
32	2 1/2	65	2.500	63.5	0.562	14.3	0.574	14.6	0.636	16.2	0.060	1.55	0.019	0.4
410	2	50	2.000	50.8	0.465	11.8	0.475	12.05	0.537	13.7	0.060	1.55	0.015	0.4
360	1 3/4	45	1.750	44.5	0.415	10.55	0.424	10.8	0.479	12.2	0.050	1.3	0.015	0.4

ANNEXE II.

RÈGLEMENT

Article premier.

La Commission internationale permanente des Armes à feu portatives est composée de délégués des divers Etats contractants.

Les votes au sein de la Commission ont lieu par Etat ; chaque Etat a droit a une voix.

Article 2.

La Commission a pour objet principal l'examen des règlements des divers bancs d'épreuves officiels des armes à feu sous le rapport de leur conformité aux conditions stipulées dans la convention à laquelle le présent règlement forme annexe.

Elle statue par un vote de majorité sur les questions litigieuses soulevées en vertu de l'article 9 de la convention.

Elle donne son avis sur toute autre question relative aux épreuves des armes à feu qui lui serait soumise par l'un des Etats contractants.

Enfin, elle recherche les améliorations ou les modifications qu'il deviendrait nécessaire, dans l'intérêt de la sécurité publique, d'apporter aux règlements sur l'épreuve des armes à feu.

Article 3.

Si elle juge utile à cet effet de poursuivre d'une manière continue certaines recherches ou expériences, elle peut se réunir à l'endroit choisi pour ces expériences, soit en commission plénière, soit en sous-commission.

Article 4.

La centralisation des dossiers, documents et publications sur la matière, la conservation des empreintes type ; des poinçons d'épreuves officiellement reconnus, le classement, les traductions et les communications des renseignements de toute nature qui se rapportent à l'épreuve des armes à feu, non seulement dans les Etats contractants, mais également dans les autres Etats ; en un mot, les services de correspondance, d'administration et des archives sont assurés par un bureau permanent composé du président et du secrétaire de la commission, ainsi que d'un conservateur des archives.

Ce bureau aura son siège au Ministère de l'Industrie et du Travail de Belgique (Administration de l'Industrie, bureau de métrologie).

Article 5.

La Commission internationale permanente des armes à feu portatives se réunit sur convocation de son bureau ; cette convocation peut être faite à la demande de l'un des Etats contractants.

Pour éviter tout retard dans la réunion de la commission, chaque Etat avertit le Gouvernement belge, qui en donne connaissance au bureau, de toute modification apportée à la liste de ses délégués.

A défaut de notification contraire dans le courant du mois de janvier de chaque année, la liste des délégués de l'année antérieure sera considérée comme valable pour l'année en cours.

Article 6.

Le bureau permanent transmet aux Etats signataires les décisions prises par la Commission internationale permanente et leur fait parvenir notamment les fac-similé et descriptions des marques des poinçons reconnus internationalement.

ANNEX II.

REGULATIONS.

Article 1.

The Permanent International Small Arms Commission shall be composed of delegates of contracting States.

Voting on the Commission shall be by States, each State being entitled to one vote.

Article 2.

The principal object of the Commission shall be the examination of the regulations of the various official proof houses for fire arms so as to determine whether they are in conformity with the conditions laid down in the Convention to which the present Regulations form an annex.

The Commission shall take decisions by a majority vote on any disputed questions which may arise under Article 9 of the Convention.

It shall give its opinion on any other question relating to the testing of fire-arms submitted to it by any of the contracting States.

Lastly, it shall endeavour to find such improvements or modifications as it may become necessary in the interest of public safety to introduce into the regulations governing the testing of fire-arms.

Article 3.

If it considers it desirable for that purpose to carry out certain continuous research or experimental work, the plenary Commission or a sub-committee thereof may meet at the place selected for such experiments.

Article 4.

A Permanent Bureau consisting of the President and Secretary of the Commission and an archivist, shall be appointed to collect and file dossiers, documents and publications on the subject, to preserve printed specimens of officially recognised proof marks, to classify, translate and communicate information of every kind relating to the testing of fire-arms in the contracting States and also in other States, — in brief, to conduct the Commission's correspondence, to carry out its administrative work and to keep its archives.

This Bureau shall be housed at the Belgian Ministry of Industry and Labour (Administration of Industry, Bureau of Metrology).

Article 5.

The Permanent International Small Arms Commission shall meet when summoned to do so by its Bureau ; it may be so summoned at the request of any of the contracting States.

In order to prevent any delay in the meeting of the Commission, every State shall inform the Belgian Government, which shall thereupon notify the Bureau, of any change in its list of delegates.

In the absence of notification to the contrary during the month of January every year, the list of delegates for the previous year shall be deemed to be valid for the current year.

Article 6.

The Permanent Bureau shall transmit to the signatory States the decisions taken by the Permanent International Commission and shall in particular send them facsimiles and descriptions of internationally recognised proof marks.

Article 7.

Pour assurer l'exécution des dispositions qui précèdent, les Etats contractants communiqueront par la voie diplomatique au Gouvernement belge, qui les fera parvenir au bureau permanent, les lois, arrêtés et règlements sur l'épreuve des armes à feu en vigueur dans les pays respectifs, ainsi que tous les autres documents qui leur seraient réclamés par ce bureau.

Article 8.

Les frais résultant du fonctionnement du bureau permanent seront supportés par le Gouvernement belge.

Les indemnités des délégués à la Commission internationale permanente sont à la charge de leurs pays respectifs.

Article 9.

Le présent règlement aura même valeur et durée que la convention à laquelle il est annexé.

Fait à Bruxelles, le 15 juillet 1914.

(L. S.) (Signé) VON BELOW,

(L. S.) (Signé) J. DAVIGNON,

(L. S.) (Signé) A. KLOBUKOWSKI,

(L. S.) (Signé) COSTA.

Copie certifiée conforme :

*Le Ministre plénipotentiaire,
Chef du Service du Protocole :*

P. de Fouquières.

Article 7.

In order to ensure the execution of the foregoing provisions, the contracting States shall, through the diplomatic channel, communicate to the Belgian Government, which shall forward them to the Permanent Bureau, the laws, decrees and regulations regarding the testing of fire-arms in force in the various countries, together with all other documents which the Bureau may ask them to provide.

Article 8.

The working costs of the Permanent Bureau shall be borne by the Belgian Government.

The allowances of the delegates to the Permanent International Commission shall be paid by their respective countries.

Article 9.

The present Regulations shall have the same validity and duration as the Convention to which they form an annex.

Done at Brussels, July 15, 1914.

(L. S.) (*Signed*) VON BELOW.

(L. S.) (*Signed*) J. DAVIGNON.

(L. S.) (*Signed*) A. KLOBUKOWSKI.

(L. S.) (*Signed*) COSTA.

N° 1807.

PAYS-BAS ET SUÈDE

Traité de conciliation. Signé à La
Haye, le 21 mai 1927.

**THE NETHERLANDS
AND SWEDEN**

Conciliation Treaty. Signed at The
Hague, May 21, 1927.

N° 1807. — TRAITÉ¹ DE CONCILIATION ENTRE LES PAYS-BAS ET LA SUÈDE. SIGNÉ A LA HAYE, LE 21 MAI 1927.

Texte officiel français communiqué par le ministre des Affaires étrangères de Suède et le ministre des Pays-Bas à Berne. L'enregistrement de ce traité a eu lieu le 3 août 1928.

SA MAJESTÉ LE ROI DE SUÈDE et SA MAJESTÉ LA REINE DES PAYS-BAS, animés du désir de resserrer les liens d'amitié qui unissent la Suède et les Pays-Bas, et de favoriser le règlement pacifique par voie de conciliation des différends qui pourraient naître entre les deux pays et qui ne seraient pas résolus d'autre manière, ont résolu de conclure à cet effet un traité et ont nommé pour leurs plénipotentiaires, savoir :

SA MAJESTÉ LE ROI DE SUÈDE :

Son Excellence M. A. J. P. DE ADLERCREUTZ, son envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire à La Haye ;

SA MAJESTÉ LA REINE DES PAYS-BAS :

Son Excellence Jonkheer F. BEELAERTS VAN BLOKLAND, son ministre des Affaires étrangères ;

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs respectifs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des dispositions suivantes :

Article premier.

Tout différend, de quelque nature qu'il soit, qui s'élèverait entre les Hautes Parties contractantes et n'aurait pu être résolu par la voie diplomatique dans un délai raisonnable et qui ne serait pas susceptible d'un règlement judiciaire ou arbitral, conformément à l'article 36, alinéa 2, du Statut² de la Cour permanente de Justice internationale, ou conformément à toute autre convention internationale en vigueur entre les Hautes Parties contractantes, sera soumis, à la demande d'une ou des deux Parties, à une Commission permanente de conciliation, aux fins d'examen et de rapport.

Les Hautes Parties contractantes peuvent convenir qu'un différend qui serait susceptible d'un règlement judiciaire ou arbitral, soit préalablement déféré à la procédure de conciliation. Si, dans un différend de cette nature, l'une des Parties n'accepte pas les propositions de la commission dans un délai raisonnable, chacune d'elles pourra soumettre le différend à la Cour permanente de Justice internationale.

¹ L'échange des ratifications a eu lieu à Stockholm, le 27 juillet 1928.

² Vol. VI, page 379 ; vol. XI, page 404 ; vol. XV, page 304 ; vol. XXIV, page 152 ; vol. XXVII, page 416 ; vol. XXXIX, page 165 ; vol. XLV, page 96 ; vol. L, page 159 ; vol. LIV, page 387 ; vol. LXIX, page 70 ; vol. LXXII, page 452 ; et vol. LXXVIII, page 435, de ce recueil.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.No. 1807. — CONCILIATION TREATY² BETWEEN THE NETHERLANDS AND SWEDEN. SIGNED AT THE HAGUE, MAY 21, 1927.

French official text communicated by the Swedish Minister for Foreign Affairs and the Netherlands Minister at Berne. The registration of this Treaty took place August 3, 1928.

HIS MAJESTY THE KING OF SWEDEN and HER MAJESTY THE QUEEN OF THE NETHERLANDS, being desirous of strengthening the ties of friendship which unite Sweden and the Netherlands and of promoting the pacific settlement, by conciliation, of any disputes which may arise between the two countries and are not settled in some other manner, have decided to conclude a treaty for that purpose, and have appointed as their Plenipotentiaries :

HIS MAJESTY THE KING OF SWEDEN :

His Excellency M. A. J. P. DE ADLERCREUTZ, His Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary at The Hague ;

HER MAJESTY THE QUEEN OF THE NETHERLANDS :

His Excellency Jonkheer F. BEELAERTS VAN BLOKLAND, Her Minister for Foreign Affairs ;

Who, after having communicated their full powers, found in good and due form, have agreed upon the following provisions :

Article I.

Any dispute of whatsoever nature arising between the High Contracting Parties which it may not have been possible to settle through the diplomatic channel within a reasonable period, and which is not capable of judicial or arbitral settlement in accordance with Article 36, paragraph 2, of the Statute³ of the Permanent Court of International Justice or in conformity with any other international convention in force between the High Contracting Parties, shall be submitted, at the request of either or both of the Parties, to a permanent conciliation commission for examination and report.

The High Contracting Parties may agree that a dispute which is capable of judicial or arbitral settlement shall first be submitted to the procedure of conciliation. If in any dispute of this nature one of the Parties does not accept the Commission's proposals within a reasonable period, either of them may submit the dispute to the Permanent Court of International Justice.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

² The exchange of ratifications took place at Stockholm, July 27, 1928.

³ Vol. VI, page 379 ; Vol. XI, page 404 ; Vol. XV, page 304 ; Vol. XXIV, page 152 ; Vol. XXVII, page 416 ; Vol. XXXIX, page 165 ; Vol. XLV, page 96 ; Vol. L, page 159 ; Vol. LIV, page 387 ; Vol. LXIX, page 70 ; Vol. LXXII, page 452 ; and Vol. LXXVIII, page 435, of this Series.

Article 2.

La Commission permanente de conciliation se compose de cinq membres.

Les Hautes Parties contractantes nomment chacune un membre à leur gré et désignent les trois autres d'un commun accord. Ces trois membres ne doivent ni être des ressortissants des Etats contractants, ni avoir leur domicile sur leur territoire ou se trouver ou s'être trouvés à leur service.

Le président de la commission est nommé d'un commun accord parmi les membres désignés en commun.

La commission sera constituée dans les six mois qui suivront l'échange des ratifications du présent traité.

Si la nomination des membres à désigner en commun ou du président n'intervient pas dans les six mois à compter de l'échange des ratifications ou, en cas de retraite ou de décès, dans les deux mois à compter de la vacance du siège, le président de la Confédération suisse sera prié, au besoin par une seule des Parties, de procéder à ces nominations.

Article 3.

Les membres de la commission sont nommés pour trois ans. Sauf accord contraire entre les Hautes Parties contractantes, ils ne pourront être révoqués pendant la durée de leur mandat. En cas de décès ou de retraite d'un membre, il devra être pourvu à son remplacement pour le reste de la durée de son mandat.

Si le mandat d'un membre désigné d'un commun accord expire sans qu'aucune des Parties s'oppose à son renouvellement, le mandat est censé renouvelé pour une nouvelle période de trois ans. De même, si, à l'expiration du mandat d'un membre désigné par l'une des Parties, cette Partie n'a pas pourvu à son remplacement, son mandat sera censé renouvelé pour trois ans.

Un membre dont le mandat expire pendant la durée d'une procédure en cours, continue à prendre part à l'examen du différend jusqu'à clôture de la procédure.

Article 4.

La Commission de conciliation déterminera son siège. Elle pourra en décider librement le transfert.

Article 5.

Dans les quinze jours qui suivent la notification d'une demande de conciliation à la Commission permanente, chacune des Hautes Parties contractantes pourra remplacer le membre librement désigné par elle par une personne possédant une compétence spéciale dans la matière qui fait l'objet du différend.

La partie qui entendrait user de ce droit, en avertira immédiatement la partie adverse ; dans ce cas, celle-ci pourra user du même droit dans un délai de quinze jours à compter de la notification qu'elle a reçue.

Au cas où l'un des membres de la Commission de conciliation désignés en commun par les Parties contractantes serait momentanément empêché de prendre part aux travaux de la commission par suite de maladie ou de toute autre circonstance, les Parties s'entendront pour désigner un suppléant, s'il y a lieu, qui siégera temporairement à sa place.

Si la désignation de ce suppléant n'intervient pas dans un délai de trois mois à compter de la vacance temporaire du siège, le président de la Confédération suisse sera prié par les deux Parties ou l'une d'elles de le désigner.

Chaque Partie se réserve de nommer immédiatement un suppléant pour remplacer temporairement le membre permanent désigné par elle qui, par suite de maladie ou de toute autre circonstance, se trouverait momentanément empêché de prendre part aux travaux de la commission. La Partie qui entendrait user de ce droit, en avertira immédiatement la Partie adverse.

Article 2.

The Permanent Conciliation Commission shall be composed of five members.

Each High Contracting Party shall appoint one member of its own choosing, the other three being selected by agreement. The latter may not be nationals of the Contracting States, nor may they be domiciled in their territory or be or have been employed in their service.

The President of the Commission shall be appointed by agreement from among the jointly selected members.

The Commission shall be set up within six months of the exchange of ratifications of the present Treaty.

If the appointment of the members to be nominated jointly or the appointment of the President is not made within six months after the exchange of ratifications, or, in case of resignation or death, within two months after the vacancy occurs, the President of the Swiss Confederation shall be requested, if necessary by one of the Parties only, to make the appointments in question.

Article 3.

The members of the Commission shall be appointed for three years. Their appointment shall not be revoked during the term of their mandate unless the High Contracting Parties decide otherwise. In the event of the death or resignation of a member, arrangements shall be made to replace him for the remainder of his mandate.

If the mandate of a member selected by agreement expires and if neither Party is opposed to its renewal, it shall be deemed to be renewed for a further period of three years. Similarly, if on the expiry of the mandate of a member appointed by one of the Parties, no arrangements have been made by that Party to replace him, his mandate shall be deemed to be renewed for three years.

A member whose mandate expires while proceedings are in progress shall continue to take part in the examination of the dispute until the close of the proceedings.

Article 4.

The Conciliation Commission shall fix its own meeting place and shall be at liberty to change it.

Article 5.

Within a fortnight following the notification of a request for conciliation to the Permanent Commission, either of the High Contracting Parties may replace the member of its own choosing by a person possessing special competence in the matter which forms the subject of the dispute.

If either Party intends to make use of this right, it shall immediately notify the other Party. In this case the latter may avail itself of the same right within a fortnight after receiving the notification.

Should any member of the Conciliation Commission jointly selected by the Contracting Parties be temporarily prevented from taking part in the Commission's work by illness or for any other reason, the Parties shall if necessary jointly select a substitute, who will sit temporarily in his place.

If the appointment of this substitute is not made within three months from the time when the temporary vacancy occurs, the President of the Swiss Confederation shall be requested by either or both of the Parties to make the appointment.

Either Party may appoint forthwith a substitute to replace temporarily the permanent member of its own choosing, if as a result of illness or for any other reason the latter is temporarily prevented from taking part in the Commission's work. If either Party intends to make use of this right, it shall immediately notify the other Party.

Article 6.

La Commission de conciliation a pour tâche d'examiner tout différend qui lui serait soumis par les Hautes Parties contractantes et de rédiger un rapport qui déterminera l'état des faits et contiendra, toutes les fois que les circonstances le permettront, des propositions en vue du règlement du différend.

Article 7.

La Commission de conciliation est saisie sur requête adressée à son président par les deux Hautes Parties contractantes ou par l'une d'entre elles. Dans ce dernier cas, notification de la requête sera faite en même temps à l'autre Partie.

Article 8.

Les Hautes Parties contractantes ont le droit de nommer auprès de la commission des agents spéciaux qui serviront, en même temps, d'intermédiaires entre elles et la commission.

Article 9.

Les Hautes Parties contractantes s'engagent à faciliter, dans la plus large mesure possible, les travaux de la commission et, en particulier, à user de tous les moyens dont elles disposent, d'après leur législation intérieure, pour lui permettre de procéder, sur leur territoire, à la citation et à l'audition de témoins ou d'experts, ainsi qu'à des descentes sur les lieux. La commission décidera si la production des preuves aura lieu en séance plénière ou devant un ou plusieurs de ceux parmi ses membres qui ont été désignés en commun.

Article 10.

Les délibérations de la commission ont lieu à huis clos, à moins que la commission, d'accord avec les Parties, n'en décide autrement.

Article 11.

La procédure devant la commission est contradictoire.

La commission réglera elle-même la procédure, en tenant compte, sauf décision contraire prise à l'unanimité, des dispositions contenues au titre III de la Convention de La Haye pour le règlement pacifique des conflits internationaux¹ du 18 octobre 1907.

Article 12.

Sauf disposition contraire du présent traité, les décisions de la commission sont prises à la majorité simple des voix.

Article 13.

La Commission présentera son rapport dans les six mois à compter du jour où elle aura été saisie du différend, à moins que les Hautes Parties contractantes ne décident d'un commun accord

¹ DE MARTENS, *Nouveau Recueil général de Traités*, troisième série, tome III, page 360.

Article 6.

The task of the Conciliation Commission shall be to examine any dispute which may be submitted to it by the High Contracting Parties, and to draw up a report which shall determine the facts of the case and, whenever circumstances permit, shall contain proposals for the settlement of the dispute.

Article 7.

The Conciliation Commission shall be informed by means of a request addressed to its President by both High Contracting Parties or by either of them. In the latter case, the request shall be notified at the same time to the other Party.

Article 8.

The High Contracting Parties shall be entitled to appoint to the Commission special agents, who will also serve as intermediaries between them and the Commission.

Article 9.

The High Contracting Parties undertake to give the Commission all possible assistance in its work and, in particular, to employ all the means at their disposal, in accordance with their domestic legislation, to allow it to proceed in their territory to the summoning and hearing of witnesses or experts, and to visit the localities in question. The commission shall decide whether evidence shall be given in a plenary meeting or before one or more of the members jointly selected.

Article 10.

The deliberations of the Conciliation Commission shall be held in private unless, in agreement with the Parties, the Commission decides otherwise.

Article 11.

In proceedings before the Commission both parties shall be heard.

The Commission shall lay down its own procedure, regard being had, unless it decides unanimously to the contrary, to the provisions contained in Chapter III of the Hague Convention of October 18, 1907, for the Pacific Settlement of International Disputes¹.

Article 12.

Unless otherwise provided in the present Treaty, the Commission shall take its decisions by a simple majority vote.

Article 13.

The Commission shall present its report within six months from the date on which the dispute was submitted to it, unless the High Contracting Parties agree to shorten or extend this period.

¹ *British and Foreign State Papers*, Vol. 100, page 298.

d'abréger ou de proroger ce délai. La commission, de son côté, a le droit de proroger ce délai une seule fois. Une fois la procédure commencée, il ne sera plus loisible aux Hautes Parties contractantes de l'abréger.

L'avis motivé des membres restés en minorité sera consigné dans le rapport.

Un exemplaire du rapport sera remis à chacune des Parties.

Le rapport n'a, ni en ce qui concerne l'exposé des faits, ni en ce qui concerne les considérations juridiques, un caractère obligatoire.

A la communication du rapport, la commission peut suggérer aux deux Parties de faire savoir dans un délai à indiquer dans le rapport, si et dans quelle mesure elles reconnaissent comme exactes les constatations du rapport et acceptent les propositions y contenues.

Il appartient aux Parties de se mettre d'accord sur le point de savoir si le rapport sera, oui ou non, publié immédiatement. Au cas où elles ne parviendraient pas à cet accord, la commission, de son côté, peut faire procéder, pour des raisons spéciales, à une prompte publication.

Article 14.

Pendant la durée effective de la procédure, les membres de la commission reçoivent une indemnité dont le montant sera arrêté entre les Hautes Parties contractantes.

Chaque Partie supporte ses propres frais et une part égale des frais de la commission.

Article 15.

Durant le cours de la procédure de conciliation, les Hautes Parties contractantes s'abstiendront de toute mesure pouvant avoir une répercussion préjudiciable sur l'acceptation des propositions de la Commission permanente de conciliation.

Article 16.

Le présent traité sera ratifié et les instruments de ratification en seront échangés à Stockholm dans le plus bref délai possible.

Le traité est conclu pour la durée de dix ans à compter de l'échange des instruments de ratification. S'il n'est pas dénoncé six mois au moins avant l'expiration de ce terme, il demeure en vigueur pour une nouvelle période de dix ans, et ainsi de suite.

Si une procédure de conciliation est pendante lors de l'expiration du présent traité, elle suivra son cours conformément aux dispositions du présent traité ou de toute autre convention que les Hautes Parties contractantes seraient convenues de lui substituer.

En foi de quoi les plénipotentiaires susnommés ont signé le présent traité et y ont apposé leurs cachets.

Fait en double; à La Haye, le 21 mai 1927.

(L. S.) ADLERCREUTZ.

(L. S.) BEELAERTS VAN BLOKLAND.

Certifié pour copie conforme :

Stockholm,
au Ministère royal des Affaires étrangères,
le 30 juillet 1928.

Le Chef des Archives,
Comte Lewenhaupt.

The Commission for its part, shall have the right to extend this period once only. As soon as the procedure has begun, the High Contracting Parties shall no longer be permitted to shorten it.

The report shall contain the reasoned opinion of the members who form the minority.

A copy of the report shall be sent to each Party.

The report shall not be binding as regards either the statement of facts or the legal considerations.

When the report is communicated, the Commission may suggest to the two Parties that, within a period to be stated in the report, they should make known whether and to what extent they agree with the findings of the report and accept the proposals contained therein.

It shall be for the Parties to agree as to whether the report shall or shall not be immediately published. Should they not arrive at such an agreement, the Commission may itself, for special reasons, order publication without delay.

Article 14.

For the actual duration of the procedure the members of the Conciliation Commission shall receive an allowance to be fixed by arrangement between the High Contracting Parties.

Each Party shall bear its own costs and half the costs of the Commission.

Article 15.

During the procedure of conciliation, the High Contracting Parties shall abstain from all measures which might prejudicially affect the acceptance of the proposals of the Permanent Conciliation Commission.

Article 16.

The present Treaty shall be ratified and the instruments of ratification shall be exchanged at Stockholm as soon as possible.

The Treaty is concluded for a period of ten years from the exchange of the instruments of ratification. Unless denounced at least six months before the expiration of that period, it shall remain in force for a further period of ten years, and similarly thereafter.

If conciliation proceedings are pending at the time when the present Treaty expires, they shall be continued in accordance with the provisions of the present Treaty or of any other convention which the High Contracting Parties may have agreed to substitute therefor.

In faith whereof, the above-mentioned Plenipotentiaries have signed the present Treaty and have thereto affixed their seals.

Done, in duplicate, at the Hague, May 21, 1927.

(L. S.) ADLERCREUTZ.

(L. S.) BEELAERTS VAN BLOKLAND.

N° 1808.

COLOMBIE ET SAINT-SIÈGE

Convention concernant les missions.

Signée à Bogota, le 5 mai 1928.

**COLOMBIA
AND THE HOLY SEE**

Convention regarding Missions.

Signed at Bogota, May 5, 1928.

TEXTE ESPAGNOL. — SPANISH TEXT.

Nº 1808. — CONVENIO SOBRE MISIONES ENTRE LA REPÚBLICA DE COLOMBIA Y LA SANTA SEDE. FIRMADO EN BOGOTÁ, EL 5 DE MAYO DE 1928.

Texte officiel espagnol communiqué par le représentant de la Colombie au Conseil de la Société des Nations. L'enregistrement de cette convention a eu lieu le 3 août 1928.

Spanish official text communicated by the Colombian Representative on the Council of the League of Nations. The registration of this Convention took place August 3, 1928.

Los infrascritos, a saber : Carlos URIBE, Ministro de Relaciones Exteriores de Colombia, y Paolo GIOBBE, Arzobispo de Tolomaida, Nuncio Apostólico de Su Santidad Pio XI cerca del Gobierno de Colombia, debidamente autorizados al efecto, han acordado celebrar la siguiente Convención sobre Misiones entre la República de Colombia y la Santa Sede.

Artículo I.

El Gobierno de Colombia y la Santa Sede aceptan complacidos la oferta que por conducto de los superiores respectivos han hecho o hagan las diferentes Ordenes y Congregaciones religiosas, de continuar con las Misiones que actualmente tienen y de tomar a su cargo aquellas que les fueren asignadas, suministrando el personal que el sostenimiento y ensanche de ellas exijan.

Artículo II.

Las Misiones erigidas con territorios separados son las siguientes : tres Vicariatos Apostólicos, a saber : de la Goajira, de Casanare y de los Llanos de San Martín ; siete Prefecturas Apostólicas, a saber : del Caquetá, del Chocó, de Tierradentro, de Arauca, de Urabá, del Sinú y de Tumaco, la Misión de San Andrés y Providencia.

Los territorios de estas Misiones estarán bajo la jurisdicción del respectivo Ordinario.

Artículo III.

Los límites de cada Misión se fijarán en un apéndice al presente Convenio.

Artículo IV.

El Vicario Apostólico de los Llanos de San Martín y el Prefecto Apostólico del Caquetá tomarán especial interés en establecer residencias en los principales puntos limítrofes con Venezuela, Brasil, Perú y Ecuador, en cuanto las comunicaciones y los recursos lo permitan.

Artículo V.

El Gobierno de la República en justa compensación del sacrificio que hacen los Misioneros para evangelizar a los indios de los territorios nacionales, contrae la obligación solemne de proveer, de manera invariable y sin interrupción, a las Misiones expresadas de los medios necesarios y suficientes para su vida y crecimiento, a medida que los recursos fiscales del país lo vayan consintiendo.

Artículo VI.

De acuerdo con el artículo 28 del Concordato de 1887¹, del artículo primero de la Convención de 4 de agosto de 1898, y de las Leyes 103 de 1890 y 76 de 1892, destínase por ahora para el sostenimiento de las Misiones la suma de setenta y cinco mil pesos (\$ 75,000) anuales que se descompone así: veinticinco mil pesos (\$ 25,000) señalados y acordados en el artículo primero de la Convención de 4 de agosto de 1898 en desarrollo del artículo 25 del Concordato, y cincuenta mil pesos (\$ 50,000) de los fondos votados por la Ley 103 de 1890.

Artículo VII.

El auxilio de cincuenta mil pesos (\$ 50,000) provenientes de los fondos asignados por la Ley 103 de 1890 será reconocido y pagado por semestres, y se destina principalmente para atender en parte a la construcción de edificios y demás gastos que requiera el establecimiento de las Misiones en la región colombiana bañada por los ríos Putumayo, Caquetá, Amazonas y sus afluentes.

Artículo VIII.

El pago del expresado auxilio de setenta y cinco mil pesos (\$ 75,000) anuales se hará por semestres anticipados en Bogotá al Representante de la Santa Sede, quien lo repartirá según lo que se disponga de común acuerdo con el Gobierno.

La Junta de Misiones, presidida por el Ilustrísimo señor Arzobispo Primado se encargará de la distribución del auxilio establecido por la Ley 14 de 1912.

Artículo IX.

El Gobierno de la República confiará a los Jefes de las Misiones la dirección de las escuelas públicas primarias para varones que funcionen en las parroquias, distritos o caseríos comprendidos dentro del territorio de la respectiva Misión, y cuya provisión fuere de la incumbencia del citado Gobierno.

Todos los establecimientos de enseñanza que existan en territorio de Misiones estarán bajo la inspección del Ordinario Jefe de la Misión respectiva, en conformidad con la Ley 39 de 1903, Título II, Capítulo I, y con el Decreto número 1403 del 18 de noviembre de 1910.

Artículo X.

El Gobierno de la República se compromete a conceder, en los lugares donde las hubiere, y por el tiempo de la duración del presente Convenio, la cantidad de tierras baldías requeridas para el

¹ *British and Foreign State Papers*, Vol. 79, page 818.

servicio y provecho de las Misiones, las cuales tierras se destinarán para huertas, sembrados, dehesas, etc. La extensión de terreno será preferente a toda otra concesión y se otorgará en conformidad con la ley vigente.

Artículo XI.

El Jefe de cada Misión presentará anualmente al Representante Pontificio o en ausencia de este al Metropolitano más inmediato, un informe sobre el estado de la Misión y el modo como se hayan invertido las sumas de dinero recibidas del Gobierno.

Los informes y cuentas se someterán inmediatamente al conocimiento del Gobierno de la República y de la Santa Sede.

Artículo XII.

Con el objeto de evitar cualquier peligro de opresión para los indígenas y de persecución para los Misioneros por parte de negociantes codiciosos, el Gobierno se compromete a fomentar la buena inteligencia entre sus agentes y los respectivos Jefes de Misiones, y a impedir por los medios a su alcance, que llegue a verse turbada en ningún sentido. Para este efecto, el nombramiento de los Jefes civiles se hará en personas de todo punto recomendables y reconocidamente favorables a las Misiones y Religiosos Misioneros, oyéndose previamente al Nuncio Apostólico; quedará reservada a las dos autoridades supremas la solución de las cuestiones que puedan suscitarse entre la autoridad civil y el Jefe de cada Misión a causa de medidas tomadas por éste en guarda del bien espiritual y de los intereses materiales amenazados de los indígenas, o en ejercicio de las funciones especiales que le asigna el artículo 13 de este Convenio; y será causa suficiente de remoción de los empleados del Gobierno una queja contra ellos del Jefe de la Misión, siempre que sea fundada en hechos comprobados.

Artículo XIII.

Para estimular a los indios a reunirse primeramente en familias y agruparse luego en las « reducciones », y con el objeto de facilitar al mismo tiempo a la autoridad civil el desempeño de las funciones que naturalmente le incumben, el Jefe de la respectiva Misión aunará al fin primordial de su cargo, que es el de la civilización cristiana, el del fomento de la prosperidad material del territorio y de los indios en él establecidos. Cuidará, por lo tanto, de estudiar diligentemente los productos de la región a su cargo, y enviará de tiempo en tiempo informes al Gobierno de la República, proponiéndole además los métodos que las circunstancias aconsejen como más adecuados para derivar mayores ventajas de esos productos y cuidará también de difundir entre los indios las industrias más convenientes. El Gobierno por su parte se compromete a ayudar a los Jefes de las Misiones en todo lo que se refiere al desarrollo de la agricultura y de la industria en la región respectiva y de amparar eficazmente las propiedades de los indígenas.

Artículo XIV.

Los Ordinarios de los territorios de Misiones en Colombia gozarán de los mismos privilegios que los otros Ordinarios diocesanos en relación con el foro judicial conforme lo establecido en la Convención adicional al Concordato, promulgada con la Ley 34 de 1892.

Artículo XV.

El Jefe de cada Misión designará con la aprobación del Representante Pontificio en Bogotá, un Síndico o Procurador eclesiástico al efecto de representarlo en todas las gestiones administrativas sea públicas sea privadas.

Artículo XVI.

El presente Convenio, salvo la estabilidad y desenvolvimiento espiritual de las Misiones y en especial de los Vicariatos y Prefecturas Apostólicas, estará en vigor durante veinticinco años, cumplidos los cuales, las Altas Partes Contratantes podrán prorrogarlo por el tiempo que fuere necesario o subrogarlo con otro nuevo, en vista de los resultados obtenidos en la obra de reducción y evangelización de los indígenas.

En fe de lo cual los expresados Plenipotenciarios firman, en doble ejemplar, la presente Convención y la sellan con sus respectivos sellos, en Bogotá, a cinco de mayo de mil novecientos veintiocho.

(L. S.) Carlos URIBE.

(L. S.) † PAOLO,
Arzobispo de Tolemaida,
Nuncio Apostolico.

Imprenta Nacional
Bogotá 22 de Junio de 1928
Es auténtico

El director :

S. Correal Torres.

Colombia Ministerio de Gobierno seccion 1ª.

Bogotá 25 de Junio de 1928

Certifico que el Señor S. Correal Torres desempeña las funciones de Director de la Imprenta Nacional el día 22 de los corrientes y que es auténtica la firma suya puesta al pie de la anterior autenticación.

El Secretario :

Francisco Castilla.

Ministerio de Relaciones exteriores

Bogotá, 25 de Junio de 1928.

Nº 1354.

Legalízase la Firma del Señor Francisco Castilla quien ejercía el cargo de Secretario del Ministerio de Gobierno el día 25 de Junio de 1928.

El Secretario :

Victor M. Londoño.

¹ TRADUCTION.

N° 1808. — CONVENTION ENTRE
LA RÉPUBLIQUE DE COLOMBIE
ET LE SAINT-SIÈGE,
CONCERNANT LES MISSIONS.
SIGNÉE A BOGOTA, LE 5 MAI
1928.

Les soussignés, à savoir : Carlos URIBE, ministre des Affaires étrangères de Colombie, et Paolo GIOBBE, Archevêque de Tolémaida, Nonce apostolique de Sa Sainteté Pie XI auprès du Gouvernement de Colombie, dûment autorisés à cet effet, ont résolu de conclure la convention suivante, sur les Missions, entre la République de Colombie et le Saint-Siège.

Article premier.

Le Gouvernement colombien et le Saint-Siège sont heureux d'accepter l'offre que les différents ordres et congrégations religieuses leur ont adressés ou pourraient leur adresser par l'intermédiaire de leurs supérieurs respectifs, de continuer à entretenir les missions dont ils s'occupent actuellement et de prendre à leur charge celles qui leur seront assignées, en fournissant le personnel que l'entretien et le développement de ces missions nécessitent.

Article II.

Les Missions instituées sur des territoires distincts sont les suivantes : trois vicariats apostoliques, à savoir ceux de la Goajira, de Casanare et des Plaines de Saint-Martin ; sept préfectures apostoliques, à savoir celles de Caqueta, du Choco, de Tierradentro, d'Arauca, d'Uraba, du Sinu et de Tumaco, la Mission de Saint-André et de la Providence.

Les territoires de ces missions seront placés sous la juridiction de l'Ordinaire correspondant.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ TRANSLATION.

No. 1808. — CONVENTION BETWEEN THE COLOMBIAN REPUBLIC AND THE HOLY SEE, REGARDING MISSIONS. SIGNED AT BOGOTA, MAY 5, 1928.

The Undersigned : Carlos URIBE, Colombian Minister for Foreign Affairs, and Paolo GIOBBE, Archbishop of Tolémaida, Apostolic Nuncio of His Holiness Pius XI, accredited to the Colombian Government, being duly authorised for the purpose, have agreed upon the following Agreement concerning Missions, between the Colombian Republic and the Holy See.

Article I.

The Colombian Government and the Holy See accept with pleasure the offers, which, through their respective Superiors, the various religious Orders and Congregations have made or may make to continue the work of the Missions for which they are at present responsible and to take over any Missions which may be assigned to them, supplying such staff as is necessary for their maintenance and development.

Article II.

The Missions with separate districts shall be as follows : three Apostolic Vicariates, namely, la Goajira, Casanare and los Llanos de San Martin ; seven Apostolic Prefectures, namely, el Caqueta, el Choco, Tierradentro, Arauca, Uraba, el Sinu y Tumaco, and the Mission San Andrés y Providencia.

The Districts served by these Missions shall be subject to the jurisdiction of the respective Ordinaries.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

Article III.

Les limites de chaque mission seront fixées dans un appendice à la présente convention.

Article IV.

Le vicaire apostolique des Plaines de Saint-Martin et le préfet apostolique de Caqueta prendront particulièrement soin de créer des résidences aux principaux points limitrophes du Venezuela, du Brésil, du Pérou et de l'Equateur, dans la mesure où les communications et les ressources le permettent.

Article V.

Le Gouvernement de la République, en juste retour du sacrifice que consentent les missionnaires pour évangéliser les Indiens des territoires nationaux, assume solennellement l'obligation de fournir, d'une manière invariable et sans interruption, aux missions susmentionnées, les moyens nécessaires et suffisants pour leur permettre de vivre et de se développer, au fur et à mesure que les ressources financières du pays le permettront.

Article VI.

Conformément à l'article 28 du Concordat de 1887, à l'article premier de la Convention du 4 août 1898, et aux lois 103 de 1890 et 76 de 1892, la somme de soixante-quinze mille pesos (\$ 75.000) par an est affectée dès maintenant à l'entretien des Missions; cette somme se décompose comme suit : vingt-cinq mille pesos (\$ 25.000) mentionnés et convenus à l'article 1^{er} de la Convention du 4 août 1898 par application de l'article 25 du Concordat, et cinquante mille pesos (\$ 50.000) provenant des fonds attribués par la loi 103 de 1890.

Article VII.

La subvention de cinquante mille pesos (\$50.000) provenant des fonds fixés par la loi 103 de 1890, sera ordonnancée et payée par semestres; cette somme est destinée principalement à couvrir en partie les frais de la construction des édifices, ainsi que d'autres dépenses que nécessite l'établissement des missions dans la région de la Colombie baignée par les rivières Putumayo, Caqueta, l'Amazone et leurs affluents.

Article III.

The boundaries of each Mission shall be defined in an appendix to the present Agreement.

Article IV.

It shall be the special duty of the Apostolic Vicar of los Llanos de San Martin and of the Apostolic Prefect of el Caqueta to establish stations at the main posts on the Venezuelan, Brazilian, Peruvian and Ecuadorian frontiers so far as means of communication and funds permit.

Article V.

As reasonable compensation for the heavy burden imposed on the missionaries in bringing the Gospel to the Indians on Colombian territory, the Government of the Republic formally undertakes to provide the said Missions, permanently and uninterruptedly with sufficient means for their subsistence and development, in so far as the financial resources of the country permit.

Article VI.

In accordance with Article 28 of the Concordat of 1887, Article 1 of the Agreement of August 4, 1898, and Laws No. 103 of 1890 and No. 76 of 1892, a yearly sum of seventy-five thousand pesos (\$ 75,000) shall henceforth be set aside for the maintenance of the Missions. This sum shall be made up as follows : twenty-five thousand pesos (\$ 25,000) granted under the terms of Article 1 of the Agreement of August 4th, 1898, in fulfilment of Article 25 of the Concordat, and fifty thousand pesos (\$ 50,000) from the funds voted by Law No. 103 of 1890.

Article VII.

The grant of fifty thousand pesos (\$ 50,000) from the funds voted by Law No. 103 of 1890, shall be paid half-yearly and used mainly for defraying part of the cost of building and other expenses occasioned by the establishment of Missions in that part of Colombia which is watered by the Putumayo, Caqueta and Amazon rivers and their tributaries.

Article VIII.

La subvention susmentionnée de soixante-quinze mille pesos (\$ 75,000) par an sera versée par semestres et d'avance, à Bogota, au représentant du Saint-Siège, qui la répartira selon les dispositions prises d'un commun accord avec le gouvernement.

Le Comité des missions, présidé par Son Eminence l'Archevêque-Primat, sera chargé de la répartition de la subvention établie par la loi 14 de 1912.

Article IX.

Le Gouvernement de la République confiera aux chefs des missions la direction des écoles publiques primaires pour garçons, qui se trouvent dans les paroisses, districts ou bourgades du territoire de la mission correspondante et qui seraient autrement à la charge dudit gouvernement.

Tous les établissements d'enseignement situés sur le territoire des missions seront placés sous l'inspection de l'Ordinaire, chef de la mission correspondante, conformément à la Loi 39 de 1903, Titre II, Chapitre I, et au Décret n° 1403, du 18 novembre 1910.

Article X.

Le Gouvernement de la République s'engage à concéder, là où elles existent et pour la durée de l'application de la présente convention, la quantité de terres incultes requises pour le service et pour l'entretien des missions; ces terres seront destinées à être transformées en jardins potagers, champs de céréales, pâturages, etc. L'octroi de ce terrain aux Missions aura la priorité sur toute autre concession et s'effectuera conformément à la loi en vigueur.

Article XI.

Le chef de chaque mission présentera annuellement au représentant du Saint-Siège ou, en l'absence de ce dernier, à l'Archevêque venant immédiatement après lui dans la hiérarchie, un rapport sur la situation de la mission et sur la manière dont les sommes reçues du gouvernement auront été employées.

Article VIII.

The above-mentioned yearly grant of seventy-five thousand pesos (\$ 75,000) shall be paid in advance half-yearly to the Representative of the Holy See at Bogota, who shall distribute it in the manner agreed upon with the Government.

The Missions Committee, under the Chairmanship of His Eminence the Primate, shall be responsible for allocating the grant provided for by Law No. 14 of 1912.

Article IX.

The Government of the Republic shall entrust to the Heads of Missions the management of the public elementary schools for boys in the parishes, districts or villages within the area served by each Mission, for which the Government would otherwise have to make provision.

All educational establishments in districts served by the Missions shall in conformity with Law No. 39 of 1903, Section II, Part I, and Decree No. 1403 of November 18, 1910, be subject to inspection by the Ordinary at the head of the respective Mission.

Article X.

The Government of the Republic undertakes to concede, wherever such land exists and for the duration of the present Convention, all the unoccupied land required for the use and maintenance of the Missions, the said land being intended for kitchen gardens, crops, pasturage, etc. The above-mentioned concession of land shall have priority over all other requests for concessions and the land shall be granted in conformity with existing law.

Article XI.

The Head of each Mission shall submit yearly to the Papal Representative or, in his absence, to the Archbishop next in order of precedence, a report on the Mission and the uses to which the Government grants have been put.

Lesdits rapports et comptes seront portés immédiatement à la connaissance du Gouvernement de la République et du Saint-Siège.

Article XII.

En vue d'éviter que des négociants cupides oppriment les indigènes ou persécutent les missionnaires, le gouvernement s'engage à développer la bonne entente entre ses agents et les chefs de missions et à empêcher, par les moyens en son pouvoir, que cette bonne entente soit troublée d'une manière quelconque. A cet effet, on ne nommera chefs de l'Administration civile que des personnes en tous points recommandables et nettement favorables aux missions et aux missionnaires religieux, après consultation préalable du Nonce apostolique ; on réservera aux deux autorités suprêmes le règlement des questions qui pourraient surgir entre l'autorité civile et le chef de chaque mission au sujet de mesures prises par ce dernier pour la sauvegarde des intérêts spirituels et matériels des indigènes qui pourraient être menacés, ou dans l'exercice des fonctions spéciales que lui assigne l'article XIII de la présente convention. Une plainte portée contre les employés du gouvernement par le chef de la mission, à condition qu'elle soit fondée sur des faits dûment établis, sera une cause suffisante de déplacement.

Article XIII.

En vue d'encourager les Indiens à se réunir tout d'abord en familles et à se grouper ensuite dans les réserves (*reducciones*), et en vue de faciliter en même temps à l'autorité civile l'exécution des fonctions qui lui incombent naturellement, le chef de la mission associera à la fin primordiale de sa charge, qui est une fin de civilisation chrétienne, une activité tendant au développement de la prospérité matérielle du territoire et des Indiens qui y sont établis. Il s'efforcera, par conséquent, d'étudier attentivement les produits de la région dont il a la charge et il enverra sur ce sujet des renseignements au Gouvernement de la République, en proposant, en outre, les méthodes qui, en raison des circonstances, lui paraissent les plus propres à tirer les plus grands avantages de ces produits, et il tâchera également de propager

These reports and accounts shall be submitted without delay to the Government of the Republic and to the Holy See.

Article XII.

With a view to avoiding any oppression of natives or persecution of missionaries by covetous traders, the Government undertakes to foster friendly relations between its officials and the respective Heads of Missions, and to prevent, by every means at its disposal, these friendly relations from being in any way disturbed. To this end, care shall be taken to appoint as Heads of the Civil Administration only such persons as are of good repute in every respect and are favourably disposed towards the Missions and missionary Orders; the Apostolic Nuncio shall be consulted beforehand with regard to these appointments. The two supreme authorities shall alone be entitled to settle questions arising between the civil authority and the Heads of Missions as a result of steps taken by the latter to safeguard the spiritual welfare and material interests of the natives should these be threatened, or steps taken in the exercise of the special duties devolving upon them in virtue of Article XIII of the present Agreement. A complaint lodged by the Head of a Mission against a Government official shall be sufficient grounds for the removal of that official, provided the complaint be based on proved facts.

Article XIII.

In order to encourage the Indians to group themselves first into communities and afterwards into "reserves" (*reducciones*) and also with a view to aiding the civil authority in the discharge of its duties, the Head of each Mission shall endeavour, in addition to the primary work of promoting Christian civilisation, to foster the material prosperity of the district and of the Indians settled therein. He shall accordingly make a careful survey of the products of the region under his care, and shall forward a report on the subject to the Government of the Republic, indicating the methods by which, according to circumstances, greater profit might be derived therefrom; he shall also take steps to establish suitable industries among the Indians. The Government, for its part, undertakes to assist the Heads of Missions in

parmi les Indiens les industries les plus utiles. Le gouvernement, de son côté, s'engage à aider les chefs des missions pour tout ce qui concerne le développement de l'agriculture et de l'industrie dans la région où ils se trouvent et à protéger efficacement les propriétés des indigènes.

Article XIV.

Les Ordinaires des territoires des missions en Colombie jouiront des mêmes privilèges que les autres Ordinaires diocésains dans leurs rapports avec les tribunaux, conformément aux dispositions de la Convention additionnelle au Concordat, promulguée par la loi 34 de 1892.

Article XV.

Le chef de chaque mission désignera, avec l'approbation du représentant du Saint-Siège à Bogota, un syndic ou procureur ecclésiastique, chargé de le représenter dans toutes les procédures administratives, soit publiques soit privées.

Article XVI.

La présente convention, sauf en ce qui concerne les questions touchant la stabilité et le développement spirituel des missions et, en particulier, des vicariats et des préfectures apostoliques, demeurera en vigueur pendant vingt-cinq ans; à l'expiration de cette période, les Hautes Parties contractantes pourront la proroger pendant le temps qu'elles jugeront nécessaire, ou la remplacer par une nouvelle convention, en tenant compte des résultats obtenus dans l'œuvre de « réduction » et d'évangélisation des indigènes.

En foi de quoi les plénipotentiaires susmentionnés ont signé la présente convention, établie en double exemplaire, et y ont apposé leur sceau.

Fait à Bogota, le cinq mai mil neuf cent vingt-huit.

(L. S.) CARLOS URIBE.

(L. S.) † PAOLO,

*Archevêque de Tolemaida,
Nonce apostolique.*

all matters connected with the development of agriculture and industry in their districts and to afford effective protection to the property of natives.

Article XIV.

In accordance with the terms of the Additional Agreement to the Concordat promulgated by Law No. 34 of 1892, Ordinaries of Districts served by Missions in Colombia shall enjoy the same privileges as other diocesan Ordinaries in their relations with the Courts of Law.

Article XV.

The Head of each Mission shall, with the approval of the Papal representative at Bogotá, appoint an Ecclesiastical Syndic or Procurator to represent him in all public or private administrative proceedings.

Article XVI.

The present Agreement shall remain in force for a period of twenty-five years, subject to the stability and spiritual development of the Missions, and in particular the Apostolic Vicariates and Prefectures. On the expiration of this period the High Contracting Parties may prolong the Agreement for such time as may be necessary or may replace it by a new agreement, regard being had to the results obtained in the work of civilising and evangelising the natives.

In faith whereof the said Plenipotentiaries have signed the present Agreement in duplicate and sealed it with their respective seals at Bogotá on the fifth of May, one thousand nine hundred and twenty-eight.

*Archbishop of Tolemaida,
Apostolic Nuncio.*

N° 1809.

ALLEMAGNE, DANEMARK,
VILLE LIBRE DE DANTZIG,
ESTONIE, FINLANDE,
LETTONIE,
LITHUANIE, POLOGNE,
ET SUÈDE

Convention géodésique baltique. Si-
gnée à Helsinki (Helsingfors), le
31 décembre 1925.

GERMANY, DENMARK,
FREE CITY OF DANZIG,
ESTONIA, FINLAND,
LATVIA,
LITHUANIA, POLAND
AND SWEDEN

Baltic Geodetic Convention. Sig-
ned at Helsinki (Helsingfors), De-
cember 31, 1925.

TEXTE ALLEMAND. — GERMAN TEXT.

N° 1809. — CONVENTION ¹ GÉO-DÉSIQUE BALTIQUE. SIGNÉE A HELSINKI (HÉLSINGFORS), LE 31 DÉCEMBRE 1925.

N° 1809. — BALTISCHE GEODÄTISCHE KONVENTION ¹. GEZEICHNET IN HELSINKI (HÉLSINGFORS) AM 31. DEZEMBER 1925.

Textes officiels français et allemand communiqués par le ministre des Affaires étrangères de Suède, le consul général d'Allemagne à Genève, le ministre des Affaires étrangères de Finlande et le représentant permanent du Danemark à la Société des Nations. L'enregistrement de cette convention a eu lieu le 4 août 1928.

French and German official texts communicated by the Swedish Minister for Foreign Affairs, the German Consul-General at Geneva, the Finnish Minister for Foreign Affairs and the Permanent Representative of Denmark accredited to the League of Nations. The registration of this Convention took place August 4, 1928.

L'Allemagne, le Danemark, la Ville libre de Danzig, l'Estonie, la Finlande, la Lettonie, la Lithuanie, la Pologne et la Suède, dans le but de former pour douze ans une Commission géodésique baltique, ont désigné comme plénipotentiaires :

Deutschland, Dänemark, Freistadt Danzig Estland, Finnland, Lettland, Lithauen, Polen und Schweden haben, um für zwölf Jahre eine Baltische Geodätische Kommission zu gründen, beschlossen, eine Konvention abzuschliessen, und zu ihren Bevollmächtigten ernannt :

LE REICHSPRÄSIDENT D'ALLEMAGNE :

M. le Docteur Herbert HAUSCHILD, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire ;

DER DEUTSCHE REICHSPRÄSIDENT :

Herrn Dr. Herbert HAUSCHILD, Ausserordentlichen Gesandten und Bevollmächtigten Minister ;

S. M. le Roi de Danemark :

M. le Chambellan Flemming DE LERCHE, son envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire ;

S. M. DER KÖNIG VON DÄNEMARK :

Den Kammerherrn Flemming DE LERCHE, Seinen Ausserordentlichen Gesandten und Bevollmächtigten Minister ;

¹ Dépôt des ratifications :

Finlande, 23 avril 1926.
Suède, 29 juin 1926.
Danemark, 19 juillet 1926.
Allemagne, 9 décembre 1926.
Lettonie, 9 avril 1927.
Estonie, 28 juin 1927.
Pologne et Ville libre de Dantzig, 13 février 1928.
Lithuanie, 28 février 1928.

Adhésion.

Union des Républiques Sovietistes Socialistes, 9 février 1929.

¹ Deposit of ratifications :

Finland, April 23, 1926.
Sweden, June 29, 1926.
Denmark, July 19, 1926.
Germany, December 9, 1926.
Latvia, April 9, 1927.
Estonia, June 28, 1927.
Poland and Free City of Danzig, February 13, 1928.
Lithuania, February 28, 1928.

Accession.

Union of Socialist Soviet Republics, February 9, 1929.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE D'ESTONIE ;

M. Alexandre HELLAT, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire ;

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DE FINLANDE :

M. E. N. SETÄLÄ, ministre des affaires étrangères de Finlande ;

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DE LETTONIE :

M. Olgerd GROSWALD, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire ;

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DE LITHUANIE :

M. Jurgis SAVICKIS, chargé d'Affaires ;

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DE POLOGNE :

M. Tytus FILIPOWICZ, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire ;

S. M. LE ROI DE SUÈDE :

M. le baron Carl HAMILTON, son envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire ;

Qui, après s'être communiqués leurs pleins pouvoirs trouvés en bonne et due forme, ont convenus des dispositions suivantes :

Article premier.

Les Etats participants s'engagent à nommer et à entretenir un Comité géodésique baltique. Ce comité aura le devoir de pousser sur une base uniforme et selon des méthodes uniformes l'exécution des travaux géodésiques, principalement la triangulation de premier ordre, les mesures de bases, les déterminations astronomiques des lieux et les mesures de pesanteur sur une superficie entourant la Baltique et sur le territoire des pays adhérents, ainsi que d'en tirer les résultats communs. Les travaux serviront à des buts pratiques et scientifiques.

Article 2.

Chaque Etat nomme dans le comité un membre avec droit de vote et un nombre quelconque de membres sans droit de vote.

DER PRÄSIDENT DER REPUBLIK ESTLAND :

Herrn Alexandre HELLAT, Ausserordentlichen Gesandten und Bevollmächtigten Minister ;

DER PRÄSIDENT DER REPUBLIK FINNLAND :

Herrn Dr. E. N. SETÄLÄ, Minister des Äusseren ;

DER PRÄSIDENT DER REPUBLIK LETTLAND :

Herrn Olgerd GROSWALD, Ausserordentlichen Gesandten und Bevollmächtigten Minister ;

DER PRÄSIDENT DER REPUBLIK LITHAUEN :

Herrn Jürgis SAVICKIS, Geschäftsträger ;

DER PRÄSIDENT DER REPUBLIK POLEN :

Herrn Tytus FILIPOWICZ, Ausserordentlichen Gesandten und Bevollmächtigten Minister ;

S. M. DER KÖNIG VON SCHWEDEN :

Carl Freiherrn HAMILTON, Seinen Ausserordentlichen Gesandten und Bevollmächtigten Minister ;

Welche, nach Mitteilung ihrer in guter und gehöriger Form befindlichen Vollmachten, folgende Artikel vereinbart haben :

Artikel I.

Die vereinbarenden Staaten verpflichten sich, eine Baltische Geodätische Kommission zu gründen und zu unterhalten. Die Kommission hat die Aufgabe, die Ausführung der geodätischen Arbeiten, hauptsächlich Triangulierung erster Ordnung, Basismessungen, astronomische Ortsbestimmungen und Schwerkraftmessungen auf einer die Ostsee umschliessenden Fläche und auf dem Gebiete der angeschlossenen Staaten auf einheitlicher Grundlage und nach einheitlichen Methoden zu fördern, und die gemeinsamen Ergebnisse daraus abzuleiten. Die Arbeiten sollen praktischen und wissenschaftlichen Zwecken dienen.

Artikel 2.

Jeder Staat ernennt in die Kommission ein stimmberechtigtes Mitglied und eine beliebige Anzahl nicht stimmberechtigter Mitglieder.

Jusqu'à nouvel ordre, on considérera comme membres avec droit de vote les représentants avec droit de vote des différents Etats à la Conférence géodésique tenue à Helsingfors en 1924 et un membre à nommer par le Gouvernement danois.

Article 3.

Les affaires courantes du Comité géodésique baltique sont gérées par une direction composée du président, du vice-président et du secrétaire-général.

Seuls, les membres ayant droit de vote peuvent revêtir ces emplois.

Pour les affaires du comité, le Président traite directement avec le Ministère des Affaires étrangères de Finlande.

Article 4.

Sur invitation du président, le Comité géodésique baltique se réunit en général une fois par an en séance ordinaire.

Si au moins quatre membres ayant droit de vote le demandent, le président devra convoquer la commission à une séance extraordinaire.

Le comité fixe l'époque et le lieu de la séance.

Article 5.

Les votes et les élections auront lieu lors des séances et ne pourront se faire par écrit que dans des cas pressants.

Ils ne seront valables que si la moitié au moins des membres ayant droit de vote y ont pris part.

Un membre absent peut remettre sa voix à un membre quelconque présent à la séance. En cas d'égalités de voix le président départage.

Article 6.

Les membres de la direction sont élus à une séance pour la durée de trois ans. La même personne ne peut pas être réélue président pour

Bis auf weiteres gelten als stimmberechtigte Mitglieder die stimmberechtigten Vertreter der einzelnen Staaten bei der in Helsingfors 1924 abgehaltenen geodätischen Konferenz und ein von der Dänischen Regierung zu ernennendes Mitglied.

Artikel 3.

Die laufenden Geschäfte der Baltischen Geodätischen Kommission werden von dem Vorstande geführt, der aus dem Präsidenten, dem Vizepräsidenten und dem Generalsekretär besteht.

Nur stimmberechtigte Mitglieder können diese Ämter bekleiden.

Der Präsident verkehrt in den Angelegenheiten der Kommission unmittelbar mit dem finnischen Ministerium des Äussern.

Artikel 4.

Die Baltische Geodätische Kommission tritt auf Einladung des Präsidenten im allgemeinen in jedem Jahre einmal zu einer ordentlichen Tagung zusammen.

Wenn wenigstens vier stimmberechtigte Mitglieder es verlangen, hat der Präsident eine ausserordentliche Tagung anzuberaumen.

Zeit und Ort der Tagung bestimmt die Kommission.

Artikel 5.

Abstimmungen und Wahlen werden auf den Tagungen vorgenommen und können nur in dringenden Fällen auf schriftlichem Wege erfolgen.

Sie haben nur Gültigkeit, wenn wenigstens die Hälfte der stimmberechtigten Mitglieder an der Abstimmung oder der Wahl teilgenommen hat.

Ein abwesendes Mitglied kann seine Stimme einem an der Tagung teilnehmenden Mitgliede übertragen. Bei Stimmengleichheit entscheidet die Stimme des Präsidenten.

Artikel 6.

Die Vorstandsmitglieder werden auf einer Tagung für die Dauer von drei Jahren gewählt. Eine Wiederwahl derselben Person zum Präsi-

la période de service qui succède immédiatement à une autre période. Cette stipulation concerne aussi le vice-président.

Au cas où un membre de la direction se retire avant l'expiration de son mandat, son successeur sera au besoin élu par écrit pour la période de service restante.

Le 1^{er} janvier 1925 est le début de la première période de service de la direction. Le président, le vice-président et le secrétaire général élus par la Conférence géodésique de Helsingfors de 1924, sont confirmés pour cette période de service.

Article 7.

Pour la couverture des frais que comporte le Comité géodésique baltique, chaque Etat représenté payera une contribution annuelle. Celle-ci est fixée pour l'Allemagne, la Finlande et la Suède à 500 dollars-or, pour le Danemark, l'Estonie, la Lettonie, la Lithuanie, la Pologne et la Ville libre de Danzig à 250 dollars or chacun.

L'argent sert au paiement :

- a) Des frais de recherches des résultats communs ;
- b) Des frais d'impression ;
- c) De l'appointement du secrétaire général ;
- d) Des frais d'administration.

Le comité élabore chaque année un budget. La comptabilité relève de la direction et sera contrôlée par le comité.

Article 8.

Les contributions annuelles des Etats doivent être remises chaque année avant le 1^{er} mai au Ministère des Affaires étrangères de l'Etat auquel appartient le secrétaire général.

Article 9.

Chaque Etat doit pourvoir aux frais de ses propres travaux et aux appointements des membres qu'il délègue. Il doit lui-même publier les résultats de ses mesurages ou les faire connaître au comité d'une autre manière quelconque.

den ist für die unmittelbar folgende Amtsperiode nicht statthaft. Dasselbe gilt für den Vizepräsidenten.

Im Falle des vorzeitigen Ausscheidens eines Vorstandsmitgliedes wird erforderlichenfalls auf schriftlichem Wege ein Nachfolger für den Rest der laufenden Amtsperiode gewählt.

Als Beginn der ersten Amtsperiode des Vorstandes gilt der 1. Jan. 1925. Als Präsident, Vizepräsident und General-Sekretär für diese Periode werden die auf der geodätischen Konferenz in Helsingfors 1924 gewählten Personen bestätigt.

Artikel 7.

Zur Deckung der Unkosten der Baltischen Geodätischen Kommission zahlt jeder beteiligte Staat jährlich einen Beitrag. Dieser beträgt für Deutschland, Finnland und Schweden 500 Gold-dollar, für Dänemark, Estland, Lettland, Litauen, Polen und Freistadt Danzig 250 Gold-dollar für jeden.

Die Geldmittel dienen zur Bestreitung :

- a) der Kosten für die Ableitung der gemeinsamen Ergebnisse ;
- b) der Druckkosten ;
- c) der Entschädigung des General-Sekretärs ;
- d) der Geschäftsführungs-Kosten.

Die Kommission stellt jährlich einen Haushaltsplan auf. Die Verwaltung der Geldmittel obliegt dem Vorstande und wird von der Kommission überwacht.

Artikel 8.

Die jährlichen Beiträge der Staaten sind für jedes Kalenderjahr vor dem 1. Mai dem Ministerium des Äusseren des Staates, dem der General-Sekretär angehört, zu überweisen.

Artikel 9.

Jeder Staat hat die Kosten seiner eigenen Arbeiten und die Entschädigung der von ihm entsandten Mitglieder selbst zu tragen. Er hat die Ergebnisse seiner Messungen selbst zu veröffentlichen oder auf andere Weise der Kommission zugänglich zu machen.

Article 10.

Tout autre Etat qui désire prendre part aux travaux du Comité géodésique baltique a le droit d'adhérer à cet accord. La cotisation annuelle d'un Etat de trois millions d'habitants et plus est de 500 dollars or, celle d'un Etat de moins de trois millions d'habitants est de 250 dollars-or.

Les demandes d'adhésion seront adressées au Ministère des Affaires étrangères de Finlande. L'obligation de paiement commence le 1^{er} janvier de l'année où l'adhésion a eu lieu.

Article 11.

Le comité adoptera les statuts qui complèteront cet accord.

Article 12.

L'accord est conclu pour douze ans à partir du 1^{er} janvier 1925.

Si le comité juge utile de poursuivre son activité au delà de cette période, il fera connaître son opinion une année à l'avance au Ministère des Affaires étrangères de Finlande, pour que des pourparlers soient engagés pour le renouvellement de cet accord.

Article 13.

Cet accord rédigé en français et en allemand, tous deux équivalents, sera obligatoire quand il aura été ratifié par tous les Etats susmentionnés et que les actes de ratification auront été échangés à Helsingfors.

Conformément à l'article 7 les obligations entreront en vigueur le 1^{er} janvier 1925, indépendamment de la date de la ratification.

En foi de quoi les plénipotentiaires ont signé cet accord et l'ont revêtu de leurs sceaux.

Artikel 10.

Jeder andere Staat, der den Wunsch hat, sich an der Baltischen Geodätischen Kommission zu beteiligen, hat das Recht, dieser Vereinbarung beizutreten. Der jährliche Beitrag eines Staates mit 3 Millionen Einwohnern und darüber beträgt 500 Golddollar, der Beitrag eines Staates mit weniger als 3 Millionen Einwohnern beträgt 250 Golddollar.

Die Beitrittserklärungen sind an das finnische Ministerium des Äusseren zu richten. Die Beitragspflicht fängt mit dem 1. Januar des Jahres, in dem der Beitritt erfolgt, an.

Artikel 11.

Die Kommission setzt ihre diese Vereinbarung ergänzende Geschäftsordnung selbst fest.

Artikel 12.

Die Vereinbarung wird für eine Dauer von 12 Jahren abgeschlossen vom 1. Januar 1925 ab gezählt.

Wenn die Kommission die Fortsetzung ihrer Tätigkeit über diese Periode hinaus als zweckmässig erachtet, berichtet sie ein Jahr vor Ablauf darüber an das finnische Ministerium des Äusseren, das die Verhandlungen über eine Erneuerung der Vereinbarung in die Wege leitet.

Artikel 13.

Diese Vereinbarung, die in französischer und deutscher Sprache, die beide gleichberechtigt sind, abgefasst ist, ist bindend, nachdem sie von allen obengenannten Staaten ratifiziert ist und die Ratifikationsurkunden in Helsingfors ausgetauscht sind.

Die Verbindlichkeiten nach Art. 7 gelten unabhängig von dem Zeitpunkt der Ratifikation vom 1. Jan. 1925 ab.

Zur Sicherheit haben die Bevollmächtigten diese Vereinbarung unterzeichnet und mit ihren Siegeln versehen in 8 Exemplaren.

Fait en huit exemplaires à Helsinki (Helsingfors) le 31 décembre 1925.

Helsinki (Helsingfors) den 31. Dezember 1925.

Les plénipotentiaires :

Die Bevollmächtigten :

(L. S.) E. N. SETÄLÄ.

(L. S.) HELLAT.

(L. S.) O. GROSVOLD.

(L. S.) Jurgis SAVICKIS.

(L. S.) Dr. Herbert HAUSCHILD.

(Signé) 15. I. 1926.

(L. S.) HAMILTON.

(L. S.) F. LERCHE.

Sous la réserve que le crédit nécessaire pour l'adhésion du Danemark soit voté par le parlement.

Au moment de procéder à la signature de la présente convention le Gouvernement de la République polonaise déclare que la participation de la Pologne à cette convention portera ses effets en ce qui concerne la collaboration aux travaux immédiatement après la remise à la Pologne par le Gouvernement de la République allemande des matériaux concernant les travaux géodésiques sur les territoires polonais, accomplis par les géodésiens allemands avant le 10 janvier 1920, conformément au propos des délégués allemands, lequel propos se trouve aux pages 112 et 117 des comptes rendus des séances de la Conférence géodésique réunie à Helsinki (Helsingfors) du 28 juin au 2 juillet 1924.

HELSINKI (Helsingfors), le 12 avril 1926.

Pour la Pologne et la Ville libre de Danzig :

(L. S.) Tytus FILIPOWICZ.

Pour copie conforme :

Copenhague, le 14 septembre 1928.

Georg Cohn,

Chef du Service danois de la Société des Nations.

Certifié pour copie conforme :

Stockholm,

au Ministère royal des Affaires étrangères,
le 18 septembre 1926.

Le Chef des Archives :

Carl Sandgren.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 1809. — BALTIC GEODETIC CONVENTION. SIGNED AT HELSINKI (HELSINGFORS), DECEMBER 31, 1925.

Germany, Denmark, the Free City of Danzig, Estonia, Finland, Latvia, Lithuania, Poland and Sweden, being desirous of forming for twelve years a Baltic Geodetic Commission, have decided to conclude a Convention for that purpose and have appointed as their Plenipotentiaries the following :

THE PRESIDENT OF THE GERMAN REICH :

Dr. Herbert HAUSCHILD, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary.

HIS MAJESTY THE KING OF DENMARK :

M. Flemming DE LERCHE, Chamberlain, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary ;

THE PRESIDENT OF THE ESTONIAN REPUBLIC :

M. Alexandre HELLAT, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary.

THE PRESIDENT OF THE FINNISH REPUBLIC :

M. E. N. SETÄLÄ, Finnish Minister for Foreign Affairs ;

THE PRESIDENT OF THE LATVIAN REPUBLIC :

M. Olgerd GROSWALD, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary.

THE PRESIDENT OF THE LITHUANIAN REPUBLIC :

M. Jurgis SAVICKIS, Chargé d'Affaires ;

THE PRESIDENT OF THE POLISH REPUBLIC :

M. Tytus FILIPOWICZ, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary.

HIS MAJESTY THE KING OF SWEDEN :

Baron Carl HAMILTON, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary.

Who, having communicated their full powers, found in good and due form, have agreed upon the following provisions :

Article 1.

The States parties to the Convention undertake to appoint and maintain a Baltic Geodetic Commission. This Commission shall have the duty of carrying out, on a uniform basis and by uniform methods, geodetic operations, more especially principal triangulation, measurements of base lines, determination of positions by astronomical observations and measurements of gravity, in an area comprising the Baltic and in the territory of the adjacent countries, and to deduce common results therefrom. The work shall be used for practical and for scientific purposes.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

Article 2.

Each State shall appoint to the Commission one member with the right of voting and an optional number of members without the right of voting.

Until further notice, the members having the right of voting shall be the representatives of the various States that had the right of voting at the Geodetic Conference held at Helsingfors in 1924, and one member to be appointed by the Danish Government.

Article 3.

The current business of the Baltic Geodetic Commission shall be transacted by a standing Committee consisting of the President, the Vice-President and the Secretary-General.

These offices may only be held by members having the right of voting.

In matters concerning the Commission, the President shall communicate direct with the Finnish Ministry of Foreign Affairs.

Article 4.

The Baltic Geodetic Commission shall as a rule on the invitation of the President hold an ordinary meeting once a year.

If at least four members having the right of voting so require, the President shall call an extraordinary meeting of the Commission.

The time and place of the meeting shall be fixed by the Commission.

Article 5.

Votes shall be taken and elections shall be held at meetings, and only in urgent cases by correspondence.

They shall only be valid if not less than half the number of members having the right of voting take part therein.

If absent, a member may delegate another member present at a meeting to vote in his place. In the case of an equality of votes the President shall have a casting vote.

Article 6.

The members of the Standing Committee shall be elected at a meeting of the Commission for a period of three years. The same person may not be re-elected President for the immediately succeeding period of office. This provision shall also apply to the Vice-President.

If a member of the Board retires before the end of his term of office, a successor shall, if necessary, be elected by correspondence for the remainder of the current term of office.

The Standing Committee's first term of office shall begin on January 1, 1925. The President, Vice-President and Secretary-General elected by the Helsingfors Geodetic Conference of 1924, shall be confirmed in office for that period.

Article 7.

Each State represented shall pay an annual contribution to cover the costs of the Baltic Geodetic Commission. This contribution shall be fixed as follows : Germany, Finland and Sweden, 500 gold dollars each ; Denmark, Estonia, Latvia, Lithuania, Poland and the Free City of Danzig, 250 gold dollars each.

These funds shall be used to cover :

- (a) The cost of the research work for the purpose of obtaining common results ;
- (b) Costs of printing ;
- (c) The salary of the Secretary-General ;
- (d) Administrative expenses.

The Committee shall draw up a budget every year. The Standing Committee shall be responsible for the administration of the funds under the supervision of the Commission.

Article 8.

The annual contributions of the States shall be sent before May 1 every year to the Ministry of Foreign Affairs of the State to which the Secretary-General belongs.

Article 9.

Each State shall bear the cost of its own work and of the salaries of the members whom it appoints. Each State shall itself publish the results of its surveys or give the Commission access to them in some other manner.

Article 10.

Any other State desirous of taking part in the work of the Baltic Geodetic Commission shall have the right to accede to the present Agreement. The annual contribution for a State having a population of three millions or more shall be 500 gold dollars, and that for a State having a population of less than 3 millions shall be 250 gold dollars.

Declarations of accession shall be sent to the Finnish Ministry of Foreign Affairs. Liability to pay contributions shall begin on January 1 of the year in which the accession takes place.

Article 11.

The Commission shall adopt rules of procedure to supplement the present Agreement.

Article 12.

The Agreement shall be concluded for twelve years, beginning on January 1, 1925.

If the Commission deems it desirable to continue its work beyond that period, it shall notify the Finnish Ministry of Foreign Affairs of the fact one year before the expiration of the present Agreement in order to enable negotiations to be opened for its renewal.

Article 13.

The present Agreement, drafted in French and German, both texts being authentic, shall be binding when ratified by all the above-mentioned States and when the instruments of ratification have been exchanged at Helsingfors.

The obligations laid down in Article 7, shall come into force on January 1, 1925, irrespective of the date of ratification.

In faith whereof the Plenipotentiaries have signed the present Agreement and have thereto affixed their seals.

Done in eight copies at Helsingfors, December 31, 1925.

Signed by the Plenipotentiaries as follows :

(L. S.) E. N. SETÄLÄ.

(L.S.) HELLAT.

(L. S.) O. GROSVOLD.

(L. S.) Jurgis SAVICKIS.

(L. S.) Dr. Herbert HAUSCHILD

Signed 15 January 1926.

(L. S.) HAMILTON.

(L. S.) F. LERCHE.

Provided that the credit necessary for the accession of Denmark is passed by Parliament.

At the moment of signing the present Convention, the Government of the Polish Republic declares that the participation of Poland in the present Convention shall take effect, as regards collaboration in the work to be done, as soon as the material connected with the geodetic operations in Polish territory carried out by the German geodetic experts before January 10, 1920, has been returned to Poland by the Government of the German Republic in accordance with the statements of the German delegates as set forth on pages 112 and 117 of the Minutes of the meetings of the Geodetic Conference held at Helsingfors, June 28-July 2, 1924.

HELSINGFORS, *April* 12, 1926.

(L. S.) (Signed) Tytus FILIPOWICZ.
For Poland and the Free City of Danzig.

N° 1810.

ALLEMAGNE ET ITALIE

Convention concernant la navigation
aérienne, avec protocole addition-
nel. Signés à Berlin, le 20 mai
1927.

GERMANY AND ITALY

Convention relating to Aerial Navi-
gation, with Additional Protocol.
Signed at Berlin, May 20, 1927.

TEXTE ALLEMAND. — GERMAN TEXT.

N^o 1810. — ABKOMMEN¹ ZWISCHEN DEM DEUTSCHEN REICH UND DEM KÖNIGREICH ITALIEN ÜBER DEN LUFTVERKEHR. GEZEICHNET IN BERLIN, DEN 20. MAI 1927.

Textes officiels allemand et italien communiqués par le consul général d'Allemagne à Genève et le ministre des Affaires étrangères d'Italie. L'enregistrement de cette convention a eu lieu le 4 août 1928.

DER DEUTSCHE REICHSPRÄSIDENT und SEINE MAJESTÄT DER KÖNIG VON ITALIEN, in gleicher Weise davon überzeugt, dass es im beiderseitigen Interesse Deutschlands und Italiens liegt, ihre und im allgemeinen die internationalen Luftverkehrsbeziehungen in friedlichem Geiste zu fördern, haben beschlossen, zu diesem Zwecke eine Vereinbarung zu schliessen, und haben zu ihren Bevollmächtigten ernannt :

DER DEUTSCHE REICHSPRÄSIDENT :

Herrn Dr. Gustav STRESEMANN, Reichsminister des Auswärtigen,

SEINE MAJESTÄT DER KÖNIG VON ITALIEN :

Seine Excellenz den Grafen Luigi ALDROVANDI MARESCOTTI, Graf von VIANO, Ritter des Grosskreuzes Seines Ordens der Krone Italiens, Seinen Botschafter in Berlin,

Die, nachdem sie ihre Vollmachten ausgetauscht und in guter und gehöriger Form befunden haben, über folgende Bestimmungen übereingekommen sind :

Artikel 1.

Jeder der beiden Hohen Vertragschliessenden Teile gewährt in Friedenszeiten Luftfahrzeugen des anderen vertragschliessenden Teiles, die in diesem ordnungsmässig eingetragen sind, bei Beachtung der in diesem Abkommen enthaltenen Bestimmungen das Recht zum Luftverkehr über seinem Gebiet.

Es besteht indessen Einverständnis darüber, dass die Einrichtung und der Betrieb von regelmässigen Luftlinien eines Luftfahrtunternehmens des einen der Hohen Vertragschliessenden Teile in das Gebiet des anderen Teiles oder über dieses hinweg (mit oder ohne Landung) einer Sondervereinbarung zwischen den obersten Luftfahrtbehörden der beiden Staaten unterliegt.

Jeder der Hohen Vertragschliessenden Teile gewährt im übrigen dem anderen Vertragsstaat die Behandlung der meistbegünstigten Nation in allem, was die gegenseitigen Beziehungen auf dem Gebiete der Handelsluftfahrt betrifft.

Als Gebiet im Sinne dieses Abkommens gilt das Gebiet des Mutterstaats und der Kolonien einschliesslich der Territorialgewässer.

Als Luftfahrzeuge gelten die privaten Luftfahrzeuge und die ausschliesslich für Handelszwecke bestimmten staatlichen Luftfahrzeuge.

¹ L'échange des ratifications a eu lieu à Berlin, le 13 mars 1928.

TEXTE ITALIEN. — ITALIAN TEXT.

N° 1810. — CONVENZIONE ¹ FRA IL REICH GERMANICO ED IL REGNO D'ITALIA RELATIVA ALLA NAVIGAZIONE AEREA, FIRMATA A BERLINO, IL 20 MAGGIO 1927.

German and Italian official texts communicated by the German Consul-General at Geneva and the Italian Minister for Foreign Affairs. The registration of this Convention took place August 4, 1928.

IL PRESIDENTE DEL REICH GERMANICO e SUA MAESTÀ IL RE D'ITALIA, egualmente convinti dell'interesse reciproco che hanno la Germania e l'Italia a facilitare, per fini pacifici, le loro relazioni aeree e, in generale, le relazioni internazionali per via aerea,

Hanno risoluto di concludere una convenzione a questo fine, ed hanno designato per loro plenipotenziari, rispettivamente :

IL PRESIDENTE DEL REICH GERMANICO

Sig. Dr. Gustav STRESEMANN, Ministro degli Affari Esteri,

SUA MAESTÀ IL RE D'ITALIA

Sua Eccellenza il conte Luigi ALDROVANDI MARESCOTTI, conte DI VIANO, Cavaliere di Gran Croce del Suo Ordine della Corona d'Italia, Suo Ambasciatore a Berlino,

I quali, dopo aver scambiato i loro pieni poteri, riconosciuti in buona e debita forma, hanno convenuto le disposizioni seguenti :

Articolo I.

Ciascuna delle Alte Parti contraenti accorderà, in tempo di pace, agli aeromobili dell'altro Stato contraente, regolarmente in esso immatricolati, la libertà di passaggio al di sopra del proprio territorio, purchè siano osservate le condizioni stabilite nella presente convenzione.

E' inteso, tuttavia, che l'impianto e l'esercizio di linee aeree regolari con o senza scalo, passanti al di sopra del territorio di una delle Alte Parti contraenti, da parte di imprese appartenenti all'altra Parte contraente, saranno subordinati ad uno speciale accordo tra le più Alte Autorità aeronautiche dei due Stati.

Ciascuna delle Alte Parti contraenti accorderà inoltre all'altro Stato contraente il trattamento della nazione più favorita, per tutto quanto concerne i reciproci rapporti in materia di navigazione aerea commerciale.

Ai sensi della presente Convenzione, per territorio di uno Stato si intenderà il territorio della madre patria e delle colonie, unitamente alle sue acque territoriali.

Per aeromobili si intendono gli aeromobili privati e gli aeromobili di Stato adibiti esclusivamente a servizi commerciali.

¹ The exchange of ratifications took place at Berlin, March 13, 1928.

Artikel 2.

Die Luftfahrzeuge des einen Vertragsteils, ihre Besatzung und ihre Fluggäste unterliegen, während sie sich im Gebiet des anderen Staates befinden, den Verpflichtungen, die sich aus den in diesem Staat jeweils geltenden Bestimmungen ergeben, insbesondere den Vorschriften über den Luftverkehr im allgemeinen, soweit diese auf alle fremden Luftfahrzeuge ohne Unterschied der Nationalität Anwendung finden, ferner über Zölle und andere Abgaben, über Aus- und Einfuhrverbote, über die Beförderung von Personen und Gütern sowie über die öffentliche Sicherheit und Ordnung. Sie unterliegen auch den sonstigen Verpflichtungen, die sich aus der jeweiligen allgemeinen Gesetzgebung ergeben, soweit dieses Abkommen nichts anderes vorsieht.

Die gewerbsmässige Beförderung von Personen oder Gütern zwischen zwei Punkten des eigenen Staatsgebiets kann den heimischen Luftfahrzeugen vorbehalten werden.

Die an Bord befindlichen Betriebsstoffe sind zollfrei.

Artikel 3.

Die beiden Vertragsteile können den Luftverkehr über bestimmten Zonen ihres Gebiets verbieten, sofern in dieser Hinsicht zwischen ihren heimischen Luftfahrzeugen und denjenigen des anderen Staates kein Unterschied gemacht wird. Die Gebietsteile, über denen der Luftverkehr verboten wird, sind dem anderen Vertragsstaate mitzuteilen.

Ausserdem behält sich jeder Vertragsteil das Recht vor, unter aussergewöhnlichen Umständen den Luftverkehr über seinem Gebiet in Friedenszeiten ganz oder teilweise mit sofortiger Wirkung vorübergehend einzuschränken oder zu verbieten, unter der Bedingung, dass in dieser Hinsicht kein Unterschied zwischen den Luftfahrzeugen des anderen Vertragsteiles und den Luftfahrzeugen jedes anderen fremden Landes gemacht wird.

Artikel 4.

Ein Luftfahrzeug, das über eine verbotene Zone gerät, hat, sobald es dies bemerkt, das durch die Luftverkehrsordnung des überflogenen Staates vorgeschriebene Notzeichen zu geben und so bald und so nahe wie möglich auf einem ausserhalb der verbotenen Zone gelegenen Flughafen dieses Staates zu landen.

Artikel 5.

Die Luftfahrzeuge müssen deutliche und gut sichtbare Abzeichen haben, die ihre Feststellung während des Fluges ermöglichen (Hoheits- und Eintragungszeichen). Sie müssen ausserdem den Namen und den Wohnsitz des Eigentümers erkennen lassen.

Die Luftfahrzeuge müssen mit Bescheinigungen über die Eintragung und die Lufttüchtigkeit sowie mit allen übrigen in ihrem Heimatlande für den Luftverkehr vorgeschriebenen Urkunden versehen sein.

Die Mitglieder der Besatzung, die im Flugzeug eine in ihrem Heimatland einer besonderen Erlaubnis unterliegende Tätigkeit ausüben, müssen mit den in ihrem Heimatlande vorgeschriebenen Ausweisen für den Luftverkehr, insbesondere mit den vorschriftsmässigen Befähigungszeugnissen und Zulassungsscheinen, versehen sein.

Die übrigen Mitglieder der Besatzung müssen mit Ausweisen versehen sein, die ihre Beschäftigung an Bord, ihren Beruf, ihre Identität und ihre Staatsangehörigkeit angeben.

Die Lufttüchtigkeitsscheine, Befähigungszeugnisse und Zulassungsscheine, die von einem der Hohen Vertragschliessenden Teile für das Luftfahrzeug oder die Besatzung ausgestellt oder anerkannt worden sind, haben im anderen Vertragsstaate dieselbe Gültigkeit wie die in diesem Staat ausgestellten oder anerkannten entsprechenden Urkunden.

Articolo 2.

Gli aeromobili appartenenti ad una delle Parti contraenti, i loro equipaggi ed i passeggeri, quando si troveranno sul territorio dell'altro Stato, saranno sottoposti alle obbligazioni risultanti dalle prescrizioni in vigore presso lo Stato sorvolato, principalmente a quelle riguardanti la navigazione aerea in genere, in quanto esse si applichino a tutti gli aeromobili esteri senza distinzione di nazionalità, i diritti doganali e gli altri diritti fiscali, i divieti di importazione e di esportazione, il trasporto delle persone e delle cose, la sicurezza e l'ordine pubblico. Saranno inoltre sottoposti alle altre obbligazioni risultanti dalla legislazione generale vigente, salvo contrarie disposizioni della presente Convenzione.

Il trasporto commerciale di persone e di cose fra due punti del territorio nazionale potrà essere riservato agli aeromobili nazionali.

Le materie combustibili che si trovano a bordo sono esenti da dogana.

Articolo 3.

Ciascuna delle Parti contraenti potrà proibire la navigazione aerea al disopra di determinate zone del proprio territorio, a condizione che non sia fatta alcuna distinzione, a tale riguardo, tra gli aeromobili nazionali e quelli appartenenti all'altro Stato. Ciascuno degli Stati contraenti dovrà far conoscere all'altro Stato le zone di territorio al disopra delle quali è vietata la navigazione aerea.

Inoltre, ciascuna delle Parti contraenti si riserva il diritto di limitare o di proibire provvisoriamente, in tempo di pace, in tutto o in parte, per circostanze eccezionali e con effetto immediato, la navigazione aerea al disopra del proprio territorio, a condizione che non sia fatta alcuna distinzione a tale riguardo fra gli aeromobili appartenenti all'altro Stato contraente e quelli appartenenti a qualsiasi altro paese straniero.

Articolo 4.

Ogni aeromobile che voli sopra una zona vietata dovrà, appena se ne accorga, fare il segnale di allarme previsto dal regolamento per la navigazione aerea dello Stato sorvolato; dovrà inoltre atterrare fuori della zona vietata, al più presto possibile, in uno dei più vicini aeroporti dello Stato stesso.

Articolo 5.

Gli aeromobili dovranno essere muniti di segni distintivi chiaramente visibili, e che permetteranno di constatare la loro identità durante il volo (marche di nazionalità e di immatricolazione). Dovranno inoltre lasciar riconoscere l'indicazione del nome e del domicilio del proprietario.

Gli aeromobili dovranno essere muniti del certificato di immatricolazione e di navigabilità, e di tutti gli altri documenti prescritti, nel loro paese di origine, per la navigazione aerea.

Tutti i membri dell'equipaggio che esplicheranno sull'aeromobile una attività sottoposta, nel loro paese di origine, ad una autorizzazione speciale, dovranno essere provvisti dei documenti prescritti nel loro paese di origine per la navigazione aerea, e specialmente dei brevetti e delle licenze regolamentari.

Gli altri membri dell'equipaggio dovranno essere muniti di documenti comprovanti la loro occupazione a bordo, la loro professione, la loro identità e la loro nazionalità.

I certificati di navigabilità, i brevetti di abilitazione e le licenze rilasciati o resi validi dall'una delle Alte Parti contraenti per l'aeromobile o l'equipaggio, saranno validi, presso l'altro Stato, allo stesso titolo dei corrispondenti documenti, rilasciati o resi validi dallo Stato stesso.

Jeder der beiden Hohen Vertragschliessenden Teile behält sich das Recht vor, für den Luftverkehr innerhalb seines Gebiets den seinen Staatsangehörigen vom anderen Vertragsstaat erteilten Befähigungszeugnissen und Zulassungsscheinen die Anerkennung zu versagen.

Die Besatzung und die Fluggäste müssen, soweit nicht etwas anderes vereinbart worden ist, mit den Ausweisen versehen sein, die für den zwischenstaatlichen Übergangsverkehr nach den jeweils geltenden Bestimmungen erforderlich sind.

Artikel 6.

Die Luftfahrzeuge des einen der Hohen Vertragschliessenden Teile dürfen im Gebiet des anderen Vertragsstaats nur insoweit mit Gerät zur drahtlosen Nachrichtenübermittlung versehen sein, wie dies in beiden Vertragsstaaten gestattet ist. Solches Gerät darf nur von Mitgliedern der Besatzung bedient werden, die eine besondere Erlaubnis ihres Heimatsstaats mit sich führen.

Die beiden Vertragsstaaten behalten sich vor, aus Sicherheitsgründen Vorschriften über die Verpflichtung zur Ausstattung von Luftfahrzeugen mit Gerät zur drahtlosen Nachrichtenübermittlung zu erlassen.

Artikel 7.

Die Luftfahrzeuge, ihre Besatzung und die Fluggäste dürfen Waffen, Schiessbedarf, giftige Gase, Sprengstoffe, Brietauben und Lichtbildgerät nur mit Erlaubnis desjenigen Staates mit sich führen, in dessen Luftgebiet sich das Luftfahrzeug befindet.

Artikel 8.

Die Luftfahrzeuge, die Fluggäste und Güter mit sich führen, müssen mit einem namentlichen Verzeichnis der Fluggäste und mit einem Ladungsverzeichnis, das eine Beschreibung der Art und Menge der Güter enthält, sowie mit den erforderlichen Zollerklärungen versehen sein.

Ergibt sich bei der Ankunft eines Luftfahrzeugs eine Unstimmigkeit zwischen den mitgeführten Gütern und den oben erwähnten Urkunden, so haben sich die Zollbehörden des Ankunftshafens mit den zuständigen Zollbehörden des anderen Vertragsstaats unmittelbar in Verbindung zu setzen.

Die Beförderung von Post wird durch besondere Abmachungen unmittelbar zwischen den Postverwaltungen der beiden Vertragsstaaten geregelt.

Artikel 9.

Jeder Vertragsstaat kann auf seinem Gebiete die Luftfahrzeuge des anderen Staates bei Abflug oder Landung durch die zuständigen Behörden untersuchen und die vorgeschriebenen Ausweise und sonstigen Urkunden prüfen lassen.

Artikel 10.

Die dem öffentlichen Luftverkehr zur Verfügung stehenden Flughäfen sind den Luftfahrzeugen beider Staaten zugänglich. Die Luftfahrzeuge können auch den meteorologischen Nachrichtendienst, den Funkdienst und den Flugsicherungsdienst benutzen. Die etwaigen Gebühren (Landegebühr, Aufenthaltsgebühr usw.) sind für die heimischen Luftfahrzeuge und diejenigen des anderen Staates gleich.

Artikel 11.

Der Einflug nach und der Ausflug von einem der beiden Vertragsstaaten darf nur nach oder von einem dem öffentlichen Luftverkehr dienenden Flughafen, der ein Zollflughafen mit Passab-

Ciascuna delle Alte Parti contraenti si riserva il diritto di non riconoscere, per la navigazione aerea al disopra del proprio territorio, i brevetti di abilitazione e le licenze rilasciati ad un suo cittadino dall'altra Parte contraente.

L'equipaggio ed i viaggiatori, finchè non sarà intervenuta convenzione in contrario, dovranno essere muniti dei documenti obbligatori secondo le prescrizioni in vigore per il traffico internazionale.

Articolo 6.

Gli aeromobili appartenenti ad una delle Alte Parti contraenti non potranno essere provvisti di apparecchi di radiocomunicazione, al disopra del territorio dell'altra Parte contraente, se non quando ciò sia permesso dai due Stati contraenti. Tali apparecchi saranno usati soltanto da persone dell'equipaggio provviste di una autorizzazione speciale rilasciata a questo scopo dal loro Stato di origine.

Le due Parti contraenti si riservano il diritto di emanare regolamenti relativi alla installazione obbligatoria di apparecchi di radiocomunicazione a bordo degli aeromobili, per ragioni di sicurezza.

Articolo 7.

Gli aeromobili, i loro equipaggi ed i viaggiatori, non potranno trasportare armi, munizioni, gas nocivi, esplosivi, colombe viaggiatori, nè apparecchi fotografici senza autorizzazione dello Stato sorvolato.

Articolo 8.

Gli aeromobili che trasportano passeggeri e merci dovranno essere muniti di una lista nominativa dei passeggeri e, per le merci, di un manifesto contenente la descrizione, in natura ed in quantità, del carico, nonchè delle necessarie dichiarazioni doganali.

Se, all'arrivo di un aeromobile, è rilevata una divergenza fra le merci trasportate ed i documenti sopra menzionati, le autorità doganali del porto di arrivo dovranno mettersi direttamente in rapporto con le autorità doganali competenti dell'altro Stato contraente.

Il trasporto di effetti postali sarà regolato direttamente fra le amministrazioni postali dei due Stati contraenti, per mezzo di accordi speciali.

Articolo 9.

Alla partenza ed all'atterraggio, ogni Stato contraente potrà fare visitare sul proprio territorio, dalle autorità competenti, gli aeromobili dell'altro Stato, e fare esaminare i certificati e gli altri documenti prescritti.

Articolo 10.

Gli aeroporti aperti al servizio della navigazione aerea pubblica saranno accessibili agli aeromobili dei due Stati. Questi potranno servirsi ugualmente dei servizi di informazione meteorologica, di collegamento radioelettrico e di sicurezza per il volo. Le eventuali tasse (tasse di atterraggio, di ricovero, ecc.) saranno eguali per gli aeromobili nazionali e per quelli appartenenti all'altro Stato.

Articolo 11.

Gli aeromobili provenienti da uno degli Stati contraenti, o partenti alla volta di esso, dovranno effettuare l'atterraggio o la partenza soltanto in uno degli aeroporti aperti alla navigazione aerea

fertigung ist, vorgenommen werden, und zwar ohne Zwischenlandung zwischen Grenze und Flughafen. In besonderen Fällen können die zuständigen Behörden den Einflug nach und den Ausflug von anderen Flughäfen gestatten, in denen die Zoll- und Passabfertigung vorzunehmen ist. Das Verbot der Zwischenlandung gilt auch in diesen besonderen Fällen.

Im Falle der Notlandung ausserhalb der im Absatz 1 bezeichneten Flughäfen haben sich der Luftfahrzeugführer, die Besatzung und die Fluggäste nach den Vorschriften zu richten, die auf dem Gebiete der Zoll- und Passabfertigung in dem betreffenden Staate gelten.

Die beiden Hohen Vertragschliessenden Teile werden einander das Verzeichnis der dem öffentlichen Luftverkehr dienenden Flughäfen mitteilen. Dieses Verzeichnis wird diejenigen Flughäfen besonders aufführen, die Zollflughäfen sind. Jede Änderung in diesem Verzeichnis und jede auch nur vorübergehende Einschränkung des Rechtes zur Benutzung eines dieser Flughäfen ist dem anderen Vertragsteil unverzüglich mitzuteilen.

Artikel 12.

Die Grenzen der beiden Hohen Vertragschliessenden Teile dürfen nur an denjenigen Stellen überflogen werden, die von dem in Frage kommenden Staat bestimmt worden sind. Es besteht Einverständnis darüber, dass alle Grenzzonen, über die einer der Vertragsteile den Überflug der Luftfahrzeuge des eigenen Staates oder der Luftfahrzeuge anderer Staatszugehörigkeit gestattet, ohne weiteres für den Überflug der Luftfahrzeuge des anderen Vertragsteils offen sein werden.

Artikel 13.

Ais Ballast darf nur feiner Sand und Wasser abgeworfen werden.

Artikel 14.

Unterwegs dürfen Gegenstände oder Stoffe ausser Ballast nur abgeworfen oder sonst entfernt werden, wenn der Staat, dessen Gebiet betroffen wird, die Erlaubnis hierfür besonders erteilt hat.

Artikel 15.

Soweit bei Ausführung dieses Abkommens Fragen der Nationalität zu berücksichtigen sind, besteht Einverständnis darüber, dass die Luftfahrzeuge die Nationalität des Staates besitzen, in dessen Register sie ordnungsmässig eingetragen sind.

Ein Luftfahrzeug kann in einem der beiden Staaten nur dann eingetragen werden, wenn es ganz im Eigentum von Angehörigen dieses Staates steht. Wenn eine Gesellschaft irgendeiner Art Eigentümerin ist, muss sie den Anforderungen entsprechen, welche die deutsche oder italienische Gesetzgebung jeweils vorschreibt, damit sie als deutsche oder italienische Gesellschaft angesehen werden kann.

Artikel 16.

Die beiden Hohen Vertragschliessenden Teile werden monatlich Verzeichnisse über Eintragungen und Löschungen, die während des vorhergehenden Monats im Register bewirkt worden sind, untereinander austauschen.

pubblica e classificati come aeroporti doganali, con servizio di controllo dei passaporti, e cioè senza alcun atterraggio intermedio tra la frontiera e l'aeroporto. In casi speciali, le autorità competenti potranno autorizzare la partenza o l'arrivo su altro aeroporto, nel quale saranno effettuate le operazioni doganali ed il controllo dei passaporti. Il divieto di atterraggi intermedi si applica ugualmente a tali casi speciali.

In caso di atterraggio forzato fuori dagli aeroporti previsti al comma 1º, il comandante dell'aeromobile, l'equipaggio ed i passeggeri dovranno uniformarsi alla regolamentazione nazionale vigente in materia di dogana e passaporti.

Le due Alte Parti contraenti si comunicheranno reciprocamente la lista degli aeroporti aperti alla navigazione aerea pubblica. Tale lista definirà quali, fra detti aeroporti, sono classificati tra gli aeroporti doganali. Ogni modifica apportata a tale lista, ed ogni restrizione, anche temporanea, del diritto di servirsi di uno degli aeroporti, dovranno essere comunicate immediatamente all'altra Parte contraente.

Articolo 12.

Le frontiere delle due Alte Parti contraenti potranno essere sorvolate solo sui punti che saranno fissati dallo Stato interessato.

E' fin da ora convenuto che tutte le zone della frontiera, sulle quali una delle Parti contraenti autorizza il transito dei propri aeromobili nazionali o degli aeromobili di altra nazionalità, saranno aperte, senza altra formalità, al transito degli aeromobili appartenenti all'altra Parte contraente.

Articolo 13.

E' proibito il gettito di altra zavorra, che non sia di sabbia fina o di acqua.

Articolo 14.

Durante il volo, non potranno essere gettati o abbandonati in altro modo, oltre la zavorra, se non materie od oggetti per i quali sia stata accordata autorizzazione speciale da parte dello Stato sorvolato.

Articolo 15.

Per tutte le questioni di nazionalità, connesse con l'applicazione della presente Convenzione, è stabilito che gli aeromobili hanno la nazionalità dello Stato sul registro del quale sono regolarmente immatricolati.

Un aeromobile può essere immatricolato presso uno dei due Stati soltanto se appartiene per intero a cittadini aventi la nazionalità di esso Stato. Se l'aeromobile appartiene ad una Società, questa, qualunque sia la sua forma, dovrà soddisfare a tutte le condizioni richieste dalla legislazione germanica o dalla legislazione italiana per essere considerata, rispettivamente, come società germanica o come società italiana.

Articolo 16.

Le due Alte Parti contraenti scambieranno fra di loro, mensilmente, una lista delle iscrizioni e delle radiazioni effettuate sul rispettivo registro aeronautico nel mese precedente.

Artikel 17.

Ein Luftfahrzeug, das in einen der beiden Vertragsstaaten einfliegt oder sein Gebiet überfliegt und dort nur, soweit erforderlich, landet und Aufenthalt nimmt, kann sich einer Beschlagnahme, die wegen Verletzung eines Patents oder Musterschutzes bewirkt wird, durch Hinterlegung einer Sicherheit entziehen, deren Höhe mangels gütlicher Vereinbarung in möglichst kurzer Frist von der zuständigen Behörde des Ortes der Beschlagnahme festzusetzen ist.

Artikel 18.

Die Luftfahrzeuge der beiden Vertragsstaaten haben bei Landungen, insbesondere bei Notlandungen, Anspruch auf die gleiche Hilfeleistung wie die heimischen Luftfahrzeuge.

Die Rettung der Luftfahrzeuge, die auf hoher See in Not geraten sind, richtet sich vorbehaltlich gegenteiliger Abmachung nach den Grundsätzen des Seerechts, wie sie sich aus den jeweiligen internationalen Vereinbarungen oder in deren Ermangelung aus den Gesetzen des Staates, dem die Retter angehören, ergeben.

Artikel 19.

Die beiden Hohen Vertragschliessenden Teile werden sich alle für den Luftverkehr in ihrem Gebiete geltenden Vorschriften mitteilen.

Artikel 20.

Die Einzelheiten der Ausführung dieses Abkommens (insbesondere die Zollformalitäten) werden, soweit möglich, durch unmittelbare Verständigung zwischen den einzelnen zuständigen Verwaltungen der beiden Vertragsteile geregelt.

Streitigkeiten, welche die Ausführung dieses Abkommens betreffen und nicht auf dem üblichen diplomatischen Wege beigelegt werden können, werden gemäss den Bestimmungen des deutsch-italienischen Vergleichs- und Schiedsgerichtsvertrags¹ vom 29. Dezember 1926 geregelt.

Artikel 21.

Jeder der Hohen Vertragschliessenden Teile kann dieses Abkommen zu jedem Zeitpunkte mit einer Frist von zwölf Monaten kündigen.

Artikel 22.

Dieses Abkommen soll ratifiziert werden; die Ratifikationsurkunden sollen baldmöglichst in Berlin ausgetauscht werden. Es tritt mit dem Tage des Austausches der Ratifikationsurkunden in Kraft.

Zu Urkund dessen haben die Bevollmächtigten dieses Abkommen unterzeichnet.

Ausgefertigt in doppelter Urschrift in deutscher und italienischer Sprache.

BERLIN, den 20. Mai 1927.

(L. S.) STRESEMANN.

(L. S.) ALDROVANDI.

¹ Vol. LXXVIII, page 383, de ce recueil.

Articolo 17.

Ogni aeromobile che entri o transiti nell'atmosfera di uno dei due Stati contraenti, e che vi effettui soltanto gli atterraggi o fermate ragionevolmente necessarie, potrà sottrarsi al sequestro per contraffazione di un brevetto, disegno o modello, mercè il deposito di una cauzione il cui ammontare, in mancanza di accordo amichevole, sarà stabilito nel più breve termine dall'autorità competente del luogo dove il sequestro dovrebbe essere eseguito.

Articolo 18.

Gli aeromobili appartenenti ai due Stati contraenti avranno diritto, per l'atterraggio, e specialmente in caso di pericolo, agli stessi provvedimenti di assistenza degli aeromobili nazionali.

Il salvataggio degli aeromobili perduti in alto mare sarà regolato, salvo convenzione contraria, dai principi del diritto marittimo risultanti dalle convenzioni internazionali in vigore, o, in mancanza, dalla legge nazionale di chi effettua il salvataggio.

Articolo 19.

Le due Alte Parti contraenti si comunicheranno reciprocamente tutte le prescrizioni relative alla navigazione aerea, in vigore nei rispettivi territori.

Articolo 20.

I particolari di applicazione della presente Convenzione saranno regolati, ogni qualvolta ciò sarà possibile, per mezzo di intese dirette fra le amministrazioni competenti delle due Parti contraenti (specialmente per quanto riguarda le formalità doganali).

Ogni contestazione relativa alla applicazione della presente Convenzione, che non abbia potuto essere composta amichevolmente per la via diplomatica ordinaria, sarà regolata giusta le disposizioni contenute nel trattato germanico-italiano di conciliazione e di arbitrato¹ del 29 dicembre 1926.

Articolo 21.

Ciascuna delle Alte Parti contraenti potrà, in ogni istante, denunciare la presente Convenzione, con un preavviso di dodici mesi.

Articolo 22.

La presente Convenzione dovrà essere ratificata; le ratifiche saranno scambiate a Berlino nel più breve termine possibile.

Essa entrerà in vigore alla data dello scambio delle ratifiche.

In fede di che, i Plenipotenziari hanno firmato la presente Convenzione.

Fatto in doppio originale, tedesco e italiano.

BERLINO, li 20 Maggio 1927.

(L. S.) STRESEMANN.

(L. S.) ALDROVANDI.

¹ Vol. LXXVIII, page 383, of this Series.

ZUSATZPROTOKOLL.

1. Die vertragschliessenden Teile sind sich darüber einig, dass sich die in Artikel 1 Absatz 3 des vorstehenden Abkommens vereinbarte Meistbegünstigung nicht auf Begünstigungen erstreckt, die einer der vertragschliessenden Teile durch ein Abkommen einem anderen Staate einräumt, um die in- und ausländische Besteuerung auszugleichen, insbesondere eine Doppelbesteuerung zu verhüten.

2. Als Betriebsstoffe im Sinne des Artikel 2 Absatz 3 sind solche Stoffe nicht anzusehen, die im Inlande von dem Luftfahrzeug abgegeben oder zu reinen Inlandsflügen verwendet werden.

BERLIN, den 20. Mai 1927.

STRESEMANN.

ALDROVANDI.

PROTOCOLLO AGGIUNTO.

1.º Le Parti contraenti sono d'accordo per riconoscere che il trattamento della nazione più favorita convenuto nell'art. 1, comma 3º, della presente Convenzione, non si estende alle concessioni che una delle Parti contraenti stipula, mediante una Convenzione, con un terzo Stato allo scopo di pareggiare l'imposizione di tasse all'interno e all'estero, specialmente per prevenire una doppia tassazione.

2.º Non sono da considerarsi come materie combustibili ai sensi dell'art. 2, comma 3º, quelle che sono cedute all'interno dall'aeromobile oppure sono impiegate per voli esclusivamente interni.

BERLINO, *li* 20 Maggio 1927.

STRESEMANN.

ALDROVANDI.

¹ TRADUCTION.

N^o 1810. — CONVENTION ENTRE L'ALLEMAGNE ET L'ITALIE CONCERNANT LA NAVIGATION AÉRIENNE. SIGNÉE A BERLIN, LE 20 MAI 1927.

LE PRÉSIDENT DU REICH ALLEMAND et SA MAJESTÉ LE ROI D'ITALIE, également convaincus de l'intérêt réciproque qu'ont l'Allemagne et l'Italie à développer à des fins pacifiques leurs relations aériennes et, d'une façon générale, les relations internationales par la voie aérienne, ont résolu de conclure une convention à cet effet et ont désigné pour leurs plénipotentiaires :

LE PRÉSIDENT DU REICH ALLEMAND :

M. le Dr Gustav STRESEMANN, ministre des Affaires étrangères du Reich ;

SA MAJESTÉ LE ROI D'ITALIE :

Son Excellence le comte Luigi ALDROVANDI MARESCOTTI, comte DE VIANO, chevalier Grand' Croix de l'Ordre de la Couronne d'Italie, Son Ambassadeur à Berlin ;

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs trouvés en bonne et due forme, sont convenus des dispositions suivantes :

Article premier.

Chacune des Hautes Parties contractantes s'engage à accorder en temps de paix la liberté de passage au-dessus de son territoire aux aéronefs de l'autre Partie contractante qui y sont régulièrement immatriculés, pourvu que soient observées les dispositions établies dans la présente convention.

Il est convenu, toutefois, que la création et l'exploitation par une entreprise ressortissant à l'une des Hautes Parties contractantes de lignes aériennes régulières à l'intérieur du territoire de l'autre Partie ou à travers ledit territoire, avec ou sans escale, seront subordonnées à une convention spéciale entre les autorités aériennes suprêmes des deux Etats.

Pour tout ce qui concerne les relations commerciales aériennes entre les deux Etats, chacune des Hautes Parties contractantes accordera à l'autre le traitement de la nation la plus favorisée.

Au sens de la présente convention, le terme « territoire » désigne les territoires métropolitains et coloniaux, y compris les eaux territoriales.

Le terme « aéronef » désigne les aéronefs privés et d'Etat servant exclusivement à des fins commerciales.

Article 2.

Les aéronefs de l'une des Parties contractantes, leurs équipages et leurs passagers, lorsqu'ils se trouveront sur le territoire de l'autre Etat contractant, seront soumis aux obligations résultant des dispositions qui seront en vigueur dans l'Etat survolé, notamment aux prescriptions relatives à la navigation aérienne en général, en tant qu'elles s'appliquent à tous les aéronefs étrangers,

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ TRANSLATION.

No. 1810 — CONVENTION BETWEEN GERMANY AND ITALY RELATING TO AERIAL NAVIGATION. SIGNED AT BERLIN, MAY 20, 1927.

THE PRESIDENT OF THE GERMAN REICH and HIS MAJESTY THE KING OF ITALY, being, firmly convinced that the peaceable development [of air navigation between the two countries, and of international air navigation in general, is to the mutual advantage of Germany and Italy, Have decided to conclude an Agreement to that end and have appointed as their Plenipotentiaries :

THE PRESIDENT OF THE GERMAN REICH :

Dr. Gustav STRESEMANN, Foreign Secretary of the Reich ;

HIS MAJESTY THE KING OF ITALY :

His Excellency Count Luigi ALDROVANDI MARESCOTTI, Count of VIANO, Knight Grand Cross of His Majesty's Order of the Crown of Italy, His Ambassador in Berlin ;

Who, having communicated their full powers, found in good and due form, have agreed upon the following provisions :

Article 1.

Each of the High Contracting Parties shall, in time of peace, accord freedom of air navigation over its territory to aircraft of the other contracting State duly registered therein, provided that the stipulations of the present Convention are observed.

It is, however, understood that the creation and operation, by an air navigation enterprise belonging to one of the High Contracting Parties, of regular air services within the territory of the other Contracting Party, or merely over the said territory (with or without intermediate landing) shall be subject to a special agreement between the highest air authorities of the respective States.

Each of the High Contracting Parties further grants most-favoured-nation treatment to the other Party in all matters of commercial intercourse by air between the two countries.

The word "territory" as used in this Convention shall be deemed to mean the territory of the mother country and the colonies, and shall also include the territorial waters.

The term "aircraft" shall be deemed to include privately owned aircraft and State-owned aircraft which are exclusively used for commercial purposes.

Article 2.

The aircraft of either Contracting Party, as also their crews and passengers shall, while in the territory of the other State, be subject to the obligations arising from the regulations in force in that country at the time, and especially to the general regulations governing air navigation, provided that these regulations are applied to all foreign aircraft without distinction of nationality.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

sans distinction de nationalité, aux droits de douane et autres redevances fiscales, aux prohibitions d'importation et d'exportation, au transport des personnes et des marchandises, ainsi qu'à la sécurité et à l'ordre publics. Ils seront aussi soumis aux autres obligations résultant de la législation générale en vigueur, à moins qu'il n'en ait été disposé autrement dans la présente convention.

Le transport commercial des personnes et des marchandises entre deux points quelconques du territoire national pourra être réservé aux aéronefs nationaux.

Le combustible à bord ne sera pas passible de droits de douane.

Article 3.

Les deux Parties contractantes pourront interdire la navigation aérienne au-dessus de certaines zones territoriales, sous réserve qu'il ne soit fait aucune distinction à cet égard entre leurs aéronefs nationaux et ceux ressortissant à l'autre Etat. Chacun des Etats contractants devra faire connaître à l'autre Etat les zones territoriales au-dessus desquelles la navigation aérienne sera interdite.

De plus, chacune des Parties contractantes se réserve le droit de restreindre ou d'interdire provisoirement, en partie ou complètement, dans des circonstances exceptionnelles en temps de paix, et avec effet immédiat, la navigation aérienne au-dessus de son territoire, à condition qu'il ne soit fait à cet égard aucune distinction entre les aéronefs ressortissant à l'autre Partie contractante et ceux ressortissant à tout autre pays étranger.

Article 4.

Tout aéronef qui s'engagerait au-dessus d'une zone interdite sera tenu, dès qu'il s'en apercevra, de donner le signal de détresse prescrit par le règlement de la navigation aérienne de l'Etat survolé. Il devra, en outre, atterrir, en dehors de la zone interdite, le plus tôt possible et le plus près possible sur l'un des aérodromes dudit Etat.

Article 5.

Les aéronefs devront être munis de signes distinctifs clairement visibles et permettant de constater leur identité pendant le vol (marque de nationalité et d'immatriculation). Ils porteront, en outre, le nom et le domicile du propriétaire.

Les aéronefs devront être munis de certificats d'immatriculation et de navigabilité et de tous autres documents prescrits pour la navigation aérienne dans leur pays d'origine.

Tous les membres de l'équipage qui exerceront dans l'aéronef une activité soumise dans leur pays d'origine à une autorisation spéciale devront être munis des papiers prescrits dans leur pays d'origine pour la navigation aérienne et, notamment, des brevets et licences réglementaires.

Les autres membres de l'équipage devront être munis de pièces mentionnant leur occupation à bord, leur profession, leur identité et leur nationalité.

Les certificats de navigabilité, brevets d'aptitude et licences délivrés ou reconnus par l'une des Hautes Parties contractantes pour l'aéronef ou l'équipage seront valables dans l'autre Etat au même titre que les documents correspondants délivrés ou reconnus par celui-ci.

Chacune des Hautes Parties contractantes se réserve le droit de refuser de reconnaître pour la navigation intérieure sur son territoire les brevets d'aptitude et licences délivrés à ses ressortissants par l'autre Partie contractante.

L'équipage et les voyageurs, pour autant qu'il n'en aura pas été convenu autrement, devront être munis des papiers exigibles d'après les prescriptions en vigueur pour le trafic international.

Article 6.

Sur le territoire de l'une des Hautes Parties contractantes, les aéronefs de l'autre Partie contractante ne pourront être munis d'appareils de radio-communication que pour autant que

They shall also be subject to the regulations concerning Customs duties and other taxes, import and export prohibitions, transport of passengers and goods, and public security and order. They shall further be liable to any other obligations arising from the general legislation in force at the time, except as otherwise provided in the present Convention.

The commercial transport of passengers and goods between two points within the territory of either State may be reserved for the aircraft of that State.

The fuel on board an aircraft shall be admitted free of duty.

Article 3.

Either Contracting Party may prohibit flight over certain areas of its territory, provided that no distinction is made in this respect between its own aircraft and those of the other Contracting State. Areas over which flight is thus prohibited shall be notified to the other Party.

Each of the Contracting Parties further reserves the right, in time of peace, to restrict flights over its own territory provisionally, or to prohibit them entirely, with immediate effect, owing to exceptional circumstances, provided that no distinction is made in this respect between the aircraft of the other Contracting Party and that of any other foreign country.

Article 4.

An aircraft which finds itself over a prohibited area shall, as soon as the fact is noticed, give the signal of distress provided in the air regulations of the State flown over, and land without delay at the nearest aerodrome belonging to the State in question and situated outside the prohibited area.

Article 5.

Aircraft must be provided with distinctive and clearly visible marks enabling them to be identified in flight (nationality and registration marks). They must also be marked with the name and residence of their owner.

Aircraft must carry certificates of registration and airworthiness, and in addition any other documents required for air navigation in the country to which they belong.

Members of the crew performing duties on board for the exercise of which a special licence is required in their country of origin, must carry the certificates laid down for air navigation in the said country, and in particular the prescribed certificates of competency and licences.

The other members of the crew must carry certificates indicating their duties on board, their trade, identity and nationality.

Certificates of airworthiness, certificates of competency and licences issued or approved by one of the High Contracting States for the aircraft or the crew shall have the same validity in the other contracting State as the corresponding documents issued or approved in the latter State.

As regards air navigation within its own territory, each of the High Contracting Parties may refuse to recognise the certificates of competency and the licences issued by the other Contracting Party to its nationals.

Except as otherwise provided by agreement between the contracting States, the crew and passengers must carry the papers prescribed by the regulations in force at any time for international traffic.

Article 6.

Aircraft of either Contracting Party when in the territory of the other Party may not carry apparatus for the transmission of radio-telegraphic messages, except in so far as this is lawful in

cela sera permis dans les deux Etats contractants. De tels appareils ne devront être utilisés que par les membres de l'équipage porteurs d'une autorisation spéciale délivrée à cet effet par leur Etat d'origine.

Pour des raisons de sécurité, les deux Etats contractants se réservent d'édicter des règlements relatifs à l'équipement obligatoire des aéronefs avec des appareils de radio-communication.

Article 7.

Les aéronefs, leur équipage et leurs voyageurs ne pourront emporter ni armes, ni munitions, ni gaz nocifs, ni explosifs, ni pigeons voyageurs, ni appareils photographiques, si ce n'est avec l'autorisation de l'Etat survolé.

Article 8.

Les aéronefs transportant des voyageurs ou des marchandises devront être munis d'une liste nominative de voyageurs et, pour les marchandises, d'un manifeste descriptif de la cargaison en nature et quantité, ainsi que des déclarations en douane nécessaires.

Si, à l'arrivée d'un aéronef, une divergence est constatée entre les marchandises transportées et les documents ci-dessus mentionnés, les autorités douanières du port d'arrivée devront se mettre directement en rapport avec les autorités douanières compétentes de l'autre Etat contractant.

Le transport d'envois postaux sera réglé directement entre les administrations postales des deux Etats contractants par voie d'arrangements spéciaux.

Article 9.

Dans tous les cas de départ et d'atterrissage, chaque Etat contractant pourra faire visiter, sur son territoire, par les autorités compétentes, les aéronefs de l'autre Etat et faire examiner les certificats et autres documents prescrits.

Article 10.

Les aérodromes à la disposition de la navigation aérienne publique seront accessibles aux aéronefs des deux Etats. Ceux-ci pourront utiliser également les services de renseignements météorologiques, de liaison radio-électrique, de balisage et de signalisation de jour et de nuit. Les taxes éventuelles (taxes d'atterrissage, de séjour, etc.) seront les mêmes pour les aéronefs nationaux et ceux ressortissant à l'autre Etat.

Article 11.

A l'entrée et à la sortie, les aéronefs à destination ou en provenance d'un des Etats contractants ne pourront se diriger que sur un aérodrome ouvert à la navigation aérienne publique, classé comme aérodrome douanier (avec service de contrôle des passeports) et ce, sans atterrissage intermédiaire entre la frontière et l'aérodrome. Dans des cas spéciaux, les autorités compétentes pourront autoriser le départ ou l'arrivée sur d'autres aérodromes où seront effectuées les opérations de dédouanement et le contrôle des passeports. L'interdiction d'atterrissage intermédiaire s'applique également à ces cas spéciaux.

En cas d'atterrissage forcé, en dehors des aérodromes visés à l'alinéa premier, le commandant de bord, l'équipage et les passagers devront se conformer à la réglementation concernant les questions douanières et le régime des passeports en vigueur dans l'Etat sur le territoire duquel a lieu l'atterrissage.

both contracting States. Such apparatus may only be used by members of the crew who are in possession of a special licence delivered by their State of origin.

Either Contracting Party shall be entitled, on grounds of safety, to issue rules regarding the compulsory equipment of aircraft with apparatus for the transmission of radio-telegraphic messages.

Article 7.

Aircraft and their crews and passengers may not carry arms, ammunition, poisonous gases, explosives, carrier-pigeons, or photographic apparatus, except with the permission of the State in the territory of which the aircraft is situated.

Article 8.

Aircraft which carry passengers or goods must be provided with a nominal roll of the passengers and with a manifest specifying the nature and quantity of the goods carried, together with the necessary Customs declarations.

Should it be discovered on the arrival of an aircraft that there is a discrepancy between the above document and the goods actually carried, the Customs authorities of the aerodrome of arrival shall immediately communicate with the competent Customs authorities of the other contracting State.

The carrying of mails shall be arranged by means of special agreements concluded direct between the postal administrations of the two contracting States.

Article 9.

Each of the contracting States may, in its own territory, cause the aircraft of the other State to be inspected by the competent authorities on arrival or departure and the prescribed certificates and other documents to be verified.

Article 10.

Aerodromes which are open to public use shall be available to the aircraft of either State. Similarly, the meteorological information service and the radio-telegraphic and safety arrangements for air traffic shall be at the disposal of such aircraft. All charges (for landing, length of stay, etc.), shall be levied at the same rate on national aircraft and on those of the other State.

Article 11.

Arrivals in and departures from either of the contracting States shall only take place at an aerodrome open to public use, provided with a Customs office and a passport office, and no intermediate landing may take place between the frontier and such aerodrome. The competent authorities may, in particular cases, authorise the arrival or departure to take place at other aerodromes, where the Customs and passport restrictions will be carried out. The prohibition against intermediate landing shall also apply in these special cases.

In case of forced landing outside the aerodromes referred to in the first paragraph, the pilot, the crew and the passengers must observe the regulations in force in the country in question in regard to Customs examination and passport regulations

Les deux Hautes Parties contractantes se communiqueront la liste des aérodromes ouverts, à la navigation aérienne publique. Cette liste définira ceux d'entre eux qui sont classés comme aérodromes douaniers. Toute modification apportée à cette liste et toute restriction, même temporaire du droit d'utiliser l'un de ces aérodromes devront être immédiatement communiquées à l'autre Partie contractante.

Article 12.

Les frontières des deux Hautes Parties contractantes ne seront franchies qu'aux points déterminés par l'Etat en question. Il est entendu que toute zone dans laquelle l'une des deux Parties contractantes autorise le franchissement de ses frontières par ses aéronefs nationaux ou des aéronefs d'autres nationalités pourra être utilisée *ipso facto* pour le passage des aéronefs ressortissant à l'autre Partie contractante.

Article 13.

En fait de lest, il ne pourra être jeté que du sable fin ou de l'eau.

Article 14.

En cours de route, ne pourront être jetés, ou abandonnés d'une autre manière, en dehors du lest, que des objets ou des matières pour lesquels l'Etat survolé aura accordé une autorisation spéciale.

Article 15.

Pour toutes les questions de nationalité à envisager dans l'application de la présente convention, il est entendu que les aéronefs ont la nationalité de l'Etat sur le registre duquel ils sont régulièrement immatriculés.

Un aéronef ne peut être immatriculé dans l'un des deux Etats que s'il appartient en entier à des ressortissants de cet Etat. Si le propriétaire est une société, cette société, quelle que soit sa forme, doit satisfaire à toutes les conditions qu'exige la législation allemande ou italienne pour être considérée comme société allemande ou italienne.

Article 16.

Les deux Hautes Parties contractantes échangeront chaque mois la liste des inscriptions et des radiations d'inscription effectuées au cours du mois précédent sur leur registre respectif.

Article 17.

Tout aéronef passant ou transitant à travers l'atmosphère d'un des deux Etats contractants et effectuant seulement les atterrissages et arrêts raisonnablement nécessaires, pourra être soustrait à la saisie pour contrefaçon d'un brevet, dessin ou modèle, moyennant le dépôt d'un cautionnement dont le montant, à défaut d'accord amiable, sera fixé dans le plus bref délai possible par l'autorité compétente du lieu de la saisie.

Each contracting State shall communicate to the other a schedule of aerodromes open to public use. This schedule shall specially indicate those aerodromes which have Customs offices. Any change in this schedule and any restriction, even of a temporary character, of the right to utilise any such aerodrome must be notified immediately to the other Contracting Party.

Article 12.

The frontiers of either contracting State shall only be crossed at the points prescribed by the State concerned. It is understood that all sections of the frontier over which either Contracting State has granted the right of passage to its own aircraft or to aircraft of another nationality, shall *ipso facto* be open to the aircraft of the other Contracting State.

Article 13.

No ballast, other than fine sand or water, may be dropped.

Article 14.

The discharge or removal, in the course of flight, of any other articles or substance than ballast is prohibited unless special permission has been obtained for this purpose from the State whose territory is flown over.

Article 15.

In regard to any questions of nationality which may arise in the execution of the present Convention, it is understood that aircraft shall possess the nationality of the State in which they are duly registered.

No aircraft may be registered in one of the contracting States unless it belongs wholly to nationals of that State. Should the owner be a corporation of any kind, such corporation must fulfil the conditions required by the German or Italian laws in force in order that it may be considered as a German or an Italian corporation.

Article 16.

The contracting States shall communicate to each other monthly lists of registrations entered or cancelled in their registers during the preceding month.

Article 17.

Aircraft of either Contracting State entering or flying over the territories of the other contracting State and making only such landings and stoppages as are necessary, shall be exempted from seizure on account of infringement of a patent or protected design, on depositing a security, the amount of which, in default of amicable arrangement, shall be fixed with the least possible delay by the competent authority of the place of seizure.

Article 18.

Les aéronefs ressortissant aux deux Etats contractants auront droit pour l'atterrissage, notamment en cas de détresse, aux mêmes mesures d'assistance que les aéronefs nationaux.

Le sauvetage des appareils perdus en haute mer sera réglé, sauf convention contraire, par les principes du droit maritime résultant des conventions internationales qui seront en vigueur, ou, à leur défaut, des lois nationales des sauveteurs.

Article 19.

Les deux Hautes Parties contractantes se communiqueront mutuellement toutes les prescriptions en vigueur sur la navigation aérienne dans leur territoire.

Article 20.

Les détails d'application de la présente convention seront réglés, toutes les fois que ce sera possible, par entente directe entre les diverses administrations compétentes des deux Parties contractantes (notamment en ce qui concerne les formalités de douane).

Toute contestation au sujet de l'application de la présente convention qui n'aurait pas pu être résolue amiablement par la voie diplomatique ordinaire, sera réglée conformément aux dispositions du Traité germano-italien de conciliation et d'arbitrage du 29 décembre 1926.

Article 21.

Chacune des Hautes Parties contractantes pourra à tout moment dénoncer la présente convention, avec préavis de douze mois.

Article 22.

Cette convention devra être ratifiée ; les ratifications seront échangées à Berlin le plus tôt possible. Elle entrera en vigueur à la date de l'échange des ratifications.

En foi de quoi les plénipotentiaires respectifs ont signé la présente convention.

Fait en double original en langue allemande et en langue italienne.

BERLIN, le 20 mai 1927.

(L. S.) STRESEMANN.

(L. S.) ALDROVANDI.

PROTOCOLE ADDITIONNEL

1. Les Parties contractantes sont convenues que le traitement de la nation la plus favorisée, prévu à l'article premier, alinéa 3 de la présente convention, ne concerne pas les faveurs que l'une des Parties contractantes concède à un autre Etat par voie d'accord, en vue d'assurer la compensation des impositions intérieure et extérieure, et, notamment, d'éviter les doubles impositions.

2. Ne seront pas considérés comme combustibles aux fins de l'article 2, alinéa 3, les combustibles cédés par l'aéronef à l'intérieur du pays ou utilisés par lui à des vols uniquement à l'intérieur du pays.

BERLIN, le 20 mai 1927.

STRESEMANN.

ALDROVANDI.

Article 18.

Aircraft belonging to either contracting State shall be entitled on landing in the territory of the other contracting State, particularly in case of forced landings, to the same measures of assistance as the national aircraft of the last named contracting State.

The salvage of aircraft lost on the high seas shall be subject, in the absence of other agreements, to the rules of maritime law in force at the time by virtue of international agreements or, in the absence of such agreements, to the maritime law of the State to which the rescuers belong.

Article 19.

The contracting States shall notify one another of all regulations in force for air traffic in their respective territories.

Article 20.

The methods by which the present Convention shall be carried out in detail (in regard especially to Customs formalities) shall be settled as far as possible by direct agreement between the respective competent administrations of the Contracting States.

Any disputes regarding the execution of the present Convention which cannot be settled through the usual diplomatic channel shall be dealt with in accordance with the provisions of the Conciliation and Arbitration Treaty concluded between Germany and Italy on December 29, 1926.

Article 21.

Either contracting State may at any time denounce the present Convention on giving twelve months' notice.

Article 22.

The present Convention shall be ratified and the instruments of ratification shall be exchanged in Berlin as early as possible. The Convention shall come into force as from the day on which the instruments of ratification are exchanged.

In faith whereof the Plenipotentiaries have signed the present Convention.

Done in two original copies in German and Italian.

BERLIN, *May* 20, 1927.

(*L. S.*) STRESEMANN.

(*L. S.*) ALDROVANDI.

ADDITIONAL PROTOCOL.

1. The contracting Parties agree that the most-favoured-nation treatment provided in Article 1, paragraph 3, of the present Convention shall not extend to favours granted in virtue of an agreement by one of the Contracting Parties to another State in order to equalise home and foreign taxation or with the special object of avoiding double taxation.

2. Fuel within the meaning of Article 2, paragraph 3, shall not include fuel removed from the aircraft within the territory of the State for flights entirely within the said territory.

BERLIN, 20 *May*, 1927.

STRESEMANN.

ALDROVANDI.

N° 1811.

ALLEMAGNE ET ESPAGNE

Convention générale concernant la
navigation aérienne. Signée à Ma-
drid, le 9 décembre 1927.

GERMANY AND SPAIN

General Convention relating to Air
Navigation. Signed at Madrid,
December 9, 1927.

TEXTE ALLEMAND. — GERMAN TEXT.

N^o 1811. — ALLGEMEINES ABKOMMEN¹ ÜBER DEN LUFTVERKEHR
ZWISCHEN DEUTSCHLAND UND SPANIEN. GEZEICHNET IN
MADRID, AM 9. DEZEMBER 1927.

*Textes officiels allemand et espagnol communiqués par le consul général d'Allemagne à Genève.
L'enregistrement de cette convention a eu lieu le 4 août 1928.*

DER DEUTSCHE REICHSPRÄSIDENT und SEINE MAJESTÄT DER KÖNIG VON SPANIEN, beide von dem gegenseitigen Interesse überzeugt, welches Deutschland und Spanien daran haben, ihre Luftbeziehungen und im allgemeinen die internationalen Luftfahrtbeziehungen für friedliche Zwecke zu fördern, haben beschlossen, zu diesem Zweck ein Abkommen abzuschliessen, und haben als ihre Bevollmächtigten ernannt :

DER DEUTSCHE REICHSPRÄSIDENT :

den Deutschen Botschafter bei Seiner Majestät dem König von Spanien Grafen von WELCZEK,

SEINE MAJESTÄT DER KÖNIG VON SPANIEN :

Seine Exzellenz Herrn Miguel PRIMO DE RIVERA Y ORBANEJA, Marqués de Estella, Präsident seines Ministerrats und seinen Staatsminister, Granden von Spanien, Generalleutnant des Heeres, ausgezeichnet durch das Grosskreuz mit Lorbeer des königlichen und militärischen Ordens vom Heiligen Ferdinand, Grosskreuzritter der Orden des Heiligen Hermenegildo, des Militärverdienstes, des Marineverdienstes, Pius IX. vom Heiligen Stuhl, der Ehrenlegion von Frankreich, des Heiligen Benito von Avis von Portugal, des Heiligen Mauritius und Lazarus von Italien, des Militärverdienstes von Cuba, des Verdienstes von Chile, seinen diensttuenden Kammerherrn usw. usw.

die, nachdem sie ihre Vollmachten ausgetauscht und in guter und gehöriger Form befunden haben, über folgende Bestimmungen übereingekommen sind :

Artikel I.

Jeder der beiden Hohen Vertragschliessenden Teile gewährt in Friedenszeiten Luftfahrzeugen des anderen Vertragschliessenden Teiles, die in diesem ordnungsmässig eingetragen sind, bei Beachtung der in diesem Abkommen enthaltenen Bestimmungen das Recht zum Luftverkehr in seinem Gebiete.

Die Einrichtung und der Betrieb von regelmässigen Luftlinien eines Luftfahrtunternehmens des einen der Hohen Vertragschliessenden Teile in das Gebiet des anderen Teiles oder über dieses hinweg, mit oder ohne Zwischenlandung, unterliegt einer Sondervereinbarung zwischen den Regierungen der beiden Staaten.

¹ L'échange des ratifications a eu lieu à Madrid, le 31 mai 1928.

TEXTE ESPAGNOL. — SPANISH TEXT.

Nº 1811. — CONVENIO¹ GENERAL DE NAVEGACIÓN AÉREA ENTRE ESPAÑA Y ALEMANIA. FIRMADO EN MADRID EL 9 DE DICIEMBRE DE 1927.

German and Spanish official texts communicated by the German Consul-General at Geneva. The registration of this Convention took place August 4, 1928.

SU MAJESTAD EL REY DE ESPAÑA y EL PRESIDENTE DEL IMPERIO ALEMÁN, igualmente convencidos del interés recíproco que tienen España y Alemania en facilitar para fines pacíficos sus relaciones aéreas y, en general, las relaciones internacionales por vía aérea, han resuelto concertar un Convenio con este fin y han nombrado a este efecto por Sus Plenipotenciarios respectivos:

SU MAJESTAD EL REY DE ESPAÑA,

Al Excelentísimo Señor Don MIGUEL PRIMO DE RIVERA y ORBANEJA, Marqués de Estella, Presidente de Su Consejo de Ministros y Su Ministro de Estado, Grande de España, Teniente general del Ejército, condecorado con la Gran Cruz Laureada de San Fernando, Caballero Gran Cruz de las Ordenes de San Hermenegildo, del Mérito Militar, del Mérito Naval, de Pío IX de la Santa Sede, de la Legión de Honor de Francia; de San Benito de Avis, de Portugal; de San Mauricio y San Lázaro, de Italia; del Mérito Militar, de Cuba; del Mérito, de Chile; Su Gentilhombre de Cámara con Ejercicio y Servidumbre, etc., etc.

Y EL PRESIDENTE DEL IMPERIO ALEMÁN

al Excelentísimo. Sr. CONDE DE WELCZECK, Embajador de Alemania cerca de S. M. el Rey de España.

Los cuales, después de haber canjeado sus plenos poderes, hallados en buena y debida forma, han convenido en las disposiciones siguientes:

Artículo primero.

Cada una de Altas Partes contratantes concederá en tiempo de paz a las aeronaves del otro Estado contratante, debidamente matriculadas en el mismo, la libertad de paso inofensivo por cima del propio territorio, siempre que se observen las disposiciones establecidas en el presente Convenio.

Queda entendido, sin embargo, que la implantación y el funcionamiento de líneas aéreas regulares, con escala o sin ella, que pasen por cima del territorio de una de las Altas Partes contratantes, por parte de Empresas pertenecientes a la otra Alta Parte, estarán subordinadas a acuerdos especiales entre ambos Gobiernos.

¹ The exchange of ratifications took place at Madrid, May 31, 1928.

Als Gebiet im Sinne dieses Abkommens gilt das Gebiet des Mutterstaates sowie der Kolonien, ausschliesslich der Territorialgewässer.

Als Luftfahrzeug im Sinne dieses Abkommens gelten die privaten Luftfahrzeuge und die ausschliesslich für Handels- und Postzwecke bestimmten staatlichen Luftfahrzeuge.

Andere als die vorstehend genannten staatlichen Luftfahrzeuge des einen Vertragschliessenden Teiles bedürfen, wenn sie das Gebiet des anderen Teiles oder über dieses hinweg, mit oder ohne Zwischenlandung, fliegen wollen, in jedem Einzelfall einer besonderen vorher auf diplomatischem Wege einzuholenden Genehmigung.

Artikel 2.

Die Luftfahrzeuge des einen Vertragsteils, ihre Besatzung, Fluggäste, deren Gepäck und die Ladung unterliegen, während sie sich im Gebiete des anderen Staates befinden, den Verpflichtungen, die sich aus den in diesem Staate jeweils geltenden Bestimmungen ergeben, insbesondere den Vorschriften über den Luftverkehr im allgemeinen, soweit diese auf alle fremden Luftfahrzeuge ohne Unterschied der Nationalität Anwendung finden, ferner über Zölle und andere Abgaben, über Ein- und Ausfuhrverbote, über die Beförderung von Personen und Gütern, über die öffentliche Sicherheit und Ordnung sowie den Vorschriften über das Pass- und Gesundheitswesen. Sie unterliegen auch den sonstigen Verpflichtungen, die sich aus der jeweiligen allgemeinen Gesetzgebung ergeben, soweit dieses Abkommen nichts anderes vorsieht.

Für Luftfahrzeuge, die im regelmässigen Linienverkehre verwendet werden, können zwischen den Regierungen der beiden Staaten besondere Vereinbarungen über die im vorhergehenden Absatz behandelten Angelegenheiten getroffen werden.

Die gewerbsmässige Beförderung von Personen und Gütern zwischen zwei Punkten des eigenen Gebiets kann den heimischen Luftfahrzeugen vorbehalten werden.

Die bei der Einreise an Bord von Luftfahrzeugen der beiden Hohen Vertragschliessenden Teile zu eigenem Verbrauch befindlichen Betriebsstoffe sind zollfrei, ausgenommen diejenigen Betriebsstoffe, die vom Luftfahrzeug im Gebiete des anderen Hohen Vertragschliessenden Teiles abgegeben oder dort zu reinen Inlandflügen verwendet werden.

Artikel 3.

Jeder der Hohen Vertragschliessenden Teile kann den Luftverkehr über bestimmten Zonen seines Gebietes verbieten, sofern in dieser Hinsicht zwischen den heimischen Luftfahrzeugen und denjenigen des anderen Staates kein Unterschied gemacht wird. Diese Einschränkung gilt nicht für die heimischen Militär-, Zoll-, Polizei- und sonstigen Luftfahrzeuge, die zu Sonderzwecken im Dienste der staatlichen Verwaltung verwendet werden.

Die Gebietsteile, über denen der Luftverkehr verboten wird, sind dem anderen Vertragsstaate mitzuteilen.

Ausserdem behält sich jeder der Hohen Vertragsteile das Recht vor, unter aussergewöhnlichen Umständen in Friedenszeiten den Luftverkehr über seinem Gebiete ganz oder teilweise mit sofortiger Wirkung vorübergehend einzuschränken oder zu verbieten, unter der Bedingung, dass in dieser Hinsicht kein Unterschied zwischen den Luftfahrzeugen des anderen Vertragsteils und den Luftfahrzeugen irgendeines fremden Landes gemacht wird.

Artikel 4.

Ein Luftfahrzeug, das über eine verbotene Zone gerät, hat das durch die Luftverkehrsordnung des überflogenen Landes vorgeschriebene Notzeichen zu geben und so bald und so nahe wie möglich auf einem ausserhalb der verbotenen Zone gelegenen Flughafen dieses Staates zu landen.

Dieselbe Verpflichtung liegt einem Luftfahrzeug ob, das beim Überfliegen einer verbotenen Zone durch besondere Signale darauf aufmerksam gemacht wird.

Para los efectos del presente Convenio se entenderá por territorio de un Estado el territorio nacional, metropolitano y colonial, juntamente con sus aguas territoriales.

Se entiende por aeronaves, a los efectos de este Convenio, las privadas y las del Estado afectas exclusivamente a un servicio comercial o postal.

Toda otra aeronave distinta de las anteriormente expresadas, perteneciente a una de las Partes contratantes, necesitará una autorización especial tramitada por la vía diplomática en cada caso que quieran volar por cima del territorio de la otra Alta Parte contratante, con o sin aterrizaje.

Artículo 2.º

Las aeronaves pertenecientes a una de las Altas Partes contratantes, sus dotaciones, los pasajeros, su equipaje y el cargamento, cuando se encuentren sobre el territorio del otro Estado, se someterán a las obligaciones resultantes de las disposiciones vigentes en el Estado atravesado, principalmente a las relativas a la navegación aérea en general, en cuanto dichas disposiciones se apliquen a todas las aeronaves extranjeras sin distinción de nacionalidad, a los derechos de Aduanas y demás derechos fiscales, a las prohibiciones de importación y exportación, al transporte de personas y de cosas, a la seguridad y al orden público, al régimen de pasaportes y a la sanidad. Además estarán sometidos a las otras obligaciones resultantes de la legislación general vigente, salvo las disposiciones en contrario del presente Convenio.

Para las aeronaves que se empleen en el tráfico de líneas regulares aéreas podrán convenirse entre ambos Gobiernos acuerdos especiales sobre la materia de que se ocupa el párrafo anterior.

El transporte comercial de personas y de cosas entre dos puntos del territorio nacional podrá reservarse a las aeronaves nacionales.

Los combustibles y lubricantes, conducidos a bordo para uso de las aeronaves de las dos Altas Partes contratantes, estarán libres de derechos de importación en la otra, con excepción de aquellos que sean dejados por la aeronave en territorio de la otra Parte contratante o de los que emplee para otros vuelos dentro del territorio de la misma.

Artículo 3.º

Cada una de las Altas Partes contratantes podrá prohibir la navegación aérea por cima de ciertas zonas del propio territorio, a condición de que no se haga en este respecto distinción alguna entre las aeronaves nacionales y las pertenecientes al otro Estado; con la reserva del empleo de las aeronaves militares, aduaneras, de policía y otras que de una manera especial presten servicio a la Administración del Estado.

Cada uno de los dos Estados contratantes deberá indicar al otro Estado las zonas del territorio sobre las cuales está prohibida la navegación aérea.

Además, cada una de las Altas Partes contratantes se reserva el derecho de limitar o de prohibir provisionalmente en tiempo de paz, total o parcialmente, por circunstancias excepcionales, con efecto inmediato, la navegación aérea por cima del propio territorio, a condición de que no se haga ninguna distinción a tal efecto entre las aeronaves pertenecientes al otro Estado contratante y las pertenecientes a cualquier país extranjero.

Artículo 4.º

Toda aeronave que se encuentre sobre una zona prohibida, deberá hacer la señal de alarma prevista en el Reglamento para la navegación aérea del Estado atravesado y, además, aterrizar fuera de la zona prohibida y lo antes posible en uno de los aeropuertos más próximos de dicho Estado.

La misma obligación incumbe a toda aeronave a la que se haga señal especial advirtiéndole que está volando sobre una zona prohibida.

Artikel 5.

Die Luftfahrzeuge müssen deutliche und gut sichtbare Abzeichen haben, die ihre Feststellung während des Fluges ermöglichen (Hoheits- und Eintragungszeichen). Sie müssen ausserdem den Namen und den Wohnsitz des Eigentümers tragen.

Die Luftfahrzeuge müssen mit Bescheinigungen über die Eintragung und die Lufttüchtigkeit sowie mit allen übrigen in ihrem Heimatlande für den Luftverkehr vorgeschriebenen Urkunden versehen sein.

Artikel 6.

Die Mitglieder der Besatzung, die im Luftfahrzeug eine in ihrem Heimatland einer besonderen Erlaubnis unterliegende Tätigkeit ausüben, müssen mit den in ihrem Heimatlande vorgeschriebenen Ausweisen für den Luftverkehr, insbesondere mit den vorschriftsmässigen Befähigungszeugnissen und Zulassungsscheinen versehen sein.

Die übrigen Mitglieder der Besatzung müssen mit Ausweisen versehen sein, die ihre Beschäftigung an Bord, ihren Beruf, ihre Identität und ihre Staatsangehörigkeit angeben.

Die Besatzung und die Fluggäste müssen mit den Ausweisen versehen sein, die für den zwischenstaatlichen Übergangsverkehr nach den jeweils geltenden Bestimmungen erforderlich sind, soweit nicht zwischen den beiden Vertragsstaaten etwas anderes vereinbart wird.

Artikel 7.

Die Lufttüchtigkeitsscheine, Befähigungszeugnisse und Zulassungsscheine, die von einem der Hohen Vertragschliessenden Teile für das Luftfahrzeug oder die Besatzung ausgestellt oder anerkannt worden sind, haben im anderen Vertragsstaat dieselbe Gültigkeit wie die in diesem Staate ausgestellten oder anerkannten entsprechenden Urkunden, die Befähigungszeugnisse und Zulassungsscheine der Besatzung jedoch nur für die Bedienung von Luftfahrzeugen ihres Landes. Ausnahmen hiervon bedürfen der Genehmigung der Obersten Luftfahrtbehörde des anderen Landes.

Jeder der beiden Hohen Vertragschliessenden Teile behält sich das Recht vor, für den Luftverkehr innerhalb seines Gebiets den seinen Staatsangehörigen vom anderen Vertragsstaat erteilten Befähigungszeugnissen und Zulassungsscheinen die Anerkennung zu versagen.

Artikel 8.

Die Luftfahrzeuge dürfen nur dann mit Gerät zur drahtlosen Nachrichtenübermittlung versehen sein, wenn sie eine besondere Erlaubnis ihres Heimatstaats hierfür erhalten haben. Für die Benutzung solchen Geräts über dem Gebiet eines der Vertragschliessenden Teile sind die in diesem Staate hierfür geltenden Bestimmungen massgebend. Solches Gerät darf ferner nur von Mitgliedern der Besatzung bedient werden, die eine besondere Erlaubnis ihrer heimischen Behörden mit sich führen.

Die beiden Vertragsstaaten behalten sich vor, aus Sicherheitsgründen Vorschriften über die Verpflichtung zur Ausstattung von Luftfahrzeugen mit Gerät zur drahtlosen Nachrichtenübermittlung zu erlassen.

Artikel 9.

Die Luftfahrzeuge, ihre Besatzung und die Fluggäste dürfen ohne Erlaubnis des überflogenen Staates Waffen, Schiessbedarf, giftige Gase, Sprengstoffe, Briefftauben nicht mit sich führen und mit Lichtbildgerät nicht ausgerüstet sein.

Artículo 5º

Las aeronaves deberán ir provistas de señales distintas claramente visibles y que permitan comprobar su identidad durante el vuelo (marcas de nacionalidad y de matrícula). Deberán llevar además la indicación del nombre y del domicilio del propietario.

Las aeronaves deberán ir provistas del certificado de matrícula y de condiciones para navegar, y de todos los demás documentos prescritos en el país de origen para la navegación aérea.

Artículo 6º

Todos los individuos de las dotaciones que desempeñen en la aeronave una misión sometida en su país de origen a una autorización especial deberán ir provistos de los documentos prescritos en el país de su nacionalidad para la navegación aérea, y especialmente de los títulos y licencias reglamentarios.

Los demás individuos de las dotaciones deberán ir provistos de documentos que acrediten su situación a bordo, su profesión, su identidad y su nacionalidad.

La dotación y los viajeros, mientras nada se pacte en contrario, deberán ir provistos de los documentos obligatorios, con arreglo a las prescripciones vigentes para el tráfico internacional.

Artículo 7º

Los certificados relativos a las condiciones para navegar, los títulos de aptitud y las licencias, expedidos o revalidados por una de las Altas Partes contratantes para la aeronave o la dotación, serán válidos en el otro Estado al mismo título que los mismos documentos expedidos o revalidados en el mismo Estado ; pero, en cuanto a los títulos y a las licencias de las dotaciones, lo serán únicamente para el servicio de aeronaves matriculadas en su propio país. Para hacer excepciones a esta regla general será necesario una autorización de la Autoridad superior de aeronáutica del otro país.

Cada una de las dos Altas Partes contratantes se reserva el derecho de no reconocer para la navegación aérea por cima del propio territorio los títulos de aptitud y las licencias expedidas a un súbdito suyo por la otra Alta Parte contratante.

Artículo 8º

Las aeronaves solamente podrán ir provistas de aparatos de radiocomunicación cuando hubieran obtenido permiso especial del Gobierno de su país para este fin. El uso de tales aparatos en el territorio del otro de los dos Estados contratantes estará sometido al régimen del mismo Estado. Dichos aparatos serán manejados únicamente por personas de la dotación, provistas de una autorización especial expedida con este fin por sus Autoridades nacionales.

Las dos Altas Partes contratantes se reservan el derecho de dictar Reglamentos relativos a la instalación obligatoria de aparatos de radiocomunicación a bordo de las aeronaves, por razones de seguridad.

Artículo 9º

Las aeronaves, sus dotaciones y los viajeros no podrán transportar armas, municiones, gases perniciosos, explosivos ni palomas mensajeras, ni ir provistos de aparatos fotográficos sin autorización del Estado atravesado.

Aus Gründen der öffentlichen Sicherheit kann jeder Vertragsstaat in seinem Hoheitsgebiete die Beförderung oder Mitführung auch anderer als der im Abs. 1 genannten Gegenstände Einschränkungen unterwerfen, sofern in dieser Hinsicht zwischen den heimischen Luftfahrzeugen und denjenigen des anderen Vertragsstaats kein Unterschied gemacht wird.

Artikel 10.

Die Luftfahrzeuge, die Fluggäste und Güter mit sich führen, müssen mit einem Verzeichnis der Fluggäste und mit einem Ladungsverzeichnis, das eine Beschreibung der Art und Menge der Güter enthält, sowie mit den erforderlichen Zollerklärungen versehen sein.

Ergibt sich bei der Ankunft eines Luftfahrzeugs eine Unstimmigkeit zwischen den mitgeführten Gütern und den obenerwähnten Urkunden, so haben sich die Zollbehörden mit denen des anderen Vertragsstaats unmittelbar in Verbindung zu setzen.

Die Beförderung von Post wird durch besondere Abmachungen unmittelbar zwischen den Postverwaltungen der beiden Vertragsstaaten geregelt.

Artikel 11.

Jeder Vertragsstaat kann auf seinem Gebiete die Luftfahrzeuge des anderen Staates bei Abflug oder Landung durch die zuständigen Behörden untersuchen und die vorgeschriebenen Ausweise und sonstigen Urkunden prüfen lassen.

Artikel 12.

Die dem öffentlichen Luftverkehre zur Verfügung stehenden Flughäfen sind den Luftfahrzeugen beider Staaten zugänglich. Die Luftfahrzeuge können auch den meteorologischen Nachrichtendienst, den Funkdienst und den Flugsicherungsdienst benutzen. Die etwaigen Gebühren (Landgebühr, Aufenthaltsgebühr usw.) sind für die heimischen Luftfahrzeuge und diejenigen des anderen Staates gleich.

Für Luftfahrzeuge, die im regelmässigen Linienverkehre verwendet werden, können von den Regierungen der beiden Staaten besondere Erleichterungen vereinbart werden.

Artikel 13.

Der Einflug nach und der Ausflug von einem der beiden Vertragsstaaten darf nur nach oder von einem dem öffentlichen Luftverkehre dienenden Flughafen, der ein Zollflughafen mit Passabfertigung ist, vorgenommen werden, und zwar ohne Landung zwischen Grenze und Flughafen. In einzelnen Fällen können die zuständigen Behörden den Einflug nach und den Ausflug von anderen Flughäfen gestatten, in denen die Zoll- und Passabfertigung vorzunehmen ist. Das Verbot der Landung zwischen der Grenze und dem Flughafen gilt auch in diesen besonderen Fällen.

Im Falle der Notlandung oder einer Landung im Sinne des Artikel 4 haben sich der Luftfahrzeugführer, die Besatzung und die Fluggäste nach den Luftfahrtbestimmungen sowie nach den Vorschriften auf dem Gebiete der Zoll- und Passabfertigung zu richten, die in dem Staate gelten, in dem die Landung vorgenommen wird.

Die beiden Hohen Vertragschliessenden Teile werden einander das Verzeichnis der dem öffentlichen Luftverkehre dienenden Flughäfen mitteilen. Dieses Verzeichnis wird diejenigen Flughäfen besonders aufführen, die Zollflughäfen sind. Jede Änderung in diesem Verzeichnis und jede auch nur vorübergehende Einschränkung der Benutzungsmöglichkeit eines dieser Flughäfen ist dem anderen Vertragsteil unverzüglich mitzuteilen.

Por razones de seguridad pública, cada uno de los dos Estados contratantes podrá limitar, dentro del territorio de su soberanía, el transporte o la conducción de otros objetos distintos de los determinados en el primer párrafo de este artículo, a condición de que no se haga en este respecto distinción alguna entre las aeronaves nacionales y las pertenecientes al otro Estado.

Artículo 10.

Las aeronaves de cada una de las Altas Partes contratantes que transporten pasajeros y mercancías deberán ir provistas de una lista nominal de los pasajeros, y por lo que atañe a las mercancías, de un manifiesto con la descripción, en calidad y cantidad, del cargamento, así como de las declaraciones aduaneras necesarias.

Si a la llegada de una aeronave se advierte alguna discrepancia entre las mercancías transportadas y los documentos antes mencionados, las Autoridades aduaneras del puerto de llegada deberán ponerse directamente en relación con las Autoridades aduaneras competentes del otro Estado contratante.

El transporte de efectos postales se regulará directamente entre las Administraciones de Correos de los dos Estados contratantes, mediante acuerdos especiales.

Artículo 11.

Tanto al salir como al aterrizar, cada Estado contratante podrá disponer que las Autoridades competentes visiten en el propio territorio las aeronaves del otro Estado y examinen los certificados y los demás documentos prescritos.

Artículo 12.

Los aeropuertos abiertos al servicio de la navegación aérea pública serán accesibles a las aeronaves de los dos Estados, las cuales podrán utilizar igualmente los servicios de información meteorológica, conexión radioeléctrica y señales diurnas y nocturnas. Los impuestos eventuales (impuestos de aterrizaje, de refugio etc.) serán los mismos para las aeronaves nacionales y para las pertenecientes al otro Estado.

Para las aeronaves empleadas en el servicio regular de las líneas aéreas podrán convenirse facilidades especiales entre los Gobiernos de los dos Estados.

Artículo 13.

Las aeronaves que lleguen de uno de los Estados contratantes, o partan con rumbo al otro, deberán efectuar el aterrizaje o la partida únicamente en uno de los aeropuertos abiertos a la navegación aérea pública y clasificados como aeropuertos aduaneros (con servicio de revisión de pasaportes), sin ningún aterrizaje intermedio entre la frontera y el aeropuerto. En casos especiales, las Autoridades competentes podrán autorizar la partida o la llegada a otro aeropuerto, en el cual se efectuarán las operaciones aduaneras y la revisión de pasaportes. La prohibición de aterrizaje intermedio se aplicará igualmente a estos casos especiales.

En caso de aterrizaje forzoso, o en el previsto por el artículo 4.^o, el Comandante de la aeronave, la dotación y los pasajeros deberán atenerse a la reglamentación para la navegación aérea y a la peculiar vigente en materia de Aduanas y revisión de pasaportes en el Estado en que el aterrizaje tenga lugar.

Las dos Altas Partes contratantes se comunicarán recíprocamente la lista de los aeropuertos abiertos a la navegación aérea pública. En dicha lista especificarán cuáles sean los aeropuertos clasificados como aduaneros. Cualquier modificación introducida en dicha lista y cualquier restricción introducida en dicha lista y cualquier restricción, aunque sea temporal, al derecho de servirse de cada uno de dichos aeropuertos, deberá ser comunicada inmediatamente a la otra Alta Parte contratante.

Artikel 14.

Die Grenzen der beiden Hohen Vertragschliessenden Teile dürfen nur an denjenigen Stellen überflogen werden, die von dem in Frage kommenden Staate bestimmt worden sind.

Es besteht Einverständnis darüber, dass alle Grenzzonen, über die einer der Vertragsteile den Überflug der Luftfahrzeuge des eigenen Staates oder der Luftfahrzeuge anderer Staatszugehörigkeit gestattet, ohne weiteres für den Überflug der Luftfahrzeuge des anderen Vertragsteils offen sein werden.

Artikel 15.

Als Ballast darf nur feiner Sand und Wasser abgeworfen werden.

Artikel 16.

Unterwegs dürfen Gegenstände oder Stoffe ausser Ballast nur abgeworfen oder sonst entfernt werden, wenn der Staat, dessen Hoheitsgebiet betroffen wird, die Erlaubnis hierfür besonders erteilt hat.

Artikel 17.

Soweit bei Ausführung dieses Akommens Fragen der Nationalität zu berücksichtigen sind, besteht Einverständnis darüber, dass die Luftfahrzeuge die Nationalität des Staates besitzen, in dessen Register sie ordnungsmässig eingetragen sind.

Ein Luftfahrzeug kann in einem der beiden Staaten nur dann eingetragen werden, wenn es ganz im Eigentume von Angehörigen dieses Staates steht. Wenn eine Gesellschaft irgendeiner Art Eigentümerin ist, muss sie den Anforderungen entsprechen, welche die deutsche oder die spanische Gesetzgebung jeweils vorschreibt, damit sie als deutsche oder spanische Gesellschaft angesehen werden kann.

Artikel 18.

Die beiden Hohen Vertragschliessenden Teile werden monatlich Verzeichnisse über Eintragungen und Löschungen, die während des vorhergehenden Monats bewirkt worden sind, untereinander austauschen.

Artikel 19.

Ein Luftfahrzeug, das in einem der beiden Vertragsstaaten einfliegt oder sein Gebiet überfliegt und dort nur, soweit erforderlich, landet und Aufenthalt nimmt, kann sich einer Beschlagnahme, die wegen Verletzung eines Patents oder Musterschutzes bewirkt wird, durch Hinterlegung einer Sicherheit entziehen, deren Höhe mangels gütlicher Vereinbarung in möglichst kurzer Frist von der zuständigen Behörde des Ortes der Beschlagnahme festzusetzen ist.

Artikel 20.

Die Luftfahrzeuge des anderen Vertragsstaats haben bei Landungen, insbesondere in Notfällen, Anspruch auf Benutzung der gleichen Hilfseinrichtungen wie die heimischen Luftfahrzeuge.

Die Rettung der Luftfahrzeuge, die auf hoher See in Not geraten sind, richtet sich, vorbehaltlich gegenteiliger Abmachung, nach den Grundsätzen des Seerechts, wie sie sich aus den jeweiligen internationalen Vereinbarungen oder in deren Ermangelung aus den Gesetzen des Staates, dem die Retter angehören, ergeben.

Artículo 14.

Las fronteras de las dos Altas Partes contratante sólo podrán ser atravesadas por los puntos que haya determinado el Estado interesado.

Queda convenido desde luego que todas las zonas fronterizas sobre las cuales autorice el tránsito cada una de las Altas Partes contratantes a las propias aeronaves comerciales, nacionales o a las de otra nacionalidad, estarán abiertas sin otra formalidad al tránsito de las aeronaves pertenecientes a la otra Parte contratante.

Artículo 15.

Queda prohibido arrojar otro lastre que no sea arena fina o agua.

Artículo 16.

Durante el vuelo sólo se podrán arrojar o abandonar de otro modo, aparte del lastre, el material u objetos para cuyo abandono haya concedido autorización especial el Estado atravesado.

Artículo 17.

Para todas las cuestiones de nacionalidad, relacionadas con la aplicación del presente Convenio, queda establecido que las aeronaves tienen la nacionalidad del Estado en cuyo registro se hallan debidamente matriculadas.

Una aeronave sólo podrá matricularse en uno de los dos Estados contratantes, en el caso de pertenecer en su totalidad a ciudadanos que tengan la nacionalidad de dicho Estado. Si la aeronave pertenece a una Sociedad, cualquiera que fuere la forma de ésta, deberá satisfacer todas las condiciones requeridas por la legislación española o la alemana, para que se la considere como Sociedad española o como Sociedad alemana, respectivamente.

Artículo 18.

Las Altas Partes contratantes cambiarán mensualmente entre sí una lista de las inscripciones o de las cancelaciones efectuadas en el respectivo registro aeronáutico durante el mes precedente.

Artículo 19.

Toda aeronave que pase o atraviese la atmósfera por cima de uno de los Estados contratantes, y que sólo efectúe en dicho Estado los aterrizajes nacionales precisos, podrá sustraerse al embargo por usurpación de una patente, dibujo o modelo mediante el depósito de una fianza, cuyo importe, a falta de acuerdo amigable, será fijado en el plazo más breve posible por la Autoridad competente del lugar donde debiera efectuarse el embargo.

Artículo 20.

Las aeronaves pertenecientes a los dos Estados contratantes tendrán el derecho para el aterrizaje en el otro, y especialmente en caso de peligro, a las mismas medidas de asistencia que las aeronaves nacionales.

El salvamento de las aeronaves perdidas en el mar se regirá, salvo Convenio en contrario, por los principios del Derecho marítimo, resultantes de los Convenios internacionales vigentes, o a falta de ellos, por la ley nacional de quien realice el salvamento.

Artikel 21.

Luftfahrzeuge, die gegen die Vorschriften dieses Abkommens verstossen, unterliegen den Strafbestimmungen für die Luftfahrt des betreffenden Staates in gleicher Weise wie die eigenen Luftfahrzeuge.

Artikel 22.

Die beiden Hohen Vertragschliessenden Teile werden sich alle für den Luftverkehr in ihrem Gebiete geltenden Vorschriften mitteilen.

Artikel 23.

Die Einzelheiten der Ausführung dieses Abkommens (insbesondere die Zollformalitäten) werden, soweit möglich, durch unmittelbare Verständigung zwischen den einzelnen zuständigen Verwaltungen der beiden Vertragsteile geregelt. Die beiden Vertragschliessenden Teile kommen grundsätzlich dahin überein, dass jede etwaige Meinungsverschiedenheit zwischen ihnen über die richtige Auslegung oder Anwendung irgendeiner der Bestimmungen des gegenwärtigen Vertrags auf Verlangen einer der beiden Parteien einem Schiedsgericht unterbreitet werden soll.

Das Schiedsgericht, dem Meinungsverschiedenheiten unterbreitet werden sollen, soll der ständige internationale Gerichtshof im Haag sein, es sei denn, dass in einem besonderen Falle die beiden vertragschliessenden Parteien eine andere Vereinbarung treffen.

Artikel 24.

Jeder der Hohen Vertragschliessenden Teile kann dieses Abkommen zu jedem Zeitpunkt mit einer Frist von zwölf Monaten kündigen.

Artikel 25.

Dieses Abkommen soll ratifiziert werden; die Ratifikationsurkunden sollen baldmöglichst in Madrid ausgetauscht werden. Es tritt mit dem Tage des Austausches der Ratifikationsurkunden in Kraft.

Ausgefertigt in doppelter Urschrift in deutscher und spanischer Sprache, die beide in gleicher Weise massgebend sind.

Zu Urkund dessen haben die Bevollmächtigten dieses Abkommen in Madrid am 9. Dezember 1927 unterzeichnet.

(L. S.) H. WELCZEK.

(L. S.) Marqués DE ESTELLA.

Artículo 21.

El régimen de sanciones que se aplicará a las aeronaves contraventoras de los preceptos de este Convenio será el mismo que marquen los Reglamentos de navegación aérea de cada país para sus aeronaves nacionales.

Artículo 22.

Las Altas Partes contratantes se comunicarán recíprocamente todas las prescripciones relativas a la navegación aérea vigentes o que entren en vigor en los respectivos territorios.

Artículo 23.

Los detalles particulares para la aplicación del presente Convenio se regularán, siempre que ello sea posible, por medio de acuerdos directos entre las Administraciones competentes, especialmente para cuanto se refiera a las formalidades aduaneras.

Queda convenido en principio, entre las dos Altas Partes contratantes, que cualquier divergencia en cuanto a la interpretación o aplicación de las prescripciones del presente Convenio sea sometida, si lo desea una de las dos Altas Partes, a un Tribunal de árbitros.

El Tribunal de árbitros a que será sometida la divergencia, será el Permanente de Justicia Internacional de El Haya, salvo acuerdo en contrario en caso especial entre las dos Altas Partes contratantes.

Artículo 24.

Cada una de las Altas Partes contratantes podrá en cualquier momento denunciar el presente Convenio mediante aviso con doce meses de anticipación.

Artículo 25.

El presente Convenio habrá de ser ratificado, y las ratificaciones serán canjeadas en Madrid en el plazo más breve posible.

Este Convenio entrará en vigor en la fecha del canje de las ratificaciones.

Hecho en original doble español y alemán, ambos textos tendrán idéntica eficacia.

En testimonio de lo cual los Plenipotenciarios han firmado y sellado el presente Convenio en Madrid a nueve de Diciembre de 1927.

(L. S.) Marqués DE ESTELLA.

(L. S.) H. WELCZECK.

¹ TRADUCTION.N^o 1811. — CONVENTION GÉNÉRALE ENTRE L'ALLEMAGNE ET L'ESPAGNE CONCERNANT LA NAVIGATION AÉRIENNE. SIGNÉE A MADRID, LE 9 DÉCEMBRE 1927.

LE PRÉSIDENT DU REICH ALLEMAND, et SA MAJESTÉ LE ROI D'ESPAGNE, convaincus de l'intérêt réciproque qu'ont l'Allemagne et l'Espagne à développer, à des fins pacifiques, leurs relations aériennes, et, d'une façon générale, les relations internationales par la voie aérienne, ont résolu de conclure une convention à cet effet, et ont nommé pour leurs plénipotentiaires :

LE PRÉSIDENT DU REICH ALLEMAND :

Le comte VON WELCZECK, ambassadeur d'Allemagne auprès de Sa Majesté le Roi d'Espagne ;

SA MAJESTÉ LE ROI D'ESPAGNE :

Son Excellence don Miguel PRIMO DE RIVERA Y ORBANEJA, Marquis de Estella, président de Son Conseil des Ministres et son ministre d'Etat, Grand d'Espagne, lieutenant général des armées, décoré de la Grand' Croix Laurée de l'Ordre royal et militaire de St-Ferdinand, chevalier Grand' Croix des Ordres de St-Hermenegilde, du Mérite militaire, du Mérite naval, de Pie IX du Saint-Siège, de la Légion d'Honneur de France, de St-Benoît d'Avis du Portugal, des St-Maurice et Lazare d'Italie, du Mérite militaire de Cuba, du Mérite du Chili, Son Gentilhomme de la Chambre en exercice et service, etc.,

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs trouvés en bonne et due forme, sont convenus des dispositions suivantes :

Article premier.

Chacune des Hautes Parties contractantes accorde, en temps de paix, aux aéronefs de l'autre Etat qui sont régulièrement immatriculés dans cet Etat, la liberté de passage au-dessus de son territoire, sous réserve de l'observation des dispositions contenues dans la présente convention.

La création et l'exploitation, par une Société de transports aériens appartenant à l'une des Hautes Parties contractantes, de lignes régulières aériennes aboutissant à l'intérieur du territoire de l'autre Partie ou traversant ledit territoire, avec ou sans escales, seront subordonnées à des accords spéciaux entre les gouvernements des deux Etats.

Aux fins de la présente convention, on entendra par territoire d'un Etat, le territoire national, métropolitain et colonial, y compris les eaux territoriales.

Aux fins de la présente convention, on entendra par aéronefs les aéronefs privés et les aéronefs de l'Etat affectés exclusivement à un service commercial ou postal.

Aucun autre aéronef d'Etat de l'une des deux Parties contractantes ne pourra pénétrer dans le territoire de l'autre Partie ou survoler ledit territoire, avec ou sans atterrissage, sans être muni, dans chaque cas particulier, d'une autorisation spéciale qui lui sera accordée par la voie diplomatique.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ TRANSLATION.

No. 1811. — GENERAL CONVENTION BETWEEN GERMANY AND SPAIN RELATING TO AIR NAVIGATION. SIGNED AT MADRID, DECEMBER 9, 1927.

THE PRESIDENT OF THE GERMAN REICH and HIS MAJESTY THE KING OF SPAIN, being convinced of the mutual advantage to Germany and Spain of promoting, for pacific purposes, air traffic between them and international air traffic in general, have decided to conclude a Convention for this purpose, and have appointed as their Plenipotentiaries :

THE PRESIDENT OF THE GERMAN REICH :

Count VON WELCZECK, German Ambassador to His Majesty the King of Spain ;

HIS MAJESTY THE KING OF SPAIN :

His Excellency Don Miguel PRIMO DE RIVERA Y ORBANEJA, Marqués de Estella, President of His Council of Ministers and His Minister of State, Grandee of Spain, Lieutenant General of the Army, decorated with the Grand Laureate Cross of the Royal and Military Order of St. Ferdinand, Knight of the Grand Cross of the Orders of St. Hermenegildo, of Military Merit and Naval Merit, of Pius IX of the Holy See, of the French Legion of Honour, of St. Benedict of Avis of Portugal, of SS. Maurice and Lazarus of Italy, of Military Merit of Cuba, of Merit of Chile, His Acting Gentleman of the Bedchamber, etc., etc.,

Who, having communicated their full powers, found in good and due form, have agreed upon the following provisions :

Article 1.

Each of the High Contracting Parties undertakes, in time of peace, to grant liberty of passage above its territory to the aircraft of the other Contracting Party duly registered as such in the latter's territory, provided that the conditions set forth in the present Convention are observed.

The establishment and operation of regular air routes by an air transport company of one of the High Contracting Parties within the territory of the other Party or across the said territory, with or without intermediate landing, shall be subject to special agreements between the Governments of the two States.

For the purpose of the present Convention, the term "territory" means the mother-country and colonies, including territorial waters.

For the purpose of the present Convention, the term "aircraft" means private aircraft and Government aircraft used exclusively for commercial and postal purposes.

Aircraft other than the above-mentioned Government aircraft of the one High Contracting Party, desirous of flying to or across the territory of the other Party, with or without intermediate landing, must in every instance previously obtain a special formal permit through the diplomatic channel.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

Article 2.

Les aéronefs de l'une des deux Parties contractantes, leur équipage, leurs passagers, leurs bagages et leur cargaison, lorsqu'ils se trouvent sur le territoire de l'autre Partie contractante, seront soumis aux obligations résultant des dispositions en vigueur dans ledit Etat, et notamment aux prescriptions relatives à la navigation aérienne en général, en tant qu'elles s'appliquent à tous les aéronefs étrangers sans distinction de nationalité, aux droits de douane et autres redevances fiscales, aux prohibitions d'importation et d'exportation, au transport des personnes et des marchandises, à la sécurité et à l'ordre publics, ainsi qu'au régime des passeports et aux prescriptions sanitaires. Ils seront aussi soumis aux autres obligations résultant de la législation générale en vigueur, à moins qu'il n'en ait été disposé autrement dans la présente convention.

Pour les aéronefs qui sont employés au trafic des lignes aériennes régulières, des accords spéciaux pourront être passés entre les gouvernements des deux Etats sur les questions visées au paragraphe précédent.

Le transport commercial des personnes et des marchandises entre deux points quelconques du territoire national pourra être réservé aux aéronefs nationaux.

Le combustible et les lubrifiants qui se trouvent à bord des aéronefs de l'une des deux Parties contractantes au moment de leur entrée dans le territoire de l'autre Partie et sont destinés à la consommation propre de ces aéronefs seront exempts de droits de douane, à l'exception du combustible et des lubrifiants qui seraient laissés par l'aéronef sur le territoire de l'autre Partie contractante ou utilisés par lui pour des vols uniquement à l'intérieur dudit territoire.

Article 3.

Chacune des Hautes Parties contractantes pourra interdire la navigation aérienne au-dessus de certaines zones territoriales, sous réserve qu'il ne soit fait aucune distinction à cet égard entre leurs aéronefs nationaux et ceux ressortissant à l'autre Etat. Cette réserve ne s'applique pas aux aéronefs militaires, aux aéronefs douaniers, aux aéronefs de police et autres aéronefs nationaux employés à des fins spéciales au service de l'Administration de l'Etat.

Chacun des Etats contractants devra faire connaître à l'autre Etat les zones territoriales au-dessus desquelles la navigation aérienne sera interdite.

De plus, chacune des Hautes Parties contractantes se réserve le droit de restreindre ou d'interdire provisoirement, en partie ou complètement, dans des circonstances exceptionnelles en temps de paix, et avec effet immédiat, la navigation aérienne au-dessus de son territoire, à condition qu'il ne soit fait, à cet égard, aucune distinction entre les aéronefs ressortissant à l'autre Partie contractante et ceux ressortissant à tout autre pays étranger.

Article 4.

Tout aéronef qui s'engagerait au-dessus d'une zone interdite sera tenu de donner le signal de détresse prescrit par le règlement de la navigation aérienne du pays survolé et d'atterrir le plus tôt et le plus près possible sur l'un des aérodromes dudit Etat situé en dehors de la zone interdite.

La même obligation s'appliquera à tout aéronef auquel il serait fait un signal spécial l'avertissant qu'il survole une zone interdite.

Article 5.

Les aéronefs devront être munis de signes distinctifs clairement visibles et permettant de constater leur identité pendant le vol (marques de nationalité et d'immatriculation). Ils porteront, en outre, le nom et le domicile du propriétaire.

Les aéronefs devront être munis de certificats d'immatriculation et de navigabilité et de tous autres documents prescrits pour la navigation aérienne dans leur pays d'origine.

Article 2.

The aircraft of the one Contracting Party, their crews, passengers, passengers' luggage, and cargo, whilst within the territory of the other Party, shall be subject to the obligations resulting from the regulations in force therein, especially those relating to air traffic in general, so far as these apply to all foreign aircraft without distinction of nationality; also to the regulations concerning Customs and other duties, import and export prohibitions, the transport of persons and goods, public safety and order, and to passport and health regulations. They shall also be subject to the other obligations resulting from the general legislation in force, except as otherwise provided in the present Convention.

In the case of aircraft used in regular traffic on fixed routes, special agreements may be made between the two Parties concerning the matters referred to in the previous paragraph.

Each of the High Contracting Parties may reserve to its own aircraft the commercial transport of persons and goods between any two points within its own territory.

The fuel and lubricating oil carried on board the aircraft of each of the High Contracting Parties for their own consumption shall be exempt from Customs duty on entry, but not fuel and oil delivered from the aircraft within the territory of the other High Contracting Party or used by the aircraft purely for flights within the said territory.

Article 3.

Each of the High Contracting Parties may prohibit air traffic over certain areas of its territory, provided that no distinction in this matter is made between its own aircraft and the aircraft of the other Party. This limitation shall not apply to its military, Customs, police and other aircraft, which are used for special purposes in the Government service.

The areas above which air traffic is thus prohibited must be notified to the other Contracting Party.

Further, each of the High Contracting Parties reserves the right under exceptional circumstances in time of peace, wholly or in part, and with immediate effect, temporarily to limit or prohibit air traffic above its territory, on condition that in this respect no distinction is made between the aircraft of the other Contracting Party and the aircraft of any other foreign State.

Article 4.

Any aircraft which finds itself over a prohibited area shall give the signal of distress prescribed in the air navigation regulations in force in the territory flown over, and shall land as soon as possible at an aerodrome situated in such territory outside but as near as possible to such prohibited area.

The same obligation shall apply to aircraft flying over a prohibited area and notified of these fact by special signals.

Article 5.

Aircraft shall carry clear and visible marks whereby they may be recognised during flight (nationality and registration marks). In addition, they must bear the name and address of the owner.

Aircraft shall be provided with certificates of registration and of airworthiness, and with all other documents prescribed for air navigation in the territory in which they are registered.

Article 6.

Les membres de l'équipage qui exerceront dans l'aéronef une activité soumise dans leur pays d'origine à une autorisation spéciale, devront être munis des papiers prescrits dans leur pays pour la navigation aérienne et notamment des brevets et licences réglementaires.

Les autres membres de l'équipage devront être munis de pièces mentionnant leur occupation à bord, leur profession, leur identité et leur nationalité.

L'équipage et les voyageurs, pour autant qu'il n'en aura pas été convenu autrement entre les deux Etats contractants, devront être munis des papiers exigibles d'après les prescriptions en vigueur pour le trafic international.

Article 7.

Les certificats de navigabilité, brevets d'aptitude et licences délivrés ou reconnus par l'une des Hautes Parties contractantes pour l'aéronef ou l'équipage, seront valables dans l'autre Etat au même titre que les documents correspondants délivrés ou reconnus par celui-ci. Toutefois, les certificats d'aptitude et les licences de l'équipage ne seront valables que pour la conduite d'aéronefs immatriculés dans le pays qui les aura délivrés ou reconnus. Il ne pourra être dérogé à cette règle que sur autorisation spéciale des autorités aéronautiques supérieures de l'autre pays.

Chacune des Hautes Parties contractantes se réserve le droit de refuser de reconnaître pour la navigation intérieure sur son territoire, les brevets d'aptitude et licences délivrés à ses ressortissants par l'autre Etat contractant.

Article 8.

Les aéronefs de l'une des Hautes Parties contractantes ne pourront être munis d'appareil de radio-communication que pour autant que cela sera permis par leur Etat d'origine. L'emploi de ces appareils au-dessus du territoire de l'une des Parties contractantes sera soumis à la réglementation en vigueur dans l'Etat survolé. De tels appareils ne devront être utilisés que par des membres de l'équipage porteurs d'une autorisation spéciale, délivrée à cet effet par les autorités de leur Etat d'origine.

Pour des raisons de sécurité, les deux Etats contractants se réservent d'édicter des règlements relatifs à l'équipement obligatoire des aéronefs avec des appareils de radio-communication.

Article 9.

Les aéronefs, leur équipage et les voyageurs ne pourront emporter ni armes, ni munitions, ni gaz nocifs, ni explosifs, ni pigeons voyageurs, ni appareils photographiques, si ce n'est avec l'autorisation de l'Etat survolé.

Pour des raisons de sécurité publique, chacune des Parties contractantes pourra limiter sur le territoire de sa souveraineté, le transport d'objets autres que ceux déterminés au premier alinéa du présent article, à condition qu'il ne soit fait aucune distinction entre les aéronefs nationaux et ceux de l'autre Partie contractante.

Article 10.

Les aéronefs transportant des voyageurs et des marchandises devront être munis d'une liste nominative des voyageurs et, pour les marchandises, d'un manifeste descriptif de la cargaison en nature et quantité, ainsi que des déclarations en douane nécessaires.

Si, à l'arrivée d'un aéronef, une divergence est constatée entre les marchandises transportées et les documents ci-dessus mentionnés, les autorités douanières du port d'arrivée devront se mettre directement en rapport avec les autorités douanières compétentes, de l'autre Etat contractant.

Article 6.

The members of the crew who perform duties in an aircraft, for which a special permit is required in their country of origin, shall be provided with all documents and in particular with the certificates and licences prescribed by the regulations in force in their country of origin.

The other members of the crew shall carry documents showing their duties in the aircraft, their profession, identity, and nationality.

The crew and passengers, unless otherwise agreed, shall be provided with documents required by the regulations in force for international traffic.

Article 7.

Certificates of airworthiness, certificates of competency and licences issued or recognised as valid by one of the High Contracting Parties in respect of an aircraft or its crew shall have the same validity in the territory of the other High Contracting Party as the corresponding documents issued or recognised as valid by the latter. The certificates of competency and licences of the crew shall, however, be valid only for service in aircraft registered in their own country. Exceptions hereto shall require the sanction of the supreme Air Authority of the other country.

Each of the High Contracting Parties reserves the right for the purpose of flight within his own territory to refuse to recognise certificates of competency and licences issued to nationals of that High Contracting Party by the other High Contracting Party.

Article 8.

Aircraft shall only carry wireless apparatus if they hold a special permit to do so in their own State. The use of such apparatus over the territory of either Contracting Party shall be subject to the regulations in force in that State. Such apparatus shall only be used by members of the crew who are provided with a special licence for the purpose issued by the authorities in their own territory.

The two Contracting Parties reserve the right, for reasons of safety, to issue regulations relative to the obligatory equipment of aircraft with wireless apparatus.

Article 9.

No arms, ammunition, poison gas, explosives, carrier pigeons or cameras shall be carried by any aircraft or by its crew or passengers, except by permission of the State whose territory is flown over.

For reasons of public safety, either Contracting Party may place restrictions upon the transport or carriage, within the territory under its sovereignty, of articles other than those referred to in paragraph 1 above, on condition that no distinction be made in this respect between national aircraft and those of the other Contracting Party.

Article 10.

All aircraft carrying passengers and goods shall be provided with a list of the passengers' names, manifest of the goods showing the nature and quantity of the goods, together with the necessary Customs declarations.

If on the arrival of any aircraft any discrepancy is noted between the goods carried and the above-mentioned documents, the Customs officials shall communicate direct with those of the other High Contracting Party.

Le transport d'envois postaux sera réglé directement entre les administrations postales des deux Etats contractants par voie d'arrangements spéciaux.

Article 11.

Dans tous les cas de départ ou d'atterrissage, chaque Etat contractant pourra faire visiter sur son territoire, par les autorités compétentes, les aéronefs de l'autre Etat et faire examiner les certificats ou autres documents prescrits.

Article 12.

Les aérodromes à la disposition de la navigation aérienne publique, seront accessibles aux aéronefs des deux Etats. Ceux-ci pourront utiliser également les services de renseignements météorologiques de liaison radio-électrique et les services de balisage et de signalisation diurne et nocturne. Les taxes éventuelles (taxe d'atterrissage, de séjour, etc.) seront les mêmes pour les aéronefs nationaux et ceux ressortissant à l'autre Etat.

Pour les aéronefs employés aux services réguliers des lignes aériennes, des facilités spéciales pourront être convenues par les gouvernements des deux Etats.

Article 13.

A l'entrée et à la sortie, les aéronefs à destination ou en provenance d'un des Etats contractants ne pourront se diriger que sur un aérodrome ouvert à la navigation aérienne publique et classé comme aérodrome douanier (avec service de contrôle des passeports) et ce, sans atterrissage intermédiaire entre la frontière et l'aérodrome. Dans des cas spéciaux, les autorités compétentes pourront autoriser le départ ou l'arrivée sur d'autres aérodromes, où seront effectués les opérations de dédouanement et le contrôle des passeports. L'interdiction d'atterrissage intermédiaire s'applique également à ces cas spéciaux.

En cas d'atterrissage forcé ou dans le cas d'atterrissage prévu à l'article 4, le commandant de bord, l'équipage et les passagers devront se conformer à la réglementation concernant la navigation aérienne, les questions douanières, le régime des passeports, en vigueur dans l'Etat sur le territoire duquel a lieu l'atterrissage.

Les deux Hautes Parties contractantes se communiqueront la liste des aérodromes ouverts à la navigation aérienne publique. Cette liste définira ceux d'entre eux qui sont classés comme aérodromes douaniers. Toute modification apportée à cette liste, ainsi que toute restriction, même temporaire, du droit d'utiliser l'un de ces aérodromes, devront être immédiatement communiquées à l'autre Partie contractante.

Article 14.

Les frontières des deux Hautes Parties contractantes ne pourront être franchies qu'aux points déterminés par l'Etat survolé. Il est entendu que toute zone dans laquelle l'une des Parties contractantes autorise le franchissement de ses frontières par ses propres aéronefs ou par les aéronefs d'autre nationalité, pourra être utilisée *ipso facto* pour le passage des aéronefs ressortissant à l'autre Partie contractante.

Article 15.

En fait de lest, il ne pourra être jeté que du sable fin ou de l'eau.

The conveyance of mails shall be the subject of a special direct arrangement between the Postal Departments of the two Contracting Parties.

Article 11.

Upon the departure or landing of any aircraft, each High Contracting Party within its own territory and through its competent authorities may search the aircraft of the other High Contracting Party and examine the certificates and other documents prescribed.

Article 12.

Every aerodrome open to public air traffic in the territory of one of the High Contracting Parties shall be open to all aircraft of the other High Contracting Party, which shall also be entitled to the assistance of the meteorological services, the wireless and lighting services and the day and night signalling services. Any scale of charges made (landing charge, accommodation, etc.) shall be the same for the aircraft of both High Contracting Parties.

In the case of aircraft employed in regular traffic on fixed routes, special facilities may be agreed upon by the Governments of the two States.

Article 13.

All aircraft entering or leaving the territory of either of the High Contracting Parties shall land at or depart from an aerodrome open to public air traffic and classed as a Customs aerodrome at which facilities exist for examination of passports, and no intermediate landing shall be effected between the frontier and the aerodrome. In special cases the competent authorities may allow aircraft to land at or depart from other aerodromes, at which Customs and passport formalities must be discharged. The prohibition of any landing between frontier and aerodrome applies also in such cases.

In the event of a forced landing or of a landing such as is provided for in Article 4, the pilot of the aircraft, its crew and the passengers shall conform to the regulations concerning aerial navigation and to the Customs and passport regulations in force in the territory in which the landing has been made.

The High Contracting Parties shall exchange lists of the aerodromes open to public air traffic. This list shall expressly state the aerodromes classed as Customs aerodromes. Any modification of this list and any restriction, even temporary, of the right to use any of these aerodromes shall be notified to the other High Contracting Party without delay.

Article 14.

The frontiers of the High Contracting Parties may only be crossed at such points as have been fixed by the State in question. It is agreed that all frontier zones over which one of the Contracting Parties permits the transit of its aircraft or of aircraft of other nationalities, shall *ipso facto* be open to the transit of aircraft belonging to the other Contracting Party.

Article 15.

As ballast only fine sand or water may be dropped from an aircraft.

Article 16.

En cours de route, ne pourront être jetés ou abandonnés d'une autre manière, en dehors du lest, que des objets ou des matières pour lesquels l'Etat survolé aura accordé une autorisation spéciale.

Article 17.

Pour toutes les questions de nationalité à envisager dans l'application de la présente convention, il est entendu que les aéronefs ont la nationalité de l'Etat sur le registre duquel ils sont régulièrement immatriculés.

Un aéronef ne peut être immatriculé dans un des deux Etats que s'il appartient en entier à des ressortissants de cet Etat. Si le propriétaire est une société, cette société, quelle que soit sa forme, doit satisfaire à toutes les conditions qu'exige la législation allemande ou espagnole pour être considérée comme étant respectivement une société allemande ou espagnole.

Article 18.

Les deux Hautes Parties contractantes échangeront entre elles, tous les mois, la liste des inscriptions et des radiations d'inscription effectuées au cours du mois précédent.

Article 19.

Tout aéronef passant ou transitant à travers l'atmosphère d'un des deux Etats contractants et effectuant seulement les atterrissages et arrêts nécessaires dans ledit Etat, pourra être soustrait à la saisie pour contrefaçon d'un brevet, dessin ou modèle moyennant le dépôt d'un cautionnement dont le montant, à défaut d'accord amiable, sera fixé dans le plus bref délai possible par l'autorité compétente du lieu de la saisie.

Article 20.

Les aéronefs ressortissant aux deux Etats contractants auront droit, pour l'atterrissage, notamment en cas de détresse, aux mêmes mesures d'assistance que les aéronefs nationaux.

Le sauvetage des appareils perdus en haute mer sera réglé, sauf convention contraire, par les principes du droit maritime résultant des conventions internationales qui seront en vigueur, ou, à leur défaut, des lois de l'Etat auquel appartiennent les sauveteurs.

Article 21.

Le régime des sanctions applicables aux aéronefs contrevenant aux règles de la présente convention, sera le même que celui prévu dans les règlements édictés par chaque Haute Partie contractante pour ses aéronefs nationaux.

Article 22.

Les deux Hautes Parties contractantes se communiqueront mutuellement toutes les prescriptions en vigueur sur la navigation aérienne dans leur territoire.

Article 16.

No article or substance other than ballast may be dropped or otherwise discharged in the course of flight, unless special permission for such purpose shall have been given by the State flown over.

Article 17.

Whenever questions of nationality arise in carrying out the present Convention, it is agreed that every aircraft shall be deemed to possess the nationality of the Contracting Party in whose territory it is duly registered.

No aircraft shall be registered in either State unless it is owned entirely by nationals of that State. If the owner is a company, such company, of whatever kind, must fulfil all the requirements prescribed by German or Spanish law, respectively, in order to be recognised as German or Spanish companies.

Article 18.

The High Contracting Parties shall exchange, monthly, lists of the entries or deletions made in their aircraft registers during the preceding month.

Article 19.

Aircraft of either of the High Contracting Parties passing through the air territory of the other High Contracting Party and during such landings and stoppages as are reasonably necessary for the purpose of such transit shall be exempt from any seizure on the ground of infringement of patent, design or model, subject to the deposit of security, the amount of which, in default of amicable agreement, shall be fixed with the least possible delay by the competent authorities of the place of seizure.

Article 20.

The aircraft of one of the High Contracting Parties shall be entitled when landing in the territory of the other, especially in the case of a forced landing, to the same assistance as the aircraft of the latter.

With regard to the salvage of aircraft wrecked at sea, save in so far as the High Contracting Parties by agreement shall otherwise provide, the principles of maritime law resulting from the international agreements in force shall apply, or failing such, those resulting from the laws of the State of which the sailors are nationals.

Article 21.

Aircraft contravening the provisions of this Convention in either State shall be subject to the penalties imposed upon aircraft of that State in the same manner as the national aircraft.

Article 22.

The High Contracting Parties shall communicate to each other the regulations relative to air traffic in force in their respective territories.

Article 23.

Les détails d'application de la présente convention seront réglés, toutes les fois que ce sera possible, par entente directe entre les diverses administrations compétentes des deux Parties contractantes (notamment en ce qui concerne les formalités douanières). Les deux Parties contractantes déclarent d'un commun accord qu'en principe tout différend au sujet de l'interprétation correcte ou de l'application de l'une des dispositions de la présente convention sera, à la demande de l'une des deux Parties, soumise à un tribunal d'arbitrage.

Le Tribunal d'arbitrage auquel on soumettra les questions litigieuses sera la Cour permanente de Justice internationale de La Haye, à moins que les deux Parties contractantes, dans un cas particulier, n'en conviennent autrement.

Article 24.

Chacune des Hautes Parties contractantes pourra, à tout moment, dénoncer la présente convention, moyennant préavis de douze mois.

Article 25.

La présente convention devra être ratifiée ; l'échange des ratifications aura lieu le plus tôt possible à Madrid. Elle entrera en vigueur à la date de l'échange des ratifications.

Fait en double original, en langue allemande et en langue espagnole ; les deux textes feront également foi.

En foi de quoi les plénipotentiaires respectifs ont signé la présente convention, à Madrid, le 9 décembre 1927.

(L. S.) H. WELCZECK.

(L. S.) Marqués DE ESTELLA.

Article 23.

The details of the application of the present Convention (especially the question of Customs formalities) shall, as far as possible, be settled direct by arrangement between the various competent departments of the two Contracting Parties. The two Contracting Parties agree in principle that any dispute that may arise between them as to the proper interpretation or application of any of the provisions of the present Convention shall, at the request of either Party, be referred to arbitration.

The Court of arbitration to which disputes shall be referred shall be the Permanent Court of International Justice at The Hague, unless in any particular case the two Contracting Parties agree otherwise.

Article 24.

The present Convention may be denounced by either of the High Contracting Parties at any time by giving twelve months' notice.

Article 25.

The present Convention shall be ratified and the instruments of ratification shall be exchanged at Madrid as soon as possible. The Convention shall come into force on the day on which the instruments of ratification are exchanged.

Done in duplicate in the German and Spanish languages, both texts being equally authentic.

In faith whereof the Plenipotentiaries have signed the present Convention at Madrid on December 9, 1927.

(L. S.) H. WELCZECK.

(L. S.) Marqués DE ESTELLA.

N° 1812.

ALLEMAGNE ET MEXIQUE

Avenant à l'Arrangement du 16 mars 1925, relatif au règlement des indemnités à accorder aux ressortissants allemands pour dommages subis à l'occasion des troubles révolutionnaires au Mexique. Signé à Mexico, le 20 décembre 1927.

GERMANY AND MEXICO

Supplementary Agreement to the Arrangement of March 16, 1925, relating to the Compensation to be granted to German Nationals for Damage suffered on the occasion of the Revolutionary Disturbances in Mexico. Signed at Mexico, December 20, 1927.

TEXTE ALLEMAND. — GERMAN TEXT.

TEXTE ESPAGNOL. — SPANISH TEXT.

Nº 1812. — ZUSATZABKOMMEN¹
ZUM DEUTSCH-MEXIKANIS-
SCHEN ABKOMMEN, BETREF-
FEND DIE REGELUNG DEUT-
SCHER ANSPRÜCHE AUS ME-
XIKANISCHEN REVOLUTIONS-
SCHÄDEN², GEZEICHNET IN
MEXICO, AM 20, DEZEMBER 1927.

Nº 1812. — ACUERDO¹ COMPLE-
MENTARIO DEL CONVENIO
MEXICANO-ALEMÁN SOBRE EL
PAGO DE INDEMNIZACIONES
A LOS CIUDADANOS ALEMA-
NES COMO CONSECUENCIA
DE ACTOS REVOLUCIONARIOS
EN MEXICO² FIRMADO EN ME-
XICO EL 20 DE DICIEMBRE DE
1927.

*Textes officiels allemand et espagnol communiqués
par le consul général d'Allemagne à Genève.
L'enregistrement de cet avenant a eu lieu le
4 août 1928.*

*German and Spanish official texts communicated
by the German Consul-General at Geneva.
The registration of this Agreement took place
August 4, 1928.*

DAS DEUTSCHE REICH und DIE VEREINIGTEN
STAATEN VON MEXIKO sind in der Erwägung,
dass die gemäss dem Abkommen vom 16. März
1925 gebildete Kommission ihre Arbeiten inner-
halb des in dem genannten Abkommen fest-
gesetzten Zeitraums nicht beenden konnte,
übereingekommen, das gegenwärtige Abkommen
zu treffen, und haben zu diesem Zwecke als
Bevollmächtigte ernannt :

DER DEUTSCHE REICHSPRÄSIDENT :

Den Ausserordentlichen Gesandten und
Bevollmächtigten Minister in Mexiko,
Herrn Eugen WILL ;

DER PRÄSIDENT DER VEREINIGTEN STAATEN
VON MEXIKO :

Den Unterstaatssekretär und Leiter des
Staatssekretariats der Auswärtigen An-
gelegenheiten, Herrn Genaro ESTRADA.

Diese sind, nachdem sie ihre Vollmachten
ausgetauscht und sie in guter und gehöriger
Form befunden haben, über die folgenden
Artikel übereingekommen :

EL REICH ALEMÁN y LOS ESTADOS UNIDOS
MEXICANOS considerando que la Comisión
creada en virtud de la Convención de 16 de
marzo de 1925 no pudo terminar sus trabajos
en el plazo fijado por la mencionada Convención,
han convenido en celebrar la presente Conven-
ción y al efecto han nombrado como Pleni-
potenciarios :

EL PRESIDENTE DEL REICH ALEMÁN :

Al Excelentísimo señor Eugen WILL, su
Enviado Extraordinario y Ministro Ple-
nipotenciario en México ;

EL PRESIDENTE DE LOS ESTADOS UNIDOS
MEXICANOS :

Al señor don Genaro ESTRADA, Subsecre-
tario de Relaciones Exteriores, Encar-
gado del Despacho.

Quienes, después de comunicarse sus Plenos
Poderes y de hallarlos en buena y debida forma,
conviniere en los artículos siguientes :

¹ L'échange des ratifications a eu lieu à Mexico,
le 14 avril 1928.

² Vol. LII, page 93 de ce recueil.

¹ The exchange of ratifications took place at
Mexico, April 14, 1928.

² Vol. LII, page 93, of this Series.

Artikel 1.

Die Kommission wird auf Grund des gegenwärtigen Abkommens innerhalb des Zeitraums von neun Monaten, gerechnet vom 6. März 1928 an, die Reklamationen anhören, prüfen und entscheiden, welche den Gegenstand des Abkommens vom 16. März 1925 bilden und welche eingereicht worden sind in Gemässheit dieses Abkommens und in Übereinstimmung und unter den Bedingungen, die festgesetzt sind in den Artikeln VIII und XII desselben.

Artículo primero.

La Comisión en virtud de la presente Convención, oírà, examinarà y resolverà en el plazo de nueve meses contados desde el 6 de marzo de 1928, las reclamaciones que son objeto de la Convención de 16 de marzo de 1925, y que fueron presentadas conforme a la misma Convención de acuerdo y en las condiciones fijadas por los artículos VIII y XII de la misma.

Artikel 2.

Alle Bestimmungen des Abkommens vom 16. März 1925 und der Vorschrift über das Verfahren vom 6. März 1926, insofern sie nicht abgeändert werden durch die Vorschriften des gegenwärtigen Abkommens, bleiben in Kraft.

Artículo 2º.

Todas las disposiciones de la Convención de 16 de marzo de 1925 y de su Reglamento de 6 de marzo de 1926 que no son modificadas por las disposiciones de la presente Convención, quedan en vigor.

Artikel 3.

Das gegenwärtige Abkommen ist sowohl in deutscher als in spanischer Sprache abgefasst. Es besteht Einverständnis darüber, dass im Zweifelsfalle bei der Auslegung der spanische Text massgebend sein soll.

Artículo 3º.

La presente Convención está redactada en cada una de las lenguas alemana y española, y queda convenido que cualquier duda sobre su interpretación, será dilucidada por el texto español.

Artikel 4.

Die Hohen Vertragschliessenden Teile werden das gegenwärtige Abkommen in Übereinstimmung mit den Vorschriften ihrer Verfassungen ratifizieren.

Der Austausch der Ratifikationsurkunden findet in der Stadt Mexiko so bald als möglich statt, und das Abkommen tritt mit dem Zeitpunkt des Austauschs der Ratifikationsurkunden in Kraft.

Artículo 4º.

Las Altas Partes Contratantes ratificarán la presente Convención de conformidad con las disposiciones de su Constitución respectiva.

El canje de ratificaciones se efectuará en la Ciudad de México, tan pronto que fuere posible y la Convención entrará en vigor desde el momento en que se haga el canje de Ratificaciones.

Zu Urkund dessen werden die beiderseitigen Bevollmächtigten das gegenwärtige Abkommen unterschreiben und ihr Siegel beidrücken.

Doppelt ausgefertigt in der Stadt Mexiko am zwanzigsten Dezember eintausendneuhundert-siebenundzwanzig.

En fe de lo cual los Plenipotenciarios respectivos firmarán la presente Convención, poniendo en ella sus sellos.

Hecha por duplicado en la Ciudad de México, a los veinte días del mes de diciembre de mil novecientos veintisiete.

(Siegel) Eugen WILL.

(Sello) G. ESTRADA.

¹ TRADUCTION.

N^o 1812. — AVENANT A L'ARRANGEMENT DU 16 MARS 1925 ENTRE L'ALLEMAGNE ET LE MEXIQUE RELATIF AU RÈGLEMENT DES INDEMNITÉS A ACCORDER AUX RESSORTISSANTS ALLEMANDS POUR DOMMAGES SUBIS A L'OCCASION DES TROUBLES RÉVOLUTIONNAIRES AU MEXIQUE. SIGNÉ A MEXICO, LE 20 DÉCEMBRE 1927.

LE REICH ALLEMAND et LES ETATS-UNIS DU MEXIQUE, considérant que la commission créée conformément à l'Arrangement du 16 mars 1925 n'a pu terminer ses travaux dans le délai prévu audit arrangement, sont convenus de conclure le présent avenant et ont, à cet effet désigné comme plénipotentiaires :

LE PRÉSIDENT DU REICH ALLEMAND :

M. Eugen WILL, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire à Mexico ;

LE PRÉSIDENT DES ETATS-UNIS DU MEXIQUE

Don Genaro ESTRADA, sous-secrétaire d'Etat et directeur du Secrétariat d'Etat aux Affaires étrangères ;

Lesquels, après avoir échangé leurs pleins pouvoirs reconnus en bonne et due forme, sont convenus des dispositions suivantes :

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ TRANSLATION.

No. 1812. — SUPPLEMENTARY AGREEMENT TO THE ARRANGEMENT OF MARCH 16, 1925, BETWEEN GERMANY AND MEXICO, RELATING TO THE COMPENSATION TO BE GRANTED TO GERMAN NATIONALS FOR DAMAGE SUFFERED ON THE OCCASION OF THE REVOLUTIONARY DISTURBANCES IN MEXICO. SIGNED AT MEXICO, DECEMBER 20, 1927.

THE GERMAN REICH and THE UNITED STATES OF MEXICO, considering that the Commission appointed in conformity with the Arrangement of March 16, 1925, has been unable to complete its work within the period provided for by the aforesaid Arrangement, have agreed to conclude the present supplementary Agreement, and have for this purpose appointed as their Plenipotentiaries :

THE PRESIDENT OF THE GERMAN REICH :

Herr Eugen WILL, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary at Mexico City ;

THE PRESIDENT OF THE UNITED STATES OF MEXICO :

Don Genero ESTRADA, Under-Secretary of State and Head of the Secretariat for Foreign Affairs ;

Who, having communicated their full powers found in good and due form, have agreed upon the following Articles :

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

Article premier.

En vertu du présent avenant, la commission entendra, examinera et jugera, dans un délai de neuf mois à compter du 6 mars 1928, les réclamations qui font l'objet de l'Arrangement du 16 mars 1925, et qui lui ont été soumises, aux termes dudit arrangement, conformément aux articles VIII et XII de ce dernier et aux conditions prévues par ces articles.

Article 2.

Toutes les dispositions de l'Arrangement du 16 mars et du Règlement de procédure du 6 mars 1926, pour autant qu'elles ne sont pas modifiées par les dispositions du présent avenant, demeureront en vigueur.

Article 3.

Le présent avenant est établi en allemand et en espagnol. Il est entendu qu'en cas de doute au sujet de l'interprétation, c'est le texte espagnol qui fera foi.

Article 4.

Les Hautes Parties contractantes ratifieront le présent avenant conformément aux dispositions de leur Constitution respective.

L'échange des instruments de ratification aura lieu à Mexico dans le plus bref délai possible et l'avenant entrera en vigueur dès l'échange desdits instruments.

En foi de quoi les plénipotentiaires des deux parties signeront le présent avenant et y apposeront leur sceau.

Fait en double expédition à Mexico, le vingt décembre mil neuf cent vingt-sept.

Article 1.

In virtue of the present Agreement, the Commission shall, within a period of nine months as from March 6, 1928, hear, examine and settle the claims forming the subject of the Arrangement dated March 16, 1925, which have been submitted in conformity with Articles VIII and XII of the aforesaid Arrangement and upon the conditions laid down therein.

Article 2.

All the provisions of the Arrangement dated March 16, and of the Regulations of Execution dated March 6, 1926, shall, in as far as they are not modified by the provisions of the present Supplementary Agreement, remain in force.

Article 3.

The present Agreement shall be drafted in German and Spanish. It shall be understood that, in case of doubtful interpretation, the Spanish text shall be authentic.

Article 4.

The High Contracting Parties shall ratify the present Agreement in conformity with the provisions of their respective Constitutions.

The exchange of the instruments of ratification shall take place at Mexico City as soon as possible, and the Agreement shall enter into force as from the exchange of the aforesaid instruments.

In faith whereof the Plenipotentiaries of the two Parties shall sign the present Agreement and shall affix thereto their seals.

Done in duplicate at Mexico City, the twentieth day of December, one thousand nine hundred and twenty-seven.

(L. S.) Eugen WILL.

(L. S.) G. ESTRADA.

N° 1813.

ALLEMAGNE ET ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE

Echange de notes comportant un accord concernant l'échange direct de renseignements entre les services chargés du contrôle du trafic des stupéfiants. Berlin, les 24 décembre 1927 et 14 février 1928.

GERMANY AND UNITED STATES OF AMERICA

Exchange of Notes constituting an Agreement regarding the Direct Exchange of Information between the Services in charge of the Control of the Traffic in Narcotic Drugs. Berlin, December 24, 1927, and February 14, 1928.

TEXTE ALLEMAND. — GERMAN TEXT.

N^o 1813. — EXCHANGE OF NOTES¹ BETWEEN THE GOVERNMENT OF THE GERMAN REICH AND THE GOVERNMENT OF THE UNITED STATES OF AMERICA CONSTITUTING AN AGREEMENT REGARDING THE DIRECT EXCHANGE OF INFORMATION BETWEEN THE SERVICES IN CHARGE OF THE CONTROL OF THE TRAFFIC IN NARCOTIC DRUGS. BERLIN, DECEMBER 24, 1927, AND FEBRUARY 14, 1928.

N^o 1813. — NOTENWECHSEL¹ ZWISCHEN DEN DEUTSCHEN UND AMERIKANISCHEN REGIERUNGEN ÜBER DEN UNMITTELBAREN AUSTAUSCH VON NACHRICHTEN ZWISCHEN DEN MIT DER BEAUFSICHTIGUNG DES UNGESETZLICHEN VERKEHRS MIT BETÄUBUNGSMITTELN BEAUFTRAGTEN DIENSTSTELLEN. BERLIN, 24. DEZEMBER 1927 UND 14. FEBRUAR 1928.

Textes officiel allemand et anglais communiqués par le consul général d'Allemagne à Genève. L'enregistrement de cet échange de notes a eu lieu le 4 août 1928.

German and English official texts communicated by the German Consul-General at Geneva. The registration of this Exchange of Notes took place August 4, 1928.

VERBALNOTE

I.

EMBASSY
OF THE UNITED STATES OF AMERICA
N^o 1813.

The Embassy of the United States of America has the honor to acknowledge the receipt of the Ministry for Foreign Affairs' Note Verbale of October 10, 1927, expressing the willingness of the German Government to arrange for the direct exchange of routine information between the officers charged with the control of the traffic in narcotic drugs in the United States and Germany respectively.

¹ Entré en vigueur le 14 février 1928.

II.

AUSWÄRTIGES AMT.

Das Auswärtige Amt beehrt sich die Botschaft der Vereinigten Staaten von Amerika unter Bezugnahme auf die Verbalnote vom 24. Dezember v. J. davon in Kenntnis zu setzen, dass die Deutsche Regierung der von der Amerikanischen Regierung vorgeschlagenen Regelung zustimmt, die den unmittelbaren Austausch von Nachrichten und Beweismaterial über den ungesetzlichen Verkehr mit Betäubungsmitteln

¹ Came into force February 14, 1928.

In view of the foregoing the Embassy has been instructed by its Government to arrange for the direct exchange of information on the basis of Colonel Woods' conversations, as follows:

(1) The direct exchange between the United States Treasury Department and the corresponding office in Germany of information and evidence with reference to persons engaged in the illicit traffic. This would include such information as photographs, criminal records, finger-prints, Bertillon measurements, description of the methods which the persons in question have been found to use, the places from which they have operated, the partners they have worked with, etc.

(2) The immediate direct forwarding of information by letter or cable as to the suspected movements of narcotic drugs or of those involved in smuggling drugs, if such movements might concern the other country. It is pointed out that unless such information as this reaches its destination directly and speedily, it is useless.

(3) Mutual cooperation in detective and investigating work.

The Embassy has the honor further to inform the Ministry for Foreign Affairs that the officer of the United States Treasury Department who would have charge on behalf of the American Government of the cooperation in the suppression of the illicit traffic in narcotics is Colonel L.G. Nutt, whose mail and telegraph address is : Deputy Commissioner in charge of Narcotics, Treasury Department, Washington, D.C.

The Embassy has been instructed, should the proposed arrangement meet with the approval of the German Government, to inform its Government by telegraph, giving the name of the German official with whom Colonel Nutt should communicate. The Embassy would therefore be pleased to learn as soon as possible whether the arrangement outlined above is acceptable, and in the affirmative case to be apprised of the name and address of the German official in question.

BERLIN, December 24, 1927.

To the Ministry
for Foreign Affairs,
Berlin.

No. 1813

zwischen den mit der Beaufsichtigung dieses Verkehrs beauftragten deutschen und amerikanischen Dienststellen zum Gegenstand hat. Die Regelung würde umfassen :

1. Den unmittelbaren Austausch von Nachrichten und Beweismaterial betreffend die am ungesetzlichen Handel beteiligten Personen zwischen dem amerikanischen Schatzamt und dem deutschen Reichsgesundheitsamt. Dies würde einschliessen : Photographien, Strafregister, Fingerabdrücke, Bertillon-Messungen, Beschreibung der Methoden, die die in Rede stehenden Personen benutzt, der Orte, von denen aus sie sich betätigt, und der Genossen, mit denen sie gemeinsam gearbeitet haben.

2. Die sofortige unmittelbare Übermittlung von Nachrichten durch Brief oder Kabel über die vermuteten Bewegungen von Betäubungsmitteln oder von Personen, die am Schmuggel mit solchen beteiligt sind, wenn derartige Bewegungen das andere Land betreffen könnten.

3. Gegenseitiges Zusammenarbeiten bei Ermittlungen und Untersuchungen.

Der mit der Bearbeitung dieser Angelegenheiten betraute Beamte des Reichsgesundheitsamts ist Oberregierungsrat Prof. Dr. Anselmino, Mitglied des Reichsgesundheitsamts, Berlin NW. 87. Die Post- und Telegrammanschrift für an ihn zu richtende, die vorerwähnte Regelung betreffende Mitteilungen lautet : « Reichsgesundheitsamt, Berlin NW., 87 ».

BERLIN, den 14. Februar 1928.

An die Botschaft der Vereinigten
Staaten von Amerika,
Berlin.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

NOTE VERBALE

MINISTRY
FOR FOREIGN AFFAIRS.

With reference to the Note Verbale of December 24, 1927, the Ministry for Foreign Affairs has the honour to inform the Embassy of the United States of America that the German Government agrees with the measures suggested by the American Government for the direct exchange, between the German and American Departments charged with the control of the illicit traffic in narcotic drugs, of information and documentary evidence relating to that traffic. These measures would include :

(1) The direct exchange between the United States Treasury Department and the German Health Department of information and evidence with reference to persons engaged in the illicit traffic. This would include such information as photographs, criminal records, finger-prints, Bertillon measurements, description of the methods which the persons in question have been found to use, of the places from which they have operated, and of the partners with whom they have worked.

(2) The immediate direct forwarding of information by letter or cable as to the suspected movements of narcotic drugs or of those involved in smuggling drugs, if such movements might concern the other country.

(3) Mutual co-operation in detective and investigating work.

The official of the Public Health Department in charge of these questions is Professor Dr. Anselmino, Oberregierungsrat, Member of the Reich Public Health Department, Berlin N.W. 87. All postal and telegraphic communications to him concerning the arrangements described above should be addressed to the Reichsgesundheitsamt, Berlin, N.W. 87.

BERLIN, *February* 14, 1928.

To the Embassy
of the United States of America,
Berlin.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

N^o 1813. — ÉCHANGE DE NOTES ENTRE LE GOUVERNEMENT DU REICH ALLEMAND ET LE GOUVERNEMENT DES ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE, COMPORTANT UN ACCORD CONCERNANT L'ÉCHANGE DIRECT DE RENSEIGNEMENTS ENTRE LES SERVICES CHARGÉS DU CONTRÔLE DU TRAFIC DES STUPÉFIANTS. BERLIN, LES 24 DÉCEMBRE 1927 ET 14 FÉVRIER 1928.

AMBASSADE
DES ETATS-UNIS D'AMÉRIQUE.

L'Ambassade des Etats-Unis d'Amérique a l'honneur d'accuser réception de la note verbale du Ministère des Affaires étrangères, en date du 10 octobre 1927, par laquelle le Gouvernement allemand s'est déclaré prêt à conclure un arrangement en vue de l'échange direct de renseignements courants entre les services chargés du contrôle du trafic des stupéfiants aux Etats-Unis et en Allemagne, respectivement.

Cela étant, l'Ambassade a reçu de son gouvernement des instructions lui prescrivant de conclure un arrangement en vue de l'échange direct de renseignements, suivant les modalités qui avaient été envisagées au cours des conversations avec le colonel Wood; cette réglementation comporterait :

1. L'échange direct, entre le Département du Trésor des Etats-Unis et le service correspondant en Allemagne, de renseignements et de moyens de preuve relatifs aux personnes impliquées dans le trafic illicite. Cet arrangement viserait l'échange de photographies, d'extraits de casiers judiciaires, d'empreintes digitales, de mesures d'après le système Bertillon, d'indications au sujet des procédés employés par les personnes en question, des lieux d'où elles ont opéré et de leurs complices, etc.

2. La transmission directe immédiate, par lettre ou par câble, de renseignements concernant les mouvements supposés de stupéfiants ou de personnes qui se livrent au trafic des stupéfiants, pour autant que ces mouvements peuvent intéresser l'autre pays. Il y a lieu de faire observer que ces renseignements ne présentent aucune utilité s'ils ne sont pas transmis au lieu de destination d'une manière directe et rapide.

3. La coopération en matière de recherches et d'enquêtes.

En outre, l'Ambassade a l'honneur d'informer le Ministère des Affaires étrangères que le fonctionnaire du Département du Trésor des Etats-Unis, qui serait chargé par le Gouvernement américain de coopérer à la répression du trafic illicite des stupéfiants, est le colonel L.G. Nutt dont l'adresse postale et télégraphique est la suivante : Commissaire adjoint du contrôle des stupéfiants, Département du Trésor, Washington, D.C.

Pour le cas où l'Arrangement proposé serait approuvé par le Gouvernement allemand, l'Ambassade a reçu l'ordre d'en informer son gouvernement par télégramme, en indiquant le nom du fonctionnaire allemand avec lequel le colonel Nutt aurait à se mettre en rapports. L'Ambassade serait

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

donc très heureuse d'apprendre, aussitôt que possible, si l'arrangement exposé ci-dessus est jugé acceptable, et, dans l'affirmative, d'obtenir communication du nom et de l'adresse du fonctionnaire en question.

BERLIN, le 24 décembre 1927.

Monsieur le Ministre
des Affaires étrangères,
Berlin.

NOTE VERBALE

MINISTÈRE
DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES.

En se référant à la Note verbale du 24 décembre 1927, le Ministère des Affaires étrangères a l'honneur d'informer l'Ambassade des Etats-Unis d'Amérique que le Gouvernement allemand accepte la réglementation proposée par le Gouvernement des Etats-Unis, en ce qui concerne l'échange direct, entre les services allemands et américains chargés du contrôle du trafic des stupéfiants, de renseignements et de moyens de preuve relatifs au trafic illicite des stupéfiants. Cette réglementation comporterait :

1. L'échange direct, entre le Département du Trésor des Etats-Unis et l'Office d'Hygiène publique du Reich allemand, de renseignements et de moyens de preuve relatifs aux personnes impliquées dans le trafic illicite. Cet arrangement viserait l'échange de photographies, d'extraits des casiers judiciaires, d'empreintes digitales, de mesures d'après le système Bertillon, d'indications au sujet des procédés employés par les personnes en question, des lieux d'où elles ont opéré et de leurs complices.

2. La transmission directe immédiate, par lettre ou par câble, de renseignements concernant les mouvements supposés de stupéfiants ou de personnes qui se livrent au trafic des stupéfiants, pour autant que ces mouvements peuvent intéresser l'autre pays.

3. La coopération en matière de recherches et d'enquêtes.

Le fonctionnaire de l'Office d'Hygiène publique du Reich chargé de ces questions, est le professeur Dr Anselmino, Conseiller supérieur de gouvernement, membre de l'Office d'Hygiène publique du Reich, Berlin, N.W. 87. L'adresse postale et télégraphique que devront porter toutes les communications qui lui seront adressées, conformément à la réglementation susindiquée, est la suivante : « Office d'Hygiène publique du Reich, Berlin N.W. 87 ».

BERLIN, le 14 février 1928.

A l'Ambassade
des Etats-Unis d'Amérique,
Berlin.

N° 1814.

ALLEMAGNE ET SUISSE

Convention concernant l'assurance-
chômage des travailleurs des ré-
gions frontières. Signée à Berne,
le 4 février 1928.

GERMANY AND SWITZERLAND

Agreement regarding Unemployment
Insurance of Workers in Frontier
Districts. Signed at Berne, Fe-
bruary 4, 1928.

TEXTE ALLEMAND. — GERMAN TEXT.

N^o 1814. — ÜBEREINKOMMEN¹ ZWISCHEN DEM DEUTSCHEN REICHE UND DER SCHWEIZERISCHEN EIDGENOSSENSCHAFT ÜBER DIE ARBEITSLOSENVERSICHERUNG DER GRENZGÄNGER. GEZEICHNET IN BERN, AM 4. FEBRUAR, 1928.

Texte officiel allemand communiqué par le consul général d'Allemagne à Genève et le Conseil fédéral suisse. L'enregistrement de cette convention a eu lieu le 4 août 1928.

German official text communicated by the German Consul-General at Geneva and by the Swiss Federal Council. The registration of this Convention took place August 4, 1928.

DER DEUTSCHE REICHSPRÄSIDENT und DER SCHWEIZERISCHE BUNDESRAT, von dem Wunsche geleitet, die Arbeitslosenversicherung der Grenzgänger an der deutsch-schweizerischen Grenze zu regeln, haben beschlossen, hierüber ein Übereinkommen zwischen dem Deutschen Reiche und der Schweizerischen Eidgenossenschaft abzuschliessen. Zu diesem Zwecke haben zu Bevollmächtigten ernannt :

DER DEUTSCHE REICHSPRÄSIDENT :

den Gesandtschaftsrat bei der Deutschen Gesandtschaft in Bern Herrn Dr. Robert ULRICH und
den Ministerialdirigenten im Reichsarbeitsministerium Herrn Geheimen Regierungsrat Dr. Oskar WEIGERT ;

DER SCHWEIZERISCHE BUNDESRAT :

den Chef der Abteilung für Auswärtiges des Eidg. Politischen Departements, Herrn Minister Paul DINICHERT und
den Direktor des Arbeitsamts des Eidg. Volkswirtschaftsdepartements, Herrn Hans PFISTER,

die, nach Prüfung ihrer Vollmachten, die in guter und gehöriger Form befunden worden sind, folgendes vereinbart haben :

Artikel 1.

Arbeitnehmer, die in dem einen der beiden Staaten wohnen und in dem andern beschäftigt sind (Grenzgänger), unterstehen hinsichtlich der Arbeitslosenversicherung den Vorschriften desjenigen Staates, in dem sie wohnen. Die Vorschriften dieses Staates über die Voraussetzungen, unter denen die Leistungen der Versicherung gewährt werden, finden auf sie Anwendung.

¹ L'échange des ratifications a eu lieu à Berlin, le 4 mai 1928.

¹ The exchange of ratifications took place at Berlin, May 4, 1928.

Artikel 2.

1. Die Grenzgänger dürfen zu Beiträgen an die Arbeitslosenversicherung in dem Staate wo sie beschäftigt sind, nicht herangezogen werden. Dagegen bleibt die Beitragspflicht des Arbeitgebers unberührt, soweit eine solche Pflicht nach den Vorschriften besteht, die für den Beschäftigungsort gelten.

2. Das Verfahren zur Befreiung der Grenzgänger von der Beitragspflicht regelt, soweit erforderlich, der Staat, in dem die Beschäftigung stattfindet.

Artikel 3.

1. Soweit nach dem Rechte eines der beiden Staaten die Arbeitslosenunterstützung davon abhängt, dass der Arbeitslose in einer versicherungspflichtigen Beschäftigung gestanden hat, steht für den Grenzgänger eine Beschäftigung, die im Gebiete des andern Staates ausgeübt wird, einer versicherungspflichtigen Beschäftigung gleich. Dies gilt auch für Beschäftigungen, die vor dem Inkrafttreten dieses Übereinkommens ausgeübt worden sind oder ausgeübt werden.

2. Die Gleichstellung kann davon abhängig gemacht werden, dass der Grenzgänger einen Beitrag an die Arbeitslosenversicherung in dem Staate zahlt, wo er wohnt.

Artikel 4.

Dieses Übereinkommen soll ratifiziert werden. Die Ratifikationsurkunden sollen sobald als möglich in Berlin ausgetauscht werden. Das Übereinkommen tritt einen Monat nach Austausch der Ratifikationsurkunden in Kraft und gilt zunächst ein Jahr. Seine Geltungsdauer verlängert sich jeweils um ein weiteres Jahr, wenn es nicht drei Monate vor Ablauf der Geltungsdauer gekündigt wird.

Zu Urkund dessen haben die Bevollmächtigten dieses Übereinkommen mit ihren Unterschriften versehen.

Ausgefertigt, in doppelter Urschrift, in Bern am 4. Februar 1928.

(Gezeichnet) Dr. Robert ULRICH.

(Gezeichnet) Paul DINICHERT.

• (Gezeichnet) Dr. O. WEIGERT.

(Gezeichnet) PFISTER.

Für getreue Abschrift :

Bern, den 7. August 1928.

Der Vizekanzler :

G. Bovet.

¹ TRADUCTION.

N° 1814. — CONVENTION ENTRE LA CONFÉDÉRATION SUISSE ET LE REICH ALLEMAND CONCERNANT L'ASSURANCE-CHÔMAGE DES TRAVAILLEURS DES RÉGIONS FRONTIÈRES. SIGNÉE A BERNE, LE 4 FÉVRIER 1928.

LE CONSEIL FÉDÉRAL SUISSE et LE PRÉSIDENT DU REICH ALLEMAND, animés du désir de régler l'assurance-chômage des travailleurs des régions frontières entre la Suisse et l'Allemagne, ont décidé de conclure une convention entre la Confédération suisse et le Reich allemand. Ils ont désigné à cet effet leurs plénipotentiaires, savoir :

LE CONSEIL FÉDÉRAL SUISSE :

- M. le ministre Paul DINICHERT, chef de la division des affaires étrangères du département politique fédéral ; et
- M. Hans PFISTER, directeur de l'office fédéral du travail du Département fédéral de l'économie publique ;

LE PRÉSIDENT DU REICH ALLEMAND :

- M. le Dr Robert ULRICH, conseiller de la légation d'Allemagne à Berne ; et
- M. le Dr Oscar WEIGERT, directeur ministériel au ministère du travail, conseiller intime de gouvernement ;

Lesquels, après s'être fait connaître leurs pleins pouvoirs, reconnus en bonne et due forme, sont convenus de ce qui suit :

² TRANSLATION.

No. 1814. — AGREEMENT BETWEEN THE GERMAN REICH AND THE SWISS CONFEDERATION REGARDING UNEMPLOYMENT INSURANCE OF WORKERS IN FRONTIER DISTRICTS. SIGNED AT BERNE, FEBRUARY 4, 1928.

THE PRESIDENT OF THE GERMAN REICH and THE SWISS FEDERAL COUNCIL, being desirous of regulating the question of unemployment insurance for workers residing in districts bordering on the German-Swiss frontier, have decided to conclude an agreement on that matter between the German Reich and the Swiss Confederation. For this purpose they have appointed as their Plenipotentiaries :

THE PRESIDENT OF THE GERMAN REICH :

- Dr. Robert ULRICH, Councillor of Legation in the German Legation at Berne, and
- Dr. Oscar WEIGERT, *Regierungsrat*, Director in the Reich Ministry of Labour ;

THE SWISS FEDERAL COUNCIL :

- M. Paul DINICHERT, Minister, Head of the Foreign Affairs Division in the Federal Political Department ; and
- M. Hans PFISTER, Director of the Labour Office in the Federal Economic Department ;

Who, after communicating to each other their full powers found in good and due form, have agreed upon the following provisions :

¹ Communiquée par le Conseil fédéral suisse.

² Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Communicated by the Swiss Federal Council.

² Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

Article premier.

En matière d'assurance-chômage, les travailleurs habitant sur le territoire de l'un des deux Etats contractants et travaillant sur le territoire de l'autre (travailleurs des régions frontières) sont soumis aux dispositions en vigueur dans l'Etat du lieu de la résidence. Les prescriptions de cet Etat sur les conditions auxquelles sont allouées les prestations de l'assurance leur sont applicables.

Article 2.

1. Les travailleurs des régions frontières ne seront pas astreints à verser des contributions à l'assurance-chômage de l'Etat sur le territoire duquel ils travaillent. Cette disposition ne porte toutefois pas atteinte à l'obligation de l'employeur de contribuer à l'assurance-chômage, lorsque cette obligation est prévue par les prescriptions en vigueur à l'endroit où s'effectue le travail.

2. L'Etat du lieu de travail déterminera, pour autant que cela sera nécessaire, la procédure permettant d'exonérer les travailleurs des régions frontières du paiement des contributions.

Article 3.

1. Lorsque le droit en vigueur dans l'un des deux Etats contractants subordonne l'indemnisation du chômage à la condition que le chômeur ait occupé un emploi assujéti à l'assurance obligatoire, l'emploi rempli par les travailleurs des régions frontières sur le territoire de l'autre Etat est assimilé à un emploi assujéti à l'obligation d'assurance. Il en est de même des emplois remplis avant ou au moment de l'entrée en vigueur de la présente convention.

2. L'égalité de traitement peut être subordonnée à la condition que le travailleur des régions frontières verse une contribution à l'assurance-chômage de l'Etat du lieu de résidence.

Article 4.

La présente convention sera ratifiée. Les instruments de ratification seront échangés à

Article 1.

Workers residing in one of the contracting States and employed in the other State (workers in frontier districts) shall, for purposes of unemployment insurance, be subject to the regulations of the State in which they reside. The regulations of this State regarding the conditions under which unemployment benefits are granted shall apply to them.

Article 2.

1. Such workers shall not be required to pay unemployment insurance contributions in the State in which they are employed. This does not, however, affect the liability of the employer to contribute, where such an obligation exists under the regulations in force at the place of employment.

2. The State in which the workers in question are employed shall, so far as necessary, determine the procedure for their exemption from contributions.

Article 3.

1. Where the laws in force in either contracting State make the granting of unemployment benefits conditional on the beneficiary having held an employment in which insurance is compulsory, employment in the territory of the other State shall be treated, in the case of workers residing in frontier districts, as equivalent to employment in which insurance is compulsory. This provision shall also apply to employments which had been previously held or were being held at the time of the coming into force of the present Convention.

2. The granting of the above-mentioned equivalent treatment may be conditional on the worker in question having paid contributions to the unemployment insurance fund in the State in which he resides.

Article 4.

The present Convention shall be ratified and the instruments of ratification shall be

Berlin aussitôt que possible. La présente convention entrera en vigueur un mois après l'échange des instruments de ratification et restera tout d'abord en vigueur pour une année. Faute de dénonciation trois mois avant l'expiration du délai d'un an, elle sera prorogée chaque fois pour une durée d'une année.

En foi de quoi les plénipotentiaires ont signé la présente convention.

Fait en double expédition, à Berne, le quatre février mil neuf cent vingt-huit.

(Signé) Paul DINICHERT.

(Signé) PFISTER.

(Signé) Dr Robert ULRICH.

(Signé) Dr O. WEIGERT.

exchanged at Berlin as soon as possible. The Convention shall come into force one month after the exchange of the instruments of ratification and shall remain in force for one year. Unless it is denounced three months before the expiry of any period of validity it shall be prolonged for an additional year.

In faith whereof the Plenipotentiaries have signed the present Convention.

Done in duplicate at Berne on February the fourth one thousand nine hundred and twenty-eight.

(Signed) Dr. R. ULRICH.

(Signed) Dr. O. WEIGERT.

(Signed) Paul DINICHERT.

(Signed) PFISTER.

Pour copie conforme :

Berne, le 7 août 1928.

Le vice-chancelier :

G. Bovet.

N° 1815.

ALLEMAGNE ET FRANCE

Arrangement au sujet des échanges commerciaux du territoire du Bassin de la Sarre avec le territoire douanier allemand, et protocole de signatures, signés à Paris, le 23 février 1928, et échange de notes de la même date.

GERMANY AND FRANCE

Agreement regarding Commercial Exchanges between the Saar Basin Territory and the German Customs Territory, with Protocol of Signatures, signed at Paris, February 23, 1928, and Exchange of Notes of the same Date.

TEXTE ALLEMAND. — GERMAN TEXT.

N^o 1815. — VEREINBARUNG¹ ZWISCHEN DEUTSCHLAND UND FRANKREICH ÜBER DEN WARENAUSTAUSCH ZWISCHEN DEM SAARBECKENGEBIET UND DEM DEUTSCHEN ZOLLGEBIET. GEZEICHNET IN PARIS, AM 23. FEBRUAR, 1928.

Textes officiels allemand et français communiqués par le consul général d'Allemagne à Genève. L'enregistrement de cet arrangement a eu lieu le 4 août 1928.

DER DEUTSCHE REICHSPRÄSIDENT und DER PRÄSIDENT DER FRANZÖSISCHEN REPUBLIK halten es für zweckmässig, die durch den Vertrag von Versailles zwischen Frankreich und dem Saarbeckengebiet errichtete Zollunion mit einigen abmildernden und angleichenden Massnahmen zu versehen, um hierdurch der Bevölkerung des Saargebiets einige Erleichterungen für ihre Versorgung zu sichern und ihr als Gegenleistung gewisse Absatzgebiete, die dieses Gebiet bisher im deutschen Zollgebiet besass, zu gewährleisten, und haben zu diesem Zwecke zu ihren Bevollmächtigten ernannt :

DER DEUTSCHE REICHSPRÄSIDENT :

den Deutschen Botschafter in Paris, Leopold VON HOESCH, und
den Ministerialrat im Reichsfinanzministerium, Dr. Otto WEYMANN ;

DER PRÄSIDENT DER FRANZÖSISCHEN REPUBLIK

Den Minister für Auswärtige Angelegenheiten, Aristide BRIAND, und
Den Minister für Handel, Gewerbe, Post und Telegraphie, Maurice BOKANOWSKI,

die nach gegenseitiger Mitteilung ihrer in guter und gehöriger Form befundenen Vollmachten die nachstehenden Bestimmungen vereinbart haben :

Artikel 1.

Die Französische Regierung wird die Einfuhr der in Liste A aufgeführten Erzeugnisse deutschen Ursprungs und deutscher Herkunft in das Saargebiet unter den in dieser Liste genannten Zollvergünstigungen und Bedingungen und im Rahmen der darin festgesetzten Kontingente zulassen.

Artikel 2.

Zur Sicherung der Versorgung der saarländischen Industrie mit Erzeugnissen für die Herstellung von Waren, die zur späteren Ausfuhr aus dem französischen Zollgebiet in das deutsche Zollgebiet oder dasjenige eines anderen Landes bestimmt sind, und zur Unterstützung

¹ L'échange des ratifications a eu lieu à Paris, le 29 mars 1928.

N^o 1815. — ARRANGEMENT ¹ CONCLU ENTRE L'ALLEMAGNE ET LA FRANCE AU SUJET DES ÉCHANGES COMMERCIAUX DU TERRITOIRE DU BASSIN DE LA SARRE AVEC LE TERRITOIRE DOUANIER ALLEMAND. SIGNÉ A PARIS, LE 23 FÉVRIER 1928.

German and French official texts communicated by the German Consul-General at Geneva. The registration of this Agreement took place August 4, 1928.

LE PRÉSIDENT DU REICH ALLEMAND et LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE, reconnaissant qu'il est utile d'apporter quelques tempéraments et adaptations au régime d'union douanière que le Traité de Versailles a institué entre la France et le Territoire du Bassin de la Sarre, à l'effet d'assurer à la population sarroise quelques facilités pour son ravitaillement et de lui garantir, en échange, certains débouchés que ledit territoire trouvait jusqu'ici dans le territoire douanier allemand, ont désigné à cet effet comme leurs plénipotentiaires, d'une part :

LE PRÉSIDENT DU REICH ALLEMAND :

M. Léopold VON HOESCH, ambassadeur d'Allemagne ; et

M. le D^r Otto WEYMANN, conseiller ministériel au Ministère des Finances du Reich ;
d'autre part :

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE :

M. Aristide BRIAND, ministre des Affaires étrangères ; et

M. M. BOKANOWSKI, ministre du Commerce et de l'Industrie, des Postes, des Télégraphes, des Téléphones et de l'Aéronautique ;

Qui, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs, lesquels ont été reconnus en bonne et due forme, ont convenu des dispositions suivantes :

Article premier.

Le Gouvernement français admettra les produits originaires et en provenance d'Allemagne, énumérés à la liste A, à leur importation dans le Territoire de la Sarre, au bénéfice du traitement douanier mentionné à la même liste, dans les conditions et dans les limites des contingents qui y sont fixés.

Article 2.

En vue d'assurer l'approvisionnement de l'industrie sarroise en produits devant entrer dans la fabrication de marchandises destinées à être exportées ultérieurement du territoire douanier français vers le territoire douanier allemand ou vers celui d'autres pays, et en vue de favoriser l'activité de la

¹ The exchange of ratification took place at Paris, March 29, 1928.

des saarländischen Handwerks genießen die in der Liste A 1 genannten Erzeugnisse deutschen Ursprungs und deutscher Herkunft bei ihrer Einfuhr in das Saargebiet die in der genannten Litse vorgesehenen Vorteile, und zwar unter folgenden Bedingungen :

a) Die Einführenden haben bei der Verzollung einen besonderen Berechtigungsschein vorzulegen, der nur an industrielle Unternehmungen, industrielle oder andere Laboratorien oder Kleingewerbetreibende ausgestellt werden darf, die am 10. Januar 1925 seit mindestens zwei Jahren im Saargebiet ansässig gewesen sind. Die Deklaration bei der Einfuhr ist in der für zeitweilige Zulassung (admission temporaire) üblichen Form abzugeben ; jedoch kann Sicherheitsleistung nicht verlangt werden. Bei den einzelnen Wiederausfuhren sind die Deklarationen für die Ausfuhr auf die Rückseite der Einfuhrdeklaration zu setzen und von den Grenzzollämtern zu erledigen.

b) Der Berechtigungsschein ist vom Zolldirektor in Saarbrücken auszustellen, wenn die Einführenden die schriftliche eidesstattliche Versicherung übernehmen,

1. die eingeführten Erzeugnisse nur in ihrem eigenen Unternehmen zu verarbeiten,

2. die unter Verwendung der eingeführten Erzeugnisse hergestellten Waren innerhalb einer bei Ausstellung des im Abs. a) genannten Berechtigungsscheines festzusetzenden Frist auszuführen.

c) Die Einführenden haben über die Einfuhren, die Verarbeitung der eingeführten Erzeugnisse sowie die Ausfuhren der unter Verwendung dieser Erzeugnisse hergestellten Waren Buch zu führen und müssen dem Zolldirektor in Saarbrücken auf dessen Wunsch in diese Buchführung Einblick gewähren.

Artikel 3.

Die Deutsche Regierung wird die Einfuhr der in der Liste B aufgeführten Erzeugnisse saarländischen Ursprungs und saarländischer Herkunft unter den in dieser Liste genannten Zollvergünstigungen und Bedingungen und im Rahmen der darin festgesetzten Kontingente zulassen.

Artikel 4.

Die Deutsche Regierung wird die Einfuhr der in den Listen B 1, B 2 und B 3 aufgeführten Erzeugnisse saarländischen Ursprungs und saarländischer Herkunft unter den in dieser Liste genannten Zollvergünstigungen und Bedingungen und im Rahmen der darin festgesetzten Kontingente zulassen.

Artikel 5.

Maschinen, mechanische Vorrichtungen, Apparate nebst ihren Ersatzteilen deutschen Ursprungs und deutscher Herkunft, die unter die in der Liste C 1 aufgezählten Positionen des französischen Zolltarifs fallen, genießen bei ihrer Einfuhr in das Saargebiet die in dieser Liste bezeichneten Vergünstigungen unter folgenden Bedingungen und Vorbehalten :

I. EINFUHRBEDINGUNGEN.

a) Die Einführenden haben bei der Deklaration für den freien Verkehr einen besonderen Berechtigungsschein vorzulegen, der nur an industrielle oder landwirtschaftliche Unternehmungen, industrielle oder andere Laboratorien, öffentliche Betriebe und Kleingewerbetreibende ausgestellt werden darf, die am 10. Januar 1925 seit mindestens zwei Jahren im Saargebiet ansässig gewesen sind, und nur, wenn es sich um ihren eigenen Gebrauch handelt.

main-d'œuvre sarroise, les articles d'origine et de provenance allemandes énumérés à la liste A 1 bénéficieront, à leur importation dans le territoire de la Sarre, des avantages prévus à ladite liste dans les conditions suivantes :

a) Les importateurs devront présenter, lors du dédouanement, une autorisation spéciale qui ne pourra être délivrée qu'à des établissements industriels, à des laboratoires industriels ou autres ou à de petits artisans établis en Sarre au 10 janvier 1925 depuis au moins deux ans.

La déclaration d'importation sera déposée sous la forme usitée en matière d'admission temporaire, mais sans qu'il soit exigé de caution. Les réexportations successives feront l'objet de déclarations de sortie inscrites au verso de la déclaration d'importation et visées par les Services des douanes de la frontière.

b) L'autorisation sera délivrée par le directeur des Douanes de Sarrebruck si les importateurs prennent l'engagement écrit sous la foi du serment :

1^o D'employer les produits importés uniquement dans leur entreprise ;

2^o D'exporter les marchandises fabriquées à l'aide des produits importés dans le délai qui leur aura été fixé au moment de la délivrance de l'autorisation spéciale visée au paragraphe a).

c) Les importateurs devront tenir un registre des importations, de la transformation des produits importés, ainsi que des exportations des marchandises fabriquées à l'aide de ces produits ; ils devront soumettre ce registre au directeur des Douanes de Sarrebruck à toute requête de celui-ci.

Article 3.

Le Gouvernement allemand admettra les produits originaires et en provenance du territoire de la Sarre énumérés à la liste B au bénéfice du traitement douanier mentionné à ladite liste, dans les conditions et dans les limites des contingents qui y sont fixés.

Article 4.

Le Gouvernement allemand admettra les produits originaires et en provenance du territoire de la Sarre énumérés aux listes B 1, B 2, et B 3 au bénéfice du traitement douanier mentionné auxdites listes et dans les conditions et dans les limites des contingents qui y sont fixés.

Article 5.

Les machines, mécaniques, appareils et leurs pièces de rechange d'origine et de provenance allemandes cataloguées sous les articles du tarif douanier français énumérés dans la liste C 1 bénéficieront à l'entrée dans le territoire de la Sarre des avantages spécifiés à ladite liste sous les conditions et réserves ci-après :

I. CONDITIONS DE L'IMPORTATION.

a) Les importateurs devront présenter à l'appui de leur déclaration de mise à la consommation une autorisation spéciale, laquelle ne pourra être délivrée qu'à des établissements industriels ou agricoles, à des laboratoires industriels ou autres, à des services publics ou de petits artisans établis en Sarre au 10 janvier 1925 depuis au moins deux ans et seulement pour leur propre usage.

b) Maschinen, mechanische Vorrichtungen und Apparate müssen zur Einreihung in eine Einheit oder Gruppe von Maschinen, mechanischen Vorrichtungen oder Apparaten deutschen Ursprungs und derselben Verwendung bestimmt und, abgesehen von nebensächlichen Konstruktionseinzelheiten, des gleichen Typs sein wie die Einheit oder Gruppe, in die sie eingereiht werden sollen.

c) Für Maschinen, mechanische Vorrichtungen oder Apparate, die nicht dazu bestimmt sind, in eine Einheit oder Gruppe der vorerwähnten Art eingereiht zu werden, soll der Berechtigungsschein nur erteilt werden, wenn ihre Einfuhr als wesentliche Notwendigkeit für die Aufrechterhaltung des Betriebs des Unternehmers erscheint.

d) Ersatzteile müssen zur Ausbesserung von Maschinen, mechanischen Vorrichtungen oder Apparaten deutschen Ursprungs bestimmt sein; sie können entweder für den unmittelbaren Gebrauch oder auf Vorrat eingeführt werden, wenn eine Vorratshaltung wirtschaftlichen oder technischen Erfordernissen des Unternehmens, für das sie bestimmt sind, entspricht.

e) Um einen Berechtigungsschein zu erhalten, müssen sich die Einführenden verpflichten, die in Abs. b), c) und d) genannten Maschinen, mechanischen Vorrichtungen, Apparate und Ersatzteile mindestens zwei Jahre lang vom Tage der Einfuhr ab in ihrem Unternehmen zu behalten, ausser wenn sie eine besondere Erlaubnis erhalten; andernfalls werden die normalen Zollsätze zuzüglich der gesetzlichen Verzugszinsen sofort fällig.

II. PRÜFUNGSVERFAHREN.

Die in Ia) genannten Berechtigungsscheine sind beim Zolldirektor in Saarbrücken zu beantragen, der sie erteilen wird, wenn die in I unter b) oder c) oder d) sowie e) aufgeführten Voraussetzungen und die in III bezeichneten Nachweise vorliegen. Besitzt er nicht die für die Erteilung des Berechtigungsscheins erforderlichen Unterlagen, so hat er einen Ausschuss mit der Prüfung zu befassen, der sich aus vier Sachverständigen zusammensetzt, von denen

1. der eine vom Einführenden,
2. ein zweiter von dem Präsidenten des Landgerichts Saarbrücken aus der Liste der bei diesem Gerichte vereidigten Sachverständigen,
3. ein dritter vom Zolldirektor in Saarbrücken,
4. der vierte vom französischen Handelsminister benannt wird.

Dieser letzte Sachverständige ist gleichzeitig Vorsitzender des Ausschusses.

Das Gutachten des Ausschusses ist schriftlich und mit Begründung zu erteilen. Wenn der Ausschuss nicht zu einem Mehrheitsbeschlusse gelangt, ist über die sich einander gegenüberstehenden Gutachten gleichfalls Bericht zu erstatten.

Der Wortlaut dieser Gutachten oder Berichte ist aufzubewahren, damit er von dem Sachverständigenausschusse für spätere Entscheidungen zu Rate gezogen werden kann, wenn der Ausschuss dies für angezeigt hält. Der Ausschuss kann auch, wenn er dies für angezeigt hält, den Zolldirektor über die Gründe befragen, die seine Entscheidungen bei der Gewährung von Berechtigungsscheinen in ähnlichen Fällen veranlasst haben.

Ein mit Stimmenmehrheit getroffenes Gutachten ist verbindlich. Bei mit Stimmengleichheit abgegebenen Gutachten entscheidet der Zolldirektor in Saarbrücken.

III. BELEGE.

A. Soweit es sich um die Einfuhr von Maschinen, mechanischen Vorrichtungen und Apparaten, die zur Einreihung in eine Einheit oder Gruppe gleicher Verwendung und gleichen Typs bestimmt sind, wie sie in Ib) genannt sind, handelt, muss zur Einleitung einer Prüfung und zur Gewährung des Berechtigungsscheines nachgewiesen werden:

b) Les machines, mécaniques et appareils devront être destinés à entrer dans un ensemble ou un groupe de machines, mécaniques ou appareils d'origine allemande affectés au même usage et du même type, abstraction faite de détails secondaires de construction.

c) Il ne pourra être accordé d'autorisation pour des machines, mécaniques ou appareils qui ne seraient pas destinés à entrer dans les ensembles ou groupes ci-dessus mentionnés que si leur importation apparaissait comme essentiellement nécessaire au maintien de l'activité de l'employeur.

d) Les pièces de rechange devront être destinées à la réparation des machines, mécaniques ou appareils d'origine allemande ; elles pourront être importées soit pour l'emploi immédiat, soit pour le stockage si ce stockage correspond à des nécessités économiques ou techniques de l'établissement destinataire.

e) Pour obtenir les autorisations d'importation relatives aux machines, mécaniques, appareils et pièces de rechange, les importateurs des marchandises visées aux paragraphes b), c) et d) ci-dessus devront prendre l'engagement de conserver dans leur entreprise, à moins d'autorisation spéciale, les machines, mécaniques, appareils et pièces de rechange importés pendant au moins deux ans à compter de l'introduction, faute de quoi les droits normaux majorés de l'intérêt légal de retard deviendraient immédiatement exigibles.

II. INSTRUCTION DES REQUÊTES.

Les autorisations visées au n° 1a ci-dessus seront demandées au directeur des Douanes de Sarrebruck, qui les accordera si les conditions stipulées aux termes des paragraphes b), c), d) et e) de la Section I ci-dessus sont remplies et si les justifications prévues à la Section III lui sont fournies.

S'il ne dispose pas des éléments nécessaires pour délivrer l'autorisation, il renverra la requête à l'avis d'un comité composé de quatre experts désignés :

- 1° L'un par l'importateur ;
- 2° Un autre par le président du Tribunal régional de Sarrebruck, choisi sur la liste des experts assermentés près ce tribunal ;
- 3° Un troisième par le directeur des Douanes de Sarrebruck ;
- 4° Le quatrième par le ministre du Commerce français.

Ce dernier expert sera en même temps président du comité.

L'avis du comité devra être donné par écrit et motivé. Si le comité n'a pu aboutir à une décision acceptée par la majorité, les avis adverses seront également rapportés.

Le texte de ces avis ou rapports sera conservé en sorte qu'il puisse être consulté par le collège des experts, s'il le juge utile, en vue de ses décisions ultérieures. Ce même collège pourra de même consulter, s'il le juge utile, le directeur des Douanes sur les motifs qui ont provoqué ses décisions dans l'octroi des autorisations pour des affaires similaires.

Tout avis accepté à la majorité emportera décision. Dans le cas de partage des voix à égalité quant à l'avis à donner, la décision appartiendra au directeur des Douanes de Sarrebruck.

III. JUSTIFICATIONS.

A. Pour l'importation des machines, mécaniques et appareils destinés à entrer dans un ensemble ou groupe de même usage et de même type visés à la Section I, paragraphe b), la requête ne sera recevable et l'autorisation ne sera accordée que s'il est prouvé :

1. dass die einzuführenden Maschinen, mechanischen Vorrichtungen oder Apparate dazu bestimmt sind, in eine bereits bestehende Einheit oder Gruppe von Maschinen, mechanischen Vorrichtungen oder Apparaten deutschen Ursprungs und deutscher Herkunft eingereiht zu werden ;

2. dass sie für denselben Gebrauch bestimmt und, abgesehen von nebensächlichen Konstruktionseinzelheiten, gleichen Typs sind wie die Maschinen der Einheit oder Gruppe, in die sie eingereiht werden sollen.

B. Soweit es sich um die Einfuhr von Ersatzteilen handelte, die in I d) genannt sind, muss nachgewiesen werden :

1. wenn sie für den unmittelbaren Gebrauch eingeführt werden, dass sie zur Verbesserung von Maschinen, mechanischen Vorrichtungen oder Apparaten deutschen Ursprungs bestimmt sind ;

2. wenn sie auf Vorrat eingeführt werden, dass die Art und Menge der eingeführten Stücke den wirtschaftlichen oder technischen Erfordernissen des Unternehmens des Einführenden entsprechen.

C. Was die in I c) genannten Maschinen, mechanischen Vorrichtungen und Apparate betrifft, so ist das Gutachten des Sachverständigenausschusses und die Entscheidung des Zolldirektors in Saarbrücken, ob sie mit oder ohne Gutachten der Sachverständigen getroffen ist, zu stützen auf die Berücksichtigung schwerer wirtschaftlicher Schäden, die bei einem Ersatz durch Maschinen, mechanische Vorrichtungen oder Apparate saarländischer oder französischer Fabrikation in bezug auf die Wirtschaftlichkeit und den guten Gang des Unternehmens, auf die Sicherheit der Arbeiterschaft, auf die Durchführung der Gesetze und der Verordnungen zum Schutz der Arbeiterschaft, besonders auf dem Gebiet des Versicherungswesens, oder auf die Ausführung der für die Arbeiter geltenden Tarifverträge sich ergeben würden.

Zwecks Beibringung der obengenannten Nachweise und zur Klärung der obengenannten Voraussetzungen haben die Einführenden alle Belegstücke vorzulegen und sich allen Untersuchungen zu unterwerfen, die der Zolldirektor in Saarbrücken oder der Sachverständigenausschuss für nötig halten.

IV. ENTSCHEIDUNGEN.

Die Entscheidungen des Zolldirektors und die Gutachten des Sachverständigenausschusses, an den er sich gegebenenfalls wendet, müssen schriftlich und unter Angabe der Gründe abgegeben werden. Die Entscheidung des Zolldirektors muss innerhalb eines Zeitraums von 15 Tagen oder, falls die Sachverständigen zugezogen werden, von drei Wochen erfolgen.

V. SOFORTIGE EINFUHR.

Waren, die den Gegenstand eines Gutachtens der Sachverständigen oder eines Einfuhrantrags auf Liste C 1 bilden, können unter den in dieser Liste aufgeführten Vergünstigungen sofort eingeführt werden, jedoch vorbehaltlich der Massnahmen, die erforderlich sind, um die Zahlung des gegebenenfalls bei ablehnender Entscheidung der Sachverständigen oder bei Ablehnung des Einfuhrantrags fällig werdenden Zusatzzolles sicherzustellen.

VI. VORÜBERGEHENDE AUSFUHR.

Frankreich gestattet die zollfreie vorübergehende Ausfuhr und Wiedereinfuhr von Maschinen, mechanischen Vorrichtungen und Apparaten deutschen Ursprungs, deren Verbesserung in Deutschland notwendig erscheint. Die zu diesem Zweck notwendigen Bewilligungen werden vom Zolldirektor in Saarbrücken erteilt, der sie nur bei Verdacht missbräuchlicher Benutzung verweigern darf.

1^o Que les machines, mécaniques ou appareils à importer sont destinés à être incorporés dans un ensemble déjà existant de machines, mécaniques ou appareils d'origine ou de provenance allemandes ;

2^o Qu'ils sont destinés au même usage et d'un type identique, abstraction faite de détails secondaires de construction, à celui des machines constituant l'ensemble ou groupe dans lequel ils doivent être incorporés.

B. Pour les pièces de rechange visées au paragraphe *d*) de la Section I ci-dessus, il devra être prouvé :

1^o Si elles sont importées pour l'usage immédiat, qu'elles sont destinées à l'entretien de machines, mécaniques et appareils d'origine allemande ;

2^o Si elles sont destinées au stockage, que la nature et la quantité des pièces importées correspondent aux nécessités économiques ou techniques de l'établissement importateur.

C. Pour les machines, mécaniques et appareils visés au paragraphe 1 *c*), l'avis du Comité des experts, et la décision du directeur des Douanes de Sarrebruck, qu'elle soit prise ou non sur l'avis des experts, devront être fondés en considération des obstacles économiques sérieux que pourrait entraîner la substitution de machines, mécaniques ou appareils de fabrication sarroise ou française en ce qui concerne le rendement de la production, la bonne marche des entreprises, la sécurité de la main-d'œuvre, l'application des lois et règlements qui la protègent, notamment en matière d'assurance ou d'exécution des contrats de louage qui la régissent.

Pour l'appréciation de la justification des conditions requises aux termes des dispositions qui précèdent, les importateurs devront produire toutes pièces et se soumettre à toutes enquêtes qui pourraient être requises par le directeur des Douanes de Sarrebruck ou le Comité des experts.

IV. DÉCISION.

Les décisions du directeur des Douanes et les avis du Comité des experts auquel il pourrait avoir recours doivent être donnés par écrit et motivés. La décision du directeur des Douanes devra être prise dans un délai de quinze jours ou, s'il est procédé à une consultation des experts, dans un délai de trois semaines.

V. IMPORTATION IMMÉDIATE.

Les marchandises faisant l'objet d'une expertise ou d'une demande d'autorisation d'importation au titre de la liste C 1 pourront être importées immédiatement au bénéfice des avantages stipulés à ladite liste, sous réserve des mesures nécessaires pour garantir le paiement du supplément de droits éventuellement exigibles, si la décision consécutive à l'expertise ou à la demande était négative.

VI. EXPORTATION TEMPORAIRE.

La France permettra l'exportation temporaire et le retour en franchise des machines, mécaniques et appareils d'origine allemande dont la réparation en Allemagne apparaîtra nécessaire. Les autorisations à cet effet seront accordées par le directeur des Douanes de Sarrebruck qui ne devra les refuser qu'en cas de présomption de fraude.

VII. KOSTEN.

Die Kosten für das in diesem Artikel vorgesehene Verfahren einschliesslich des Sachverständigengutachtens werden von der Regierungskommission getragen, die sie von den Importeuren des Saargebiets bis zur Höhe von i. vom Tausend des Wertes der Erzeugnisse, deren Einfuhr sie beantragen, wieder einziehen kann.

Artikel 6.

Die in der Liste C 2 aufgeführten Erzeugnisse geniessen bei ihrer Einfuhr in das Saargebiet die in dieser Liste bezeichneten Vergünstigungen unter folgenden Bedingungen :

a) Die Einführenden oder die Personen, die in deren Auftrag die Waren zur Verzollung stellen, haben bei der Deklaration für den freien Verkehr einen besonderen Berechtigungsschein vorzulegen. Dieser ist vom Zolldirektor in Saarbrücken auszustellen, wenn die Einführenden die schriftliche eidesstattliche Verpflichtung übernehmen, die eingeführten Maschinen, mechanischen Vorrichtungen und Teile von solchen mindestens zwei Jahre lang in ihrem Unternehmen zu behalten, ausser wenn sie eine besondere Erlaubnis des Zolldirektors in Saarbrücken erhalten.

Ausserdem haben die Einführenden oder die von ihnen gehörig bevollmächtigten Vertreter bei der Eingangszollstelle im Augenblicke der Abgabe der Deklaration für den freien Verkehr ohne Sicherheitsleistung die Verpflichtung zu übernehmen, die normalen Sätze sowie alle Zinsen von Zollsätzen und alle Strafen, die nach französischen Zollgesetzen und -vorschriften für ihre Übertretung in Frage kommen, zu zahlen, falls sie die eingeführten Maschinen, mechanischen Vorrichtungen und Teile von solchen vor Ablauf der zweijährigen Frist ohne Erlaubnis in dem französischen Zollgebiet oder nach den französischen Kolonien, Besitzungen und Protektoraten oder dem Ausland weiterverkaufen.

b) Wenn die Einfuhr durch einen Händler zwecks Wiederverkaufs erfolgt, so hat dieser nachzuweisen, dass er am 10. Januar 1925 seit mindestens zwei Jahren im Saargebiet ansässig war. Wenn es sich um Erzeugnisse handelt, deren Einfuhr kontingentiert ist, so hat er nachzuweisen, dass er Anrecht auf einen Teil des Kontingents besitzt. Ausserdem hat er oder die Person, die in seinem Auftrag die Ware zur Verzollung stellt, bei der Deklaration für den freien Verkehr eine schriftliche eidesstattliche Verpflichtung zu übernehmen, unter Beachtung der nachstehend aufgeführten Verkaufs- und Abrechnungsbedingungen die eingeführten Maschinen, mechanischen Vorrichtungen oder Ersatzteile nur an Personen weiterzuverkaufen, die im Saargebiet ansässig sind, ausser wenn er eine Erlaubnis des Zolldirektors in Saarbrücken besitzt. Er verpflichtet sich, andernfalls die normalen Sätze zu zahlen sowie alle Zinsen von Zollsätzen und alle Strafen, die nach französischen Zollgesetzen und -vorschriften für ihre Übertretung in Frage kommen.

Um einen Wiederverkauf oder eine Wiederausfuhr ausserhalb des Saargebiets zu verhindern, haben die Käufer von Waren, die bei der Einfuhr der in diesem Absatz vorgesehenen Behandlung unterworfen sind, ihm eine schriftliche Verpflichtung zu übergeben, die genannten Maschinen, mechanischen Vorrichtungen oder Ersatzteile während eines Zeitraums von mindestens zwei Jahren vom Kauf ab gerechnet in ihren Betrieben zu behalten. Andernfalls zahlen sie die normalen Sätze sowie alle Zinsen von Zollsätzen und alle Strafen, die nach französischen Zollgesetzen und -vorschriften für ihre Übertretung in Frage kommen.

Die einführenden Händler haben über die Einfuhren und Verkäufe Buch zu führen und müssen dem Zolldirektor in Saarbrücken auf dessen Verlangen in diese Buchführung Einblick gewähren. Dieser kann sich im übrigen die von den Käufern persönlich ausgestellten Verpflichtungsscheine vorlegen oder aushändigen lassen.

VII. FRAIS.

Les frais de procédure et d'expertise prévus par le présent article seront à la charge de la Commission de gouvernement qui pourra les recouvrer sur les importateurs sarrois jusqu'à concurrence de un pour mille de la valeur des produits dont ils demandent l'importation.

Article 6.

Les produits énumérés dans la liste C 2 bénéficieront à leur importation dans le territoire de la Sarre, des avantages spécifiés à ladite liste, sous réserve de l'exécution des conditions ci-après :

a) Les importateurs ou les personnes chargées de procéder en leur nom aux opérations de dédouanement devront présenter à l'appui de la déclaration de mise en consommation une autorisation d'importation spéciale qui leur sera délivrée par le directeur des Douanes de Sarrebruck contre engagement écrit de leur part, pris sous la foi du serment, de conserver pendant au moins deux ans dans leurs ateliers, sauf permission du directeur des Douanes de Sarrebruck, les machines, mécaniques et pièces de rechange importées.

En outre, ils devront souscrire au bureau de douane d'entrée au moment du dépôt de la déclaration de mise à la consommation soit en personne, soit par l'intermédiaire d'un représentant dûment mandaté, l'engagement non cautionné d'acquitter les droits normaux ainsi que tous intérêts de droit et amendes applicables, selon la loi et la réglementation douanière française à leur contravention, dans le cas où ils revendraient sans permission avant l'expiration du délai de deux ans ci-dessus prévu, soit en France, soit dans les colonies, possessions et pays de protectorat français, soit enfin à l'étranger, les machines, mécaniques ou pièces de rechange importées.

b) Si l'importation est effectuée par un commerçant en vue de la revente, ce commerçant devra justifier qu'à la date du 10 janvier 1925, il était établi dans le Territoire de la Sarre depuis au moins deux ans ; s'il s'agit de produits dont l'importation est contingentée, qu'il a droit à une part du contingent. Il devra, en outre, présenter, lors de la déclaration de mise à la consommation, ou faire présenter par la personne chargée de procéder en son nom aux opérations de dédouanement, un engagement écrit, pris sous la foi du serment de ne revendre les machines, mécaniques ou pièces de rechange importées, sauf permission du directeur des Douanes de Sarrebruck, qu'à des personnes établies dans le Territoire de la Sarre, en se conformant aux conditions de vente et de décompte ci-après détaillées, faute de quoi il s'engage à acquitter les droits normaux ainsi que tous intérêts de droit et amendes applicables, selon la loi et la réglementation douanière française à leur contravention.

Pour prévenir toute revente ou exportation en dehors du Territoire de la Sarre, les acheteurs de marchandises importées sous le régime prévu au présent paragraphe devront lui remettre l'engagement écrit de conserver lesdites machines, mécaniques ou pièces de rechange dans leurs ateliers pendant au moins deux ans à compter de l'achat sous peine de payer les droits normaux ainsi que tous intérêts de droit et amendes applicables, selon la loi et la réglementation douanière française à leur contravention.

Les commerçants importateurs devront, d'autre part, tenir un registre des importations et ventes qui devra être présenté au directeur des Douanes de Sarrebruck sur sa demande. Celui-ci pourra, par ailleurs, se faire présenter ou remettre les engagements personnels pris par les acheteurs.

Artikel 7.

Die in den Artikeln 5. und 6. vorgesehenen Berechtigungsscheine ziehen ausser den in diesen Artikeln genannten Verpflichtungen noch die weitere Verpflichtung nach sich, sich allen von der Zollverwaltung für nötig befundenen Kontrollmassnahmen zu unterwerfen.

Artikel 8.

Bezüglich der Verteilung der in den vorstehenden Artikeln vorgesehenen Kontingente verpflichten sich die beiden Regierungen, dabei nach den nachfolgenden Bestimmungen zu verfahren, zu denen die Regierungskommission des Saargebiets im Laufe der Verhandlungen ihre Zustimmung erklärt hat.

I. VERTEILUNG DER KONTINGENTE.

Die Verteilung der in den Listen B 1 und B 2 vorgesehenen Kontingente erfolgt durch die Regierungskommission.

Die in den Listen A, A 1, B, B 3, C 1 und C 2 vorgesehenen Ein- und Ausfuhrkontingente werden unter Leitung der Regierungskommission gemäss den folgenden Bestimmungen auf die Beteiligten für die Dauer der Kontingentsperiode verteilt.

Die Regierungskommission fordert sofort nach Inkrafttreten dieses Abkommens die beteiligten Wirtschaftskreise auf, Vorschläge über die Verteilung der Kontingente innerhalb einer von ihr zu bestimmenden kurzen Frist bei ihr einzureichen. Nach Ablauf der Frist stellt die Regierungskommission sobald als möglich den Verteilungsplan fest.

Dieser Plan wird den Beteiligten zur Kenntnis gegeben, die ihre Bemerkungen oder Einwendungen binnen einer Ausschlussfrist von acht Tagen vorzubringen haben.

Wird Einspruch erhoben, sei es wegen Verweigerung einer Beteiligung an einem Kontingent, sei es um eine Person oder eine Firma von der ihr zu Unrecht zugebilligten Beteiligung an einem solchen Kontingent auszuschliessen, sei es zwecks Erhöhung des zugebilligten Kontingentsanteils so entscheidet über diese Einsprüche ein Ausschuss von drei Mitgliedern.

Der Ausschuss setzt sich zusammen aus dem Präsidenten des Landgerichts Saarbrücken als Vorsitzendem und aus zwei Beisitzern. Über die Ernennung der Beisitzer werden sich Deutschland und Frankreich verständigen; sie werden dieselben aus dem Richterstand eines dritten Landes auswählen.

Der Ausschuss entscheidet nach Billigkeit; er bestimmt selbst das Verfahren sowie alle Beweismittel, die er für erforderlich erachtet.

Die Entscheidungen des Ausschusses werden mit Stimmenmehrheit gefällt. Die Entscheidungen haben innerhalb einer Frist von 15 Tagen vom Beginn der für die Erhebung der Einsprüche festgesetzten Frist ab zu ergehen. Soweit die Entscheidungen zu einer Änderung des den Nichtreklamanten gewährten Kontingents führen, müssen sie jeden einzelnen Kontingentsteil im Verhältnis zu seiner Höhe betreffen.

Mit dem Verteilungsverfahren ist spätestens sechs Wochen vor dem Anfang jeder Kontingentsperiode zu beginnen.

Die Regierungskommission hat eine beglaubigte Abschrift des von ihr endgültig festgestellten Verteilungsplans der Deutschen und Französischen Regierung sowie den amtlichen Berufsvertretungen zu übermitteln; diesen liegt die Benachrichtigung der Beteiligten ob.

Der Verteilungsplan darf während der Kontingentsperiode keiner Änderung unterzogen werden.

Jedoch kann die Regierungskommission die bis zum Ablauf des vierten Monats einer Kontingentsperiode nicht verteilten Kontingentsmengen nachträglich verteilen.

Article 7.

Les autorisations d'importation prévues aux articles 5 et 6 ci-dessus entraîneront, outre les engagements spécifiés auxdits articles, celui de se soumettre à toutes mesures de contrôle qui seront jugées nécessaires par l'Administration des Douanes.

Article 8.

Pour la répartition des contingents prévus aux articles précédents, les deux gouvernements s'engagent à y procéder conformément aux dispositions ci-après, auxquelles la Commission de gouvernement du Territoire de la Sarre a donné son adhésion au cours des négociations.

I. RÉPARTITION DES CONTINGENTS.

La répartition des contingents prévus aux listes B 1, B 2, sera effectuée par les soins de la Commission de gouvernement.

Les contingents d'importation et d'exportation prévus aux listes A, A 1, B, B 3, C 1 et C 2, devront être répartis entre les intéressés sous la direction de la Commission de gouvernement pour la durée de la période de contingentement, conformément aux dispositions suivantes :

La Commission de gouvernement invitera immédiatement après la mise en vigueur du présent accord les milieux économiques intéressés à lui présenter, dans un court délai déterminé par elle, des propositions relatives à la répartition des contingents. Après l'expiration du délai, la Commission de gouvernement établira, aussitôt que possible, le plan de la répartition.

Le plan de répartition sera soumis aux intéressés qui devront présenter leurs observations ou réclamations dans un délai de huit jours sous peine de forclusion.

S'il se produit des réclamations, soit en vue d'obtenir une participation refusée aux contingents, soit à l'effet de voir exclure du bénéfice de celui-ci une personne ou une firme indûment admise à y participer, soit aux fins d'augmenter la part allouée, il sera statué sur ces réclamations par un comité de trois membres.

Le comité se composera du président du Tribunal régional de Sarrebruck, qui sera président du comité, ainsi que de deux assesseurs sur la désignation desquels la France et l'Allemagne se mettront d'accord et qu'elles choisiront dans la magistrature d'un pays tiers.

Le comité ainsi constitué statuera en équité, fixant lui-même sa procédure et recourant à tous moyens d'investigation qu'il jugera utile.

Les décisions du comité seront prises à la majorité des voix et devront intervenir dans un délai de quinze jours à dater du commencement de la période fixée pour l'introduction des réclamations. Ces décisions, en tant qu'elles altéreront le contingent accordé aux non-réclamants, devront affecter chaque part individuelle proportionnellement à son montant.

La procédure de répartition des contingents devra être mise en application au plus tard six semaines avant le commencement de chaque période de contingentement.

La Commission de gouvernement devra communiquer une copie certifiée conforme au plan de répartition définitivement établi aux Gouvernements français et allemand, ainsi qu'aux organisations officielles représentant les professions auxquelles incombera la notification aux intéressés.

Le plan de répartition ne pourra être soumis à aucune modification pendant la durée de la période de contingentement.

Si à l'expiration du quatrième mois d'une période de contingentement, les contingents importables pendant ladite période se trouvent n'avoir pas été attribués en totalité par la Commission de gouvernement, celle-ci pourra procéder à une nouvelle répartition du solde non attribué du contingent.

Diese nachträgliche Verteilung hat grundsätzlich in Übereinstimmung mit dem der Hauptverteilung zugrunde gelegten Kontingentsplan zu erfolgen.

Kontingente, die bei der Hauptverteilung verteilt, aber nicht ausgenutzt worden sind, können weder abgetreten noch von neuem verteilt werden.

Firmen, die an der ersten Verteilung nicht teilgenommen haben, können bei der zweiten berücksichtigt werden, ausser wenn sie bei der ersten Verteilung aus solchen Gründen nicht berücksichtigt worden sind, welche auch zur Zeit der zweiten bestehen.

2. KONTROLLE DER KONTINGENTE

A. *Ausfuhr aus dem Saargebiet nach dem deutschen Zollgebiet.*

Waren, die aus dem Saarbeckengebiet nach dem deutschen Zollgebiet ausgeführt werden und auf Grund dieser Vereinbarung im Rahmen der Kontingente besondere Zollvergünstigungen genießen, müssen bei ihrem Eintritt ins deutsche Zollgebiet von einer Kontingentsbescheinigung begleitet sein, die von dem Delegierten des Reichswirtschaftsministeriums für das Saargebiet ausgestellt wird. Die Bescheinigung ist dem deutschen Eingangszollamte vorzulegen. Sie hat folgende Angaben zu enthalten :

1. Name und Anschrift des Ausführenden ;
2. Art der Ware, ihre Benennung nach dem deutschen Zolltarif sowie die Zolltarifnummer, für die der Berechtigte ein Ausfuhrkontingent erhalten hat ;
3. Höhe dieses Kontingents ;
4. Wieweit das Kontingent bis zum Tage der Ausstellung der Bescheinigung schon durch frühere Ausfuhr in Anspruch genommen worden ist ;
5. Art, Zeichen und Nummer der Verpackung, Roh- und Reingewicht der Waren, für die die Bescheinigung ausgestellt ist.

Ausserdem muss die ausgeführte Ware, soweit die deutsche Verwaltung es verlangt, von einem Ursprungszeugnisse begleitet sein.

B. *Ausfuhr aus dem deutschen Zollgebiet nach dem Saargebiet.*

Deutsche Waren, die unmittelbar ins Saarbeckengebiet eingeführt werden und auf Grund dieses Abkommens im Rahmen der gewährten Kontingente besondere Zollvergünstigungen genießen, werden zu diesen Vergünstigungen nur zugelassen, wenn bei der Zolldeklaration für den freien Verkehr eine Kontingentsbescheinigung vorgelegt wird, die der Zolldirektor in Saarbrücken ausstellt.

Die Kontingentsbescheinigungen werden auf Grund des durch die Regierungskommission des Saargebiets aufgestellten Verteilungsplans für den gesamten, dem einzelnen Beteiligten zugewilligten Kontingentsanteil ausgefertigt. Jede Einfuhr wird von dem Eingangszollamt auf dem Scheine vermerkt unter Angabe der Menge der eingeführten Waren und der für die Einfuhr noch zur Verfügung stehenden Restmenge. Der Schein wird hierauf dem Interessenten zurückgegeben.

Der deutsche Ursprung der Waren, für die Vergünstigungen auf Grund eines Kontingents verlangt werden, muss nachgewiesen werden.

Ausserdem muss, wenn die Französische Regierung es für notwendig hält, nach Massgabe der Bestimmungen der französischen Zollgesetzgebung durch einen Bürgschaftsschein sichergestellt werden, dass die Ware an den in den Zolldeklarationen angegebenen Bestimmungsorten eintrifft und im Saarbeckengebiet zum Verbrauch gelangt.

C. *Abgaben und Gebühren*

Die Hoben Vertragschliessenden Teile verpflichten sich, für die Ausstellung der vorerwähnten Kontingentsbescheinigungen und für die Kontrolle der Kontingente keine Abgaben oder Gebühren zu erheben.

Cette nouvelle répartition devra être faite en conformité du plan de contingentement adopté lors de la première.

Les contingents attribués lors de cette première répartition ne pourront être ni reportés ni répartis à nouveau.

Les firmes qui n'auraient point bénéficié de la première répartition pourront être admises au bénéfice de la seconde, à moins qu'elles n'aient été exclues de la première pour des raisons qui subsisteraient au moment de la seconde.

2. CONTROLE DES CONTINGENTS.

A. *Exportation de Sarre vers le territoire douanier allemand.*

Les marchandises exportées du territoire du Bassin de la Sarre vers le territoire douanier allemand et qui bénéficient, en vertu du présent arrangement, d'avantages douaniers particuliers dans la limite de contingents, devront être accompagnées, à leur entrée dans le territoire douanier allemand, d'un certificat de contingentement qui sera délivré par le délégué dans le Territoire de la Sarre du Ministère de l'Economie du Reich. Le certificat devra être présenté à la douane allemande de l'entrée. Il devra contenir les indications suivantes :

- 1^o Nom et adresse de l'exportateur ;
- 2^o Espèce de la marchandise, sa dénomination d'après le tarif douanier allemand, ainsi que le numéro de l'article de ce tarif pour lequel l'intéressé a obtenu un contingent d'exportation ;
- 3^o Le montant de ce contingent ;
- 4^o La portion dudit contingent absorbée à la date de la délivrance du certificat par les exportations antérieures ;
- 5^o L'espèce, les marques et numéros des emballages, les poids bruts et nets des marchandises pour lesquelles le certificat a été délivré.

Dans le cas où l'administration allemande l'exigera, la marchandise exportée devra être accompagnée, en outre, d'un certificat d'origine.

B. *Exportations du Territoire douanier allemand vers le Territoire de la Sarre.*

Les marchandises allemandes importées directement dans le Territoire du Bassin de la Sarre et qui jouissent, en vertu du présent accord, d'avantages douaniers particuliers dans la limite de contingents, ne seront admises au bénéfice desdits avantages, qu'autant qu'il sera produit à l'appui de la déclaration de mise à la consommation, un certificat de contingentement délivré par le directeur des Douanes de Sarrebruck.

Les certificats de contingentement seront établis, au vu du plan de répartition arrêté par la Commission de gouvernement du Territoire de la Sarre, pour la totalité de la part de contingent allouée à chaque intéressé ; à chaque importation ils seront revêtus par le bureau de douane d'entrée, d'une mention indiquant la quantité de marchandises introduites et faisant ressortir la quantité restant à importer. Ils seront ensuite rendus aux intéressés.

L'origine allemande des marchandises, dont on demandera l'admission au bénéfice d'un contingent, devra être justifiée.

En outre, l'arrivée à destination indiquée sur leurs déclarations d'importation et la consommation dans le territoire du Bassin de la Sarre desdites marchandises pourront être assurées, si le Gouvernement français le juge utile, au moyen d'un acquit-à-caution, conformément aux dispositions de la législation douanière française.

C. *Taxes et redevances.*

Les Hautes Parties contractantes s'engagent à ne percevoir aucune taxe ou redevance pour la délivrance des certificats de contingentement ci-dessus prévus non plus que pour la tenue du contrôle des contingents.

D. Kontrolle bei der Ausfuhr.

Wenn einer der Hohen Vertragschliessenden Teile eine Kontrolle bei der Ausfuhr für Waren einrichtet, die den Gegenstand der vorstehend behandelten Kontingente bilden oder über diese Kontingente hinaus ausgeführt werden, so soll diese Kontrolle lediglich statistischen Zwecken dienen und dergestalt ausgeübt werden, dass sie die Wirtschaft nicht beeinträchtigt.

Artikel 9.

Die in den vorhergehenden Artikeln vorgesehenen Kontingente sind für ein Kalenderjahr festgesetzt. Die Kontingentsperiode beträgt sechs Monate. Die während der Kontingentsperiode des ersten Kalenderhalbjahrs nicht ausgenutzten Kontingentsmengen können ohne weiteres in der zweiten Kontingentsperiode desselben Kalenderjahrs ausgenutzt werden. Die Übertragung der Kontingente von einem Kalenderjahr auf das andere ist unzulässig.

Unter Vorbehalt ihrer entgegengesetzten Auffassungen über das Recht Deutschlands, zugunsten der Erzeugnisse des Saargebiets eine besondere Zollbehandlung anzuwenden, sind die Hohen Vertragschliessenden Teile darin einig, dass keine Sondervergünstigung gewährt werden wird, ausser für diejenigen Waren, auf die sich diese Vereinbarung bezieht, und im Rahmen der darin vorgesehenen Mengen, solange wenigstens, wie das deutsch-französische Handelsabkommen¹ vom 17. August 1927 in Kraft bleibt. Für den Fall, dass dieses Abkommen abläuft, sind die Hohen Vertragschliessenden Teile darüber einig, die Bestimmungen des Artikel 3 der Vereinbarung² vom 5. August 1926 wieder in Kraft zu setzen.

Artikel 10.

Die Bestimmungen der vorstehenden Artikel lassen die besonderen Erleichterungen unberührt, die die Hohen Vertragschliessenden Teile für den kleinen Grenzverkehr und den Arbeiterverkehr an der deutsch-saarländischen Grenze durch die Protokolle³ vom 14. September und 13. November 1926 vereinbart haben oder noch vereinbaren werden.

Artikel 11.

Jeder der Hohen Vertragschliessenden Teile verpflichtet sich, die Sonderregelung für den Warenaustausch zwischen dem Saargebiet und dem deutschen Zollgebiet, wie sie durch diese Vereinbarung getroffen ist, nicht durch die Anwendung von Gesetzen und Verordnungen, namentlich auf dem Gebiete der Ein- und Ausfuhrverbote und -beschränkungen, zu behindern.

Artikel 12.

Durch diese Vereinbarung werden die Vereinbarungen vom 5. August 1926 und vom 6. November 1926⁴ aufgehoben und ersetzt.

Artikel 13.

Diese Vereinbarung wird ratifiziert werden; der Austausch der Ratifikationsurkunden soll in Paris stattfinden. Die in dem einen oder anderen Lande etwa erforderliche Zustimmung der gesetzgebenden Körperschaften soll sobald als möglich herbeigeführt werden.

¹ Vol. LXXVI, page 5, de ce recueil.

² Vol. LXXIII, page 105, de ce recueil.

³ Vol. LXXVII, page 149, de ce recueil.

⁴ Vol. LXII, page 155, de ce recueil.

D. Contrôle à l'exportation.

Si l'une des Hautes Parties contractantes institue un contrôle à l'exportation pour les marchandises qui font l'objet des contingents ci-dessus visés ou qui sont exportées en excédent desdits contingents, ce contrôle n'aura qu'un objet exclusivement statistique et sera appliqué de telle manière qu'il ne constitue pas une entrave au commerce.

Article 9.

Les contingents visés aux articles précédents seront prévus pour la durée d'un an, à compter du 1^{er} janvier. Ils seront divisées en deux périodes de six mois. Les quantités non employées au cours du premier semestre seront reportables de droit sur le deuxième, mais les contingents annuels ne sont pas reportables.

Réservant leurs opinions opposées en ce qui concerne le droit de l'Allemagne d'instituer en faveur des produits du Territoire de la Sarre un régime douanier spécial, les Hautes Parties contractantes sont d'accord qu'aucune faveur particulière ne sera accordée sinon pour les marchandises auxquelles le présent arrangement s'applique et dans la limite des quantités qui y sont prévues, aussi longtemps du moins que l'Accord commercial¹ franco-allemand du 17 août 1927 reste en vigueur.

Si cet accord venait à expiration, les Hautes Parties contractantes sont d'accord de remettre en vigueur les dispositions de l'article 3 de l'Arrangement² du 5 août 1926.

Article 10.

Les dispositions des articles ci-dessus s'entendent sans préjudice des facilités plus grandes que les Hautes Parties contractantes ont instituées pour le trafic frontalier et la réglementation de la circulation des ouvriers à la frontière sarro-allemande, par les Protocoles³ des 14 septembre et 13 novembre 1926 ou qu'elles pourraient instituer par des conventions ultérieures.

Article 11.

Chacune des Hautes Parties contractantes s'engage à ne point faire obstacle par l'application des lois et règlements, notamment en ce qui touche le régime des prohibitions et restrictions, au régime spécial des échanges entre le Territoire de la Sarre et le Territoire douanier allemand, qui est institué par le présent arrangement.

Article 12.

Le présent arrangement annule les Arrangements antérieurs du 5 août 1926 et du 6 novembre 1926⁴ auxquels le présent arrangement se substitue.

Article 13.

Le présent arrangement sera ratifié, et l'échange des instruments de ratification aura lieu à Paris. Au cas où l'approbation du Corps législatif de l'un ou de l'autre pays serait nécessaire à cette ratification, elle sera demandée aussitôt que possible.

¹ Vol. LXXVI, page 5, of this Series.

² Vol. LXXIII, page 105, of this Series.

³ Vol. LXXVII, page 149, of this Series.

⁴ Vol. LXII, page 155, of this Series.

Hinsichtlich der anzuwendenden Zollsätze und der Verzollung der Waren tritt diese Vereinbarung nach Austausch der Ratifikationsurkunden zu einem Zeitpunkt in Kraft, den beide Regierungen gemeinsam festsetzen werden ; hinsichtlich der Berechnung der Kontingente soll die Vereinbarung jedoch rückwirkende Kraft vom 1. Januar 1928 ab haben.

Diese Vereinbarung kann von jedem der Hohen Vertragschliessenden Teile am 1. April 1929 zum 30. Juni 1929 und nach dem 1. April 1929 jederzeit mit einer Kündigungsfrist von drei Monaten zum Schluss eines Kalenderhalbjahrs gekündigt werden.

Sobald feststeht, dass die besonderen Voraussetzungen, die den Artikeln 4 und 5 der Vereinbarung zugrundeliegen, fortfallen, kann jeder der Hohen Vertragschliessenden Teile hinsichtlich der genannten Artikel die Kündigung mit einer Frist von zwei Monaten aussprechen ; die Kündigung wird wirksam mit dem Schluss des Monats, in dem die genannten Voraussetzungen fortgefallen sind. Die Kündigung bringt in Fortfall :

1. Die Vergünstigungen der Listen B 1 und B 2 ;
2. Die Vergünstigungen der Listen B 3, C 1 und C 2, soweit sie nicht in der Liste X aufgeführt sind ;
3. Die Vergünstigungen der Liste A, die in der Liste Y aufgeführt sind.

Als bald nach Mitteilung der in Abs. 4 vorgesehenen Kündigung werden beide Regierungen in Verhandlungen eintreten, um einerseits die Mittel ins Auge zu fassen, mit denen die Wirkungen dieser Kündigung für die davon betroffenen Waren ausgeglichen werden könnten, und um andererseits die Rückwirkungen zu untersuchen, die die Kündigung auf den Austausch einiger der anderen in dieser Vereinbarung behandelten Erzeugnisse haben könnte.

Wenn die Verhandlungen innerhalb einer Frist von zwei Monaten nach ihrer Aufnahme zu keinem Ergebnis geführt haben sollten, behält sich jeder der Hohen Vertragschliessenden Teile das Recht vor, diese Vereinbarung zum Schlusse des auf das laufende Vierteljahr folgenden Vierteljahres zu kündigen. Diese Kündigungsmöglichkeit besteht nur, wenn die sich aus der vorhergehenden Bestimmung ergebende Frist vor dem 1. Januar 1929 abläuft.

Zu Urkund dessen haben die gehörig beglaubigten Bevollmächtigten diese Vereinbarung unterzeichnet und mit ihren Siegeln versehen.

In doppelter Urschrift ausgefertigt auf deutsch und auf französisch zu Paris, am 23. Februar 1928.

(gez.) VON HOESCH.

(gez.) WEYMANN.

(gez.) BRIAND.

(gez.) BOKANOWSKI.

En ce qui concerne les droits applicables et le dédouanement des marchandises, le présent arrangement sera mis en vigueur après l'échange des instruments de ratification à une date que les deux gouvernements fixeront d'un commun accord. Toutefois, en ce qui concerne le décompte des contingents, le présent arrangement aura effet rétroactif à dater du 1^{er} janvier 1928.

Le présent arrangement pourra être dénoncé par chacune des Hautes Parties contractantes à la date du 1^{er} avril 1929, pour prendre fin à la date du 30 juin 1929, et à tout moment à partir du 1^{er} avril 1929, moyennant un préavis de trois mois, pour prendre fin avec l'expiration d'un semestre.

Dès qu'il est établi que les conditions spéciales doivent prendre fin, qui ont activé l'entente des Hautes Parties contractantes en ce qui concerne les dispositions des articles 4 et 5, chacune d'elles peut dénoncer lesdits articles avec préavis de deux mois pour prendre fin à l'expiration du mois au cours duquel les susdites conditions auront pris fin. La dénonciation entraînera la suppression :

1^o Des avantages repris aux listes B 1 et B 2 ;

2^o Des avantages repris aux listes B 3, C 1 et C 2, à l'exception de ceux repris à la liste X ;

3^o Des avantages repris à la liste A qui sont énumérés à la liste Y.

Aussitôt après notification de la dénonciation visée à l'alinéa 4, les deux gouvernements entreront en négociations à l'effet, d'une part, d'envisager les moyens de compenser les effets de cette dénonciation pour les marchandises ci-dessus énumérées, et, d'autre part, pour examiner les répercussions que ladite dénonciation pourrait exercer sur les échanges de certains autres produits visés par le présent arrangement.

Si les négociations n'aboutissaient point dans un délai de deux mois à dater de leur ouverture, chacune des Hautes Parties contractantes se réserve la faculté de dénoncer le présent arrangement pour prendre fin à l'expiration du trimestre qui suivra l'expiration du trimestre en cours.

Cependant cette faculté de dénonciation n'existera que si le terme résultant de la disposition précédente échoit avant le 1^{er} janvier 1929.

En foi de quoi les plénipotentiaires respectifs, dûment autorisés à cet effet, ont signé le présent arrangement, qu'ils ont revêtu de leurs cachets.

Fait à Paris, en double exemplaire, en allemand et en français, le 23 février 1928.

(Signé) VON HOESCH.

(Signé) WEYMANN.

(Signé) BRIAND.

(Signé) BOKANOWSKI.

LISTE A.

Nummer des französischen Zolltarifs	Bezeichnung der Waren	Zoll- behandlung	Jahres- kontingent
aus 1	Hengste und Stuten ..	frei	
aus 5	Kühe		
aus 6	Stiere		
aus 9	Widder und Schafe....		
aus 11	Böcke und Ziegen		
aus 12	Schweine	frei	10 t
aus 20	Fleischextrakte in Tafeln oder anderer Form...		
aus 36	Limburger Käse		
aus 45	FrISChe Seefische		
aus 46	Heringe, geräuchert		
		Minimaltarif	70 t
		»	300 t
		Minimaltarif ermässigt um 50 %	60 t
aus 83	Saatkartoffeln ²	frei	400 t
aus 89	Sämereien zur Saat :		
	Rübensamen	»	50 t
	Andere Samen als Luzerne, Hopfenluzerne, Klee- saat und Rübensamen	«	5 t
aus 93	Zuckerrübenkraut	»	500 t
aus 115			
aus 194			
aus 198			
aus 199	Brauerpech, dessen Grundlage einheimische harzige Erzeugnisse bilden, einschliesslich der Erzeug- nisse dieser Art mit weniger als 50 % Zusatz an schwerem Mineralöl, rohem Erdwachs oder Paraffin	Verzollung nach Tarif- nummer 115 bis zur Gesamt- menge von	5.000 t
aus 115 bis	Holzteer einschliesslich der Lignosulfite und des Pflanzenteers	Minimaltarif	100 t
128	Holz für unmittelbare Lieferungen an die saar- ländischen Gruben	Minimaltarif ermässigt um 50 %	60.000 t

¹ Zwecks Erlangung der für reinrassige Zuchttiere im Gesetz vom 27. Juli 1927. vorgesehenen Zollfreiheit müssen die saarländischen Züchterverbände dem Zolldirektor in Saarbrücken einen vom Präsidenten der Landwirtschaftskammer des Saargebiets oder seinem Stellvertreter beglaubigten und von der Regierungskommission des Saargebiets gebilligten Antrag in doppelter Ausfertigung einreichen. Dieser Antrag muss von Zeugnissen amtlicher deutscher Tierärzte über die Reinerassigkeit der eingeführten Tiere begleitet sein und wird gemäss dem französischen Gesetz dem französischen Landwirtschaftsministerium vorgelegt werden.

² Die Ursprungszeugnisse können nicht nur von den bereits dazu ermächtigten Stellen, sondern auch von Landratsämtern, Bezirksämtern, Bürgermeistereien usw., Handels- und Landwirtschaftskammern ausgestellt werden. Sie bedürfen keiner konsularischen Beglaubigung.

LISTE A.

Numéros du tarif français	Désignation des marchandises	Régime applicable	Contingents annuels
ex 1	Etalons et juments	franchise	
ex 5	Vaches		
ex 6	Taureaux		
ex 9	Béliers et brebis		
ex 11	Boucs et chèvres		
ex 12	Porcs	franchise T. M. T. M. T. M. diminué de 50 %	10 tonnes 70 tonnes 300 tonnes 60 tonnes
20	Extraits de viande en pain ou autres		
ex 36	Fromages de Limbourg		
ex 45	Poissons frais de mer		
ex 46	Harengs fumés		
ex 83	Pommes de terre pour semences ²	franchise	400 tonnes
ex 89	Graines à ensemercer : De betteraves	franchise	50 tonnes
	Autres que de luzerne, minette, trèfle et betterave	franchise	5 tonnes
ex 93	Zuckerrübenkraut	franchise	500 tonnes
ex 115	Poix pour brasserie à base de produits résineux indigènes, y compris les produits de l'espèce additionnés d'huile minérale lourde de cire minérale brute ou de paraffine en proportion inférieure à 50 %	régime du N° 115 jusqu'à con- currence de	5.000 tonnes
ex 194			
ex 198			
ex 199			
ex 115 bis	Goudron végétal y compris le lignosulfite et le brai végétal	T. M.	100 tonnes
12	Bois expédiés à destination directe des mines sarroises	T. M. diminué de 50 %	60.000 tonnes

¹ Pour obtenir la franchise douanière prévue en faveur des animaux reproducteurs de race pure, par la loi du 27 juillet 1927, les syndicats agricoles sarrois adresseront, en double exemplaire, au Directeur des Douanes de Sarrebruck une demande visée par le Président de la Chambre d'Agriculture de la Sarre ou son délégué et approuvée par la Commission de gouvernement. Cette demande devra être accompagnée de certificats délivrés par les vétérinaires officiels allemands, attestant que les animaux importés sont des animaux de race pure ; elle devra, en conformité de la loi française, être soumise au visa du Ministère de l'Agriculture française.

² Les certificats d'origine pourront être délivrés non seulement par les organismes déjà habilités à cet effet, mais par des conseils régionaux, par des chefs de districts, par des maires, etc. par des Chambres de Commerce et par des Chambres d'agriculture. Ils seront dispensés du visa consulaire.

Nummer des französischen Zolltarifs	Bezeichnung der Waren	Zoll- behandlung	Jahres- kontingent
aus 128	Rundholz, rohr, unbehauen, mit oder ohne Rinde, von jedweder Länge und von mehr als 60 cm Umfang am Stammende, für andere Empfänger als die saarländischen Gruben	Minimaltarif ermässigt um 50 %	25.000 t
133	Stangen, Stützen, Pfähle, roh, von mehr als 1,10 m Länge und von höchstens 60 cm Umfang am Stammende : für unmittelbare Lieferungen an die saarländischen Gruben	Minimaltarif ermässigt um 50 %	180 000 t
	Für andere Empfänger als die saarländischen Gruben	Minimaltarif ermässigt um 50 %	15.000 t
aus 170 <i>quinquies</i>	Lebende Baumschulenpflanzen, Obst, -Forst- und Zierbäume und- sträucher, lebende Pflanzen mit voller Erde, mit Aasnahme von Weinpflanzen und -stecklingen	frei	20.000 Stück
aus 177	Steine, bearbeitet, einschliesslich der bearbeiteten Bausteine : geschnitten oder gesägt, mit ebenen Oberflächen ¹	Minimaltarif	2.000 t
179	Kaolin	»	1.200 t
aus 180	Schiefer für Dächer	»	500 t
181	Mauerziegel, volle, aller Formen und Grössen, gemeine	Minimaltarif ermässigt um 50 %	5.000 t
aus 181 bis	Drahtziegelgewebe	Minimaltarif ermässigt um 20 %	200 t
181 ter	Dachziegel, gewöhnliche, nicht gepresst und ohne Falz	Minimaltarif ermässigt um 50 %	1.500 t
183	Pflastersteine aus natürlichem Stein	Minimaltarif	40.000 t
183 bis	Steine, zerschlagen, zur Beschotterung von Strassen	»	100.000 t
aus 186	Steine, Fliesen und Platten aus Bims	Minimaltarif ermässigt um 60 %	8'000 t
aus 193 bis	Fliesen, Pflastersteine oder Platten aus Asphalt .	Minimaltarif	100 t
aus 197	Schieferöl	»	100 t
aus 198	Braunkohlenteer sowie Naphtha und Petroleumteer (Öl für Walzenstrassen)	frei	250 t
aus 203	Aluminiumabfälle	Minimaltarif	60 t
aus 205	Gusseisen mit weniger als 6 % Mangangehalt . .	»	6 000 t
aus 205	Hämatiteisen	»	11.500 t
aus 205 bis	Ferrosilicium mit 20 bis 50 % Siliciumgehalt . . .	»	100 t
aus 205 bis	Ferromangan mit mehr als 25 und weniger als 90 % Mangangehalt	»	1.000 t

¹ Die Solenhofer- und Fruchtschieferplatten werden verzollt wie Fliesen mit einer gesägten, zuge-richteten oder polierten Schauseite.

Numéros du tarif français	Désignation des marchandises	Régime applicable	Contingents annuels
ex 128	Bois ronds, bruts, non équarris avec ou sans écorce, de longueur quelconque et de circonférence au gros bout supérieure à 60 cm. pour autres destinataires que les mines	T. M. diminué de 50 %	25.000 tonnes
133	Perches, étauçons et échelas bruts de plus de 1 m. 10 de longueur et de circonférence atteignant au maximum 60 cm. au gros bout : A destination directe des Mines sarroises . . .	T. M. diminué de 50 %	180.000 tonnes
	Pour autres destinataires que les Mines sarroises.	T. M. diminué de 50 %	15.000 tonnes
ex 170 <i>quinquies</i>	Plantes vivantes de pépinières, arbres et arbustes fruitiers, forestiers et d'ornement, plantes vivaces de pleine terre, à l'exclusion des plantes et boutures de vigne	franchise	20.000 pièces
ex 177	Pierres ouvrées, y compris les pierres de construction ouvrées : taillées ou sciées à surfaces planes ¹ .	T. M.	2.000 tonnes
179	Kaolin	T. M.	1.200 tonnes
ex 180	Ardoises pour toitures.	T. M.	500 tonnes
181	Briques pleines, de toutes formes et dimensions, communes	T. M. diminué de 50 %	5.000 tonnes
ex 181 bis	Lattis métalliques	T. M. diminué de 20 %	200 tonnes
181 ter	Tuiles ordinaires, non pressées et sans emboîtement	T. M. diminué de 50 %	1.500 tonnes
183	Pavés en pierre naturelle	T. M.	40.000 tonnes
183 bis	Pierres concassées pour l'empierrement des routes	T. M.	100.000 tonnes
ex 186	Briques, carreaux ou plaques de pierre ponce . .	T. M. diminué de 60 %	8.000 tonnes
ex 193 bis	Carreaux, pavés ou dalles d'asphalte	T. M.	100 tonnes
ex 197	Huiles de schiste	T. M.	100 tonnes
ex 198	Goudron de lignite et brai de naphte ou de pétrole (huiles pour trains de laminoirs)	franchise	250 tonnes
ex 203	Déchets d'aluminium	T. M.	60 tonnes
ex 205	Fonte à moins de 6 % de manganèse	T. M.	6.000 tonnes
ex 205	Fonte hématite	T. M.	11.500 tonnes
ex 205 bis	Ferro-silicium contenant de 20 à 50 % de silicium .	T. M.	100 tonnes
ex 205 bis	Ferro-manganèse contenant plus de 25 % et moins de 90 % de manganèse	T. M.	1.000 tonnes

¹ Le régime applicable aux plaques de dallage en pierres dites de Solenhofen ou en carpolithe (*Fruchtschiefer*) est celui des carreaux ayant une face sciée, moulignée ou polie.

Nummer des französischen Zolltarifs	Bezeichnung der Waren	Zoll- behandlung	Jahres- kontingent
aus 207	Rilleisen für Seiltrommeln	Minimaltarif	45 t
aus 207 bis	Profileisen für Glasdachrahmen	„	20 t
aus 207	Ebene Bleche aus Eisen oder Stahl, gegläntzt, be- schnitten oder nicht, in einer Stärke von :		
aus 207 bis	Mehr als 1 mm		
aus 210	Von 6/10 bis 1 mm		
	Von 4/10 bis 6/10 mm		
	Von weniger als 4/10 mm		
	Ebene Bleche aus Eisen oder Stahl, kaltgewalzt, im Feuer weissgebrannt oder gebläut, beschnitten oder nicht, in einer Stärke von :	Minimaltarif	20 t
	Mehr als 1 mm		
	Von 6/10 bis 1 mm		
	Von 4/10 bis 6/10 mm		
	Von weniger als 4/10 mm		
aus 222	Blei, gewalzt, mit einer Stärke von 0,09 mm . .	Minimaltarif	1 t
aus 224	Zink, gewalzt	„	150 t
011			
012	Kaliumnitrat	„	400 t
020 ter	Ammoniumnitrat für gewerbliche Zwecke	Minimaltarif ermässigt um 20 %	800 t
aus 074	Schweflige Säure, verflüssigt (zur Verwendung in Apparaten zur Kälteerzeugung, die aus dem französischen Zollgebiet wieder ausgeführt wer- den)	Admission Temporaire	25 t
aus 0130	Eisenoxyde, künstlich, in Pulver, mit Ausnahme von alkalisierten Eisenoxyden zur Gasreinigung	Minimaltarif ermässigt um 40 %	10 t
aus 0157	Kaliumkarbonat, von 98 bis 99 %, raffiniert, für Kristallglasfabriken	Minimaltarif frei	20 t 5 t
0175	Zinkoxyd		
aus 0179	Schwere und feste Teersmieröle, mit Ausnahme des Benzolwaschöls	Minimaltarif	200 t
aus 0179	Benzolwaschöl	„	200 t
0280	Salze und Derivate des Guajakols	„	45 kg
aus 0285	Salicylsäure	„	500 kg
0322	Phenacetin	„	100 kg
aus 0329	Diäthylaminophenyldimethylpyrazolon	„ 1	500 kg
aus 0350	Tropakokain	„	2 kg
aus 0351	Kodeinphosphat	„	60 kg
aus 0359	Salzsaures Morphinum, soweit nicht für dieses Er- zeugnis schon im deutsch-französischen Handels- abkommen vom 17. August 1927 der Minimal- tarif gewährt ist	„	10 kg
aus 0379			
aus 0380	Nitrophoska	Minimaltarif ermässigt um 30 %	50 t

¹ Die Vergünstigung bezieht sich nicht auf Pyramidon und Antipyrin.

Numéros du tarif français	Désignation des marchandises	Régime applicable	Contingents annuels
ex 207	Rainures pour tambours de treuils	T. M.	45 tonnes
ex 207 bis	Cadres pour toitures en verre	T. M.	20 tonnes
ex 207	Tôles planes de fer ou d'acier, lustrées, découpées ou non, d'une épaisseur de :		
ex 207 bis	Plus de 1 mm.		
ex 210	De 6/10 à 1 mm.		
	De 4/10 à 6/10 de mm.		
	Moins de 4/10 de mm.		
	Tôles planes de fer ou d'acier laminées à froid, blanchies ou bleuies au feu, découpées ou non d'une épaisseur de :	T. M.	20 tonnes
	Plus de 1 mm.		
	De 6/10 à 1 mm.		
	De 4/10 à 6/10 de mm.		
	Moins de 4/10 de mm.		
ex 222	Plomb laminé d'une épaisseur de 0,09 mm. . . .	T. M.	1 tonnes
ex 224	Zinc laminé	T. M.	150 tonnes
OII	Nitrate de potasse	T. M.	400 tonnes
O12	Nitrate d'ammoniaque pour usages industriels . .	T. M. diminué de 20 %	800 tonnes
O20 ter			
ex 074	Acide sulfureux liquéfié destiné à des appareils frigorifiques à exporter	Admission temporaire	25 tonnes
ex 0130	Oxydes de fer artificiels pulvérisés à l'exception des oxydes de fer alcalinisés pour l'épuration du gaz	T. M. diminué de 40 %	10 tonnes
ex 0157	Carbonate de potasse à 98-99 % raffiné, pour cristalleries	T. M.	20 tonnes
0175	Oxyde de zinc	T. M. franchise	5 tonnes
ex 0179	Huiles lourdes de goudron et huiles grasses de goudron destinées au graissage, à l'exclusion de l'huile de débenzolage	T. M.	200 tonnes
ex 0179	Huiles de débenzolage.	T. M.	200 tonnes
0280	Sels et dérivés du gaiacol	T. M.	45 kg.
ex 0285	Acide salicylique	T. M.	500 kg.
0322	Phénacétine	T. M.	100 kg.
ex 0329	Diéthylaminophényldiméthylpyrazolone	T. M. ¹	500 kg.
ex 0350	Tropacocaïne	T. M.	2 kg.
ex 0351	Phosphate de codéine	T. M.	60 kg.
ex 0359	Chlorhydrate de morphine en tant que cet article ne bénéficie pas du tarif minimum en vertu de l'Accord commercial franco-allemand du 17 août 1927	T. M.	10 kg.
ex 0379			
ex 0380	Nitrophosca	T. M. diminué de 30 %	50 tonnes

¹ Ce régime ne couvre ni l'antipyrine ni le pyramidon.

Nummer des französischen Zolltarifs	Bezeichnung der Waren	Zoll- behandlung	Jahres- kontingent
aus 0381	Chemische Erzeugnisse, nicht genannt : Basische Chromlaugen	frei	50 t
	Möbelwachs zur Verwendung bei der Möbelfabri- kation	»	4 t
	Ammoniakalische Lösungen von Zinkoleaten zur Undurchlässigmachung von Wänden	»	5 t
	Anästhesin (Äthylparamidobenzoat)	»	5 kg
	Tannoform	»	10 kg
	Seegerkegel	»	1 t
	Apomorphinchlorhydrat	»	2 kg
0381ter	Synthetische Gerbstoffe	»	6 t
aus 294	Farben in Pulverform, für den Hausgebrauch . .	Minimaltarif ermässigt um 30 %	1 t
aus 298 aus 298 bis	Lacke und Farben, für Möbel	Minimaltarif ermässigt um 30 %	90 t
aus 298 aus 298 bis	Lacke und Farben, verschiedener Art, für Hand- werker	Minimaltarif ermässigt um 30 %	10 t
aus 308 quater	Keramische Farben	Minimaltarif ermässigt um 20 %	3 t
aus 314	Gewürze mit Ausnahme von Mostrich und Saucen	frei	50 t
316	Zusammengesetzte Heilmittel, nicht genannt. . .	frei	4000.000 Franken
aus 317 aus 96	Kaffee- und Zichorienersatzstoffe	frei	500 t
318	Stärke im eigentlichen Sinne.	Minimaltarif ermässigt um 50 %	100 t
aus 325	Leim, in Platten, Blättern, Pulverform, flüssig, in Gallert- oder Teigform, mit Ausnahme von Leim aus Knochen und Sehnen	Minimaltarif	50 t
aus 332	Mauerziegel und Gegenstände, deren Grundlage Kieselerde bildet	Minimaltarif ermässigt um 20 %	40.000 t
aus 337	Mauerziegel, glasiert, emailliert oder gefärbt . .	Minimaltarif	1.000 t

Numéros du tarif français	Désignation des marchandises	Régime applicable	Contingents annuels
ex 0381	Produits chimiques non dénommés : Lessives chromées basiques Cires pour meubles destinées à des fabriques de meubles Solutions ammoniacales d'oléate de zinc pour l'imperméabilisation des murs Anesthésine (paramidobenzoate d'éthyle) Tannoforme Cônes de fusion Chlorhydrate d'apomorphine	franchise franchise franchise franchise franchise franchise franchise	50 tonnes 4 tonnes 5 tonnes 5 kg. 10 kg. 1 tonne 2 kg.
0381 <i>ter</i>	Tannants synthétiques	franchise	6 tonnes
ex 294	Couleurs en poudre pour usages domestiques	T. M. diminué de 30 %	1 tonne
ex 298 ex 298 <i>bis</i>	Vernis et peintures pour meubles	T. M. diminué de 30 %	90 tonnes
ex 298 ex 298 <i>bis</i>	Vernis et peintures divers réservés à l'artisanat	T. M. diminué de 30 %	10 tonnes
ex 308 <i>quater</i>	Couleurs céramiques	T. M. diminué de 20 %	3 tonnes
ex 314	Epices à l'exclusion de la moutarde et des sauces	franchise	50 tonnes
316	Médicaments composés non dénommés	franchise	4.000.000
ex 317 ex 96	Succédanés de la chicorée et du café	franchise	de francs 500 tonnes
318	Amidon proprement dit	T. M. diminué de 50 %	100 tonnes
ex 325	Colle en plaques, en feuilles, en poudre, liquide, en gelée ou en pâte, à l'exception de la colle d'os et de nerfs	T. M.	50 tonnes
ex 332	Briques et pièces à base de silice	T. M. diminué de 20 %	40.000 tonnes
ex 337	Briques de maçonnerie, vernissées, émaillées ou colorées	T. M.	1.000 tonnes

Nummer des französischen Zolltarifs	Bezeichnung der Waren	Zoll- behandlung	Jahres- kontingent
aus 343 344 345 346 347 351 bis 459 459 bis 460 460 <i>quinquies</i> 496 573 574 575 604 605 und 641 bis aus 347	Statuetten, Kruzifixe, Statuen aus feinem Holz, Monstranzen, Weihwasserbehälter, Ziborien, Kelche, Altarleuchter, Weihrauchgefäße und ähnliche Gegenstände, Glocken, Altardecken, Kirchengewänder, Banner, Glasfenster sowie Orgeln und Orgelteile	Minimaltarif ermässigt um 50 % ¹	
	Tafelgerät aus Porzellan, verziert, sowie verziert und von verstärkter Dicke, zur Wiederauffüllung und Ergänzung in den einzelnen Haushaltungen vorhandener Bestände ²	Minimaltarif ermässigt um 30 %	10 t
	Ersatzteile aus Porzellan für Laboratorien ³	Minimaltarif ermässigt um 30 %	2 t
356	Brillengläser, bearbeitet	Minimaltarif ermässigt um 18 %	8.000 Stück
aus 359 <i>quinquies</i> aus 361	Flaschen mit durchlochtem Halsring, mit einem Raumgehalt von ½ Liter und mehr	Minimaltarif	1 500 t
	Elektrische Glühlampen, mit Metallfäden, mit Fassung	»	2 t
aus 367	Garn für Stopfbüchsen	»	4 t
aus 382	Feuerwehrschräuche	»	3 t
aus 384	Gewebe aus Jute, zur Herstellung von Schmirgel- leinwand, für weiterverarbeitende Betriebe . . .	»	25 t
aus 394	Rohpappe zur Herstellung von Dachpappe . . .	Minimaltarif ermässigt um 30 %	350 t
aus 461		frei	
aus 467	Bilderbücher für Kinder		4 t

¹ Die bezeichneten Kultgegenstände genießen die angegebene Zollbehandlung unter der Bedingung, dass ihre Einfuhr auf einen Antrag der rechtmässigen Vertreter derjenigen Kirchen erfolgt, in denen sie Verwendung finden sollen. Gleichzeitig müssen diese Vertreter die Verpflichtung übernehmen, diese Gegenstände nicht an dritte Personen weiterzuveräußern. Falls eine solche Weiterveräußerung festgestellt wird, haften sie für den Zollbetrag und sind den strafrechtlichen Folgen unterworfen. Falls diese Gegenstände in der zuständigen Diözese repariert werden, erfolgt ihre Wiedereinfuhr zollfrei.

² Unter der Bedingung des gleichzeitigen Bezuges von jeweils mindestens 15 einzelnen Stücken. Die Vermittlung des Handels kann in Anspruch genommen werden.

³ Die Einfuhr unter dieser Zollbegünstigung kann nur den Laboratorien selbst gewährt werden.

Numéros du tarif français	Désignation des marchandises	Régime applicable	Contingents annuels
ex 343 344 345 346 347 351 bis 459 459 bis 460 460 quinquies 496 573 574 575 604 605 et 641 bis ex 347	Statuettes, crucifix, statues en bois fin, ostensoirs, bénitiers, ciboires, calices, chandeliers d'autel, encensoirs et objets similaires, cloches, nappes d'autel, ornements sacerdotaux, bannières, vitraux, orgues et pièces détachées de ces derniers	T. M. diminué de 50 % ¹	
	Services de table en porcelaine décorés, et décorés et renforcés, destinés au réassortiment des services domestiques ²	T. M. diminué de 30 %	10 tonnes
	Pièces de rechange en porcelaine pour laboratoires ³	T. M. diminué de 30 %	2 tonnes
356	Verres à lunettes travaillés	T. M. diminué de 18 %	8.000 pièces
ex 359 quinquies ex 361	Bouteilles à bague percée, d'une contenance d'un ½ litre et plus Lampes électriques à incandescence à filaments métalliques, munies de leur monture	T. M. T. M.	1,500 tonnes 2 tonnes
ex 367 ex 382 ex 384 ex 394	Fils textiles pour boîtes à étoupes Tuyaux à incendies Tissus de jute pour la fabrication des toiles à l'émeri réservés aux usines transformatrices . .	T. M. T. M. T. M.	4 tonnes 3 tonnes 25 tonnes
ex 461	Papier épais destiné à la fabrication des cartons pour toitures	T. M. diminué de 30 % franchise	350 tonnes
ex 467	Livres d'images pour enfants		4 tonnes

¹ Les objets destinés au culte bénéficieront de ce régime à condition que leur importation soit demandée par les représentants attitrés des églises où ils devront être employés ; en même temps que la demande d'importation, ces représentants devront prendre l'engagement de ne rétrocéder à quiconque ces objets ; ils seront responsables de l'acquittement des droits et passibles des suites contentieuses s'il est avéré que les objets ci-dessus visés ont été rétrocédés par eux. En cas de réparation de ces objets dans leur évêché d'origine, la réimportation aura lieu en franchise.

² Avec minimum d'importation de 15 pièces. L'importation pourra se faire par l'intermédiaire des commerçants.

³ L'autorisation d'importation à ce régime ne pourra être accordée qu'aux laboratoires mêmes.

Nummer des französischen Zolltarifs	Bezeichnung der Waren	Zoll- behandlung	Jahres- kontingent
aus 469 aus 470	Wandtafeln belehrenden Inhalts mit Aufschriften in deutscher Sprache	frei	1 t
aus 469 <i>quater</i>	Belichtete Filme belehrenden Inhalts, eingeführt unter der Kontrolle der Regierungskommission.	Minimaltarif ermässigt um 50 %	15.000 m
aus 481	Schuhwaren, im Gewichte von mehr als 1200 g das Paar	Minimaltarif ermässigt um 30 %	50 000 Paar
481 482 483 aus 491	Schuhwaren, ohne Rücksicht auf das Gewicht . . Gebet- und Andachtsbücher, ohne Rücksicht auf die Art des Einbandes	Minimaltarif	50.000 Paar
aus 492	Andere nicht genannte Gegenstände : Rucksäcke	frei	6 t
500 <i>bis</i>	Taschenuhren, fertige, ohne kompliziertes System, mit Gehäusen aus Silber : Mit Zylinderhemmung Mit Anker- oder sonstiger Hemmung	Minimaltarif	20.000 Stück
aus 525 <i>bis</i> E	Weichenplatten	Minimaltarif ermässigt um 20 %	2.000 Stück 2.000 Stück 30 t
aus 526 <i>quinquies</i> B 526 <i>sexies</i> aus 537	Radiatoren für Heizapparate Dampf- und Warmwasserheizapparate usw. Werkzeuge zum Gewindeschneiden, Drehen, Hobeln, zum Zapfenlochschnitten und Polieren für Re- volverdrehbänke deutscher Konstruktion, Säge- blätter mit eingesetzten Zähnen (zur Stützung der Deklaration, die auf Namen und Rechnung einessaarländischen Industriellen oder Handwer- kers lauten muss, ist eine Abbildung über das Ma- schinenganze, zu dem vorstehende Werkzeuge gehören, beizufügen).	Minimaltarif Minimaltarif	200 t 300 t
	Ambosse, ganz aus Stahl, mit oder ohne Stauch, süddeutsche Form	Minimaltarif ermässigt um 25 %	4 t
	Universalplatten oder Drehbankklemmfutter und Klemmböcke, Hebelblechscheren, ganz aus ge- schmiedetem Eisen	Minimaltarif ermässigt um 25 %	7,5 t
543 546 <i>bis</i>	Geflecht aus Eisen- oder Stahldraht Schnallen, Agraßen, Haken, Öfen und Schliessen usw.	Minimaltarif Minimaltarif ermässigt um 20 %	1 t 500 kg
548 554	Schreibfedern aus Metall. Mechanischer oder Ornamentguss.	Minimaltarif »	500 kg 300 t

Numéros du tarif français	Désignation des marchandises	Régime applicable	Contingents annuels
ex 469 ex 470	Cartes murales de caractère pédagogique, avec texte allemand	franchise	1 tonne
ex 469 <i>quater</i>	Films pédagogiques impressionnés importés sous le contrôle de la Commission de gouvernement	T. M. diminué de 50 %	15.000 mètres
ex 481	Chaussures pesant plus de 1.200 gr. la paire . .	T. M. diminué de 30 %	50.000 paires
481 482 483 ex 491	Chaussures, quel que soit leur poids Livres de prières et livres destinés au culte, quelle que soit leur reliure	T. M. franchise	50.000 paires 6 tonnes
ex 492	Autres objets non dénommés : Sacs dits tyroliens	T. M.	20.000 pièces
500 <i>bis</i>	Montres finies, sans complication de système, avec boîtes en argent : A échappement à cylindre A échappement à ancre ou autre	T. M. T. M.	2.000 pièces 2.000 pièces
ex 525 <i>bis</i> E	Plaques d'aiguilles	T. M. diminué de 20 %	30 tonnes
ex 526 <i>quinquies</i> B	Radiateurs pour calorifères	T. M.	200 tonnes
526 <i>sexies</i> ex 537	Calorifères à vapeur et à eau chaude, etc. Outils à fileter, tourner, raboter, mortaiser et molleter pour tours, revolvers, de construction allemande, scies à dents rapportées (à l'appui de la déclaration qui devra être présentée au nom et pour le compte d'un industriel ou artisan sarrois, sera annexée une vue d'ensemble de la machine à laquelle les outils précités sont destinés)	T. M. T. M. T. M. diminué de 25 %	300 tonnes 4 tonnes
	Enclumes entièrement en acier, à pieds, à enta- blement, support latéral	T. M. diminué de 25 %	7,5 tonnes
	Plateaux universels ou mandrins de tours et mor- daches, cisailles poinçonneuses à leviers, corps entièrement en fer forgé	T. M. diminué de 25 %	7,5 tonnes
543 546 <i>bis</i>	Grillages en fer ou en acier Boucles, agrafes, crochets, œilletons et rivets, etc.	T. M. T. M. diminué de 20 %	1 tonne 500 kg.
548 554	Plumes en métal Fonte mécanique ou d'ornement	T. M. T. M.	500 kg. 300 tonnes

Nummer des französischen Zolltarifs	Bezeichnung der Waren	Zoll-behandlung	Jahres-kontingent
aus 557	Öfen aus Gusseisen, schwarz oder emailliert, auch mit Nickelteilen, mit Schamotteausmauerung oder Füllschacht aus Gusseisen, mit quadratischem oder rechteckigem Querschnitt ¹	Minimaltarif	120 t
aus 558 <i>ter</i>	Öfen aus Gusseisen oder mit Mantel aus Blech, auch emailliert, auch mit Nickelteilen, mit Schamotteausmauerung oder Füllschacht aus Gusseisen, mit rundem Querschnitt ¹ Puffer für Eisenbahnwagen, zur Einfuhr durch die saarländische Eisenbahnverwaltung und durch Werke, die für saarländische oder deutsche Eisenbahnen arbeiten	Minimaltarif	200 t
aus 559 aus 559 <i>quater</i>	Schlösser und Schlüssel zu Bremshaustüren	Minimaltarif ermässigt um 30 %	2 t
559 <i>ter</i>	Hakenbänder, auch mit Teilen aus Kupfer oder Messing oder ganz aus Kupfer oder Messing	Minimaltarif	1 t
561	Kabel aus Eisen, oder Stahl	„	10 t
563	Nägel zum Beschlagen von Tieren	„	5 t
aus 567	Stahlkeile und konische Unterlagsscheiben	Minimaltarif ermässigt um 25 %	500 kg
aus 568	Haushaltsgeräte und alle anderen nicht genannten Gegenstände aus Schmiedeeisen, Stahl oder Schwarzblech, mit Ausnahme der in den Listen A und B des deutsch-französischen Handelsabkommens vom 17. August 1927 aufgenommenen	Minimaltarif	10 t
aus 579	Waren aus mit Kupfer oder Zink legiertem Nickel (Neusilber) oder aus vernickeltem Metall, mit Ausnahme des Tafelgeräts	„	20 t
aus 591	Schulmöbel und Kirchenbänke	„	75 t
aus 602 <i>bis</i> aus 603 <i>quater</i>	Kinderstühle, Kinderbänke Holzmodelle für Stahlformguss	„ Minimaltarif ermässigt um 30 %	20 t 35 t
aus 614 <i>quater</i>	Elektrokarren : Fahrgestelle mit Plattform	Minimaltarif	250 Stück
aus 620	Vollreifen aus Kautschuck, gebrauchsunfähig, auch mit Felgen, zum Einschmelzen oder Zerschneiden	frei	500 t
634 <i>ter</i> A aus 634 <i>ter</i> B	Zeicheninstrumente Kalibermasse und Schublehren (pieds à coulisse), Lehren, Instrumente zum Messen der Blechstärke, Ferrometer, Interferrometer und alle Instrumente zum Messen des Winkels und der Dicke	frei	200 kg ²

¹ Die Nickelteile werden für sich verzollt, wenn sie mehr als 5 % des Gesamtgewichts ausmachen (Zölle der Nummer 579, wenn es sich um Teile aus vernickelten Metallen handelt oder Zölle der Nummer 496, wenn es sich um Teile aus reinem Nickel oder um Teile mit Nickel plattiert handelt).

² 100 kg sind für die Grubenverwaltung, 100 kg zur Verteilung durch die Handwerkskammer Saarbrücken bestimmt.

Numéros du tarif français	Désignation des marchandises	Régime applicable	Contingents annuels
ex 557	Poêles en fonte noire ou émaillée, même avec parties de nickel, avec garniture intérieure de chamotte ou puits de chargement en fonte, de forme carrée ¹	T. M.	120 tonnes
ex 558 <i>ter</i>	Poêles en fonte ou avec revêtement de tôle, même émaillée, même avec parties de nickel, avec garniture intérieure de chamotte ou puits de chargement en fonte, de forme ronde ¹ Tampons de wagons importables par les chemins de fer sarrois et par des usines travaillant pour les chemins de fer sarrois ou pour les chemins de fer allemands	T. M.	200 tonnes
ex 559 ex 559 <i>quater</i>	Serrures et clés destinées aux cabinets de garde-freins	T. M. diminué de 30 %	2 tonnes
559 <i>ter</i>	Paumelles avec ou sans parties de cuivre ou de laiton, ou tout en cuivre ou laiton	T. M.	1 tonne
561	Câbles de fer et d'acier	T. M.	10 tonnes
563	Clous à ferrer les animaux	T. M.	5 tonnes
ex 567	Clavettes et rondelles coniques de clavettes	T. M. diminué de 25 %	500 kg.
ex 568	Articles de ménage et tous articles en fer, en acier ou en tôle noire non dénommés, autres que ceux repris aux listes A et B de l'Accord franco-allemand du 17 août 1927	T. M.	10 tonnes
ex 579	Ouvrages en nickel allié au cuivre ou au zinc, à l'exception de l'orfèvrerie de table	T. M.	20 tonnes
ex 591	Meubles d'écoles et bancs d'églises	T. M.	75 tonnes
ex 602 <i>bis</i>	Chaises et bancs d'enfants	T. M.	20 tonnes
ex 603 <i>quater</i>	Modèles en bois pour fonderies	T. M. diminué de 30 %	35 tonnes
ex 614 <i>quater</i>	Electro-cars : Chariots plate-forme	T. M.	250 pièces
ex 620	Bandages pleins en caoutchouc hors d'usage, avec ou sans frette, destinées à la refonte ou au découpage	franchise	500 tonnes
634 <i>ter</i> A ex 634 <i>ter</i> B	Instruments de dessin Calibres, pieds à coulisse, jauges, palmers, ferromètres, interferromètres et tous instruments pour les mesures d'angle ou d'épaisseur	franchise	200 kg. ²

¹ Les parties en nickel sont taxées séparément si elles représentent plus de 5 % du poids total (droit du N° 579, s'il s'agit de parties en métaux nickelés, ou droit du N° 496, s'il s'agit de parties en nickel pur ou en plaqués de nickel).

² 100 kg. sont destinés aux mines et 100 kg. sont destinés à la Chambre d'Artisanat de Sarrebruck.

Nummer des französischen Zolltarifs	Bezeichnung der Waren	Zoll- behandlung	Jahres- kontingent
aus 646 aus 579	Kinderwagen, Klappwagen Selbstfahrer für Kinder, Puppenwagen	Minimaltarif »	16 t 4 t
aus 646 aus 646 bis	Schlittschuhe Spielzeug, einschliesslich der bekleideten Puppen, mit Ausnahme der anderen « articles de bimbe- loterie »	» frei	5000 Paar 125 t
aus 646 G aus 469	Christbaumschmuck Quartettspiele	frei frei	5 t 500 kg

LISTE A I.

Nummer des französischen Zolltarifs	Bezeichnung der Waren	Zoll- behandlung	Jahres- kontingent
aus 205 aus 0375	Hämatiteisen Zelluloid, in Platten und Blättern	frei Minimaltarif ermässigt um 50 %	22.500 t 500 kg
A 347 bis und B	Gegenstände für elektrische Zwecke aus Fayence, Porzellan, weissem oder farbigem Steinzeug, Ton, Glas, Kristall usw., mit Ausnahme der Porzellan- klemmbretter ¹	Minimaltarif ermässigt um 20 %	20 t
	Porzellanklemmbretter	Minimaltarif ermässigt um 40 %	8 t
aus 358	Überfangzapfen	Minimaltarif ermässigt um 30 %	2,5 t
aus 358 aus 0118	Emailliefritten ²	Minimaltarif ermässigt um 25 %	2 t
461 M aus 462 A	Papier, anderes als das unter den vorhergehenden Nummern des Zolltarifs aufgeführte, usw. Presspan	frei Minimaltarif ermässigt um 20 %	150 t 12 t

¹ Der in Artikel 2 dieser Vereinbarung vorgesehene Nachweis der Wiederausfuhr wird nur bis zur Höhe von 75 % der eingeführten Menge verlangt werden.

² Der in Artikel 2 dieser Vereinbarung vorgesehene Nachweis der Wiederausfuhr wird nur bis zur Höhe von 60 % der eingeführten Menge verlangt werden.

Numéros du tarif français	Désignation des marchandises	Régime applicable	Contingents annuels
ex 646 ex 579	Voitures d'enfants, voitures pliantes Voiturettes à pédales pour enfants et voitures de poupées Patins	T. M. T. M. T. M.	16 tonnes 4 tonnes 5.000 paires
ex 646 ex 646 bis	Jouets y compris les poupées habillées, à l'exclusion des autres articles de bimbeloterie	franchise	125 tonnes
ex 646 G ex 469	Décorations pour arbres de Noël Jeux de cartes dits « Quartettspiele »	franchise franchise	5 tonnes 500 kg.

LISTE A 1.

Numéros du tarif français	Désignation des marchandises	Régime applicable	Contingents annuels
ex 205 ex 0375	Fonte hématite Celluloïd en plaques et en feuilles	franchise T. M. diminué de 50 %	22,500 tonnes 500 kg.
347 bis A et B	Pièces pour l'électricité en faïence, porcelaine, grès, blanc ou de couleur, poterie, verre cristal, etc. ¹	T. M. diminué de 20 %	20 tonnes
	Tablettes à bornes de jonction en porcelaine . . .	T. M. diminué de 40 %	8 tonnes
ex 358	Vitrifications en masse pour la fabrication du verre à doubler.	T. M. diminué de 30 %	2,5 tonnes
ex 358 ex 0118	Frittes d'émail ²	T. M. diminué de 25 %	2 tonnes
461 M ex 462 A	Papier autre que ceux repris dans les numéros pré- cédents du tarif douanier, etc. Papier dit presspan	franchise T. M. diminué de 20 %	150 tonnes 12 tonnes

¹ La justification de réexportation, prévue à l'article 2 de l'arrangement ne sera exigible que jusqu'à concurrence de 75 % des quantités importées.

² La justification de réexportation, prévue à l'article 2 de l'arrangement, ne sera exigible que jusqu'à concurrence de 60 % des quantités importées.

Nummer des französischen Zolltarifs	Bezeichnung der Waren	Zoll- behandlung	Jahres- kontingent
aus 462 B	Sogenannte Phantasiepappe	frei	180 t
aus 463 bis	Vulkanfaser ¹	Minimaltarif ermässigt um 30 %	1,5 t
aus 533 septies	Kugellager, gemäss bei den Zollstellen hinterlegtem Muster.	frei	15.000 Stück
aus 620 bis	Asbestbremsbänder	Minimaltarif ermässigt um 35 %	2 t
aus 641 bis	Waren aus unechtem Meerscham und aus Steatit ²	Minimaltarif ermässigt um 30 %	8 t
aus 630 ter	Isolatoren für elektrische Zwecke aus Steatit, Ste- kolith, Petroid und ähnlichen Stoffen, auch mit Teilen oder Fassungen aus Metall ²	Minimaltarif ermässigt um 30 %	2 t

¹ Der in Artikel 2 dieser Vereinbarung vorgesehene Nachweis der Wiederausfuhr wird nur bis zur Höhe von 50 % der eingeführten Menge verlangt werden.

² Der in Artikel 2 dieser Vereinbarung vorgesehene Nachweis der Wiederausfuhr wird nur bis zur Höhe von 40 % der eingeführten Menge verlangt werden.

LISTE B.

Nummer des deutschen Zolltarifs	Bezeichnung der Waren	Zoll- behandlung	Jahres- kontingent
9	Malz, mit Ausnahme des gebrannten und gemah- lenen	frei	500 t
aus 44	Blätter zu Binde- oder Zierzwecken, getrocknet, getränkt (imprägniert) oder sonst zur Erhöhung der Dauerhaftigkeit zubereitet, auch gefärbt . . (aus 74 und 76) Bau- und Nutzholz, in den nachste- henden Nummern des allgemeinen Tarifs nicht besonders genannt :	frei	0,8 t
aus 74	Unbearbeitet oder lediglich in der Querrichtung mit der Axt oder Säge bearbeitet, mit oder ohne Rinde, hart	frei	18.000 t
aus 76	In der Längsrichtung gesägt oder in anderer Weise vorgerichtet, nicht gehobelt, hart	frei	6.280 t
aus 80	Eisenbahnschwellen aus hartem Holz, mit der Axt bearbeitet, auch auf nicht mehr als einer Längs- seite gesägt, nicht gehobelt	frei	8.000 t
aus 81	Holzpfasterklötze aus hartem Holz.	frei	3 t

Numéros du tarif français	Désignation des marchandises	Régime applicable	Contingents annuels
ex 462 B	Carton dit de fantaisie	franchise	180 tonnes
ex 463 bis	Fibre vulcanisée ¹	T. M. diminué de 30 %	1,5 tonne
ex 533 septiès	Roulements annulaires à billes, suivant modèle déposé en douane.	franchise	15.000 pièces
ex 620 bis	Garnitures de freins en amiante	T. M. diminué de 35 %	2 tonnes
ex 641 bis	Articles en imitation d'écume de mer et stéatite ²	T. M. diminué de 30 %	8 tonnes
ex 630 ter	Articles en imitation d'écume de mer et stéatite ²	T. M. diminué de 30 %	8 tonnes
630 sexiès	Isolateurs pour l'électricité en stéatite, stécolithe, pétroïd et matières analogues, avec ou sans parties ou garnitures en métal ²	T. M. diminué de 30 %	2 tonnes

¹ La justification de réexportation prévue à l'article 2 de l'arrangement ne sera exigible que jusqu'à concurrence de 50 % des quantités importées.

² La justification de réexportation prévue à l'article 2 de l'arrangement ne sera exigible que jusqu'à concurrence de 40 % des quantités importées.

LISTE B.

Numéros du tarif douanier allemand	Désignation des marchandises	Régime applicable	Contingents annuels
9	Malt à l'exception du malt grillé et moulu . . .	franchise	500 tonnes
ex 44	Feuilles pour bouquets ou pour ornements, séchées, imprégnées ou autrement préparées pour en assurer la conservation, même teintées (ex 74 et 76) Bois de construction et bois à ouvrer non spécialement dénommés aux numéros sui- vants du tarif général :	franchise	0,8 tonne
ex 74	Non ouvrés ou simplement travaillés à la hache ou à la scie dans le sens transversal, avec ou sans écorce, durs	franchise	18.000 tonnes
ex 76	Sciés dans le sens longitudinal ou autrement dressés, non rabotés, durs	franchise	6.280 tonnes
ex 80	Traverses de chemins de fer, en bois dur, travaillées à la hache, même sciées sur un seul côté de la longueur, non rabotées	franchise	8.000 tonnes
ex 81	Pavés de bois dur	franchise	3 tonnes

Nummer des deutschen Zolltarifs	Bezeichnung der Waren	Zoll- behandlung	Jahres- kontingent
aus 100	Pferde (mit Einschluss der Fohlen) <i>Anmerkung</i> : Die Zollbegünstigung erstreckt sich nur auf Pferde und Fohlen, für die durch ein Zeugnis eines Beamten der zuständigen Ver- waltungsbehörde nachgewiesen ist, dass sie im Saargebiet geboren und aufgezogen worden sind. Die Regierungen werden sich über die Be- zeichnung der mit der Ausfertigung der Zeug- nisse betrauten Beamten und über das bei der Ausfertigung zu beachtende Verfahren ver- ständigen.	frei	400 Stück
aus 162	Mehl aus Getreide mit Ausnahme von Hafer und Gerste, auch gebrannt oder geröstet	6 RM für 1 dz (Rohgewicht)	4.000 t
aus 183	Apfelwein, ohne Rücksicht auf den Raumgehalt der Behältnisse	frei	100 t
aus 189	Presshefe	frei	20 t
211	Senf, mit Most, Gewürzen oder anderen Zutaten zubereitet (Mostrich)	frei	60 t
aus 220	Tabakerzeugnisse :		
	Kautabak	frei 14 RM für 1 dz	18 t 18 t
	Geschnittener Rauchtabak, auch fein ge- schnittener	frei 10 RM für 1 dz 20 RM für 1 dz	700 t 300 t 200 t
	Zigarren	frei 40 RM für 1 dz	10.000.000 Stück 5.000.000 Stück
	Zigaretten	4,50 RM für 1 dz	330.000.000 Stück
	<i>Anmerkung</i> : Soweit eine Zollerhebung in Frage kommt, ist der Berechnung des Zolles das zoll- pflichtige Reingewicht zugrunde zu legen, das bei der Anwendung der Sätze des allge- meinen Tarifs für die Zollberechnung mass- gebend wäre.		
aus 227	Kalk, kohlsaurer, gebrannt	frei	2.400 t
aus 230	Gemahlener Kalk	frei	3.600 t
aus 234	Phosphor- und Melaphyrschotter	frei	20.000 t
aus 254	Schmierseife, gemeine weiche (Kaliseife, Fasseife), in Fässern oder anderen grösseren Behältnissen . .	frei	75 t
aus 256	Feste Seife, zum unmittelbaren Gebrauche geformt (gepresst oder in Formen gegossen), mit aufge- druckter Angabe des Namens und Geschäfts- sitzes des Herstellers	frei	390 t
	Seifenpulver	frei	25 t
aus 258	Paraffinsalbe, Vaseline und Vaselinealbe (nicht wohl- riechend)	frei	2 t

Numéros du tarif douanier allemand	Désignation des marchandises	Régime applicable	Contingents annuels
ex 100	Chevaux (y compris les poulains) <i>Note</i> : La concession douanière s'applique seulement aux chevaux et poulains pour lesquels il est établi par un certificat d'un fonctionnaire de l'Administration compétente qu'ils sont nés en Sarre, et qu'ils y ont été élevés. Les gouvernements s'entendront sur la désignation des fonctionnaires admis à l'établissement de ces certificats, ainsi que sur la procédure à observer lors de leur établissement.	franchise	400 têtes
ex 162	Farines de céréales, à l'exception de l'avoine et de l'orge, même grillées ou torréfiées	6 R. M. par Q. M. (poids brut)	4.000 tonnes
ex 183	Cidre, sans tenir compte de la capacité des récipients	franchise	100 tonnes
ex 189	Levures pressées	franchise	20 tonnes
211	Moutarde préparée avec du moût, des épices ou d'autres substances (moutarde de table) . . .	franchise	60 tonnes
ex 220	Tabacs fabriqués :		
	Tabac à chiquer	franchise 14 R. M. par Q. M.	18 tonnes 18 tonnes
	Tabac à fumer coupé, même de coupe fine . . .	franchise 10 R. M. par Q. M. 20 R. M. par Q. M.	700 tonnes 300 tonnes 200 tonnes
	Cigares	franchise 40 R. M. par Q. M.	10 millions de pièces 5 millions de pièces
	Cigarettes	4,50 R. M. par Q. M.	330 millions de pièces
	<i>Note</i> : Dans le cas où un droit est payable, ce droit sera calculé d'après le poids net sur lequel le calcul des droits serait à établir si les droits du tarif général étaient applicables.		
ex 227	Carbonate de chaux calciné	franchise	2.400 tonnes
ex 230	Chaux moulue	franchise	3.600 tonnes
ex 234	Pierres concassées de porphyre et de mélaphyre pour l'empierrement des routes	franchise	20.000 tonnes
ex 254	Savons mous ordinaires, (savons de potasse, savons en cuvelles) en futailles ou autres grands récipients	franchise	75 tonnes
ex 256	Savons durs présentés pour l'usage immédiat (pressés ou moulés) portant indication du nom et du siège du producteur, imprimée sur les pains ou similaires	franchise	390 tonnes
	Poudre de savon	franchise	25 tonnes
ex 258	Onguent de paraffine, vaseline et onguent de vaseline (non parfumés)	franchise	2 tonnes

Nummer des deutschen Zolltarifs	Bezeichnung der Waren	Zoll- behandlung	Jahres- kontingent
aus 260	Bohröl, aus Mineralöl mit Zusatz von Ölsäure, Wollfett und Harz hergestellt (Schmiermittel)	frei	50 t
aus 297	Eisenvitriol (grüner Vitriol, Eisensulfat)	frei	900 t
322	Berliner Blau, rein oder versetzt mit mineralischen Stoffen oder Stärke, trocken oder in Teigform . .	frei	100 t
aus 329	Erdfarben : Kreide, geschlämmt ; auch gestäubte oder in anderer Weise fein gepulverte Kreide	frei	1.500 t
	Gelber Ocker, Umbra und Sienaerde, trocken, auch geschönt	frei	25 t
332	Pigmentfarben und Farblacke (Lackfarben), im allgemeinen Tarif anderweit nicht genannt, rein oder versetzt mit mineralischen Stoffen oder Stärke, trocken oder in Teigform	frei	50 t
aus 343	Asphaltlack (Auflösungen von Asphalt oder asphaltähnlicher Masse in Mineral- oder Terpentinöl, sowie Auflösungen von Asphalt oder Steinkohlenteer in Steinkohlenteeröl oder Holzteeöl)	frei	30 t
aus 345	Kabelweisspech aus Harzen, Mineralöl und Barytweiss (Harzkitt)	frei	10 t
364	Schiesspulver, Sprengpulver und andere in Nr. 363 des allgemeinen Tarifs nicht genannte Sprengmittel	frei	400 t
aus 388	Neoferrol, rein oder mit einem Gehalt an Arsen, Brom, Chinin, Jod oder Lecithin von nicht mehr als 1 %	frei	1,5 t
557	Treibriemen und Treibriemenbahnen aus Leder aller Art sowie aus rohen enthaarten Häuten, auch mit Unterlagen oder Zwischenlagen aus groben Gespinstwaren oder Filz	frei	15 t
aus 560	Im allgemeinen Tarif nicht besonders genannte Waren aus Leder aller Art, soweit sie nicht durch die Verbindung mit anderen Stoffen unter höhere Zollsätze fallen, ohne Rücksicht auf das Reingewicht des Stückes : Absätze für Schuhe	frei	8 t
	Näh- und Bänderriemen, Handleder für Metallarbeiter	frei	32 t
aus 569	Abfalleider aller Art, noch als Leder verwendbar . .	frei	3 t
aus 579	Sohlén und Absätze aus weichem (auch vulkanisiertem) Kautschuk	frei	15 t
	Stricke aus lose gedrehtem Jutespinnst, mit Holztee durchtränkt, zum Abdichten von Tonröhren (Dichtungsschnüre)	frei	20 t
	(596, 597 und 599) Andere Besen als solche aus Reisig sowie Bürsten und Pinsel : Grobe, aus pflanzlichen Stoffen oder Pflanzenfaserersatzstoffen, Borsten oder tierischen Borstenersatzstoffen ; auch Dreidel (Dweidel) und ähnliche Gegenstände für Reinigungszwecke und Abstauber aus ungefärbten Federn ; alle diese auch in Verbindung mit unlackiertem, unpoliertem Holz, Rohr oder Eisen	frei	40 t
596			

Numéros du tarif douanier allemand	Désignation des marchandises	Régime applicable	Contingents annuels
ex 260	Huile pour perceuses (<i>Bohröl</i>) fabriquée d'huile minérale additionnée d'acide oléique, graisse et résine (matières à graisser)	franchise	50 tonnes
ex 297	Sulfate de fer (vitriol vert)	franchise	900 tonnes
322	Bleu de Prusse pur ou additionné de matières minérales ou d'amidon, sec ou en pâte	franchise	100 tonnes
ex 329	Terres colorantes : Craie lavée, poussière de craie ou craie finement pulvérisée d'une autre manière	franchise	1.500 tonnes
	Ocres jaunes, terre d'Ombre et de Sienne, sèches, même avivées	franchise	25 tonnes
332	Pigments et laques colorants (couleurs de laque) non dénommés ailleurs au tarif général, purs ou mélangés de matières minérales ou d'amidon, secs ou en pâte	franchise	50 tonnes
ex 343	Laques d'asphalte (solutions d'asphalte ou de masses similaires dans l'huile minérale ou l'essence de térébenthine, ainsi que solutions d'asphalte ou de poix de houille dans l'huile de goudron de houille ou dans l'huile de goudron de bois) . .	franchise	30 tonnes
ex 345	Poix blanche pour câbles, composée de résine, d'huiles minérales et de blanc de baryte (mastic à la résine)	franchise	10 tonnes
364	Poudre à tirer, poudre à mines et autres explosifs non dénommés au N° 363 du tarif général . . .	franchise	400 tonnes
ex 388	Néoferrol pur ou avec une teneur égale ou inférieure à 1 % d'arsenic, de brome, de quinine, d'iode ou de lécithine	franchise	1,5 tonne
557	Courroies et bandes de transmission en cuir de toute espèce ou en peaux brutes, débarrassées de leurs poils, même avec doublure ou intérieur en ouvrages de filés grossiers ou en feutre	franchise	15 tonnes
ex 560	Ouvrages en cuir de toute espèce, non dénommés ailleurs au tarif général, à moins que, eu égard à leur combinaison avec d'autres matières ils ne soient passibles de droits plus élevés, sans tenir compte du poids net de la pièce : Talons pour chaussures	franchise	8 tonnes
	Courroies cousues et à grafer, maniques pour ouvriers métallurgistes	franchise	32 tonnes
ex 569	Déchets de cuir de toute espèce pouvant encore être utilisés comme cuir	franchise	3 tonnes
ex 579	Semelles et talons en caoutchouc mou même vulcanisé	franchise	15 tonnes
	Cordons d'étanchéité en filé de jute à torsion légère imprégnés de goudron de bois	franchise	20 tonnes
596	(596, 597 et 599). Balais autres que balais de brindilles, ainsi que brosses et pinces : Grossiers, en matière végétale ou en imitation de fibres végétales, en soies ou en imitation animale de soies ; même fauberts (vadrouilles, balais en chiffons pour le nettoyage des navires) et autres objets similaires pour nettoyer, ainsi que plumeaux en plumes non teintées ; tous, même s'ils sont combinés avec du bois, du roseau ou du fer, non laqués, ni polis . . .	franchise	40 tonnes

Nummer des deutschen Zolltarifs	Bezeichnung der Waren	Zoll- behandlung	Jahres- kontingent
597	Grobe in Verbindung mit lackiertem, poliertem Holz, Rohr oder Eisen ; feine (insbesondere alle aus Haaren oder Gespinsten sowie Abstauber aus gefärbten Federn), auch in Verbindung mit Holz, Rohr oder Eisen ; auch Abreib- (Frottier-) Bürsten und- Handschuhe sowie Pferdebürsten aus Borsten, Rosshaaren oder dergleichen in Verbindung mit groben Gespinstwaren ; Haarbüschel aus Ross- oder Büffelhaaren ; Teppichkehrer	frei	40 t
599	Besen, Bürsten und Pinsel in Verbindung mit anderen Stoffen, soweit sie nicht dadurch unter höhere Zollsätze fallen	frei	15 t
aus 600	Grobe Mehlsiebe, mit Siebböden aus Eisendraht oder Draht aus anderen unedlen Metallen oder Legierungen unedler Metalle, in Verbindung mit unlackiertem oder lackiertem, unpoliertem oder poliertem Holz oder Eisen	frei	0,7 t
623	Fässer (auch gehobeltes Fassholz) und andere Böttcherwaren, auch bearbeitet und mit Metallreifen	frei	30 t
aus 625	(aus 625/6) Möbel, grobe (nicht gepolstert), unfurniert, auch bearbeitet : Aus weichem Holz : Pulte, Schränke, Zeichentische und Bänke, für Schulen Andere	frei frei	4 t 60 t
aus 626	Aus hartem Holz : Pulte, Schränke, Zeichentische und Bänke, für Schulen Stühle und Brotgestelle	frei frei	26 t 52 t
aus 627	Möbel, grobe (nicht gepolstert), furniert, auch bearbeitet	frei	60 t
aus 628	(aus 628, 629) Tischler-, Drechsler- und Wagnerarbeiten, grobe, sowie sonstige grobe Holzwaren, in den vorhergehenden Nummern des allgemeinen Tarifs nicht genannt : Roh : Feuerwehrwagen, soweit sie nicht unter andere Nummern des allgemeinen Tarifs fallen, Leitern, Backschiesser, Brötchendielen und Werkzeugstiele	frei	20 t
629	Bearbeitet : Klosettsitze Modelle für Giessereien Tafeln, Schwammkästen und Kartenständer, für Schulen Andere	frei frei frei frei	25 t 70 t 10 t 10 t
aus 630	Grobe Holzwaren in Verbindung mit anderen Stoffen, soweit sie nicht unter die vorhergehenden Nummern des allgemeinen Tarifs oder unter höhere Zollsätze fallen : Schanktische und Eisschränke Laden- und Schaufenstereinrichtungen	frei frei	20 t 45 t

Numéros du tarif douanier allemand	Désignation des marchandises	Régime applicable	Contingents annuels
597	Grossiers, combinés avec du bois, du roseau ou du fer, laqués, polis ; fins (notamment tous ceux en poils et cheveux ou en filé ainsi que plumeaux en plumes teintes), même combinés avec du bois, du roseau ou du fer ; brosses et gants à frotter ainsi que brosses de pansage en soies, crins ou matières similaires combinés avec des ouvrages de filés grossiers, plumets en crins de cheval ou en poils de buffle ; brosses à tapis	franchise	40 tonnes
599	Balais, brosses et pinceaux, combinés avec d'autres matières, à moins que, eu égard à cette combinaison, ils ne soient passibles de droits plus élevés	franchise	15 tonnes
ex 600	Tamis à farine grossiers, avec fonds en fil de fer ou en fil d'autres métaux communs ou alliages de métaux communs combinés avec du bois ou du fer, laqué ou non, poli ou non.	franchise	0,7 tonne
623	Futailles (y compris les douves rabotées) et autres ouvrages de tonnellerie, même ouvrés et avec cercles de métal	franchise	30 tonnes
	(ex 625/6). Meubles grossiers (non rembourrés), non plaqués, même ouvrés :		
ex 625	En bois tendre :		
	Pupitres, armoires, tables à dessiner et bancs, pour écoles	franchise	4 tonnes
ex 626	Autres	franchise	60 tonnes
	En bois dur :		
	Pupitres, armoires, tables à dessiner et bancs, pour écoles	franchise	26 tonnes
ex 627	Chaises, étagères pour boulangerie	franchise	52 tonnes
	Meubles grossiers (non rembourrés), plaqués, même ouvrés	franchise	60 tonnes
	(ex 628, 629). Ouvrages de menuisier, de tourneur et de charron, grossiers, ainsi qu'autres ouvrages en bois, grossiers, non dénommés dans les numéros précédents du tarif général :		
ex 628	Bruts :		
	Voitures pour pompiers, non rangées sous d'autres numéros du tarif général, échelles, pelles à enfourner, planches pour petits pains et manches d'outils	franchise	20 tonnes
629	Ouvrés :		
	Sièges pour cabinets	franchise	25 tonnes
	Modèles pour fonderie	franchise	70 tonnes
	Tableaux noirs, boîtes pour éponges, montants de cartes, pour écoles	franchise	10 tonnes
ex 630	Autres	franchise	10 tonnes
	Ouvrages en bois, grossiers, combinés avec d'autres matières, à moins qu'ils ne soient dénommés sous les numéros précédents du tarif général ou soumis à des droits plus élevés :		
	Tables de débit de boisson et armoires frigorifiques	franchise	20 tonnes
	Installations pour magasins, devantures et vitrines	franchise	45 tonnes

Nummer des deutschen Zolltarifs	Bezeichnung der Waren	Zoll- behandlung	Jahres- kontingent
aus 631	Sargfüsse aus Holz mit feiner Schnitzarbeit oder Nachahmung feiner Schnitzarbeit, bronziert . .	frei	2 t
aus 638	Teile von Kältemaschinen aus Eisenblech, nicht schmiedbarem Eisen, Holz und Kork	frei	360 t
aus 640	Zugeschnittene Streifen für Karteikasten und Karteivorrichtungen aus Zellhorn (Zelluloid) (Kardesignale)	frei	0,3 t
650	Halbzeug (Halbstoff zur Papier- und Pappenbereitung) aus Holz, Stroh, Espartogras oder anderen Pflanzenfasern (Holzmasse (mechanisch bereiteter Holzstoff, Holzschliff) ; chemisch bereiteter Holzstoff (Zellstoff, Zellulose) ; Stroh-, Esparto- und anderer Faserstoff), breiartig oder in fester Form, auch gebleicht oder gefärbt oder mit mineralischen Stoffen, Leim usw. versetzt	frei	300 t
aus 651 A	Pappen (Pappdeckel), geformt (geschöpft) oder gegautscht, auch aus zusammengeklebten Pappen hergestellt .		
	Glanzpappe (Presspan) und andere hoch geglättete Pappe, Kunstlederpappe sowie andere feine Pappen, auch in der Masse gefärbt ; Pappen aus mechanisch oder chemisch bereitetem Holzstoff, auch aus solchem von gedämpftem Holz, festgewalzt (Braunholzpappe, sogenannte Lederpappe), Stroh-, Schrenz- und Torfpappe und im allgemeinen Tarif anderweit nicht genannte grobe Pappen, auch in der Masse gefärbt	frei	300 t
	Pappen mit Asphalt, Tere oder dergleichen überzogen, getränkt oder bestrichen	frei	800 t
652	Pappen aller Art, weiss oder farbig gestrichen, mit weissem oder farbigem Papier beklebt, lackiert, bronziert, mit Wollstaub oder dergleichen überzogen, durch Pressen gemustert ; Malerpappe .	frei	100 t
aus 653	Gelbes Strohpapier	frei	150 t
654	Packpapier, in der Masse gefärbt, auch auf einer Seite glatt	frei	800 t
657	Drucke jedes Verfahrens, soweit sie nicht unter den zwölften Abschnitt oder unter Nr. 655 A des allgemeinen Tarifs fallen, auch Bilderpapier, einschliesslich des Kopierverfahrens auf Papier und Pappe ; auch farbig oder schwarz geränderte, oder sonst auf irgendeine Weise verzierte Papiere oder Pappen, einfarbig oder mehrfarbig	frei	186 t
665	Tüten, Beutel, Säcke, Faltbeutel, Faltschachteln und dergleichen Behältnisse, auch Briefumschläge, unbedruckt oder bedruckt ; alle diese auch in Verbindung mit Gespinstwaren, Gelatine, Stanniol, Metallpapier oder ähnlichen Stoffen	frei	300 t

Numéros du tarif douanier allemand	Désignation des marchandises	Régime applicable	Contingents annuels
ex 631	Pieds pour cercueils en bois, avec sculptures fines ou imitation de sculptures fines, bronzés . . .	franchise	2 tonnes
ex 638	Parties de machines frigorifiques en tôle de fer, fer non malléable, bois et liège	franchise	360 tonnes
ex 640	Bandes coupées pour armoires de cartothèques et appareils de cartothèques en celluloid (fiches indicatrices « Kardex »)	franchise	0,3 tonne
650	Demi-pâte (demi-produits pour la fabrication du papier et du carton) de bois, de paille, de sparte ou d'autres fibres végétales (pâte de bois pâte de bois mécanique, pâte de bois chimique cellulose ; pâte de paille, de sparte ou d'autres fibres), de consistance molle ou solide, même blanchie ou teinte ou additionnée de matières minérales, de colle, etc.	franchise	300 tonnes
ex 651 A	Carton de moulage ou de couchage (cartons moulés ou cartons pressés), même formés par la réunion de feuilles de cartons collés ensemble : Carton lustré (carton de drapier et autres cartons fortement lissés, carton-cuir et autres cartons fins, même teints en pâte ; cartons de pâte de bois chimique ou mécanique, même de pâte de bois traitée à la vapeur, solidifiés par cylindrage (carton de bois brun dit carton-cuir), carton de paille, carton buvard gris (Schrenzpappe), carton de tourbe et autres cartons grossiers, non dénommés ailleurs au tarif général, même teints en pâte	franchise	300 tonnes
	Cartons recouverts, imbibés ou enduits d'asphalte, de goudron ou de matières similaires . . .	franchise	800 tonnes
652	Cartons de toutes espèces, avec enduit blanc ou de couleur, recouverts par collage de papier blanc ou de couleur, laqués, bronzés, recouverts de poussière de laine ou de matières similaires, façonnés (avec dessins) à la presse ; cartons pour peintre	franchise	100 tonnes
ex 653	Papier de paille, jaune	franchise	150 tonnes
654	Papier d'emballage teint en pâte, même lisse sur un côté	franchise	800 tonnes
657	Impressions obtenues par un procédé quelconque à moins qu'elles ne soient comprises dans la deuxième section ou dans le N° 655 A du tarif général ; papiers d'imagerie, y compris les impressions obtenues par le procédé dit « de copie » sur papier ou carton ; papiers ou cartons à bordure de couleur ou noire ou ornementée d'une manière quelconque, unicolores ou multicolores .	franchise	186 tonnes
665	Cornets, sacs, poches, bourses pliantes, boîtes pliantes et récipients similaires, ainsi qu'enveloppes de lettres, imprimées ou non, tous ceux même combinés avec des ouvrages de fils, de la gélatine, des feuilles d'étain, du papier métallique ou des matières similaires	franchise	300 tonnes

Nummer des deutschen Zolltarifs	Bezeichnung der Waren	Zoll- behandlung	Jahres- kontingent
aus 670	(aus 670/2) Waren aus Papier, Pappe, Steinpappe, Zellstoff oder Steinpappmasse, soweit sie nicht unter die vorhergehenden Nummern des allgemeinen Tarifs fallen, auch Hartpapierwaren : Ohne Verbindung mit anderen Stoffen oder nur in Verbindung mit Holz oder Eisen : Schachteln mit nicht abnehmbarem, übergreifendem Klappdeckel (Kappenschachteln) . Andere Waren (als Kappenschachteln) . . .	frei frei	250 t
aus 671	In Verbindung (auch ganz oder teilweise überzogen) mit Gespinsten oder Gespinstwaren aller Art, mit fein geformter Wachsarbeit, mit Halbedelsteinen, Perlmutter, Elfenbein, Zellhorn (Zelluloid) oder ähnlichen Formerstoffen, vergoldeten oder versilberten unedlen Metallen (mit Ausnahme der unter Nr. 671 fallenden Karteischränke und Karteivorrichtungen) . .	frei	100 t
aus 672	In Verbindung mit anderen als den vorgenannten Stoffen, soweit sie nicht dadurch unter höhere Zollsätze fallen	frei	
aus 671	Karteischränke und Karteivorrichtungen aus lackiertem Eisenblech mit Zügen (Schubladen) oder Rahmen aus Eisenblech oder Aluminium und Taschen aus Papier in Verbindung mit Zellhorn (Kardex-Karteikasten und Kardex-Sichtapparate)	frei	400 t
aus 682	(aus 682/3) Platten aus Marmor, von nicht mehr als 16 cm Stärke : Gesägt (geschnitten) oder gespalten, weder geschliffen noch gehobelt, poliert oder mit Schmelz überzogen	frei	10 t
aus 683	Geschliffen, gehobelt, poliert oder mit Schmelz überzogen	frei	
685	(685/6) Steinmetzarbeiten, ungeschliffen, ungehobelt, auch in Verbindung mit unlackiertem, unpoliertem Holz oder Eisen, ohne Rücksicht auf die Art der Steine (jedoch mit Ausnahme von Schiefer) : Von schlichter, nicht profilierter Arbeit, nicht abgedreht, nicht verziert	frei	
686	Profiliert, ganz oder teilweise abgedreht oder verziert	frei	
687	Steinmetzarbeiten, geschliffen, gehobelt, poliert oder vergoldet, auch in Verbindung mit Holz oder Eisen, ohne Rücksicht auf die Art der Steine (jedoch mit Ausnahme von Schiefer)	frei	200 t
aus 698	Werksteine, Treppenstufen, Randsteine für Bürgersteige, Herdplatten und andere Platten, aus Zement oder mit Zement überzogenen Steinen, auch hohl oder gelocht oder mehrfarbig, geschliffen, angestrichen oder profilert oder mit Einlagen von Eisen oder in Verbindung mit Eisen ; Sinkkasten für Vorrichtungen zur Schlammabsonde-		

Numéros du tarif douanier allemand	Désignation des marchandises	Régime applicable	Contingents annuels
ex 670	(ex 670/2). Ouvrages en papier, carton, carton-pierre, cellulose ou pâte de carton-pierre, à moins qu'ils ne soient repris aux numéros précédents du tarif général, ainsi qu'ouvrages en papier durci : Non combinés avec d'autres matières, ou simplement combinés avec du bois ou du fer : Boîtes avec couvercles pliants non détachables	franchise	250 tonnes
ex 671	Ouvrages autres que boîtes avec couvercles pliants non détachables Combinés ou recouverts entièrement ou partiellement avec des filés ou des ouvrages de filés de toutes espèces, avec des ouvrages en cire finement façonnés, de pierres demi-fines, de la nacre, de l'ivoire, du celluloid ou de matières plastiques similaires ou de métaux communs dorés ou argentés (à l'exception des armoires et appareils pour cartothèques repris au numéro 671)	franchise franchise	100 tonnes
ex 672	Combinés avec des matières autres que celles dénommées ci-dessus, à moins que, eu égard à cette combinaison, ils ne soient passibles de droits plus élevés	franchise	
ex 671	Armoires pour cartothèques et appareils pour cartothèques, en tôle de fer laquée, avec tiroirs ou cadres en tôle de fer ou aluminium et poches en papier combiné avec du celluloid (boîtes pour cartothèques « Kardex » et appareils indicateurs « Kardex »)	franchise	400 tonnes
ex 682	(ex 682/3). Plaques de marbre d'une épaisseur ne dépassant pas 16 cm. : Sciées (taillées) ou refendues, ni passées à la meule, ni rabotées, ni polies, ni recouvertes d'email, etc.	franchise	10 tonnes
ex 683	Passées à la meule, rabotées, polies ou recouvertes d'email	franchise	
685	(685/6). Ouvrages de tailleurs de pierre, non passés à la meule, non rabotés même combinés avec du bois ou du fer, ni laqués, ni polis, sans tenir compte de l'espèce des pierres (à l'exception cependant de l'ardoise) : D'un travail simple, non moulurés, ni tournés, ni ornementés	franchise	200 tonnes
686	Moulurés, entièrement ou partiellement tournés ou ornementés	franchise	
687	Ouvrages de tailleur de pierre, passés à la meule, rabotés, polis ou dorés, même combinés avec du bois ou du fer, sans tenir compte de l'espèce des pierres (à l'exception cependant de l'ardoise) . . .	franchise	
ex 698	Pierres d'ouvrage, marches pour escaliers, garde-pavés, plaques de foyer et autres plaques, en ciment ou en pierres recouvertes de ciment, même creuses ou trouées ou multicolores, passées à la meule, peintes ou moulurées ou avec intérieurs de fer ou combinées avec du fer ; puisards pour appareils destinés à dégager la fange, en ciment	franchise	

Nummer des deutschen Zolltarifs	Bezeichnung der Waren	Zoll- behandlung	Jahres- kontingent
708	rung aus Zement in Verbindung mit Eisen, auch mit zugehörigen Eimern und Einlaufgittern aus nicht schmiedbarem Eisenguss, roh oder bearbeitet, oder aus schmiedbarem Eisen, nicht bearbeitet, letzterenfalls sofern das Reingewicht der ganzen Vorrichtung mehr als 1 dz beträgt . . Im allgemeinen Tarif anderweit nicht genannte Waren aus Asbest, Asbestpapier oder Asbestgeweben (z. B. Asbestkautschukgewebe (gekautschukte Asbestwaren), Handschuhe, Kleider, Masken, Mützen, Schläuche, Schuhe aus Asbestgeweben, auch gekautschukten); alle diese Waren auch in Verbindung mit anderen Stoffen, soweit sie nicht dadurch unter höhere Zollsätze fallen	frei	150 t
713	(713/4) Mauersteine (Mauerziegel, Backsteine) aus farbig sich brennendem Ziegelton, ungebrannt oder gebrannt, unglasiert : Hohlsteine, Lochsteine, Lochplatten und Formsteine, rauh oder glatt	frei	36,000 t
714	Andere : Rauh (Hintermauerungssteine) ; auch Scheuerziegel (Putzsteine)	frei	
715	Glatt (Verblendsteine)	frei	
716	Mauersteine (Mauerziegel, Backsteine) aus farbig sich brennendem Ziegelton, glasiert	frei	30 t
717	Klinker aller Art und mehr als 3 cm dicke Pflasterplatten aus Ton oder gemeinem Steinzeug, einfarbig, unglasiert oder glasiert	frei	12.000 t
718	(717/8) Dachziegel aus Ton, ungebrannt oder gebrannt : Unglasiert	frei	15.000 t
720	Glasiert	frei	
724	Waren aus gemeinem Steinzeug (mit Ausnahme der in Nr. 716 und 728 des allgemeinen Tarifs genannten)	frei	2.000 t
725	Feuerfeste Steine jeder Art (Schamottesteine, Dinas- und andere Quarzsteine, Bauxit- und Magnesiasteine, Kohlenstoffsteine für feuerfeste Ofenausmauerung), unglasiert oder glasiert	frei	5.000 t
727	Schmelztiegel, Retorten, Muffeln, Kapseln, Röhren, Zylinder, Platten, Düsen und andere nicht als Steine zu bezeichnende geformte feuerfeste Erzeugnisse aus Ton oder toniger Masse, unglasiert oder glasiert; auch Schmelztiegel aus Magnesiazement oder Speckstein	frei	5.500 t
	Bauzierate (Knäufe (Kapitäle), Gesimse, Friese, Geländerteile, Bildwerke und dergleichen Verzierungen) aus Ton oder toniger Masse, unglasiert oder glasiert, auch mehrfarbig oder bemalt	frei	160 t

Numéros du tarif douanier allemand	Désignation des marchandises	Régime applicable	Contingents annuels
708	combiné avec du fer, même avec les seaux et les grilles d'entrée faisant partie de tels appareils, en fonte non malléable, bruts ou ouvrés, ou en fer malléable, non ouvrés, dans le dernier cas à condition que le poids net de l'appareil complet ne dépasse pas 1 quintal métrique Ouvrages en asbeste, en papier d'asbeste ou en tissus d'asbeste, non dénommés ailleurs au tarif général (tels que tissus d'asbeste caoutchoutés ouvrages d'asbeste caoutchoutés, gants, vêtements, masques, casquettes, manches tuyaux ; souliers en tissus d'asbeste, même caoutchouté) ; tous ces articles même combinés avec d'autres matières, à moins que, eu égard à cette combinaison, ils ne soient passibles de droits plus élevés	franchise	150 tonnes
	(713/4) Briques en terre à briques se colorant au feu, cuites ou non, non vernissées :	franchise	40 tonnes
713	Briques creuses, briques trouées, carreaux soudés (<i>Lochplatten</i>) et blocs moulés, rugueux ou lisses	franchise	36.000 tonnes
714	Autres : Rugueuses (briques ordinaires) ; briques à frotter (à nettoyer)	franchise	
	Lisses (briques de revêtement)	franchise	
715	Briques en terre à briques se colorant au feu, vernissées	franchise	30 tonnes
716	Briques dites hollandaises (<i>Klinker</i>) de toutes espèces, et dalles de pavage de plus de 3 cm. d'épaisseur en terre ou en grès commun, unicolores, vernissées ou non	franchise	12.000 tonnes
	(717/8) Tuiles en terre, cuites ou non :		
717	Non vernissées	franchise	15.000 tonnes
718	Vernissées	franchise	
720	Ouvrages en grès commun (à l'exception de ceux dénommés aux Nos 716 et 728 du tarif général)	franchise	2.000 tonnes
724	Briques réfractaires de toutes espèces (briques de chamotte, de Dinas et autres briques quartzeuses, briques de bauxite et de magnésie, briques en carbure pour revêtements réfractaires de fourneaux ou fours), vernissées ou non	franchise	5.000 tonnes
725	Creusets, cornues, moufles, capsules, tuyaux, cylindres, carreaux, museaux de tuyères et autres ouvrages réfractaires moulés en terre ou en masse argileuse ne pouvant être qualifiés de briques, vernissés ou non ; creusets en ciment de magnésie ou en stéatite	franchise	5.500 tonnes
727	Ornements pour constructions (chapiteaux, corniches, frises, parties de balustrades, ouvrages de sculpture et ornements similaires) en terre ou en masse argileuse, vernissés ou non, même multicolores ou peints	franchise	160 tonnes

Nummer des deutschen Zolltarifs	Bezeichnung der Waren	Zoll- behandlung	Jahres- kontingent
728	Bodenplatten aus Ton oder gefrittetem Tonzeug, einschliesslich der 3 cm oder weniger dicken Pflasterplatten aus Ton oder gemeinem Steinzeug, unglasiert oder glasiert, glatt oder verziert, einfarbig oder mehrfarbig, auch mit Lüster- oder mit Metallüberzug	frei	40 000 t
729	Wandbekleidungsplatten aus Ton, gefrittetem Tonzeug oder Steingut, unglasiert oder glasiert, einfarbig oder mehrfarbig, auch mit Lüster- oder mit Metallüberzug	frei	10.000 t
(730/1)	Waren aus Steingut, feinem Steinzeug, feinem Tonzeug, im allgemeinen Tarif anderweit nicht genannt :	.	.
730	Einfarbig	frei	3.500 t
731	Mehrfarbig, auch mit Lüster- oder mit Metallüberzug	frei	2.500 t
732	Tonwaren aller Art (mit Ausnahme von Porzellan und porzellanartigen Waren) in Verbindung mit anderen Stoffen, soweit sie nicht dadurch unter höhere Zollsätze fallen	frei	200 t
733	Porzellan und porzellanartige Waren (Weichporzellan (englisches und Fritten-Porzellan), unglasiertes Porzellan) (Biskuit, Parian, Jaspis) usw.) weiss, farbig, auch mit Lüster- oder mit Metallüberzug oder in Verbindung mit anderen Stoffen, soweit sie nicht dadurch unter höhere Zollsätze fallen	frei	50 t
aus 737	(aus 737, 738/9) Hohlglas, im allgemeinen Tarif anderweit nicht genannt : Weder geschliffen, noch abgerieben, mattiert, geätzt oder geschnitten, naturfarbig, weiss (durchsichtig oder undurchsichtig), gefärbt oder überfangen : Flaschen Tafelgerät	frei frei frei	9.000 t 125 t 120 t
738	Glasglocken, Einmach- und Konservengläser . . . Mit Kristallschliff, auch nachgeahmtem, oder in anderer Weise geschliffen (auch poliert) oder geschnitten, auch in Verbindung mit anderen Stoffen, soweit es nicht durch die Verbindung mit anderen Stoffen unter höhere Zollsätze fällt, abgerieben, mattiert oder geätzt	frei	100 t
739	Bemalt, vergoldet oder versilbert, auch durch Auftragen oder Einbrennen von Farben gemustert, auch in Verbindung mit anderen Stoffen, soweit es nicht durch die Verbindung mit anderen Stoffen unter höhere Zollsätze fällt	frei	25 t
aus 741	Tafelglas, einschliesslich des 5 mm oder weniger starken Rohglases, im allgemeinen Tarif anderweit nicht genannt, weder geschliffen noch poliert, geschnitten, gemustert, gerippt, geschuppt, gebogen, mattiert, geätzt, überfangen, gefeldert		

Numéros du tarif douanier allemand	Désignation des marchandises	Régime applicable	Contingents annuels
728	Dalles de carrelage en terre ou en masse argileuse frittée, y compris les dalles de pavage ayant 3 cm. ou moins d'épaisseur, en terre ou grès commun, vernissées ou non, unies ou ornementées, unicolores ou multicolores, même avec enduit lustré ou métallique	franchise	40.000 tonnes
729	Carreaux de revêtement (pour cloisons, etc.) en terre, masse argileuse frittée, ou faïence, vernissés ou non, unicolores ou multicolores, même avec enduit lustré ou métallique	franchise	10.000 tonnes
	(730/1) Ouvrages en faïence, en grès fin, en masse argileuse fine, non dénommés ailleurs au tarif général :		
730	Unicolores	franchise	3.500 tonnes
731	Multicolores, même avec enduit lustré ou métallique	franchise	2.500 tonnes
732	Ouvrages en terre de toutes espèces (à l'exception de ceux en porcelaine et des ouvrages similaires à la porcelaine) combinés avec d'autres matières, à moins que, eu égard à cette combinaison, ils ne soient passibles de droits plus élevés	franchise	200 tonnes
733	Porcelaine et ouvrages similaires à la porcelaine (porcelaine tendre, porcelaine anglaise ou frittée, porcelaine sans couverte biscuits, parian, porcelaine jaspée, etc.), blancs, de couleur, même avec enduit lustré ou métallique ou combinés avec d'autres matières, à moins que, eu égard à cette combinaison, ils ne soient passibles de droits plus élevés	franchise	50 tonnes
	(ex 737, 738/9) Gobeletterie non dénommée ailleurs au tarif général :		
ex 737	Ni égrisée, ni adoucie, ni dépolie, ni gravée au mordant, ni taillée, de couleur naturelle, blanche (transparente ou opaque), colorée ou doublée :		
	Bouteilles	franchise	9.000 tonnes
	Articles de table	franchise	125 tonnes
	Cloches et bocaux et verres à conserves . . .	franchise	120 tonnes
738	Façon cristal, même imitée ou égrisée d'une autre manière (même polie) ou taillée, même combinée avec d'autres matières, à moins que, eu égard à cette combinaison, elle ne soit passible de droits plus élevés, adoucie, dépolie ou gravée au mordant	franchise	100 tonnes
739	Colorée, dorée ou argentée, même façonnée (à dessins) par application de couleurs fixées à froid ou à feu, même combinée avec d'autres matières, à moins que, eu égard à cette combinaison, elle ne soit passible de droits plus élevés	franchise	25 tonnes
ex 741	Verres en plaques, y compris le verre brut d'une épaisseur de 5 mm. ou moins, non dénommés ailleurs au tarif général, ni égrisés, ni polis, ni taillés, ni façonnés, ni cannelés, ni imbriqués, ni courbés, ni rendus mats, ni gravés à l'acide,		

Nummer des deutschen Zolltarifs	Bezeichnung der Waren	Zoll- behandlung	Jahres- kontingent
743	(facettiert) oder belegt, nicht gefärbt, nicht undurchsichtig, mit Einschluss des gerippten Rohglases Spiegel- und Tafelglas, im allgemeinen Tarif anderweit nicht genannt, geschliffen, poliert, geschnitten, gemustert, gerippt (mit Ausnahme des gerippten Rohglases), geschuppt, gebogen (einschliesslich des gebogenen Rohglases), mattiert, geätzt, überfangen, jedoch nicht gefeldert (nicht facettiert), nicht belegt	frei	33.000 t
751	Dachpfannen und Dachziegel aus Rohglas, Tafelglas oder Drahtglas	frei	900 t
aus 763	Tafel-, Haus- und Küchengerät aus Glas, im allgemeinen Tarif anderweit nicht genannt, durch Pressen hergestellt, auch geschliffen, poliert, abgerieben, geschnitten, geätzt, gemustert, nicht gefärbt, nicht undurchsichtig oder gefärbt oder undurchsichtig, bemalt, vergoldet oder versilbert oder durch Auftragen oder Einbrennen von Farben gemustert	frei	200 t
aus 767	Glasmosaik in Verbindung mit anderen Stoffen, soweit sie nicht dadurch unter höhere Zollsätze fällt	frei	150 t
797	Eisenbahnnachsen, Eisenbahnradeisen (Naben, Radreifen, Radgestelle, Radkränze), Eisenbahnräder, Eisenbahnradsätze	frei	0,5 t
801	(801/2) Dampfkessel und Dampffässer aus schmiedbarem Eisen sowie zusammengesetzte Teile von solchen, auch mit Ausrüstung (Armatur) versehen : Mit mehr als 10 unter sich gleichen Röhren von einer 300 mm oder weniger betragenden lichten Weite ; auch Dampfkessel aller Art aus nicht schmiedbarem Guss, ohne Rücksicht auf das Reingewicht des Stückes.	frei	900 t
802	Andere	frei	1.500 t
803	Ankertonnen (Bojen), Gasbehälter, Wasser- und andere Behälter (Reservoirs), Gefässe und Geräte (Apparate) für Fabriken sowie für Brauereien und Brennereien, genietet, gepresst oder geschweisst, auch mit Ausrüstung (Armatur) versehen, und zusammengesetzte Teile von solchen Gefässen und Geräten	frei	
804	(804/5) Röhrenverbindungsstücke ; Hähne, Ventile, Schieber- und ähnliche Ausrüstungs- (Armatur)-Stücke aus schmiedbarem Eisen für Dampfkessel, Dampffässer, Behälter (Reservoirs) und ähnliche Geräte sowie für Rohrleitungen ; ohne Rücksicht auf das Reingewicht des Stückes :	frei	4.000 t
805	Ohne Verbindung mit anderen unedlen Metallen oder Legierungen unedler Metalle.	frei	750 t
aus 806	In Verbindung mit anderen unedlen Metallen oder Legierungen unedler Metalle.	frei	140 t
	Schraubstöcke aller Art	frei	100 t

Numéros du tarif douanier allemand	Désignation des marchandises	Régime applicable	Contingents annuels
743	ni doublés, ni biseautés (non à facettes), ni recouverts, non colorés, non opaques, y compris le verre brut cannelé	franchise	33.000 tonnes
751	Verres à glace et verres en plaques, non dénommés ailleurs au tarif général, passés à la meule, polis, taillés, façonnés, cannelés (à l'exception du verre brut cannelé), imbriqués, courbés (y compris le verre brut courbé), adoucis, gravés à l'acide, doublés, mais non biseautés (non à facettes), ni recouverts	franchise	900 tonnes
ex 763	Pannes et tuiles en verre brut, en verre en plaques (à vitres) ou en verre armé	franchise	200 tonnes
ex 767	Articles de table, de ménage et de cuisine en verre, non dénommés ailleurs au tarif général, obtenus par le moulage, même passés à la meule, même polis, adoucis, taillés, gravés à l'acide, façonnés, non teints, non opaques, peints, dorés ou argentés ou façonnés par l'application de couleurs fixées à froid ou au feu	franchise	150 tonnes
797	Mosaïques de verres combinées avec d'autres matières, à moins que, eu égard à cette combinaison, elles ne soient passibles de droits plus élevés	franchise	0,5 tonne
	Essieux pour voitures de chemins de fer, fers pour roues de chemins de fer (moyeux, bandages, bâtis et jantes), roues et trains de roues pour voitures de chemins de fer	franchise	900 tonnes
801	(801/2) Chaudières ou cylindres à vapeur en fer malléable, et leurs parties assemblées, même avec leur armature : Avec plus de 10 tubes égaux entre eux d'un diamètre intérieur de 300 mm. ou moins ; chaudières à vapeur de toute espèce en fonte non malléable, sans tenir compte du poids net de la pièce	franchise franchise	1.500 tonnes
802	Autres		
803	Bouées, gazomètres, réservoirs à eau et autres, récipients et appareils pour fabriques, pour brasseries et distilleries, rivés, pressés ou soudés, même avec leur armature, ainsi que les parties assemblées de ces récipients et appareils	franchise	4.000 tonnes
804	(804/5) Raccords pour tuyaux ; robinets, soupapes, clapets et pièces d'armature similaires, en fer malléable, pour chaudières ou cylindres à vapeur, pour réservoirs, pour appareils similaires ou pour conduites, sans tenir compte du poids net de la pièce : Non combinés avec d'autres métaux communs ou des alliages de métaux communs	franchise	750 tonnes
805	Combinés avec d'autres métaux communs ou des alliages de métaux communs	franchise	140 tonnes
ex 806	Etaux de toutes espèces	franchise	100 tonnes

Nummer des deutschen Zolltarifs	Bezeichnung der Waren	Zoll-behandlung	Jahres-kontingent
807	Kloben und Rollen zu Flaschenzügen ; Winden und sonstige fortschaffbare Hebezeuge	frei	90 t
808	Spaten, Schaufeln, Blatthacken, Küchenpfannen, Kohlenlöffel, Schmelzlöffel, Feuergeräte, Pflugscharen und Pflugstreichbretter	frei	50 t
812	Feilen und Raspeln, ohne Rücksicht auf ihre Länge	frei	10 t
aus 813	Bohrer (mit Einschluss der Schrämkkronen), im allgemeinen Tarif anderweit nicht genannt, und Gewindeschneidzeuge	frei	5 t
814	Reibahlen, Spiralbohrer, Fräsen, Messwerkzeuge (Lineale, Winkel, Zirkel (mit Ausnahme der Schneidzirkel), Lehren und dergleichen).	frei	2,5 t
815	Hämmer bei einem Reingewichte des Stückes von 10 kg oder darunter, Äxte, Beile, Hacken (mit Ausnahme der Blatthacken), Zug-, Wiege- und Hackmesser, grobe Küchen- und Gartenmesser, Hand- und Klöbschrauben, stellbare Schraubenschlüssel, Schraubzwingen, Spannwerkzeuge, Bohrwinden, sowie sonstige nicht besonders genannte Werkzeuge	frei	100 t
816	Im allgemeinen Tarif anderweit nicht genannte Geräte für den landwirtschaftlichen, hauswirtschaftlichen oder gewerblichen Gebrauch, ohne Rücksicht auf das Reingewicht des Stückes : Abfüllpumpen für Handbetrieb nach deutschem Patent oder Gebrauchsmusterschutz, nicht unter andere Nummern des allgemeinen Tarifs fallend, aus schmiedbarem Eisen, zum Teil verbleit, mit Ventilkugeln aus Glas	frei	4 t
	Andere	frei	0,5 t
818	Spindeln aller Art	frei	5 t
aus 825	Sarggriffe aus Eisen, auch in Verbindung mit Nickelblech	frei	2 t
aus 859	Feine Sarggriffe aus Zink, auch in Verbindung mit Eisen oder Nickelblech	frei	
aus 868	Sarggriffe aus Nickelblech, auch in Verbindung mit Eisendraht oder Zink, soweit sie nicht zu den fein gearbeiteten Schmuckgegenständen usw. der Nr. 887 des allgemeinen Tarifs gehören	frei	
aus 826	Drahtstifte <i>Anmerkung</i> : Die Menge wird auf das Kontingent der Liste B 1 von 1.310.000 t angerechnet.	frei	200 t
827	Geschnittene Nägel (Tacks, Semences, Aufzwickstifte) ohne Rücksicht auf die Länge	frei	2 t
828	Ofenrohre, Ofenringe, Büchsen, Fässer, Kasten, Badewannen, Striegel, Haus- und Küchengeräte, Rolläden, Rolljalousien, Taschen- und Kofferbügel, Glocken und Geläute, alle diese aus Blech ; auch Teile von solchen Gegenständen ; alle diese auch bearbeitet	frei	500 t
829	Ketten (mit Ausnahme der Fahrradketten) und Teile von solchen, auch bearbeitet	frei	90 t
830	Trensen, Kandaren, Steigbügel, Sporen, Beschläge und sonstige Reit- und Fahrgeschirrtteile, auch bearbeitet	frei	0,75 t

Numéros du tarif douanier allemand	Désignation des marchandises	Régime applicable	Contingents annuels
807	Poulies et cylindres de poulies pour moufles ; crics et autres appareils de levage transportables .	franchise	90 tonnes
808	Bâches, pelles, houes (<i>Blatthacken</i>), poêles à frire, pelles à charbon, louches à fondre les métaux, ustensiles pour le feu, socs et versoirs de charrues	franchise	50 tonnes
812	Limes et râpes, sans tenir compte de leur longueur	franchise	10 tonnes
ex 813	Perçoirs (y compris les têtes de haveuses), non dénommés ailleurs au tarif général et appareils de taraudage	franchise	5 tonnes
814	Alésoirs, forets hélicoidaux, fraisoirs, instruments de mesurage (règles, équerres, compas à l'exception de ceux à verge, calibres et similaires) . .	franchise	2,5 tonnes
815	Marteaux, pesant net par pièce 10 kg. ou moins, hâches, hâchettes, pioches (<i>Hacken</i>), à l'exception des houes (<i>Blatthacken</i>), planes, couperets et hachoirs ; couteaux grossiers de cuisine ou de jardin ; limeurs et vis à mains ; clefs à vis pouvant être réglées, serre-joints, outils tendeurs, vilebrequins et autres outils non spécialement dénommés .	franchise	100 tonnes
816	Ustensiles non dénommés ailleurs au tarif général, pour usage agricole, domestique ou industriel, sans tenir compte du poids net de la pièce : Pompes à transvaser, actionnées à la main, faisant l'objet de brevets allemands, non reprises à d'autres numéros du tarif général, en fer malléable, partiellement plombées, avec boulets à soupape en verre	franchise	4 tonnes
818	Autres	franchise	0,5 tonne
ex 825	Broches de toutes espèces pour filatures	franchise	5 tonnes
ex 859	Poignées pour cercueils en fer, même combinées avec des tôles de nickel	franchise	2 tonnes
ex 868	Poignées fines pour cercueils en zinc, même combinées avec du fer ou des tôles de nickel . .	franchise	
ex 826	Poignées pour cercueils en tôle de nickel, même combinées avec du fil de fer ou du zinc, à moins qu'elles ne tombent sous les objets d'ornement finement travaillés du N° 887 du tarif général	franchise	
	Pointes	franchise	200 tonnes
	<i>Note.</i> La quantité sera prélevée sur le contingent de 1.310.000 tonnes prévu à la liste B.		
827	Clous coupés (tacks, semences, pointes à brochettes) sans tenir compte de la longueur	franchise	2 tonnes
828	Tuyaux et anneaux de poêle, boîtes, tonneaux, caisses, baignoires, étrilles, ustensiles de ménage et de cuisine, volets et jalousies à rouleaux, montures (armatures) de sacoches et de valises, clochettes et sonnaillies, tous ces articles en tôle, ainsi que les parties de ces articles, même ouvrés :	franchise	500 tonnes
829	Chaînes (à l'exception de celles pour vélocipèdes) et leurs parties, même ouvrées	franchise	90 tonnes
830	Bridons, mors, étriers, éperons, ferrures et autres parties d'articles de sellerie ou de bourrellerie, même ouvrés	franchise	0,75 tonne

Nummer des deutschen Zolltarifs	Bezeichnung der Waren	Zoll- behandlung	Jahres- kontingent
aus 832 833	Scharniere aus schmiedbarem Eisen, auch bearbeitet Schlösser und Schlüssel, auch mit Schlüsselrohren, Riegelplatten, Schlüsselochdecken und der- gleichen aus anderen unedlen Metallen oder Le- gierungen unedler Metalle	frei	2 t
834 aus 835	Geldschränke und Geldkasten (Kassetten) Möbel (nicht gepolstert), auch aus nicht schmied- barem Guss : Karteischränke, ohne Taschen, und zu Kartei- schränken oder Karteivorrichtungen (Kardex- Karteikasten und Kardex-Sichtapparaten) ge- hörige Tische	frei frei	3 t 50 t
836 A	Andere Kugel- und Rollenlager, auch mit Kugeln oder Rol- len, ohne Rücksicht auf das Reingewicht des Stückes	frei frei	100 t 12 t
aus 849	Waren aus Aluminium, nicht unter Nr. 848 des all- gemeinen Tarifs fallend, auch in Verbindung mit anderen Stoffen, soweit sie nicht zu den fein ge- arbeiteten Schmuckgegenständen usw. der Nr. 887 des allgemeinen Tarifs gehören oder durch die Verbindung mit anderen Stoffen unter höhere Zollsätze fallen	frei	7 t
aus 854	Sargschrauben aus Eisen mit Köpfen aus einer Le- gierung von Blei, Zink und Antimon mit einem Bleigehalt von mehr als 50 %, grob oder fein, ohne Rücksicht auf die Bearbeitung	frei	0,5 t
aus 859	Zinkwaren (mit Ausnahme der Sarggriffe), grobe oder feine, ohne Rücksicht auf die Bearbeitung, auch in Verbindung mit anderen Stoffen, soweit sie nicht dadurch unter höhere Zollsätze fallen, auch nicht zu den fein gearbeiteten Schmuck- gegenständen usw. der Nr. 887 des allgemeinen Tarifs gehören	frei	5 t
aus 875	Metalltuch für Kohlenwäschen aus Messingdraht, mit 7 bis 52 Kettfäden auf 2 cm Breite, endlos oder in Rollen oder Stücken	frei	15 t
aus 877	Grobe Waren aus Kupfer und grobe Waren aus ge- gossenem Messing, in den vorhergehenden Num- mern des allgemeinen Tarifs nicht genannt ; alle diese weder lackiert noch poliert oder vernickelt, auch in Verbindung mit anderen Stoffen, soweit sie nicht unter Nr. 874 des allgemeinen Tarifs oder durch die Verbindung mit anderen Stoffen unter höhere Zollsätze fallen	frei	220 t
aus 878	Andere als grobe Waren aus Kupfer oder gegosse- nem Messing, in den vorhergehenden Nummern des allgemeinen Tarifs nicht genannt ; alle lackier- ten oder polierten Waren aus Kupfer (mit Aus- nahme der Haus- und Küchengeräte) oder aus gegossenem Messing ; Waren aus Messingblech (mit Ausnahme der Röhren) ; Waren aus Tom-		

Numéros du tarif douanier allemand	Désignation des marchandises	Régime applicable	Contingents annuels
ex 832	Charnières en fer malléable, même ouvrées . . .	franchise	2 tonnes
833	Serrures et clefs, même avec canon, porte-pêne, cache-entrée, etc., en autres métaux communs ou alliages de métaux communs	franchise	3 tonnes
834	Coffres-forts et cassettes de sûreté	franchise	50 tonnes
ex 835	Meubles (non rembourrés), même en fonte non malléable : Armoires pour cartothèques, sans poches, et tables faisant partie d'armoires pour cartothè- ques ou d'appareils pour cartothèques (boîtes de cartothèques « Kardex » et appareils indi- cateurs « Kardex »)	franchise franchise	25 tonnes 100 tonnes
836 A	Autres Paliers à billes et à rouleaux, même avec les billes ou les rouleaux, sans tenir compte du poids net de la pièce	franchise	12 tonnes
ex 849	Articles en aluminium (non compris sous le N° 848 du tarif général), même combinés avec d'autres matières à moins qu'ils ne soient compris parmi les objets de parure, etc., finement travaillés, rangés sous le N° 887 du tarif général, ou que, eu égard à leur combinaison avec d'autres matières, ils ne soient passibles de droits plus élevés	franchise	7 tonnes
ex 854	Vis pour cercueils en fer, avec têtes d'un alliage de plomb, de zinc et d'antimoine, la proportion de plomb dépassant 50 % grossières ou fines, sans tenir compte du mode d'ouvrage	franchise	0,5 tonne
ex 859	Ouvrages en zinc (à l'exception des poignées de cercueils) grossiers ou fins, sans tenir compte du mode d'ouvrage, même combinés avec d'autres matières, à moins que, eu égard à leur combi- naison, ils ne soient passibles de droits plus élevés ou qu'ils ne soient compris parmi les objets de parure, etc., finement travaillés, rangés sous le N° 887 du tarif général	franchise	5 tonnes
ex 875	Toile métallique pour le lavage des charbons, en fil de laiton, de 7 à 52 fils de chaîne sur deux centimètres de largeur, sans fin ou en rouleaux ou pièces	franchise	15 tonnes
ex 877	Ouvrages grossiers en cuivre et ouvrages grossiers en laiton coulé, non dénommés aux numéros pré- cédents du tarif général, tous ces articles ni laqués, ni polis, ni nickelés, même combinés avec d'autres matières, à moins qu'ils ne soient com- pris sous le N° 874 du tarif général ou que, eu égard à leur combinaison avec d'autres matières, ils ne soient passibles de droits plus élevés . .	franchise	220 tonnes
ex 878	Ouvrages autres que les ouvrages grossiers en cuivre ou en laiton coulé non dénommés aux numéros précédents du tarif général; tous ouvrages laqués ou polis en cuivre (à l'exception des articles de ménage et de cuisine) ou en laiton coulé; ouvrages en feuilles épaisses de laiton (à l'exception des tuyaux); ouvrages en tombac;		

Nummer des deutschen Zolltarifs	Bezeichnung der Waren	Zoll- behandlung	Jahres- kontingent
	bak ; alle diese, soweit sie nicht unter Nr. 874, 879 oder 887 des allgemeinen Tarifs oder durch die Verbindung mit anderen Stoffen unter höhere Zollsätze fallen	frei	240 t
aus 879	Handtuchhalter aus Messing, vernickelt, auch in Verbindung mit Eisen und Glas	frei	1,5 t
aus 880	Waren aus anderen Kupferlegierungen als Messing und Tombak, auch poliert, vernickelt, gefärbt oder lackiert oder in Verbindung mit anderen Stoffen, soweit sie nicht dadurch unter höhere Zollsätze fallen :		
	Teile von Elektromotoren und Apparaten, nicht unter andere Nummern des allgemeinen Tarifs fallend	frei	15 t
	Abdeckungen für Schanztische, Spültische und Laboratoriumstische sowie Bierzapfsäulen . .	frei	5 t
	Schaukelräder und Leitvorrichtungen für Pumpen	frei	6 t
903	Feuerspritzen aller Art ; Pumpen für Menschen- oder Tierbetrieb	frei	100 t
907	Lichtmaschinen und Lichtzündmaschinen für Motorfahrzeuge ; Anlassmotoren für Verbrennungsmotoren	frei	2.700 t
	Andere Dynamomaschinen, Elektromotoren, Umformer sowie fertig gearbeitete Anker und Kollektoren ; Transformatoren und Drosselspulen ; alle diese ohne Rücksicht auf das Reingewicht des Gegenstandes	frei	
912 A	Telegraphenwerke, elektrische ; Fernsprecher ; elektrische Mess-, Zähl- und Registriervorrichtungen ; Bestandteile von solchen Gegenständen	frei	25 t
912 F	Elektrische Vorrichtungen für Beleuchtung, Kraftübertragung oder Elektrolyse sowie für ärztliche oder zahnärztliche Zwecke ; Vorschalt- und Nebenschlusswiderstände ; galvanische Elemente (auch Trockenelemente) und Thermolemente ; sonstige elektrische Vorrichtungen ; Bestandteile von solchen Gegenständen	frei	700 t
914	Fahrzeuge, zum Fahren auf Schienengleisen bestimmt, ohne Verbindung mit Antriebsmaschinen	frei	3.800 t
aus 915	Motorfahräder	frei	600 Stück
	Adhäsionskupplungen, Wechsellädergetriebe, Wechsellädergehäuse und Bremsnaben für Motorfahräder	frei	8 t
916	Fahräder, nicht zum Fahren auf Schienengleisen bestimmt (ausgenommen Wasserfahräder), ohne Verbindung mit Antriebsmaschinen, auch zur Aufnahme von Fahrgästen, zur Beförderung von Waren oder zur Mitführung von Anhängewagen eingerichtet	frei	10 t

Numéros du tarif douanier allemand	Désignation des marchandises	Régime applicable	Contingents annuels
	tous ces ouvrages, à moins qu'ils ne soient compris sous les Nos 874, 879 ou 887 du tarif général ou que, eu égard à leur combinaison avec d'autres matières, ils ne soient passibles de droits plus élevés	franchise	220 tonnes
ex 879	Supports de serviettes, en laiton, nickelés, même combinés avec du fer et du verre	franchise	1,5 tonne
ex 880	Ouvrages en alliages de cuivre, autres que le laiton ou le tombac, même polis, nickelés, peints ou laqués ou combinés avec d'autres matières, à moins que, eu égard à cette combinaison, ils ne soient passibles de droits plus élevés : Parties de moteurs électriques et d'appareils non repris à d'autres numéros du tarif général	franchise	15 tonnes
	Dessus de tables de débit de boissons, tables à rincer et tables de laboratoires, ainsi que tuyaux et appareils pour le débit de la bière	franchise	5 tonnes
	Roues à palettes et appareils de distribution (<i>Leitapparate</i>) pour pompes	franchise	6 tonnes
903	Pompes à incendie de toutes espèces, pompes à main et pompes actionnées par une force animale . .	franchise	100 tonnes
907	Machines pour la production et l'allumage de la lumière pour véhicules à moteur, moteurs de démarrage pour moteurs à combustion . . .	franchise	2.700 tonnes
	Autres dynamos, électro-moteurs, convertisseurs, induits et collecteurs finis ; transformateurs et bobines de réaction ; tous sans tenir compte du poids net de la pièce	franchise	
912 A	Appareils électriques pour télégraphes, téléphones ; appareils électriques à mesurer, à compter et à enregistrer ; parties de ces objets	franchise	25 tonnes
912 F	Appareils électriques pour l'éclairage, la transmis- sion de la force ou l'électrolyse, ainsi qu'à l'usage des médecins et des dentistes ; résistances addi- tionnelles (rhéostats) et du circuit d'excitation ; éléments galvaniques (y compris les piles sèches) et éléments de piles thermo-électriques ; autres appareils électriques ; parties de ces objets . .	franchise	700 tonnes
914	Véhicules destinés à rouler sur rails, non combinés avec des machines motrices	franchise	3.800 tonnes
ex 915	Motocyclettes Embrayages, pignons de changement de vitesse, cardans et moyeux de freinage, pour motocy- clettes	franchise	600 pièces
		franchise	8 tonnes
916	Vélocipèdes non destinés à rouler sur rails (à l'ex- ception des hydro-vélocipèdes), non combinés avec des machines motrices, même aménagés pour recevoir des voyageurs, pour transporter des marchandises ou pour traîner des voiturettes	franchise	10 tonnes

Nummer des deutschen Zolltarifs	Bezeichnung der Waren	Zollbehandlung	Jahreskontingent
919	(919/20) Fahrradteile (ausgenommen Antriebsmaschinen und Teile von solchen sowie Kugellager, auch mit Kugeln) : Aus Eisen, auch bearbeitet : Fahrradrahmen, auch mit Gabel und Tretlager versehen.	frei frei	150 t
920	Andere. Aus anderen unedlen Metallen oder Legierungen unedler Metalle, aus Holz, Kork, Hartkautschuk, Horn, Leder, Zellhorn (Zelluloid) oder diesem ähnlichen Formerstoffen ; fertige Räder für Fahrräder	frei	30 t

LISTE B I.

Nummer des deutschen Zolltarifs	Bezeichnung der Waren	Zollbehandlung	Jahreskontingent
784	Rohluppen ; Rohschienen ; Blöcke ; Platinen ; Knüppel ; Tiegelstahl in Blöcken	frei	1.310.000 t
785 A	Schmiedbares Eisen in Stäben, auch geformt (fassoniert), ohne Rücksicht auf die Art der Herstellung und Bearbeitung	frei	
aus 785 B	Bandeisen (ausgenommen Universaleisen) warm gewalzt oder geschmiedet, auch bearbeitet oder mit eingewalzten Mustern versehen, kalt gewalzt oder gezogen, auch weiterbearbeitet	frei	
aus 786	Blech (ausgenommen Universaleisen von mehr als 25 cm Breite), roh, entzündert, gerichtet, dressiert, gefirnisst, ohne Rücksicht auf die Stärke (791/2) Draht, einschliesslich des geformten (fassonierten) : Warm gewalzt oder geschmiedet, auch bearbeitet	frei	
791	Kalt gewalzt oder gezogen, ohne Rücksicht auf die Stärke, auch weiterbearbeitet	frei	
792	Schlangenröhren, gewalzt oder gezogen ; auch Röhrenformstücke ; beide auch bearbeitet	frei	
793	(794/5) Andere Röhren, gewalzt oder gezogen, ohne Rücksicht auf die Wandstärke : Roh	frei	
794	Bearbeitet	frei	
795	Eisenbahnschienen, auch Zahnradschienen, Plattschienen, Ausweichungsschienen, Herzstücke aus schmiedbarem Eisen, auch gelocht und am Fuss ausgeklinkt ; Eisenbahnschwellen ; Eisenbahnlaschen und Eisenbahnunterlagsplatten	frei	
aus 796	Drahtseile, Stacheldraht, Drahtgeflechte ; Krampen	frei	
aus 825	Drahtstifte ; Klammern und Schlaufen aus Draht	frei	
aus 826	Schrauben und Niete von nicht mehr als 13 mm	frei	
aus 825	Stiftstärke	frei	
			4.200 t

Numéros du tarif douanier allemand	Désignation des marchandises	Régime applicable	Contingents annuels
919	(919-920) Pièces détachées de cycles (à l'exception des moteurs et de leurs pièces détachées ainsi que des roulements à billes, même avec billes) : En fer, même ouvrées : Cadres, même avec fourches et supports de pédalier	franchise franchise	150 tonnes
920	Autres En autres métaux communs ou alliages de ces métaux, en bois, liège, caoutchouc durci, corne, cuir, celluloïd ou autres matières plastiques analogues ; roues finies pour bicyclettes . .	franchise	30 tonnes

LISTE B 1.

Numéros du tarif douanier allemand	Désignation des marchandises	Régime applicable	Contingents annuels
784	Loupes brutes : fer ébauché ; lingots ; fers ébauchés plats ; billettes ; acier au creuset en lingots . .	franchise	1.310.000
785 A	Fer malléable en barres ; même façonné, sans tenir compte du mode de leur fabrication et ouvrage	franchise	
ex 785 B	Fer feuillard, excepté les larges plats, laminé à chaud ou forgé, même ouvré ou avec dessins obtenus par le laminage, laminé à froid ou étiré, même ultérieurement ouvré	franchise	
ex 786	Tôle (excepté les larges plats de plus de 25 cm. de largeur), brute, décapée, redressée, dressée, vernie, sans tenir compte de l'épaisseur . . .	franchise	
	(791-2) Fil laminé, y compris le fil façonné :		
791	Laminé à chaud ou forgé, même ouvré	franchise	
792	Laminé à froid ou étiré, sans tenir compte du diamètre, même ultérieurement ouvré . .	franchise	
793	Serpentins laminés ou étirés, et tuyaux façonnés ; tous même ouvrés	franchise	
	(794-5) Autres tuyaux laminés ou étirés, sans tenir compte de l'épaisseur de la paroi :		
794	Bruts	franchise	
795	Ouvrés	franchise	
796	Rails de chemins de fer, même à crémaillère, rails plats, rails d'évitement, pointes de cœur en fer malléable, même troués et encochés du patin ; traverses, éclisses et platines de rails	franchise	4.200 tonnes
ex 825	Cordages en fils de fer, ronces artificielles, treillis métalliques ; crampons	franchise	
826	Pointes ; crampons et clous à boucle, en fil de fer	franchise	
ex 825	Vis et rivets dont la tige est d'un diamètre non supérieur à 13 mm.	franchise	

LISTE B 2.

Nummer des deutschen Zolltarifs	Bezeichnung der Waren	Zoll- behandlung	Jahres- kontingent
aus 777	Roheisen, mit Ausnahme der nicht schmiedbaren Eisenlegierungen	frei	30.000 t
	(778/9) Röhren einschliesslich der Röhrenformstücke, aus nicht schmiedbarem Guss, auch bearbeitet :		
778	Von mehr als 7 mm Wandstärke	frei	68.000 t
779	Von 7 mm Wandstärke oder darunter	frei	12.000 t
aus 780 A	Walzen aus nicht schmiedbarem Guss, roh	frei	100 t
	(782/3) Nicht schmiedbarer Guss, im allgemeinen Tarif anderweit nicht genannt, ohne Rücksicht auf das Reingewicht des Stückes :		
782	Roh	frei	9.000 t
783	Bearbeitet	frei	
aus 785 B	Universaleisen von 25 cm Breite oder weniger, auch bearbeitet	frei	153.500 t
aus 786	Blech, roh, entzündert, gerichtet, dressiert, gefirnisst, in der Stärke von weniger als 5 mm	frei	
aus 786	Universaleisen von mehr als 25 cm Breite, roh, entzündert, gerichtet, dressiert, gefirnisst, ohne Rücksicht auf die Stärke	frei	
aus 787	Blech, abgeschliffen, lackiert, poliert, ohne Rücksicht auf die Stärke	frei	
788	Blech, verzinkt (Weissblech) oder sonst mit anderen unedlen Metallen oder Legierungen unedler Metalle überzogen, ohne Rücksicht auf die Stärke	frei	
789	Wellblech, Dehnblech, Riffelblech, Warzenblech, auch bearbeitet	frei	
790	Blech (mit Ausnahme des in Nr. 789 besonders bezeichneten), gepresst, gebuckelt, geflanscht, geschweisst, gebogen, gelocht, gebohrt, ohne Rücksicht auf die Stärke	frei	
	(798/9) Schmiedbarer Guss, Schmiedestücke und andere Waren aus schmiedbarem Eisen, im allgemeinen Tarif anderweit nicht genannt, ohne Rücksicht auf das Reingewicht des Stückes :		
798	Roh	frei	
799	Bearbeitet	frei	
800	Eisenbauteile (Eisenkonstruktionen) aus schmiedbarem Eisen, auch mit Anstrich versehen	frei	
820	Eisenbahnlaschenschrauben, Schwellenschrauben, Spurstangen, Klemmplatten, Hakennägel ; Schrauben und Niete von mehr als 13 mm Stiftstärke ; Schraubenmutter und Unterlegscheiben für Schrauben ; Isolatorstützen ; Hufeisen, Schraub- und Steckstollen ; alle diese auch bearbeitet	frei	
824	Wagenfedern einschliesslich der Eisenbahnwagenfedern, ohne Rücksicht auf die Art der Bearbeitung	frei	

LISTE B 2.

Numéros du tarif douanier allemand	Désignation des marchandises	Régime applicable	Contingents annuels
ex 777	Fonte, à l'exception des alliages non malléables . .	franchise	30.000 tonnes
	(778-9) Tuyaux, y compris les tuyaux façonnés en fonte non malléable, même ouvrés :		
778	Dont la paroi a plus de 7 mm. d'épaisseur . . .	franchise	68.000 tonnes
779	Dont la paroi a 7 mm. d'épaisseur ou moins . .	franchise	12.000 tonnes
ex 780 A	Cylindres en fonte non malléable, bruts	franchise	100 tonnes
	(782-3) Fonte non malléable, non dénommée ailleurs au tarif général, sans tenir compte du poids net de la pièce :		
782	Brute	franchise	9.000 tonnes
783	Ouvrée	franchise	
ex 785 B	Larges plats, d'une largeur de 25 cm. ou moins, même ouvrés	franchise	
ex 786	Tôle, brute, décapée, redressée, dressée, vernie, d'une épaisseur de moins de 5 mm.	franchise	
ex 786	Larges plats, d'une largeur de plus de 25 cm., bruts, décapés, redressés, dressés, vernis, sans tenir compte de l'épaisseur	franchise	
ex 787	Tôle, étamée, laquée, polie, sans tenir compte de l'épaisseur	franchise	
788	Tôle, étamée (fer blanc), ou recouverte d'autres métaux communs ou d'alliages de métaux communs, sans tenir compte de l'épaisseur . .	franchise	
789	Tôle, ondulée, étirée, losangée (<i>Riffelblech</i>) ou mamelonnée, même ouvree	franchise	
790	Tôles, à l'exception de celles spécialement dénommées au No 789, estampées, à bossettes, à bourrelets, soudées, courbées, trouées, perforées, sans tenir compte de l'épaisseur	franchise	153.500 tonnes
	(798-9) Fonte malléable, pièces de forge et autres articles en fer malléable, non dénommés ailleurs au tarif général, sans tenir compte du poids net de la pièce :		
798	Bruts	franchise	
799	Ouvrés	franchise	
800	Pièces de construction, en fer malléable, même recouvertes d'un enduit	franchise	
820	Boulons d'éclisses de chemins de fer, tirefonds, tringles d'écartement, plaques de serrage (<i>Klemmplatten</i>), crampons pour rails ; vis et rivets avec tige d'un diamètre supérieur à 13 mm. écrous et rondelles ; supports d'isolateurs ; fers à cheval ; crampons avec ou sans pas de vis ; tous même ouvrés	franchise	
824	Ressorts pour voitures, y compris ceux pour voitures de chemins de fer, sans tenir compte du mode d'ouvrage	franchise	

Nummer des deutschen Zolltarifs	Bezeichnung der Waren	Zollbehandlung	Jahreskontingent
793	Schlangenröhren, gewalzt oder gezogen; auch Röhrenformstücke; beide auch bearbeitet	frei	6 000 t
(794/5)	Andere Röhren, gewalzt oder gezogen, ohne Rücksicht auf die Wandstärke:		
794	Roh 8	frei	
795	Bearbeitet	frei	

LISTE B 3.

Nummer des deutschen Zolltarifs	Bezeichnung der Waren	Zollbehandlung	Jahreskontingent
aus 780 A	Walzen aus nicht schmiedbarem Guss, roh (782/3) Nicht schmiedbarer Guss, im allgemeinen Tarif anderweit nicht genannt, ohne Rücksicht auf das Reingewicht des Stückes:	frei	400 t
782	Roh	frei	5.000 t
783	Bearbeitet	frei	
786	Blech, roh, entzündert, gerichtet, dressiert, gefirnisst, ohne Rücksicht auf die Stärke	frei	100 t
788	Blech, verzinkt (Weissblech) oder sonst mit anderen unedlen Metallen oder Legierungen unedler Metalle überzogen, ohne Rücksicht auf die Stärke . .	frei	50 t
789	Wellblech, Dehnblech, Riffelblech, Warzenblech, auch bearbeitet	frei	140 t
790	Blech mit Ausnahme des in Nr. 789 besonders bezeichneten, gepresst, gebuckelt, geflanscht, geschweisst, gebogen, gelocht, gebohrt, ohne Rücksicht auf die Stärke	frei	310 t
aus 792	Draht aus Flusseisen, gezogen, auch weiter bearbeitet, ohne Rücksicht auf die Stärke; Draht, gezogen, gegläht, in der Stärke von 1,5 mm oder darüber zum autogenen Schweissen (Autogen-Schweisssdraht)	frei	250 t
793	Schlangenröhren, gewalzt oder gezogen; auch Röhrenformstücke; beide auch bearbeitet (794/5) Andere Röhren, gewalzt oder gezogen, ohne Rücksicht auf die Wandstärke:	frei	600 t
794	Roh	frei	
795	Bearbeitet	frei	
796	Eisenbahnschienen, auch Zahnradschienen, Plattschienen, Ausweichungsschienen, Herzstücke aus schmiedbarem Eisen, auch gelocht und am Fuss ausgeklinkt; Eisenbahnschwellen; Eisenbahnlaschen und Eisenbahn-Unterlagsplatten (798/9) Schmiedbarer Guss, Schmiedestücke und andere Waren aus schmiedbarem Eisen, im allgemeinen Tarif anderweit nicht genannt, ohne Rücksicht auf das Reingewicht des Stückes:	frei	150 t
798	Roh	frei	13 000 t
799	Bearbeitet	frei	

Numéros du tarif douanier allemand	Désignation des marchandises	Régime applicable	Contingents annuels
793	Serpentins laminés ou étirés et tuyaux façonnés, même ouvrés	franchise	6.000 tonnes
(794-5)	Autres tuyaux, laminés ou étirés, sans tenir compte de l'épaisseur de la paroi :		
794	Bruts	franchise	
795	Ouvrés	franchise	

LISTE B 3.

Numéros du tarif douanier allemand	Désignation des marchandises	Régime applicable	Contingents annuels
ex 780 A	Cylindres en fonte non malléable, bruts	franchise	400 tonnes
	(782/3) Fonte non malléable, non dénommée ailleurs au tarif général, sans tenir compte du poids net de la pièce :		
782	Brute	franchise	5.000 tonnes
783	Ouvrée	franchise	
786	Tôle, brute, décapée, redressée, dressée, vernie, sans tenir compte de l'épaisseur	franchise	100 tonnes
788	Tôle étamée (fer blanc) ou recouverte d'autres métaux communs ou d'alliages de métaux communs, sans tenir compte de l'épaisseur	franchise	50 tonnes
789	Tôle ondulée, étirée, losangée (<i>Riffelblech</i>) ou mamelonnée, même ouvrée	franchise	140 tonnes
790	Tôles, à l'exception de celles spécialement dénom- mées au N° 789, estampées, à bossettes, à bourre- lets, soudées, courbées, trouées, perforées, sans tenir compte de l'épaisseur	franchise	310 tonnes
ex 792	Fil de fer en fusion, étiré, même ouvré, sans tenir compte du diamètre ; fil, étiré, porté en rouge, d'un diamètre de 1,5 mm. ou plus pour soudure autogène	franchise	250 tonnes
793	Serpentins laminés ou étirés, tuyaux façonnés, les deux même ouvrés	franchise	600 tonnes
	(794/5) Autres tuyaux laminés ou étirés, sans tenir compte de l'épaisseur de la paroi :		
794	Bruts	franchise	
795	Ouvrés	franchise	
796	Rails de chemins de fer, même à crémaillère, rails plats, rails d'évitement, pointes de cœur en fer malléable, même troués ou encochés du patin ; traverses ; éclisses et platines de rails	franchise	150 tonnes
	(798/9) Fonte malléable, pièces de forge et autres articles en fer malléable non dénommés ailleurs au tarif général, sans tenir compte du poids net de la pièce :		
798	Bruts	franchise	13.000 tonnes
799	Ouvrés	franchise	

Nummer des deutschen Zolltarifs	Bezeichnung der Waren	Zoll- behandlung	Jahres- kontingent
800	Eisenbauteile (Eisenkonstruktionen) aus schmiedbarem Eisen, auch mit Anstrich versehen . . .	frei	10.000 t
820	Eisenbahnlaschenschrauben, Schwellenschrauben, Spurstangen, Klemmplatten, Hakennägel; Schrauben und Niete von mehr als 13 mm Stiftstärke; Schraubenmutter und Unterlegscheiben für Schrauben; Isolatorstützen; Hufeisen, Schraub- und Steckstollen; alle diese auch bearbeitet	frei	700 t
821	Eisenbahnwagenbeschläge, Eisenbahnweichen- und Signalteile	frei	3.000 t
823	Andere Achsen als Patentachsen und Halbpentachsen (mit Ausnahme der Eisenbahnachsen) und Achsenteile, im allgemeinen Tarif anderweit nicht genannt: Vorderachsen, mit oder ohne Achsschenkel, und Achsschenkel, für Motorwagen, roh	frei	220 t
824	Andere, auch bearbeitet	frei	125 t
aus 825	Wagenfedern einschliesslich der Eisenbahnwagenfedern, ohne Rücksicht auf die Art der Bearbeitung	frei	1.900 t
	Drahtseile	frei	300 t
	Stacheldraht, Drahtgeflechte und Drahtgewebe, Drahtkörbe	frei	2.000 t
894	Sprungfedern aus Draht	frei	30 t
aus 904	Dampfmaschinen, Dampfturbinen, Wasserkraftmaschinen (Turbinen, Wasserräder und Wassersäulenmaschinen), Verbrennungs- und Explosionsmotoren, Heissluft- und Druckluftmotoren und andere in den vorhergehenden Nummern des Abschnittes 18 des allgemeinen Tarifs nicht genannte Kraft- (Antriebs-)maschinen (mit Ausnahme der Elektromotoren), auch in Verbindung mit Dynamomaschinen, Pumpen, Hämmern, Gebläsemaschinen, Kältemaschinen, Fördermaschinen; ferner feststehende, fahrbare oder schwimmende Bagger, Rammen und Kranen, alle diese ohne Rücksicht auf das Reingewicht der Maschine	frei	2.500 t
906 D	Maschinen zur Herstellung von Schrauben, Schraubenmutter und Kleiseisenwaren, zum Biegen, Bohren, Fräsen, Härten, Richten, Sägen oder Schleifen von Metallen oder Metallwaren, ohne Rücksicht auf das Reingewicht der Maschine. . .	frei	140 t
	Andere im allgemeinen Tarif nicht besonders genannte Maschinen, ohne Rücksicht auf das Reingewicht der Maschine: Kältemaschinen und Kälteautomaten nach deutschem Patent, auch in fester Verbindung mit Elektromotoren	frei	600 t
	Andere	frei	4.000 t

Numéros du tarif douanier allemand	Désignation des marchandises	Régime applicable	Contingents annuels
800	Pièces de construction en fer malléable, même recouvertes d'un enduit	franchise	10.000 tonnes
820	Boulons d'éclisses de chemins de fer, tire-fonds, tringles d'écartement; plaques de serrage (<i>Klemmplatten</i>), crampons pour rails; vis et rivets avec tige d'un diamètre supérieur à 13 mm.; écrous et rondelles; supports d'isolateurs; fers à cheval, crampons avec ou sans pas de vis; tous même ouvrés	franchise	700 tonnes
821	Ferrures pour voitures de chemin de fer, tampons de chemins de fer, parties d'appareils d'aiguillage ou de signaux de chemins de fer	franchise	3.000 tonnes
823	Essieux autres que les essieux dits brevetés ou à huile (<i>Patentachsen, Halbpatentachsen</i>) (à l'exception des essieux pour chemins de fer) et parties d'essieux non dénommés ailleurs au tarif général: Essieux de devant, avec ou sans tourbillon, ainsi que tourbillons, pour voitures automobiles, bruts	franchise	220 tonnes
	Autres, même ouvrés	franchise	125 tonnes
824	Ressorts pour voitures, y compris ceux pour voitures de chemins de fer, sans tenir compte du mode d'ouvrage	franchise	1.900 tonnes
ex 825	Cordages en fil de fer	franchise	300 tonnes
	Ronces artificielles, treillis et toiles métalliques, corbeilles en fils métalliques	franchise	2.000 tonnes
	Ressorts en fil de fer	franchise	30 tonnes
894	Machines à vapeur, turbines à vapeur, machines hydrauliques (turbines, roues hydrauliques et machines à colonne d'eau), moteurs à combustion et à explosion, moteurs à air chaud ou à air comprimé et autres machines motrices (à l'exception des moteurs électriques), non dénommés dans les numéros précédents de la section 18 du tarif général, même combinées avec des dynamos, des pompes, des marteaux, des machines soufflantes, des machines frigorifiques ou des machines d'extraction; dragues, battes (marteaux) et grues, fixes, amovibles ou flottantes, sans tenir compte du poids net de la machine	franchise	2.500 tonnes
ex 904	Machines pour la fabrication des vis, des écrous et des articles de la petite mécanique, à courber, à percer, à fraiser, à durcir, à dresser, à scier ou à aiguiser les métaux ou articles en métaux, sans tenir compte du poids net de la machine . . .	franchise	140 tonnes
906 D	Autres machines non spécialement dénommées au tarif général, sans tenir compte du poids net de la machine: Machines frigorifiques et automates frigorifiques faisant l'objet de brevets allemands, même combinées à demeure avec des moteurs électriques	franchise	600 tonnes
	Autres	franchise	4.000 tonnes

LISTE C I.

Nummer des französischen Zolltarifs	Bezeichnung der Waren	Zoll- behandlung	Jahres- kontingent
aus 215	Achsen als Ersatzteile für Grubenlokomotiven und Grubenseiltrommeln	Minimaltarif	10 t
302	Kohle, geformt und gebacken, für elektrische und andere gewerbliche Zwecke.	Minimaltarif ermässigt um 15 %	
331	Töpferwaren, feuerfeste, aus gemeinem Ton . . .	Minimaltarif, ermässigt um 20 %	
aus 332	Mauerziegel und Gegenstände, deren Grundlage Tonerde, Bauxit, Magnesia usw. bilden	Minimaltarif ermässigt um 20 %	20.000 t
aus 343	Fayencen aus gewöhnlicher Masse	Minimaltarif ermässigt um 15 %	200 t
347 bis A und B	Gegenstände für elektrische Zwecke aus Fayence, Porzellan, weissem oder farbigem Steinzeug, Ton, Glas, Kristall usw.	Minimaltarif ermässigt um 10 % ¹	
aus 406	Gewebe aus Baumwolle, gefärbt, für Filtertücher .	Minimaltarif ermässigt um 20 % ²	
aus 510 A	Maschinen mit Pressluftantrieb, mit Kolben . .	Minimaltarif ermässigt um 25 %	350 t
510 C	Kompressoren, mehr als zweistufige.	Minimaltarif ermässigt um 25 %	75 t
510 D	Verbrennungs- und Explosionsmotoren für Gas, Benzin, Petroleum, Spiritus usw.	Minimaltarif ermässigt um 20 %	
510 E	Glühkopfmotoren, ohne mechanische Einspritzung (Halbdiesel).	Minimaltarif ermässigt um 20 %	
512 bis A	Pumpen	Minimaltarif ermässigt um 25 %	50 t
512 bis B	Hydraulische Maschinen, mit Rädern, mit Turbinen, Schützen für hydraulische Anlagen	Minimaltarif ermässigt um 25 %	

¹ Diese Zollbehandlung genießen auch Erzeugnisse, die für Spitäler und öffentliche Betriebe bestimmt sind.

² Diese Zollbehandlung tritt nur ein, wenn der Nachweis erbracht wird, dass es sich um Spezialerzeugnisse handelt, die in Frankreich nicht vorhanden sind.

LISTE C I.

Numéros du tarif français	Désignation des marchandises	Régime applicable	Contingents annuels
ex 215	Essieux de rechange pour locomotives de mines et treuils de mines	T. M.	10 tonnes
302	Charbon aggloméré et cuit pour l'électricité et pour tous autres usages industriels	T. M. diminué de 15 %	
331	Poteries réfractaires en terre commune	T. M. diminué de 20 %	12.000 tonnes
ex 332	Briques et pièces à base d'alumine, bauxite, ma- gnésie, etc.	T. M. diminué de 20 %	
ex 343	Faïences à pâte commune	T. M. diminué de 15 %	200 tonnes
347 bis A et B	Pièces pour l'électricité en faïence, porcelaine, grès blanc ou de couleur, poterie, verre, cristal, etc. .	T. M. diminué de 10 % ¹	
ex 406	Tissus de coton peints pour le filtrage	T. M. diminué de 20 % ²	
ex 510 A	Machines à air comprimé à piston	T. M. diminué de 25 %	350 tonnes
510 C	Compresseurs à plus de deux phases	T. M. diminué de 25 %	75 tonnes
510 D	Machines motrices à combustion interne ou à explosion à gaz, à essence, à pétrole, à alcool, etc.	T. M. diminué de 20 %	
510 E	Moteurs à tête chaude, sans injection mécanique (semi-Diesel)	T. M. diminué de 20 %	
512 bis A	Pompes	T. M. diminué de 25 %	50 tonnes
512 bis B	Machines hydrauliques à roues, à pistons, à turbines, vannages hydrauliques	T. M. diminué de 25 %	

¹ Pourront bénéficier de ce régime les importations destinées à des hospices ou à des installations de services publics.

² Pour bénéficier de ce régime, une justification devra être fournie qu'il s'agit de spécialités ne se trouvant pas en France.

Nummer des französischen Zolltarifs	Bezeichnung der Waren	Zoll- behandlung	Jahres- kontingent
aus 512 bis C	Ventilatoren	Die Zölle der hydraulischen Maschinen	
aus 518	Maschinen zur Herstellung von Metallgeflechten .	Minimaltarif ermässigt um 50 %	24 t
aus 521	Maschinen für die Druckerei, im Stückgewicht von 10 000 kg und darüber	Minimaltarif ermässigt um 30 %	
521 ter	Prägepressen usw.	Minimaltarif ermässigt um 30 %	3 t
aus 521 quater	Linotype-Setzmaschinen	frei	30 Stück
aus 524 A	Dynamo-elektrische Maschinen und elektrische Transformatoren für Industriezwecke, trocken oder in Öl, im Stückgewichte von weniger als 500 kg	Minimaltarif, ermässigt um 20 %	
524 bis A	Zündapparate für Explosionsmotoren jeder Art . .	Minimaltarif ermässigt um 20 %	
aus 524 bis B	Apparate zum Schalten, zur Regelung, zum Schutz, zur Verteilung von elektrischem Strom, im Ge- wichte von : 150 kg einschliesslich bis 1000 kg ausschliesslich Weniger als 150 kg	Minimaltarif ermässigt um 30 % Minimaltarif ermässigt um 20 %	4 t
524 bis E	Apparate für Telephonie, Apparate für Telegraphie, mit Ausnahme der in den Nummern 524 bis Fund G enthaltenen	Minimaltarif ermässigt um 15 %	20 t ¹
524 bis I	Elektrische Messinstrumente, mit Ausnahme der in der Nummer 505 enthaltenen Zähler	Minimaltarif ermässigt um 20 %	
aus 524 bis J	Elektromedizinische Apparate für öffentliche und private Krankenhäuser und Kliniken bestimmt	Minimaltarif ermässigt um 33 %	
aus 524 bis N	Apparate, die Teile (Elemente) der in Liste C 1 auf- genommenen elektrischen und elektrotechnischen Maschinen und Apparate bilden, ohne Rücksicht darauf, ob diese Teile Wicklungen enthalten oder nicht.	Minimaltarif* 25 % ermässigt um	

¹ An diesem Kontingent können auch die öffentlichen Betriebe beteiligt werden, wenn die Apparate für bereits bestehende Einrichtungen bestimmt sind.

Numéros du tarif français	Désignation des marchandises	Régime applicable	Contingents annuels
ex 512 bis C	Ventilateurs	Droit des machines hydrauliques	24 tonnes
ex 518	Machines à faire les grillages	T. M. diminué de 50 %	
ex 521	Machines pour l'impression, pesant par appareil 10.000 kg. et au-dessus	T. M. diminué de 30 %	3 tonnes
521 ter	Presses à platine, etc.	T. M. diminué de 30 %	
ex 521 quater	Linotypes	franchise	30 pièces
ex 524 A	Machines dynamo-électriques et transformateurs électriques industriels à sec ou immergés, pesant par appareil moins de 500 kg.	T. M. diminué de 20 %	
524 bis A	Appareils d'allumage des moteurs à explosion de toute espèce	T. M. diminué de 20 %	4 tonnes
ex 524 bis B	Appareils pour la coupure, le réglage, la protection, la distribution du courant électrique pesant : De 150 kg. inclusivement à 1.000 kg. exclusi- vement	T. M. diminué de 30 %	
	Moins de 150 kg.	T. M. diminué de 20 %	
524 bis E	Appareils pour la téléphonie, appareils pour la télé- graphie autres que ceux repris aux N ^{os} 524 bis F et G	T. M. diminué de 15 %	20 tonnes ¹
524 bis I	Appareils de mesure électriques, à l'exclusion des compteurs repris au N ^o 505	T. M. diminué de 20 %	
ex 524 bis J	Appareils d'électricité médicale destinés à des hôpitaux publics et privés ou à des cliniques . .	T. M. diminué de 33 %	
ex 524 bis N	Appareils constituant des éléments de machines et d'appareils électriques et électro-techniques repris à la liste C 1, que lesdits éléments compor- tent des enroulements ou n'en comportent point	T. M. diminué de 25 %	

¹ Pourront bénéficier du contingent ci-dessus les Administrations publiques et Services publics lorsque ces appareils sont destinés à des installations déjà existantes.

Nummer des französischen Zolltarifs	Bezeichnung der Waren	Zoll- behandlung	Jahres- kontingent
aus 525	Werkzeugmaschinen und ähnliche Maschinen, so- weit sie in Liste B des deutsch-französischen Handelsabkommens vom 17. August 1927 aufge- nommen sind	Minimaltarif ermässigt um 30 %	
525 bis A	Maschinen für die Müllerei und Walzenmühlen .	Minimaltarif ermässigt um 20 %	
aus 525 bis C	Hebevorrichtungen, einschliesslich der Fahrstühle und ihrer Zugkabel, im Stückgewichte von 2000 kg und mehr	Minimaltarif ermässigt um 20 %	
	Pressen	Minimaltarif ermässigt um 20 %	
aus 525 bis E	Feststehendes Material von Eisenbahnen und Stras- senbahnen : Drehscheiben und Gleiskreuzungen	Minimaltarif ermässigt um 30 %	150 t
	Schiebebühnen (Motoren nicht einbegriffen) . . .	Minimaltarif ermässigt um 20 %	
525 series	Vorrichtungen zum Asphaltieren, Pechen, Kalken, Zementieren, Mörteln, Betonieren und entspre- chenden Arbeitsvorgängen mit Erden und anderen ähnlichen Stoffen	frei	5 t
aus 525 octies	Maschinen und Apparate, anderweit nicht genannt oder nicht einbegriffen, im Stückgewichte von 2500 kg und darüber	Minimaltarif ermässigt um 25 %	
526 quinquies A	Offene Kessel, andere als solche für Speisen, aus Eisen- oder Stahlblech, mit oder ohne Teile aus Gusseisen und Zubehör aus anderen Metallen .	frei	20 t
aus 527	Siedevorrichtungen für Brauereien	Minimaltarif ermässigt um 40 %	30 t
	Siedevorrichtungen für Apotheken und Küchen .	Minimaltarif ermässigt um 20 %	10 t
527 bis	Apparate für Kälteerzeugung	Minimaltarif ermässigt um 10 %	
532	Einzelteile von Maschinen und Transmissionen, aus Formguss, abgedreht, gefeilt oder adjustiert . .	frei	
aus 533 A	Einzelne Teile von Maschinen, Steuerungen, Brems- schaltungen und Transmissionen, aus geschmie- detem oder gepresstem Eisen oder Stahl, aus Formeisen oder Formstahl und aus schmiedbarem Guss bearbeitet, mit Ausnahme der Messer zum Gewerbegebrauch	frei	

Numéros du tarif français	Désignation des marchandises	Régime applicable	Contingents annuels
ex 525	Machines-outils et appareils similaires, figurant à la liste B de l'Accord franco-allemand du 17 août 1927	T. M. diminué de 30 %	
525 bis A	Machines de minoterie et moulins à cylindres . . .	T. M. diminué de 20 %	
ex 525 bis C	Appareils de levage, y compris les ascenseurs et leurs câbles à dispositif, pesant par unité 2.000 kg. et plus	T. M. diminué de 20 %	
	Presses	T. M. diminué de 20 %	
ex 525 bis E	Matériel fixe de chemins de fer et de tramways : Plaques tournantes et croisements de voies . . .	T. M. diminué de 30 %	150 tonnes
	Chariots transbordeurs (parties motrices non comprises)	T. M. diminué de 20 %	
525 sexiès	Matériel pour le dépôt de l'asphalte, bitume, chaux, ciment, mortier, béton, terre ou autres matières analogues	franchise	5 tonnes
ex 525 octiès	Machines et appareils non dénommés ou non classés ailleurs, pesant par unité 2.500 kg. et plus . . .	T. M. diminué de 25 %	
526 quinquiès A	Chaudières découvertes autres que celles de ménage, en tôle de fer ou d'acier avec ou sans parties en fonte et accessoires en autres métaux	franchise	20 tonnes
527	Appareils à chauffage pour brasseries	T. M. diminué de 40 %	30 tonnes
	Appareils à chauffage pour pharmacies et cuisines	T. M. diminué de 20 %	10 tonnes
527 bis	Appareils frigorifiques	T. M. diminué de 10 %	
532	Pièces détachées de machines et de transmissions en fonte moulée, tournées, limées ou ajustées	franchise	
ex 533 A	Pièces détachées de machines, de timonerie, de freins et de transmission en fer ou en acier forgé ou estampé, en fer ou en acier moulé, en fonte malléable, travaillées, à l'exclusion des couteaux à usage industriel.	franchise	

Nummer des französischen Zolltarifs	Bezeichnung der Waren	Zoll- behandlung	Jahres- kontingent
aus 533 A	Messer zum Gewerbegebrauch	Minimaltarif ermässigt um 20 %	
533 B	Transmissionsteile (Stellringe, Kupplungen, Lager, Hängelager, Büchsen, Spurlager, Böcke, Sohlplatten und ähnliche Organe; Reibungskupplungen mit ihrem Ausrückmechanismus; Lager-schalen mit Weissmetallfutter, in denen dieses Metall nicht mehr als 5 % des Gesamtgewichts beträgt); aus Formguss, aus geformtem oder gepresstem Eisen oder Stahl und aus schmiedbarem Guss, gleichviel, ob diese Metalle zusammengesetzt sind oder nicht	frei	
533 bis	Radsätze mit geraden Achsen für Eisenbahn- und Strassenbahnmateral	Minimaltarif ermässigt um 30 %	15 t
aus 533 quater	Gerade Wellen, gebohrt, Wellen mit Krummzapfen, Kurbelwellen, bearbeitet, als Ersatzteile für bereits bestehende Maschinen und Apparate . . .	Minimaltarif ermässigt um 20 %	
aus 533 series	Einzelne Teile von Kesseln und ähnlichen Apparaten aus getriebenem oder geschweisstem Blech, bearbeitet	frei	
aus 533 octies	Zylindrische Feuerungen für Kessel mit innenliegender Feuerung, bearbeitet	frei	
aus 535	Gestelle und Gerippe für Dynamos	Minimaltarif	25 t
	Einzelteile aus reinem oder mit irgend einem anderen Metall legiertem Kupfer, ausser Aluminium-bronze mit mehr als 20 % Aluminiumgehalt, gegossen, geformt, geschmiedet (Zapfenlager, Hähne und Zubehörteile für Wasser, Gas und Dampf) und andere Teile, bearbeitet, mit Ausnahme der Messer zum Gewerbegebrauch	frei	
aus 535	Messer zum Gewerbegebrauch	Minimaltarif ermässigt um 20 %	
535 bis A	Einzelne, nicht besonders genannte Maschinen- und Transmissionsteile aus zwei oder mehreren Metallen, wie Schmiedeeisen, Stahl, Gusseisen, Zink, Zinn, Blei, reinem Kupfer oder solchem, das mit irgendeinem der in den vorhergehenden Tarifnummern genannten Metalle legiert ist, wie Zapfenlager, Hähne und Zubehörteile für Wasser, Flüssigkeiten, Gas und Dampf, mit Ausnahme der Messer zum Gewerbegebrauch	frei	
	Messer zum Gebrauch	Minimaltarif ermässigt um 20 %	
535 bis B	Einzelteile u. Zubehörstücke, die Teile aus Metallen mit Nickel oder Chrom als Grundstoff aufweisen, mit Ausnahme der Messer zum Gewerbegebrauch	frei	
	Messer zum Gewerbegebrauch	Minimaltarif ermässigt um 20 %	

Numéros du tarif français	Désignation des marchandises	Régime applicable	Contingents annuels
ex 533 A	Couteaux à usage industriel	T. M. diminué de 20 %	15 tonnes
533 B	Organes de transmission (bagues, manchons d'accouplement, supports, pendarts, boîtards, crapaudines, chaises, semelles et organes similaires ; embrayages à friction ; coussinets, garnis de métal blanc, dans lesquels ce métal ne dépasse pas 5 % du poids total) ; en fonte moulée, en fer ou en acier moulé ou estampé et en fonte malléable, ces métaux assemblés ou non.	franchise	
533 bis	Essieux droits montés pour matériel de chemins de fer et tramways	T. M. diminué de 30 %	
ex 533 quater	Arbres droits, forés, arbres coudés, arbres à manivelle, travaillés, constituant des pièces de rechange pour machines et appareils déjà existants	T. M. diminué de 20 %	25 tonnes
ex 533 sexiès	Pièces détachées de chaudières et d'appareils similaires en tôle emboutie ou soudée, travaillées .	franchise	
ex 533 octiès	Foyers cylindriques pour chaudières a foyers intérieurs, ravaillés	franchise	
ex 533	Bâtis et carcasses de dynamos	T. M.	
ex 535	Pièces détachées de cuivre pur ou allié à tous métaux autres que le bronze d'aluminium à plus de 20 % d'aluminium, coulé, moulé, forgé (coussinets, robinets et appareils accessoires pour eau, gaz et vapeur) et autres pièces, travaillées, à l'exclusion des couteaux à usage industriel	franchise	
ex 535	Couteaux à usage industriel	T. M. diminué de 25 %	
535 bis A	Pièces détachées de machines et de transmissions non dénommées de deux ou plusieurs métaux, tels que : fer, acier, zinc, fonte, étain, plomb, cuivre pur ou allié de tous métaux nommés aux articles précédents, tels que : coussinets, robinets et appareils accessoires pour eau, liquides, gaz et vapeur, à l'exclusion des couteaux à usage industriel	franchise	
	Couteaux à usage industriel	T. M. diminué de 20 %	
535 bis B	Pièces détachées et appareils accessoires comportant des parties en métaux à base de nickel ou de chrome, à l'exclusion des couteaux à usage industriel	franchise	
	Couteaux à usage industriel	T. M. diminué de 20 %	

Nummer des französischen Zolltarifs	Bezeichnung der Waren	Zoll- behandlung	Jahres- kontingent
aus 536	Einzelteile für elektrotechnische Erzeugnisse ¹ . . .	frei	
aus 537	Schneidkluppen	Minimaltarif ermässigt um 60 %	12 t
	Meissel für Gussformen, Gussformenböden, Griffe.	Minimaltarif ermässigt um 60 %	2,5 t
	Blasrohre und Werkzeuge für Glashütten	Minimaltarif ermässigt um 60 %	1 t
553	Zylindrische Röhren, gerade, für Kanalisations- zwecke, 7 mm und darüber stark, Träger und Säulen, voll oder hohl, unverziert; Säulengestelle, einfach gelocht; Gasretorten; volle Roststäbe und ihre Verbindungsstücke; Roste und Herd- platten; gerade Stangen mit vollem Querschnitt; Böttiche von grossen Ausmassen für gewerbliche Zwecke; Visitierklappen; Kloakenplatten und ähnliche Gegenstände aus grobem Guss	Minimaltarif	
553 bis	Zylindrische Röhren, gerade, für Kanalisations- zwecke, weniger als 7 mm stark; Röhren, sogenannte Kanalisationsverbindungsstücke wie Krummstücke, Abzweigstücke, gerade Verbindungs- stücke (einschliesslich der Verbindungs- stücke mit rohen, mit eingeschnittenem Gewinde versehene Flanschen)	Minimaltarif	
aus 554	Einzelne Teile, für die in Liste C 1 aufgenommenen Maschinen und Apparate bestimmt	Minimaltarif ermässigt um 20 %	
aus 556			
aus 558	Metallbaustücke aus Schmiedeeisen oder Stahl: Teilstücke für feste oder bewegliche Brücken, für Balkenwerk zu Bauten oder anderes, für Schleu- sentore, für bewegliche Eisenbahnen und über- haupt alle Stücke, welche einen oder mehrere Be- standteile enthalten, die gebohrt oder adjustiert oder mit Nieten oder Bolzen aneinandergefügt sind, mit Ausnahme der unter die vorhergehenden Artikel fallenden Stücke, jeder Bestandteil von wenigstens 5 kg Gewicht auf das laufende Meter, zur Verwendung in bereits bestehenden Maschinen oder Einrichtungen bestimmt.	Minimaltarif ermässigt um 20 %	15 t
aus 558 bis	Kleine Arbeiten aus Schmiedeeisen oder Stahl, nicht genannt, Teile zu Gittern, Schlagbäumen für Weg- übergänge, zu Markisen, Gewächshäusern, Kios- ken, Verandas, festen oder beweglichen Einfas- sungen; Eisenbeschläge für Fenster, zu Rahmen zusammengefügt oder nicht, Verschlussvorrich- tungen aus Schwarzblech für Kaufläden und im		

¹ Als Ersatzteile für bereits bestehende Maschinen und Apparate bestimmt.

Numéros du tarif français	Désignation de marchandises	Régime applicable	Contingents annuels
536 ex 537	Pièces détachées se rapportant à l'électricité ¹ . . . Filières, ciseaux pour moules, fonds de moule .	franchise T. M. diminué de 60 %	12 tonnes
	Poignées	T. M. diminué de 60 %	2,5 tonnes
	Cannes et outils de verriers	T. M. diminué de 60 %	1 tonnes
553	Tuyaux cylindriques droits, pour canalisations, de 7 mm. d'épaisseur et plus, poutrelles et colonnes pleines ou creuses, non ornées ; bâtis de colonnes simplement percées de trous ; cornues pour la fabrication du gaz ; barreaux pleins de grilles et leurs assemblages ; grilles et plaques de foyer ; barres droites à sections pleines ; cuves de grandes dimensions pour usages industriels ; trappes de regards ; plaques d'égout et objets analogues d'un moulage grossier	T. M.	
553 bis	Tuyaux cylindriques droits pour canalisations, de moins de 7 mm. d'épaisseur, tuyaux et raccords de canalisations tels que coudes, embranche- ments, raccords droits (y compris les raccords munis de brides brutes percées à la mèche) .	T. M.	
ex 554 ex 556	Pièces détachées destinées à des machines et appa- reils repris à la Liste C 1	T. M. diminué de 20 %	
ex 558	Constructions métalliques en fer ou en acier, pièces pour ponts fixes ou mobiles, pour charpentes de bâtiments ou autres, pour portes d'écluses, pour chemins de fer portatifs et en général toutes pièces comprenant un ou plusieurs éléments percés ou ajustés ou assemblés avec rivets ou boulons autres que les pièces détachées visées aux articles précédents, chaque élément pesant au moins 5 kg. le mètre courant, destinés à entrer dans des machines ou installations déjà existantes	T. M. diminué de 20 %	15 tonnes
ex 558 bis	Petits ouvrages non dénommés en fer ou en acier, pièces pour grilles, barrières de passage à niveau, pour marquises, serres, kiosques, vérandas, châssis fixes ou mobiles, fers à vitrages assemblé ou non en châssis, fermetures en tôle pour ma- gasins et en général toutes pièces comprenant un ou plusieurs éléments percés ou ajustés ou		

¹ A incorporer comme pièces de rechange de machines et appareils déjà existants.

Nummer des französischen Zolltarifs	Bezeichnung der Waren	Zoll- behandlung	Jahres- kontingent
	allgemeinen alle Stücke, welche einen oder mehrere gebohrte oder zugerichtete oder mit Nieten oder Bolzen zusammengefügte Bestandteile enthalten, jeder Bestandteil von weniger als 5 kg Gewicht auf das laufende Meter, zur Verwendung in bereits bestehenden Maschinen oder Einrichtungen bestimmt	Minimaltarif ermässigt um 20 %	8 t
aus 561	Kabel aus Eisen und Stahl als Ersatzteile . . .	Minimaltarif	10 t
aus 562 bis B	Raupenketten aus Eisen	Minimaltarif ermässigt um 20 %	32 t
aus 566	Bolzen, Muttern für Kolben, im Stückgewichte von mehr als 100 kg	Minimaltarif ermässigt um 20 %	5 t
aus 572	Kesselschmiedewaren und Verbindungsringe aus Kupfer	Minimaltarif ermässigt um 30 %	500 kg
	Büchsen und Röhren aus Sonderlegierungen für Vorrichtungen zum Beschicken von Hochöfen (Patent Rübel), des den Zollstellen unter Hinterlegung von Mustern zu bezeichnenden Typs	Minimaltarif ermässigt um 30 %	9 t
aus 572 bis	Apparate zur autogenen Schweissung oder zum Zerschneiden und zu anderen Zwecken (Lötlampen, Mano-Detendeure usw.)	Minimaltarif ermässigt um 20 %	1,5 t
aus 576	Apparate und Vorrichtungen aus Blei zur Behandlung von Säuren	Minimaltarif	5 t
aus 576 ter	Elektrische Akkumulatoren jeder Art und ihre Einzelteile, anderweit nicht genannt, für Eisenbahnen und Strassenbahnen	Minimaltarif ermässigt um 20 %	30 t
aus 576 ter aus 576 quater	Elektrische Akkumulatoren jeder Art und ihre Einzelteile, anderweit nicht genannt sowie Batterien und ihre Teile und Einzelteile für Grubenlampen	Minimaltarif ermässigt um 20 %	2 t
	Andere	Minimaltarif ermässigt um 20 %	15 t
aus 579 bis	Waren aus Aluminium, für öffentliche und private Krankenhäuser und Klinken bestimmt	Minimaltarif ermässigt um 50 %	
aus 604	Sirenen für Industrie und öffentliche Betriebe . .	Minimaltarif ermässigt um 20 %	

Numéros du tarif français	Désignation des marchandises	Régime applicable	Contingents annuels
	assemblés avec rivets ou boulons pesant moins de 5 kg. le mètre courant destinés à entrer dans des machines ou installations déjà existantes .	T. M. diminué de 20 %	8 tonnes
ex 561	Câbles de rechange en fer et acier	T. M.	10 tonnes
ex 562 bis	Chaînes articulées en fer	T. M. diminué de 20 %	32 tonnes
ex 566	Boulons, écrous pour pistons de plus de 100 kg. . .	T. M. diminué de 20 %	5 tonnes
ex 572	Chaudronnerie et anneaux de joints en cuivre. .	T. M. diminué de 30 %	500 kg.
	Douilles et tuyaux en alliages spéciaux pour appareils de chargement de haut-fourneaux (brevet Rübel), du type déposé en douane	T. M. diminué de 30 %	9 tonnes
ex 572 bis	Appareils pour la soudure autogène, le découpage et autres usages (chalumeaux, manodétendeurs, etc.).	T. M. diminué de 20 %	1,5 tonne
ex 576	Appareils et mécaniques en plomb pour le traitement des acides	T. M.	5 tonnes
ex 576 ter	Accumulateurs électriques de toute nature et leurs pièces détachées non dénommés ailleurs, pour chemins de fer et tramways	T. M. diminué de 20 %	30 tonnes
ex 576 ter ex 576 quater	Accumulateurs électriques de toute nature et leurs pièces détachées non dénommés ailleurs et piles ainsi que leurs parties et pièces détachées : Pour lampes de mines	T. M. diminué de 20 %	2 tonnes
	Autres	T. M. diminué de 20 %	15 tonnes
ex 579 bis	Ouvrages en aluminium destinés à des hôpitaux publics et privés ou des cliniques	T. M. diminué de 50 %	
ex 604	Sirènes, d'appel pour entreprises industrielles et Services publics	T. M. diminué de 20 %	

Nummer des französischen Zolltarifs	Bezeichnung der Waren	Zoll- behandlung	Jahres- kontingent
aus 620 bis	Waren aus Amiant oder Asbest, mit Ausnahme der in Liste A 1 genannten	Minimaltarif ermässigt um 15 % ¹	
620 ter	Mika (Glimmer) in Blättern oder Platten ; Gegenstände aus Mika, Mikanit und Mikaverbindungen, Mikanitpapier und Mikanitleinwand, auch mit anderen Stoffen gemischt	Minimaltarif ermässigt um 15 % ¹	
aus 634 ter B	Manometer, mit Ausnahme der Metallmanometer, die an Kesseln u. Maschinen fest und dauernd angebracht sind und gemäss der Fussnote zu Position 634 ter B des deutsch-französischen Handelsabkommens vom 17. August 1927 wie diese Apparate, je nach der Art, verzollt werden	Minimaltarif ermässigt um 20 %	
aus 634 ter B	Kalibermasse	Minimaltarif ermässigt um 20 %	
aus 635 ter	Apparate und Instrumente zum Gebrauch in der Heilkunde und der Chirurgie, für öffentliche und private Krankenhäuser und Kliniken bestimmt ²	Minimaltarif ermässigt um 25 %	3 t
aus 635 quater	Gläser und Gerätschaften für wissenschaftliche Apparate und Instrumente sowie für Laboratorien : Gegenstände aus Glas, mit Ausnahme der mit Grad- oder Messeinteilung versehenen Gläser und der Gegenstände aus geblasenem Glase ; Gegenstände aus Porzellan, Steinzeug, Fayence, feuerfestem Ton, Graphit usw.	Minimaltarif	1 t

¹ Diese Waren geniessen diese Zollbehandlung nur, wenn sie einen Teil der in Liste C 1 aufgenommenen Maschinen oder Apparate bilden oder zur Ausbesserung schon bestehender Maschinen oder Apparate bestimmt sind.

² Die im Artikel 5 dieser Vereinbarung vorgesehenen Bedingungen gelten als erfüllt, wenn es sich um Apparate und Instrumente handelt, die für bereits bestehende medizinische oder chirurgische Einrichtungen bestimmt sind.

Numéros du tarif français	Désignation des marchandises	Régime applicable	Contingents annuels
ex 620 bis	Ouvrages en asbeste ou en amiante à l'exception de ceux repris à la liste A ¹	T. M. diminué de 15 % ¹	
620 ter	Mica en feuilles, en plaques ; objets en mica, micanite et agglomérés de mica, papier et toiles micacées, même mélangés d'autres matières . .	T. M. diminué de 15 % ¹	
ex 634 ter B	Manomètres à l'exclusion des manomètres métalliques adaptés aux chaudières et machines d'une façon fixe et permanente qui, en vertu de la note au 634 ter B de l'Accord franco-allemand du 17 août 1927, acquittent les droits desdites machines selon l'espèce	T. M. diminué de 20 %	
ex 634 ter B	Calibres	T. M. diminué de 20 %	
ex 635 ter	Appareils et instruments employés en médecine et en chirurgie, et destinés aux hôpitaux publics et privés et aux cliniques ²	T. M. diminué de 25 %	3 tonnes
ex 635 quater	Verreries et ustensiles pour appareils et instruments scientifiques et pour laboratoires : Objets en verre autres que la verrerie graduée ou jaugée ou que les objets en verre soufflé ; objets en porcelaine, grès, faïence, terre réfractaire, plombagine, etc.	T. M.	1 tonne

¹ Ces articles ne bénéficieront de ce régime que s'ils font partie de machines et appareils figurant à la liste C 1 ou s'ils sont destinés à la réparation de machines ou appareils déjà existants.

² Les conditions prévues par l'article 5 seront consées réalisées s'il s'agit d'appareils et instruments destinés à des installations médicales ou chirurgicales déjà existantes.

LISTE C 2.

Nummer des französischen Zolltarifs	Bezeichnung der Waren	Zoll- behandlung	Jahres- kontingent
aus 213 aus 525 bis E	Platt-, Rillen- und Vollschiene zur Herstellung von Weichen- und Gleisanlagen	Minimaltarif	400 t
aus 214	Räder und Radkränze aus Schmiedeeisen oder Stahl, bearbeitet, für Strassenbahnen und industrielle Betriebe	Minimaltarif	25 t
aus 216	Kurbelachsen für Lokomotiven, aus Schmiedeeisen oder Stahl, für Strassenbahnen und industrielle Betriebe	Minimaltarif	
331	Töpferwaren, feuerfeste, aus gemeinem Ton	Minimaltarif Minimaltarif ermässigt um 20 %	
aus 332	Mauerziegel und Gegenstände, deren Grundlage Tonerde, Bauxit, Magnesia usw. bilden	Minimaltarif ermässigt um 20 %	2.500 t
aus 495 aus 495 bis aus 496 aus 496 bis	Vereinsabzeichen für wirtschaftliche oder sportliche Vereinigungen und Gesellschaften	Minimaltarif	300 kg ¹
aus 505 aus 509	Ein ganzes Zählwerk bildende Teile von Elektrizitätszählern	Minimaltarif	750 kg
	Einzelne, nicht ein ganzes Zählwerk bildende Teile von Elektrizitätszählern	Minimaltarif	
aus 505	Zähler für Wasser und Gas	Minimaltarif Minimaltarif ermässigt um 20 %	1.000 Stück
aus 506	Grossuhren mit Gewichten, für Gebäude.	Minimaltarif ermässigt um 50 %	500 kg
aus 509	Uhrfurnituren für Taschenuhren, mit Ausnahme der Antriebsfedern, für Uhren deutschen Ursprungs bestimmt ²	Minimaltarif	15 kg Reingewicht ³
aus 521	Maschinen für die Druckerei, im Stückgewichte von weniger als 10000 kg	Minimaltarif ermässigt um 15 %	150 t
521 bis	Hilfsvorrichtungen für die Druckerei, Papierfabrikation usw.	Minimaltarif ermässigt um 15 %	

¹ Diese Gegenstände werden nicht als Agraffen und Broschen, sondern nach Nummer aus 496 (andere) mit einem Satze von 17 Francs für das Kilogramm verzollt werden.

² Die Uhrfurnituren werden von der Handwerkskammer Saarbrücken eingeführt und verteilt werden.

³ Die Verpackung genießt Zollfreiheit.

LISTE C 2.

Numéros du tarif français	Désignation des marchandises	Régime applicable	Contingents annuels
ex 213 ex 525 bis E	Rails plats, évidés ou pleins destinés à la construction des aiguilles et appareils de voies	T. M.	400 tonnes
ex 214	Roues, bandages de roues en fer ou en acier, travaillés, destinés à des tramways et entreprises industrielles	T. M.	25 tonnes
ex 216	Essieux coudés de locomotives en fer, en acier pour tramways et entreprises industrielles	T. M.	
331	Poteries réfractaires en terre commune	T. M. diminué de 20 %	2.500 tonnes
ex 332	Briques et pièces à base d'alumine, bauxite, magnésie, etc.	T. M. diminué de 20 %	
ex 495 ex 495 bis ex 496 ex 496 bis	Insignes de corporations et sociétés de caractère économique ou sportif.	T. M. ¹	300 kg.
ex 505 ex 509	Parties assemblées de compteurs d'électricité Pièces non assemblées desdits compteurs	T. M.	750 kg.
ex 505	Compteurs d'eau et de gaz		
ex 506	Horloges d'édifices à poids	T. M. diminué de 50 %	500 kg.
ex 509	Fournitures d'horlogerie petit volume, à l'exclusion des ressorts moteurs, pour montres d'origine allemande ²	T. M.	15 kg.
ex 521	Machines pour l'impression, pesant par appareil moins de 10.000 kg.	T. M. diminué de 15 %	150 tonnes
521 bis	Matériel accessoire d'imprimerie et de papeterie	T. M. diminué de 15 %	

¹ Ces articles ne seront pas dédouanés comme agrafes et broches mais repris à la position ex 496 (autres) avec un droit de 17 fr. par kg.

² Les fournitures d'horlogerie seront introduites et réparties par la Chambre d'Artisanat de la Sarre.

³ Les emballages bénéficieront de la franchise douanière.

Numer des französi schen Zolltarifs	Bezeichnung der Waren	Zoll- behandlung	Jahres- kontingent
aus 522	Grasmähmaschinen	Minimaltarif ermässigt um 20 %	300 Stück
aus 523	Nähmaschinen : Nähmaschinenoberteile, einschliesslich der ver- nickelten Teile : Andere	Minimaltarif ermässigt um 15 % Minimaltarif ermässigt um 10 %	5000 Stück
aus 524 A	Küchenmotore, für sich eingehend	Minimaltarif ermässigt um 15 % Minimaltarif ermässigt um 10 %	1 t
aus 524 bis M	Elektrische und elektrotechnische Apparate für den Hausgebrauch und kleine elektromechnische Werkzeuge : Bohrmaschinen, Poliermaschinen und Wasch- maschinen	Minimaltarif ermässigt um 15 %	2 t
aus 525 octies	Maschinen und Apparate, anderweit nicht genannt oder nicht einbegriffen, im Stückgewichte von : 100 kg einschliesslich bis 2500 kg ausschliess- lich	Minimaltarif ermässigt um 15 % frei	80 t
aus 538	Gotische Buchdruckerlettern	Minimaltarif	100 Stück
aus 567	Röhren aus Schmiedeeisen oder Stahl, inwendig mit einer Isolierschicht versehen : Einfach aneindergestossen	Minimaltarif Minimaltarif	
	Zusammengeschweisst durch Aneinanderstossen Durch Überlappung gedoppelt oder zusammen- geschweisst, ohne Rücksicht auf den Durch- messer, ferner Röhren mit einem inneren Durch- messer von mehr als 100 mm, durch irgendein Verfahren zusammengeschweisst	Minimaltarif	
aus 614	Ziegeltransportwagen gemäss der bei den Zollstellen hinterlegten Beschreibung	Minimaltarif	
aus 614 bis	Einzelteile von Fahrrädern	Minimaltarif ermässigt um 20 %	15 t
aus 614 ter	Einzelteile für Kraftwagen, nachweislich für Kraft- wagen deutscher Marken bestimmt ¹	Minimaltarif ermässigt um 25 %	50 t
aus 620	Gummiwaren : Gummiringe, Gummipuffer, Muffen, Kapseln, Platten und Scheiben, Gummimembranen für Diaphragmapumpen, Hochdruckgummischläu- che für Kokereien, Feuerwehrschräuche, Gum- mitransportbänder mit Patentkante	Minimaltarif	12 t

¹ Der Nachweis ist durch Vorlage der Zulassungsbescheinigung des Wagens zu führen.

Numéros du tarif français	Désignation des marchandises	Régime applicable	Contingents annuels
ex 522	Faucheuses	T. M. diminué de 20 %	300 pièces
ex 523	Machines à coudre : Têtes de machines, y compris les parties nickelées :		
	Autres	T. M. diminué de 15 %	5.000 pièces
ex 524 A	Moteurs isolés pour cuisines	T. M. diminué de 10 %	1 tonne
ex 524 bis M	Appareils électriques et électrotechniques à usage domestique et petit outillage électromécanique :		
	Perceuses, polisseuses, laveuses	T. M. diminué de 15 %	2 tonnes
ex 525 octies	Machines et appareils non dénommés ou non classés ailleurs, pesant par unité 100 inclusivement à 2.500 kg. exclusivement	T. M. diminué de 15 %	80 tonnes
ex 538	Caractères gothiques d'imprimerie	franchise	
ex 567	Tubes en fer ou en acier intérieurement revêtus d'une couche isolante : Simplement rapprochés Soudés par rapprochement De tous diamètres, doublés ou soudés par recou- vrement, et tubes d'un diamètre intérieur de plus de 100 mm. soudés par un procédé quel- conque	T. M.	15 tonnes
ex 614	Camions spéciaux pour le transport des carreaux céramiques, suivant description déposée en douane	T. M.	100 pièces
ex 614 bis	Pièces détachées de bicyclettes	T. M. diminué de 20 %	15 tonnes
ex 614 ter	Pièces détachées d'automobiles destinées à des automobiles de marque allemande sur justifi- cation ¹	T. M. diminué de 25 %	50 tonnes
ex 620	Articles en caoutchouc : Bagues en caoutchouc, tampons amortisseurs, manchons, capsules, disques et plaques, mem- branes pour pompes diaphragmes, tuyaux pour haute pression, tuyaux spéciaux pour coceries, tuyaux d'incendie, rubans sans fin en caoutchouc avec lisières brevetées	T. M.	12 tonnes

¹ La justification est constituée par la carte grise (permis de mise en circulation).

Nummer des französischen Zolltarifs	Bezeichnung der Waren	Zoll- behandlung	Jahres- kontingent
aus 630 <i>quater</i>	Kerzen mit Isolierstücken aus Porzellan, Speckstein, Petroid, Stekolith, Mika oder ähnlichen Stoffen für Zündungszwecke	Minimaltarif ermässigt um 20 %	1,5 t
aus 634 <i>quater A</i>	Demonstrations- und Versuchsinstrumente, für Schulen bestimmt	Minimaltarif ermässigt um 20 %	2 t
aus 635 <i>ter</i>	Orthopädische Korsette für öffentliche und private Krankenhäuser und Kliniken	Minimaltarif ermässigt um 20 %	280 Stück

LISTE X.

(Liste C I.)

Nummer des deutschen Zolltarifs	Bezeichnung der Waren
302	Kohle, geformt und gebacken, für elektrische usw. Zwecke.
331	Töpferwaren, feuerfeste, aus gemeinem Ton
aus 332	Mauerziegel und Gegenstände, deren Grund- lage Tonerde, Bauxit, Magnesia usw. bilden } bis zu einer Gesamtmenge von 8000 t.
aus 343	Fayencen aus gewöhnlicher Masse.
347 <i>bis A</i> und B	Gegenstände für elektrische Zwecke aus Fayence, Porzellan, weissem oder farbigem Steinzeug, Ton, Glas, Kristall usw.
aus 406	Gewebe aus Baumwolle, gefärbt, für Filtertücher.
524 <i>bis E</i>	Apparate für Telephonie usw.
524 <i>bis I</i>	Elektrische Messinstrumente.
524 <i>bis J</i>	Elektromedizinische Apparate.
aus 524 <i>bis N</i>	Apparate, die Teile (Elemente) der in Liste C I aufgenommenen elektrischen und elektrotechnischen Maschinen und Apparate bilden, ohne Rücksicht darauf ob diese Teile Wicklungen enthalten oder nicht.
525 <i>series</i>	Vorrichtungen zum Asphaltieren usw.
aus 527	Siedevorrichtungen für Brauereien usw.
527 <i>bis</i>	Apparate zur Kälteerzeugung.
aus 533 A	} Messer zum Gewerbegebrauch.
aus 535	
aus 535 <i>bis</i> A u. B	
aus 535	Einzelteile aus reinem oder mit irgendeinem anderen Metall legiertem Kupfer, ausser Aluminiumbronze mit mehr als 20% Aluminiumgehalt usw.
536	Einzelteile für elektrotechnische Erzeugnisse.
aus 537	Meissel für Gussformen, Gussformböden, Griffe.
aus 572 <i>bis</i>	Blasrohre und Werkzeuge für Glashütten.
aus 576	Apparate zur autogenen Schweissung usw.
aus 576 <i>ter</i>	Apparate und Vorrichtungen aus Blei zur Behandlung von Säuren.
aus 576 <i>ter</i>	Akkumulatoren usw.
aus 576 <i>quater</i>	} f Akkumulatoren und Batterien usw.
aus 579 <i>bis</i>	
	Aluminiumwaren usw.

Numéros du tarif français	Désignation des marchandises	Régime applicable	Contingents annuels
ex 630 <i>quater</i>	Bougies avec pièces isolantes en porcelaine, stéatite, pétroïd, stécolithe, mica, ou autres matières destinées à l'allumage	T. M. diminué de 20 %	1,5 tonne
ex 634 <i>quater</i> A	Instruments de démonstration et d'essai destinés aux écoles	T. M. diminué de 20 %	2 tonnes
ex 635 <i>ter</i>	Corsets orthopédiques pour les hôpitaux publics et privés et pour les cliniques	T. M. diminué de 20 %	280 pièces

LISTE X.

(Liste C 1.)

Numéros du tarif douanier allemand	Désignation des marchandises
302	Charbons agglomérés et cuits pour l'électricité, etc.
331	Poteries réfractaires en terre commune
ex 332	Briques et pièces à base d'alumine, } jusqu'à concurrence de 8.000 tonnes. bauxite, magnésie, etc.
ex 343	Faïences à pâte commune.
347 <i>bis</i> A et B	Pièces pour l'électricité en faïence, porcelaine, grès blanc ou de couleur, poterie, verre, cristal, etc.
ex 406	Tissus de coton teints pour le filtrage.
524 <i>bis</i> E	Appareils pour la téléphonie, etc.
524 <i>bis</i> I	Appareils de mesure électriques.
524 <i>bis</i> J	Appareils d'électricité médicale.
ex 524 <i>bis</i> N	Appareils constituant des éléments de machines et d'appareils électriques et électro- techniques repris à la liste C 1, que lesdits éléments comportent des enroulements ou n'en comportent point.
525 <i>sexies</i>	Matériel pour le dépôt de l'asphalte, etc.
ex 527	Appareils à chauffage pour brasseries, etc.
527 <i>bis</i>	Appareils frigorifiques.
ex 533 A	} Couteaux à usage industriel.
ex 535	
ex 535 <i>bis</i> A et B	} Pièces détachées de cuivre pur ou allié à tous métaux, autres que le bronze d'aluminium à plus de 20 % d'aluminium, etc.
ex 535	
536	Pièces détachées se rapportant à l'électricité.
ex 537	{ Ciseaux pour moules, fonds de moules, poignées. Cannes et outils de verriers.
ex 572 <i>bis</i>	Appareils pour la soudure autogène, etc.
ex 576	Appareils et mécaniques en plomb pour le traitement des acides.
ex 576 <i>ter</i>	Accumulateurs, etc.
ex 576 <i>ter</i>	} Accumulateurs et batteries, etc.
ex 576 <i>quater</i>	
ex 579 <i>bis</i>	Ouvrages en aluminium, etc.

Nummer des deutschen Zolltarifs	Bezeichnung der Waren
aus 604	Sirenen usw.
aus 620 bis	Waren aus Amiant oder Asbest usw.
620 ter	Mika in Blättern usw.
aus 634 ter B	Manometer und Kalibermasse.
aus 635 ter	Apparate und Instrumente zum Gebrauch in der Heilkunde und der Chirurgie.
aus 635 quater	Gläser und Gerätschaften für wissenschaftliche Apparate und Instrumente sowie für Laboratorien usw.
(Liste C 2).	
aus 331	Töpferwaren, feuerfeste, aus gemeinem Ton.
aus 332	Mauerziegel und Gegenstände, deren Grundlage Tonerde, Bauxit, Magnesia usw. bilden.
aus 495	} Vereinsabzeichen usw.
aus 495 bis	
aus 496	
aus 496 bis	
aus 505	} Ein ganzes Zählwerk bildende Teile von Elektrizitätszählern.
aus 509	
aus 506	
aus 509	
aus 522	Grasmähmaschinen.
aus 523	Nähmaschinen.
aus 524 A	Küchenmotore, für sich eingehend.
aus 524 bis M	Elektrische und elektrotechnische Apparate für den Hausgebrauch.
aus 538	Gotische Buchdruckerlettern.
aus 567	Röhren aus Schmiedeeisen oder Stahl, inwendig mit einer Isolierschicht versehen, usw.
aus 614	Ziegeltransportwagen.
aus 614 bis	Einzelteile für Fahrräder.
aus 614 ter	Einzelteile für Kraftwagen usw.
aus 620	Gummiwaren usw.
aus 630 quater	Kerzen mit Isolierstücken usw.
aus 634 quater A	Demonstrationsinstrumente usw.
aus 635 ter	Orthopädische Korsette usw.

LISTE Y.

Nummer des deutschen Zolltarifs	Bezeichnung der Waren
aus 205	Gusseisen mit weniger als 6 % Mangangehalt.
aus 205	Hämatiteisen.
aus 205 bis	Ferrosilicium.
aus 205 bis	Ferromangan.
aus 207	
aus 207 bis	Rilleisen für Seiltrommeln.
aus 210	Ebene Bleche aus Eisen oder Stahl.
aus 525 bis E	Weichenplatten.
aus 537	Ambosse.
554	Mechanischer oder Ornamentguss.
561	Kabel aus Eisen oder Stahl.

Numéros du tarif douanier allemand	Désignation des marchandises
ex 604	Sirènes d'appel, etc.
ex 620 <i>bis</i>	Ouvrages en asbeste ou en amiante, etc.
620 <i>ter</i>	Mica en feuilles, etc.
ex 634 <i>ter</i> B	Manomètres et calibres.
ex 635 <i>ter</i>	Appareils et instruments employés en médecine et en chirurgie.
ex 635 <i>quater</i>	Verrerie et ustensiles pour appareils et instruments scientifiques et pour laboratoires, etc.
(Liste C 2).	
331	Poteries réfractaires en terre commune.
ex 332	Briques et pièces à base d'alumine, bauxite, magnésie, etc.
ex 495	} Insignes de corporations, etc.
ex 495 <i>bis</i>	
ex 496	} Parties assemblées de compteurs d'électricité, pièces non assemblées desdits compteurs.
ex 496 <i>bis</i>	
ex 505	
ex 509	
ex 506	Horloges d'édifices à poids.
ex 509	Fournitures d'horlogerie petit volume, à l'exclusion des ressorts moteurs, pour montres d'origine allemande.
ex 522	Faucheuses.
ex 523	Machines à coudre.
ex 524 A	Moteurs isolés pour cuisines.
ex 524 <i>bis</i> M	Appareils électriques et électro-techniques à usage domestique.
ex 538	Caractères gothiques d'imprimerie.
ex 567	Tubes en fer ou en acier intérieurement revêtus d'une couche isolante, etc.
ex 614	Camions spéciaux, etc.
ex 614 <i>bis</i>	Pièces détachées de bicyclettes.
ex 614 <i>ter</i>	Pièces détachées d'automobiles, etc.
ex 620	Articles en caoutchouc, etc.
ex 630 <i>quater</i>	Bougies avec pièces isolantes, etc.
ex 634 <i>quater</i> A	Instruments de démonstration, etc.
ex 635 <i>ter</i>	Corsets orthopédiques, etc.

LISTE Y.

Numéros du tarif douanier allemand	Désignation des marchandises
ex 205	Fonte à moins de 6 % de manganèse.
ex 205	Fonte hématite.
ex 205 <i>bis</i>	Ferrosilicium.
ex 205 <i>bis</i>	Ferromanganèse.
ex 207 et	} Rainures pour tambours de treuils.
ex 207 <i>bis</i>	
ex 210	Tôles planes de fer ou d'acier.
ex 525 <i>bis</i> E	Plaques d'aiguilles.
ex 537	Enclumes.
554	Fonte mécanique ou d'ornement.
561	Câbles de fer et d'acier.

ZEICHNUNGSPROTOKOLL.

I.

Zu Artikel 1 bis 6.

Die Hohen Vertragschliessenden Teile sind darüber einig, für die Anrechnung auf die Kontingente als Grundlage anzunehmen :

1. bei den in den Listen A, A 1, C 1 und C 2 aufgeführten Waren :

a) den zollpflichtigen Wert oder die Stückzahl, wenn das Kontingent nach dem Wert oder der Stückzahl festgesetzt ist ;

b) das Reingewicht, wenn bei wert-zollpflichtigen Waren das Kontingent nach dem Gewicht festgesetzt ist ;

c) in allen anderen Fällen das Gewicht, nach dem die Ware zu verzollen wäre (Rohgewicht, Halbroh- oder Reingewicht), wenn sie auf Grund des deutsch-französischen Handelsabkommens vom 17. August 1927 und späterer Vereinbarungen aus dem deutschen Zollgebiet nach Frankreich eingeführt würde.

2. bei den in den Listen B, B 1, B 2 und B 3 aufgeführten Waren, für die die Kontingente nach dem Gewicht festgesetzt sind, das Reingewicht (Eigengewicht) der Ware, für die anderen Waren die Stückzahl.

II.

Zu Artikel 1 bis 6.

A. Bei den in den Listen A, A 1, C 1 und C 2 aufgeführten Waren wird die Verpackung folgendermassen behandelt :

1. Wenn die Ware zollfrei ist, bleibt die Verpackung ebenfalls zollfrei, selbst wenn sie getrennt zu verzollen ist ;

2. Wenn die Ware einen Abschlag geniesst und roh für rein verzollt wird, wird zwischen der Ware selbst und ihrer Verpackung kein Unterschied gemacht ; beide geniessen den Abschlag ;

3. Wenn die Ware den Minimaltarif oder einen Abschlag geniesst und ihre Verpack-

PROTOCOLE DE SIGNATURE

I.

Ad articles 1 à 6.

Les Hautes Parties contractantes sont d'accord de prendre pour base, pour le décompte des contingents :

1^o En ce qui concerne les marchandises énumérées aux listes A, A 1, C 1 et C 2 :

a) La valeur imposable au point de vue douanier ou le nombre de pièces si le contingent est fixé d'après la valeur ou le nombre de pièces ;

b) Le poids net, si la marchandise étant passible de droits *ad valorem*, le contingent est fixé d'après le poids ;

c) Dans tous les autres cas, le poids d'après lequel les droits seraient perçus (poids brut, demi-brut ou net) si la marchandise était importée du Territoire douanier allemand en France au bénéfice de l'Accord commercial franco-allemand du 17 août 1927 et des actes postérieurs.

2^o En ce qui concerne les marchandises énumérées aux listes B, B 1, B 2 et B 3, pour lesquelles les contingents sont fixés d'après le poids net réel de la marchandise, et pour les autres marchandises le nombre de pièces.

II.

Ad articles 1 à 6.

A. Pour les marchandises reprises aux listes A, A 1, C 1 et C 2, le régime des emballages sera le suivant :

1^o Si ces marchandises bénéficient de la franchise, les emballages seront également admis en franchise même s'ils doivent être dédouanés séparément ;

2^o Pour les marchandises admises à bénéficier d'un tarif réduit, et qui sont dédouanées brut pour net, il ne sera pas fait de distinction entre la marchandise elle-même et son emballage qui bénéficieront l'un et l'autre du tarif réduit ;

3^o Pour les marchandises soumises au tarif minimum ou à un tarif réduit, dont les

kung auf Grund der französischen Zollgesetzgebung oder der französischen Zollbestimmungen getrennt zu verzollt ist, genießt die Verpackung den Minimaltarif.

B. Beim Eingang zollfreier Waren aus dem Saargebiet in das deutsche Zollgebiet bleiben sowohl handelsübliche als auch nicht handelsübliche Umschliessungen zollfrei, wenn nicht die Absicht der Umgehung des Eingangszolles für die Umschliessungen augenscheinlich hervortritt oder sonst nachweisbar ist. Das gleiche gilt beim Eingang zollpflichtiger Waren, soweit nicht die Umschliessungen als zum Roh- oder Reingewicht der Ware gehörig mit der Ware nach den für diese geltenden Zollsätzen zu verzollt sind. Weiter bleiben die lediglich zur Verstaueung der Waren in den Fahrzeugen dienenden Gegenstände und diejenigen Verpackungsmittel, die mit den Waren nicht zu Packstücken vereinigt sind, von der Verzollung befreit.

III.

Zu Artikel 1.

Hinsichtlich der Einfuhr von Heilmitteln der Nr. 316 des französischen Zollltarifs sind die Hohen Vertragsschliessenden Teile darüber einig, dass es bei Heilmitteln, « die nicht in einer amtlichen Pharmakopoe aufgeführt sind und daher mit deutlichen Buchstaben und in französischer Sprache sowohl auf dem Behälter des Erzeugnisses selbst als auf seiner äusseren Umschliessung den handelsüblichen Namen und die Dosierungen der wirksamen Substanzen mit Ausschluss chemischer Benennungen und Formeln sowie den Namen und die Anschrift des Herstellers tragen müssen », genügt, wenn die in deutlichen Buchstaben geforderte Aufschrift in deutscher Sprache angebracht ist, jedoch unter der Bedingung, dass alle anderen im Zollltarif vorgesehenen Voraussetzungen genau erfüllt sind. Von der Erfüllung aller dieser Bedingungen sind nur die pharmazeutischen Erzeugnisse befreit, die in der durch Bekanntmachung der Regierungskommission vom 10. Mai 1927 veröffentlichten Liste enthalten sind oder in einer späteren Bekanntmachung.

emballages doivent, aux termes de la législation ou de la réglementation douanière française être dédouanées séparément, lesdits emballages bénéficieront du tarif minimum.

B. A l'importation du territoire de la Sarre dans le territoire douanier allemand de marchandises exemptes, les emballages, conformes ou non à la pratique commerciale, seront admis en franchise à moins que l'intention de soustraire le droit d'entrée applicable aux emballages ne soit manifeste ou ne puisse être prouvée autrement. Il en est de même en ce qui concerne l'importation de marchandises soumises à des droits, à moins que les emballages ne soient considérés comme faisant partie du poids brut ou du poids net de la marchandise et passibles des droits applicables à celles-ci. Seront, en outre, exempts les objets servant uniquement à engager les marchandises dans les voitures, ainsi que les moyens d'emballage non réunis avec les marchandises dans un colis.

III.

Ad article 1.

En ce qui concerne l'importation des médicaments repris au numéro 316 du tarif français: « Médicaments ne figurant pas dans une pharmacopée officielle et devant de ce fait porter en caractères apparents et en langue française, tant sur le récipient même du produit que sur son conditionnement extérieur, le nom usuel et la dose de substances actives, à l'exclusion des dénominations et formules chimiques, ainsi que le nom et l'adresse du fabricant », les Hautes Parties contractantes sont d'accord qu'il suffit que l'inscription exigée en caractères apparents soit libellée en langue allemande, si toutefois toutes les autres conditions prévues au tarif sont fidèlement remplies. Seront dispensées seulement de l'accomplissement des conditions ci-dessus les produits pharmaceutiques repris à la liste établie par décret de la Commission de gouvernement en date du 10 mai 1927 ou par décret ultérieurs.

IV.

Zu Artikel 1.

Im Falle einer Erhöhung des zur Zeit der Unterzeichnung dieser Vereinbarung geltenden Minimaltarifs werden die in der Liste A unter den Nummern 481, 482, 483 (Schuhe jeden Gewichts) und Nummer 579 (Nickelwaren) aufgeführten Waren im Rahmen der in dieser Vereinbarung vorgesehenen Kontingente den Minimaltarif mit einem Abschlag von 25 vom Hundert genießen.

V.

Zu Artikel 1.

Die Hohen Vertragschliessenden Teile sind darüber einig, dass die in Liste A dieser Vereinbarung in der Fussnote zu Nummer aus 83 für die Ausstellung von Ursprungszeugnissen vorgesehene Regelung nicht nur auf Saatkartoffeln und im Rahmen des bei der Nummer aus 83 angegebenen Kontingents, sondern unter Vorbehalt der geltenden Bestimmungen zum Schutze von Pflanzen auf alle Kartoffeln Anwendung findet, die aus dem deutschen Zollgebiet in das Saargebiet eingeführt werden.

VI.

Zu Artikel 1.

Hinsichtlich der Anwendung von Artikel 1 sind die Hohen Vertragschliessenden Teile darüber einig, dass :

1. das für die Position 318 der Liste A (Stärke im eigentlichen Sinne) vorgesehene Kontingent von 100 t auf das im deutsch-französischen Handelsabkommen vom 17. August 1927 vorgesehene Kontingent von 600 t angerechnet wird ;

2. das für die Position 481, 482 und 483 der Liste A (Schuhe) vorgesehene Kontingent von 100 000 Paar Schuhen auf das im deutsch-französischen Handelsabkommen vom 17. August 1927 vorgesehene Kontingent von 400 000 Paar angerechnet wird.

IV.

Ad article 1.

En cas d'augmentation du tarif minimum en vigueur au moment de la signature du présent arrangement, les produits repris aux numéros 481, 482, 483 (chaussures, quel que soit leur poids) et au numéro 579 (ouvrages en nickel) de la liste A bénéficieront du tarif minimum diminué de 25 % dans la limite des contingents prévus au présent arrangement.

V.

Ad article 1.

Les Hautes Parties contractantes sont d'accord que le règlement prévu à la note au N° ex 83 de la liste A annexée au présent arrangement en ce qui concerne la délivrance de certificats d'origine ne s'applique pas seulement aux pommes de terre de semence et dans la limite du contingent fixé pour ces pommes de terre de semence au N° ex 83, mais, sous réserve des interdictions d'ordre phytopathologiques, s'applique aussi à toutes les pommes de terre importées du territoire douanier allemand dans le territoire de la Sarre.

VI.

Ad article 1.

Pour l'application de l'article 1, les Hautes Parties contractantes sont d'accord que :

1° Le contingent de 100 tonnes prévu à la position 318 de la liste A (amidon proprement dit) sera prélevé sur celui de 600 tonnes prévu à l'Accord commercial franco-allemand du 17 août 1927 ;

2° Le contingent de 100.000 paires de chaussures prévu aux positions 481, 482 et 483 de la liste A (chaussures) sera prélevé sur celui de 400.000 paires prévu à l'Accord commercial franco-allemand du 17 août 1927.

VII.

Zu Artikel 2.

Hinsichtlich der Anwendung von Artikel 2 Abs. a) besteht Einverständnis darüber, dass die Deklaration bei der Einfuhr in zweifacher Ausfertigung abgegeben wird und dass nach Eintragung und Nachprüfung durch die Zollstelle dem Einführenden eine Ausfertigung übergeben wird, auf der jede Wiederausfuhr von der Zollstelle durch einen Vermerk bescheinigt wird.

Innerhalb von zehn Tagen nach Ablauf der für die Wiederausfuhr festgesetzten Frist hat der Betreffende diese Ausfertigung der Einfuhrzollstelle vorzulegen, die die Einhaltung der übernommenen Verpflichtungen bescheinigt. Für diejenigen Mengen, deren Wiederausfuhr nicht in der genannten Weise auf der dem Einführenden übergebenen Ausfertigung bescheinigt worden ist, müssen die Zölle entrichtet werden; falls diese Ausfertigung der Einfuhrzollstelle überhaupt nicht vorgelegt wird, werden die normalen Zollsätze für die Gesamteinfuhrmenge fällig.

Wenn jedoch der Einführende vor Ablauf der Wiederausfuhrfrist mitteilt, dass die Umstände ihm noch nicht gestattet haben, die Gesamtheit oder einen Teil der auf Grund der Bestimmungen des Artikels 2 eingeführten Erzeugnisse für die vorgesehene Herstellung von Waren zu verwenden oder die so hergestellten Waren in der festgesetzten Frist wieder auszuführen, so kann ihm bei entsprechendem Nachweis des Verbleibs der Erzeugnisse in seinem Lager vom Zolldirektor eine Fristverlängerung zugestanden werden.

Hinsichtlich der auf Grund des Artikels 2 eingeführten Erzeugnisse, für die in der Liste A 1 vorgesehen ist, dass ein gewisser Teil von ihnen im Saargebiet verbleiben kann, ohne dass die normalen Zollsätze anzuwenden sind, besteht Einverständnis darüber, dass dieser Teil unter Zungrundelegung der wiederausgeführten Mengen zu berechnen ist.

VIII.

Zu Artikel 3 und 4.

Es besteht Einverständnis, dass die in den Listen B, B 1, B 2 und B 3 aufgeführten Waren der darin vorgesehenen Zollbehandlung im

VII.

Ad article 2.

Pour l'application de l'alinéa a) de l'article 2, il est entendu que la déclaration d'importation sera établie en double exemplaire, et qu'après enregistrement et vérification au bureau des douanes, l'un de ces deux exemplaires sera remis à l'importateur afin que, lors de chaque réexportation, il y fasse constater cette opération par une mention apposée par les soins du bureau des douanes de sortie.

Dans les dix jours après l'expiration du délai fixé pour la réexportation, cet exemplaire devra être remis par l'intéressé au bureau d'importation en vue de l'apurement des engagements souscrits. Les droits afférents aux quantités dont la réexportation n'aura pas été constatée, comme il vient d'être dit, sur l'exemplaire remis à l'importateur, devront être acquittés; dans le cas où cet exemplaire ne serait pas représenté au bureau d'importation, les droits du tarif normal seraient exigibles sur la totalité des quantités importées.

Toutefois, au cas où, avant l'expiration du délai de réexportation, l'importateur ferait connaître que les circonstances ne lui ont pas encore permis d'utiliser pour les fabrications prévues tout ou partie des produits importés au bénéfice des dispositions de l'article 2, ou de réexporter ces fabrications dans le délai fixé, il pourra, sur justification adéquate que les produits sont demeurés dans ses magasins, obtenir du directeur des douanes une prolongation de délai.

En ce qui concerne les produits importés au bénéfice de l'article 2 et pour lesquels il est prévu dans la liste A 1, qu'une certaine proportion pourra rester définitivement en Sarre, sans que les droits normaux soient exigibles, il est entendu que ladite proportion n'est valable qu'au prorata des quantités réexportées.

VIII.

Ad articles 3 et 4.

Il est entendu que les marchandises énumérées aux listes B, B 1, B 2 et B 3 bénéficieront, dans le cadre des contingents prévus aux dites listes,

Rahmen der Kontingente auch dann unterliegen, wenn sie eine Beschaffenheit oder Bearbeitung aufweisen, die nach den Bestimmungen des allgemeinen deutschen Tarifs die Erhebung eines Zollzuschlags begründen würde.

IX.

Zu Artikel 4.

Was die Anwendung des Artikels 4 sowie die Verteilung der Kontingente der Listen B 1 und B 2 betrifft, so besteht Einverständnis darüber, dass, wenn ein kleinerer saarländischer Erzeuger sich mit den Werken, die die genannten Kontingente genießen, verständigt und eine Teilnahme an diesen Kontingenten erlangt, die Hohen Vertragsschliessenden Teile sich der Zuweisung einer Kontingentsbescheinigung an diesen kleineren Erzeuger durch die Regierungskommission nicht widersetzen werden. Die auf dieser Kontingentsbescheinigung angegebene Menge ist von dem Kontingentsanteil des gewährenden Werkes abzuziehen. Die deutsche Zollbehörde hat das Recht, denselben Abzug vorzunehmen.

X.

Zu Artikel 5 und 6.

Hinsichtlich der Anwendung der Bestimmungen der Artikel 5 und 6, nach denen die Einführenden im Saargebiet zwei Jahre vor dem 10. Januar 1925 ansässig gewesen sein müssen, besteht bei den Hohen Vertragsschliessenden Teilen Einigkeit darüber, dass diese Ansässigkeit bei Industrieunternehmungen auf die Art der Produktion und nicht auf die juristische oder persönliche Stellung der das Unternehmen betreibenden Person Anwendung findet und dass bei Handwerkern und Händlern ein Berufswechsel oder die Übertragung der gleichen Tätigkeit auf einen anderen Ort des Saargebiets kein Hindernis bildet. Der obengenannten Ansässigkeitsdauer sind die Filialen, Niederlassungen oder Unternehmungen nicht unterworfen, die Zweigunternehmungen oder Erweiterungen von Unternehmungen darstellen, die am 10. Januar 1925 seit zwei Jahren im Saargebiet bestanden haben.

du régime douanier qui y est visé, même dans les cas où, en raison de leur caractère spécial ou de la transformation qu'elles ont subie, elles seraient passibles d'une surtaxe en vertu des dispositions du tarif général allemand.

IX.

Ad article 4.

Pour l'application de l'article 4, ainsi que pour la répartition des contingents portés aux listes B 1 et B 2, il est entendu que si quelque petit producteur sarrois s'entend avec les usines bénéficiaires desdits contingents et obtient d'y participer, les Hautes Parties contractantes ne feront pas obstacle à ce que la Commission de gouvernement lui attribue un certificat de contingent dont le montant devra être défalqué de la part attribuée à l'usine concédante. La douane allemande sera en droit d'effectuer la même défalcation.

X.

Ad articles 5 et 6.

Pour l'application des dispositions des articles 5 et 6 qui exigent que les importateurs aient été établis dans le Territoire de la Sarre deux ans avant la date du 10 janvier 1925, les Hautes Parties contractantes sont d'accord que cette condition de durée s'applique, dans le cas d'établissements industriels, à la nature de la production et non à la qualité juridique ou personnelle de l'exploitant, et qu'il n'y est pas fait obstacle dans le cas d'artisans et des commerçants, par le changement de profession ou le transport d'une même activité dans une localité différente de la Sarre. Ne seront pas soumises à la condition de durée ci-dessus prévue les filiales, succursales ou établissements qui constituent les dépendances ou des extensions d'établissements existant depuis deux ans en Sarre à la date du 10 janvier 1925.

XI.

Zu Artikel 5.

Die Bestimmungen des Artikels 5 finden auf Hotelunternehmungen für folgende Nummern Anwendung: 510 B, 510 E, 512 bis A, aus 524 bis N (soweit es sich um bereits vorhandene Einrichtungen oder Waren handelt), aus 527, 527 bis, 532, 533 A, 533 sexies, 535 bis A, 535 bis B, 536, 553, 553 bis und aus 572.

XII.

Zu Artikel 6.

Hinsichtlich der Anwendung des Artikels 6 verstehen die Hohen Vertragschliessenden Teile unter « normalen Sätzen » die auf Grund von Abkommen, die zwischen beiden Ländern bestehen, geltenden Sätze oder, falls keine Abkommen bestehen, die nach allgemeinen Regime anzuwendende Zollbehandlung.

XIII.

Zu Artikel 6.

Die Hohen Vertragschliessenden Teile sind sich darin einig, dass dem Wiederverkauf im Sinne von Artikel 6 Abs. b) und der Ziffer XIV des Zeichnungsprotokolls nur diejenigen Handelsgeschäfte gleichgestellt werden können, die von Händlern oder Inhabern von Konsignationslagern, die am 10. Januar 1925 seit indestens zwei Jahren im Saargebiet ansässig gewesen sind, mit bereits in das Saargebiet eingeführten Waren vorgenommen werden.

XIV.

Zu Artikel 8.

Was die Anwendung des Artikels 8 anbetrifft, so sind die Hohen Vertragschliessenden Teile darüber einig, dass die Verteilung der in der Liste C 2 vorgesehenen Kontingente gemäss dem Wunsch, den sie der Regierungskommission des Saargebiets darüber ausgesprochen haben, in der Weise vorgenommen wird, dass ein angemessener Prozentsatz für die Einfuhr privaten Verbrauchern und Wiederverkäufern (Grosshandel und Einzelhandel) vorbehalten wird.

XI.

Ad article 5.

Les dispositions de l'article 5 seront applicables aux établissements hôteliers en ce qui concerne les numéros 510 B, 510 E, 512 bis A, ex 524 bis N (en tant qu'il s'agit d'installations ou de marchandises déjà existantes), ex 527, 527 bis, 532, 533 A, 533 sexies, 535 bis A, 535 bis B, 536, 553, 553 bis et ex 572.

XII.

Ad article 6.

Pour l'application de l'article 6, les Hautes Parties contractantes entendent par « droits normaux » les droits applicables en vertu de conventions existant entre les deux pays, ou, l'absence de convention, le régime de droit commun.

XIII.

Ad article 6.

Les Hautes Parties contractantes sont d'accord que ne pourront être assimilées au commerce de revente au sens de l'alinéa b) de l'article 6 et au sens du chapitre XIV du Protocole de signature, que les opérations faites sur des marchandises déjà importées en Sarre par des négociants ou dépositaires établis en Sarre au 10 janvier 1925 depuis au moins deux ans.

XIV.

Ad article 8.

Pour l'application de l'article 8, les Hautes Parties contractantes sont d'accord que la répartition des contingents prévus à la liste C 2 sera effectuée, ainsi qu'elles en ont marqué le désir à la Commission de gouvernement du Territoire de la Sarre, en réservant un pourcentage approprié pour les importations des consommateurs privés et des commerçants revendeurs (commerce de gros et de détail).

XV.

Zu Artikel 8.

Für die Ausstellung der Kontingentsbescheinigungen für Waren, die in das deutsche Zollgebiet eingeführt werden sollen, sind dem Delegierten des Reichswirtschaftsministeriums für das Saargebiet diejenigen Angaben zu machen, die für die auf Grund von Artikel 8 Abs. 2 in die Kontingentsbescheinigung aufzunehmenden Eintragungen und die Nachprüfung dieser Angaben selbst, insbesondere hinsichtlich des Gewichts und der Stückzahl der genannten Waren, erforderlich sind.

XVI.

Zu Artikel 8.

1. Die Hohen Vertragschliessenden Teile verpflichten sich, ihre zuständigen Stellen anzuweisen, dass sie der Regierungskommission zu deren Unterrichtung für die ihr auf Grund des Artikels 8 obliegende Verteilung der Kontingente Aufstellungen über die Mengen übergeben, für die Kontingentsbescheinigungen ausgestellt worden sind. Diese Aufstellungen sollen für jede der Listen dieser Vereinbarung einzeln ausgefertigt werden und ausser den Positionen des Zolltarifs die Namen der Kontingentsberechtigten enthalten.

2. Um die Regierungskommission bei jeder Verteilung den Überblick über den Stand der Ausnutzung der früheren Kontingente zu ermöglichen, sollen die Einführenden ihrer Deklaration bei der Einfuhr in die Saar und die Ausführenden der die Ware begleitenden Kontingentsbescheinigung einen nach einem bestimmten Muster eingerichteten Zettel beifügen, der im ersteren Falle für die Regierungskommission, im zweiten Falle für die Reichszollverwaltung bestimmt ist und folgende Angaben enthält :

- a) Name und Anschrift der Kontingentsberechtigten,
- b) Nummer und Datum der Kontingentsbescheinigung ;
- c) Bezeichnung der Ware nach der deutschen oder französischen Zollbenennung ;
- d) Nummer der Tarifposition ;

XV.

Ad article 8.

En vue de la délivrance par le délégué pour le Territoire de la Sarre du Ministère de l'Economie du Reich des certificats de contingentement des marchandises importables dans le territoire douanier allemand, les indications que ledit délégué doit inscrire sur le certificat aux termes du paragraphe 2 de l'article 8, ainsi que les renseignements qui sont nécessaires à leur contrôle, devront lui être fournis, notamment en ce qui concerne le poids et le nombre de pièces des marchandises à expédier dans le Territoire douanier allemand.

XVI.

Ad article 8.

1^o Les Hautes Parties contractantes s'engagent à donner à leurs services compétents l'instruction de remettre à la Commission de gouvernement, à titre de documentation en vue de la répartition des contingents qui lui incombe en vertu de l'article 8, des relevés des quantités pour lesquelles des certificats de contingentement ont été délivrés ; ces relevés sont établis pour chacune des listes du présent arrangement et détailleront, outre les positions du tarif, les noms des bénéficiaires des contingents.

2^o Pour permettre à la Commission de gouvernement, lors de chaque répartition, de se rendre compte des conditions dans lesquelles les contingents antérieurs ont été utilisés, les importateurs devront joindre à leur déclaration d'importation en Sarre, et les exportateurs au certificat de contingentement accompagnant la marchandise, un papillon d'un modèle destiné, dans le premier cas à la Commission de gouvernement, dans le second cas à l'Administration des Douanes du Reich, et portant les indications ci-après :

- a) Nom et adresse du titulaire du contingentement ;
- b) Numéro et date du certificat de contingentement ;
- c) Désignation de la marchandise, selon les spécifications des nomenclatures française et allemande, selon le cas ;
- d) Numéro de la position tarifaire ;

e) Menge (Reingewicht, Stückzahl) oder Wert der Sendung.

Die Richtigkeit dieser Angaben wird von der deutschen oder französischen Zollbehörde geprüft und durch Abstempelung bescheinigt sowie durch Eintragung des Datums der Zollabfertigung und der gemäss den Bestimmungen der Ziffer I des Zeichnungsprotokolls für die Berechnung der Kontingente vorgesehenen Angaben vervollständigt.

Daraufhin werden die Zettel von den zuständigen Zollbehörden gesammelt. Die von der französischen Zollverwaltung gesammelten Zettel werden der Regierungskommission direkt übergeben. Diejenigen, die von der Reichszollverwaltung gesammelt worden sind, werden dem Delegierten des Reichswirtschaftsministeriums im Saargebiet übergeben, der die Zettel durchsieht und das Ergebnis der Regierungskommission mitteilt.

Die Regierungskommission teilt die ihr in der genannten Weise übergebenen Aufstellungen dem Zolldirektor in Saarbrücken mit und übergibt dem Delegierten des Reichswirtschaftsministeriums eine Aufstellung über die Ergebnisse der Durchsicht der von der französischen Zollverwaltung übergebenen Streifen.

3. Die in Abs. 1 und 2 vorgesehenen Aufstellungen und Mitteilungen sind der Regierungskommission spätestens zu Beginn des fünften Monats jeder Kontingentsperiode zu übergeben. Sie sollen die Ergebnisse der ersten drei Monate der laufenden Kontingentsperiode enthalten und davon getrennt diejenigen der letzten drei Monate der vorhergehenden Kontingentsperiode. Es besteht Einverständnis darüber, dass die Aufstellungen und Mitteilungen, die während der ersten Kontingentsperiode zu überreichen sind, nur die Ergebnisse der ersten drei Monate dieser Periode enthalten.

XVII.

Zu Artikel 8, Ziffer 2 B, Abs. 3.

Die Hohen Vertragschliessenden Teile sind darüber einig, dass für den Nachweis des Ursprungs die Bestimmungen des deutsch-französischen Handelsabkommens vom 17. August 1927 massgebend sind.

e) Quantité (poids net ou nombre de pièces) ou valeur, selon le cas faisant l'objet de l'expédition.

L'exactitude de ces mentions sera contrôlée et certifiée par apposition du cachet officiel, par la douane française ou allemande, selon le cas, qui complèteront les mentions susvisées par l'indication de la date de dédouanement ainsi que des éléments nécessaires au décompte des contingents tels qu'ils ont été fixés par les dispositions du chapitre 1 du présent protocole.

Les papillons seront ensuite rassemblés par les services douaniers compétents. Les papillons reçus par la douane française seront remis directement à la Commission de gouvernement; ceux qui auront été reçus par les douanes du Reich seront adressés au délégué dans le Territoire de la Sarre, du ministère du Reich de l'Economie qui communiquera à la Commission de gouvernement les résultats du dépouillement de ces papillons.

La Commission de gouvernement communiquera le relevé qui lui aura été fourni, comme il vient d'être dit, au directeur des Douanes à Sarrebruck, et remettra au délégué du Ministère du Reich de l'Economie un relevé des résultats du dépouillement des papillons transmis par les douanes françaises.

3^o Les relevés et communications prévus aux alinéas 1 et 2 devront être remis à la Commission de gouvernement au plus tard au commencement du cinquième mois de chaque période de contingentement. Ils contiendront les résultats des trois premiers mois de la période de contingentement en cours et, séparément, des trois derniers mois de la période de contingentement précédente. Il est entendu, que les relevés et communications à transmettre au cours de la première période de contingentement, ne contiendront que les résultats des trois premiers mois de cette période.

XVII.

Ad article 8, 2 B, alinéa 3.

Les Hautes Parties contractantes sont d'accord que la justification d'origine sera effectuée selon les dispositions prévues à l'Accord commercial franco-allemand du 17 août 1927.

XVIII.

Zu Artikel 9, Abs. 1.

Die Hohen Vertragschliessenden Teile sind darüber einig, dass die für Saatkartoffeln und Sämereien zur Saat (Nummern aus 83 und aus 89 des französischen Zolltarifs) in Liste A dieser Vereinbarung als Kontingente für ein Jahr vorgesehenen Mengen in voller Höhe auch schon im ersten Halbjahr jeden Kalenderjahrs eingeführt werden dürfen.

XIX.

Zu Artikel 13.

Die Hohen Vertragschliessenden Teile sind darüber einig :

1. dass die bis zum Inkrafttreten dieser Vereinbarung eingeführten Mengen von Waren, für deren Austausch zwischen dem Saargebiet und dem deutschen Zollgebiet in früheren Abkommen besondere Vergünstigungen vorgesehen waren, auf das Kontingent der ersten Kontingentsperioden angerechnet werden,

2. dass die zwischen dem 1. Januar 1928 und dem Zeitpunkt des Inkrafttretens dieser Vereinbarung eingeführten Mengen von Waren, für die in früheren Vereinbarungen höhere Kontingente als in dieser Vereinbarung vorgesehen waren, bei der Berechnung der neuen, in dieser Vereinbarung vorgesehenen Kontingente ausser acht gelassen werden ; diese neuen Kontingente werden jedoch für die erste Kontingentsperiode nach dem Zeitraum bemessen, der vom Inkrafttreten dieser Vereinbarung bis zum Ende der ersten Kontingentsperiode reicht.

XX.

Zu Artikel 13, Abs. 4.

Im Falle der in Artikel 13, Abs. 4 vorgesehenen Kündigung sollen die Warenmengen, deren Einfuhr vom Beginne der Kontingentsperiode bis zu dem Zeitpunkt zugelassen ist, an dem die Kündigung wirksam wird, im Verhältnis stehen

XVIII.

Ad article 9, alinéa 1.

Les Hautes Parties contractantes sont d'accord que le montant total de contingents annuels prévus à la liste A du présent arrangement pour les pommes de terre de semence et les graines de semence (Nos ex 83 et ex 89 du tarif français) pourra être importé au cours du premier semestre de chaque année.

XIX.

Ad article 13.

Les Hautes Parties contractantes sont d'accord :

1^o Que seront importées sur le contingent de la première période de contingentement les quantités importées jusqu'à la date de la mise en vigueur du présent arrangement, de marchandises pour lesquelles les accords antérieurs prévoyaient un régime préférentiel des échanges entre le Territoire de la Sarre et le Territoire douanier allemand.

2^o Que pour les marchandises importables aux termes des arrangements antérieurs dans les limites de contingents plus élevés que ceux qui sont fixés par le présent arrangement, les quantités importées depuis le 1^{er} janvier 1928 jusqu'à la mise en vigueur n'entreront pas en ligne de compte pour le nouveau contingent fixé par le présent arrangement, mais celui-ci sera réduit en ce qui concerne la première période de contingentement proportionnellement au temps qui reste à courir depuis l'entrée en vigueur du présent arrangement jusqu'à la fin de la susdite première période.

XX.

Ad article 13, alinéa 4.

Dans le cas de la dénonciation prévue à l'alinéa 4 de l'article 13, les quantités des produits qui y sont visés qui seront importables depuis le début de la période de contingentement jusqu'à la date où la dénonciation prendra

zu dem Zeitraum zwischen dem Beginn der Kontingentsperiode und dem genannten Zeitpunkt.

Wenn das Ende eines Kalenderhalbjahrs in die Kündigungsfrist fällt, werden die Kontingente des vorhergehenden Kalenderhalbjahrs so erhöht, dass sie dem obengenannten Verhältnis entsprechen.

Jede der beiden Regierungen kann alle Massnahmen ergreifen, damit das genannte Verhältnis nicht überschritten wird, wobei jedoch die Einfuhr der zur Zeit der Kündigung bereits unterwegs befindlichen Waren nicht behindert werden darf; davon abgesehen gelten die über dieses Verhältnis hinausgehenden Warenmengen, die vor dem Zeitpunkt der Kündigung eingeführt worden sind, als rechtmässig eingeführt.

XXI.

Zu Artikel 13, Abs. 4.

Die Hohen Vertragschliessenden Teile sind darüber einig, dass die Bedingungen, auf deren Grundlage sie die Artikel 4 und 5 vereinbart haben, die gleichen sind, auf die sich seinerzeit die entsprechenden Bestimmungen des Abkommens vom 6. November 1926 gegründet haben.

XXII.

Die beiden Regierungen haben die heute von ihnen unterzeichnete Vereinbarung in der gemeinsamen Überzeugung abgeschlossen, dass die beschränkten und zeitlich begrenzten Sondervergünstigungen, die vereinbarungsgemäss dem Saargebiet zugewendet werden, um seinen besonderen wirtschaftlichen Notwendigkeiten Rechnung zu tragen, von keinem Staate, der bei dem einen vertragschliessenden Teile die Meistbegünstigung geniesst, gefordert oder beanstandet werden könnten.

Sollte jedoch die Regierung irgendeines dritten Landes die Gewährung irgendeiner der erwähnten Sondervergünstigungen beanspruchen oder gegen eine solche Vergünstigung Widerspruch erheben, so würde diese Vergünstigung 45 Tage in Kraft bleiben, gerechnet von der Notifizierung der Inanspruchnahme oder des Widerspruchs durch diejenige Regierung, die Empfängerin dieser Erklärungen ist, an die Regierung des anderen vertragschliessenden Teiles.

effet, seront proportionnelles au temps compris entre ledit début et ladite date.

Si la fin d'un semestre intervient au cours de la période de préavis, les contingents du semestre précédent seront augmentés de manière à correspondre à la proportion ci-dessus prévue.

Sous réserve des quantités supérieures à cette proportion qui auraient été importées à la date de la dénonciation — lesquelles demeureront acquises — chacun des deux gouvernements pourra prendre toutes mesures pour que cette proportion ne puisse être dépassée sans cependant faire obstacle à l'importation des quantités en cours de route à la date de la dénonciation.

XXI.

Ad article 13, alinéa 4.

Les Hautes Parties contractantes sont d'accord que les conditions au bénéfice desquelles elles ont institué les articles 4 et 5 sont celles-là même qui ont motivé antérieurement les dispositions analogues de la Convention du 6 novembre 1926.

XXII.

Les deux gouvernements ont procédé à l'arrangement signé par eux en date de ce jour avec la commune conviction que les avantages préférentiels de caractère limité et temporaire qu'ils sont d'accord pour octroyer au Territoire de la Sarre en vue de faire face à ses nécessités économiques spéciales, ne peuvent être ni réclamés ni incriminés par aucun Etat jouissant chez l'une des Hautes Parties contractantes du traitement de la nation la plus favorisée.

Si toutefois le gouvernement d'un pays tiers réclamait le bénéfice d'un quelconque desdits avantages préférentiels, ou y faisait opposition, ledit avantage ne resterait en vigueur que pendant une durée de quarante-cinq jours, à dater de la notification desdites réclamations ou opposition par le gouvernement auquel elles auraient été adressées au gouvernement de l'autre Partie contractante.

Während dieser Frist sollen durch beide Regierungen Verhandlungen mit dem Ziel eröffnet werden, die Inanspruchnahme oder den Widerspruch auszuschalten, wobei jedoch keine der beiden Regierungen die Verpflichtung übernimmt, für die Aufrechterhaltung des geforderten oder beanstandeten Regimes irgendeine Gegen- oder Ersatzleistung zuzugestehen.

Sollten bei Ablauf der Frist die Verhandlungen nicht zum Ziel geführt haben, würde die geforderte oder beanstandete Vergünstigung in Fortfall kommen und die beiden vertragsschliessenden Teile würden in Erörterungen über die Folgen dieser teilweisen Abänderung der vorliegenden Vereinbarung eintreten.

PARIS, den 23. Februar 1928.

(gez.) VON HOESCH.
(gez.) WEYMANN.
(gez.) BRIAND.
(gez.) BOKANOWSKI.

Pendant ce délai, les négociations seront ouvertes par les deux gouvernements pour écarter les réclamations ou oppositions susvisées, sans cependant qu'aucun d'eux s'oblige à consentir pour le maintien du régime réclamé ou incriminé aucune contre-partie ou compensation.

Si, à l'expiration du délai, les négociations n'avaient pas abouti, l'avantage réclamé ou incriminé serait abrogé, et les deux Parties contractantes se consulteraient sur les conséquences de cette modification partielle du présent accord.

PARIS, le 23 février 1928.

(Signé) VON HOESCH.
(Signé) WEYMANN.
(Signé) BRIAND.
(Signé) BOKANOWSKI.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

ERSTER NOTENWECHSEL.

DEUTSCHE BOTSCHAFT.

W. V. 1162

PARIS, den 23. Februar 1928.

HERR MINISTER !

Die beiden Delegationen, die von bevorstehenden Verhandlungen zwischen den Vertretern der deutschen und französischen Zementindustrie über eine Abmachung, betreffend den Austausch von Zement zwischen dem deutschen und dem französischen Zollgebiet Kenntnis erhalten haben, haben es für zweckmässig erachtet, in der heute gezeichneten Vereinbarung der Regelung dieser Frage nicht vorzugreifen.

Ich beehre mich, Euerer Exzellenz mitzuteilen, dass die Deutsche Regierung bereit ist, hinsichtlich der Einfuhr von Zement aus dem Saargebiet in das deutsche Zollgebiet der durch diese

PREMIER ÉCHANGE DE NOTES

AMBASSADE D'ALLEMAGNE.

W. V. 1162.

PARIS, le 23 février 1928.

MONSIEUR LE MINISTRE,

Les deux délégations, qui ont été avisées de l'ouverture imminente de pourparlers entre les représentants des industries du ciment allemande et française en vue de conclure des arrangements relatifs à l'échange de ciment entre les territoires douaniers allemand et français, ont jugé opportun, dans la convention signée ce jour, de ne pas préjuger le règlement de cette question.

J'ai l'honneur de faire connaître à Votre Excellence que le Gouvernement allemand est disposé, en ce qui concerne l'importation de ciment du Territoire de la Sarre dans le Terri-

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

private Abmachung gegebenenfalls geschaffenen neuen Lage Rechnung zu tragen und demgemäss, im Einvernehmen mit der Französischen Regierung, die Zollbehandlung für den in das deutsche Zollgebiet einzuführenden saarländischen Zement zu bestimmen.

Ich würde es begrüßen, wenn ich die Zusicherung erhalten könnte, dass die Französische Regierung gleichfalls bereit ist, der bezeichneten Abmachung Rechnung zu tragen und sich mit der Deutschen Regierung über die Bedingungen einer Einfuhr von Zement aus dem deutschen Zollgebiet in das Saargebiet zu verständigen.

Genehmigen Sie, Herr Minister, den Ausdruck meiner ausgezeichnetsten Hochachtung.

(gez.) VON HOESCH.

Seiner Exzellenz
dem Minister der Auswärtigen
Angelegenheiten
Herrn Aristide Briand,
Paris.

toire douanier allemand, à tenir compte de la situation nouvelle qui pourrait résulter de ces arrangements privés et à déterminer en conséquence, d'accord avec le Gouvernement français, le régime douanier des ciments sarrois destinés à être importés dans le Territoire douanier allemand.

Je serais heureux de recevoir l'assurance que le Gouvernement français est de même disposé à tenir compte desdits arrangements et à s'entendre avec le Gouvernement allemand au sujet des conditions de l'importation éventuelle de ciment du Territoire douanier allemand dans le Territoire de la Sarre.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, les assurances de ma très haute considération.

(Signé) VON HOESCH.

A Son Excellence
Monsieur Aristide Briand,
Ministre des Affaires étrangères,
Paris.

PARIS, le 23 février 1928.

MONSIEUR L'AMBASSADEUR,

Par lettre en date de ce jour, vous avez bien voulu me faire connaître que le Gouvernement allemand est disposé à tenir compte de la situation nouvelle qui pourrait résulter des arrangements éventuels entre les représentants des industries du ciment française et allemande et à déterminer en conséquence, d'accord avec le Gouvernement français, le régime douanier des ciments sarrois à l'importation dans le territoire douanier allemand.

J'ai l'honneur de vous donner l'assurance que le Gouvernement français est de même disposé à tenir compte desdits arrangements et à s'entendre avec le Gouvernement allemand en ce qui concerne les conditions de l'importation éventuelle de ciment du Territoire douanier allemand dans le Territoire de la Sarre.

Veuillez agréer, Monsieur l'Ambassadeur, les assurances de ma haute considération.

(Signé) BRIAND.

A Monsieur von Hoesch,
Ambassadeur d'Allemagne,
à Paris.

ZWEITER NOTENWECHSEL.

DEUXIÈME ÉCHANGE DE NOTES

PARIS, le 23 février 1928.

MONSIEUR L'AMBASSADEUR,

Au cours des négociations qui ont abouti à la conclusion de l'Arrangement en date de ce jour, la Délégation allemande a exprimé le désir que les certificats qui sont exigés par la douane française pour l'admission en franchise des mobiliers usagés y compris ceux provenant d'héritage de famille et des trousseaux soient exceptionnellement exemptés de la légalisation consulaire lorsque ces objets appartiennent à des allemands qui vont s'établir ou, en tant qu'il s'agit d'objets d'héritage, sont établis dans le Territoire de la Sarre et que les bicyclettes usagées soient comprises au nombre des objets mobiliers susceptibles de bénéficier en pareils cas de la franchise.

La Délégation allemande a, en outre, exprimé le désir que les voitures et les cadres de déménagement importés dans le Territoire de la Sarre chargés ou pour y être chargés puissent bénéficier d'un délai de réexportation qui serait fixé à un an; ces voitures et ces cadres pourraient également faire des opérations de déménagement dans le Territoire de la Sarre et y prendre charge lors de leur retour dans le Territoire douanier allemand.

J'ai l'honneur de vous faire connaître que sous bénéfice de réciprocité et à la condition que les intéressés prennent l'engagement, sous la foi du serment, de ne pas introduire en France des objets mobiliers, y compris ceux provenant d'héritage de famille, les trousseaux, les voitures et les cadres susvisés, la Direction des Douanes va recevoir des instructions pour que cette double facilité soit accordée.

Veuillez agréer, Monsieur l'Ambassadeur, l'assurance de ma plus haute considération.

(Signé) BRIAND.

Son Excellence Monsieur von Hoesch,
Ambassadeur d'Allemagne,
Paris.

TEXTE ALLEMAND. — GERMAN TEXT.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

DEUTSCHE BOTSCHAFT.

AMBASSADE D'ALLEMAGNE.

W. V. II63.

W. V. II63.

PARIS, den 23. Februar 1928.

PARIS, le 23 février 1928.

HERR MINISTER !

MONSIEUR LE MINISTRE,

Euérer Exzellenz beehre ich mich den Empfang des Schreibens vom heutigen Tage zu bestätigen, in dem Sie mir folgende Mitteilung gemacht haben :

J'ai l'honneur de vous accuser réception de votre note en date de ce jour, par laquelle vous me faites la communication suivante :

« Im Laufe der Verhandlungen, die zum Abschluss der am heutigen Tage gezeichneten Vereinbarung geführt haben, hat die Deutsche Delegation den Wunsch ausgesprochen, dass die von der französischen Zollbehörde für die zollfreie Zulassung von

« Au cours des négociations qui ont abouti à la conclusion de l'arrangement en date de ce jour, la Délégation allemande a exprimé le désir que les certificats qui sont exigés par la douane française pour l'admission en franchise des mobiliers

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

gebrauchtem Umzugsgut und Erbschaftsgut sowie von Heiratsgut verlangten Bescheinigungen ausnahmsweise von dem Erfordernis konsularischer Beglaubigung befreit sein sollen, wenn diese Gegenstände Deutschen gehören, die sich im Saargebiet niederlassen oder, soweit es sich um Erbschaftsgut handelt, daselbst wohnhaft sind, und dass die gebrauchten Fahrräder zu dem Umzugsgut gerechnet werden, das unter gleichen Umständen die Zollfreiheit genießt.

Die Deutsche Delegation hat ferner den Wunsch geäußert, dass für Möbelwagen und Möbelkisten, die entweder beladen in das Saargebiet eingeführt werden oder dort beladen werden sollen, eine Frist von einem Jahr für die Wiederausfuhr festgesetzt wird; dass ferner diese Wagen und Kisten zu Umzügen im Saargebiet verwendet und daselbst bei ihrer Rückkehr in das deutsche Zollgebiet beladen werden dürfen.

Ich beehre mich mitzuteilen, dass bei Gegenseitigkeit die Zolldirektion in Saarbrücken angewiesen werden wird, diese doppelte Erleichterung zu gewähren unter der Bedingung, dass die Betreffenden die eidesstattliche Versicherung abgeben, dass sie das Umzugsgut, Erbschaftsgut oder Heiratsgut oder die Möbelwagen und Möbelkisten nicht nach Frankreich einführen. »

Genehmigen Sie, Herr Minister, den Ausdruck meiner ausgezeichnetsten Hochachtung.

(gez.) VON HOESCH.

Seiner Exzellenz
dem Minister der Auswärtigen
Angelegenheiten
Herrn Aristid Briand,
Paris.

DRITTER NOTENWECHSEL.

MONSIEUR L'AMBASSADEUR,

En ce qui concerne les machines, appareils et outils importés du Territoire douanier allemand dans le Territoire de la Sarre en vertu du présent arrangement, dont la réparation ne pourrait être effectuée en Sarre, j'ai l'honneur de faire connaître à Votre Excellence que le Gouvernement français, soucieux de ne point restreindre, par des dispositions relatives à cette matière, les faveurs particulières que les deux gouvernements ont été d'accord d'instituer au bénéfice de l'économie

No. 1815

usagés y compris ceux provenant d'héritage de famille et des trousseaux soient exceptionnellement exemptés de la légalisation consulaire lorsque ces objets appartiennent à des Allemands qui vont s'établir ou, en tant qu'il s'agit d'objets d'héritage, sont établis dans le Territoire de la Sarre et que les bicyclettes usagées soient comprises au nombre des objets mobiliers susceptibles de bénéficier en pareils cas de la franchise.

« La Délégation allemande a, en outre, exprimé le désir que les voitures et les cadres de déménagement importés dans le Territoire de la Sarre chargés ou pour y être chargés puissent bénéficier d'un délai de réexportation qui serait fixé à un an; ces voitures et ces cadres pourraient également faire des opérations de déménagement dans le Territoire de la Sarre et y prendre charge lors de leur retour dans le Territoire douanier allemand.

» J'ai l'honneur de vous faire connaître que sous bénéfice de réciprocité et à la condition que les intéressés prennent l'engagement sous la foi du serment de ne pas introduire en France des objets mobiliers, y compris ceux provenant d'héritage de famille, les trousseaux, les voitures et les cadres susvisés, la direction des Douanes va recevoir des instructions pour que cette double facilité soit accordée. »

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, les assurances de ma très haute considération.

(Signé) VON HOESCH.

A Son Excellence
Monsieur Aristide Briand,
Ministre des Affaires étrangères,
Paris.

TROISIÈME ÉCHANGE DE NOTES.

PARIS, le 23 février 1928.

sarroise, est prêt à faire l'application la plus large des dispositions de la loi française en la matière, notamment par le moyen d'instructions adéquates qu'il donnera à cet effet au directeur des Douanes de Sarrebruck.

Je voudrais recevoir l'assurance du Gouvernement allemand qu'en échange de l'autorisation d'exportation et de réimportation en franchise des marchandises d'origine allemande ci-dessus visées lesdites marchandises ne seront soumises, à leur entrée sur le territoire douanier allemand, à aucun droit de douane, si elles y arrivent à condition de réexportation vers le territoire de la Sarre.

Veuillez agréer, Monsieur l'Ambassadeur, les assurances de ma haute considération.

(Signé) BRIAND.

Monsieur von Hoesch,
Ambassadeur d'Allemagne,
à Paris.

TEXTE ALLEMAND. — GERMAN TEXT.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

DEUTSCHE BOTSCHAFT.

AMBASSADE D'ALLEMAGNE.

W. V. 1164.

W. V. 1164.

PARIS, den 23. Februar 1928.

PARIS, le 23 février 1928.

HERR MINISTER,

MONSIEUR LE MINISTRE,

In Beantwortung Ihres Schreibens vom 23. Februar, in dem Sie mir mitteilen, dass die Französische Regierung bereit ist, die französischen Gesetzesbestimmungen hinsichtlich der auf Grund der Vereinbarung vom heutigen Tage in das Saargebiet eingeführten Maschinen, Apparate und Werkzeuge, deren Ausbesserung im Saargebiet nicht vorgenommen werden kann, so grosszügig wie möglich anzuwenden, habe ich die Ehre, Ihnen im Namen meiner Regierung die Zusicherung zu geben, dass diese für die Waren, die vom Saargebiet zwecks Reparatur und Wiederausfuhr in das Saargebiet nach dem deutschen Zollgebiet eingeführt werden, keinen Zoll erheben wird.

Genehmigen Sie, Herr Minister, die Versicherung meiner ausgezeichnetsten Hochachtung.

(gez.) VON HOESCH.

En réponse à votre note du 23 février, par laquelle vous me faites savoir qu'en ce qui concerne les machines, appareils et outils importés dans le Territoire de la Sarre en vertu de l'arrangement en date de ce jour, dont la réparation ne pourrait être effectuée en Sarre, le Gouvernement français est prêt à faire l'application la plus large des dispositions de la loi française en la matière, j'ai l'honneur au nom de mon gouvernement, de vous donner l'assurance que celui-ci ne percevra aucun droit de douane sur les marchandises importées du Territoire de la Sarre dans le Territoire douanier allemand pour y être réparées et réexportées dans le Territoire de la Sarre.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, les assurances de ma très haute considération.

(Signé) VON HOESCH.

Seiner Exzellenz
dem Minister der Auswärtigen
Angelegenheiten
Herrn Aristid Briand,
Paris.

A Son Excellence
Monsieur Aristide Briand,
Ministre des Affaires étrangères,
Paris.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

VIERTER NOTENWECHSEL.

QUATRIÈME ÉCHANGE DE NOTES.

PARIS, le 23 février 1928.

MONSIEUR L'AMBASSADEUR,

Au cours des négociations qui ont abouti à la conclusion de l'arrangement en date de ce jour entre la France et l'Allemagne relatif aux échanges entre le territoire du Bassin de la Sarre et le territoire douanier allemand, les deux délégations ont estimé qu'il était équitable de prévoir certaines garanties pour le cas où les ententes qui lient la Halberger Hütte à des organisations allemandes prendraient fin.

A cet effet les deux délégations ont proposé :

1^o Que dans le cas où l'entente existant entre le Deutscher Grussrohrverband et la Halberger Hütte deviendrait caduque, le contingent de 68.000 tonnes prévu à la liste B 2 au N^o 778 serait réduit à 34.000 tonnes ;

2^o Que dans le cas où l'entente existant entre l'Abflussrohr-Verkaufsstelle et la Halberger Hütte deviendrait caduque, le contingent de 12.000 tonnes prévu à la liste B 2 au N^o 779 serait réduit à 6.000 tonnes.

Je donne mon adhésion à ces propositions et espère que Votre Excellence pourra également y donner votre accord.

Veuillez agréer, Monsieur l'Ambassadeur, l'assurance de ma haute considération.

(Signé) BRIAND.

Son Excellence Monsieur von Hoesch,
Ambassadeur d'Allemagne,
Paris.

TEXTE ALLEMAND. — GERMAN TEXT.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

DEUTSCHE BOTSCHAFT.

W. V. 1165.

PARIS, den 23. Februar 1928.

HERR MINISTER !

Mit Schreiben vom heutigen Tage haben Eure Exzellenz mich wissen lassen, dass im Laufe der Verhandlungen, die zu dem Abschluss der Vereinbarungen zwischen Deutschland und Frankreich vom heutigen Tage über den Warenaustausch zwischen dem Saarbeckengebiet und dem deutschen Zollgebiet führten, die beiden Delegationen es für angebracht erachtet haben, gewisse Garantien für den Fall zu schaffen, dass die Abmachungen, die die Halberger Hütte mit den deutschen Verbänden getroffen hat, ein Ende nehmen.

AMBASSADE D'ALLEMAGNE.

W. V. 1165.

* PARIS, le 23 février 1928.

MONSIEUR LE MINISTRE,

Par note en date de ce jour, Votre Excellence a bien voulu me faire connaître qu'au cours des négociations qui ont abouti à la conclusion de l'Arrangement, en date de ce jour, entre la France et l'Allemagne, relatif aux échanges entre le territoire du Bassin de la Sarre et le territoire douanier allemand, les deux délégations ont estimé qu'il était équitable de prévoir certaines garanties pour le cas où les ententes qui lient la Halberger Hütte à des organisations allemandes prendraient fin.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

Zu diesem Zweck haben die beiden Delegationen vorgeschlagen :

1. dass bei Fortfall der zwischen dem Deutschen Gussrohrverband und der Halberger Hütte bestehenden Abmachungen das auf der Liste B 2 unter Nr. 778 vorgesehene Kontingent von 68 000 t auf 34 000 t herabgesetzt werden soll,

2. dass bei Fortfall der zwischen der Abflussrohrverkaufsstelle und der Halberger Hütte bestehenden Abmachungen das auf Liste B 2 unter Nr. 779 vorgesehene Kontingent von 12 000 t auf 6 000 t herabgesetzt werden soll.

Ich beehre mich, Eurer Exzellenz mitzuteilen, dass ich diesen Vorschlag der beiden Delegationen gleichfalls billige.

Genehmigen Sie, Herr Minister, den Ausdruck meiner ausgezeichnetsten Hochachtung.

(gz.) VON HOESCH.

Seiner Exzellenz
dem Minister der Auswärtigen
Angelegenheiten
Herrn Aristide Briand,
Paris.

FÜNFTER NOTENWECHSEL.

MONSIEUR L'AMBASSADEUR,

La Délégation allemande a demandé au cours des négociations commerciales qui viennent d'aboutir à la conclusion de l'arrangement en date de ce jour que des facilités soient données à la Reichsbankstelle de Sarrebruck pour l'exportation dans le territoire douanier allemand de pièces allemandes d'argent, de cuivre ou de bronze d'aluminium.

J'ai l'honneur de vous faire connaître que le Gouvernement français, conformément à la législation actuellement en vigueur, autorisera l'exportation de ces pièces de monnaie allemande par la Reichsbankstelle de Sarrebruck vers le territoire douanier allemand.

Veuillez agréer, Monsieur l'Ambassadeur, les assurances de ma haute considération.

(Signé) BRIAND.

A Son Excellence Monsieur von Hoesch,
Ambassadeur d'Allemagne,
Paris.

A cet effet, les deux délégations ont proposé :

1^o Que dans le cas où l'entente existant entre la Deutscher Gussrohrverband et la Halberger Hütte deviendrait caduque, le contingent de 68.000 tonnes prévu à la liste B 2 au numéro 778 serait réduit à 34.000 tonnes ;

2^o Que dans le cas où l'entente existant entre l'Abflussrohr-Verkaufsstelle et la Halberger Hütte deviendrait caduque, le contingent de 12.000 tonnes prévu à la liste B 2 au numéro 779 serait réduit à 6.000 tonnes.

J'ai l'honneur de faire savoir à Votre Excellence que je donne également mon adhésion à cette proposition des deux délégations.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, les assurances de ma très haute considération.

(Signé) VON HOESCH.

A Son Excellence
Monsieur Aristide Briand,
Ministre des Affaires étrangères,
Paris.

CINQUIÈME ÉCHANGE DE NOTES.

PARIS, le 23 février 1928.

TEXTE ALLEMAND. — GERMAN TEXT.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

DEUTSCHE BOTSCHAFT.

AMBASSADE D'ALLEMAGNE.

W. V. 1166.

W. V. 1166.

PARIS, den 23. Februar 1928.

PARIS, le 23 février 1928.

HERR MINISTER !

MONSIEUR LE MINISTRE,

Euerer Exzellenz beehre ich mich, den Empfang des Schreibens vom heutigen Tage zu bestätigen, nach welchem die Französische Regierung bereit ist, der Reichsbankstelle Saarbrücken die Ausfuhr nach dem deutschen Zollgebiet von deutschen Münzen aus Silber, Kupfer oder Aluminiumbranze zu gestatten.

J'ai l'honneur de vous accuser réception de votre note, en date de ce jour, aux termes de laquelle le Gouvernement français est disposé à autoriser la Reichsbankstelle de Sarrebrück à exporter dans le territoire douanier allemand des pièces de monnaie allemandes d'argent, de cuivre ou de bronze d'aluminium.

Genehmigen Sie, Herr Minister, den Ausdruck meiner ausgezeichnetsten Hochachtung.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, l'assurance de ma très haute considération.

(gez.) VON HOESCH.

(Signé) VON HOESCH.

Seiner Exzellenz
dem Minister der Auswärtigen
Angelegenheiten
Herrn Aristide Briand,
Paris.

A Son Excellence
Monsieur Aristide Briand,
Ministre des Affaires étrangères,
Paris.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 1815. — AGREEMENT BETWEEN GERMANY AND FRANCE
REGARDING COMMERCIAL EXCHANGES BETWEEN THE SAAR
BASIN TERRITORY AND THE GERMAN CUSTOMS TERRITORY.
SIGNED AT PARIS, FEBRUARY 23, 1928.

THE PRESIDENT OF THE GERMAN REICH and THE PRESIDENT OF THE FRENCH REPUBLIC, considering it desirable to introduce various abatements and adjustments in the Customs Union régime instituted by the Treaty of Versailles between France and the Territory of the Saar Basin, in order to provide certain facilities of supply for the Saar population and, in return, to safeguard certain markets which the Saar Territory has hitherto enjoyed in German Customs territory, have appointed as their Plenipotentiaries for this purpose :

THE PRESIDENT OF THE GERMAN REICH :

M. Leopold VON HOESCH, German Ambassador in Paris ; and
Dr. Otto WEYMANN, Ministerial Councillor in the Reich Ministry of Finance ;

THE PRESIDENT OF THE FRENCH REPUBLIC :

M. Aristide BRIAND, Minister for Foreign Affairs ; and
M. Maurice BOKANOWSKI, Minister of Commerce and Industry and of Posts, Telegraphs, Telephones and Aviation ;

Who, having communicated their full powers, found in good and due form, have agreed upon the following provisions :

Article 1.

The French Government shall accord to the products originating in and coming from Germany enumerated in List A, on their importation into the Saar Territory, the benefit of the Customs treatment specified in that List, subject to the conditions and up to the quotas therein laid down.

Article 2.

With a view to securing for the Saar industries the supply of products used in the manufacture of goods intended for subsequent exportation from French Customs territory into German Customs territory or into the Customs territory of any other country, and promoting the employment of Saar labour, the goods originating in and coming from Germany enumerated in List A (1) shall be entitled on importation into the Saar Territory to the privileges specified in that List, subject to the following conditions :

(a) When clearing the goods through the Customs, importers shall be bound to show a special licence, which may only be granted to industrial undertakings, industrial

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

or other laboratories or small artisans established in the Saar for at least two years prior to January 10, 1925.

The import declaration shall be presented in the current form for temporary admission, but no security shall be required. On re-exportation, each successive consignment shall be entered on the back of the import declaration and *visés* by the frontier Customs authorities.

(b) The licence shall be issued by the Director of Customs at Saarbruck, on condition that the importers give a sworn undertaking in writing :

(1) That they will use the imported products exclusively in their own undertaking ;

(2) That they will export the goods manufactured from the imported products within the period fixed at the time of issue of the special licence mentioned in paragraph (a) ;

(c) Importers shall keep a register of their imports, of the transformation of imported products, and of exportations of goods manufactured with such products ; this register shall be submitted to the Director of Customs at Saarbruck whenever he so requests.

Article 3.

The German Government shall accord to the products originating in and coming from Saar Territory enumerated in List B the benefit of the Customs treatment specified in that List, subject to the conditions and up to the quotas therein laid down.

Article 4.

The German Government shall accord to the products originating in and coming from the Saar Territory enumerated in Lists B (1), B (2) and B (3) the benefit of the Customs treatment specified in those Lists, subject to the conditions and up to the quotas therein laid down.

Article 5.

The machines, mechanical appliances, apparatus and spare parts thereof originating in and coming from Germany mentioned under the French tariff numbers enumerated in List C (1) shall be entitled on entry into the Saar Territory to the privileges specified in that List, subject to the following conditions and restrictions :

I. CONDITIONS OF ENTRY.

(a) In support of their declaration that the goods are intended for local consumption, importers shall produce a special licence which shall only be issued to industrial or agricultural undertakings, industrial or other laboratories, public services or small artisans, established in the Saar for at least two years prior to January 10, 1925, and only for their exclusive use.

(b) Machines, mechanical appliances and apparatus must be intended for incorporation in a unit or group of machines, mechanical appliances or apparatus of German origin employed for the same purpose and of the same type, apart from minor details of construction.

(c) Licences shall not be granted for machines, mechanical appliances or apparatus not intended for incorporation in the units or groups referred to above, unless their importation appear to be essential to the operation of the importer's business.

(d) Spare parts must be intended for the repair of machines, mechanical appliances or apparatus of German origin ; they may be imported either for immediate use or to be held in stock, provided the economic or technical needs of the importing undertaking warrant such laying in of stocks.

(*e*) To obtain import licences in respect of machines, mechanical appliances, apparatus and spare parts, importers of the goods referred to in paragraphs (*b*), (*c*) and (*d*) above must undertake, unless granted a special permit, to keep the imported machines, mechanical appliances, apparatus and spare parts in their own undertaking for at least two years from the date of importation, otherwise they will immediately become liable to the normal duties, with legal interest in respect of the delay.

II. PROCEDURE IN RESPECT OF APPLICATIONS.

Application for the licences provided for under I (*a*) above shall be made to the Director of Customs at Saarbruck, who will grant them, provided the conditions laid down in paragraphs (*b*), (*c*), (*d*) and (*e*) of Section I above are fulfilled, and the proofs prescribed in Section III are forthcoming.

If the Director of Customs does not possess all the evidence required for granting a licence, he shall refer the application to a Committee of four experts, appointed as follows :

- (1) One by the importer ;
- (2) Another by the President of the Saarbruck Regional Court from the list of sworn experts attached to that Court ;
- (3) A third by the Director of Customs at Saarbruck ;
- (4) The fourth by the French Minister of Commerce.

The latter expert shall also be Chairman of the Committee.

The Committee's opinion shall be given in writing and accompanied by a statement of reasons. If the Committee has not been able to reach a majority decision, the dissentient opinions shall also be recorded.

The text of these opinions or reports shall be preserved, so that the Committee of Experts can, if it so desires, refer to them for purposes of subsequent decisions. The Committee may also, if it thinks fit, request the Director of Customs to state the reasons that prompted his decisions in granting licences in similar cases.

A majority opinion shall be binding. When the votes as to the opinion to be given are equally divided, the Director of Customs at Saarbruck shall have the casting vote.

III. DOCUMENTARY PROOF.

(A) As regards the importation of the machines, mechanical appliances and apparatus for incorporation in a unit or group intended for the same purpose and of the same type mentioned in Section I, paragraph (*b*), applications shall not be accepted nor licences granted unless it is proved :

- (1) That the machines, mechanical appliances, or apparatus to be imported are intended for incorporation in an already existing unit of machines, mechanical appliances or apparatus originating in or coming from Germany ;
- (2) That they are intended for the same use and, apart from minor details of construction are of the same type as the machines forming the unit or group in which they are to be incorporated.

(B) As regards the spare parts mentioned in paragraph (*d*) of Section I above, it must be proved :

- (1) If imported for immediate use, that they are intended for the upkeep of machines, mechanical appliances and apparatus of German origin ;
- (2) If they are to be kept in stock, that the nature and quantity of the imported parts is in keeping with the economic or technical requirements of the importing undertaking.

(C) As regards the machines, mechanical appliances and apparatus mentioned in paragraph I (*c*), the opinion of the Committee of Experts and the decision of the Director of Customs at Saarbruck, whether taken on the Experts' opinion or not, must be based upon due consideration of

the serious economic prejudice which the substitution of machines, mechanical appliances or apparatus of Saar or French manufacture might involve in regard to output, the successful operation of the undertaking, the safety of the workers, the operation of the laws and regulations protecting them, particularly in the matter of insurance, and the execution of their wage contracts.

Importers shall produce all documents and submit to all investigations which the Director of Customs at Saarbruck or the Committee of Experts may deem necessary to verify whether existing conditions correspond to those required by the foregoing provisions.

IV. DECISIONS.

The decisions of the Director of Customs, as well as any opinions for which he may have applied to the Committee of Experts, shall be given in writing, accompanied by a statement of reasons. The decisions of the Director of Customs must be given within fifteen days or, if the experts are consulted, within three weeks.

V. IMMEDIATE IMPORTATION.

Goods in respect of which the experts' opinion has been sought, or application for an import licence under List C 1 has been made, may be imported immediately and shall be entitled to the privileges specified in that List, subject to the measures necessary for ensuring the payment of any supplementary duties that may be leviable in the event of the experts' decision being adverse or the application for an import permit being refused.

VI. TEMPORARY EXPORTATION.

France shall allow the free temporary exportation and re-importation of machines, mechanical appliances and apparatus of German origin which require to be repaired in Germany. Licences for this purpose shall be granted by the Director of Customs at Saarbruck, who shall not be entitled, to refuse them except upon presumption of fraud.

VII. COSTS.

The costs of the procedure and reference to the Committee of Experts provided for in the present Article shall be borne by the Governing Commission, who shall be entitled to recover them from the Saar importers up to a proportion of one per thousand of the value of the products which they desire to import.

Article 6.

Products enumerated in List C. 2 shall enjoy on their importation into the Saar Territory the privileges specified in that List, subject to the following conditions :

(a) Importers, or persons effecting the clearing operations on their behalf, when making their declaration that the goods are intended for local consumption, must produce a special import licence, which will be granted to them by the Director of Customs at Saarbruck against a sworn undertaking in writing to keep the imported machines, mechanical appliances and spare parts in their workshops for at least two years, unless they obtain a special permit from the Director of Customs at Saarbruck.

Further, when presenting at the Customs office of entry the declaration that the goods are intended for local consumption, they must give a formal undertaking — unsecured by any deposit — either in person or through a duly authorised representative, to pay the normal duties, as well as any interest thereon or fines for which infringement of the French Customs laws and regulations may render them liable, in the event of their re-selling the imported machines, mechanical appliances or spare parts without a permit

before the expiration of the above term of two years, either in France or in the French colonies, possessions and protectorates, or abroad.

(b) If the goods are imported by a trader with a view to re-selling, he must show that on the January 10, 1925, he had been established in the Saar Territory for at least two years, and in the case of goods the importation of which is restricted to a quota, that he is entitled to a share of the quota. He must also, when making his declaration that the goods are for local consumption, give, or cause to be given by the person effecting the clearing operations on his behalf, a sworn undertaking in writing not to re-sell the imported machines, mechanical appliances or spare parts without a permit from the Director of Customs at Saarbruck, except to persons established in the Saar Territory, and in conformity with the conditions of sale and accounting hereinafter set out, failing which he must undertake to pay the normal duties, as well as any interest thereon or fines for which infringement of the French Customs laws and regulations may render him liable.

In order to prevent re-selling or re-exportation out of the Saar Territory, buyers of goods imported under the régime of the present paragraph must give him a written undertaking to keep the said machines, mechanical appliances or spare parts in their workshops for at least two years from the date of purchase. Otherwise they must pay the nominal duties, as well as any interest thereon or fines for which infringement of the French Customs laws and regulations may render them liable.

Importers must further keep a register of imports and sales which must be shown to the Director of Customs at Saarbruck, whenever he so requests. The latter shall also be entitled to demand that the personal undertakings given by buyers be shown or handed over to him.

Article 7.

The import licences provided for in Articles 5 and 6 above shall involve, in addition to the undertakings mentioned in those Articles, the further obligation to submit to any supervisory measures which the Customs Administration may consider necessary.

Article 8.

As regards the allotment of the quotas mentioned in the foregoing Articles, the two Governments undertake to proceed in accordance with the following provisions, to which the Governing Commission of the Saar Territory signified its agreement during the negotiations.

I. ALLOTMENT OF QUOTAS.

The allotment of the quotas laid down in Lists B 1 and B 2 shall be carried out by the Governing Commission.

1-4 The import and export quotas laid down in Lists A, A 1, B, B 3, C 1 and C 2, shall be apportioned among the parties concerned under the direction of the Governing Commission for the duration of the quota period, in accordance with the following provisions :

Immediately after the coming into force of the present Agreement, the Governing Commission shall request the business circles concerned to submit, within a short period to be determined by it, proposals regarding the allotment of the quota. Upon the expiration of this time-limit, the Governing Commission shall draw up the allotment schedule with the least possible delay.

The schedule shall be submitted to the parties concerned, who must send in their observations or objections within a period not exceeding eight days.

Any objections lodged either on account of a refusal to grant a share in a quota, or with a view to the exclusion of a person or firm wrongfully awarded such a share or to securing an increase in the share awarded, shall be dealt with by a Committee of three members.

The Committee shall consist of the President of the Saarbruck Regional Court as Chairman, and of two Assessors appointed in agreement between France and Germany, who shall select them from among the magistrates of a third country.

This Committee shall decide according to equity ; it shall draw up its own rules of procedure and shall call for any evidence it may consider necessary.

The Committee's decisions shall be taken by a majority vote and must be rendered within fifteen days from the beginning of the period fixed for lodging claims. If such a decision involves the alteration of the quota awarded to non-claimants, each individual share shall be modified in proportion to its amount.

The procedure for allotting the quota shall be put into operation not later than six weeks before the beginning of each quota period.

The Governing Commission shall communicate a certified copy of the allotment schedule finally adopted to the French and German Governments and the official representatives of the various industries and trades, whose duty it will be to notify the parties concerned.

The allotment schedule shall not be amended in any way throughout any one quota period.

The Governing Commission shall, however, be free to allot subsequently any quotas which have not been distributed by the end of the fourth month of any quota period. This second allotment must in principle conform to the schedule adopted for the first allotment. The quotas awarded at the first allotment may not be carried over or re-allotted.

Firms which were awarded no share in the first allotment may be given a share in the second unless they were excluded in the first instance for reasons which still hold good.

2. CONTROL OF QUOTAS.

(A) *Exports from the Saar into German Customs territory.*

Goods exported from the Territory of the Saar Basin into German Customs territory, and enjoying special Customs privileges within the quota limit in virtue of the present Agreement, must be accompanied on entry into German Customs territory by a quota certificate, issued by the Delegate in the Saar Territory of the Economic Ministry of the Reich. This certificate must be presented at the German Customs office of entry and must contain the following particulars:

- (1) Name and address of the exporter ;
- (2) Nature of goods, description according to the German Customs Tariff, and also the Tariff number for which the holder has obtained an export quota ;
- (3) The amount of his quota ;
- (4) The proportion of his quota already used up, at the date of the issue of the certificate, by previous exportations ;
- (5) Manner of packing, marks and numbers of package, gross and net weight of the goods for which the certificate was issued.

If the German administration so requires, the exported goods must also be accompanied by a certificate of origin.

(B) *Exports from German Customs territory into the Saar Territory.*

German goods imported direct into the Territory of the Saar Basin, and enjoying special Customs privileges within the quota limit in virtue of the present Agreement, shall only be entitled to the aforesaid privileges if the importer, when making his declaration that the goods are for local consumption, produces a quota certificate issued by the Director of Customs at Saarbruck.

The quota certificates shall be made out on the basis of the allotment schedule drawn up by the Governing Commission of the Saar Territory and for the full quota to which the holder is entitled. At each separate importation the Customs Office of entry shall enter upon the certificate the quantity of goods imported and the quantity still available for import and return the certificate to the holder.

Goods for which admission is claimed under the quota must be proved to be of German origin.

Further, if the French Government so requires, the due arrival of the goods at the destination shown in the import declaration and their consumption in the Saar Basin Territory may be ensured by means of a Customs permit in accordance with French Customs law.

(C) *Dues and charges.*

The High Contracting Parties undertake not to levy any taxes or dues on the issue of the quota certificates provided for above, nor in respect of the control of quotas.

(D) *Control on exportation.*

Should one of the High Contracting Parties institute measures of control on exportation in respect of the goods covered by the quotas above referred to or exported in excess of those quotas, such control shall serve purely statistical purposes and shall not be so exercised as to constitute an obstacle to trade.

Article 9.

The quotas referred to in the foregoing Articles shall be fixed for one year as from January 1. They shall be divided into two periods of six months. Any quantities not used during the first half-year may be carried forward to the second, but the annual quotas may not be carried forward to another year.

While reserving their opposite views as to Germany's right to institute a special Customs régime in favour of products from the Saar Territory, the High Contracting Parties are agreed that no special favour shall be granted except in respect of the goods covered by the present Agreement, and within the quantities therein fixed, at any rate so long as the Franco-German Commercial Agreement of August 17, 1927, remains in force. Should this Agreement expire, the High Contracting Parties agree again to put into force the provisions of Article 3 of the Agreement of August 5, 1926.

Article 10.

The provisions of the above Articles shall not affect the special facilities which the High Contracting Parties have granted in virtue of the Protocols of September 14 and November 13, 1926, or may hereafter grant, in respect of the minor frontier-traffic and the traffic of workers on the Saar-German frontier.

Article 11.

Each of the High Contracting Parties undertakes not to impede, by the enforcement of laws and regulations, in particular prohibitions and restrictions, the special régime for trade between the Saar Territory and German Customs territory provided for by the present Agreement.

Article 12.

The present Agreement shall cancel and supersede the previous Agreements of August 5, 1926, and November 6, 1926.

Article 13.

The present Agreement shall be ratified and the exchange of the instruments of ratification shall take place in Paris. Should the assent of the Legislative Body of either country be required for ratification, it shall be sought as soon as possible.

As regards the duties applicable and the clearing of goods, the present Agreement shall take effect after the exchange of the instruments of ratification, at a date to be jointly agreed upon by the two Governments. As regards the reckoning of quotas, however, the present Agreement shall have a retroactive effect, starting from January 1, 1928.

The present Agreement may be denounced by each of the High Contracting Parties on April 1, 1929, with effect as from June 30, 1929, or at any time after April 1, 1929, subject to three months' notice, the denunciation to take effect at the end of six months.

As soon as it has been decided that the special conditions which led to agreement between the High Contracting Parties on the provisions of Articles 4 and 5 will no longer apply, each of them may denounce the said Articles subject to two months' notice, to take effect at the end of the month during which the said conditions have ceased to apply. The denunciation shall involve the withdrawal of :

- (1) The privileges recapitulated in Lists B 1 and B 2 ;
- (2) The privileges recapitulated in Lists B 3, C 1 and C 2, with the exception of those included in List X ;
- (3) The privileges recapitulated in List A and enumerated in List Y.

As soon as notification of the denunciation referred to in paragraph 4 has been received, the two Governments shall enter into negotiations with a view to considering means of compensating the effect of this denunciation as regards the goods enumerated above, and to examine its effect on the trade in certain other products covered by the present Arrangement.

Should the negotiations not have been brought to a successful conclusion within two months after their opening, each of the High Contracting Parties reserves the right to denounce the present Agreement, denunciation to take effect at the end of the quarter following the expiry of the current quarter. Nevertheless, this right of denunciation shall not subsist unless the time-limit referred to in the above provision expires before January 1, 1929.

In faith whereof the respective Plenipotentiaries duly authorised for this purpose, have signed the present Agreement and affixed thereto their seals.

Done at Paris in duplicate, in German and French, on February 23, 1928.

(Signed) VON HOESCH.

(Signed) WEYMANN.

(Signed) BRIAND.

(Signed) BOKANOWSKI.

LIST A.

French Tariff Number	Description of Goods	Treatment	Annual Quotas
ex 1	Stallions and mares	free	—
ex 5	Cows		
ex 6	Bulls		
ex 9	Rams and ewes . .		
ex 11	Goats		
ex 12	Pigs	free	10 tons
20	Extract of meat, in cakes or otherwise		
ex 36	Limburg cheese		
ex 45	Fresh salt-water fish		
ex 46	Smoked herrings		
		M. T.	70 tons
		M. T.	300 tons
		M. T. with a reduction of 50 %	60 tons
ex 83	Seed potatoes ²	free	400 tons
ex 89	Seeds for sowing :		
	Beetroot	free	50 tons
	Other than lucern, <i>minette</i> , clover and beetroot .	free	5 tons
ex 93	Zückerrübenkraut	free	500 tons
ex 115			
ex 194			
ex 198			
ex 199	Brewer's pitch with base of indigenous resinous products, including such products containing less than 50 % adulteration of heavy mineral oil, crude mineral wax, or paraffin	Same as No. 115 up to	5,000 tons
ex 115 (b)	Vegetable tar, including lignosulphite and vegetable rosin	M. T.	100 tons
128	Wood consigned direct to the Saar mines	M. T. with a reduction of 50 %	60,000 tons
ex 128	Timber, in the round, rough, not squared, with or without bark, of any length, but with a circumference at the thick end of more than 60 cm. for destinations other than the Saar mines	M. T. with a reduction of 50 %	25,000 tons

¹ In order to obtain free admission under the law of July 27, 1927, for thorough-bred breeding-stock, the Saar Breeders' Associations must send in duplicate to the Chief of Customs at Saarbruck an application *visé* by the President of the Saar Chamber of Agriculture or his delegate and approved by the Governing Commission. This application must be accompanied by certificates from the German veterinary authorities, attesting that the imported animals are thoroughbred; they must, in accordance with the French law, be submitted for the visa of the French Ministry of Agriculture.

² The certificates of origin may be issued not only by the bodies already authorised, but by regional councils, chiefs of districts, mayors, etc. and by Chambers of Commerce or Agriculture. They shall not require the consular visa.

French Tariff Number	Description of Goods	Treatment	Annual Quotas
133	Perches, poles and stakes, rough, more than 1 m. 10 in length and with a circumference at the thick end of not more than 60 cm.	M. T. with a reduction of 50 %	
	Consigned direct to the Saar mines	M. T. with a reduction of 50 %	180,000 tons
	For destination other than the Saar mines . .	M. T. with a reduction of 50 %	15,000 tons
ex 170 (e)	Living nursery plants, trees and fruit bushes, forest and ornamental plants, perennial outdoor plants, except vine plants and cuttings . . .	free	20,000 units
ex 177	Stone, worked, including worked building stone, cut or sawn, with flat surface ¹	M. T.	2,000 tons
179	Kaolin	M. T.	1,200 tons
ex 180	Slate roofing	M. T.	500 tons
181	Solid bricks, of all shapes and sizes, common .	M. T. with a reduction of 50 %	5,000 tons
ex 181 (b)	Metal trellis work	M. T. with a reduction of 20 %	200 tons
181 (e)	Tiles, common, not pressed and not for dovetailing	M. T. with a reduction of 50 %	1,500 tons
183	Paving blocks of natural stone	M. T.	40,000 tons
183 (b)	Crushed stone for metalling roads	M. T.	100,000 tons
ex 186	Bricks, tiles or paving blocks of pumice stone .	M. T. with a reduction of 60 %	8,000 tons
ex 193 (b)	Tiles, paving stones or flags of asphalt	M. T.	100 tons
ex 197	Schist oils	M. T.	100 tons
ex 198	Lignite tar and naphtha or petroleum pitch (oils for rolling mills)	free	250 tons
ex 203	Aluminium scrap	M. T.	60 tons
ex 205	Cast iron containing less than 6 % of manganese.	M. T.	6,000 tons
ex 205	Hematite castings	M. T.	11,500 tons
ex 205 (b)	Ferro-silicon containing 20 % to 50 % of silicon .	M. T.	100 tons
ex 205 (b)	Ferro manganese containing more than 25 % but less than 90 % of manganese	M. T.	1,000 tons
ex 207	Grooving for windlass rollers	M. T.	45 tons
ex 207 (b)	Frames for glass roofing	M. T.	20 tons
ex 207	Flat sheet and plate iron or steel, burnished (<i>lustrees</i>), cut, or not, of a thickness of :		
ex 207 (b)	More than 1 mm.	M. T.	20 tons
ex 207 (b)	6/10 mm. up to 1 mm.		
ex 210	4/10 mm. up to 6/10 mm.		
	Less than 4/10 mm.		

¹ The stone and carpolithe flags known respectively as Solenhofen and *Fruchtschiefer* blocks are dutiable as tiles with a sawn, moulded or polished surface.

French Tariff Number	Description of Goods	Treatment	Annual Quotas
ex 120 (continued)	Flat sheet and plate iron or steel, cold rolled, fire-whitened or blued, cut, or not, of a thickness of : More than 1 mm.	M. T.	20 tons
	6/10 mm. up to 1 mm.		
	4/10 mm. up to 6/10 mm.		
	Less than 4/10 mm.		
ex 222	Lead, rolled, of a thickness of less than 0.09 mm.	M. T.	1 ton
ex 224	Zinc, rolled	M. T.	150 tons
011			
012	Nitrate of potassium	M. T.	400 tons
020 (c)	Nitrate of ammonia for industrial purposes . . .	M. T. with a reduction of 20 %	800 tons
ex 074	Sulphurous acid, liquified, for refrigerating apparatus for export	Temporary admission	25 tons
ex 0130	Artificial oxides of iron, pulverised, except iron oxides alkalisied for purifying gas	M. T. with a reduction of 40 %	10 tons
ex 0157	Potassium carbonate of 98 to 99 % strength, refined, for glass-making	M. T.	20 tons
0175	Zinc oxide	free	5 tons
ex 0179	Heavy and solid lubricating oils extracted from coal tar, except benzol cleaning oils	M. T.	200 tons
ex 0179	Benzol cleaning oils	M. T.	200 tons
0280	Salts and derivatives of guaiacol	M. T.	45 kg.
ex 0285	Salicylic Acid	M. T.	500 kg.
0322	Phenacetine	M. T.	100 kg.
ex 0329	Diethylaminophenyldimethylpyrazolone	M. T. ¹	500 kg.
ex 0350	Tropacocaine	M. T.	2 kg.
ex 0351	Codeine phosphate	M. T.	60 kg.
ex 0359	Hydrochlorate of morphine, in so far as this product is not already entitled to the minimum tariff under the Franco-German Commercial Agreement of August 17, 1927	M. T.	10 kg.
ex 0379			
ex 0380	Nitrophosca	M. T. with a reduction of 30 %	50 tons
ex 0381	Chemical products not mentioned : Lyes with a chrome basis	free	50 tons
	Furniture wax for furniture factories	free	4 tons
	Ammoniated solutions of zinc oleate for rendering walls moisture-proof	free	5 tons
	Anesthesine (ethyl paramidobenzoate)	free	5 kg.
	Tannoform	free	10 kg.
	Seger cones	free	1 ton
	Apomorphine hydrochlorate	free	2 kg.
0381 (c)	Synthetic tanning preparations	free	6 tons
ex 294	Dyes, in powder, for domestic purposes	M. T. with a reduction of 30 %	1 ton

¹ Neither Antipyrine nor Pyramidon are dutiable under this head.

French Tariff Number	Description of Goods	Treatment	Annual Quotas
ex 298 ex 298 (<i>b</i>)	Varnish and paints for furniture	M. T. with a reduction of 30 %	90 tons
ex 298 ex 298 (<i>b</i>)	Varnish and paints for the use of artisans . . .	M. T. with a reduction of 30 %	10 tons
ex 308 (<i>d</i>)	Ceramique colours	M. T. with a reduction of 20 %	3 tons
ex 314 316	Spices, except mustard and sauces Compound products, not named	free free	50 tons 4,000,000 fr.
ex 317 ex 96 318	Chicory and coffee substitutes Starch	free M. T. with a reduction of 50 %	500 tons 100 tons
ex 325	Glue, in slabs, sheets, or in powder, liquid, in jelly or in paste, except glue made from bones and sinews	M. T.	50 tons
ex 332	Bricks and wares based on silica	M. T. with a reduction of 20 %	40,000 tons
ex 337 ex 343 344 345 346 347 351 (<i>b</i>) 459 459 (<i>b</i>) 460 460 (<i>e</i>) 496 573 574 575 604 605	Masonry bricks, glazed, enamelled, or coloured . Statuettes, crucifixes, figures made of fine woods, monstrances, holy water vessels, pyxes, chalices, altar candlesticks, censers and similar articles, bells, altar cloths, vestments, banners, glass windows, organs and separate parts of organs.	M. T. M. T. with a reduction of 50 % ¹	1,000 tons
ex 641 (<i>b</i>) ex 347	Table services of decorated china, and china decorated and of extra thickness, for matching privately owned sets ²	M. T. with a reduction of 30 %	

¹ Articles used for church worship shall benefit by these rates, provided their importation is applied for by the appointed representatives of the churches in which they are to be used, who must, when applying to import them, undertake not to alienate the objects in question to anyone whatsoever : if it is proved that they have alienated the above objects, they shall be liable for payment of the duties and exposed to the legal consequences. If the objects are sent for repair to their bishopric of origin they may be re-imported duty-free.

² Provided at least 15 pieces are imported. The goods may be imported through dealers.

French Tariff Number	Description of Goods	Treatment	Annual Quotas
ex 347 (continued)	Spare parts of porcelain, for laboratories ¹	M. T. with a reduction of 30 %	2 tons
356	Spectacle-glasses, worked	M. T. with a reduction of 18 %	8,000 units
ex 359 (e)	Bottles with perforated ring (<i>à bague percée</i>), to contain half a litre or more	M. T.	1,500 tons
ex 361	Electric incandescent lamps with metallic filaments with mountings	M. T.	2 tons
ex 367	Yarns for stuffing-boxes	M. T.	4 tons
ex 382	Fire hose	M. T.	3 tons
ex 384	Tissues of jute, for making emerised cloth for use in finishing factories	M. T.	25 tons
ex 394	Heavy paper for the manufacture of pasteboard roofing	M. T. with a reduction of 30 %	350 tons
ex 461	Picture-books for children	free	4 tons
ex 467	Wall maps for schools, with German text	free	1 ton
ex 469	Educational films, exposed, imported under the control of the Governing Commission	M. T. with a reduction of 50 %	15,000 metres
ex 469 ((d)			
ex 481	Footwear, weighing more than 1,200 grammes per pair	M. T. with a reduction of 30 %	50,000 metres
481			
482	Footwear, of whatever weight	M. T.	50,000 metres
483	Prayer-books and devotional books, in any binding	free	6 tons
ex 491	Other articles not specially mentioned :		
ex 492	Tyrolean knapsacks	M. T.	20,000 units
500 (b)	Watches, complete, with simple movements, in cases of silver :		
	With cylinder escapement	M. T.	2,000 units
	With anchor or other	M. T.	2,000 units
ex 525 (b)	Point plates	M. T. with a reduction of 20 %	30 tons
E			
ex 526 (e)	Radiators for heaters	M. T.	200 tons
B			
526 (f)	Steam and hot water heating apparatus, etc.	M. T.	300 tons
ex 537	Tools for threading, turning, planing, mortising and milling, revolving-lathes of German construc- tion, saws with inserted teeth. (A plan of the machine for which the above tools are intended must accompany the declaration which must be presented in the name and for the account of a Saar industrialist or artisan.)	M. T. with a reduction of 25 %	4 tons

¹ Admission at these rates can only be granted to laboratories.

French Tariff Number	Description of Goods	Treatment	Annual Quotas
ex 537 (continued)	Anvils made wholly of steel, on legs, on entablature, lateral support	M. T. with a reduction of 25 %	7.5 tons
	Universal face-plates or chucks and clamps, stock-shears for punching, wholly made of forged iron	M. T. with a reduction of 25 %	7.5 tons
543	Wire netting of iron or steel	M. T.	1 ton
546 (b)	Buckles, clasps, hooks and eyes, fastenings, etc.	M. T. with a reduction of 20 %	500 kg.
548	Pens of metal	M. T.	500 kg.
554	Iron castings for machinery or for ornament . .	M. T.	300 tons
ex 557	Stoves, of black or enamelled cast iron, with or without nickel parts, with inside fitting of chamotte or cast iron filling-shafts, square or oblong ¹	M. T.	120 tons
	Stoves, of cast iron, or covered with a plating, enamelled or not, with or without nickel parts, with inside fitting of chamotte or cast iron filling-shafts, circular ¹		
ex 558 (c)	Buffers for wagons importable by the Saar Railways and by factories working for the Saar Railways or German Railways	M. T.	200 tons
ex 559			
ex 559 (d)	Locks and keys for brakemen's boxes	M. T. with a reduction of 30 %	2 tons
559 (c)	Hinge-plates (" paumelles ") combined or not with copper or brass, or composed wholly of copper or brass	M. T.	1 ton
561	Cables of iron and steel	M. T.	10 tons
563	Nails for shoeing animals	M. T.	5 tons
ex 567	Pegs and conical washers for pegs	M. T. with a reduction of 25 %	500 kg.
ex 568	Household wares and other articles of iron, steel or black sheet iron not otherwise specified, other than those recapitulated in Lists A and B of the Franco-German Agreement of August 17, 1927 .	M. T.	10 tons
ex 579	Wares of nickel alloyed with copper or zinc, except table wares	M. T.	20 tons
ex 591	School furniture and pews	M. T.	75 tons
	Chairs and forms for children	M. T.	20 tons
ex 602 (b)			
ex 603 (d)	Wooden models for foundries	M. T. with a reduction of 30 %	35 tons
ex 614 (d)	Electro-cars : Carriages with platform	M. T.	250 units

¹ The nickel parts are dutiable separately if they represent more than 5 % of the total weight (parts made of nickelled metals, under No. 579, and parts of pure nickel-plated, under No. 496).

French Tariff Number	Description of Goods	Treatment	Annual Quotas
ex 620	Scrapped solid rubber tyres, with or without hoops, for melting down or cutting up	free	500 tons
634 (c) A	Drawing instruments	free	200 kg. ¹
ex 634 (c) B	Callipers, sliding callipers, gauges, <i>palmer's</i> ferro- meters, interferrometers, and all instruments for measuring angles or thicknesses		
ex 646	Perambulators, collapsible carriages	M. T.	16 tons
ex 579	Children's carriages worked with pedals and dolls' perambulators	M. T.	4 tons
	Skates	M. T.	5,000 pairs
ex 646	Toys, including dressed dolls, not including other playthings (<i>bimbeloterie</i>)	free	125 tons
ex 646 (b)	Christmas tree ornaments	free	5 tons
ex 646 G	Card games known as "square" games	free	500 kg.
ex 469			

¹ 100 kg. are allotted to the mines and 100 kg. to the Chamber of Artisans at Saarbruck.

LIST A. I.

French Tariff Number	Description of Goods	Treatment	Annual Quotas
ex 205	Hematite castings	free	22,500 tons
ex 0375	Celluloid, in slabs or leaves	M. T. with a reduction of 50 %	500 kg.
347 (b) A and B	Articles for electricity, of faience, porcelain white or coloured stoneware, earthenware, glass, crystal, etc. ¹	M. T. with a reduction of 20 %	20 tons
	Terminal connecting-plates of porcelain	M. T. with a reduction of 40 %	8 tons
ex 358	Vitrifications, in lumps, for the manufacture of flashed glass	M. T. with a reduction of 30 %	2.5 tons

¹ The re-exportation visa prescribed in Article 2 of the Arrangement will be required only in respect of 75 % of the quantities imported.

French Tariff Number	Description of Goods	Treatment	Annual Quotas
ex 358 ex 0118	Enamel frits ¹	M. T. with a reduction of 25 %	2 tons
461 M	Papers other than those included under the pre- ceding tariff numbers, etc.	free	150 tons
ex 462 A	So-called presspan paper.	M. T. with a reduction of 20 %	12 tons
462 B	So-called fancy board	free	180 tons
ex 463 (b)	Vulcanised fibre ²	M. T. with a reduction of 30 %	1.5 ton
ex 533 (g)	Ball-bearings, annular, according to the model deposited with the Customs	free	15,000 units
ex 620 (b)	Brake mountings, of asbestos	M. T. with a reduction of 35 %	2 tons
ex 641 (b)	Wares of imitation meerschaum and steatite ³ . .	M. T. with a reduction of 30 %	8 tons
ex 630 (c)	Insulators for electricity, of steatite, stecolith, petroid and similar materials, with or without metal parts or ornamentations ³	M. T. with a reduction of 30 %	2 tons

¹ The re-exportation visa prescribed in Article 2 of the Arrangement will be required only in respect of 60 % of the quantities imported.

² The re-exportation visa prescribed in Article 2 of the Arrangement will be required only in respect of 50 % of the quantities imported.

³ The re-exportation visa prescribed in Article 2 of the Arrangement will be required only in respect of 40 % of the quantities imported.

LIST B.

German Tariff Number	Description of Goods	Treatment	Annual Quotas
9	Malt, except that roasted or ground	free	500 tons
ex 44	Leaves for bouquets or decoration, dry, impregnated or otherwise treated in order to be preserved, even when dyed	free	0.8 ton
ex 74	(Ex 74 and 76) Timber for building and industrial purposes, not specially mentioned under the following tariff numbers : Unwrought or cut into lengths with the axe or saw, with or without bark, hard	free	18,000 tons

German Tariff Number	Description of Goods	Treatment	Annual Quotas
ex 76	Sawn longitudinally or prepared in some other way, not planed, hard.	free	6,280 tons
ex 80	Railway sleepers of hard wood, hewn with the axe, whether sawn on only one longitudinal side or not, not planed.	free	8,000 tons
ex 81	Wooden blocks for paving, hard wood	free	3 tons
ex 100	Horses(including foals)	free	400 head
	<i>Note:</i> The concession applied only to horses and foals warranted born and bred in the Saar by a certificate emanating from an official of the competent Administration.		
	The Governments will jointly appoint the officials authorised to issue these certificates and will determine the conditions of issue.		
ex 162	Cereal meals, except oats and barley, even roasted or scorched.	6 R. M. per M. Q. (Gross weight)	4,000 tons
ex 183	Cider, in receptacles of any capacity	free	100 tons
ex 189	Pressed yeasts	free	20 tons
211	Mustard prepared with must spices or other mixtures (table mustard)	free	60 tons
ex 220	Manufactured tobacco :		
	Chewing tobacco	free 14 R. M. per M. Q.	18 tons 18 tons
	Cut smoking tobacco, even fine-cut.	free 10 R. M. per M. Q. 20 R. M. per M. Q.	700 tons 300 tons 200 tons
	Cigars	free	10 million cigars
	Cigarettes :	40 R. M. per M. Q. 450 R. M. per Q. M.	5 million cigars 330 million cigarettes
	<i>Note :</i> If duty is payable, it will be reckoned on the net weight which would serve as basis if the rates of the General Tariff were applicable.		
ex 227	Carbonate of lime, calcined	free	2,400 tons
ex 230	Ground lime	free	3,600 tons
ex 234	Crushed stone of porphyry and melaphyry for macadamising roads.	free	20,000 tons
ex 254	Soft soap, common (potash soap, barrel soap) in casks and other large receptacles.	free	75 tons
ex 256	Hard soap prepared for immediate use (moulded or in shapes) bearing the name and registered offices of the manufacturer printed on the cakes, etc.	free	390 tons
	Soap powder	free	25 tons
ex 258	Paraffin ointment, vaseline and vaseline ointment (not scented)	free	2 tons
ex 260	Drill oil (Bohröl) manufactured with mineral oil mixed with oleic acid, fat and rosin (lubricating metarials)	free	50 tons

German Tariff Number	Description of Goods	Treatment	Annual Quotas
ex 297	Sulphate of iron (green vitriol)	free	900 tons
322	Prussian blue, pure or mixed with mineral substances or starch, dry or in the form of paste	free	100 tons
ex 329	Colouring earths : Chalk, washed, or as whiting, also chalk finely powdered in any form.	free	1,500 tons
332	Yellow ochres, umber and Sienna earth, dry, whether improved (<i>geschönt</i>) or not	free	25 tons
	Pigments and colouring lacquer (lac colours), not otherwise mentioned in the General Tariff, pure or mixed with mineral substances or starch, dry or in the form of paste	free	50 tons
ex 343	Asphalt varnish (solutions of asphalt or similar substances in mineral or turpentine oil, also solutions of asphalt or coal tar pitch in coal tar oil or wood tar oil)	free	30 tons
ex 345	White pitch for cabling, consisting of resin mineral oils and baryta white (resinous ciment)	free	10 tons
364	Gunpowder, blasting powder and other explosives not mentioned under No. 363 of the General Tariff	free	400 tons
ex 388	Neo-ferrol, pure or with a content of 1 % or less of arsenic, bromine, quinine, iodine or lecithine	free	1.5 tons
557	Driving and transmission belts of leather of all kinds as well as of raw hide (without the hair), with or without layers of coarse textile materials or felt	free	15 tons
ex 560	Leather wares of all kinds not specially mentioned in the General Tariff, so far as not chargeable with higher duties by reason of their combination with other materials, irrespective of net weight : Heels for shoes	free	8 tons
	Belts sewn and to hook, hand leathers for metal workers	free	32 tons
ex 569	Leather waste of all sorts still utilisable as leather	free	3 tons
ex 579	Soles and heels of soft india-rubber, vulcanised or not	free	15 tons
	Caulking strands made of lightly twisted jute yarn impregnated with wood tar	free	20 tons
596	(596, 597, 599) Brooms other than those made of twigs, also paint and other brushes : Coarse, of vegetable materials or substitutes for vegetable fibres, of bristles or of substitutes therefor (of animal origin) ; also mops (swabs or rag mops for ships) and similar articles for cleaning purposes such as dusting brushes of undyed feathers ; all these even when combined with unvarnished or unpolished wood, cane or iron	free	40 tons
597	Coarse, combined with lacquer or polished wood, cane or iron ; fine (namely all those of human and other hair or yarn, also dusting brushes of dyed feathers), even combined with wood, cane or iron ; scrubbing brushes and gloves, and horse brushes of bristles, horse-hair or the like, combined with coarse textile materials, brooms of horse-hair or buffalo hair ; carpet sweepers	free	

German Tariff Number	Description of Goods	Treatment	Annual Quotas
599	Brooms, paint and other brushes combined with other materials, so far as they do not thereby become subject to higher rates of duty . . .	free	15 tons
ex 600	Coarse sieves, with bottoms of iron wire or wire of other common metals or alloys thereof, combined with lacquered or unlacquered, polished or unpolished wood or iron	free	0.7 tons
623	Casks (including planed shooks) and other cooper's wares, even finished and with metal hoops . . (Ex 625, 626) Common furniture (not upholstered), not veneered, finished or not :	free	30 tons
ex 625	Of soft wood : Desks, cupboards, drawing tables and forms for schools	free	4 tons
ex 626	Other Of hard wood : Desks, cupboards, drawing tables and forms for schools	free	60 tons
ex 627	Chairs, bread-stands for bakeries Common furniture (not upholstered), veneered, finished or not	free	26 tons 52 tons
ex 628	(Ex 628, 629) Joiners', turners' and wheelwrights' wares, common, and also other common wooden wares not mentioned in the previous numbers of the General Tariff : Unfinished : Firemen's vehicles not included under other numbers of the General Tariff, ladders, baker's shovels, wooden boards for rolls and tool handles	free	60 tons
629	Finished : Water-closet seats Models for foundries	free	20 tons
ex 630	Blackboards, sponge boxes, map mounts for schools Other	free	25 tons 70 tons
ex 631	Coarse wooden wares combined with other materials so far as not included under preceding numbers of the General Tariff or chargeable with higher rates of duty : Bar counters and refrigerators	free	10 tons 10 tons
ex 638	Shop fixtures, shop fronts and show-cases . . .	free	20 tons
ex 640	Feet for wood coffins, with fine carving or imitation of fine carving, bronzed	free	45 tons
650	Parts of cold storage machines, of iron sheeting, non-malleable iron, wood and cork	free	2 tons
	Cut bands for card-indexing cabinets and apparatus, of celluloid (Kardex markers)	free	360 tons
	Paper stock (half-stuff for the manufacture of paper and pasteboard), from wood, straw, esparto grass or other vegetable fibres, wood pulp [mechanically prepared wood meal], chemically prepared wood pulp [cellulose] ; pulp prepared from straw, esparto and other fibrous materials, soft or hard, whether bleached, dyed, mixed with mineral substances, glue, etc. or not . .	free	0.3 ton
			300 tons

German Tariff Number	Description of Goods	Treatment	Annual Quotas
ex 651 A	Cardboard, moulded or couched (moulded or pressed boards) also made of sheets of pasteboard stuck together : Glazed boards (press boards and other highly glazed cardboard, leather board and other fine cardboard, whether dyed in pulp or not ; cardboard mechanically or chemically prepared from wood pulp ; also of wood pulp prepared from steamed wood rolled hard (so-called " Braunholzpappe "), strawboard ; " Schrenzpappe, " and peat cardboard, and other coarse cardboard not otherwise mentioned, dyed in the pulp or not	free	300 tons
652	Cardboard, covered, impregnated or coated with asphalt, tar or the like Cardboard of all kinds, white or coloured covered with white or coloured paper, lacquered, bronzed or coated with wool nicks or the like, with an impressed pattern ; painters' boards	free	800 tons
ex 653	Yellow straw paper	free	100 tons
654	Packing paper, dyed, in the pulp, glazed on one side or not.	free	150 tons
657	Impressions obtained by any process so far as not included under Section II or No. 655 A of the General Tariff ; also " picture paper " including that obtained by a copying process on paper and card-board ; also paper or cardboard, coloured or black-edged or ornamented in any way whatever, of one colour or more than one colour	free	800 tons
665	Cornets, bags, pokes, folding pouches, folding boxes and other similar receptacles ; also envelopes, printed or not ; even combined with textile materials or with gelatine, tinfoil, metallic paper or the like	free	186 tons
	(Ex 670/2) Articles made of paper, cardboard, " carton-pierre ", cellulose or carton-pierre pulp, so far as they are not included in the preceding numbers of the General Tariff, also articles of hard paper (cartridge paper) ; Not combined with other materials, or combined only with wood or iron : Boxes with inseparable folding lids Articles other than boxes with inseparable folding lids.	free	300 tons
ex 670	Combined (or wholly or partially covered) with textiles or textile goods of all kinds, with finely moulded waxwork, with semi-precious stones, mother-of-pearl, ivory, celluloid or similar moulded materials, or with gilt or silvered base metals (except the card index cabinets and apparatus mentioned under No. 671) . .	free	250 tons
ex 671	Combined with materials other than those mentioned above, so far as they do not become subject to higher rates of duty by reason of such combination	free	100 tons
ex 672		free	

German Tariff Number	Description of Goods	Treatment	Annual Quotas
ex 671	Card index cabinets and apparatus, of lacquered sheet iron, with drawers or frames of sheet iron or aluminium and pockets of paper combined with celluloid ("Kardex" card-index boxes and filling apparatus)	free	400 tons
ex 682	(Ex 682/3) Marble slabs not more than 16 centimetres thick : Sawn (cut) or split, neither smoothed, planed, polished nor enamelled, etc.	free	10 tons
ex 683	Smoothed, planed, polished or enamelled (685/6) Stonecutters' work, neither smoothed nor planed, combined or not with unlacquered, unpolished wood or iron, of any kind of stone (except slate) :	free	
685	Of plain work, not moulded, turned or ornamented	free	200 tons
686	Moulded, wholly or partially turned or ornamented	free	
687	Stonecutters' work, smoothed, planed, polished or gilt, combined or not with wood or iron, of any kind of stone (except slate)	free	
ex 698	Ashlars, steps for staircases, curb stones, hearth slabs and other slabs of cement or stones covered with cement, also hollow or pierced or of more than one colour, smoothed, painted or moulded or with interiors of iron or combined with iron ; sink-wells for mud-dredging apparatus of cement combined with iron, with or without the buckets and entry gratings appertaining thereto of non-malleable cast-iron rough or finished, or of malleable iron, unfinished ; in the latter case, provided that the net weight of the whole apparatus does not exceed one metric quintal	free	150 tons
708	Articles not elsewhere mentioned in the General Tariff, of asbestos, asbestos paper or asbestos tissues, such as asbestos-caoutchouc tissues, asbestos goods coated with caoutchouc, gloves, clothing, masks, caps, hose of these materials ; shoes of asbestos tissue, coated with caoutchouc or not ; all these articles combined or not with other materials, so far as they do not become subject to higher rates of duty by reason of such combination	free	40 tons
713	(713/4) Bricks of brick clay, colouring in the burning, baked, or not, unglazed : Hollow bricks, perforated bricks, perforated tiles (<i>Lochplatten</i>) and shaped bricks, rough or smooth	free	36,000 tons
714	Other : Rough (common bricks) ; also scouring bricks Smooth (facing bricks)	free free	
715	Bricks of brick clay colouring in the burning, glazed	free	30 tons
716	Dutch bricks (<i>Klinker</i>) of all kinds and paving slabs more than 3 centimetres thick of clay or common stoneware of one colour, glazed or not.	free	12,000 tons

German Tariff Number	Description of Goods	Treatment	Annual Quotas
717	(717/8) Roofing-tiles of clay, baked or not : Unglazed	free	} 15,000 tons
718	Glazed	free	
720	Articles of common stone ware (except those mentioned in Nos. 716 and 728 of the General Tariff)	free	2,000 tons
724	Fireproof bricks of all kinds (chamotte, dinas and other siliceous bricks, bauxite and magnesia bricks, carboniferous bricks for fire-proof stove or over facings), glazed or not	free	5,000 tons
725	Crucibles, retorts, muffles, capsules, tubes, cylinders, slabs, blast pipe nozzles and other shaped fireproof products of clay and clayey substances other than bricks, glazed or not ; also crucibles of magnesia cement or soapstone	free	5,500 tons
727	Architectural ornaments (capitals, cornices, friezes, parts of balustrades, sculpture and similar ornaments) of clay or clayey substances, glazed or not, even if variously coloured or painted	free	160 tons
728	Paving tiles of clay or calcined clayey materials, including paving, tiles of earthen or common stone ware, 3 cm. or less thick, glazed or not, plain or ornamented, of one colour or more than one colour, with or without enamelled or metallic coating	free	40,000 tons
729	Wall-facing tiles of clay, calcined clayey materials or faience, glazed or not, of one colour or more than one colour, with or without enamelled or metallic coating	free	10,000 tons
730	(730/1) Articles of faience, fine stoneware, or fine clayey materials not otherwise mentioned in the general tariff : Of one colour	free	3,500 tons
731	Of more than one colour, with or without enamelled or metallic coating	free	2,500 tons
732	Articles of earthenware of all kinds (except china and articles similar to china porcelain) in combination with other materials so far as they do not become liable to higher duties on account of such combination	free	200 tons
733	Porcelain and articles similar to porcelain [English or calcined porcelain], unglazed porcelain [biscuit ware, Parian, jasper], etc., white, coloured, with or without enamelled or metallic coating, or combined with other materials, so far as they do not become liable to higher duties on account of such combination	free	50 tons
ex 737	(Ex. 737, 738/9). Glassware not otherwise mentioned in the general tariff : Neither, ground, smoothed, (" abgerieben "), dulled, etched, nor cut, of natural colour, white (transparent or opaque), dyed or flashed : Bottles Table ware Bells, jars and pots for preserves	free free free	9,000 tons 125 tons 120 tons

German Tariff Number	Description of Goods	Treatment	Annual Quotas
738	Crystal-finished, whether or not imitated or otherwise ground (polished or not), or cut; even combined with other materials, so far as they do not become liable to higher duties on account of such combination, smoothed, dulled, or etched	free	100 tons
739	Coloured, gilt or silvered, figured or not by means of colours applied or burnt in, combined or not with other materials, so far as they do not become liable to higher duties on account of such combination	free	25 tons
ex 741	Sheet glass, including crude glass 5 mm. or less in thickness not otherwise mentioned in the general tariff, neither ground, polished, cut, patterned, ribbed, scalloped, curved, dulled, etched, flashed, bevelled (cut in facets), covered, nor opaque, including ribbed crude glass	free	33,000 tons
743	Mirror glass, sheet glass not otherwise mentioned in the general tariff, ground or not, even if polished, cut, figured, ribbed, (except ribbed crude glass), scalloped, curved (including curved crude glass), smoothed, etched, flashed, but not bevelled (not cut in facets) nor covered	free	900 tons
751	Skylight tiles of crude glass, sheet glass (panes) or wired glass	free	200 tons
ex 763	Table, household, and kitchen ware of glass, not otherwise mentioned in the general tariff, shaped by moulding, whether or not smoothed, polished, frosted, cut, etched, figured, not coloured or opaque; painted, gilt or silvered, or figured, by the application or burning in of colours . . .	free	150 tons
ex 767	Mosaic glass combined with other materials, so far as they do not become liable to higher duties on account of such combination	free	0.5 ton
797	Axles and parts of railway wheels (including hubs, tyres, and rims): railway wheels and sets of wheels	free	900 tons
(801/2).	Steam boilers and drums of malleable iron together with collected parts of the same and boiler fittings:		
801	With more than 10 similar tubes of an internal diameter of 300 mm. or less; boilers of all kinds of non-malleable cast iron, irrespective of the net weight of the piece	free	1,500 tons
802	Other	free	
803	Buoys, gasometers, reservoirs for water and other purposes, recipients and other apparatus for factories as well as breweries and distilleries, rivetted, pressed, or welded, including the fittings and collected parts of such recipients and apparatus	free	4,000 tons
(804/5).	Tube joints, cocks, valves, slide valves and similar fittings of malleable iron for steam		

German Tariff Number	Description of Goods	Treatment	Annual Quotas
	boilers and drums, reservoirs and similar apparatus, and for conduits, without regard to the net weight of the piece :		
804	Not in combination with other common metals or alloys thereof	free	750 tons
805	Not in combination with other common metals or alloys thereof	free	140 tons
ex 806	Vices of all kinds	free	100 tons
807	Blocks and rollers for pulleys, windlasses and other portable lifting tackle	free	90 tons
808	Spades, shovels, hoes (<i>Blatthacken</i>), frying-pans, coal scoops, ladles for use in foundries, fire-irons, plough shares and mould boards for ploughs	free	50 tons
812	Files and rasps of any length	free	10 tons
ex 813	Drills (including caps of coal-cutters) not otherwise mentioned in the special tariff, and screw cutting apparatus	free	5 tons
814	Broaches, gimlets, cutting files, measuring tools (rules, angles, compasses (except cutting compasses), gauging rods, etc.)	free	2.5 tons
815	Hammers weighing net 10 kg. or less each, axes, choppers, pick-axes (<i>Hacken</i>), except hoes (<i>Blatthacken</i>), drawing knives, cutting knives, mincing knives, coarse, kitchen and garden knives, hand files and hand screws, adjustable wrenches, vice pins, tightening tools (spanners, etc.), braces, and other tools not specially mentioned	free	100 tons
816	Appliances not specially mentioned in the general tariff for agricultural, household or industrial purposes, without regard to the net weight of the piece :		
	Hand-manipulated drawing-off pumps (German patents) not mentioned under other numbers of the general tariff, of malleable iron, partly leaded with glass ventilating blocks	free	4 tons
	Other	free	0.5 ton
818	Spindles of all kinds for spinning works	free	5 tons
ex 825	Coffin handles of iron, combined or not with sheet nickel	free	2 tons
ex 859	Superior coffin handles of zinc, combined or not with iron or sheet nickel	free	
ex 868	Coffin handles of sheet nickel, combined or not with iron wire or zinc, unless they come under the ornamental articles finely worked of No. 887 of the general tariff	free	
ex 826	Tacks	free	200 tons
	<i>Note</i> : The quantity will be reckoned against the quota of 1,310,000 tons prescribed in List B.		
827	Cut nails (tacks, semences, and book stitching points) of any length	free	2 tons
828	Stove pipes and rings, boxes, drums, chests, baths, curry combs, house and kitchen utensils, revolving shutters and blinds bag and portmanteaux frames, bells and alarms, all these of sheet iron ; also parts of these articles, worked or not	free	500 tons

German Tariff Number	Description of Goods	Treatment	Annual Quotas
829	Chains (except bicycle chains) and parts thereof, worked or not	free	90 tons
830	Snaffles, curbs, stirrups, spurs, iron-work, etc. and other riding and driving gear, worked or not	free	0.75 tons
ex 832	Hinges of malleable iron, worked or not	free	2 tons
833	Locks and keys with or without keyholes, lock-bolt sockets, keyhole guards, and the like, of other common metals or alloys thereof	free	3 tons
834	Safes and cashboxes	free	50 tons
ex 835	Furniture (not upholstered) also of non-malleable cast iron : Card-index cabinets without pockets, and tables forming part of card-index cabinets or apparatus (" Kardex " card-index boxes and filing apparatus)	free	25 tons
836 A	Other	free	100 tons
ex 849	Ball and roller bearings, with or without balls or rollers, without regard to the net weight of the piece	free	12 tons
ex 854	Articles of aluminium (not included under No. 848 of the general tariff), combined or not with other materials so far as they are not included in the finely worked ornamental articles, etc., under No. 887 of the general tariff, or become subject to higher rates of duty by reason of combination with other materials	free	7 tons
ex 859	Coffin screws of iron with heads of an alloy of lead, zinc and antimony, the proportion of lead exceeding 50 %, coarse or fine, irrespective of the manner of working	free	0.5 tons
ex 875	Articles of zinc (except coffin handles) fine or coarse, without regard to the manner of working, combined or not with other metals so far as they do not become liable to higher rates of duty on account of this combination or are not included with the finely-worked ornamental articles, etc., under No. 887 of the general tariff	free	5 tons
ex 877	Wire gauze for washing coal, of brass wire, having 7 to 52 wires of warp in a width of 2 cms., endless or in rolls or pieces	free	15 tons
ex 878	Coarse wares of copper and coarse wares of cast brass, not mentioned in the preceding numbers of the general tariff. All these neither lacquered nor polished nor nickelled combined or not with other materials, so far as they do not come under No. 874 of the general tariff or become subject to higher rates of duty by reason of their combination with other materials	free	220 tons
	Coarse wares other than coarse wares of copper or cast brass not mentioned in the preceding numbers of the general tariff, all lacquered or polished wares of copper, except household and kitchen utensils (or of cast brass); wares of thick sheet brass (except pipes); wares of tombac; all these so far as they are not included under		

German Tariff Number	Description of Goods	Treatment	Annual Quotas
	Nos. 874, 879 or 887 of the general tariff or become subject to higher rates of duty by reason of their combination with other materials . . .	free	220 tons
ex 879	Towel-rails of brass, nickelled, combined or not with iron or glass	free	1.5 ton
ex 880	Wares of copper alloys, other than brass or tombac. Also polished, nickelled, painted, lacquered or combined with other materials, so far as they do not become liable to higher rates of duty by reason of such combination :		
	Parts of electrical engines and apparatus not mentioned in other numbers of the general tariff	free	15 tons
	Tops of bar counters, rinsing tables and laboratory tables ; also pipes and appliances for drawing beer	free	5 tons
	Paddle-wheels and conduit gear (<i>Leitapparate</i>) for pumps	free	6 tons
903	Fire pumps of all sorts, hand-pumps or pumps worked by animal traction	free	100 tons
907	Machines for generating and igniting the lights of motor vehicles, starting motors for combustion engines	free	2700 tons
	Other dynamos, electric motors, converters, with finished armatures and collectors ; transformers and reaction coils ; all without regard to the net weight of the piece	2,700 tons	
912 A	Telegraph appliances ; electrical telephones ; electric measuring and counting apparatus ; component parts of such articles	free	
912 F	Electrical appliances for illumination, transmission of power or electrolysis and for medical or dental purposes ; series resistances (<i>rhéostats</i>) and shunt resistances, galvanic cells (including dry batteries) and cells of thermo-electric batteries ; other electric appliances ; component parts of such articles	free	25 tons
914	Vehicles intended to run on rails, not combined with motive machinery	free	700 tons
ex 915	Motor cycles	free	3,800 tons
	Gears, speed-changing pinions, braking gear for motor bicycles	free	600 each
916	Cycles, not intended to run on rails (except hydro-cycles) without motive machinery, even if constructed to take passengers, to carry goods or to draw carts	free	8 tons
	(919/20) Parts of cycles (except motive machinery and parts thereof, also ball-bearings with or without balls) :		
919	Of iron, worked or not :		
	Frames, with or without forks and pedals . .	free	150 tons
	Other	free	
920	Of other common metals or alloys of common metals, of wood, cork, vulcanite, horn, leather, celluloid or similar moulding material ; finished wheels for cycles	free	30 tons

LIST B. I.

German Tariff Number	Description of Goods	Treatment	Annual Quotas
784	Rough blooms, puddled bars, ingots, mill bars, billets, crucible steel in ingots	free	1,310,000 tons
785 A	Malleable iron in bars, shaped or not, irrespective of manufacture or working	free	
ex 785 B	Hoop iron, except big slabs, hot rolled or forged, worked or not, or with patterns impressed in the rolling, cold rolled or drawn, further worked or not	free	
ex 786	Sheet iron, except large pieces more than 25 centimetres wide, rough, scaled, straightened, dressed or varnished, of any thickness	free	
791	(791/2) Rolled wire, including shaped wire : Hot rolled or forged, worked or not	free	
792	Cold rolled or drawn, of any diameter, further worked or not	free	
793	Spiral pipes, rolled or drawn, also tube-form pieces ; all these whether worked or not	free	
	(794/5) Other tube-form pieces, rolled or drawn with sides of any thickness : Rough	free	
794	Worked	free	
795	Rails for railways, cogged or not, flat rails, switch rails, frogs of malleable iron ; all these also drilled or riveted in the lower flange, or not ; sleepers, fishplates and bedplates	free	
796			
ex 825	Wire rope, barbed wire, plaited wire ; clamps . . .	free	4,200 tons
826	Wire tacks, hooks (<i>Klammern</i>), and clasp hooks (<i>Schlaufen</i>) of wire	free	
ex 825	Screws and rivets, with shanks of not more than 13 millimetres in diameter	free	

LIST B. 2.

German Tariff Number	Description of Goods	Treatment	Annual Quotas
ex 777	Pig iron, except non-malleable iron alloys (778/9) Tubes, including tube-form pieces of non-malleable cast iron, worked or not :	free	30,000 tons
778	With sides more than 7 millimetres thick	free	68,000 tons
779	With 7 millimetres or less thick	free	12,000 tons
ex 780 A	Rollers of non-malleable cast iron, rough (782/3) Non-malleable iron not otherwise men- tioned in the general tariff, without regard to the net weight of the piece :	free	100 tons
782	Rough	free	9,000 tons
783	Worked	free	
ex 785 B	Large plates, 25 centimetres wide or less, worked or not	free	153,500 tons
ex 786	Sheet iron, rough, scaled, straightened, dressed or varnished, less than 5 millimetres in thick- ness	free	
ex 786	Large plates, more than 25 cm. wide, rough, scaled, straightened, dressed or varnished, of any thickness	free	
ex 787	Sheet iron, browned, lacquered, or polished, of any thickness	free	
788	Sheet iron, tinned or coated with other base metals or alloys thereof, of any thickness	free	
789	Sheet iron, corrugated, drawn, grooved, or with embossed surface (<i>Riffelblech</i>), worked or not	free	
790	Sheet iron, except that specified in No. 789, pressed, studded, flanged, welded, rounded, drilled or cored, of any thickness	free	
	(798/9) Malleable cast iron, forgings and other wares of malleable iron not elsewhere mentioned in the general tariff, without regard to the net weight of the piece :		
798	Rough	free	
799	Worked	free	
800	Construction pieces of malleable iron, whether painted or not	free	
820	Billets for fishplates and screws for sleepers, gauge bars, fastening plates (<i>Klemmplatten</i>), cramp hooks ; screws and rivets with shafts over 13 millimetres in diameter, nuts and washers for screws ; insulator supports, horse shoes and calkins (threaded or not) ; all these worked or not	free	
824	Carriage springs including railway carriage springs irrespective of the manner of working	free	
793	Spiral pipes, rolled or drawn, also tube form pieces, worked or not	free	
	(794/5) Other tubes rolled or drawn with sides of any thickness :		6,000 tons
794	Rough	free	
795	Worked	free	

LIST B. 3.

German Tariff Number	Description of Goods	Treatment	Annual Quotas
ex 780 A	Rollers of non-malleable cast iron, rough (782/3) Non-malleable cast iron, not elsewhere specified in the general tariff, irrespective of net weight of the piece :	free	400 tons
782	Rough	free	5,000 tons
783	Worked	free	
786	Sheet iron, rough, scaled, straightened, dressed or varnished, of any thickness	free	100 tons
788	Sheet iron, tinned or coated with other base metals or alloys thereof, of any thickness	free	50 tons
789	Sheet iron, corrugated, drawn, grooved (<i>Riffel- blech</i>) with embossed surface, worked or not.	free	140 tons
790	Sheet iron, except that specified in No. 789, com- pressed, studded, flanged, welded, rounded, drilled or cored, of any thickness	free	310 tons
ex 792	Wire of ingot iron, drawn, worked or not, of any diameter ; wire, hot-drawn, 1.5 mm. in thickness or more, for autogenous welding	free	250 tons
793	Spiral tubing, rolled or drawn ; shaped tubing ; both worked or not	free	600 tons
794	(794/5) Other pipes, rolled or drawn, with sides of any thickness :	free	
795	Rough	free	
796	Worked	free	150 tons
	Rails for railways, cogged or not ; flat rails, switch rails, frogs of malleable iron, all these also drilled or riveted in the lower flange or not ; railway sleepers, fish-plates and bed-plates	free	
	(798/9) Malleable cast iron forgings, and other wares of malleable iron not elsewhere mentioned in the general tariff, irrespective of net weight of the piece :		
798	Rough	free	13,000 tons
799	Worked	free	
800	Construction pieces of malleable iron, whether painted or not	free	10,000 tons
820	Bolts for fish-plates and screws for sleepers, gauge bars, fastening plates (<i>Klemmplatten</i>), cramp hooks, screws and rivets, with shanks of not more than 13 mm. in diameter, nuts and washers for screws, insulator supports, horse-shoes and calkins (threaded or not) ; all these worked or not	free	700 tons
821	Iron fittings for railway carriages, buffers, points and signals	free	3,000 tons
823	Axles, except railway axles, other than patent and semi-patent axles, and parts thereof not elsewhere specified in the general tariff :		
	Front axles, with or without steering swivels, also steering swivels, for motor-cars, rough	free	220 tons
	Other, worked or not	free	125 tons

German Tariff Number	Description of Goods	Treatment	Annual Quotas
824	Carriage springs, including those for railway carriages, irrespective of the manner of working . . .	free	1,900 tons
ex 825	Wire rope	free	300 tons
	Barbed wire, plaited wire and wire gauze, wire baskets	free	2,000 tons
	Wire springs	free	30 tons
894	Steam engines, steam turbines, water-power machinery (turbines, water-wheels and water-pressure engines), combustion or explosion motors, hot air and compressed air motors, and other motor machinery (except electric motors) not specified in the preceding numbers of Section 18 of the general tariff, combined or not with dynamos, pumps, hammers, blowing-machines, freezing machinery, mining engines ; also fixed, portable or floating dredgers, pile-driving machines and cranes ; all these of any weight	free	2,500 tons
ex 904	Machinery for the manufacture of screws, nuts, and other small ironwork ; for carving, drilling, milling, vulcanizing, dressing, sawing or sharpening metals, or metal articles irrespective of the net weight of the machine	free	140 tons
906 D	Other machinery not specified in the general tariff, irrespective of the net weight of the machine : Freezing machines and automatic freezing machines (German patent) with or without electric motor Other	free free	600 tons 4,000 tons

LIST C. 1.

French Tariff Number	Description of Goods	Treatment	Annual Quotas
ex 215	Spare axles for mine locomotives and windlasses.	M. T.	10 tons
302	Carbons, artificial (<i>agglomérés</i>) and charred (<i>cuits</i>) for electric lighting and other industrial purposes	M. T. with a reduction of 15 %	12,000 tons
331	Fire-proof pottery of common clay.	M. T. with a reduction of 20 %	
ex 332	Bricks and wares based on alumina, bauxite, magnesia, etc.	M. T. with a reduction of 20 %	

French Tariff Number	Description of Goods	Treatment	Annual Quotas
ex 343	Faïence of common paste	M. T. with a reduction of 15 %	200 tons
347 (b) A and B	Articles for electrical purposes, of porcelain, faïence, and white or coloured stoneware, earthenware, glass, crystal, etc.	M. T. with a reduction of 10 % ¹	
ex 406	Cotton tissues, coloured, for filtering purposes . .	M. T. with a reduction of 20 % ²	
ex 510 A	Compressed air engines with piston.	M. T. with a reduction of 25 %	350 tons
510 C	Compressors, with more than two phases	M. T. with a reduction of 25 %	75 tons
510 D	Internal combustion or explosion motive engines, worked by gas, petroleum, spirits, etc.	M. T. with a reduction of 20 %	
510 E	Motors with hot combustion chamber, without mechanical injection (semi-Diesel)	M. T. with a reduction of 20 %	
512 (b) A	Pumps.	M. T. with a reduction of 25 %	50 tons
512 (b) B	Hydraulic engines, with wheels, pistons turbines, hydraulic sluices	M. T. with a reduction of 25 %	
ex 512 (b) C	Ventilators	Same duty as hydraulic engines	
ex 518	Machines for making wire-work	M. T. with a reduction of 50 %	24 tons
ex 521	Machines for printing, weighing each 10,000 kg. or more	M. T. with a reduction of 30 %	
521 (c)	Platen presses, etc.	M. T. with a reduction of 30 %	3 tons
ex 521 (d)	Linotype machines	free	30 units
ex 524 A	Dynamo-electric machines and industrial electric transformers, dry or in oil, weighing less than 500 kg. each	M. T. with a reduction of 20 %	

¹ Articles imported by hospitals or public services shall be entitled to these rates.

² Importers will not be entitled to these rates unless they prove that the cloths in question are specialities not obtained in France.

French Tariff Number	Description of Goods	Treatment	Annual Quotas
524 (b) A	Apparatus for igniting internal combustion engines, of any kind	M. T. with a reduction of 20 %	
ex 524 (b) B	Apparatus for cutting off, regulating, protecting and distributing electric current ; weighing : From 150 kg. inclusive to 1,000 kg. exclusive . Less than 150 kg.	M. T. with a reduction of 30 % M. T. with a reduction of 20 %	4 tons
524 (b) E	Telephone apparatus, and telegraph apparatus, other than that included under Nos. 524 (b) F and G	M. T. with a reduction of 15 %	20 tons ¹
524 (b) I	Electrical measuring apparatus, except the meters enumerated under No. 505	M. T. with a reduction of 20 %	
ex 524 (b) J	Electrical medical apparatus for public and private hospitals or nursing homes	M. T. with a reduction of 33 %	
ex 524 (b) N	Apparatus forming part of the electrical or electro- technical apparatus enumerated in List C I, with or without coils	M. T. with a reduction of 25 %	
ex 525	Machine tools and similar machines included in List B of the Franco-German Agreement of August 17, 1927	M. T. with a reduction of 30 %	
525 (b) A	Flour milling and rolling mills	M. T. with a reduction of 20 %	
ex 525 (b) C	Hoisting apparatus, including lifts and their hoisting cables, weighing each 2,000 kg. or more . . . Presses	M. T. with a reduction of 20 % M. T. with a reduction of 20 %	
ex 525 (b) E	Fixed railway and tramway material : Turntables and crossings Traverse tables (not including engines)	M. T. with a reduction of 30 % M. T. with a reduction of 20 %	150 tons

¹ Public administrations and public services shall be entitled to benefit by the above quota if the apparatus in question is intended for already existing installations.

French Tariff Number	Description of Goods	Treatment	Annual Quotas
525 (f)	Plant for laying asphalt, bitumen, lime cement, mortar, concrete, earth or the like	free	5 tons
ex 525 (h)	Machines and apparatus not elsewhere mentioned or classified, weighing each 2,500 kg. or more.	M. T. with a reduction of 25 %	
526 (e) A	Open boilers other than household boilers, of sheet iron or steel, with or without parts of cast iron and accessories of other metals	free	20 tons
ex 527	Heating apparatus for breweries	M. T. with a reduction of 40 %	30 tons
	Heating apparatus for pharmacies	M. T. with a reduction of 20 %	10 tons
	Heating apparatus for pharmacies and kitchens	M. T. with a reduction of 20 %	
527 (b)	Refrigerating apparatus	M. T. with a reduction of 10 %	
532	Detached parts of machines and of shafting, of cast iron, turned, filed and adjusted	free	
ex 533 A	Component parts of machines, of brakes and steering apparatus and of shafting, of wrought or stamped iron, of moulded iron or steel, or of malleable cast iron, worked, except knives for industrial purposes	free	
ex 533 A	Knives for industrial purposes	M. T. with a reduction of 20 %	
533 B	Shafting parts (rings, cylindrical couplings, journals, bearings, bushings, sockets, out-end plumber blocks (<i>chaises</i>), plumber-block bottoms (<i>semelles</i>) and similar parts; friction clutches, axle-boxes with white metal lining (not exceeding 5 % of the total weight); made of moulded cast iron, or iron or steel moulded or stamped, and of malleable cast iron, whether those metals are mixed with one another or not	free	
533 (b)	Straight axle trees (<i>essieux</i>), mounted, for railways and tramways.	M. T. with a reduction of 30 %	15 tons
533 (d)	Straight shafts (bored), bent shafts, crank shafts, worked, as spare parts for already existing machines and apparatus.	M. T. with a reduction of 20 %	
ex 533 (f)	Component parts of boilers, and similar apparatus of pressed (<i>embouti</i>) or welded sheet iron, worked Cylindrical furnaces for boilers with internal furnaces, worked	free	
ex 533 (h)	Frames and bodies of dynamos	M. T.	25 tons

French Tariff Number	Description of Goods	Treatment	Annual Quotas
ex 535	Component parts of copper, pure or alloyed with any metal other than aluminium bronze with more than 20 % aluminium, cast, moulded or forged (brasses, cocks and accessory fittings for water, gas, steam, etc.) and other pieces, worked, with the exception of knives for industrial purposes	free	
ex 535	Knives for industrial purposes	M. T. with a reduction of 25 %	
535 (b) A	Component parts of machines and of shafting not specified, of two or more metals, such as iron, steel, zinc, cast-iron, tin, lead, copper, pure or alloyed with any metal named in the preceding items, such as brasses, cocks and accessory fittings for water, liquids, gas and steam, with the exception of knives for industrial purposes	free	
	Knives for industrial purposes	M. T. with a reduction of 20 %	
535 (b) B	Component parts and accessory apparatus having parts of metal with a base of nickel or chrome, with the exception of knives for industrial purposes	free	
	Knives for industrial purposes	M. T. with a reduction of 20 %	
536	Component parts for electric work ¹	free	
ex 537	Screw-stocks, chisels for moulds, mould bottoms.	M. T. with a reduction of 60 %	12 tons
	Handles	M. T. with a reduction of 60 %	2.5 tons
	Glass-blowers' rods and tools	M. T. with a reduction of 60 %	1 ton
553	Straight cylindrical pipes for canalisation, 7 mm. or more in thickness ; beams and columns, solid or hollow, not ornamented ; frames (<i>bâtis</i>) of columns merely pierced with holes ; gas retorts ; solid fire bars for grates, even put together ; bars and plates for furnaces ; straight bars of solid section ; vats (<i>cuves</i>) of large size for industrial purposes ; inspection doors (<i>trappes de regards</i>) ; plates for sewers and similar rough castings	M. T.	
553 (b)	Straight cylindrical pipes for canalisation ; 7 mm. or more in thickness ; water and like unions such as elbow or branched pipes, straight joints (<i>racords droits</i>) (including joints furnished with rough flanges pierced by drills)	M. T.	

¹ Spare parts intended for incorporation in already existing machines and apparatus.

French Tariff Number	Description of Goods	Treatment	Annual Quotas
ex 554 ex 556	Separate parts for the machines and apparatus enumerated in List C 1	M. T. with a reduction of 20 %	
ex 558	Iron or steel building material ; parts of bridges fixed or movable, frame work for buildings, etc., for sluice gates, portable railways composed of one or more pieces, bored or adjusted, pieced or fitted together with rivets or bolts, other than the separate pieces covered by the preceding paragraphs, each piece weighing 5 kg. at least to the lineal metre, intended for incorporation in already existing machines or plant	M. T. with a reduction of 20 %	15 tons
ex 558 (b)	Iron and steel work : smaller pieces not specified — to be used as gratings, as barriers at level crossings, frames for tents, for hot-houses, kiosques or verandahs, window-frames fitted or not, fixed or movable frames, shutters of sheet iron for shops, and in general all objects composed of one or more pieces bored or adjusted, or fitted together with rivets or bolts, each piece weighing less than 5 kg. to the lineal metre, intended for incorporation in already existing machines or plant	M. T. with a reduction of 20 %	8 tons
ex 561	Spare cables, of iron and steel	M. T.	10 tons
ex 562 (b)	Jointed chains, of iron	M. T. with a reduction of 20 %	32 tons
ex 566	Bolts, nuts for pistons, weighing more than 100 kg. each	M. T. with a reduction of 20 %	5 tons
ex 572	Coppersmiths' wares and copper connecting rings	M. T. with a reduction of 30 %	500 kg.
	Sockets and tubes of special alloys for blast-furnace loading apparatus (<i>Rübel</i> patent) (according to specimen deposited with the Customs) . . .	M. T. with a reduction of 30 %	9 tons
ex 572 (b)	Apparatus for autogenous welding, for stamping out and other purposes (blow-pipes, <i>mano-détendeurs</i> , etc.)	M. T. with a reduction of 20 %	1.5 tons
ex 576	Apparatus and mechanical devices, of lead, for handling acids	M. T.	5 tons
ex 576 (c)	Electric accumulators of all kinds and their component parts not specified elsewhere, for railways and trams	M. T. with a reduction of 20 %	30 tons

French Tariff Number	Description of Goods	Treatment	Annual Quotas
ex 576 (c) ex 576 (d)	Electric accumulators of all kinds and their component parts not specified elsewhere ; batteries with component and detached parts for mine lamps	M. T. with a reduction of 20 %	2 tons
	Other	M. T. with a reduction of 20 %	15 tons
ex 579 (b)	Aluminium wares for public or private hospitals and clinics	M. T. with a reduction of 50 %	
ex 604	Sirens for industrial concerns and Public Services.	M. T. with a reduction of 20 %	
ex 620 (b)	Manufactures of amianthus or asbestos with the exception of those enumerated in List A (1). .	M. T. with a reduction of 15 % ¹	
ex 620 (c)	Mica in sheets, or plates ; mica wares, micanite and micanite conglomerates, papers and cloths treated with mica, mixed or not with other materials . .	M. T. with a reduction of 15 % ¹	
ex 634 (c) B	Manometers, with the exception of metal manometers permanently fixed on boilers and machines, which by virtue of the note to 634 (c) B of the Franco-German Agreement of August 17, 1927, pay the same duty as the aforesaid machines, according to kind	M. T. with a reduction of 20 %	
ex 634 (c) B	Callipers	M. T. with a reduction of 20 %	
ex 635 (c)	Apparatus and instruments employed in medicine and surgery, intended for public and private hospitals and clinics ²	M. T. with a reduction of 25 %	3 tons
ex 636 (d)	Glass ware and vessels for scientific apparatus and instruments, and for laboratories : Graduated or gauged glass ware, articles of blown glass ; articles of porcelain, stone ware, faience, fire-clay, plumbago, etc.	M. T.	1 ton

¹ Such wares will only be entitled to this treatment provided they form part of the machines and apparatus enumerated in list C 1. or are intended for the repair of already existing machines or apparatus.

² The conditions of Article 5 will be considered as fulfilled provided the apparatus and instruments in question are intended for already existing medical or surgical appliances.

LIST C. 2.

French Tariff Number	Description of Goods	Treatment	Annual Quotas
ex 213			
ex 525 (b) E	Flat, grooved or solid rails for points and line installations	M. T.	400 tons
ex 214	Wheels and tyres of iron or steel, worked, for trams and industrial concerns	M. T.	25 tons
ex 216	Crank-axes for locomotives, of iron or steel, for trams and industrial concerns	M. T.	
331	Fireproof pottery of common clay	M. T. with a reduction of 20 %	2,500 tons
ex 332	Bricks and wares based on alumina, bauxite, magnesia, etc.	M. T. with a reduction of 20 %	
ex 495	Name-plates of associations or clubs of an economic or sporting character	M. T. ¹	300 kg.
ex 495 (b)			
ex 496			
ex 496 (b)			
ex 505	Assembled parts of electro-meters	M. T.	750 kg.
ex 509	Unassembled parts of electro-meters	M. T.	
ex 505	Water and gas meters.	M. T. with a reduction of 20 %	1,000 units
ex 506	Public clocks, with weights	M. T. with a reduction of 50 %	500 kg.
ex 509	Watch fittings, with the exception of mainsprings for watches of German origin ²	M. T.	15 kg. ³
ex 521	Machines for printing, weighing less than 10,000 kg. each	M. T. with a reduction of 15 %	net weight 150 tons
521 (b)	Machines and supplies accessory to the printing and stationery trades	M. T. with a reduction of 15 %	
ex 522	Mowers	M. T. with a reduction of 20 %	300 tons
ex 523	Sewing machines : Tops of machines, including the nickelled parts.	M. T. with a reduction of 15 %	5,000 units

¹ These articles will not be dutiable as clasps and brooches but under No. ex 496 (other) at a rate of 17 fr. per kg.

² The watch springs shall be imported and allotted by the Saar Chamber of Artisans.

³ The packings shall be duty free.

French Tariff Number	Description of Goods	Treatment	Annual Quotas
ex 524 A	Self-contained kitchen cookers	M. T. with a reduction of 10 %	1 ton
ex 524 (b) M	Electric and electro-technical appliances for house- hold use and small electro-mechanical appliances : Drillers, polishers and washing machines	M. T. with a reduction of 15 %	2 tons
ex 525 (g)	Machinery and apparatus not elsewhere specified or included, weighing each from 100–2,500 kg.	M. T. with a reduction of 15 %	80 tons
ex 538	Gothic printers' type	free	
ex 567	Tubes of iron or of steel with an insulating inner lining : Simply butt-joined, butt-welded (<i>soudés par rapprochement</i>), of any diameter, doubled or lapwelded, and tubes of an internal diameter of more than 100 mm. welded by any process.	M. T.	15 tons
ex 614	Special lorries for carrying ceramic tiles, according to description lodged with the Customs	M. T.	100 units
ex 614 (b)	Separate parts of bicycles	M. T. with a reduction of 20 %	15 tons
ex 614 (c)	Separate parts of automobiles shown to be intended for German automobiles ¹	M. T. with a reduction of 25 %	50 tons
ex 620	Articles of indiarubber : Rubber rings, buffers, sockets, capsules, discs and plates, membranes for diaphragm pumps, high pressure tubing, special tubing for coke- ries, fire-hose, endless indiarubber ribbons with patent selvages	M. T. with a reduction of 20 %	12 tons
ex 630 (d)	Candles (<i>bougies</i>) with insulating parts of porcelain, steatite, petroid, stecolithe, meca or other similar materials	M. T. with a reduction of 20 %	1.5 tons
ex 634 (d) A	Instruments and apparatus for demonstration and research, for schools.	M. T. with a reduction of 20 %	2 tons
ex 635 (e)	Orthopaedic trusses and belts for public and private hospitals and for clinics.	M. T. with a reduction of 20 %	280 units

¹ The importer must show the grey card or driving licence.

LIST X.

(List C 1).

German Tariff Number	Description of Goods
302	Carbons, artificial (<i>agglomérés</i>) and charred (<i>cuits</i>) for electric lighting and for other industrial purposes.
331	Fireproof pottery of common clay
ex 332	Bricks and wares based on alumina bauxite, magnesia, } up to 8,000 tons. etc. }
ex 343	Faience of common paste.
347 (b) A and B	Articles for electrical purposes of faience, porcelain, white or coloured stone-ware, pottery, glass, crystal, etc.
ex 406	Tissues of cotton, dyed, for cloth filters.
524 (b) E	Telephone apparatus, etc.
524 (b) I	Electric measuring instruments.
524 (b) J	Electric medical apparatus.
ex 524 (b) N	Apparatus forming part of the electrical and electro-technical machines or apparatus enumerated in List C 1, with or without coils.
525 (f)	Plant for laying asphalt, etc.
ex 527	Heating apparatus for breweries, etc.
527 (b)	Refrigerating apparatus.
ex 533 A	Knives for industrial purposes.
ex 535	
ex 535 (b) A and B	
ex 535	Separate parts of copper, pure or alloyed with any metal other than aluminium bronze with more than 20 % of aluminium, etc.
536	Separate parts for electrical apparatus.
ex 537	Chisels for moulds, mould bottoms, handles.
ex 572 (b)	Glass blowers' rods and tools.
ex 576	Apparatus for autogenous welding, etc.
ex 576 (c)	Apparatus and mechanical devices, of lead, for handling acids.
ex 576 (c)	Accumulators, etc.
ex 576 (d)	Accumulators and batteries, etc.
ex 579 (b)	
ex 604	Wares of aluminium, etc.
ex 620 (b)	Sirens, etc.
620 (c)	Wares of amianthes or asbestos, etc.
ex 634 (c) B	Mica in leaves, etc.
ex 635 (c)	Manometers and callipers.
ex 635 (d)	Apparatus and instruments employed in medicine and surgery.
ex 635 (d)	Glassware and vessels for scientific apparatus and instruments and for laboratories, etc.

(List C. 2.)

331	Fireproof pottery of common clay.
ex 332	Bricks and wares based on alumina, bauxite, magnesia, etc.
ex 495	Name plates of societies, etc.
ex 495 (b)	
ex 496	
ex 496 (b)	

German Tariff Number	Description of Goods
ex 505	} Assembled parts of electrometers.
ex 509	
ex 506	} Unassembled parts of such meters.
ex 509	Public clocks, with weights .
ex 522	Watch fittings, with the exception of main springs, for watches of German origin.
ex 523	Mowers.
ex 524 A	Sewing machines.
ex 524 (b) M	Self-contained kitchen cookers.
ex 538	Electric and electro-technical appliances for household use.
ex 567	Gothic printers' type.
ex 614	Tubes of iron or steel with an insulating inner lining, etc.
ex 614 (b)	Special lorries, etc.
ex 614 (c)	Separate parts of bicycles.
ex 620	Separate parts of automobiles, etc.
ex 630 (d)	Manufactures of india-rubber, etc.
ex 634 (d) A	Candles (<i>bougies</i>) with insulating parts, etc.
ex 635 (c)	Instruments for demonstration, etc.
	Orthopaedical trusses, etc.

LIST Y.

German Tariff Number	Description of Goods
ex 205	Cast iron containing at least 6 % of manganese.
ex 205	Hematite castings.
ex 205 (b)	Ferro-silicon.
ex 205 (b)	Ferro-manganese.
ex 207 and	} Grooving for windlass jacks.
ex 207 (b)	
ex 210	Flat sheet iron or steel.
ex 525 (b) E	Point plates.
ex 537	Anvils.
554	Iron castings for machinery or for ornament.
561	Cables of iron and steel.

PROTOCOL OF SIGNATURE.

I.

Ad Articles 1 to 6.

The High Contracting Parties agree to take as a basis for reckoning the quotas :

(1) In respect of the goods enumerated in Lists A, A 1, C 1 and C 2 :

(a) The dutiable value or the number of articles, if the quota is fixed according to the value or the number of articles ;

(b) The net weight, if the goods are liable to *ad valorem* duty but the quota is fixed according to weight ;

(c) In all other cases, the weight on which the duties would be leviable (gross, semi-gross or net weight) if the goods were imported from German Customs territory into France under the Franco-German Commercial Agreement of August 17, 1927, and subsequent agreements.

(2) In respect of the goods enumerated in Lists B, B 1, B 2 and B 3, the quotas of which are fixed according to weight, the actual net weight of the goods, and for other goods, the number of articles.

II.

Ad Articles 1 to 6.

A. In respect of the goods enumerated in Lists A, A 1, C 1 and C 2, the packing shall be treated as follows :

(1) If the goods are duty free, the packings shall also be admitted duty free, even if separately dutiable ;

(2) In the case of goods admitted at reduced rates and which are cleared gross instead of net, no distinction shall be made between the goods themselves, and their packing ; both shall be admitted at the reduced rates ;

(3) In the case of goods admitted at the rates of the minimum tariff, or a reduced tariff, and the packings of which are separately dutiable under the French Customs laws or regulations, the said packings shall be cleared at the minimum tariff.

B. As regards the importation of duty free goods from the Saar Territory into German Customs territory, packings, whether of the usual trade type or not, shall be admitted duty free, unless intent to evade the import duty applicable to the packings is manifest or can otherwise be proved. The same applies to the entry of dutiable goods, unless the packings are considered as part of the gross or net weight of the goods and subject to the same rate of duty. Objects used solely to stow goods in the vehicles and packing gear not forming an integral part of the package shall also be admitted free of duty.

III.

Ad Article 1.

As regards the importation of the drugs enumerated in No. 316 of the French tariff : “ Drugs not mentioned in an official pharmacopoeia and therefore bearing in clear characters and in French on the immediate container as well as on the outside wrapper, the usual trade name and the proportion of active substances (exclusive of chemical terms and formulae), also the name and

address of the manufacturer ", the High Contracting Parties agree that the required inscription in clear characters may be in German, provided all other conditions laid down in the tariff are scrupulously fulfilled. Only the pharmaceutical products included in the list published by decree of the Governing Commission on May 10, 1927, or by subsequent decrees, shall be exempt from the above conditions.

IV.

Ad Article 1.

In case of an increase of the minimum tariff in force at the date of the signature of the present Agreement, the products enumerated under Nos. 481, 482, 483 (footwear, of whatever weight) and No. 579 (articles of nickel) of List A shall enjoy the benefit of the minimum tariff with a reduction of 25 %, up to the quotas provided for in the present Agreement.

V.

Ad Article 1.

The High Contracting Parties agree that the rule laid down in the foot-note to ex 83 of List A appended to the present Agreement, regarding the issue of certificates of origin, shall apply not only to seed potatoes and up to the quota fixed for them in No. ex 83, but also, subject to the prohibitions in force for the protection of plants, to all potatoes imported from German Customs territory into the Saar Territory.

VI.

Ad Article 1.

As regards the application of Article 1, the High Contracting Parties agree that :

(1) The quota of one hundred tons provided for under No. 318 of List A (Starch so called) shall be reckoned against the quota of six hundred tons provided for in the Franco-German Commercial Agreement of August 17, 1927 ;

(2) The quota of 100,000 pairs of shoes provided for under Nos. 481, 482 and 483 of List A (Shoes) shall be reckoned against the quota of 400,000 pairs of shoes provided for in the Franco-German Commercial Agreement of August 17, 1927.

VII.

Ad Article 2.

As regards the application of paragraph (a) of Article 2, it is understood that the import declaration shall be drawn up in duplicate, and that after registration and verification by the Customs office, one copy shall be returned to the importer which on each re-exportation he must present to the Customs office of exit for endorsement.

Withing ten days of the expiry of the time allowed for re-exportation, he must file this voucher with the Customs office of entry so that the due fulfilment of his undertakings may be certified. He shall be liable for the payment of duties on any quantities the re-exportation of which has not been certified in the manner prescribed. If he fails to return this duplicate voucher to the Customs office of entry, he shall be liable for the normal rates of duty in respect of the total quantities imported.

If, however, before the time-limit for re-exportation has expired, the importer intimates that circumstances have prevented him from using all or part of the products imported under the

provisions of Article 2 for the manufacturing purposes contemplated, or to re-export the manufactured goods by the date fixed, he may obtain an extension of the time-limit from the Director of Customs on furnishing sufficient proof that the products have remained in his warehouses.

As regards products imported under Article 2, in regard to which it is provided in List A 1 that a part may remain permanently in the Saar without being liable to the normal duties, it is understood that this part shall be calculated on the basis of the quantities re-exported.

VIII.

Ad Articles 3 and 4.

It is understood that the goods enumerated in Lists B, B 1, B 2 and B 3 shall enjoy up to the quotas fixed in the said Lists, the treatment therein laid down, even when, on account of their special nature or the transformation they have undergone, they would be liable to a surtax under the German general tariff.

IX.

Ad Article 4.

As regards the application of Article 4 and the distribution of the quotas given in Lists B 1 and B 2, it is understood that if any small Saar producer arranges with the factories benefiting by such quotas for the cession of a share therein, the High Contracting Parties will not oppose the grant by the Governing Commission of a quota certificate for an amount to be deducted from the share allotted to the factory with which the arrangement was made. The German Customs shall be entitled to make the same deduction.

X.

Ad Articles 5 and 6.

As regards the application of the provisions of Articles 5 and 6 requiring importers to have been established in the Saar Territory for two years prior to January 10, 1925, the High Contracting Parties agree that this provision regarding the date of establishment shall apply, in the case of industrial undertakings, to the nature of the goods produced and not to the legal or personal status of the person carrying on the undertaking, and will not be affected, in the case of artisans and traders, by a change of occupation or the removal of one and the same business to a different part of the Saar Territory. The above provision regarding the date of establishment shall not apply to branch establishments or concerns constituting auxiliaries or extensions of undertakings which had been established in the Saar for two years on January 10, 1925.

XI.

Ad Article 5.

The provisions of Article 5 shall apply to hotel undertakings as regards Nos. 510 B, 510 E, 512 (b) A, ex 524 (b) N (provided the installation or goods already existed), ex 527, 527 (b), 532, 533 A, 533 (f), 535 (b) A, 535 (b) B, 536, 553, 553 (b) and ex 572.

XII.

Ad Article 6.

As regards the application of Article 6, the High Contracting Parties intend the term "normal duties" to mean the duties applicable under conventions in force between the two countries or, in the absence of such, the rates of the ordinary tariff.

XIII.

Ad Article 6.

The High Contracting Parties agree that only transactions in respect of goods already imported into the Saar Territory by traders or warehousemen established in the Saar Territory for at least two years prior to January 10, 1925, shall be regarded as re-selling transactions within the meaning of paragraph (b) of Article 6 and Section XIV of the Protocol of Signature.

XIV.

Ad Article 8.

As regards the application of Article 8, the High Contracting Parties agree that, in the allotment of quotas provided for in List C 2, an appropriate percentage shall be set aside, in accordance with the desire of the Governing Commission of the Saar Territory, for importations by private consumers and middlemen (re-selling), both in the wholesale and retail trade.

XV.

Ad Article 8.

In order to obtain a quota certificate from the Delegate in the Saar Territory of the Reich Ministry of Economic Affairs for goods to be imported into German Customs territory, the aforesaid Delegate must be furnished with the particulars which he has to enter upon the certificate under paragraph 2 of Article 8, and the necessary data for verifying them, especially as regards the weight and number of the goods to be despatched.

XVI.

Ad Article 8.

1. The High Contracting Parties undertake to instruct their competent services to forward to the Governing Commission, for guidance in the allotment of quotas incumbent upon it under Article 8, returns of the quantities for which quota certificates have been issued. These returns shall be compiled for each of the Lists under the present Agreement and shall show, in addition to the tariff numbers, the names of the persons entitled to quotas.

2. In order to enable the Governing Commission in making each allotment, to ascertain to what extent advantage has been taken of previous quotas, importers shall annex to their import declaration for goods entering the Saar, and exporters to the quota certificate accompanying the goods, a voucher made out in the appointed form and destined in the former case for the Governing

Commission and, in the latter, for the Customs Administration of the Reich. These vouchers shall give the following particulars :

- (a) Name and address of the person entitled to the quota.
- (b) Number and date of the quota certificate.
- (c) Description of the goods according to French or German Customs nomenclature, as the case may be .
- (d) Tariff number.
- (e) Quantity (net weight or number of units), or value, according to the consignment.

The correctness of these entries shall be verified and attested by means of an official stamp affixed by the French or German Customs, and completing the entries aforesaid by adding the date of clearing and the necessary particulars for calculating the quotas as provided under Section I, of the present Protocol.

The vouchers will then be collected by the competent Customs services. Those collected by the French Customs will be sent direct to the Governing Commission, and those collected by the Customs of the Reich will be forwarded to the Delegate in the Saar Territory of the Reich Ministry of Economic Affairs, who will analyse them and communicate the results to the Governing Commission.

The Governing Commission will communicate the return thus received to the Director of Customs at Saarbruck, and will forward to the Delegate of the Reich Ministry of Economic Affairs a return showing the result of the analysis of the vouchers received from the French Customs.

3. The returns and communications provided for in paragraphs (1) and (2) must be sent in to the Governing Commission not later than the beginning of the fifth month of each quota period. They shall show the results of the first three months of the current quota period and, in a separate table, of the last three months of the preceding quota period. It is understood that the returns and communications to be sent in during the first period will show only the results of the first three months of that period.

XVII.

Ad Article 8 (2 B. paragraph 3).

The High Contracting Parties agree that the proof of origin shall be furnished in conformity with the provisions of the Franco-German Commercial Agreement of August 17, 1927.

XVIII.

Ad Article 9 (paragraph 1).

The High Contracting Parties agree that the full amount of the annual quotas provided for in List A of the present Agreement for seed potatoes and seeds (Nos. ex 83 and ex 89 of the French tariff) may be imported during the first six months of each year.

XIX.

Ad paragraph 13.

The High Contracting Parties agree :

- (1) That as regards goods already enjoying preferential treatment under previous agreements in respect of trade between the Saar Territory and German Customs territory, all quantities imported before the present Agreement comes into force shall be reckoned against the quota of the first quota period.

(2) That as regards goods for which under previous Agreements higher import quotas were provided than those fixed by the present Agreement, the quantities imported between January 1, 1928, and the coming into force of the present Agreement shall not be taken into account in reckoning the new quota provided for in the present Agreement, but that, in respect of the first quota period, the new quota shall be reduced in proportion to the time still to run from the coming into force of the present Agreement up to the end of the aforesaid first period.

XX.

Ad Article 13 (paragraph 4).

In the event of the denunciation provided for in paragraph 4 of Article 13, the quantities of goods which may be imported from the beginning of the quota period up to the date when the denunciation takes effect shall be in ratio to the interval between the beginning of the quota period and the said date of denunciation.

If the end of a half-year falls during the period of notice, the quotas of the preceding half-year shall be increased in the aforesaid ratio.

Each of the two Governments may take any necessary measures to prevent the aforesaid ratio being exceeded; the entrance of consignments already despatched at the date of denunciation shall, however, not be prevented and such quantities as had been imported in excess of this ratio at the date of denunciation shall be regarded as having been legitimately imported.

XXI.

Ad Article 13 (paragraph 4).

The High Contracting Parties agree that the special conditions underlying Articles 4 and 5 are the same as those on which the corresponding provisions of the Convention of November 6, 1926, are based.

XXII.

The two Governments have concluded the Agreement signed by them to-day in the joint conviction that the limited and temporary special privileges which they have agreed to concede to the Saar Territory, having regard to its special economic needs, cannot be claimed or called in question by any country enjoying most-favoured-nation treatment from either of the High Contracting Parties.

If, however, the Government of any third country should claim or raise an objection to any one of the above special privileges, the privilege in question shall remain in force only for 45 days from the date upon which the said claim or objection was notified by the Government receiving it to the Government of the other Contracting Party.

During that period, the two Governments shall enter into negotiations for the purpose of removing the aforesaid claim or objection, neither being bound, however, to offer any consideration or compensation in respect of the maintenance of the régime claimed or objected to.

If, at the expiration of the time-limit, the negotiations have failed, the privilege claimed or objected to shall be withdrawn and the two Contracting Parties shall jointly discuss the consequences of this partial modification of the present Agreement.

PARIS, February 23, 1928.

(Signed) VON HOESCH.

(Signed) WEYMANN.

(Signed) BRIAND.

(Signed) BOKANOWSKI.

FIRST EXCHANGE OF NOTES.

GERMAN EMBASSY.
W. V. 1162.

PARIS, *February 23, 1928.*

YOUR EXCELLENCY,

The two Delegations, having learnt that negotiations for an agreement regarding the cement trade between German and French Customs territory, are shortly to be opened between representatives of the German and French cement industries, thought it advisable, in the Agreement signed to-day, not to anticipate the above settlement.

I have the honour to inform Your Excellency that the German Government is prepared, as regards the importation of cement from the Saar Territory into German Customs territory, to take into account any new conditions resulting from this private agreement, and to determine accordingly, in concert with the French Government, the Customs régime for the admission of Saar cement into German Customs territory.

I should be glad to have your assurance that the French Government is likewise prepared to take the aforesaid settlement into account, and to come to an agreement with the German Government upon the régime for the admission of cement from German Customs territory into the Saar Territory.

I have the honour to be, etc.

(Signed) VON HOESCH.

His Excellency Monsieur Aristide Briand,
Minister for Foreign Affairs,
Paris.

PARIS, *February 23, 1928.*

YOUR EXCELLENCY,

You were good enough to let me know by your letter of to-day's date, that the German Government is prepared to take into account any new conditions resulting from whatever settlement may be reached by the representatives of the French and German cement industries, and to agree accordingly with the French Government upon the Customs régime for Saar cement, imported into German Customs territory.

I have the honour to assure you that the French Government is likewise prepared to take any such settlement into account and to determine in agreement with the German Government the régime to be applied to cement imported from German Customs territory into the Saar Territory.

I have the honour, etc.

(Signed) BRIAND.

Monsieur von Hoesch,
German Ambassador,
Paris.

SECOND EXCHANGE OF NOTES.

PARIS, *February 23, 1928.*

YOUR EXCELLENCY,

During the negotiations which led to the conclusion of the Agreement of to-day's date, the German Delegation expressed the wish that the licenses required by the French Customs for the admission duty free of used household effects as well as family bequests and marriage outfits, should be exempt from the consular visa, when these effects belong to Germans intending to settle, or, in the case of family bequests, already settled in the Saar Territory, and that used bicycles should be included among the household effects entitled to free admission in such cases.

The German Delegation further expressed the wish that removal vans and cases imported into the Saar Territory loaded, or to be loaded there, should be allowed to remain in the Saar Territory subject to re-exportation within a year, and further that such vans and cases should be allowed to be used for removals within the Saar Territory and, on their return, for the transport of loads from the Saar Territory into German Customs territory.

I have the honour to inform you that, subject to reciprocity, and provided the parties concerned give a sworn undertaking not to bring into France such household effects, family bequests or marriage outfits, or vans and cases, the Customs authorities will receive instructions to grant the above facilities.

I have the honour, etc.

(Signed) BRIAND.

His Excellency M. von Hoesch,
German Ambassador,
Paris.

GERMAN EMBASSY.

W. V. 1163.

PARIS, *February 23, 1928.*

YOUR EXCELLENCY,

I have the honour to acknowledge receipt of Your Excellency's letter of to-day's date, in which you were good enough to communicate the following :

" During the negotiations which led to the conclusion of the Agreement of to-day's date, the German Delegation expressed the wish that the licenses required by the French Customs for the admission duty-free of used household effects, as well as family bequests and marriage outfits, should be exempt from the consular visa, when these effects belong to Germans intending to settle, or in the case of family bequests, already settled in the Saar Territory, and that used bicycles should be included among the household effects entitled to free admission in such cases.

" The German Delegation further expressed the wish that removal vans and cases imported into the Saar Territory loaded, or to be loaded there, should be allowed to remain in the Saar Territory, subject to re-exportation within a year ; and further, that such vans and cases should be allowed to be used for removals within the Saar Territory, and on their return, for the transport of loads from the Saar Territory into German Customs territory.

“ I have the honour to inform you that, subject to reciprocity, and provided the parties concerned give a sworn undertaking not to bring into France such household effects, family bequests or marriage outfits, or vans and cases, the Customs Authorities will receive instructions to grant the above facilities ”

I have the honour to be, etc.

(Signed) VON HOESCH.

His Excellency Monsieur Briand,
Minister for Foreign Affairs,
Paris.

THIRD EXCHANGE OF NOTES.

PARIS, *February 23, 1928.*

YOUR EXCELLENCY,

As regards machines, apparatus, and tools imported from German Customs territory into the Saar Territory under the present Agreement, and which could not be repaired in the Saar, I have the honour to inform you that the French Government, being desirous not to curtail by the application of the current regulations the special privileges which the two Governments have agreed to accord to Saar trade and industries, is prepared to apply the relevant French laws in the most liberal spirit, and will give express instructions to that effect to the Director of Customs at Saarbruck.

I should be glád to have the German Government's assurance that in exchange for the French Government's authorisation to export and re-import duty free the above-mentioned goods of German origin, the said goods shall not be liable on entry into German Customs territory to any duty, provided they enter subject to re-exportation to the Saar Territory.

I have the honour to be, etc.

(Signed) BRIAND.

Monsieur von Hoesch,
German Ambassador,
Paris.

GERMAN EMBASSY.

W. V. 1164.

PARIS, *February 23, 1928.*

YOUR EXCELLENCY,

In reply to your letter of February 23, informing me that the French Government is prepared to apply in the most liberal spirit the French laws and regulations regarding the machines, apparatus and tools imported into the Saar Territory under the Agreement of to-day's date and which cannot be repaired in the Saar Territory, I have the honour to give you my Government's assurance that it will levy no duty on goods imported from the Saar Territory into German Customs territory for repair and subsequent re-exportation to the Saar Territory.

I have the honour, etc.

(Signed) VON HOESCH.

His Excellency Monsieur Aristide Briand,
Minister for Foreign Affairs,
Paris.

FOURTH EXCHANGE OF NOTES.

PARIS, February 23, 1928.

YOUR EXCELLENCY,

During the negotiations which led to the conclusion of the Agreement of to-day's date between France and Germany, concerning trade between the Saar Basin Territory and German Customs territory, the two delegations thought it proper to provide certain safeguards in the event of the agreements between the Halberger Hütte and certain German organisations coming to an end. Accordingly, the two delegations proposed :

(1) That in the event of the agreement between the Deutscher Gussrohrverband and the Halberger Hütte coming to an end, the quota of 68,000 tons provided for in List B 2 for No. 778 should be reduced to 34,000 tons.

(2) That in the event of the agreement between the Abflussrohr-Verkaufsstelle and the Halberger Hütte coming to an end, the quota of 12,000 tons provided for in List B 2 for No. 779 should be reduced to 6,000 tons.

I agree to these proposals, and hope that Your Excellency will also be able to approve them.

I have the honour to be, etc.

(Signed) BRIAND.

His Excellency Monsieur von Hoesch,
German Ambassador,
Paris.

GERMAN EMBASSY.

W. V.1165.

PARIS, February 23, 1928.

YOUR EXCELLENCY,

In your letter of to-day's date you were good enough to inform me that during the negotiations which led to the conclusion of the Agreement of to-day's date between Germany and France concerning trade between the Saar Basin Territory and German Customs territory, the two delegations considered it proper to provide certain safeguards in the event of the agreements between the Halberger Hütte and certain German organisations coming to an end.

The two delegations accordingly proposed :

(1) That in the event of the agreement between the Deutscher Gussrohrverband and the Halberger Hütte coming to an end, the quota of 68,000 tons provided for in List B 2 for No. 778 should be reduced to 34,000 tons.

(2) That in the event of the agreement between the Abflussrohr-Verkaufsstelle and the Halberger Hütte coming to an end, the quota of 12,000 tons provided for in List B 2. for No. 779 be reduced to 6,000 tons.

I have the honour to inform your Excellency that I also approve this proposal of the two delegations.

I have the honour to be, etc.

(Signed) VON HOESCH.

His Excellency Monsieur Aristide Briand,
Minister for Foreign Affairs,
Paris.

FIFTH EXCHANGE OF NOTES.

PARIS, *February* 23, 1928.

YOUR EXCELLENCY,

During the commercial negotiations which have just led to the conclusion of the Agreement of to-day's date, the German delegation asked that facilities might be given to the Reichsbankstelle at Saarbruck for the exportation of German silver, copper, or aluminium-bronze coins into German Customs territory.

I have the honour to inform you that the French Government, in conformity with the laws at present in force, will allow the Reichsbankstelle at Saarbruck to export such German coins into German Customs territory.

I have the honour to be, etc.

(Signed) BRIAND.

His Excellency Monsieur von Hoesch,
German Ambassador,
Paris.

GERMAN EMBASSY.

W. V. 1166.

PARIS, *February* 23, 1928.

YOUR EXCELLENCY,

I have the honour to acknowledge receipt of Your Excellency's letter of to-day's date, intimating that the French Government is prepared to allow the Reichsbankstelle at Saarbruck to export German silver, copper or aluminium-bronze coins into German Customs territory.

I have the honour to be, etc.

(Signed) VON HOESCH.

His Excellency Monsieur Aristide Briand,
Minister for Foreign Affairs,
Paris.

N° 1816.

ALLEMAGNE ET AUTRICHE

Echange de notes comportant un arrangement relatif à l'égalité de traitement des ressortissants des deux pays en ce qui concerne l'assistance aux chômeurs et en cas de crise. Vienne, le 29 février 1928.

GERMANY AND AUSTRIA

Exchange of Notes constituting an Agreement regarding Equality of Treatment for the Nationals of the two Countries as regards Assistance in Unemployment and Assistance in case of Crisis. Vienna, February 29, 1928.

TEXTE ALLEMAND. — GERMAN TEXT.

N^o 1816. — NOTENAUSTAUSCH¹ ZWISCHEN DEN DEUTSCHEN UND ÖSTERREICHISCHEN REGIERUNGEN HINSICHTLICH DER GLEICHBEHANDLUNG DER BEIDERSEITIGEN STAATSANGEHÖRIGEN UND DER GEWÄHRUNG DER ARBEITSLOSEN- UND KRISENUNTERSTÜTZUNG. WIEN, DEN 29. FEBRUAR 1928.

Texte officiel allemand communiqué par le consul général d'Allemagne à Genève. L'enregistrement de cet échange de notes a eu lieu le 4 août 1928.

German official text communicated by the German Consul-General at Geneva. The registration of this Exchange of Notes took place August 4, 1928.

DEUTSCHE GESANDSCHAFT.

B. 310.

WIEN, den 29. Februar 1928.

Der Unterzeichnete beehrt sich, namens der Deutschen Regierung dem Herrn Bundeskanzler folgende Erklärung abzugeben.

DIE DEUTSCHE REGIERUNG und DIE ÖSTERREICHISCHE BUNDESREGIERUNG haben sich in Ergänzung ihrer Vereinbarungen über Arbeitslosenunterstützung vom 29. Juni/18. August 1921 und vom 18. Februar 1924 über nachstehendes geeinigt :

1. Bei Gewährung der Arbeitslosenunterstützung wird jeder der beiden Staaten die im Gebiete des anderen Staates ausgeübte Beschäftigung, die dort der Arbeitslosenversicherung unterliegt, der im eigenen Staatsgebiet ausgeübten Beschäftigung in Zukunft nicht nur gegenüber den eigenen Staatsangehörigen, sondern auch gegenüber solchen Angehörigen des anderen Staates gleichstellen, die sich in seinem Grenzgebiete dauernd aufhalten. Voraussetzung bleibt, dass die Beschäftigung ihrer Art nach auch im eigenen Staatsgebiete versicherungspflichtig wäre. Als Grenzgebiet gilt der Bezirk des Grenzverkehrs (Grenzzollbezirk).

2. Die Angehörigen des einen Staates erhalten in dem anderen Staate die Krisenunterstützung (Notstandsaushilfe) unter den gleichen Voraussetzungen und in dem gleichen Umfang wie die Inländer.

3. Diese Vereinbarung tritt am 1. März 1928 in Kraft.

Indem der Unterzeichnete einer entsprechenden Gegenerklärung namens der Österreichischen Bundesregierung entgegensehen darf, benutzt er den Anlass, dem Herrn Bundeskanzler den Ausdruck seiner ausgezeichnetsten Hochachtung zu erneuern.

Graf LERCHENFELD.

Seiner Exzellenz dem Bundeskanzler,
Herrn Dr. Ignaz Seipel,
Wien.

¹ Entré en vigueur le 1^{er} mars 1928.

¹ Came into force March 1, 1928

BUNDESKANZLERAMT
AUSWÄRTIGE ANGELEGENHEITEN.

Z. 98.621 — 14b.

WIEN, am 29. Februar 1928.

Der Unterzeichnete beehrt sich namens der Österreichischen Bundesregierung dem Herrn Deutschen Gesandten in Wien folgende Erklärung abzugeben :

DIE ÖSTERREICHISCHE BUNDESREGIERUNG und DIE DEUTSCHE REGIERUNG haben sich in Ergänzung ihrer Vereinbarungen über Arbeitslosenunterstützung vom 29. Juni/18. August 1921 und vom 18. Februar 1924 über Nachstehendes geeinigt :

1. Bei Gewährung der Arbeitslosenunterstützung wird jeder der beiden Staaten die im Gebiete des anderen Staates ausgeübte Beschäftigung, die dort der Arbeitslosenversicherung unterliegt, der im eigenen Staatsgebiete ausgeübten Beschäftigung in Zukunft nicht nur gegenüber den eigenen Staatsangehörigen, sondern auch gegenüber solchen Angehörigen des anderen Staates gleichstellen, die sich in seinem Grenzgebiete dauernd aufhalten. Voraussetzung bleibt, dass die Beschäftigung ihrer Art nach auch im eigenen Staatsgebiet versicherungspflichtig wäre. Als Grenzgebiet gilt der Bezirk des Grenzverkehrs (Grenzzollbezirk).

2. Die Angehörigen des einen Staates erhalten in dem anderen Staate die Krisenunterstützung (Notstandsaulhilfe) unter den gleichen Voraussetzungen und in dem gleichen Umfange wie die Inländer.

3. Diese Vereinbarung tritt am 1. März 1928 in Kraft.

Indem der Unterzeichnete einer entsprechenden Gegenerklärung namens der Deutschen Regierung entgegensehen darf, benützt er den Anlass, dem Herrn Gesandten den Ausdruck seiner ausgezeichnetsten Hochachtung zu erneuern.

Der Bundeskanzler :

SEIPEL.

An

den Herrn Deutschen Gesandten
Hugo Graf Lerchenfeld-Köfering
in Wien.

¹ TRADUCTION.

N^o 1816. — ÉCHANGE DE NOTES ENTRE LES GOUVERNEMENTS ALLEMAND ET AUTRICHIEN COMPORTANT UN ARRANGEMENT RELATIF A L'ÉGALITÉ DE TRAITEMENT DES RESORTISSANTS DES DEUX PAYS EN CE QUI CONCERNE L'ASSISTANCE AUX CHOMEURS ET EN CAS DE CRISE. VIENNE, LE 29 FÉVRIER 1928.

LÉGATION D'ALLEMAGNE.

B. 310.

VIENNE, le 29 février 1928.

Le soussigné a l'honneur, au nom du Gouvernement allemand, de remettre à M. le Chancelier fédéral, la déclaration suivante :

LE GOUVERNEMENT ALLEMAND et LE GOUVERNEMENT FÉDÉRAL D'AUTRICHE, pour compléter leurs accords du 29 juin/18 août 1921 et du 18 février 1924 relatifs à l'assistance aux chômeurs, sont convenus de ce qui suit :

1^o Pour l'octroi de l'assistance aux chômeurs, chacun des deux Etats assimilera désormais, les occupations qui sont exercées sur le territoire de l'autre Etat et qui y sont astreintes à l'assurance contre le chômage aux occupations exercées sur son propre territoire, non seulement en ce qui concerne ses propres ressortissants, mais encore en ce qui concerne les ressortissants de l'autre Etat qui séjournent d'une manière permanente dans sa zone frontrière, à condition toujours que, de par leur na-

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ TRANSLATION.

No. 1816. — EXCHANGE OF NOTES BETWEEN THE GERMAN AND AUSTRIAN GOVERNMENTS CONSTITUTING AN AGREEMENT REGARDING EQUALITY OF TREATMENT FOR THE NATIONALS OF THE TWO COUNTRIES AS REGARDS ASSISTANCE IN UNEMPLOYMENT AND ASSISTANCE IN CASE OF CRISIS. VIENNA, FEBRUARY 29, 1928.

GERMAN LEGATION.

B. 310.

VIENNA, February 29, 1928.

The undersigned on behalf of the German Government, has the honour to transmit the following declaration to His Excellency the Federal Chancellor :

THE GERMAN GOVERNMENT and THE AUSTRIAN FEDERAL GOVERNMENT, desiring to supplement their Agreements concerning Unemployment Relief dated June 29/August 18, 1921, and February 18, 1924, have agreed upon the following provisions :

(1) As regards the granting of unemployment relief, each of the two States shall in future assimilate occupations carried on in the territory of the other State and subject therein to compulsory insurance to occupations carried on in the home territory, not only in the case of its own nationals, but also in that of nationals of the other State who are permanently resident within its frontier zone, provided always that such occupations would, in view of

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

ture, les occupations en question soient également assujetties à l'assurance obligatoire sur son propre territoire. On entend par région frontière la zone du trafic frontalier (zone douanière de frontière).

2° Les ressortissants de l'un des deux Etats recevront dans l'autre Etat les allocations exceptionnelles accordées en temps de crise, aux mêmes conditions et dans la même mesure que les habitants du pays.

3° Le présent accord entrera en vigueur le premier mars 1928.

Dans l'espoir de recevoir une déclaration de réciprocité au nom du Gouvernement fédéral autrichien, le soussigné saisit l'occasion de renouveler à M. le Chancelier fédéral les assurances de sa haute considération.

Comte LERCHENFELD.

A Son Excellence
Monsieur le Dr Ignaz Seipel
Chancelier fédéral,
Vienne.

CHANCELLERIE FÉDÉRALE.

AFFAIRES ÉTRANGÈRES.

Z. 98.621 — 14b.

VIENNE, le 29 février 1928.

Le soussigné a l'honneur, au nom du Gouvernement fédéral autrichien, de remettre à M. le Ministre d'Allemagne à Vienne, la déclaration suivante :

LE GOUVERNEMENT FÉDÉRAL D'AUTRICHE et LE GOUVERNEMENT ALLEMAND, pour compléter leurs accords du 29 juin/18 août 1921 et du 18 février 1924, relatifs à l'assistance aux chômeurs, sont convenus de ce qui suit :

1° Pour l'octroi de l'assistance aux chômeurs, chacun des deux Etats s'assimilera désormais les occupations qui sont exercées sur le territoire de l'autre Etat et y sont assujetties à l'assurance contre le chômage aux occupations exercées sur son propre territoire national, non seulement en ce qui concerne ses propres ressortissants, mais

their nature, also be subject to compulsory insurance in the home territory. By frontier zone shall be understood the zone of frontier traffic (frontier Customs zone).

(2) Nationals of the one State shall receive emergency relief in the other State upon the same conditions and to the same extent as the nationals of that State.

(3) This Agreement shall come into force on March 1, 1928.

In the expectation of receiving a corresponding declaration on behalf of the Austrian Federal Government, the undersigned has the honour to be, etc.

Count LERCHENFELD.

To His Excellency
Dr. Ignaz Seipel,
Federal Chancellor,
Vienna.

AUSTRIAN FEDERAL
CHANCELLOR'S OFFICE.

FOREIGN AFFAIRS.

Z. 98. 621 — 14b.

VIENNA, February 29, 1928.

The undersigned, on behalf of the Austrian Federal Government, has the honour to transmit the following declaration to His Excellency the German Ambassador in Vienna :

THE AUSTRIAN FEDERAL GOVERNMENT and THE GERMAN GOVERNMENT, desiring to supplement their Agreements concerning Unemployment Relief dated June 29/August 18, 1921, and February 18, 1924, have agreed upon the following provisions :

(1) As regards the granting of unemployment relief, each of the two States shall in future assimilate occupations carried on in the territory of the other State and subject therein to compulsory insurance to occupations carried on in the home territory, not only in the case of its own nationals, but also in that of nationals of

encore en ce qui concerne les ressortissants de l'autre Etat qui séjournent d'une manière permanente dans sa zone frontière, à condition toujours que, de par leur nature, les occupations en question soient également assujetties à l'assurance obligatoire sur son propre territoire. On entend par région frontière la zone du trafic frontalier (zone douanière de la frontière).

2° Les ressortissants de l'un des deux Etats recevront dans l'autre Etat les allocations exceptionnelles accordées en temps de crise, aux mêmes conditions et dans la même mesure que les nationaux.

3° Le présent accord entrera en vigueur le 1^{er} mars 1928.

Dans l'espoir de recevoir une déclaration de réciprocité au nom du Gouvernement allemand, le soussigné saisit l'occasion de renouveler à Monsieur le Ministre les assurances de sa haute considération.

Le Chancelier fédéral :

SEIPEL.

Monsieur le comte
Hugo Lerchenfeld-Köfering,
Ministre d'Allemagne
à Vienne.

the other State who are permanently resident within its frontier zone, provided always that such occupations would, in view of their nature, also be subject to compulsory insurance in the home territory. By frontier zone shall be understood the zone of frontier traffic (frontier Customs zone).

(2) Nationals of the one State shall receive emergency relief in the other State upon the same conditions and to the same extent as the nationals of that State.

(3) This Agreement shall come into force on March 1, 1928.

In the expectation of receiving a corresponding declaration on behalf of the German Government, the undersigned has the honour to be, etc.

SEIPEL,

Federal Chancellor.

To the Count
Hugo Lerchenfeld-Köfering,
German Minister,
Vienna.

N° 1817.

ALLEMAGNE ET CHILI

Echange de notes comportant un accord relatif au contrôle du trafic des stupéfiants. Santiago, le 18 avril 1928.

GERMANY AND CHILE

Exchange of Notes constituting an Agreement with regard to the Control of the Traffic in Narcotic Drugs. Santiago, April 18, 1928.

TEXTE ALLEMAND. — GERMAN TEXT. TEXTE ESPAGNOL. — SPANISH TEXT.

Nº 1817. — NOTENAUSTAUSCH¹
ZWISCHEN DEN CHILENI-
SCHEN UND DEUTSCHEN RE-
GIERUNGEN ZUR REGELUNG
DER EIN- UND AUSFUHR-
BESTIMMUNGEN VON BETÄU-
BUNGSMITTELN. SANTIAGO,
DEN 18. APRIL 1928.

Nº 1817. — CANJE DE NOTAS¹
ENTRE LOS GOBIERNOS ALE-
MAN Y CHILENO ESTABLE-
CIENDO UN ACUERDO PARA
REGLAMENTAR LA IMPOR-
TACIÓN Y LA EXPORTACIÓN
DE ESTUPEFACIENTES. SAN-
TIAGO, 18 DE ABRIL DE 1928.

*Textes officiels allemand et espagnol communiqués
par le consul général d'Allemagne à Genève.
L'enregistrement de cet échange de notes a eu
lieu le 4 août 1928.*

*German and Spanish official texts communicated
by the German Consul-General at Geneva. The
registration of this Exchange of Notes took place
August 4, 1928.*

I.

DEUTSCHE GESANDTSCHAFT.

Nr. 255.

SANTIAGO, den 18. April 1928.

HERR MINISTER !

Unter Bezugnahme auf die bisher hier geführten Verhandlungen beehre ich mich Eurer
Exzellenz als deren Ergebnis folgendes zu bestätigen :

Die Deutsche Reichsregierung verpflichtet sich, die Erteilung der Ausfuhrerlaubnis
von Betäubungsmitteln gemäss des Internationalen Opiumabkommens² vom 23. Januar
1912 davon abhängig zu machen, dass in jedem einzelnen Falle eine Erlaubnis zur Einfuhr
seitens des Generalgesundheitsdirektors von Chile vorgelegt wird. Die Chilenische Regie-
rung verpflichtet sich ihrerseits, die Ausfuhr von solchen Betäubungsmitteln nach
Deutschland in jedem einzelnen Falle nur zuzulassen, nachdem ihr die Einfuhrbewilligung
des Reichsgesundheitsamts vorgelegt worden ist.

Sollten derartige Betäubungsmittel aus Deutschland ohne Ermächtigung nach Chile
eingeführt werden, so kann die Chilenische Regierung die Wiederausfuhr nach Deutschland

¹ Entré en vigueur le 23 avril 1928, en ce qui
concerne le Chili ; le 12 mai 1928, en ce qui concerne
le Reich allemand.

² Vol. VIII, pages 187, 236 et suivantes ; Vol.
XI, page 414 ; Vol. XV, page 310 ; Vol. XIX, page
282 ; Vol. XXIV, page 162 ; Vol. XXXI, page 244 ;
Vol. XXXV, page 298 ; Vol. XXXIX, page 167, et
Vol. LIX, page 346, de ce recueil.

¹ Came into force on April 23, 1928, as regards
Chile ; on May 12, 1928, as regards the German
Reich.

² Vol. VIII, pages 187, 236 and following ; Vol.
XI, page 414 ; Vol. XV, page 310 ; Vol. XIX, page
282 ; Vol. XXIV, page 162 ; Vol. XXXI, page 244 ;
Vol. XXXV, page 298 ; Vol. XXXIX, page 167,
and Vol. LIX, page 346, of this Series.

ohne die betreffende deutsche Bewilligung anordnen, verpflichtet sich aber, jeden einzelnen Fall einer solchen Wiederausfuhr der Deutschen Gesandtschaft in Santiago mitzuteilen.

Ich benutze auch diesen Anlass um Ihnen, Herr Minister, die Versicherung meiner ausgezeichnetsten Hochachtung zu erneuern.

(gez.) L. SPEE.

Seiner Excellenz
dem Minister des Äusseren,
Herrn Conrado Rios Gallardo,
Santiago.

II.

REPÚBLICA DE CHILE.
MINISTERIO
DE RELACIONES EXTERIORES.
J. B. B.
DEPTO. DIPLOMATICO No. 2702.

SANTIAGO, 18 de Abril de 1928.

SEÑOR MINISTRO :

Con referencia a las negociaciones llevadas a cabo hasta la presente en ésta me honro confirmar a V. E. como el resultado de ellas lo siguiente :

El Gobierno del Reich Alemán se obliga a subordinar la concesión de permiso para la exportación a Chile de narcóticos según el Convenio Internacional de Opio de 23 de Enero de 1912, en cada caso, a la presentación previa de un permiso para la internación del Director General de Sanidad de Chile. De su lado el Gobierno de Chile se compromete a admitir la exportación a Alemania de tales narcóticos en cada caso, solamente después de haberle sido presentado el permiso de internación otorgado por el Reichsgesundheitsamt.

Si tales narcóticos fueren importados de Alemania sin autorización a Chile, el Gobierno de Chile podrá disponer la reexportación a Alemania sin la autorización respectiva alemana, pero se compromete a comunicar sin demora cada caso de tal reexportación que se produzca a la Legación de Alemania en Santiago.

Aprovecho tambien esta oportunidad para reiterarle, Señor Ministro, las seguridades de mi más alta y distinguida consideración.

(firmado) CONRADO RIOS GALLARDO.

Excmo. Señor,
Conde L. von Spee,
Enviado Extraordinario y Ministro Plenipotenciario
de Alemania.

¹ TRADUCTION.

N^o 1817. — ÉCHANGE DE NOTES ENTRE LES GOUVERNEMENTS ALLEMAND ET CHILIEN COMPORTANT UN ACCORD RELATIF AU CONTRÔLE DU TRAFIC DES STUPÉFIANTS. SANTIAGO, LE 18 AVRIL 1928.

I.

LÉGATION D'ALLEMAGNE.

N^o 255.

SANTIAGO, le 18 avril 1928.

MONSIEUR LE MINISTRE,

Me référant aux négociations poursuivies ici jusqu'à ce jour, j'ai l'honneur de confirmer à Votre Excellence ce qui suit au sujet de leur résultat :

Le Gouvernement du Reich allemand s'engage, conformément à la Convention internationale de l'opium du 23 janvier 1912, à ne délivrer de licences d'exportation de stupéfiants que si l'intéressé présente, dans chaque cas particulier, une autorisation d'importation délivrée par le directeur général de l'hygiène du Chili. De son côté, le Gouvernement chilien s'engage à n'autoriser l'exportation de ces stupéfiants à destination de l'Allemagne que lorsque, dans chaque cas particulier, la licence d'importation du Service d'hygiène du Reich lui aura été présentée.

Au cas où ces stupéfiants en provenance d'Allemagne seraient importés sans autorisation au Chili, le Gouvernement chilien

¹ TRANSLATION.

No. 1817. — EXCHANGE OF NOTES BETWEEN THE GERMAN AND CHILEAN GOVERNMENTS CONSTITUTING AN AGREEMENT WITH REGARD TO THE CONTROL OF THE TRAFFIC IN NARCOTIC DRUGS. SANTIAGO, APRIL 18, 1928.

I.

GERMAN LEGATION.

No. 255.

SANTIAGO, April 18, 1928.

YOUR EXCELLENCY,

With reference to the negotiations conducted here to date, I have the honour to confirm to Your Excellency the results of these negotiations as follows :

The German Government undertakes to make the granting of the export authorisation for narcotic drugs in conformity with the International Opium Convention dated January 23, 1912, conditional on the production, in each individual case, of an import licence issued by the Chilean Director-General of Health. The Chilean Government, for its part, undertakes to authorise the export of such narcotic drugs to Germany, in each individual case, only after the import licence issued by the Reich Public Health Office has been submitted to it.

Should such narcotic drugs be imported into Chile from Germany without a permit, the Chilean Government may, without

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

pourra, sans l'autorisation de l'Allemagne à cet effet, en ordonner la réexportation à destination de l'Allemagne. Toutefois, il s'engage à aviser la Légation d'Allemagne à Santiago de tout cas particulier de réexportation de ce genre.

Je saisis également cette occasion pour vous renouveler, Monsieur le Ministre, les assurances de ma haute considération.

(Signé) L. SPEE.

A Son Excellence
Monsieur Conrado Rios Gallardo,
Ministre des Affaires étrangères,
Santiago.

II.

RÉPUBLIQUE DU CHILI.
MINISTÈRE
DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES.
J. B. B.
DÉPARTEMENT DIPLOMATIQUE.
N° 2702.

SANTIAGO, le 18 avril 1928.

MONSIEUR LE MINISTRE,

Me référant aux négociations poursuivies ici jusqu'à ce jour, j'ai l'honneur de confirmer à Votre Excellence ce qui suit au sujet de leur résultat :

Le Gouvernement du Reich allemand s'engage, conformément à la Convention internationale de l'opium du 23 janvier 1912, à ne délivrer de licences d'exportation de stupéfiants à destination du Chili que si l'intéressé présente, dans chaque cas particulier, une autorisation d'importation délivrée par le directeur général de l'Hygiène du Chili. De son côté, le Gouvernement chilien s'engage à n'autoriser l'exportation de ces stupéfiants à destination de l'Allemagne que lorsque, dans chaque cas particulier, la licence d'importation du Service d'hygiène du Reich lui aura été présentée.

Au cas où ces stupéfiants en provenance d'Allemagne seraient importés sans autorisation au Chili, le Gouvernement chilien

receiving authorisation from Germany for this purpose, order their re-exportation to Germany, but it undertakes to notify each individual case of such re-exportation to the German Legation at Santiago.

I avail myself of this opportunity to renew to Your Excellency the assurance of my highest consideration.

(Signed) L. SPEE.

To His Excellency
M. Conrado Rios Gallardo,
Minister for Foreign Affairs,
Santiago.

II.

REPUBLIC OF CHILE.
MINISTRY
OF FOREIGN AFFAIRS.
J. B. B.
DIPLOMATIC DEPARTMENT.
No. 2702.

SANTIAGO, April 18, 1928.

YOUR EXCELLENCY,

With reference to the negotiations conducted here to date, I have to confirm to Your Excellency the results of these negotiations as follows :

The German Government undertakes to make the granting of the export authorisation for narcotic drugs in conformity with the International Opium Convention dated January 23, 1912, conditional on the production, in each individual case, of an import licence issued by the Chilean Director-General of Health. The Chilean Government, for its part, undertakes to authorise the export of such narcotic drugs to Germany, in each individual case, only after the import licence issued by the Reich Public Health Office has been submitted to it.

Should such narcotic drugs be imported into Chile from Germany without a permit, the Chilean Government may, without

pourra, sans l'autorisation de l'Allemagne à cet effet, en ordonner la réexportation à destination de l'Allemagne. Toutefois, il s'engage à aviser la Légation d'Allemagne à Santiago de tout cas particulier de réexportation de ce genre.

Je saisis également cette occasion pour vous renouveler, Monsieur le Ministre, les assurances de ma haute considération.

(Signé) Conrado RIOS GALLARDO.

A Son Excellence
Le comte L. von Spee
Envoyé extraordinaire
et Ministre plénipotentiaire
d'Allemagne.

receiving authorisation from Germany for this purpose, order their re-exportation to Germany, but it undertakes to notify each individual case of such re-exportation to the German Legation at Santiago without delay.

I avail myself of this opportunity to renew to Your Excellency the assurance of my highest consideration.

(Signed) Conrado RIOS GALLARDO.

To His Excellency
Count L. von Spee,
Envoy Extraordinary
and Minister Plenipotentiary
of Germany.

FRANCE ET MEXIQUE

Convention tendant à assurer le règlement des réclamations provoquées par les pertes et dommages subis par des Français ou des protégés français, à raison d'actes révolutionnaires survenus au Mexique pendant la période comprise entre le 20 novembre 1910 et le 31 mai 1920 inclus, signée à Mexico, le 25 septembre 1924, et Convention additionnelle à la convention ci-dessus, signée à Mexico, le 12 mars 1927.

FRANCE AND MEXICO

Convention for the Settlement of Claims arising from Losses and Damage inflicted on French Citizens or Persons under French Protection by reason of Revolutionary Acts occurring in Mexico between November 20, 1910, and May 31, 1920, inclusive, signed at Mexico, September 25, 1924, and Additional Convention to the above Convention, signed at Mexico, March 12, 1927.

TEXTE ESPAGNOL. — SPANISH TEXT.

Nº 1818. — CONVENTION ¹ ENTRE LA FRANCE ET LE MEXIQUE TENDANT A ASSURER LE RÉGLEMENT DES RÉCLAMATIONS PROVOQUÉES PAR LES PERTES ET DOMMAGES SUBIS PAR DES FRANÇAIS OU DES PROTÉGÉS FRANÇAIS, A RAISON D'ACTES RÉVOLUTIONNAIRES SURVENUS AU MEXIQUE, PENDANT LA PÉRIODE COMPRISE ENTRE LE 20 NOVEMBRE 1910 ET LE 31 MAI 1920 INCLUS. SIGNÉE A MEXICO, LE 25 SEPTEMBRE 1924.

Nº 1818. — CONVENCION ENTRE FRANCIA Y LOS ESTADOS UNIDOS MEXICANOS PARA EL ARREGLO DE LAS RECLAMACIONES MOTIVADAS POR LAS PÉRDIDAS O DAÑOS CAUSADOS A LOS CIUDADANOS Y PROTEGIDOS FRANCESES A CAUSA DE ACTOS REVOLUCIONARIOS DURANTE EL PERIODO COMPRENDIDO ENTRE EL 20 DE NOVIEMBRE DE 1910 Y EL 30 DE MAYO DE 1920 INCLUSIVE. FIRMADO EN MEXICO, EL 25 DE SEPTIEMBRE DE 1924.

Textes officiels français et espagnol communiqués par le ministre des Affaires étrangères de la République française. L'enregistrement de cette convention a eu lieu le 4 août 1928.

French and Spanish official texts communicated by the Minister for Foreign Affairs of the French Republic. The registration of this Convention took place August 4, 1928.

LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE et LES ETATS-UNIS DU MEXIQUE, désireux de régler définitivement et d'une manière amicale toutes les réclamations pécuniaires provoquées par des pertes ou dommages subis par des Français ou des protégés français à raison d'actes révolutionnaires commis pendant la période comprise entre le 20 novembre 1910 et le 31 mai 1920 inclus, ont décidé de conclure une convention à cet effet et ont nommé pour leurs plénipotentiaires, savoir :

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE :
M. Jean-Baptiste PÉRIER, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire

LA REPÚBLICA FRANCESA y LOS ESTADOS UNIDOS MEXICANOS, deseosos de arreglar definitiva y amigablemente todas las reclamaciones pecuniarias motivadas por las pérdidas o daños que resintieron los ciudadanos o protegidos franceses, a causa de actos revolucionarios ejecutados durante el periodo comprendido entre el 20 noviembre de 1910 y el 31 de mayo de 1920, inclusive, han decidido celebrar una Convención con tal fin, y al efecto han nombrado como sus Plenipotenciarios :

EL PRESIDENTE DE LA REPÚBLICA FRANCESA :
al señor Jean-Baptiste PÉRIER, Enviado Extraordinario y Ministro Plenipoten-

¹ L'échange des ratifications a eu lieu à Mexico, le 29 décembre 1924.

¹ The exchange of ratifications took place at Mexico, December 29, 1924.

de la République française au Mexique, officier de l'ordre national de la Légion d'honneur ; et

LE PRÉSIDENT DES ETATS-UNIS DU MEXIQUE :

M. Alberto J. PANI, secrétaire d'Etat aux Finances ;

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants :

Article premier.

Toutes les réclamations définies à l'article 3 de la présente convention seront soumises à une commission de trois membres ; un membre de cette commission sera nommé par le président de la République française ; un autre membre sera nommé par le président des Etats-Unis du Mexique ; le troisième membre, qui présidera la commission, sera désigné à la suite d'un accord entre les deux gouvernements. A défaut de cet accord, dans le délai de deux mois à compter de l'échange des ratifications, le président de la commission sera désigné par le président du Conseil administratif permanent de la Cour permanente d'arbitrage de La Haye ; la requête aux fins de nomination du président de la commission sera adressée au président de ce conseil par les deux gouvernements dans un nouveau délai d'un mois ou, passé ce délai, par le gouvernement le plus diligent. En tout cas, le tiers-arbitre ne pourra être ni français ni mexicain, non plus que national d'un pays qui ait à faire valoir, à l'encontre du Mexique, des réclamations indéniables à celles qui forment l'objet de la présente convention.

En cas de décès d'un membre de la commission ainsi qu'au cas où un membre de la commission serait empêché, ou, pour une raison quelconque, s'abstiendrait de remplir ses fonctions, il serait remplacé immédiatement suivant la procédure employée pour pourvoir à sa nomination.

Article 2.

Les commissaires ainsi désignés se réuniront à Mexico dans les six mois à compter de l'échange des ratifications de la présente conven-

ciario de Francia en México, Oficial de la Orden Nacional Francesa de la Legión de Honor ;

EL PRESIDENTE DE LOS ESTADOS UNIDOS MEXICANOS :

al C. Ingeniero don Alberto J. PANI, Secretario de Hacienda y Crédito Público ;

Quienes, después de comunicarse sus plenos poderes, y de hallarlos en buena y debida forma, convinieron en los artículos siguientes :

Artículo I.

Todas las reclamaciones especificadas en el artículo III de esta Convención se someterán a una Comisión compuesta de tres miembros : uno de ellos será nombrado por el Presidente de la República Francesa ; otro por el Presidente de los Estados Unidos Mexicanos ; y el tercero, que presidirá la Comisión, será designado de acuerdo por los dos Gobiernos. Si éstos no llegan a dicho acuerdo en un plazo de dos meses contados desde el día en que se haga el canje de las ratificaciones, el Presidente del Consejo Administrativo Permanente de la Corte Permanente de Arbitraje de La Haya será quien designe al Presidente de la Comisión. La solicitud de este nombramiento se dirigirá por ambos Gobiernos al Presidente del citado Consejo, dentro de un nuevo plazo de un mes o, pasado este plazo, por el Gobierno más diligente. En todo caso, el tercer árbitro no podrá ser francés ni mexicano, ni ciudadano de nación que tenga contra México reclamaciones iguales a las que son objeto de esta Convención.

En caso de muerte de alguno de los miembros de la Comisión, o en caso de que alguno de ellos impedido para cumplir sus funciones o se abstenga por cualquier causa de hacerlo, será reemplazado inmediatamente siguiendo el mismo procedimiento que se haya empleado para nombrarlo.

Artículo II.

Los Comisionados así designados se reunirán en la ciudad de México dentro de los seis meses contados a partir de la fecha del canje de

tion. Chaque membre de la commission, avant de commencer ses travaux, fera et signera une déclaration solennelle par laquelle il s'engagera à examiner avec soin et à juger avec impartialité, d'après les principes de l'équité, toutes les réclamations présentées, attendu que le Mexique a la volonté de réparer gracieusement les dommages subis et non de voir sa responsabilité établie conformément aux principes généraux du droit international. Il suffira, par conséquent, de prouver que le dommage allégué a été subi et qu'il est dû à quelqu'une des causes énumérées à l'article 3 de la présente convention, pour que le Mexique se sente, *ex gratia*, décidé à indemniser.

Ladite déclaration sera enregistrée dans les procès-verbaux de la commission.

La commission fixera la date et le lieu de ses audiences.

Article 3.

La commission connaîtra de toutes les réclamations contre le Mexique à raison des pertes ou dommages subis par des Français ou des protégés français, ou par des sociétés, compagnies, associations ou personnes morales françaises ou sous la protection française; ou des pertes ou dommages causés aux intérêts de Français ou de protégés français dans des sociétés, compagnies, associations ou autres groupements d'intérêts, pourvu que l'intérêt du lésé, dès avant l'époque du dommage ou de la perte, soit supérieur à 50 p. 100 du capital total de la société ou association dont il fait partie, et qu'en outre, ledit lésé présente à la commission une cession consentie à son profit, de la proportion qui lui revient dans les droits à indemnité dont peut se prévaloir ladite société ou association. Les pertes ou dommages dont il est question dans le présent article sont ceux qui ont été causés pendant la période comprise entre le 20 novembre 1910 et le 31 mai 1920 inclus, par quelqu'une des forces ci-après énumérées :

1^o Par les forces d'un gouvernement de *jure* ou de *facto*.

2^o Par les forces révolutionnaires qui, à la suite de leur triomphe, ont établi des gouvernements de *jure* ou de *facto*, ou par les forces révolutionnaires qui leur étaient opposées.

ratificaciones de la presente Convención. Cada uno de los miembros de la Comisión, antes de dar principio a sus trabajos hará y firmará una declaración solemne en que se comprometa a examinar con cuidado y a fallar con imparcialidad, conforme a los principios de la equidad, todas las reclamaciones presentadas, supuesto que la voluntad de México es la de reparar graciosamente a los damnificados, y no que su responsabilidad se establezca de conformidad con los principios generales del Derecho Internacional; siendo bastante, por tanto, que se pruebe que el daño alegado haya existido y se deba a alguna de las causas enumeradas en el artículo III de esta Convención, para que México se sienta, *ex gratia*, decidido a indemnizar.

La citada declaración se registrará en las actas de la Comisión.

La Comisión fijará la fecha y el lugar de sus sesiones.

Artículo III.

La Comisión conocerá de todas las reclamaciones contra México por las pérdidas o daños resentidos por ciudadanos franceses, protegidos franceses y por sociedades, compañías, asociaciones o personas morales francesas, o sujetas a la protección francesa; o por las pérdidas o daños causados a los intereses de ciudadanos franceses o de protegidos franceses en sociedades, compañías, asociaciones u otros grupos de intereses. siempre que, en este caso el interés del damnificado sea de más de un cincuenta por ciento del capital total de la sociedad o asociación de que forma parte, anterior a la época en que se resintió el daño o pérdida, y que, además, se presente a la Comisión una cesión hecha al reclamante de la parte proporcional de la pérdida o daño que le toque en tal compañía o asociación. Las pérdidas o daños de que se habla en este artículo deberán haber sido causadas durante el periodo comprendido entre el 20 de noviembre de 1910 y el 31 de mayo de 1920, inclusive, por las fuerzas siguientes :

1. Por fuerzas de un Gobierno de *jure* o de *facto* :

2. Por fuerzas revolucionarias que hayan establecido al triunfo de su causa Gobiernos de *jure* o de *facto*, o por fuerzas revolucionarias contrarias a aquellas ;

3° Par les forces provenant de la désagrégation de celles qui sont définies à l'alinéa précédent, jusqu'au moment où le gouvernement *de jure* aurait été établi à la suite d'une révolution déterminée.

4° Par les forces provenant de la dissolution de l'armée fédérale.

5° Du fait de mutineries ou de soulèvements, ou par des forces insurrectionnelles autres que celles indiquées aux alinéas 2, 3 et 4 ci-dessus, ou par des brigands, à condition que, dans chaque cas, il soit établi que les autorités compétentes ont omis de prendre des mesures raisonnables pour réprimer les insurrections, soulèvements, mutineries ou actes de brigandage dont il s'agit, ou pour en punir les auteurs, ou bien qu'il soit établi que lesdites autorités ont été en faute de quelque autre manière.

La commission connaîtra aussi des réclamations relatives aux pertes ou dommages dus aux actes des autorités civiles, à condition que ces actes aient leur cause dans des événements ou des troubles révolutionnaires survenus dans la période prévue ci-dessus et qu'ils aient été exécutés par quelqu'une des forces définies aux alinéas 1, 2 et 3 du présent article.

Article 4.

La commission réglera sa procédure tout en se conformant aux dispositions de la présente convention.

Chaque gouvernement pourra nommer un agent et des conseils qui présenteront à la commission, oralement ou par écrit, les preuves et les arguments qu'ils jugeront bon d'invoquer à l'appui des réclamations ou contre elles.

La décision de la majorité des membres de la commission sera celle de la commission. A défaut de majorité la voix du président prévaudra.

La langue employée tant dans la procédure que dans les sentences sera le français ou l'espagnol.

Article 5.

La commission tiendra un registre où seront enregistrés, en toute exactitude et à leur date

3. Por fuerzas procedentes de la disgregación de las que se mencionan en el párrafo precedente, hasta el momento en que el Gobierno *de jure* hubiere sido establecido después de una revolución determinada ;

4. Por fuerzas procedentes de la disolución del Ejército Federal ;

5. Por motines o levantamientos, o por fuerzas insurrectas distintas de las indicadas en los párrafos 2, 3 y 4 de este artículo, o por bandoleros, con tal de que, en cada caso, se pruebe que las autoridades competentes omitieron dictar medidas razonables para reprimir las insurrecciones, levantamientos, motines o actos de bandolerismo de que se trata, o para castigar a sus autores ; o que se pruebe, asimismo, que las autoridades incurrieron en falta de alguna otra manera.

La Comisión conocerá también de las reclamaciones por pérdidas o daños causados por actos de autoridades civiles, siempre que dichos actos se originen en sucesos y trastornos revolucionarios, dentro de la época a que alude este artículo y que hayan sido ejecutados por alguna de las fuerzas descritas en los párrafos 1, 2 y 3 del presente artículo.

Artículo IV.

La Comisión decretará sus propios procedimientos, pero ciñéndose a las disposiciones de la presente Convención.

Cada Gobierno podrá nombrar un Agente y Consejeros que presenten a la Comisión, ya sea oralmente o por escrito, las pruebas y argumentos que juzguen conveniente aducir en apoyo de las reclamaciones o en contra de ellas.

La decisión de la mayoría de los miembros de la Comisión, será la de la Comisión. Si no hubiere mayoría, prevalecerá la decisión del Presidente.

Tanto en los procedimientos como en los fallos se empleará el francés o el español.

Artículo V.

La Comisión irá registrando con exactitud todas las reclamaciones y los diversos casos

respective, toutes les réclamations et les cas divers qui lui seront soumis, ainsi que les minutes des débats.

A cet effet, chaque gouvernement pourra désigner un secrétaire. Ces secrétaires dépendront de la commission et seront soumis à ses instructions.

Chaque gouvernement pourra aussi nommer et employer autant de secrétaires adjoints qu'il jugera convenable. La commission pourra, elle aussi, nommer et employer autant d'aides qu'elle jugera nécessaires en vue de mener à bien sa mission.

Article 6.

Le Gouvernement du Mexique étant désireux d'arriver à un règlement équitable des réclamations définies à l'article 3 ci-dessus, et d'accorder aux intéressés une indemnité juste qui corresponde aux pertes et dommages subis, il est convenu que la commission ne devra écarter ou rejeter aucune réclamation pour le motif que les recours légaux n'auraient pas été épuisés avant présentation de ladite réclamation.

Lorsqu'il s'agira de fixer le montant des indemnités à accorder pour des dommages à des biens, il sera tenu compte de la valeur de ces biens, telle qu'elle aura été déclarée au fisc par les intéressés, sauf dans les cas que la commission estimera vraiment exceptionnels.

Le montant des indemnités pour des dommages aux personnes ne dépassera pas celui des indemnités les plus larges accordées en France dans des cas analogues.

Article 7.

Toute réclamation devra être présentée à la commission dans le délai de neuf mois à partir du jour de la première réunion de la commission, à moins que, dans des cas exceptionnels, la majorité des membres de ladite commission ne juge satisfaisantes les raisons données pour justifier le retard. La période pendant laquelle ces réclamations exceptionnelles pourront être enregistrées sera de trois mois au plus, après l'expiration du délai normal.

La commission devra entendre, examiner et régler, dans le délai de deux ans à partir du jour de sa première réunion, toutes les réclamations qui lui auront été présentées.

que le fueren sometidos, así como las actas de los debates, con sus fechas respectivas.

Para tal fin, cada Gobierno podrá designar un Secretario. Dichos Secretarios dependerán de la Comisión y estarán sometidos a sus instrucciones.

Cada Gobierno podrá nombrar, asimismo, y emplear los Secretarios adjuntos que juzgare prudente. La Comisión podrá nombrar y emplear, igualmente, los ayudantes que juzgue necesarios para llevar a cabo su misión.

Artículo VI.

Deseando el Gobierno de México llegar a un arreglo equitativo sobre las reclamaciones especificadas en el artículo III, y conceder a los reclamantes una indemnización justa que corresponda a las pérdidas y daños que hayan sufrido, queda convenido que la Comisión no habrá de descartar o rechazar ninguna reclamación por causa de que no se hubieren agotado, antes de presentar dicha reclamación, todos los recursos legales.

Para fijar el importe de las indemnizaciones que habrán de concederse por daños a los bienes, se tendrá en cuenta el valor declarado al fisco por los interesados, salvo en casos verdaderamente excepcionales a juicio de la Comisión.

El importe de las indemnizaciones por daños personales no excederá al de las indemnizaciones más amplias concedidas por Francia en casos semejantes.

Artículo VII.

Toda reclamación habrá de presentarse ante la Comisión dentro del plazo de nueve meses contados desde el día de la primera reunión de ella, a menos que, en casos, excepcionales, la mayoría de los miembros de esa misma Comisión juzgue satisfactorias las razones que se den para justificar el retardo; el período dentro del cual podrán registrarse dichas reclamaciones excepcionales no se extenderá a más de tres meses después del término de expiración del plazo normal.

La Comisión oír, examinará y resolverá dentro del plazo de dos años, contados desde el día de su primera sesión, todas las reclamaciones que le fueren presentadas.

Trois mois après le jour de la première réunion des membres de la commission et ensuite, tous les deux mois, la commission devra soumettre à chacun des gouvernements intéressés un rapport détaillé relatant les travaux accomplis et exposant, en outre, les réclamations présentées, celles qui auront été entendues et celles sur lesquelles il aura été statué.

La commission devra statuer sur toute réclamation qui lui sera présentée, dans les six mois à compter de la clôture des débats relatifs à ladite réclamation.

Article 8.

Les Hautes Parties contractantes conviennent de considérer comme définitive la décision de la commission sur chaque affaire réglée par elle et de donner plein effet auxdites décisions. Elles conviennent, aussi, de considérer le résultat des travaux de la commission comme un règlement complet, parfait et définitif de toutes les réclamations contre le Gouvernement du Mexique procédant de quelque une des causes énumérées à l'article 3 de la présente convention. Elles conviennent, en outre, qu'à partir de la fin des travaux de la commission, sera désormais considérée comme entièrement et irrévocablement réglée toute réclamation de cet ordre, qu'elle ait été ou non présentée à ladite commission, à condition, pour celles qui auraient été présentées à la commission, que cette dernière les ait examinées et ait statué sur elles.

Article 9.

Les paiements seront faits en or ou en une monnaie équivalente et ils seront versés directement au Gouvernement français par le Gouvernement mexicain.

Article 10.

Chaque gouvernement paiera les honoraires de son propre commissaire, ainsi que ceux du personnel qu'il lui aura adjoint.

Les dépenses de la commission et les honoraires du tiers arbitre seront supportés par moitié par chaque gouvernement.

Tres meses después del día de la primera reunión de los miembros de la Comisión, y luego bimestralmente, la Comisión someterá a cada uno de los Gobiernos interesados un informe donde queden establecidos pormenorizadamente los trabajos realizados, y que comprenda también una exposición de las reclamaciones presentadas, de las oídas y de las resueltas.

La Comisión dará su fallo sobre toda reclamación que se le presente, dentro del plazo de seis meses, contados desde la clausura de los debates relativos a dicha reclamación.

Artículo VIII.

Las Altas Partes Contratantes convienen en considerar como definitiva la decisión de la Comisión sobre cada uno de los asuntos que juzgue, y en dar pleno efecto a las referidas decisiones. Convienen también en considerar el resultado de los trabajos de la Comisión como un arreglo pleno, perfecto y definitivo de todas las reclamaciones que contra el Gobierno de México provengan de alguna de las causas enumeradas en el artículo III de la presente Convención. Convienen, además, en que desde el momento en que terminen los trabajos de la Comisión, toda reclamación de esa especie, haya o no sido presentada a dicha Comisión, habrá de considerarse como arreglada absoluta e irrevocablemente para lo sucesivo; a condición de que, las que hubieren sido presentadas a la Comisión hayan sido examinadas y resueltas por ella.

Artículo IX.

Los pagos se efectuarán en oro o en moneda equivalente, y se harán al Gobierno francés por el Gobierno Mexicano.

Artículo X.

Cada Gobierno pagará los honorarios de su Comisionado y los de su personal.

Los gastos de la Comisión, lo mismo que los honorarios correspondientes al tercer Comisionado, los sufragarán por mitad ambos Gobiernos.

Article II.

La présente convention est rédigée en français et en espagnol, étant entendu que le texte français fera foi en cas de divergence.

Article 12.

Les Hautes Parties contractantes ratifieront la présente convention conformément à leur constitution respective. Les ratifications en seront échangées à Mexico le plus tôt que faire se pourra. Dès la date de cet échange, la convention entrera en vigueur.

En foi de quoi les plénipotentiaires susnommés ont signé la présente convention et y ont apposé leurs cachets.

Fait en double, à Mexico, le vingt-cinq septembre mil neuf cent vingt-quatre.

(L. S.) Jean PÉRIER.

(L. S.) A. J. PANI.

Copie certifiée conforme :

*Le Ministre plénipotentiaire,
Chef du Service du Protocole :*

P. de Fouquières.

CONVENTION¹ ADDITIONNELLE A LA CONVENTION DES RÉCLAMATIONS CONCLUE LE 25 SEPTEMBRE 1924 ENTRE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE ET LES ETATS-UNIS DU MEXIQUE. SIGNÉE A MEXICO, LE 12 MARS 1927.

Textes officiels français et espagnol communiqués par le ministre des Affaires étrangères de la République française. L'enregistrement de cette convention a eu lieu le 8 août 1928.

LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE et LES ETATS-UNIS DU MEXIQUE, considérant que la commission créée en vertu de la Convention du 25

¹ L'échange des ratifications a eu lieu à Mexico, le 22 octobre 1927.

Artículo XI.

Esta Convención está radactada en cada una de las lenguas francesa y española, quedando convenido que cualquiera duda sobre su interpretación será dilucidada por el texto francés.

Artículo XII.

Las Altas Partes Contratantes ratificarán la presente Convención, de conformidad con sus respectivas constituciones. El canje de las ratificaciones se efectuará en la ciudad de México tan pronto como fuere posible, y la Convención entrará en vigor desde el momento en que se haga el cambio de ratificaciones.

En fé de lo cual, los Plenipotenciarios respectivos firmaron la presente Convención, poniendo en ella sus sellos.

Hecha por duplicado en la ciudad de México, el día veinticinco de septiembre de mil novecientos veinticuatro.

(Signature) Jean PERRIER.

(Signature) A. J. PANI.

Copie certifiée conforme :

*Le Ministre plénipotentiaire,
Chef du Service du Protocole,*

P. de Fouquières.

CONVENCIÓN¹ ADICIONAL A LA CONVENCIÓN DE RECLAMACIONES CELEBRADA EL 25 DE SEPTIEMBRE DE 1924 ENTRE LA REPÚBLICA FRANCESA Y LOS ESTADOS UNIDOS MEXICANOS. FIRMADA EN MÉXICO, EL 12 DE MARZO, 1927.

French and Spanish official texts communicated by the Minister for Foreign Affairs of the French Republic. The registration of this Convention took place August 8, 1928.

LA REPÚBLICA FRANCESA y LOS ESTADOS UNIDOS MEXICANOS considerando que la Comisión creada en virtud de la Convención de 25

¹ The exchange of ratifications took place at Mexico, October 22, 1927.

septembre 1924, n'a pas pu terminer ses travaux dans le délai fixé par ladite convention, sont tombés d'accord pour conclure la présente convention, et à cet effet, ont nommé comme plénipotentiaires :

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE :

Monsieur Jean-Baptiste PÉRIER, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire de la République française au Mexique, officier de l'ordre national de la Légion d'honneur ;

LE PRÉSIDENT DES ETATS-UNIS DU MEXIQUE :

Monsieur Aaron SAENZ, secrétaire d'Etat aux Relations extérieures ;

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants :

Article premier.

La Commission, en vertu de la présente convention, entendra, examinera et résoudra, dans le délai de neuf mois à compter de sa première réunion, les réclamations qui font l'objet de la Convention du 25 septembre 1924 et qui ont été présentées conformément à ladite convention. Si, dans ce délai, la Commission ne pouvait pas terminer ses travaux, ce délai serait prorogé pour une durée n'excédant pas neuf mois, par simple échange de notes entre les Hautes Parties contractantes. La commission devra tenir sa première séance dans les deux mois qui suivront la nomination du président de la commission.

Article II.

Aussitôt après l'échange des ratifications, il sera procédé à la désignation du président de la commission. Si les Hautes Parties contractantes ne parviennent pas, dans un délai de quatre mois comptés du jour où auront été échangées lesdites ratifications, à le désigner d'un commun accord, ils prieront le président du Conseil administratif de la Cour permanente d'arbitrage de La Haye de faire lui-même ce choix. Les Hautes Parties contractantes se réservent le droit de remplacer les arbitres actuellement en fonctions en vertu de la Convention du 25 septembre 1924.

de septiembre de 1924 no pudo terminar sus trabajos en el plazo fijado por la mencionada Convención, han convenido en celebrar la presente Convención y al efecto han nombrado como Plenipotenciarios :

EL PRESIDENTE DE LA REPÚBLICA FRANCESA :

al Señor Jean-Baptiste PÉRIER, Enviado Extraordinario y Ministro Plenipotenciario de la República Francesa en Mexico, Oficial de la Orden Nacional de la Legión de Honor.

EL PRESIDENTE DE LOS ESTADOS UNIDOS MEXICANOS :

al Señor Licenciado don Aaron SAENZ, Secretario de Relaciones Exteriores,

Quienes, después de comunicarse sus Plenos Poderes y de hallarlos en buena y debida forma, convinieron en los artículos siguientes :

Artículo I.

La Comisión en virtud de la presente Convención, oír, examinará y resolverá en el plazo de nueve meses contados desde su primera reunión, las reclamaciones que son objeto de la Convención de 25 de septiembre de 1924 y que fueron presentadas conforme a la mencionada Convención. Si dentro de este plazo la Comisión no pudiese terminar sus trabajos, aquel sera prorrogado por un lapso que no exceda de nueve meses mediante un simple cambio de notas entre las Altas Partes Contratantes. La Comisión celebrará su primera sesión dentro de los dos meses siguientes al nombramiento del Presidente de la Comisión.

Artículo II.

Tan pronto como se haya efectuado el canje de de ratificaciones, se procederá a la designación del Presidente de la Comisión. Si las Altas Partes Contratantes en un plazo de cuatro meses contados desde el día en que se haga el canje de las mencionadas ratificaciones, no llegaren de un común acuerdo a designarlo, recurrirán al Presidente del Consejo Administrativo de la Corte Permanente de Arbitraje de La Haya, para que éste haga la elección. Las Altas Partes Contratantes se reservan el derecho de reemplazar los árbitros actualmente en funciones en virtud de la Convención de 25 de septiembre de 1924.

Article III.

Les délais de procédure fixés par le Règlement du 23 mars 1925 seront suspendus le 14 mars 1927 et recommenceront à courir à partir de la date de la première réunion de la commission.

Article IV.

Toutes les dispositions de la Convention du 25 septembre 1924 et du Règlement de procédure du 23 mars 1925 qui ne sont pas modifiées par les dispositions de la présente convention restent en vigueur.

Article V.

La présente convention est rédigée en français et en espagnol.

Article VI.

Les Hautes Parties contractantes ratifieront la présente convention conformément aux dispositions de leur constitution respective. L'échange des ratifications aura lieu à Mexico aussitôt que faire se pourra et, dès cet échange, la convention entrera en vigueur.

En foi de quoi les plénipotentiaires susnommés ont signé la présente convention et y ont apposé leurs cachets.

Fait en double à Mexico, le douze mars mil neuf cent vingt-sept.

(L. S.) Jean PÉRIER.

(L. S.) Aaron SAENZ.

Artículo III.

Los plazos de procedimiento fijados por el Reglamento de 23 de marzo de 1925, quedarán suspendidos el 14 de marzo de 1927 y se reanudarán a partir de la fecha de la primera reunión de la Comisión.

Artículo IV.

Todas las disposiciones de la Convención de 25 de septiembre de 1924 y de su Reglamento de 23 de marzo de 1925 que no son modificadas por las disposiciones de la presente Convención, quedan en vigor.

Artículo V.

La presente Convención está redactada en cada una de las lenguas francesa y española.

Artículo VI.

Las Altas Partes Contractantes ratificarán la presente Convención de conformidad con las disposiciones de su Constitución respectiva. El canje de ratificaciones se efectuará en la Ciudad de México tan pronto como posible fuere y la Convención entrará en vigor desde el momento en que se haga el canje de ratificaciones.

En fe de lo cual los Plenipotenciarios respectivos firmaron la presente Convención poniendo en ella sus sellos.

Hecha por duplicado en la ciudad de México, a los doce días del mes de marzo de mil novecientos veintisiete.

(L. S.) JEAN PÉRIER.

(L. S.) Aaron SAENZ.

Copie certifiée conforme :

*Le Ministre plénipotentiaire,
Chef du Service du Protocole :*

P. de Fouquières.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 1818. — CONVENTION BETWEEN FRANCE AND MEXICO FOR THE SETTLEMENT OF CLAIMS ARISING FROM LOSSES AND DAMAGE INFLICTED ON FRENCH CITIZENS OR PERSONS UNDER FRENCH PROTECTION BY REASON OF REVOLUTIONARY ACTS OCCURRING IN MEXICO BETWEEN NOVEMBER 20, 1910, AND MAY 31, 1920, INCLUSIVE. SIGNED AT MEXICO, SEPTEMBER 25, 1924.

THE FRENCH REPUBLIC and THE UNITED STATES OF MEXICO, being desirous of arriving at a final and friendly settlement of all pecuniary claims for loss or injury sustained by French nationals or persons under French protection as a result of revolutionary acts occurring between November 20, 1910, and May 31, 1920, inclusive, have decided to conclude a Convention for this purpose and have appointed as their Plenipotentiaries :

THE PRESIDENT OF THE FRENCH REPUBLIC :

M. Jean-Baptiste PÉRIER, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary of the French Republic in Mexico, Officer of the National Order of the Legion of Honour ;

THE PRESIDENT OF THE UNITED STATES OF MEXICO :

M. Alberto J. PANI, Secretary of State for Finance ;

Who, having communicated their full powers, found in good and due form, have agreed upon the following Articles :

Article 1.

All the claims specified in Article 3 of the present Convention shall be submitted to a Commission consisting of three members ; one member of this Commission shall be appointed by the President of the French Republic ; one member shall be appointed by the President of the United States of Mexico ; the third member, who shall preside over the Commission, shall be appointed by agreement between the two Governments. Should an agreement on this matter not be reached within two months from the date of the exchange of the ratifications, the Chairman of the Commission shall be appointed by the President of the Permanent Administrative Council of the Permanent Court of Arbitration at The Hague. The request for the appointment of the Chairman of the Commission must be addressed by the two Governments to the President of the above-mentioned Council within a further period of one month, or after the expiry of this period, by the Government whose request is first received. In any case the third arbitrator may not be of French or Mexican nationality or a national of a country which may have to submit claims against Mexico identical with the claims covered by the present Convention.

In the event of the death of a member of the Commission, or should a member be prevented from discharging his duties, or for any reason decline to discharge his duties, he shall immediately be replaced in accordance with the procedure followed for his appointment.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

Article 2.

The members of the Commission thus appointed shall meet at Mexico City within six months of the exchange of the ratifications of the present Convention. Before entering upon his duties, each member of the Commission shall make and sign a solemn declaration in which he undertakes to examine carefully and to give an impartial decision in conformity with the principles of equity on all claims submitted, in view of the fact that Mexico desires of her own accord to give compensation for injury sustained and does not wish her responsibility to be established in accordance with the general principles of international law. It shall, therefore, be sufficient to furnish proof that the alleged damage has been sustained and that it is due to one of the causes mentioned in Article 3 of the present Convention for Mexico to be prepared to accord compensation *ex gratia*.

The foregoing declaration shall be recorded in the records of the Commission.

The Commission shall fix the date and place of its meetings.

Article 3.

The Commission shall deal with all claims against Mexico for loss or injury sustained by French nationals or persons under French protection, or by companies, associations or juridical persons of French nationality or under French protection, or for loss or injury caused to the interests of French nationals or persons under French protection in companies, corporations, associations or other groups of interests, provided that the interest of the aggrieved party prior to the date at which the injury or loss was sustained, exceeds 50 % of the total capital of the company or association to which he belongs, and provided also that the said party submits to the Commission a deed of surrender made out in his favour for his proportionate share of the rights to compensation which the said company or association may claim. The losses or injury referred to in the present Article are those which were caused between November 20, 1910, and May 31, 1920, inclusive, by any of the following forces :

- (1) Forces of a *de jure* or *de facto* Government.
- (2) Revolutionary forces which, as a result of victory, established a *de jure* or *de facto* Government, or counter-revolutionary forces.
- (3) Forces resulting from the disintegration of those mentioned in the previous paragraph up to the time when the *de jure* Government was established after a revolution.
- (4) Disbanded forces of the Federal Army.
- (5) Forces of mutineers or insurgents or insurrectionary forces other than those mentioned in paragraphs 2, 3 and 4 above, or brigands, if it is proved in each case that the competent authorities omitted to take reasonable measures to suppress such insurrections, risings, mutinies or acts of brigandage, or to punish the offenders, or if it is proved that the said authorities were at fault in any other way.

The Commission shall also deal with claims for loss or damage due to acts of the civil authorities, if these acts were caused by revolutionary events or disturbances and occurred in the period referred to above and if they were committed by one or other of the forces mentioned in paragraphs 1, 2 and 3 of the present Article.

Article 4.

The Commission shall fix its own rules of procedure whilst conforming to the provisions of the present Convention.

Each Government may appoint a representative as well as advisers ; the latter will submit to the Commission orally or in writing such evidence and arguments as they may consider desirable to adduce for or against claims.

The Commission shall take its decisions by a majority vote. The Chairman shall have a casting vote.

French or Spanish shall be the language employed in the proceedings of the Commission and its awards.

Article 5.

The Commission shall keep an exact record with the corresponding dates, of all claims and cases submitted to it, and also the minutes of its proceedings.

For this purpose, each Government may appoint a secretary. The said secretaries shall be subordinate to the Commission and comply with its instructions.

Each Government may also appoint and employ any assistant secretaries that it may deem necessary. The Commission may also appoint and employ any auxiliary personnel which it may require in order to discharge its duties.

Article 6.

In view of the fact that the Mexican Government desires to arrive at an equitable settlement of the claims specified in Article 3 above and to accord to the claimants fair compensation for the loss and injury which they have sustained, it is agreed that the Commission shall not dismiss or reject any claim on the ground that recourse has not been had to all the legal remedies before the claim was submitted.

For the purpose of determining the amount to be granted as compensation for damage to property, the basis taken shall be the value declared by the persons concerned to the fiscal authorities, except in cases deemed by the Commission to be really exceptional.

The amount of compensation for personal injury shall not exceed the most liberal compensation granted in France in similar cases.

Article 7.

All claims must be submitted to the Commission within nine months from the date of its first meeting unless, in exceptional cases, the majority of the members of the Commission consider that the reasons given for the delay are satisfactory. The period within which these exceptional claims may be filed must not exceed the ordinary time limit by more than three months.

The Commission shall hear, examine and decide upon all claims submitted to it within two years of its first meeting.

Three months after the first meeting of the members of the Commission, and every two months thereafter, the Commission shall submit to each of the Governments concerned a report setting forth in detail the work that has been accomplished and containing in addition, a list of claims submitted, claims heard and claims settled.

The Commission shall give its decision upon each claim submitted to it within six months of the date on which the proceedings regarding the said claim are concluded.

Article 8.

The High Contracting Parties agree to regard the Commission's decisions upon all cases decided by it as final, and to give full effect to the said decisions. They also agree to regard the results of the work of the Commission as a full, complete and final settlement of all claims against the Mexican Government arising from any of the causes enumerated in Article 3 of the present Convention. They agree, moreover, that from the moment the Commission has concluded its work, any claim of the kind mentioned, whether submitted to the Commission or not, shall be regarded as completely and irrevocably settled, provided always that the claims submitted to the Commission have actually been examined and decided upon by it.

Article 9.

Payments shall be made by the Mexican Government direct to the French Government in gold or in an equivalent currency.

Article 10.

Each Government shall pay the emoluments of its own member of the Commission and of its personnel.

The expenses of the Commission and the emoluments of the third member shall be borne by the two Governments in equal shares.

Article 11.

The present Convention shall be drawn up in French and in Spanish, and it is agreed that in case of doubt the French text shall be authentic.

Article 12.

The High Contracting Parties shall ratify the present Convention in conformity with their respective constitutional laws. The exchange of ratifications shall take place at Mexico City as soon as possible, and the Convention shall enter into force as from the date of the exchange of the ratifications.

In faith whereof the above Plenipotentiaries have signed the present Convention and have thereto affixed their seals.

Done in duplicata at Mexico City, the twenty-fifth day of September, one thousand nine hundred and twenty-four.

(L. S.) Jean PÉRIER.

(L. S.) A. J. PANI.

ADDITIONAL CONVENTION TO THE CONVENTION REGARDING CLAIMS CONCLUDED SEPTEMBER 25, 1924, BETWEEN THE FRENCH REPUBLIC AND THE UNITED STATES OF MEXICO. SIGNED AT MEXICO, MARCH 12, 1927.

THE FRENCH REPUBLIC and THE UNITED STATES OF MEXICO, considering that the Commission appointed in virtue of the Convention of September 25, 1924, has not been able to finish its work within the period fixed by that Convention, have agreed to conclude the present Convention and have for this purpose appointed as their Plenipotentiaries :

THE PRESIDENT OF THE FRENCH REPUBLIC :

M. Jean-Baptiste PÉRIER, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary of the French Republic in Mexico, Officer of the National Order of the Legion of Honour ;

THE PRESIDENT OF THE UNITED STATES OF MEXICO :

M. Aaron SAENZ, Secretary of State for Foreign Affairs ;

Who, having communicated their full powers, found in good and due form, have agreed upon the following Articles :

Article I.

The Commission, in virtue of the present Convention, shall hear, examine and decide, within nine months from the date of its first meeting, the claims which are covered by the Convention of September 25, 1924, and which have been submitted in conformity with the said Convention. If the Commission has not been able to conclude its work within that period, then this period shall be prolonged for a further period not exceeding nine months by a simple exchange of notes between the High Contracting Parties. The Commission shall hold its first meeting within two months of the appointment of the Chairman of the Commission.

Article II.

The Chairman of the Commission shall be appointed immediately after the exchange of the ratifications. If the High Contracting Parties do not reach an agreement as regards the appointment of the Chairman within four months from the date of the exchange of the ratifications, they shall request the President of the Administrative Council of the Permanent Court of Arbitration at The Hague to choose the said Chairman. The High Contracting Parties reserve the right to replace arbitrators at present acting in virtue of the Convention of September 25, 1924.

Article III.

The periods of procedure fixed by the Rules of March 23, 1925, shall be suspended on March 14, 1927, and shall again begin to run as from the date of the first meeting of the Commission.

Article IV.

All the provisions of the Convention of September 25, 1924, and of the Rules of Procedure of March 23, 1925, which are not modified by the provisions of the present Convention shall remain in force.

Article V.

The present Convention shall be drawn up in French and in Spanish.

Article VI.

The High Contracting Parties shall ratify the present Convention in conformity with their respective constitutional laws. The exchange of ratifications shall take place at Mexico City as soon as possible and the Convention shall enter into force as from that date.

In faith whereof the above-mentioned Plenipotentiaries have signed the present Convention and have thereto affixed their seals.

Done in duplicate at Mexico City, March the twelfth, one thousand nine hundred and twenty-seven.

(L. S.) Jean PÉRIER.

(L. S.) Aaron SAENZ.

Imprimé
pour la SOCIÉTÉ DES NATIONS
par les
IMPRIMERIES RÉUNIES S. A.
Lausanne (Suisse)

Printed for the
LEAGUE OF NATIONS
by
IMPRIMERIES RÉUNIES S. A.
Lausanne (Switzerland)